MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Statistique Judiciaire de la Belgique

DIX-NEUVIÈME ANNÉE

STATISTIQUE PÉNALE : 1916
STATISTIQUE DE LA JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE : 1915-1916
STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE : 1916
STATISTIQUE DE LA MENDICITÉ ET DU VAGABONDAGE : 1916
STATISTIQUE DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE
(PATRONAGE DES DÉTENUS) : 1916
STATISTIQUE DE LA POLICE DES ÉTRANGERS : 1916
STATISTIQUE DES ALIÉNÉS : 1916
STATISTIQUE DES SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES : 1916
STATISTIQUE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE
(LOI DU 15 MAI 1912, CHAPITRES Ier ET II) : 1916

BRUXELLES

VEUVE FERDINAND LARCIER
ÉDITEUR
26-28, rue des Minimes

ALBERT DEWIT
ÉDITEUR
53, rue Royale

1921

PRIX : 20 FRANCS

ÉTABLISSEMENTS GÉNÉRAUX D'IMPRIMERIE
14, RUE D'OR, 14

SOMMAIRE DU VOLUME

INTRODUCTION

	Pages.
Statistique pénale :	
PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique de l'administration de la justice pénale*	VII
SECONDE PARTIE. — *Statistique criminelle*	XI
Statistique de la justice civile et commerciale	XIX
Statistique pénitentiaire :	
PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique administrative*	XXVI
SECONDE PARTIE. — *Statistique des détenus*	XXXV
Statistique de la mendicité et du vagabondage	XXXVII
Statistique de la libération conditionnelle	XXXVIII
Statistique de la police des étrangers	XLI
Statistique des aliénés admis dans les établissements	XLII
Rapport sur l'application de la loi du 15 mai 1912 (Protection de l'enfance)	XLIII

TABLEAUX

Statistique pénale :	
PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique de l'administration de la justice pénale*	7
SECONDE PARTIE. — *Statistique criminelle*	167
Statistique de la justice civile et commerciale	193
Statistique pénitentiaire :	
PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique administrative*	259
SECONDE PARTIE. — *Statistique des détenus*	281
Statistique de la mendicité et du vagabondage	291
Statistique de la libération conditionnelle (Patronage des détenus)	299
Statistique de la police des étrangers	305
Statistique des aliénés admis dans les établissements	309
Statistique des sourds-muets et des aveugles	323
Statistique de la Protection de l'enfance (loi du 15 mai 1912, chapitre I et II)	325
Errata	368
Table analytique	369
Table méthodique	381

INTRODUCTION

INTRODUCTION

STATISTIQUE PÉNALE

1916

La statistique pénale belge est divisée en deux parties. L'une, dite : « Statistique de l'administration de la Justice », rend compte des affaires traitées durant l'année par les différentes juridictions répressives du royaume et expose dans quelle mesure chacune d'elles participe à l'administration de la Justice. L'autre, la « Statistique criminelle », traduit en chiffres certains aspects de la criminalité considérée comme phénomène social et non plus comme objet de l'activité de la magistrature.

Il était d'usage dans l' « Introduction » de la Statistique pénale de rapprocher des chiffres que l'on publiait les chiffres des années antérieures et notamment des quatre dernières années.

Pas plus qu'en 1914 et en 1915, il n'y a lieu, cette fois, d'effectuer pareils rapprochements. Non seulement, en effet, la période de guerre est par elle-même, anormale, et les années qu'elle englobe ne sauraient être assimilées aux années d'un régime de paix. Mais indépendamment d'un fait de signification générale, trop de facteurs particuliers ont influencé les résultats qu'enregistre aujourd'hui la statistique pour que l'on ne doive pas s'interdire ici *a priori* des comparaisons qui exigeraient de nombreux commentaires. Ceux-ci ne pourraient vraiment être judicieux que si l'on était en possession de renseignements d'ordres multiples et ces renseignements, aujourd'hui encore, font défaut. L'observateur aura la vue plus libre quand il bénéficiera d'un certain recul.

L'attention sera, encore, attirée sur un point. La libération du territoire a permis d'obtenir des renseignements relatifs à la partie du pays restée libre; ces renseignements complètent les renseignements parvenus des régions occupées. Il importe que les chiffres fournis de part et d'autre restent distincts. On a donc veillé à ce que les divers tableaux s'inspirent, avant tout, du principe de répartition géographique : le classement des résultats par arrondissements ou cantons judiciaires est la règle

PREMIÈRE PARTIE. — Statistique de l'administration de la Justice pénale.

On suivra dans l'introduction le même plan que dans le corps de la publication, c'est-à-dire qu'on examinera successivement chacun des rouages de l'organisation judiciaire dans l'ordre que lui assigne le Code d'instruction criminelle.

1. — Police judiciaire et juridictions d'instruction.

Parquets.

(Tableau I.)

Le nombre des plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés dans les parquets s'élève à 157,674. Les chiffres étant pour Furnes 2,637, pour Ypres 2,023, le total des plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés dans les parquets du pays occupé est de 153,014.

Juges d'instruction et chambres du conseil.

(Tableau III.)

Les renseignements qui concernent les cabinets des juges d'instruction et les chambres du conseil font défaut pour Furnes (1).

Voici, par arrondissement (celui de Furnes excepté), le nombre des affaires réellement instruites :

Bruxelles	4,293	Courtrai	554
Louvain	627	(Furnes	—)(1)
Nivelles	625	Ypres	42
Anvers	1,756	Liége	2,772
Malines	327	Huy	394
Turnhout	151	Verviers	969
Mons	1,606	Tongres	214
Charleroi	1,853	Hasselt	198
Tournai	804	Arlon	139
Gand	950	Marche	108
Audenarde	508	Neufchâteau	87
Termonde	691	Namur	799
Bruges	481	Dinant	374

Chambres des mises en accusation.

(Tableaux V, VI et VII.)

Les chambres des mises en accusation ont rendu 133 arrêts portant renvoi devant une juridiction de jugement ou décrétant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés.

Le nombre des ordonnances rendues par les chambres du conseil qui ont été soumises aux chambres des mises en accusation est de 859. Dans la grande majorité des cas, les chambres des mises en accusation n'ont pas modifié les décisions prises par les chambres du conseil.

Ont été confirmées entièrement 671 ordonnances, soit 78 %.

Les chambres des mises en accusation ont, dans une plus large mesure, usé de leur pouvoir d'infirmation à l'égard des ordonnances qui étaient rendues sur le fond des affaires qu'à l'égard des ordonnances préparatoires et d'instruction.

Ordonnances rendues sur le fond des affaires.

Total.	Infirmées en tout ou en partie.	Proportion.
117	79	67 %

Ordonnances préparatoires et d'instruction.

Total.	Infirmées en tout ou en partie.	Proportion.
742	109	14 %

Réhabilitations. — (Loi du 25 avril 1896 sur la réhabilitation en matière pénale.) (Tableaux V et VI.) — Les demandes de réhabilitation ont été au nombre de 224; 159 furent accueillies, 65 furent rejetées. Des 224 demandes, 189 ont été adressées à la Cour d'appel de Bruxelles, 2 à celle de Gand, 33 à celle de Liége.

Ici comme ailleurs on ne perdra pas de vue l'influence qu'ont exercée sur les chiffres les évènements de la guerre.

2. — Tribunaux de Police. (2)

La statistique des tribunaux de police est complète.

Nombre des affaires.

(Tableau XII.) (3)

Le total des affaires portées devant les justices de paix en 1916 est de 56,115, dont 54,772 affaires de police et 1,343 affaires concernant le vagabondage et la mendicité.

Nombre des inculpés.

(Tableau XIII.)

Les tribunaux de police ont jugé un nombre total de 73,995 individus, dont 72,276 en matière de police, et 1,719 en matière de mendicité et de vagabondage.

(1) Les archives du cabinet d'instruction ont été détruites lors du bombardement.
(2) Il est utile de fournir quelques renseignements qui n'ont pu être donnés lors de l'impression des tableaux.
On se bornera d'ailleurs à procurer des indications concernant *uniquement* les justices de paix pour lesquelles le chiffre des affaires et des inculpés est : *néant*. (Il va sans dire que les observations devraient être singulièrement étendues si on poursuivait l'examen d'autres cas).
Voici donc, en résumé, les renseignements fournis par les greffes au sujet des tribunaux dont il vient d'être question :
Assenede. — Entraves résultant de l'occupation.
Ghistelles. — Entraves mises par l'occupant.
Thourout. — Entraves mises par l'occupant. (L'occupant était installé au local de la justice de paix.)
Menin. — Entraves mises par l'occupant. (Le prétoire avait été converti en écurie. L'occupant avait organisé un simulacre de tribunal.)
Moorseele. — Entraves mises par l'occupant. (Les Allemands occupaient le local de la justice de paix.)
Roulers. — Entraves mises par l'occupant. (Défense avait été faite au juge de paix, par l'occupant, de siéger en matière pénale.)
Dixmude. — Le tribunal de police n'a pu siéger par suite de l'état de guerre.
Ypres. — Le tribunal de police des deux cantons d'Ypres, transféré à Poperinghe en vertu d'un arrêté royal du 1er février 1915 n'a pu fonctionner en 1916, par suite de l'absence de l'officier du ministère public et des membres du collège échevinal.
Hooglede. — Le tribunal n'a pu siéger par suite de l'état de guerre.
Passchendaele. — Le tribunal n'a pu siéger par suite de l'état de guerre.
Wervicq. — Le tribunal n'a pu siégé, en 1916, par suite de l'interdiction qu'avait prononcée l'autorité allemande, de rendre la justice en matière pénale. L'occupant s'était emparé du local de la justice de paix.
(3) Voir l'erratum p. 368.

3. — Tribunaux correctionnels.

Nombre des affaires.

(Tableau XVII.)

La statistique des tribunaux correctionnels est complète.

Les tribunaux correctionnels ont eu à juger 33,930 affaires nouvelles et 12,563 qui étaient pendantes au début de l'année, soit un total de 46,493 affaires. Ils en ont terminé 32,775, dont 32,683 par jugements au fond.

Le nombre des affaires restant à juger à la fin de l'année 1916 est de 12,732 (1).

Ces chiffres comprennent les chiffres des tribunaux correctionnels de Furnes et d'Ypres. On en trouvera le détail page 39.

Les tribunaux correctionnels de Furnes et d'Ypres ont eu à juger 1,136 affaires nouvelles et 260 qui étaient pendantes au commencement de l'année, soit un total de 1,396 affaires. Ils en ont terminé 1,080, toutes par jugements au fond. Le nombre des affaires y restant à juger à la fin de l'année 1916 est de 316.

On obtient donc les chiffres suivants pour l'ensemble des autres tribunaux correctionnels qui, tous, siégeaient en pays occupé : 32,794 affaires nouvelles étaient à juger ainsi que 12,303 pendantes au commencement de l'année, soit un total de 45,097 affaires à juger; 31,695 ont été terminées, dont 31,622 par jugements au fond; 13,416 affaires restaient à juger à la fin de l'année 1916.

Nombre des prévenus.

(Tableau XVIII.)

La statistique des prévenus jugés par les tribunaux correctionnels est dressée au moyen des bulletins de condamnation et d'acquittement que reçoit le département de la justice (2). Les bulletins mentionnant des condamnations ou des acquittements prononcés par les tribunaux correctionnels (même ceux de Furnes et d'Ypres) pendant l'année 1915 et devenus définitifs sont parvenus au département de la Justice. Les greffes des tribunaux correctionnels de Furnes et d'Ypres ont effectué leurs envois de bulletins après la libération du territoire.

Le chiffre des prévenus jugés par les tribunaux correctionnels, soit en première instance, soit sur appel d'un jugement de police est de 42,863 (3).

Ces 42,863 prévenus se décomposent en 41,741 prévenus jugés en première instance par les tribunaux correctionnels et 1,122 jugés en degré d'appel par ces mêmes tribunaux.

Les poursuites dirigées contre les 41,741 (3) prévenus jugés en première instance ont abouti aux résultats que voici :

Acquittés	7,377	ou 17.6%
Condamnés à l'emprisonnement	17,060	ou 40.8%
Id. à l'amende	17,304	ou 41.6%
	41,741	100.0

Les peines infligées à ceux de ces prévenus qui ont été condamnés se décomposent en :

8,330 (24.2%) condamnations à une amende conditionnelle;

8,974 (26.1%) condamnations à une amende non conditionnelle;

4,526 (13.2%) condamnations à un emprisonnement conditionnel;

10,530 (30.7%) condamnations à un emprisonnement non conditionnel de 6 mois ou moins;

2,004 (5.8%) condamnations à un emprisonnement de plus de 6 mois.

Des 1,122 (3) prévenus jugés en degré d'appel, 778 sont des condamnés, 344 sont des acquittés.

(1) Voir la note page 39 qui explique pourquoi le nombre des affaires restant à juger pour l'ensemble du pays est de 13,732 et non de 13,718 comme l'exigerait apparemment le maintien des concordances.
(2) Il n'est fait exception que pour la statistique des infractions forestières. Celle-ci est dressée d'après des états spéciaux.
(3) Dans ce chiffre ne sont pas compris les prévenus pour infractions forestières.

4. — Cours d'appel.

(Tableaux XX à XXII.)

Le chiffre des affaires portées devant les cours d'appel est de 3,283 — dont 1,809 portées devant la Cour d'appel de *Bruxelles*, 576 devant la Cour d'appel de Gand et 898 devant la Cour d'appel de Liége.

5. — Cours d'assises.

(Tableaux XXIII à XXX.)

Les cours d'assises ont jugé 56 affaires; toutes étaient des affaires criminelles.

Le nombre des individus poursuivis est de 103. Parmi ces individus 99 furent jugés contradictoirement dont 51 étaient accusés de crimes contre les personnes, et 48 de crime contre les propriétés. Des 4 individus jugés par contumace, 3 étaient accusés de crimes contre les personnes, 1 était accusé d'un crime contre la propriété.

6. — Cour de cassation.

(Tableau XXXI.)

La seconde chambre de la Cour de cassation a rendu 430 arrêts.

DEUXIÈME PARTIE. — Statistique criminelle.

Les tableaux de la statistique criminelle pour l'année 1916 ont été dressés de la même manière que ceux relatifs aux années 1899 à 1915. Comme ces derniers, ils donnent le nombre non plus des *condamnations individuelles*, mais celui des *individus condamnés*. Un délinquant condamné plusieurs fois durant l'année n'est compté qu'une fois et est inscrit dans les tableaux pour la dernière condamnation qu'il a encourue ou, s'il a été condamné à raison d'infractions concurrentes, pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte. Cependant, afin que l'on puisse juger des résultats différents obtenus, suivant que l'on emploie l'une ou l'autre méthode, les totaux de chaque tableau donnent, à côté du nombre des condamnés, celui des condamnations individuelles. La statistique de l'année 1898 a été dressée d'après la seule méthode des condamnations individuelles.

On sait que la statistique criminelle est faite d'après les bulletins du casier judiciaire. Les bulletins relatifs à la partie du pays restée non occupée sont parvenus après la libération du territoire.

Il est bon de rappeler ici l'observation de portée générale formulée en tête de l'Introduction (v. p. VII) et qui s'applique aux tableaux divers de la Statistique criminelle comme à ceux de la Statistique de l'administration de la Justice.

7. — Nombre des condamnés.

(Tableaux XXXII à XXXVII et XLI.)

Voici le chiffre des *condamnations individuelles.*

HOMMES.			FEMMES.			HOMMES ET FEMMES RÉUNIS.		
Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.
15,525	13,877	29,402	10,265	5,208	15,473	25,790	19,085	44,875

Voici le chiffre des *individus condamnés.*

HOMMES.			FEMMES.			HOMMES ET FEMMES RÉUNIS.		
Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.
14,763	12,302	27,065	9,895	4,686	14,581	24,658	16,988	41,646

Parmi les 41,646 condamnés, 2,714 ont encouru plusieurs condamnations pendant l'année.

Ces condamnations répétées se sont élevées au total de 3,229.

Elles se sont réparties entre les condamnés de la manière suivante :

Individus condamnés	2	fois pendant l'année	2,333
Id.	3	id.	295
Id.	4	id.	61
Id.	5	id.	19
Id.	6	id.	5
Id.	7	id.	—
Id.	8	fois et plus	1

Au point de vue de la procédure, il est à remarquer que, sur les 3,229 condamnations, 2,135 concernaient des infractions qui se trouvaient en concours (1) avec d'autres précédemment jugées, de telle sorte qu'elles n'ont produit aucune modification de l'état pénal de l'individu qui les encourait : le condamné primaire est resté primaire, le condamné récidiviste n'a pas passé à un groupe supérieur de récidive.

Les 1,094 autres condamnations répétées concernaient les faits commis en 1916, après une condamnation prononcée elle-même en 1916. Ces condamnations constituaient donc une rechute, une récidive pour celui qui les a subies et, de ce chef, 301 hommes et 148 femmes ont été inscrits, en 1916, d'abord parmi les condamnés primaires, puis dans la catégorie des récidivistes.

(1) Il y a concours d'infractions, *concursus delictorum*, dans le sens général du mot, quand un individu s'est rendu coupable de deux ou plusieurs infractions sans qu'il ait été condamné pour l'une d'elles au moment où il a commis l'autre. (Nypels, *Législation criminelle de la Belgique*, Comm. II, n° 252).

8. — Degré d'instruction des condamnés.

(Tableau XXXIII.)

Il y a lieu de faire des réserves quant à la valeur scientifique des résultats de la statistique des condamnés dressée sous le rapport de l'instruction.

« En opérant des recherches statistiques sur la répartition de l'instruction au sein d'une masse sociale quelconque », disait-on dans le recueil de l'année 1898 (Introduction, p. XXV), « on doit se résigner à ne jamais obtenir de résultats rigoureusement exacts ». Pour connaître l'étendue du savoir d'un individu, on doit, dans la grande majorité des cas, s'en rapporter à la déclaration de l'intéressé, moyen d'investigation de médiocre valeur. D'un autre côté, on n'a pas encore trouvé le moyen de diviser l'échelle des connaissances humaines en catégories assez précises pour qu'on puisse sans hésitation classer un individu dans l'une d'entre elles ».

Cette statistique fut dressée pour les années 1898, 1899, 1900 et 1901, et l'expérience confirma le bien fondé des réserves formulées dès le début. (*Voir : volume année 1899, Introd., p. XXIV; volume année 1900, Introd. p. XXVII*).

Le travail a été repris en 1912, en 1913 et en 1916 dans les mêmes conditions, c'est-à-dire qu'on a adopté, comme anciennement, les quatre degrés dont l'Institut international de statistique a recommandé l'emploi. :

Illetrés;

Sachant imparfaitement lire et écrire;

Sachant bien lire et écrire, c'est-à-dire pouvant tirer parti de leurs connaissances;

Ayant une instruction plus étendue.

Les condamnés se répartissent comme suit dans chacune de ces catégories :

	HOMMES.		FEMMES.	
	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
	—	—	—	—
Illetrés	7.9	13.0	11.0	20.5
Sachant imparfaitement lire et écrire	75.8	76.9	77.9	73.3
Sachant bien lire et écrire	15.1	9.5	10.9	6.0
Possédant une instruction plus étendue	1.2	0.6	0.2	0.2

9. — Ivrognerie.

(Tableaux XXXIV et XL.)

Il est utile de rappeler de quelle manière sont dessées les statistiques relatives à l'ivrognerie.

Ces statistiques font connaître :

1° Le nombre des condamnés qui ont encouru une condamnation pour infraction à la loi sur l'ivresse (art. 1, 2 et 3), soit avant la condamnation pour laquelle ils sont inscrits dans la statistique, soit en même temps que celle-ci;

2° Le nombre des condamnés qui ont agi sous l'influence de la boisson, si même ils ne se trouvaient pas en ce moment dans l'état d'ivresse occasionnant du scandale, du désordre ou du danger, que la loi punit.

Comme le fait remarquer la statistique de 1898, « ces deux ordres de renseignements sont évidemment de valeur statistique inégale : les premiers sont des faits constatés par un jugement; les seconds, une simple appréciation émise par les personnes chargées de rédiger les bulletins transmis au casier judiciaire. Mais cette appréciation, venant de gens sérieux qui l'ont formulée en ayant le dossier du condamné sous les yeux, constitue pour le moins une indication dont on aurait tort de ne pas tenir compte. »

On verra plus loin, par la statistique des infractions individuelles, que les condamnations pour infractions à la loi sur l'ivresse publique (art. 1, 2, 3) ont été de 3,681.

On trouve sur *100 condamnations individuelles :*

Parmi les primaires du sexe masculin.	Parmi les récidivistes.
4.42 %	28.53 %

d'individus condamnés pour infractions à la loi sur l'ivresse.

Les femmes résistent beaucoup mieux que les hommes aux attractions de l'alcool. Le nombre de celles qui y cèdent reste minime.

Les délits imputables à des personnes atteintes à un degré quelconque du vice de l'ivrognerie restent nombreux.

Les trois tableaux suivants établissent quels sont les délits où l'on rencontre le plus grand nombre d'ivrognes. Dans le dernier de ces tableaux, lequel réunit les individus qui ont agi en état d'ivresse à ceux qui ont été condamnés de ce chef, les chiffres que voici méritent, notamment, d'être signalés :

Parmi les condamnés primaires, 14,05 % des condamnés pour destructions et dommages; 10,17 % des condamnés pour crimes et délits contre l'ordre public étaient des ivrognes.

Parmi les récidivistes, les proportions atteignent 46,63 % et 45,48 % d'ivrognes.

NATURE DES INFRACTIONS.	Nombre de condamnés.				Condamnés ayant agi en état d'ivresse, qu'ils aient ou non encouru une condamnation pour ivresse.							
	HOMMES		FEMMES		NOMBRE DE CONDAMNÉS				PROPORTIONS POUR CENT			
					Hommes.		Femmes.		Hommes.		Femmes.	
	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.	3	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc.	43	32	16	4	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures.	107	87	34	25	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage et faux serment	23	13	13	4	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	91	27	52	8	1	—	—	—	1.09	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public	1,700	1,926	776	507	136	154	16	33	8.00	18.38	2.06	6.50
Crimes et délits contre la sécurité publique.	137	260	40	37	12	8	—	—	8.75	3.07	—	—
Crimes et délits contre l'ordre des familles	207	262	228	134	—	1	—	—	—	0.38	—	—
Crimes et délits contre la moralité publique	226	163	142	79	4	5	2	1	1.76	3.06	1.40	1.26
Meurtre.	4	8	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires.	2,758	2,456	2,216	1,180	76	94	4	3	2.75	3.82	0.18	0.25
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.	52	29	8	5	2	2	—	—	3.84	6.89	—	—
Calomnies et injures	246	192	529	314	2	3	2	—	0.81	1.56	0.37	—
Violation de sépulture.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsifications de denrées alimentaires dangereuses pour la santé.	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et du secret professionnel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages.	6,885	4,885	3,851	1,041	4	9	—	1	0.05	0.18	—	0.06
Banqueroute.	10	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroqueries et abus de confiance.	1,350	993	1,371	449	—	1	—	—	—	0.10	—	—
Recel.	668	753	523	244	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages.	249	208	90	54	26	32	3	—	8.44	15.38	3.33	—
Totaux du tableau.	14,763	12,302	9,895	4,686	263	509	27	38	1.78	4.13	0.27	0.81
Nombre total des condamnations individuellfs.	15,525	13,877	10,265	5,203	273	584	29	43	1.75	3.60	0.28	0.82

NATURE DES INFRACTIONS.	Nombre de condamnés.				Condamnés ayant encouru au moins une condamnation pour ivresse (qu'ils aient ou non commis l'infraction sous l'influence de la boisson).							
	HOMMES		FEMMES		NOMBRE DE CONDAMNÉS				PROPORTIONS POUR CENT			
					Hommes.		Femmes.		Hommes.		Femmes.	
	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.	3	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc. . . .	43	32	16	4	2	8	—	—	4.65	25.00	—	—
Faux en écritures.	107	87	34	25	3	20	—	2	2.80	22.98	—	8.00
Faux témoignage et faux serment	23	13	13	4	2	5	—	1	8.69	38.46	—	25.00
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	91	27	52	8	—	8	—	—	—	29.62	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public	1,700	1,926	776	507	165	874	18	62	9.70	45.37	2.31	12.22
Crimes et délits contre la sécurité publique.	137	260	40	37	14	108	1	4	8.21	41.53	2.50	10.81
Crimes et délits contre l'ordre des familles	207	262	228	134	12	81	1	6	5.79	30.91	0.43	4.47
Crimes et délits contre la moralité publique	226	163	142	79	9	43	9	6	3.98	26.38	6.33	7.59
Meurtre.	4	8	5	1	—	4	—	—	—	50.00	—	—
Lésions corporelles volontaires.	2,758	2,456	2,216	1,180	115	725	10	48	4.16	29.51	0.45	4.06
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.	52	29	8	5	3	14	—	2	5.76	48.27	—	40.00
Calomnies et injures	246	192	529	314	6	51	2	17	2.43	26.56	0.37	5.41
Violation de sépulture.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsifications de denrées alimentaires dangereuses pour la santé.	—	1	—	—	—	1	—	—	—	100.00	—	—
Violation du secret des lettres et du secret professionnel . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages.	6,885	4,885	3,851	1,641	196	1,431	12	38	2.84	29.29	0.31	2.31
Banqueroute.	10	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroqueries et abus de confiance.	1,350	993	1,371	449	38	245	2	9	2.81	24.67	0.14	2.00
Recel.	668	753	523	244	20	222	1	10	4.34	29.48	0.19	4.09
Incendie	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages. .	249	208	99	54	23	95	3	6	9.23	45.67	3.33	11.11
TOTAUX DU TABLEAU. . .	14,763	12,302	9,895	4,686	617	3,935	59	211	4.17	31.98	0.59	4.50
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES. . .	15,525	13,877	10,265	5,208	652	4,521	61	242	4.19	32.57	0.59	4.64

NATURE DES INFRACTIONS.	Nombre de condamnés.				Condamnés ayant encouru au moins une condamnation pour ivresse ou ayant commis l'infraction en état d'ivresse.							
	HOMMES		FEMMES		NOMBRE DE CONDAMNÉS				PROPORTIONS POUR CENT			
					Hommes.		Femmes.		Hommes.		Femmes.	
	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.	3	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc. . . .	43	32	16	4	2	8	—	—	4.65	25.00	—	—
Faux en écritures.	107	87	34	25	3	20	—	2	2.80	22.98	—	8.00
Faux témoignage et faux serment	23	13	13	4	2	5	—	1	8.69	38.46	—	25.00
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	91	27	52	8	1	8	—	—	1.09	29.62	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public	1,700	1,926	776	507	173	876	19	62	10.17	45.48	2.44	12.22
Crimes et délits contre la sécurité publique.	137	260	40	37	19	108	1	4	13.86	41.53	2.50	10.81
Crimes et délits contre l'ordre des familles	207	262	228	134	12	81	1	6	5.79	30.91	0.43	4.47
Crimes et délits contre la moralité publique	226	163	142	79	12	43	9	6	5.30	26.38	6.33	7.59
Meurtre.	4	8	5	1	—	4	—	—	—	50.00	—	—
Lésions corporelles volontaires.	2,758	2,456	2,216	1,180	151	740	12	48	5.47	30.13	0.54	4.06
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.	52	29	8	5	4	14	—	2	7.69	48.27	—	40.00
Calomnies et injures	246	192	529	314	8	52	2	17	3.25	27.08	0.37	5.41
Violation de sépulture.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsifications de denrées alimentaires dangereuses pour la santé.	—	1	—	—	—	1	—	—	—	100.00	—	—
Violation du secret des lettres et du secret professionnel . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages.	6,885	4,885	3,851	1,641	198	1,435	12	38	2.87	29.37	0.31	2.31
Banqueroute.	10	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroqueries et abus de confiance.	1,350	993	1,371	449	38	245	2	9	2.81	24.67	0.14	2.00
Recel.	668	753	523	244	29	222	1	10	4.34	29.48	0.19	4.09
Incendie	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages. .	249	208	99	54	35	97	3	6	14.05	46.63	3.33	11.11
TOTAUX DU TABLEAU. . .	14,763	12,302	9,895	4,686	687	3,959	62	211	4.65	32.18	0.62	4.50
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES. . .	15,525	13,877	10,265	5,208	723	4,547	65	242	4.65	32.76	0.63	4.64

10. — Age.

(Tableau XXXV.)

Les tableaux suivants donnent la répartition des condamnés par âge d'abord en chiffres absolus, puis proportionnellement au nombre pour chaque âge.

AGE.	HOMMES			FEMMES			RÉPARTITION PAR AGE DE 1.000 HOMMES	RÉPARTITION PAR AGE DE 1.000 FEMMES
	Primaires	Récidivistes	Total	Primaires	Récidivistes	Total		
De 16 à moins de 18 ans.	2.156	177	2.333	796	33	829	86.2	56.9
De 18 id. 21 ans.	2.904	827	3.731	1.282	187	1.469	137.9	100.7
De 21 id. 25 ans.	2.034	1.194	3.228	1.471	422	1.893	119.3	129.8
De 25 id. 30 ans.	1.906	2.018	3.024	1.558	662	2.220	144.9	152.3
De 30 id. 35 ans.	1.412	1.863	3.275	1.220	758	1.978	121.—	135.7
De 35 id. 40 ans.	1.192	1.979	3.171	1.017	718	1.735	117.2	119.—
De 40 id. 45 ans.	1.088	1.600	2.688	849	659	1.508	99.3	103.4
De 45 id. 50 ans.	760	1.122	1.882	657	503	1.160	69.5	79.6
De 50 id. 55 ans.	499	754	1.253	461	347	898	46.3	55.4
De 55 id. 60 ans.	381	393	774	288	204	492	28.6	33.7
De 60 id. 70 ans.	344	336	680	241	171	412	25.1	28.2
De 70 ans et plus. . . .	87	39	126	55	22	77	4.7	5.3
Age inconnu.	—	—	—	—	—	—	—	—

11. — Répartition géographique des condamnés.

(Tableau XXXVI.)

Comme le faisait remarquer le premier volume de la statistique judiciaire (1898), une étude sur la répartition géographique des condamnés doit, pour être complète, se faire d'après au moins deux bases différentes. La première est le lieu de naissance du condamné. Elle fait connaître l'influence que le lieu d'origine exerce sur la criminalité. La seconde est le lieu où le fait délictueux a été commis. Cette dernière base traduit l'action du milieu où le condamné se trouve au moment de l'accomplissement du délit.

Les recherches faites à ce double point de vue n'ont pas été simultanées. Les publications de 1898, 1899, 1900 ont donné la répartition des condamnés par lieu de naissance. Depuis 1901, les publications la donnent suivant l'arrondissement où les faits ont été commis.

12. — Classement des récidivistes par degré. — Récidive générale (générique) et récidive spéciale (spécifique).

(Tableau XXXVII.)

Le tableau XXXVII donne la répartition des récidivistes, à la fois, suivant le degré de récidive, et suivant le caractère de cette récidive (général ou spécial).

Voici, d'une part pour les hommes et d'autre part pour les femmes, les proportions des primaires et des récidivistes (ceux-ci classés par degrés).

1916		PRIMAIRES	RÉCIDIVISTES								
			1e degré	2e degré	3e degré	4e degré	5e degré	6e degré	7e degré	8e degré	9e degré	10e degré et au delà
Hommes	Chiffres absolus	14.763	4.679	2.367	1.360	927	630	432	379	248	202	1.078
	Proportions	51.55	17.29	8.74	5.02	3.44	2.33	1.60	1.40	0.92	0.75	3.98
Femmes	Chiffres absolus	9.895	2.321	911	528	272	177	129	89	57	37	165
	Proportions	67.86	15.92	6.25	3.62	1.87	1.21	0.89	0.61	0.39	0.25	1.13

13. — Nombre des infractions individuelles. — Leur répartition par mois.

(Tableau XXXVIII.)

On a continué, en 1916, les recherches commencées en 1899 sur le nombre d'infractions commises par chacun des délinquants compris dans la statistique criminelle. S'il est intéressant de connaître combien d'individus différents ont été frappés par la justice dans le cours d'une année, il ne l'est pas moins de mesurer la puissance criminelle de ces délinquants par le nombre de faits pour lesquels ils ont été condamnés. Pour établir cette comparaison dans tous ses termes, il faudrait posséder une statistique des infractions proprement dites, c'est-à-dire une statistique où l'on relève le nombre des infractions indépendamment de celui de leurs auteurs, où l'on compte, par exemple, les vols commis sans avoir égard au nombre des voleurs. Mais, faute d'un matériel statistique approprié, on ne peut dresser cette statistique en Belgique. On doit se contenter d'établir la somme des infractions individuelles commises ou, si l'on veut, le nombre des infractions subjectives, au lieu de celui des infractions objectives. Que trois individus enlèvent ensemble un objet dans une maison habitée : objectivement, ils n'ont commis qu'un seul vol qualifié; subjectivement, ils se sont rendus coupables chacun d'un tel crime. Une statistique des infractions ne compterait qu'un vol; la statistique des infractions individuelles dont il est question dans le présent chapitre, en comptera trois.

La statistique des infractions individuelles permet de comparer avec toute la rigueur désirable l'intensité de la criminalité chez les primaires et chez les récidivistes, d'établir le niveau relatif de la criminalité dans les grandes, les moyennes et les petites communes, de mesurer l'influence des saisons sur la criminalité, enfin, de mettre en relief l'importance exacte de chaque espèce d'infraction. Il importe de remarquer, quant à ce dernier point que, dans les autres tableaux de la statistique criminelle les infractions les moins graves apparaissent comme moins nombreuses qu'elles ne le sont réellement, parce que, si un individu est condamné pour l'une d'elles en même temps que pour une autre plus grave, on le classe à la rubrique de cette dernière infraction et il n'est fait aucune mention de la première. Qu'un individu soit condamné, par exemple, à un mois de prison pour rébellion, à 26 francs d'amende pour outrage aux mœurs et à 26 francs d'amende pour bris de clôture, comme il ne vaut que pour une unité dans la statistique, on ne l'inscrit qu'une fois à la rubrique rébellion (fait le plus grave) et on ne tient aucun compte de l'outrage aux mœurs et du bris de clôture. Dans les tableaux de la statistique des infractions individuelles, chaque rubrique contient le nombre exact des infractions qui ont donné lieu à une condamnation, chaque infraction individuelle étant comptée pour une unité. Dans l'exemple cité plus haut, on inscrira une rébellion, un outrage aux mœurs, un bris de clôture.

I. — Les infractions individuelles jugées en 1916 ont été au nombre de 52,467, commises par 41,646 délinquants. Le rapport numérique des condamnés aux infractions individuelles qui représente l'activité délictueuse moyenne d'un condamné en une année déterminée est de 1.26 (1).

29,048 infractions furent commises par des condamnés primaires, 23,419 par des condamnés récidivistes. Sur 100 infractions individuelles, 44.6 ont été commises par des récidivistes.

Si on calcule, comme on vient de le faire, pour l'ensemble des condamnations, l'action délictueuse moyenne d'un délinquant primaire et d'un récidiviste, on trouve les coefficients suivants :

Primaires : 25,107 (2) condamnés, 29,048 infractions = 1.16 infraction par condamné.

Récidivistes : 16,988 condamnés, 23,419 infractions = 1.38 infraction par condamné.

N. B. — Dans les publications des années 1899 à 1914 on répartissait les infractions individuelles en catégories suivant l'importance des communes où elles avaient été commises (3).

Il convient, pour l'année 1916 (comme on l'a fait pour l'année 1915), de renoncer à cette répartition. On ne possédait, en effet, au début de l'année 1916, que les chiffres de la population qui furent publiés avant la guerre.

14. — Nombre des infractions commises pendant l'année 1913.

(Tableau XXXIX.)

Le tableau dénombre toutes les infractions individuelles *commises* pendant l'année 1913, qu'elles aient été *jugées* en 1913 ou qu'elles l'aient été en 1914, 1915, 1916.

Si l'on ne tient pas compte des infractions commises en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé et des infractions commises à l'étranger, on constate que le

(1) Par suite d'une erreur d'impression, les proportions de l'année 1914 ont été reproduites, dans le volume de l'année 1915. Il y a lieu donc de rectifier. Les proportions pour l'année 1915 (Voir Statistique judiciaire année 1915, Introduction, p. XVI) sont respectivement 1.31 (et non 1.27), 48.5 (et non 50.3).

(2) On obtient ce chiffre en ajoutant aux 24,058 condamnés primaires (tableau XXXII, col. 7) 449 individus condamnés comme primaires, puis comme récidivistes dans le cours de l'année de 1916. Dans ce tableau ces individus sont comptés parmi les récidivistes (col. 8).

(3) Des explications au sujet de la composition de ces catégories ont été données dans la « Statistique judiciaire » de l'année 1913, Introduction, page XL et XLI. La 1re catégorie comprend les faits commis en Belgique, dans les communes ou agglomérations urbaines de 100,000 habitants ou plus, la 2e catégorie les faits commis en Belgique, dans les communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants, la 3e catégorie les faits commis en Belgique, dans les communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants, la 4e catégorie les faits commis en Belgique dans les communes de moins de 10,000 habitants.

total des infractions commises en 1913 est inférieur de 4,116 unités au total des infractions jugées en 1913.

Le total des infractions commises était supérieur au total des infractions jugées de 3,282 unités en 1911, de 103 unités en 1909, de 453 unités en 1908. Ce même total des infractions commises était, pour l'année 1910, inférieur de 2,179 unités, et pour l'année 1912, inférieur de 796 unités, au total des infractions jugées.

Voici le tableau comparatif des années 1909 à 1913 (1) :

INFRACTIONS.	1re Catégorie.			2e Catégorie.			3e Catégorie.			4e Catégorie.			Total des 4 catégories.		
	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
En 1909 commises.	7,663	8,881	16,544	3,092	3,780	6,372	5,060	6,269	11,329	16,273	14,971	31,244	32,088	33,901	65,989
jugées . .	7,559	8,380	15,939	3,202	2,991	7,193	5,236	6,330	11,566	16,386	14,829	31,215	32,383	33,503	65,886
En 1910 commises.	7,742	8,778	16,520	3,681	4,104	7,685	5,463	6,491	11,954	16,609	15,096	31,705	33,395	34,469	67,864
jugées . .	7,839	9,118	16,957	3,079	4,244	7,923	5,721	6,979	12,700	17,078	15,385	32,463	34,317	35,726	70,043
En 1911 commises.	7,304	8,242	15,546	3,735	4,212	7,947	5,844	6,689	12,533	17,219	15,375	32,594	34,102	34,518	68,620
jugées . .	7,684	8,421	16,105	3,381	3,788	7,169	5,189	5,971	11,160	16,409	14,495	30,904	32,663	32,675	65,338
En 1912 commises.	8,295	8,923	17,218	3,231	4,027	7,258	5,704	7,038	12,742	17,261	15,189	32,450	34,491	35,177	69,668
jugées . .	7,790	8,471	16,261	3,616	4,444	8,060	6,123	6,995	13,118	17,487	15,538	33,025	35,016	35,448	70,464
En 1913 commises.	8,083	8,713	16,796	3,271	3,814	7,085	5,141	6,481	11,622	16,823	14,488	31,311	33,318	33,496	66,814
jugées . .	8,233	9,011	17,244	3,441	4,123	7,564	5,665	7,340	13,005	17,525	15,592	33,117	34,864	36,066	70,930

15. — Contraventions aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique (loi du 16 août 1887).

I. — *Faits d'ivresse jugés en 1916.*

(Tableau XL.)

On a relevé 3,681 condamnations prononcées contre des individus coupables de s'être enivrés d'une façon scandaleuse, dangereuse pour eux-mêmes ou pour autrui.

Ces condamnations se répartissent comme suit : les faits d'ivresse poursuivis isolément ont été au nombre de 2,794; les faits d'ivresse connexes à un délit ont été au nombre de 887 (2).

II. — *Faits d'ivresse commis en 1915.*

(Tableau XL [suite].)

Le nombre de condamnations pour faits d'ivresse commis en 1915 est de : 5,551 dont 4,223 pour faits d'ivresse *commis* isolément et 1,328 pour faits d'ivresse connexes à un délit.

Le nombre de condamnations pour faits d'ivresse *prononcées* durant la même année est de : 5,822 dont 4,398 pour faits d'ivresse commis isolément et 1,424 pour faits d'ivresse connexes à un délit.

(1) Il n'a pas été tenu compte, dans ces chiffres, des infractions commises en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé et des infractions commises à l'étranger.

(2) Ces chiffres n'auraient leur entière signification que s'ils étaient rapprochés des chiffres relatifs à la population. Mais, sous cette réserve, il est utile — la question de l'alcoolisme offrant un intérêt actuel — de rappeler ici exceptionnellement les nombres correspondants des dernières années.

Années	Condamnations pour faits d'ivresse poursuivis isolément.	Condamnations pour faits d'ivresse connexes à un délit.	Total des condamnations pour faits d'ivresse.
—	—	—	—
1911	17,056	4,914	21,970
1912	16,625	4,785	21,410
1913	15,975	5,100	21,083
1914	9,153	2,719	11,872
1915	4,398	1,424	5,822
1916	2,794	887	3,681

Il est superflu de faire remarquer qu'un commentaire de ces chiffres devrait tenir compte de plusieurs éléments.

STATISTIQUE

DE LA

JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

ANNÉE JUDICIAIRE 1915-1916 (1).

L'observation générale faite au sujet des résultats de la statistique pénale s'applique aussi aux résultats de la statistique civile et commerciale (v. Introduction, p. VII).

1. — Justices de paix (2).

Un seul renseignement manque dans la statistique des justices de paix, c'est celui concernant les affaires sur comparution volontaire de la justice de paix de Wervicq(3).

Il y a lieu, pour la partie occupée du pays, de tenir compte de l'influence qu'a exercée l'arrêté de l'occupant du 10 février 1915 (entré en vigueur le jour même de sa publication : 13 février 1915).

Les deux premiers articles de cet arrêté étaient ainsi conçus :

« Article premier. — Les lois des 25 mars 1876/12 août 1911 et du 26 décembre 1891 sont modifiées en ce sens que toutes les contestations relatives au contrat de louage telles qu'elles sont prévues par l'article 3, nº 1º à 4º de la loi des 25 mars 1876/12 août 1911, et par l'article premier, nº 1º, de la loi du 26 décembre 1891, seront désormais, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, de la compétence exclusive des tribunaux d'arbitrage qui seront institués en vertu du présent arrêté dans les communes ayant plus de 20,000 habitants, et de la compétence exclusive des juges de paix dans les communes qui comptent un nombre d'habitants moindre ».

« Art. 2. — Il sera constitué un tribunal d'arbitrage dans chaque canton. Le tribunal d'arbitrage sera présidé par le juge de paix ou par son suppléant ayant comme assesseurs un propriétaire et un locataire ».

Un arrêté interprétatif du 27 mars 1915 (paru le 29 mars 1915) s'exprimait comme suit :

« Les tribunaux d'arbitrage et les juges de paix sont exclusivement compétents pour juger les contestations en matière de loyer prévues à l'article 3, nº 1 à 4, de la loi des 25 mars 1876/12 août 1911, et ce, à quelque valeur que la demande puisse s'élever. Par conséquent, cette compétence exclusive s'étend également aux cas où le prix annuel de la location excède 600 francs ».

Le tableau XLII*bis*, p. 212, donne des renseignements au sujet de l'activité des tribunaux d'arbitrage.

Les chiffres concernant les justices de paix sont donnés donc, non seulement sous réserve de l'observation générale qui s'applique à l'ensemble de la statistique judiciaire, mais encore sous bénéfice des remarques de nature particulière qui viennent d'être formulées.

(1) La statistique civile et commerciale est dressée par année judiciaire. L'année judiciaire, au point de vue statistique, commence le 1er août et finit le 31 juillet suivant.

(2) Il peut-être utile de donner les renseignements suivants, émanant des greffes et relatifs à l'année 1915-1916. Ces renseignements concernent *uniquement* les cas où le chiffre indiqué est : néant. A ces cas on a assimilé celui de Ghistelles où l'arrêt de la justice contentieuse a été presque total.

Assenede. — Il n'y a pas eu d'affaire sur citation. La place d'huissier était vacante quand éclata la guerre. L'huissier du canton de Waerschoot qui fut commis ne trouva pas possibilité d'instrumenter.

Ghistelles. — Absence presqu'entière de fonctionnement à raison des entraves mises par l'occupant.

Dixmude. — Les faits de guerre ont empêché le tribunal de fonctionner.

Hooghlede. — Les faits de guerre ont empêché le tribunal de fonctionner.

Passchendaele. — Les faits de guerre ont empêché le tribunal de fonctionner.

N. B. — Par arrêté royal du 1er février 1915, le siège des justices de paix des 1er et 2e cantons d'Ypres a été provisoirement établi à Poperinghe.

(3) Les documents concernant ces affaires ont disparu lors de l'évacuation de cette ville en 1917.

A propos de la justice de paix de Wervicq, on observera que la publication de l'année 1914-1915 doit être rectifiée comme suit : Pour la justice de paix de Wervicq, pendant l'année judiciaire 1914-1915 il y eut 3 affaires sur citation terminées par jugements contradictoires et 1 affaire sur citation restée sans suite connue.

Juridiction contentieuse.

(Tableaux XLII, XLII*bis* et XLIII.)

Les juges de paix ont eu à statuer sur 112,066 affaires.

Ces 112,066 affaires de l'année judiciaire 1915-1916 ont été terminées :

16,728 (14.9 sur °/o) par des jugements contradictoires;

4,055 (3.6 sur °/o) par des jugements par défaut;

212 (0.2 sur °/o) par des jugements d'incompétence;

Et 2,220 (2.0 sur °/o) en vertu de l'article 7 du Code de procédure civile.

88,851 (79.3 sur °/o) ont été terminées à l'amiable ou sont restées sans suite.

Sur les 23,215 jugements, les juges de paix en ont prononcé 13,951 (60 %) en dernier ressort. Les autres, au nombre de 9,264 (40 %), étaient susceptibles d'appel.

La loi du 9 août 1887, réglant la procédure en expulsion des locataires de maisons ou appartements d'un faible loyer, a permis aux juges de paix de statuer sur 792 demandes de cette nature.

Il a été rendu 3,335 jugements avant de statuer au fond.

— Le tableau XLII*bis*, page 212, donne l'état des affaires des tribunaux d'arbitrage créés par l'occupant.

Juridiction gracieuse.

(Tableau XLII.)

Les juges de paix ont présidé 17,135 conseils de famille, reçu 950 actes d'émancipation et procédé à 1.330 levées de scellés.

Le nombre des actes reçus *pro Deo* s'est élevé à 17,832.

La plus grande partie de ces actes reçus *pro Deo* concernait les conseils de famille (nomination de tuteurs, subrogés tuteurs, actes de notoriété, etc.).

Le nombre d'actes de toute nature reçus par les notaires du royaume durant l'année 1916 (1) est de 123,689.

Ils se répartissent comme suit :

66,927 dans le ressort de la Cour d'appel de Bruxelles;
17,102 dans le ressort de la Cour d'appel de Gand;
39,660 dans le ressort de la Cour d'appel de Liége.

Le montant des droits d'enregistrement perçus pour les actes notariés s'élève à 10,995,866 fr. 12 centimes.

II. — Tribunaux de première instance.

La statistique civile des tribunaux de première instance est complète (2)

Il convient de ne pas perdre de vue que, pour la partie du pays qui fut occupée, les arrêtés de l'occupant relatifs aux contestations en matière de loyers (v. Introduction I, Justices de paix, p. XIX) ont indirectement modifié la compétence des tribunaux de première instance.

Affaires à juger.

(Tableau XLIV.)

Ces tribunaux ont été saisis de 6,178 affaires nouvelles en 1915-1916.

Aux 6,178 affaires nouvelles déférées à ces tribunaux de première instance en 1915-1916 s'ajoutent 16,550 (3) affaires anciennes; de ce nombre, 16,425 étaient pendantes au commencement de l'année judiciaire; 97 ont été réinscrites après avoir été rayées et 28 causes ont été reportées au rôle par suite d'opposition à des jugements par défaut. Le total des affaires à juger était donc de 22,728 (3).

Ces affaires se répartissent de la manière suivante, par ressort de cour d'appel :

COURS D'APPEL.	CAUSES ANCIENNES				CAUSES NOUVELLES	TOTAL. GÉNÉRAL.
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	réinscrites au rôle.	sur opposition à des jugements par défaut.	TOTAL.		
Bruxelles.	12,395 (3)	53	12	12,460 (3)	3,894	16,354 (3)
Gand.	987 (3)	8	4	999 (3)	641	1.640 (3)
Liége.	3,043	36	12	3,091	1,643	4,734
Totaux	16,425 (3)	97	28	16,550 (3)	6,178	22,728 (3)

(1) Les renseignements concernant les actes notariés sont donnés pour l'année civile, soit donc, ici, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1916.

(2) Voir note (1), p. 222.

(3) Des renseignements parvenus postérieurement à la publication des résultats de l'année 1914-1915 ont amené la modification de certains des chiffres qui exprimaient le nombre des affaires restant à juger. (V. année 1914-1915, tabl. XLI, vol. 16, p. 212 et présent vol., tabl. XLIV, col. 2, p. 222.)

Affaires terminées.

(Tableau XLIV.)

De ces 22,728 causes à juger, 5,361 ont été terminées, savoir :

2,663 (50 %) par des jugements contradictoires;
1,302 (24 %) par des jugements par défaut;
1,396 (26 %) par transaction, abandon, radiation.

Des 22,728 affaires, il restait donc à terminer à la fin de l'année judiciaire 17,367 affaires ou 76 % du total des affaires à juger.

Nature des affaires.

(Tableau XLVI.)

Les affaires terminées par des jugements sont renseignées dans le tableau XLVI sous les divers titres des codes dont les dispositions ont été appliquées.

On y rencontre, en ce qui touche les actions les plus fréquemment introduites :

I. — Livre Ier du Code civil : 10 affaires rentrant sous le titre du mariage et relatives à des oppositions, nullités, autorisations maritales, etc., 109 demandes en pension alimentaire, 825 relatives au divorce, 44 relatives à la séparation de corps, 45 en interdiction, 22 nominations de conseil judiciaire.

II. — Livre II : 91 affaires relatives aux biens et aux différentes modifications de la propriété, dont 12 concernaient les propriétés immobilières, 73 les propriétés mobilières, 6 les servitudes.

III. — Livre III : 431 demandes relatives aux successions, 36 aux donations entre vifs et aux testaments, 46 aux conventions, 98 au payement de sommes, 146 demandes rentrant sous le titre du contrat de mariage, 151 rentrant sous le titre de la vente, 315 sous le titre du louage, 11 relatives à la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques.

Les affaires en matière de quasi-contrats, délits et quasi-délits sont au nombre de 277. On les trouvera classées par catégorie à la suite du tableau.

146 affaires se rapportaient à des saisies-arrêts ou oppositions et 82 à des saisies immobilières.

Les expropriations pour cause d'utilité publique ont fourni matière à 54 procès.

Communication au ministère public.

(Tableau XLVI.)

Le ministère public, en vertu de l'article 83 du Code de procédure, a donné des conclusions dans 2,277 cas sur 3,965 affaires (57 %).

Dans 2,124 affaires, ces conclusions ont été conformes; dans 153 contraires au jugement.

Durée de la procédure.

(Tableau XLV.)

La durée de la procédure est indiquée, tant pour les affaires terminées que pour celles qui restaient à juger à la fin de l'année judiciaire, dans le tableau XLV.

Sur les 3,965 affaires terminées par des jugements, 1,973 (50 %) ont été terminées dans les six mois de leur inscription; 985 (25 %) du sixième au douzième mois et 1,007 (25 %) après ce délai.

Sur les 17,367 affaires restant à juger au 1er août 1916, 2,627 (15 %) avaient moins de six mois d'inscription; 1,227 (7 %) avaient de six mois à un an; 13,513 (78 %) étaient inscrites depuis plus d'un an.

Avant faire droit.

(Tableau XLIX.)

Les tribunaux ont prononcé 3,244 jugements avant de statuer au fond.

Affaires sur requête. — Référés. — Ordonnances.

(Tableau L.)

Le nombre des affaires sur requête s'est élevé à 9,246; 8,863 demandes ont été accordées, 273 rejetées et 110 sont restées sans suite.

On comptait parmi les principales affaires: 628 concernant les ventes de biens; 311 la rectification d'actes de l'état civil; 535 l'homologation d'actes de notoriété; 449 l'homologation de délibérations de conseils de famille.

Sur 3,728 demandes de *pro Deo*, 3,483 ont été accordées, 245 rejetées.

Parmi les ordonnances rendues, on peut citer comme les plus importantes par le nombre : celles sur assignation à bref délai, 252; celles sur référé, 1,541, dont 1,367 rendues contradictoirement et 174 par défaut.

Il y a eu 2,262 procès-verbaux de présentation de testaments; 635 envois en possession de succession testamentaire ont été ordonnés.

Poursuites disciplinaires.

Les décisions rendues par les tribunaux en matière disciplinaire ont atteint 1 avocat-avoué (injonction d'être plus circonspect), 1 notaire (rappel à l'ordre), 1 greffier-adjoint (avertissement), 1 huissier (réprimande). L'action a été éteinte par décès en ce qui concerne 1 notaire et 1 huissier a été acquitté.

Divorces et séparations de corps.

(Tableaux XLVII et XLVIII.)

Les demandes en divorce se sont élevées à 867 ; 31 de ces demandes émanaient d'époux contre lesquels le divorce était déjà demandé et 2 étaient des demandes réintroduites la même année après rejet ou biffure. Le chiffre des unions dont on demandait la dissolution par le divorce était donc de 834.

739 demandes ont été accueillies, 74 rejetées, 54 ont été abandonnées.

Ces demandes étaient formées : 411 par le mari, 414 par la femme. Les tribunaux se sont prononcés sur 22 demandes en divorce par consentement mutuel.

On relève, au point de vue de la situation de famille des époux, 444 cas (53.3 %) dans lesquels ceux-ci avaient des enfants; 389 (46.7 %) dans lesquels ils n'avaient pas ou n'avaient plus d'enfants. Dans 1 affaire, la situation de famille est inconnue, les renseignements faisant défaut au moment de la confection de la statistique et n'ayant pu être recueillis depuis.

La durée du mariage des conjoints au moment de l'instance en divorce était de moins d'un an pour 2 demandes; de 1 à 5 ans, pour 105 demandes; de 5 à 10, pour 291 ; de 10 à 20, pour 332; de 20 à 30, pour 90; de 30 à 40 pour 12; de 40 à 50 pour 1 demande. Dans aucun cas la durée n'était de plus de 50 ans. Pour un cas la durée du mariage est inconnue. (La raison en a été dite plus haut).

Les demandes étaient fondées : 649 (74.9 %) sur des excès, sévices ou injures graves; 188 (21.7 %) sur l'adultère (68 du mari, 120 de la femme) ; 22 (2.5 %) reposaient sur le consentement mutuel; 8 (0.9 %) étaient la conséquence d'une séparation de corps. (Aucune demande n'était basée sur une condamnation à une peine criminelle, soit du mari, soit de la femme.)

Le nombre des demandes en séparation s'est élevé à 53 : 37 demandes ont été accueillies, 10 rejetées et 6 abandonnées.

6 demandes étaient formées par le mari; 47 étaient formées par la femme.

Une demande émanait d'une personne contre la quelle la séparation avait déjà été demandée et une autre était réintroduite la même année après rejet ou biffure.

Le chiffre des unions matrimoniales où l'on sollicitait la cessation de la vie commune par la séparation de corps a donc été de 51.

Dans 37 cas, les demandeurs avaient des enfants ; dans 14, ils n'en avaient pas ou n'en avaient plus.

La durée du mariage, avant la séparation de corps, a été de 1 à 5 ans, dans 5 cas ; de 5 à 10, dans 14 ; de 10 à 20, dans 19; de 20 à 30, dans 10; de 30 à 40, dans 3 cas; de 40 à 50 dans 2 cas. Dans aucun cas la durée du mariage n'était, soit de moins de 1 an, soit de plus de 40 ans.

Les motifs invoqués sont les excès, sévices et injures graves dans 51 cas, l'adultère du mari dans 1 cas, l'adultère de la femme dans 1 cas.

Un tableau nouveau (le tableau XLVIII) met en rapport les motifs des demandes de divorce et de séparation de corps, d'une part avec la situation de famille, d'autre part avec la durée du mariage.

Saisies immobilières. — Ordres et distributions par contribution.

(Tableau LI.)

Le nombre de transcriptions de saisies immobilières, opérées au bureau des hypothèques, conformément à l'article 19 de la loi du 15 août 1854, a été de 114.

Il y a eu 15 procédures d'ordre ouvertes pendant l'année. Le nombre des procédures d'ordre pendantes au commencement de l'année s'élevait à 35 (1). Donc un total de 50 procédures d'ordre à régler. De celles-ci, 4 ont été terminées, 2 par abandon de la procédure, aucune n'a été terminée à l'amiable; il restait à régler 44 procédures d'ordre à la fin de l'année judiciaire.

14 procédures de contribution ont été ouvertes pendant l'année. Le nombre de procédures de contribution pendantes au commencement de l'année judiciaire était de 44. Donc, un total de 58 procédures d'ordre à régler. De ces procédures 3 ont été terminées par le règlement du juge, aucune n'a été terminée à l'amiable ou par abandon. Il restait à régler 55 procédures de contribution à la fin de l'année.

III. — Tribunaux de commerce.

La statistique des tribunaux de commerce et des tribunaux civils jugeant commercialement, est complète (1).

Affaires à juger.

(Tableau LII.)

Le nombre des affaires nouvelles introduites devant les tribunaux consulaires et les tribunaux civils jugeant commercialement, s'est élevé, en 1915-1916, à 13,895.

Aux 13,895 causes nouvelles s'ajoutent: 16,550 causes qui étaient pendantes au 1er août 1915 (1),165 réinscrites après radiation et 123 poursuivies sur opposition à des jugements par défaut.

Le nombre total des affaires commerciales a juger par ces tribunaux a donc été de 30,733 (1).

(1) Le greffe du tribunal d'Ypres fait observer que les statistiques ont été dressées « pour autant que le permettaient encore les documents sauvés lors de la destruction de la ville d'Ypres ». Il y a lieu, également de ne pas perdre de vue que là où des archives ont été détruites au cours de la guerre (v. publication de l'année 1914-1915, p. 224, tabl. XLIX note 1) le chiffre des affaires pendantes au commencement de l'année, ne peut comprendre les affaires dont les dossiers ont totalement disparu. Ainsi, à Louvain, le greffe fixe *approximativement* ces affaires à 250.

Affaires terminées.

(Tableau LII.)

Des 30,733 affaires à juger, 10,416 ont été terminées, et ce, de la manière suivante :

8,261 (79 %) par jugements — dont 5,956 (57 %) jugements contradictoires et 2,305 (22 %) jugements par défaut.

2,155 (21 %) par désistement, transaction, radiation — dont 971 (9 %) par radiation du rôle ordonnée d'office.

Parmi les jugements contradictoires, 4,378 étaient en dernier ressort; 1.578 étaient à charge d'appel.

Parmi les jugements par défaut, 1,921 étaient en dernier ressort, 384 à charge d'appel.

Des 8,261 jugements, les tribunaux de commerce en ont rendu 7,210, les tribunaux civils jugeant commercialement 1,051.

Des 2,155 affaires terminées par désistement, transaction, radiation, 417 le furent devant des tribunaux de commerce, 1,738 devant les tribunaux civils jugeant commercialement.

Jugements avant de statuer au fond.

(Tableau LIV.)

Il a été rendu en matière commerciale 1,900 jugements avant de statuer au fond (1,507 devant les tribunaux de commerce, 393 devant les tribunaux civils jugeant commercialement).

Durée de la procédure.

(Tableau LIII.)

Des 8,261 affaires terminées par des jugements, 6,467 ont été terminées dans les six mois de leur inscription (78 p. c.); 1,187 (15 p. c.) du sixième au douzième mois et 607 (7 %) après ce délai (1).

Affaires restant à juger.

(Tableaux LII et LIII.)

Au 1er août 1916, il reste à terminer 20,317 affaires.

Dans les 20,317 affaires restant à juger, les tribunaux spéciaux de commerce figurent pour 17,949 affaires ; les tribunaux civils jugeant commercialement pour 2,368 affaires.

3,179 affaires étaient inscrites depuis moins de six mois (2,636 aux tribunaux de commerce, 543 aux tribunaux civils) ;

1,562 depuis six mois à un an (1,111 aux tribunaux de commerce, 451 aux tribunaux civils) ;

15,576 depuis un an et plus (14,202 aux tribunaux de commerce, 1,374 aux tribunaux civils).

Ordonnances de référé.

Le chiffre des ordonnances de référé rendues par les présidents en vertu de la loi du 26 décembre 1891 a été de 152.

Concordats préventifs.

(Tableaux LV et LVI.)

Il a été présenté aux tribunaux 35 requêtes tendant à obtenir le bénéfice du concordat préventif. De ce nombre 15 ont été accueillies et suivies d'homologation ; 8 ont été rejetées (pour défaut de majorité); 2 ont été suivies de déclaration de faillite pendant la procédure; 10 ont été retirées ou étaient tenues en suspens à la fin de l'exercice. Le tableau LVI fait connaître quel est le dividende distribué dans les concordats préventifs clôturés par liquidation après abandon d'actif, et met ce dividende en rapport avec le passif (2).

Faillites.

(Tableaux LVII à LXIII.)

51 faillites nouvelles ont été déclarées.

De plus, 1 faillite a été réouverte. Au 1er août 1915, il restait à liquider 1,049 faillites, soit au total, 1,100 faillites dont les tribunaux de commerce ont eu à s'occuper (1,101 en y comprenant la faillite réouverte).

Sur les 51 faillites nouvelles, 21 ont été déclarées sur aveu du failli, 19 à la poursuite des créanciers (dont 12 sur assignation, 7 sur requête), 11 d'office.

Sur le nombre de faillis, 49 étaient d'origine belge, 2 d'origine étrangère : 1 Allemand, 1 Hollandais.

Parmi ces faillites, 6 concernaient des sociétés ; (aucune faillite n'intéressait des associés).

Le montant du passif se détermine comme suit :

2	avaient un passif	de	moins de	1,000	francs ;
7	id.	de	1,000 à	5,000	id. ;
6	id.	de	5,000 à	10,000	id. ;
12	id.	de	10,000 à	20,000	id. ;
8	id.	de	20,000 à	50,000	id. ;
1	avait un passif	de	50,000 à	100,000	id. ;
4	avaient un passif	de	100,000 francs ou plus.		

Au 31 juillet 1916, en ce qui concerne 11 faillites, le montant du passif était encore inconnu ou le délai accordé pour la production des créances n'était pas expiré.

Depuis la publication de l'année 1911-1912, certains renseignements nouveaux sont donnés relativement aux faillites terminées.

Alors qu'antérieurement on se bornait à classer les faillites en catégories basées sur le montant du dividende distribué, on a dressé pour l'année judiciaire 1915-1916,

(1) Une erreur s'est glissée au tableau LIII, col. 5 et 7 (p. 235) Voir l'*Erratum* p.368.
(2) Un tableau, ainsi conçu, figure, pour la première fois, dans la publication qui contient la statistique commerciale de l'année judiciaire 1912-1913. Il a été continué depuis.

comme on l'avait fait pour les quatre années judiciaires précédentes, des tableaux où le dividende distribué est mis en rapport avec le passif. (Tableaux LXI et LXII.)

Les renseignements sont donnés, d'une part relativement aux faillites terminées par concordat, d'autre part relativement aux faillites terminées par liquidation.

De plus, en ce qui concerne les faillites terminées par liquidation, un tableau indique l'emploi de l'actif réalisé. (Voir le tableau LXII. B.)

Sur un total de 51 faillites nouvelles, on compte : pour le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, 38 faillites; pour le ressort de Gand, 10, et pour le ressort de Liége, 3.

Des 1,100 faillites à clôturer (1,101 en y comprenant la faillite réouverte), les tribunaux en ont terminé 69 : 8 par concordat, 32 par liquidation, 27 à défaut d'actif et 2 par révocation.

Il en restait à régler 1,032 à la fin de l'année du compte.

La liquidation des faillites terminées par concordat ou liquidation a été opérée dans les délais suivants : 3 en moins de 6 mois ; 2 en un délai de 6 mois à 1 an ; 13 de 1 à 2 ans ; 15 de 2 à 3 ans ; 3 de 3 à 4 ans; 1 de 4 à 5 ans ; 3 dans un temps plus long.

4 demandes de sursis de payement ont été introduites pendant l'année 1915-1916. Deux ont été accueillies et deux rejetées.

Protêts.

Les délais pendant lesquels devaient être faits les protêts et tous actes concernant les recours ont été prorogés par des arrêtés royaux, et, à partir de l'occupation, par des arrêtés du gouvernement allemand dans la partie occupée du pays.

IV. — Cours d'appel (1).

Affaires à juger.

(Tableau LXIV.) (2)

Les affaires nouvelles introduites en 1915-1916 devant les cours d'appel sont au nombre de 893.

Les affaires se répartissent comme suit :

Cour d'appel de Bruxelles, 553 affaires ;
Id. de Gand, 94 id.
Id. de Liége, 246 id.

En ajoutant aux 893 causes nouvelles les 1,779 causes pendantes au commencement de l'année judiciaire, on arrive au chiffre de 2,672 causes à juger.

Les affaires soumises aux cours d'appel se composaient: de 1,503 appels en matière civile; 1,021 appels sur jugements rendus par les tribunaux spéciaux de commerce; de 99 appels sur jugements rendus par les tribunaux civils jugeant commercialement; de 4 appels de tribunaux étrangers au ressort de la cour (renvoi après cassation); de 1 appel d'une décision d'un conseil de discipline de l'ordre des avocats; de 25 appels de jugements arbitraux; de 19 appels de référés.

Résultats des appels.

(Tableaux LXIV.)

Les cours d'appel ont terminé 913 affaires. Elles ont rendu 672 arrêts : 638 contradictoirement (371 confirmatifs, 267 infirmatifs) et 34 par défaut; en outre, 226 causes ont été terminées pas transaction, abandon, etc., et 15 par suite de radiation d'office.

En matière civile : 408 affaires ont été jugées contradictoirement, 30 par défaut, 150 ont été terminées d'une autre manière.

En matière commerciale: 230 affaires ont été jugées contradictoirement, 4 par défaut et 91 ont été terminées d'une autre manière.

Durée de la procédure.

(Tableau LXVI.)

Des 672 affaires terminées par des arrêts, 247 ont été terminées dans les six mois (163 en matière civile, 84 en matière commerciale); 188 du sixième au douzième mois (112 en matière civile et 76 en matière commerciale) ; 193 dans un délai d'un à trois ans (134 en matière civile, 59 en matière commerciale) ; 44 après ce délai (29 en matière civile, 15 en matière commerciale).

Affaires restant à juger.

(Tableaux LXIV et LXVI.)

Il restait à terminer à la fin de l'année judiciaire 1,759 affaires.

De celles-ci, 264 étaient inscrites depuis moins de six mois (144 en matière civile, 120 en matière commerciale);

121 depuis six mois à un an (70 en matière civile et 51 en matière commerciale) ;

1,044 depuis un à trois ans (592 en matière civile, 452 en matière commerciale) ;

330 depuis plus de trois ans (156 en matière civile, 174 en matière commerciale).

Les cours d'appel ont rendu 111 arrêts préparatoires et interlocutoires.

(1) La documentation en ce qui concerne les Cours d'appel et la Cour de cassation est complète.
(2) V. l'*erratum* page 368.

Nature des affaires.

(Tableau LXV.)

Sur les 438 arrêts en matière civile, 395 ont statué sur des questions régies par le livre Ier du Code civil.

Parmi les 148 arrêts qui concernent le livre Ier : 75 décidaient en matière de divorce et 9 en matière de séparation de corps; 35 réglaient des contestations relatives aux obligations résultant du mariage, notamment des demandes de pensions alimentaires (30).

Les dispositions du livre II du Code civil ont été appliquées par 1 arrêt, lequel était relatif aux servitudes de services fonciers.

Parmi les 246 arrêts qui concernent le livre III, on trouve 10 arrêts pour le titre des Successions; 10 pour celui des Donations entre vifs et des testaments; 103 pour celui des Contrats et obligations; 90 pour celui des engagements qui se forment sans convention; 19 pour celui du Contrat de louage.

Le Code de procédure et les lois spéciales ont donné lieu à 43 arrêts. Parmi ces arrêts, on peut en signaler 4 au titre des saisies-exécutions; 3 concernant les saisies-arrêts; 7 en matière de saisie-immobilière; 6 concernant la compétence; 6 concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Sur les 234 arrêts qui ont appliqué les dispositions du Code de commerce, 226 concernaient le livre Ier : Commerce en général; 1 concernait le livre II : Du commerce maritime, et 7 le livre III : Faillites, banqueroutes et sursis.

Parmi les 672 arrêts rendus, 392 l'ont été après communication au ministère public; 330 étaient conformes et 62 contraires, en tout ou en partie, aux conclusions des magistrats du parquet.

Affaires diverses.

Aucune demande en réhabilitation n'a été introduite par un failli.

Les cours d'appel n'ont jugé aucune affaire en matière de milice et électorale.

Les cours ont jugé 215 affaires fiscales.

V. — Cour de cassation. (1)

(Tableaux LXVII et LXVIII.)

Le nombre des causes à juger (matière civile et commerciale) est de 107.

Ces pourvois étaient dirigés contre 52 arrêts de cours d'appel, 32 jugements de tribunaux civils, 14 jugements de tribunaux de commerce, 6 décisions de justices de paix, 2 de conseils de prud'hommes. Il y a eu, en outre, 1 affaire en règlement de juges.

La cour a eu à statuer sur 66 affaires anciennes et sur 41 affaires nouvelles.

Elle a terminé 29 affaires : 8 par arrêt de cassation, 20 par arrêt de rejet.

Le total des arrêts basés sur les Codes civil et de procédure civile a été de 13 (4 arrêts de cassation, 8 arrêts de rejet, 1 arrêt de désistement; il n'y a pas eu d'arrêt basé sur le Code de commerce; les lois et matières diverses ont fait l'objet de 16 arrêts (4 arrêts de cassation, 12 arrêts de rejet).

Il restait, à la fin de l'exercice, 78 causes à juger.

(1) La documentation en ce qui concerne les Cours d'appel et la Cour de cassation est complète.

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE.

Les tableaux de la statistique pénitentiaire sont présentés en deux groupes. Ceux du premier groupe se rapportent au fonctionnement des principaux services des prisons : écrou, services scolaire, disciplinaire, médical, industriel; c'est la statistique administrative. Ceux du second groupe forment la statistique des détenus; ils donnent des renseignements sur la situation de ceux-ci avant la détention et au moment de leur libération. On trouvera ci-dessous, résumées brièvement et accompagnées de quelques explications, les principales données que fournissent les tableaux statistiques de chacun des deux groupes.

PREMIERE PARTIE. — Statistique administrative.

1. — Organisation des prisons.

Les prisons se divisent en prisons centrales, qui ne reçoivent que des condamnés, et en prisons secondaires, qui renferment, outre des condamnés, les diverses catégories de détenus mis à la disposition des autorités judiciaires ou administratives.

Il y a deux prisons centrales : l'une à Louvain, l'autre à Gand. La première est entièrement cellulaire; des huit quartiers de la seconde, un seul est cellulaire; les autres sont des quartiers communs, avec cellules de nuit.

La prison centrale de Louvain et le quartier cellulaire de la prison centrale de Gand sont affectés à la détention des condamnés criminels (travaux forcés et reclusion) et de condamnés correctionnels à long terme (plus de cinq ans). La prison centrale à Louvain reçoit, en outre, les condamnés à la détention. Indépendamment de ceux réservés aux jeunes condamnés et aux indisciplinés des écoles de bienfaisance, dont il sera question plus loin, les quartiers communs de Gand reçoivent : 1° les condamnés criminels qui sont jugés inaptes à subir le régime cellulaire à raison de leur état de santé physique ou mental et les condamnés à perpétuité qui, après un encellulement de dix ans, optent pour le régime commun, usant de la faculté qui leur est laissée à cet égard par la loi du 1er mai 1913; 2° les condamnés correctionnels qui ne peuvent être soumis au régime cellulaire sans danger pour leur santé physique ou mentale; 3° les condamnés correctionnels à court terme (six mois et moins) de certains arrondissements qui, par suite d'encombrement, ne peuvent trouver place dans l'établissement qui leur est normalement affecté.

Les prisons secondaires sont au nombre de vingt-sept : il en est établi une au chef-lieu de chacun des vingt-six arrondissements judiciaires; l'arrondissement de Bruxelles en compte deux. Toutes ces prisons sont cellulaires, à l'exception de celle d'Audenarde. Celle-ci est destinée à disparaître prochainement pour faire place à une prison cellulaire.

Les prisons centrales ne renferment que des hommes : il n'y a pas, vu le peu d'importance de la criminalité féminine, de prison centrale de femmes. Les femmes condamnées, même à une peine criminelle, la subissent dans une prison secondaire : en général, celle du lieu de la condamnation.

Un quartier spécial, entièrement distinct de ceux réservés aux adultes, est établi à la prison centrale de Gand; il est destiné aux condamnés à plus de six mois, âgés, lors de l'exécution de la condamnation, de 16 et de moins de 18 ans. La loi du 15 mai 1912 permet aux cours et tribunaux, lorsqu'ils condamnent à l'emprisonnement un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis, d'ordonner qu'il restera à la disposition du gouvernement depuis l'expiration de sa peine jusqu'à sa majorité. C'est au quartier spécial de la prison centrale de Gand que sont internés, quel que soit le taux de la peine d'emprisonnement prononcée, les jeunes délinquants auxquels il a été fait application de cette disposition légale. Au quartier spécial de Gand, les jeunes détenus sont isolés la nuit dans des cellules et travaillent en commun pendant le jour. Une section du quartier cellulaire leur est réservée et est destinée aux élèves qui sont en quarantaine, en punition ou isolés temporairement par mesure d'ordre.

A la prison centrale de Gand est également établi le quartier de discipline pour les garçons des écoles de bienfaisance. Il reçoit ceux des élèves de ces écoles qui sont vicieux, incorrigibles ou qui exigent une surveillance spéciale.

Dans les tableaux de la statistique administrative, la rubrique des prisons centrales comprend la prison centrale de Louvain et les quartiers suivants de la prison centrale de Gand : 1° le quartier cellulaire; 2° le quartier commun des criminels. Les chiffres relatifs au quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés sont renseignés distinctement. Quant aux quartiers communs de correctionnels établis à la prison centrale de Gand, ils figurent sous la rubrique des prisons secondaires.

2. — Capacité des prisons.

(Tableau LXIX.)

On compte dans les prisons belges, non compris celle d'Ypres, au 31 décembre 1916, 4,239 cellules de jour et de nuit pour hommes et 664 pour femmes.

Il s'agit de cellules ordinaires, à l'exclusion des cellules d'infirmerie, de pistole, de punition et des cellules destinées aux condamnés pour dettes.

Il y a, pour la détention en commun pendant le jour, avec cellules ou alcôves de nuit, 1,181 places pour hommes et 2 pour femmes.

Ces derniers chiffres sont fournis, en majeure partie, en ce qui concerne les hommes, par les quartiers communs de la prison centrale de Gand (1,037 places) et par ceux de la prison de Forest (96 places) et, pour le surplus, par la prison d'Audenarde.

Quelques prisons secondaires sont, en outre, pourvues de quartiers de « désencombrement ». On y dispose de 396 places en commun pour hommes et de 46 pour femmes.

Il est à remarquer que toutes ces places n'étaient pas à la disposition de l'administration belge. L'autorité militaire allemande en avait réquisitionné un certain nombre pour la détention des prisonniers écroués par ses ordres.

La prison d'Ypres, ayant cessé d'être occupée au cours de l'année 1915, ne figure pas dans la statistique pénitentiaire de l'année 1916. Quant à la prison de Hasselt elle a dû au cours de l'année 1916, être évacuée par ordre de l'autorité allemande et une maison particulière a été aménagée à usage de prison par l'Administration belge.

3. — Mouvement général d'entrée et de sortie. — Journées de détention. Population moyenne.

(Tableaux LXX et LXXI.)

Le total des journées de détention est, dans les prisons centrales et pour les adultes seuls, de 265,411. Au quartier de discipline et des jeunes condamnés, il est de 58,907, dont 40,376 pour les indisciplinés et 18,531 pour les jeunes condamnés.

Dans les prisons secondaires, le nombre des journées de détention est, pour les hommes, de 1,626,510 et, pour les femmes, de 238,825, soit, au total, 1,865,335. (1)

Le tableau qui suit donne, par catégories d'établissements, le nombre des journées de détention pour chacune des années 1912 à 1916.

ÉTABLISSEMENTS.	1912	1913	1914	1915	1916
Prisons centrales	254,931	263,651	265,900	262,412	265,411
Prisons secondaires. Hommes	1,295,541	1,345,980	1,269,401	1,360,749	1,626,510
Prisons secondaires. Femmes	119,496	115,450	115,253	153,179	238,825
Totaux	1,669,968	1,725,081	1,650,554	1,776,340	2,130,746
Jeunes condamnés	13,238	14,351	18,508	13,358	18,531
Indisciplinés	35,892	39,793	38,952	35,827	40,376

(1) Dans ces chiffres sont compris 462,027 journées de détention (385,053 hommes et 76,974 femmes) de prisonniers écroués à la disposition des autorités militaires allemandes.

La population moyenne par jour, pendant les mêmes années, s'établit de la façon suivante :

ÉTABLISSEMENTS.	1912	1913	1914	1915	1916
Prisons centrales	697	722	728	719	725
Prisons secondaires. Hommes	3,538	3,688	3,476	3,730	4,445
Prisons secondaires. Femmes	327	317	316	418	654
Totaux	4,562	4,727	4,520	4,867	5,824
Quartier de discipline et des jeunes condamnés	134	148	157	135	161

4. — École.

(Tableaux LXXII et LXXIII.)

Dans les prisons centrales, la fréquentation de l'école est obligatoire pour les détenus, à moins d'une dispense motivée, accordée par le directeur. On dispense les détenus qui ont une instruction supérieure, ceux qui n'ont aucune disposition pour l'étude, les infirmes et les vieillards. La dispense peut aussi être motivée par mesure d'ordre et de sûreté.

Dans les prisons secondaires, la fréquentation de l'école est obligatoire : 1° pour les condamnés à six mois et plus qui n'ont pas atteint leur quarantième année; 2° pour les jeunes délinquants à quelque titre que ce soit. La fréquentation de l'école est facultative pour les autres détenus.

Au quartier de discipline et des jeunes condamnés, l'école est obligatoire pour tous les internés.

Des 723 individus détenus dans les prisons centrales au 31 décembre 1916, 554, soit 77 % fréquentaient l'école à cette date.

Les résultats obtenus à leur égard se résument dans la constatation suivante :
446, soit 80 p. c., ont profité des leçons;
108, soit 20 p. c., n'ont fait aucun progrès.

La population des écoles des prisons secondaires était au 31 décembre 1916, de 702 hommes et de 85 femmes. Parmi les hommes, 634 ou 90 % ont profité de l'enseignement qui leur était donné; 68, soit 10 % n'ont fait aucun progrès. Pour les femmes, la proportion est respectivement de 79 ou 93 % et de 6 ou 7 %.

Les 168 garçons présents au quartier de discipline et des jeunes condamnés, au 31 décembre, fréquentaient tous l'école; 146, soit 87 %, ont tiré profit des leçons qu'ils ont reçues; 22, soit 13 %, n'ont fait aucun progrès.

En ce qui concerne les détenus ayant fréquenté l'école qui ont été libérés au cours de l'année 1916, la proportion de ceux ayant tiré profit de cette fréquentation est de : pour les prisons centrales de 83 % et pour les prisons secondaires de 88 % pour les hommes et de 96 % pour les femmes.

Pour le quartier de discipline et des jeunes condamnés cette proportion est de 88%.

5. — Punitions infligées aux détenus.

(Tableau LXXIV.)

Le nombre total des journées de punition a été :
Dans les prisons centrales, de 4,388, soit 1.65 pour cent journées de détention;
Dans les prisons secondaires :
Pour les hommes, de 27,860, soit 1.71 pour cent journées de détention;
Pour les femmes, de 900, soit 0.38 pour cent journées de détention;
Au quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés, il a été de 86, ou 0.15 pour cent journées de détention.

6. — Service médical.

(Tableau LXXV.)

En règle générale, les détenus malades reçoivent à l'établissement les soins nécessaires. Comme on le voit au tableau renseignant la capacité des prisons, presque toutes les prisons sont pourvues à cet effet d'installations convenables. Le médecin décide si les détenus malades peuvent être soignés dans leur cellule ou s'ils doivent être transférés à l'infirmerie.

Les règlements prévoient la possibilité d'envoyer à l'hôpital du lieu — qui alors est considéré comme une succursale de la prison et où le condamné continue à subir sa peine — le détenu qui ne pourrait être soigné convenablement à la prison. Mais l'existence d'infirmeries dans la plupart des prisons et l'organisation dans toutes d'un service médical restreignent l'application de cette disposition réglementaire aux seuls cas exceptionnellement graves de maladies contagieuses ou nécessitant, pour leur guérison, l'intervention de chirurgiens spécialistes, ou encore lorsqu'il s'agit de femmes sur le point d'accoucher. En 1916, le nombre des transferts de ce genre a été de 38 (28 hommes et 10 femmes).

Le tableau qui suit donne, pour chacune des années 1912 à 1916, la proportion de journées de maladie pour cent journées de détention.

Il convient de remarquer qu'il s'agit dans ce tableau des journées de maladie et non des journées d'infirmerie, c'est-à-dire, qu'il comprend les maladies même les plus anodines, qui ont été traitées dans les quartiers et qui, parfois, n'ont pas empêché le détenu de se livrer au travail.

ÉTABLISSEMENTS.	1912			1913			1914			1915			1916		
	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.
Prisons centrales	254,931	11,256	4.42	263,651	11,250	4.27	265,900	11,396	4.29	262,412	12,415	4.73	265,411	12,489	4.71
Prisons secondaires. Hommes	1,295,541	33,090	2.55	1,345,980	31,122	2.31	1,269,401	28,701	2.27	1,360,749	26,577	1.95	1,626,510	35,419	2.18
Prisons secondaires. Femmes	119,496	12,022	10.81	115,450	14,989	12.92	115,253	14,142	12.27	153,170	12,602	8.29	238,825	15,179	0.36
Quartier de discipline	35,892	297	0.82	39,793	232	0.58	38,952	125	0.32	35,827	396	1.11	40,376	959	2.38
Quartier des jeunes condamnés	13,238	227	1.71	14,351	77	0.53	18,508	148	0.80	13,358	68	0.51	18,531	137	0.74

7. — Décès.

(Tableau LXXVI.)

Il y a eu, en 1916, dans les prisons centrales, 14 décès.
Dans les prisons secondaires :
Parmi les hommes . . . . 28 décès ;
Parmi les femmes. . . . . 1 —

Un décès s'est produit au quartier de discipline.

Le tableau qui suit met en regard du chiffre de la population moyenne le nombre de décès et indique la proportion de ceux-ci pour cent détenus.

ÉTABLISSEMENTS.	1912			1913			1914			1915			1916		
	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.
Prisons centrales . .	697	11	1.58	722	6	0.83	728	8	1.10	719	16	2.23	725	12	1.66
Prisons secondaires. Hommes .	3,538	16	0.45	3,688	20	0.54	3,476	19	0.55	3,730	14	0.38	4,445	28	0.63
Prisons secondaires. Femmes. .	327	2	0.61	317	—	—	301	1	0.33	418	1	0.24	654	1	0.15
Quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés . . .	134	—	—	148	1	0.68	157	—	—	135	—	—	161	2	1.24

8. — Suicides et tentatives de suicide.

(Tableau LXXVII.)

Dans les prisons centrales, il ne s'est produit ni suicide ni tentative de suicide.

Dans les prisons secondaires, 7 prévenus et 1 condamné se sont suicidés. Il y a eu, en outre, 21 tentatives de suicide, dont 10 par des prévenus, 10 par des condamnés et 1 par un passager vagabond.

Le tableau qui suit donne, pour chacune des années 1912 à 1916, le nombre des suicides accomplis et tentés dans les prisons centrales et dans les prisons secondaires.

Pendant la même période on n'a constaté au quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés que la tentative de suicide qui s'est produite au cours de l'année 1913 et une en 1914.

ANNÉES.	PRISONS CENTRALES.		PRISONS SECONDAIRES.							
			SUICIDES ACCOMPLIS.				SUICIDES TENTÉS.			
			Condamnés.		Autres catégories. (Prévenus, passagers, etc.)		Condamnés.		Autres catégories. (Prévenus, passagers, etc.)	
	Suicides accomplis.	Suicides tentés.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1912.	1	1	3	1	7	1	7	—	13	1
1913.	—	2	3	—	4	—	7	—	12	—
1914.	—	2	2	—	9	—	10	2	12	—
1915.	2	1	2	—	2	1	3	—		—
1916.	—	—	1	—	5	2	9	1	11	—
Totaux. . . .	3	6	11	1	27	4	36	3	57	1

9. — Aliénation mentale.

(Tableau LXXVIII.)

Les vérifications médicales relatives à l'état mental des détenus dans les prisons sont, en vertu du Règlement général du 30 septembre 1905, confiées à des médecins spécialistes. Deux médecins aliénistes se partagent actuellement ce service pour l'ensemble des établissements pénitentiaires du royaume, qui sont, à ce point de vue, divisés en deux groupes. Ils examinent, sur la réquisition du directeur de l'établissement ou de l'administration centrale, tout condamné dont la conduite présente quelque anomalie, qui donne lieu de suspecter son état mental.

Pendant l'année 1916, ce service, n'a pu fonctionner régulièrement et a dû être assuré partiellement, par les médecins ordinaires des prisons.

Quant aux prévenus et accusés, c'est au magistrat instructeur qu'il appartient, s'il le juge opportun, de faire procéder à leur examen mental par des praticiens qu'il désigne lui-même. Avis lui est donné par la direction de la prison des désordres mentaux apparents que présente tout prévenu ou accusé. La collocation d'un condamné dans un asile d'aliénés a lieu sur la production d'un certificat délivré dans les formes légales par les médecins aliénistes des prisons. Elle n'est ordonnée que si le détenu est atteint d'une maladie mentale de telle nature qu'il ne puisse être maintenu en prison sans préjudice pour son état mental ou pour l'ordre intérieur de l'établissement.

Les condamnés aliénés sont internés à l'asile de l'État à Tournai, les femmes sont internées à l'asile de l'État à Mons.

Pendant l'année 1916, à raison de l'interruption des communications, des aliénés n'ont pu être dirigés sur ces établissements et ont dû être colloqués dans des asiles privés à proximité des prisons où ils étaient détenus.

En 1916, il y a eu, dans les prisons centrales, 7 aliénés colloqués. Dans les prisons secondaires, le nombre des collocations a été de 77 (66 hommes, 11 femmes) ; il se subdivise ainsi qu'il suit, au point de vue des catégories auxqueiies appartenaient les colloqués :
Prévenus, accusés et passagers. 59 (52 hommes, 7 femmes).
Condamnés . . . . . 18 (14 id. 4 id.).

Les chiffres qui précèdent accusent, par rapport à la population moyenne des établissements, les proportions suivantes :

Dans les prisons centrales, 0.97 aliénés colloqués pour cent détenus.

Dans les prisons secondaires : hommes, 1.49 aliénés colloqués pour cent détenus; femmes, 1.68 aliénées colloquées pour cent détenues.

Il ne s'est produit aucun cas d'aliénation mentale, en 1916, au quartier de discipline ni au quartier des jeunes condamnés.

On trouvera ci-après un tableau donnant le nombre de collocations de 1912 à 1916 dans les prisons centrales et dans les prisons secondaires.

ÉTABLISSEMENTS.			1912	1913	1914	1915	1916
Prisons centrales.	Louvain		4	3	6	3	6
	Gand	Quartier cellulaire.	2	2	3	1	—
		Quartier commun des criminels.	6	4	6	3	1
	Totaux. . . .		12	9	15	7	7
	Proportion pour cent détenus (population moyenne). . . .		1.72	1.25	2.06	0.97	0.97
Prisons secondaires.	Prévenus et accusés.	Hommes.	80	76	76	52	50
		Femmes	7	4	6	7	5
	Passagers et mendiants et vagabonds.	Hommes.	6	4	5	2	2
		Femmes	—	—	4	2	2
	Condamnés.	Hommes.	27	24	21	15	14
		Femmes	5	7	1	6	4
	Totaux.	Hommes	113	104	102	69	66
		Femmes.	12	11	11	15	11
	Proportion pour cent détenus (population moyenne)	Hommes	3.19	2.82	3.00	1.85	1.49
		Femmes.	3.67	3.47	3.58	3.59	1.68

Il a été dit plus haut que, dès qu'un condamné détenu présente quelque anomalie qui donne lieu de suspecter son état mental, le directeur de l'établissement est tenu d'en aviser le médecin aliéniste de la circonscription.

Le tableau qui va suivre, indiquant le nombre des détenus signalés aux médecins aliénistes, comprend donc la totalité des individus dont l'état mental a paru suspect. Il s'applique à tous les condamnés, à l'exclusion des prévenus et accusés dont l'examen mental n'est pas de la compétence des médecins aliénistes des prisons.

ANNÉES.	Population moyenne des condamnés détenus.	Nombre des condamnés signalés aux médecins aliénistes.
1912.	3,071	170
1913.	4,148	141
1914.	3,750	142
1915.	3,205	108
1916.	3,068	101

Ces chiffres font ressortir à 3.47 pour cent détenus et par an, la moyenne des condamnés qui ont paru présenter, à un degré quelconque, les indices d'un trouble mental.

10. — Travail des détenus.

(TABLEAU LXXIX.)

Le travail est obligatoire pour les condamnés à des peines criminelles (travaux forcés, reclusion); les condamnés à l'emprisonnement correctionnel sont également astreints au travail, à moins qu'il n'en soient dispensés par le gouvernement dans les cas exceptionnels (art. 26 du Code pénal); le travail est facultatif pour les condamnés à l'emprisonnement de police et pour toutes les autres catégories de détenus.

Le travail est organisé dans les prisons sur les bases suivantes, fixées par le règlement général du 30 septembre 1905 : les détenus sont employés principalement à des travaux pour le compte de l'État. Dans le cas où les travaux en régie ne suffisent pas pour occuper tous les détenus, les directeurs cherchent à utiliser les bras disponibles au profit de l'industrie libre. Ils font appel, dans ce but, à la concurrence des entrepreneurs. La main-d'œuvre des détenus ne peut être accordée qu'à des entrepreneurs ou fabricants; il est interdit aux directeurs d'accepter des commandes des particuliers, à l'exception des travaux de traduction, d'écritures, de dessin et autres semblables.

Les conditions des entreprises sont réglées par un contrat soumis à l'approbation de la commission administrative et du Ministre. Les prix de façon sont déterminés par pièce ou par journée. Ils sont calculés sur les prix moyens du commerce, diminués de la moins-value du travail pénitentiaire.

Sur le prix de façon payé par l'entrepreneur il est opéré, au profit de l'État, une retenue de trois dixièmes, à titre de frais de gestion. Des sept dixièmes restants, une part est attribuée aux détenus dans les proportions suivantes, qui constituent le maximum prévu par la loi : cinq dixièmes pour les condamnés correctionnels, quatre dixièmes pour les reclusionnaires, trois dixièmes pour les forçats. Le surplus appartient à l'État. Les détenus pour lesquels le travail n'est pas obligatoire, reçoivent l'intégralité du prix de la main-d'œuvre, déduction faite des trois dixièmes retenus pour frais de gestion.

Voici quel était, au dernier jour ouvrable de l'année 1916, l'emploi de la population détenue dans les établissements pénitentiaires (prisons centrales, prisons secondaires, quartiers de discipline et des jeunes condamnés) :

NATURE DES TRAVAUX EFFECTUÉS.	HOMMES.	FEMMES.
Travaux domestiques.	593	132
Travaux industriels . . . . A. Pour compte de particuliers	153	12
B. Pour compte des administrations publiques.	119	38
C. Simples occupations.	1,660	47
D. Apprentis du quartier de discipline et des jeunes condamnés. . . .	164	—
TOTAL DES OCCUPÉS	2,689	229
Détenus dispensés du travail pour diverses causes (maladie, punition, etc.).	1,216	232
Détenus inoccupés faute de travail.	1,045	153
TOTAL DES INOCCUPÉS.	2,261	385
TOTAL GÉNÉRAL	4,950	614

En 1916, le produit brut du travail, c'est-à-dire l'ensemble des prix payés par les entrepreneurs particuliers ou pour les travaux en régie directe, par l'État, s'est élevé à . . . . . fr. 207,455.72

La dépense pour les travaux domestiques dans des établissements où le produit du travail industriel a été nul, a atteint . . . . . fr. 7,103.60

Total . . . fr. 214,559.32

Il a été payé aux détenus occupés aux travaux industriels . . . . . fr. 79,184.29

A ceux employés aux travaux domestiques . . . . . fr. 25,617.25

Le traitement du personnel attaché spécialement aux travaux industriels et certaines menues dépenses occasionnées par ces travaux, représentent une somme de fr. 51,259.59

Soit un total de dépenses de. . . . . fr. 156,061.13

Il s'ensuit que les opérations se rapportant exclusivement au travail laissent un bénéfice de. . . fr. 58,498.19

11. — Prix de la journée d'entretien.

(Tableau LXXX.)

Le prix moyen de la journée d'entretien dans les prisons est, pour 1916, de 2 fr. 05 c.

Il était pour 1912, de 1 fr. 64 c.
Id. 1913, de 1 fr. 66 c.
Id. 1914, de 1 fr. 73 c.
Id. 1915, de 1 fr. 80 c.

Ce prix est établi en répartissant sur le nombre total de journées de détention l'ensemble de la dépense nette.

Il est à remarquer qu'il est tenu compte dans ce calcul des journées d'entretien, dans les hôpitaux et les asiles d'aliénés, des détenus transférés en ces établissements et dont la charge d'entretien incombe à l'administration des prisons, ce qui explique la différence entre le nombre de journées de détention, mentionné au tableau relatif au prix de la journée d'entretien et celui renseigné aux tableaux du mouvement de la population, lesquels ne comprennent naturellement que les journées de détention dans les prisons.

La dépense nette est fixée en évaluant toutes les consommations et dépenses faites dans l'établissement pendant l'année pour la nourriture des détenus, leur habillement, leur coucher, le chauffage, le fonctionnement des divers services : culte, école, etc., le traitement des fonctionnaires et employés, les frais de bureau, le salaire des détenus, etc. On y ajoute la valeur du matériel mis au rebut et on déduit les recettes effectuées, telles que : produit du travail, part contributive des provinces dans les frais d'entretien des bâtiments et du mobilier, recouvrement des frais d'entretien de détenus dont l'entretien est à charge d'autres caisses (militaires, mendiants et vagabonds, etc.).

12. — Renseignements divers.

On trouvera ci-dessous des renseignements sur les options de régime et les transferts au régime commun.

Options de régime. — Les condamnés à perpétuité ne pouvant, aux termes de la loi du 1er mai 1913, être contraints à subir le régime de la séparation que pendant les dix premières années de leur captivité, sont appelés, à l'expiration de la dixième année, à faire connaître s'ils désirent continuer à subir leur peine en cellule ou s'ils réclament, au contraire, leur transfert en commun.

Pendant l'année 1916, 6 condamnés hommes ont été appelés à l'option; tous ont opté pour la cellule; 1 homme qui avait opté pour le régime cellulaire, a obtenu son transfert au régime commun.

Transferts en commun. — Les condamnés dont les médecins constatent l'inaptitude, soit au point de vue physique, soit au point de vue mental, à subir le régime cellulaire, sont transférés dans les quartiers communs, distincts pour les condamnés criminels et les condamnés correctionnels, aménagés à la prison centrale de Gand. Les quartiers communs pour femmes sont installés à Mons (pour les condamnées criminelles), à Tournai (pour les condamnées correctionnelles).

Le tableau qui suit donne le nombre de transferts en commun effectués pendant l'année 1916 :

TRANSFERTS EFFECTUÉS.	Condamnés criminels.		Condamnés correctionnels.		Total.
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	
Pour cause d'inaptitude physique.	4	—	6	—	10
Pour cause d'inaptitude mentale.	13	—	10	—	23
Totaux.	17	—	16	—	33

5 des 23 condamnés transférés à raison de leur santé mentale ont été ultérieurement réintégrés en cellule, sur le rapport du médecin compétent, qui les jugeait en état d'être soumis de nouveau au régime cellulaire.

DEUXIEME PARTIE. — Statistique des détenus.

Sous cette rubrique sont groupés divers renseignements concernant la personnalité de tous les condamnés qui, à la date du 31 décembre 1916, étaient inscrits à la comptabilité morale, quel que soit le lieu de leur détention: prison centrale, prison secondaire, quartier des jeunes condamnés. Les indisciplinés des écoles de bienfaisance n'y sont point compris.

Le compte moral, dont les annotations servent de base à cette statistique, est ouvert à tout détenu qui a à subir une peine d'emprisonnement de plus de trois mois. Il l'est à tout détenu du quartier des jeunes condamnés, quel que soit le taux de sa peine. On y inscrit d'abord des renseignements divers sur la condition du détenu à son entrée dans l'établissement : ils sont relatifs, notamment, à son état civil, sa profession, le degré de son instruction, ses antécédents. On y consigne toutes les indications concernant la condamnation en cours et spécialement un exposé des faits qui ont provoqué cette condamnation. Tous ces renseignements sont puisés par la direction de la prison dans un bulletin dressé, avec le concours des autorités locales, par le parquet qui a exercé les poursuites. Pendant le cours de la détention le compte moral reçoit la mention des actes méritoires posés, des récompenses obtenues, des infractions commises, des punitions encourues et, en outre, des appréciations du personnel sur la conduite, le caractère et les dispositions morales de l'intéressé. Lors de la sortie de prison du condamné, on mentionne, enfin, à son compte moral, divers renseignements sur sa condition à cette époque, au point de vue, notamment, de son instruction, de sa conduite, de sa santé, de son amendement.

Au 31 décembre 1916, 3,241 détenus (2,952 hommes et 289 femmes) étaient inscrits à la comptabilité morale.

Voici leur répartition aux divers points de vue qui sont envisagés dans les tableaux statistiques :

Juridiction.

(Tableau LXXXIII.)

Avaient été jugés :

Par les cours d'assises	540	hommes,	39	femmes.
Par les cours d'appel	1,046	id.	110	id.
Par les tribunaux correctionnels	1,320	id.	140	id.
Par les tribunaux de police. .	1	id.	0	id.
Par les tribunaux militaires . .	45	id.		

Genre des infractions.

(Tableau LXXXIII.)

Condamnés pour infractions :

Contre les personnes	954	hommes,	173	femmes.
Contre les propriétés	1,998	id.	116	id.

Nature des peines.

(Tableau LXXXIII.)

A la peine de mort	116	hommes,	13	femmes.
Aux travaux forcés à perpétuité	149	id.	6	id.
Aux travaux forcés à temps .	214	id.	11	id.
A la détention perpétuelle . .	2	id.	0	id.
A la détention à temps. . . .	6	id.	0	id.
A la reclusion	83	id.	3	id.
A l'emprisonnement correctionnel.	2,381	id.	256	id.
A l'emprisonnement de police.	1	id.	0	id.

Lieu où l'infraction a été commise.

(Tableau LXXXI.)

Province d'Anvers	452	hommes,	34	femmes.
Id. de Brabant	847	id.	99	id.
Id. de Flandre occident.	219	id.	15	id.
Id. de Flandre orientale	407	id.	21	id.
Id. de Hainaut	572	id.	66	id.
Id. de Liége	295	id.	39	id.
Id. de Limbourg. . . .	43	id.	2	id.
Id. de Luxembourg . .	29	id.	1	id.
Id. de Namur.	78	id.	12	id.
Faits commis à l'étranger . .	10	id.	0	id.

Pour les 3,231 détenus condamnés pour délits commis en Belgique (2,942 hommes, 289 femmes), les infractions ont été commises dans des communes de 5,000 habitants et moins, par 908 hommes et 75 femmes, dans des communes de plus de 5,000 habitants, par 2,034 hommes et 214 femmes.

Age (au jour de la condamnation).

(Tableau LXXXII.)

Agés de 16 à moins de 18 ans.	73	hommes,	2	femmes.
Id. de 18 à moins de 21 ans.	306	id.	9	id.
Id. de 21 à moins de 30 ans.	1,125	id.	82	id.
Id. de 30 à moins de 40 ans.	837	id.	102	id.
Id. de 40 à moins de 50 ans.	402	id.	67	id.
Id. de 50 à moins de 60 ans.	165	id.	20	id.
Id. de 60 à moins de 70 ans.	40	id.	7	id.
Id. de 70 ans et plus. . . .	4	id.	0	id.

Etat civil.

(Tableau LXXXII.)

Célibataires	1,600	hommes,	75	femmes.
Mariés ayant des enfants.	886	id.	136	id.
Mariés sans enfants . . .	314	id.	44	id.
Veufs et divorcés ayant des enfants.	95	id.	27	id.
Veufs et divorcés sans enfants. . .	57	id.	7	id.

Filiation.

(Tableau LXXXII.)

Enfants légitimes, légitimés ou reconnus par le père . .	2,882	hommes,	284	femmes.
Enfants naturels.	67	id.	5	id.
Enfants trouvés	2	id.	0	id.

Suivant le degré de leur instruction.

(Tableau LXXXII.)

1er degré. Ne sachant ni lire, ni écrire.	568	hommes,	49	femmes.
2e degré. Sachant lire ou lire et écrire imparfaitement. .	1,773	id.	155	id.
3e degré. Sachant bien lire et écrire.	481	id.	80	id.
4e degré. Ayant une instruction supérieure à ces degrés.	130	id.	5	id.

Suivant l'idiome.

(Tableau LXXXII.)

Parlant le français	1,032	hommes,	139	femmes.
Id. le flamand	1,229	id.	100	id.
Id. ces deux langues. . .	674	id.	50	id.
Ne parlant ni le français ni le flamand.	17	id.	0	id.

Antécédents.

(Tableau LXXXIV.)

Non récidivistes . . . . . 1,228 hommes, 179 femmes.

		Hommes	Femmes
Récidivistes ayant subi	1 condamnation antérieure	305	33
	2 id. id.	229	25
	3 id. id.	160	12
	4 id. id.	156	9
	5 id. id.	109	5
	de 6 à 10 condamnations antérieures.	357	13
	de 11 à 15 condamnations antérieures.	178	7
	de 16 à 20 condamnations antérieures.	114	0
	plus de 20 condamnations antérieures.	116	6

La récidive dont il est ici question est la récidive pénitentiaire et non la récidive légale. Il n'est pas tenu compte des condamnations antérieures à une peine de police.

Libérés pendant l'année.

Condition au moment de la libération.

On trouvera dans le tableau LXXXV des renseignements sur la condition au moment de la libération de 3,014 détenus (2,722 hommes et 292 femmes) libérés pendant l'année. Il s'agit là aussi des seuls libérés inscrits à la comptabilité morale.

STATISTIQUE

DE LA

MENDICITÉ ET DU VAGABONDAGE

Mouvement de la population des dépôts de mendicité et des maisons de refuge.

(Tableaux LXXXVI à XC.)

La statistique de la mendicité et du vagabondage relate les mouvements de la population des établissements destinés aux vagabonds et mendiants adultes (1).

Les vagabonds et les mendiants sont envoyés soit aux dépôts de mendicité, soit aux maisons de refuge. Les premiers établissements sont destinés, d'après la loi, aux individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, aux individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et aux souteneurs de filles publiques. Les seconds hospitalisent les mendiants et vagabonds plutôt malheureux que coupables.

Les entrées réelles ont été, dans les dépôts de mendicité, de 717 hommes et 25 femmes; dans les maisons de refuge, de 576 hommes et 12 femmes.

Le meilleur élément dont on puisse actuellement se servir pour apprécier l'influence qu'a exercée sur le vagabondage la loi du 27 novembre 1891, c'est la population moyenne des établissements. Le chiffre de cette population n'est pas, il est vrai, exactement proportionnel au nombre des entrées, ni, par conséquent, au nombre des cas de vagabondage, car il dépend pour beaucoup de la durée de l'internement que l'administration juge à propos de faire subir au vagabond. Si l'administration, usant du pouvoir d'appréciation que la loi lui confère, libère très tôt les individus mis à sa disposition par les tribunaux, le nombre des journées d'entretien sera relativement petit et la population moyenne, qui est le quotient de la division du total des journées d'entretien par 365, sera relativement faible. Les variations dans la durée de la détention peuvent être assez caractérisées pour que la population moyenne baisse quand le chiffre des entrées augmente.

En outre, les mouvements de hausse ou de baisse des entrées et de la population moyenne ne sont pas nécessairement simultanés; si de nombreuses entrées ont lieu à la fin de l'année, elles élèveront un peu la population moyenne de l'année où elles ont eu lieu, mais davantage celle de l'année suivante.

Il est nécessaire de tenir compte de ces remarques. Il faut aussi se souvenir de la repercussion qu'ont eue sur les chiffres des dernières années, les événements de la guerre.

— Sur 2,930 hommes reclus au 31 décembre 1916 dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge, 342 s'y trouvaient pour la première fois, tandis que 2,002 y étaient pour la cinquième fois au moins. Parmi les 210 femmes recluses à la même date, 97 s'y trouvaient pour la première fois et 61 seulement pour la cinquième fois au moins.

De la comparaison de ces chiffres, il résulte que les hommes internés une première fois dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge sont beaucoup moins susceptibles d'amendement que les femmes ; tandis que nombreuses sont les femmes qui, sorties des dépôts de mendicité et des maisons de refuge après un premier internement, n'y rentrent plus.

Il faut établir, parmi les mendiants et vagabonds des deux sexes, la distinction entre ceux que recueillent les dépôts de mendicité et ceux qu'hospitalisent les maisons de refuge. Ce qui a été dit des reclusions successives s'applique, avant tout et dans une mesure prépondérante, à la première de ces deux classes de reclus.

(1) Dans les publications antérieures à celle de l'année 1913, on faisait également connaître, ici, le mouvement de la population des établissements dénommés « Ecoles de bienfaisance », où étaient internés les jeunes délinquants et les enfants moralement abandonnés. La loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance a établi, pour les mineurs traduits en justice, un régime spécial. On trouvera plus loin la statistique relative à l'application de la dite loi (chapitres Ier et II).

STATISTIQUE

DE LA

LIBÉRATION CONDITIONNELLE

(Tableaux XCI à XCIV.)

Le nombre des détenus auxquels peut s'appliquer la libération conditionnelle est nécessairement restreint : la loi exige une durée minimum de détention et exclut, par le fait, une nombreuse catégorie de prisonniers. D'autre part, l'amendement du détenu et les nécessités de la répression ne permettent évidemment pas de faire bénéficier de la mesure les récidivistes endurcis ou les condamnés ayant fait preuve d'une perversion spéciale.

Aussi la *statistique* de la libération conditionnelle ne peut-elle être que le résultat chiffré d'une enquête.

L'enquête a été faite dès le début de la loi et continue depuis.

Elle porte d'abord sur l'application de la loi, au point de vue de l'initiative que prennent les directeurs de prison et du contrôle qu'exerce l'administration centrale par les instructions d'office qu'elle ordonne, ensuite, sur la personnalité des détenus qui bénéficient de la libération conditionnelle : âge, état civil, antécédents, peines encourues, etc. ; enfin, sur les résultats : proportion des révocations et des libérations devenant définitives par expiration du temps d'épreuve. On trouvera les chiffres pour 1916 aux tableaux XCI et XCII.

Pour permettre d'apprécier l'importance réelle et la conséquence de la libération conditionnelle, les tableaux ci-dessous fournissent un résumé des chiffres constatés depuis le 1er juin 1888, date de la mise en vigueur de la loi.

Le premier indique la proportion des libérations conditionnelles accordées tant pour les propositions des autorités que pour les instructions d'office sur requête.

Le second expose les résultats en mettant en regard du chiffre total des libérations celui des libérations qui sont devenues définitives et celui des révocations.

Le troisième groupe, par période quinquennale, depuis juin 1888 jusqu'au 31 décembre 1913, la moyenne annuelle des libérations accordées et des révocations prononcées.

Le quatrième indique la date à laquelle expireront les délais d'épreuve pour les libérés encore soumis à la surveillance et qui pourraient être éventuellement réintégrés.

Le cinquième et dernier tableau donne le résultat général de la loi, depuis sa mise en vigueur jusqu'au 31 décembre 1916, ainsi que la proportion des rechutes.

Les quatre derniers tableaux ne tiennent pas compte des décès.

ANNÉES.	LIBÉRATIONS			REJETS		
	sur propositions des directeurs.	après requêtes instruites d'office.	TOTAL.	de propositions des directeurs.	après instructions d'office.	TOTAL.
1888-1889	118	54	172	156	69	225
1890	78	28	106	47	53	100
1891	123	47	170	45	45	90
1892	145	54	199	57	38	95
1893	133	43	176	66	18	84
1894	142	39	181	95	29	124
1895	140	61	201	135	48	183
1896	160	56	216	136	64	200
1897	163	72	235	172	90	262
1898	179	87	266	181	87	268
1899	162	70	232	170	88	257
1900	175	61	236	149	50	199
1901	148	74	222	186	80	266
1902	136	46	182	182	80	262
1903	180	45	225	176	61	237
1904	158	59	217	173	94	267
1905	143	72	215	145	76	221
1906	142	74	216	194	85	279
1907	215	104	310	221	99	320
1908	178	72	250	226	77	303
1909	149	75	224	271	85	356
1910	143	59	202	271	88	359
1911	125	63	188	230	107	337
1912	157	85	242	237	126	363
1913	146	87	233	147	101	248
1914	130	51	181	163	66	209
1915	39	22	61	132	45	177
1916	104	15	119	126	72	198

ANNÉES.	LIBÉRATIONS conditionnelles		LIBÉRATIONS devenues définitives		RÉVOCATIONS			
	accordées pendant l'année.	Total depuis 1er juin 1888 (1).	pendant l'année.	depuis le 1er juin 1888 (1).	de libérations accordées dans l'année.	Total des révocations prononcées dans l'année.	Total des révocations prononcées depuis le 1er juin 1888 (1).	Total des révocations par rapport à l'année dans laquelle la libération a été accordée (2).
1888-1889	172	172			3	3	3	7
1890	106	278		245	1	5	8	5
1891	170	448			1	4	12	4
1892	199	647	170	415	3	5	17	6
1893	176	823	143	558	3	7	24	11
1894	181	1,004	126	684	3	6	30	13
1895	201	1,205	170	854	2	13	43	9
1896	216	1,421	178	1,032	1	6	49	9
1897	235	1,656	206	1,238	2	10	59	6
1898	266	1,922	234	1,472	1	9	68	11
1899	232	2,154	188	1,660	1	8	76	16
1900	236	2,390	123	1,783	—	8	84	13
1901	222	2,612	107	1,890	3	17	101	17
1902	182	2,794	197	2,087	3	21	122	10
1903	225	3,019	212	2,299	2	10	132	12
1904	217	3,236	176	2,475	4	7	139	15
1905	215	3,451	233	2,708	6	21	160	19
1906	216	3,667	220	2,928	2	10	170	12
1907	319	3,986	195	3,123	3	13	183	24
1908	250	4,236	203	3,326	2	23	206	21
1909	224	4,460	274	3,600	3	23	229	19
1910	202	4,662	223	3,823	2	16	245	15
1911	188	4,859	202	4,025	—	15	260	14
1912	242	5,092	192	4,217	—	12	272	16
1913	233	5,325	178	4,395	3	23	295	9
1914	181	5,506	212	4,607	1	16	311	7
1915	61	5,567	226	4,833	3	10	321	3
1916	119	5,686	192	5,015	2	4	325	2

PÉRIODE QUINQUENNALE.	LIBÉRATIONS ACCORDÉES.	MOYENNE ANNUELLE.	RÉVOCATIONS PRONONCÉES.	MOYENNE ANNUELLE.	PROPORTIONS DES RÉVOCATIONS PAR RAPPORT AUX LIBÉRATIONS.
Juin-1888 à 1893	823	164.4	24	4.8	2.9
1894 à 1898	1,099	219.8	44	8.8	4.0
1899 à 1903	1,097	219.4	64 (3)	12.8 (3)	5.8 (3)
1904 à 1908	1,217	243.4	74	14.8	6.1
1909 à 1913	1,089	217.8	89	17.8	7.2

(1) Date de la mise en vigueur de la loi.

(2) Les chiffres des dernières années augmenteront au fur et à mesure que les résultats des années suivantes seront connus.

(3) Cette augmentation provient de ce que la loi du 3 août 1899 a prolongé la durée du temps d'épreuve qui, depuis cette loi, ne peut être inférieur à 2 ans; d'autre part, le nombre des révocations doit s'accroître nécessairement au fur et à mesure que le nombre des individus soumis à l'épreuve de la libération conditionnelle augmente. Pour connaître la proportion des rechutes, il faut consulter le dernier tableau relatif aux résultats de l'application de la loi.

Suite des 5,686 libérations conditionnelles accordées depuis la mise en vigueur de la loi.

Libérations devenues définitives			5,025
Id.	révoquées		325
Terme d'épreuve expirant en	1917		73
Id.	id.	1918	135
Id.	id.	1919	18
Id.	id.	1920	10
Id.	id.	1921	10
Id.	id.	1922	10
A reporter			5,606

Report			5,606
Terme d'épreuve expirant en	1923		4
Id.	id.	1924	5
Id.	id.	1925	3
Id.	id.	1926	2
Id.	id.	1927	5
Id.	id.	1928	2
Id.	id.	1929	3
Id.	id.	1930	2
Id.	id.	1933	1
Id.	id.	1935	1
Indéfini			52
			5,686

Résultat général de l'application de la loi depuis sa mise en vigueur jusqu'au 31 décembre 1916.

Proportions.

Individus libérés définitivement par suite d'expiration de temps d'épreuve	5,025	88.3
Individus libérés vis-à-vis desquels un arrêté de révocation a été pris	325	5.7
Individus libérés dont le temps d'épreuve n'est pas expiré et qui sont encore en liberté conditionnelle	336	6.0
TOTAL	5,686	100 %

STATISTIQUE

DE LA

POLICE DES ÉTRANGERS

(TABLEAU XCV) (1).

Le nombre des étrangers dont l'arrivée dans le pays (partie occupée) a été pour la première fois portée à la connaissance de l'administration de la sûreté publique s'est élevé en 1916, à 3,730 tous résidants.

Les pays qui ont fourni les plus forts appoints à cette immigration sont les suivants :

Allemagne	1,091
Angleterre	47
Autriche	37
France	1,895 (2)
Hollande	281
Italie	55
Luxembourg (G.-D. de)	123
Russie	26
Suisse	53

(1) — Sont supprimés deux tableaux qui figuraient dans les publications antérieures à l'année 1915 et qui eussent été sans objet, en 1916 par suite de l'occupation. Ces tableaux portaient comme intitulés : « Etat numérique, par nationalité, des vagabonds étrangers conduits hors du royaume, soit sommairement, soit après avoir été mis à la disposition du gouvernement en vertu d'un jugement ». « Etat numérique des étrangers expulsés ou renvoyés du pays. »

(2) Voir la note page 307.

STATISTIQUE DES ALIÉNÉS

(placés dans les établissements).

La population des asiles d'aliénés était, au 31 décembre 1916, de 9,908 hommes et de 9,300 femmes.

Les individus admis pour la première fois dans un asile ont été au nombre de 3,201 (dont 1,681 hommes et 1,520 femmes).

Sous le rapport de l'âge au moment de l'admission on comptait, sur 1,000 aliénés de chaque sexe :

106	hommes	et	37	femmes	âgés de moins de 16 ans;
95	id.	et	70	id.	id. de 16 à 20 ans;
141	id.	et	207	id.	id. de 21 à 30 ans;
380	id.	et	388	id.	id. de 31 à 50 ans;
278	id.	et	298	id.	id. de plus 50 ans.

En ce qui concerne l'alcoolisme, on observe que sur **1,681** hommes admis pour la première fois dans un asile en 1916, **213**, soit 13 %, étaient des alcoolisés — que sur une population de **9,908** hommes, au 31 décembre 1916, **1,635**, soit 17 %, étaient des alcoolisés.

Les chiffres relatifs aux femmes sont les suivants :

Sur **1,520** femmes admises pour la première fois dans un asile en 1916, **28**, soit 1 %, étaient des alcoolisées. Sur une population de **9,300** femmes, au 31 décembre 1916, **231**, soit 2 %, étaient des alcoolisées.

RAPPORT

sur l'application de la loi du 15 mai 1912 (chapitres I et II) (1) pendant l'année 1916.

L'application de la loi sur la protection de l'enfance s'est ressentie plus encore en 1916 qu'en 1915 de l'influence de l'occupation ennemie. Les causes de la criminalité en général et spécialement de la criminalité juvénile ont été en même temps multipliées et intensifiées. L'existence est devenue plus difficile pour tous, les usines, les manufactures ont fermé leurs portes — Les parents ne trouvent plus dans leurs salaires les ressources suffisantes à l'entretien de la famille. Ils doivent s'ingénier à combler le déficit et s'occuper tant bien que mal à des besognes supplémentaires qui les éloignent du foyer. Les enfants restent plus longtemps sans surveillance. Les sollicitations des gains faciles, dans les grandes villes surtout, atteignent les plus jeunes. L'esprit de lucre se développe chez les plus petits. Du gain honnête encore, mais acquis par des moyens trop divers, à la petite tromperie, aux petites combinaisons trop avantageuses pour rester probes, aux petits larcins, puis aux fautes plus graves, il n'y a pour ainsi dire que des nuances que les mentalités encore molles de la prime adolescence, aperçoivent à peine. Les parents auxquels échoit la délicate tâche d'éducation, sont trop occupés de parer aux difficultés du moment. Ont-ils le temps de diriger des enfants lorsqu'ils ont à peine celui de trouver de quoi les nourrir? La fatigue de chaque jour, les soucis de chaque moment leur permettent seulement d'apprécier que l'ingéniosité de quelqu'un des petits apporte parfois un peu de ce qui manque trop souvent. La satisfaction incline à l'indulgence et lorsque les enfants n'ont pas aperçu le caractère indélicat de certaines actions, les parents n'ont plus le courage de le leur reprocher. Là où il ne provoque pas les réactions les plus fières, le malheur trop longtemps enduré affaiblit les caractères.

Les mœurs, elles aussi,se ressentent du désordre social. Tout se tient. — A mesure que les foyers se vident, les rues, les carrefours se peuplent — la course au petit métier devient bientôt la flânerie. Des camaraderies malheureuses se forment. Les pires conseils ont prise sur des volontés désemparées et presque inertes. Aussi la mendicité, le jeu, la prostitution ont-ils exercé leurs ravages de façon toute anormale.

Des statistiques établies en de pareilles circonstances ne peuvent être considérées qu'en elles-mêmes pour l'année exclusivement et ne peuvent servir de terme de comparaison. Elles ne reflètent pas l'état social ordinaire. On ne peut en tirer des conclusions au point de vue de l'efficacité de la loi sur la protection de l'enfance, pas plus qu'on ne peut mesurer la criminalité du pays par les résultats constatés en cette période troublée.

Telles, les statistiques de cette année sont d'ailleurs encore incomplètes. Ypres et Furnes étaient coupés de toutes communications avec l'administration centrale de Bruxelles et l'on n'oserait assurer que les renseignements venant des territoires des étapes sont régulièrement arrivés à destination.

* * *

Les tableaux *A* et *F* sont consacrés à la « déchéance de la puissance paternelle » (Chapitre Ier de la loi); les uns concernent les déchéances prononcées par les cours et tribunaux; les autres les mesures prises à l'égard des enfants de parents déchus.

Le tableau *A* indique, par arrondissement judiciaire, le nombre des déchéances prononcées : 389 en 1916 contre 145 en 1915, 153 en 1914 et 128 en 1913.

Ainsi que précédemment, la plupart des déchéances sont motivées par des faits ou des situations prévues par les dispositions nouvelles de la loi du 15 mai 1912; la proportion en est de 95.6 p. c., tandis qu'elle était de 93.1 p. c. en 1915, de 96.7 p. c. en 1914 et de 86.7 p. c. en 1913.

Le nombre des déchéances résultant de l'application de l'article premier, paragraphe premier, est en effet de 17, tandis qu'il était de 10 en 1915, de 5 en 1914 et de 17 en 1913. Ces déchéances auraient été prononcées sous l'ancienne législation (art. 378, al. 2, et art. 382, al. 2, du Code pénal), mais les parents n'auraient été déchus qu'à l'égard des seuls enfants qui ont été leurs victimes.

Les tableaux *B*, *C* et *D* ont pour objet les mesures prises pour assurer l'exercice des droits de la puissance paternelle à l'égard des enfants de parents déchus. Sur 983 placements, 614 ont été ordonnés par mesure définitive et 369 par mesure provisoire. En 1915, sur 361 placements, 271 étaient définitifs et 90 provisoires. Les chiffres correspondants sont pour 1914 : 347, 274 et 77 et pour 1913 : 310, 277 et 33.

---

(1) L'application du chapitre III relatif aux crimes et délits commis par des *majeurs* est relevée dans la statistique pénale.

La tendance à éloigner les enfants de leur milieu familial (tableau *C*) qui avait paru fléchir en 1915 s'est accentuée plus que jamais; 23 enfants au lieu de 37 ont été confiés à la mère; il y en avait eu 17 en 1914 et 62 en 1913. Cette tendance est d'autant plus marquée qu'il s'agit cette année de 23 enfants sur 983 placés, tandis qu'en 1915 il s'agissait de 37 enfants sur 361 enfants placés.

Les changements apportés dans le choix des personnes ou des institutions auxquelles les enfants sont confiés (tableau *D*) restent rares; il y en avait eu 29 en 1913, 24 en 1914 et 26 en 1915; le chiffre absolu 57, relevé cette année, n'en est pas moins proportionnellement plus faible que celle des années précédentes.

Les cours d'appel qui n'avaient pas été saisies en 1913, ont prononcé 3 arrêts confirmatifs en 1914; 3 arrêts confirmatifs et 1 infirmatif en 1915; 10 arrêts confirmatifs et 2 arrêts infirmatifs en 1916 (tableau *E*).

Le tableau *F* est réservé aux décisions de réintégration dans les droits de la puissance paternelle. Les délais après lesquels les premiers parents déclarés déchus pourront être réintégrés dans leurs droits n'étaient pas accomplis en 1916.

* * *

Les tableau *G* et *H* rendent compte de l'activité des parquets et des juges d'instruction dans l'application du chapitre II de la loi sur la protection de l'enfance.

Le tableau *G* constate que 17,569 mineurs ont été impliqués dans les affaires dont les parquets ont eu à s'occuper; parmi ces mineurs 669 étaient déjà poursuivis avant le 1er janvier 1916.

9,170 mineurs n'ont pas été poursuivis, les affaires ayant été classées sans suite;
382 mineurs ont été renvoyés devant le juge d'instruction;
7,228 mineurs ont été déférés au juge des enfants;
789 mineurs restaient impliqués dans les affaires restant au parquet au 31 décembre.

Total 17,569

En 1915, le total des affaires soumises aux parquets avait été de 15,752; en 1914, il était de 11,575 et en 1913 de 17,931. Comme en 1913, 1914 et 1915, on constate que les parquets ont singulièrement allégé la tâche des juges des enfants, plus de la moitié des affaires ont été terminées sans l'intervention de ceux-ci.

Quant aux juges d'instruction (tableau *H*) leur intervention reste ainsi que le législateur l'a souhaité, exceptionnelle; le bénéfice des non-lieu a été obtenu cette année dans la proportion de 19.9 p. c. Cette proportion était en 1915 de 16.8 p. c., en 1914 de 28.8 p. c. et en 1913 de 18.4 p. c.

* * *

Pendant les enquêtes faites au sujet des mineurs traduits en justice, les juges des enfants peuvent prendre les mesures de garde provisoire que les circonstances indiquent. En principe, ces mesures consistent à confier les mineurs soit à des parents ou à des particuliers, soit à des sociétés ou institutions de charité ou d'enseignement, publiques ou privées (art. 28 de la loi). Le juge d'instruction et le procureur du roi peuvent aussi prendre ces mesures, dans les cas où l'intervention du juge d'instruction est nécessaire (art. 29 et 12). Exceptionnellement, les mineurs peuvent être gardés par décision du juge dans une maison d'arrêt pendant deux mois au plus (art. 30). La circulaire du 14 février 1913 (*Bulletin de l'Office de la Protection de l'Enfance*, avril 1913, p. 167) a signalé les moyens à employer pour que cette dernière mesure ne soit prise qu'à la toute dernière extrémité.

Les tableaux *I* et *J* rendent compte de l'application de ces mesures. A une exception près, comme en 1914 et en 1915, les mesures de garde provisoire sont prises exclusivement par le juge des enfants. L'envoi dans une maison d'arrêt a été plus fréquent encore qu'en 1915: 102 en 1916, contre 90 en 1915, 38 en 1914 et 81 en 1913. Au total, il y a eu 784 mesures de garde provisoire; il y en avait eu 834 en 1915, 551 en 1914 et 729 en 1913. En général, leur durée a été moins longue qu'en 1915.

Le juge des enfants peut aussi placer en observation les mineurs au sujet desquels il a un doute quant à l'état physique ou mental (art. 21, al. 1er). Le tableau *K* signale 47 décisions de l'espèce; on en comptait 27 en 1917, 24 en 1914 et 14 en 1913. Il ne faut pas perdre de vue à cet égard, qu'un examen médical à domicile ou dans le cabinet du médecin suffit, dans la plupart des cas, pour motiver une décision. Le tableau note exclusivement les cas d'observation prolongée, nécessitant le placement de mineurs dans les établissements spéciaux.

La loi du 15 mai 1912 en tant qu'elle concerne les mineurs traduits en justice a principalement pour objet la création d'une juridiction spéciale pour enfants et la substitution des mesures de garde, d'éducation et de préservation aux peines prévues par le Code pénal et les lois spéciales répressives.

Ses résultats à ce point de vue se trouvent indiqués dans les tableaux *L*, *M*, *N* et *O*. Il n'y a pas, dans ces tableaux, de distinction entre les mineurs jugés définitivement en première instance et ceux qui ont été jugés en appel; la décision définitive est seule comptée et fixée dans l'arrondissement où le jugement dont appel a été prononcé.

Les mineurs déférés au juge des enfants ne sont comptés qu'une fois lorsqu'ils ont comparu à plusieurs reprises au cours de l'année; dans ce cas, le fait qui a entraîné la mesure la plus grave est seul retenu, éliminant au point de vue statistique les autres préventions. Il a été admis, à cet égard que l'inconduite prévue par l'article 14 de la loi est moins grave que le vagabondage et la mendicité; qu'enfin, les faits qualifiés infractions sont les plus graves. (Circ. 17 février 1913. *Bulletin de l'Office*, 1912-1913, pp. 171 et 172.)

Les tableaux *N* et *O* donnent pour l'ensemble des mineurs jugés l'indication du résultat des poursuites en rapport avec l'âge des mineurs (tableau *N*), puis avec la nature des faits commis (tableau *O*).

La comparaison des résultats généraux se présente comme suit pour les années 1913, 1914, 1915 et 1916.

Tableau L

	1913		1914		1915		1916	
	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.
Mineurs renvoyés des poursuites	599	12,7%	338	10,8%	354	7,5%	419	10%
Mineurs ayant fait l'objet d'une mesure	4,124	87,3%	2,782	89,2%	4,359	92,5%	3,823	90%
Total	4,723		3,121		4,713		4,242	

Tableau M

	1913		1914		1915		1916	
	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.
Mineurs réprimandés	1,963	47,6%	1,109	39,4%	1,841	42,3%	1,527	42,6%
Mineurs confiés à une personne, à une société ou à une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée	720	17,5%	615	37,5%	1,470	33,7%	959	25,0%
Mineurs mis à la disposition du gouvernement sans indication spéciale du juge	1,394	38,8%	1,044	37,5%	1034	23,7%	1,221	32,0%
Mineurs mis à la disposition du gouvernement pour être internés dans un établissement disciplinaire de l'État	4	0,1%	2	0,1%	5	0,1%	2	0,0%
Mineurs mis à la disposition du gouvernement pour être placés dans un asile ou dans un établissement approprié à leur état	42	1,0%	13	0,4%	9	0,2%	14	0,4%
Total	4,123		2,783		4,359		3,823	

840 mineurs mis à la disposition du gouvernement ont bénéficié du sursis prévu par l'article 23, contre 766 en 1915, 567 en 1914 et 669 en 1913.

3 mineurs ont été mis à la disposition du gouvernement pour un terme dépassant leur majorité; il y en avait eu 1 en 1913 et en 1914; en 1915, il n'y en avait pas eu.

Tableau N

	1913		1914		1915		1916	
	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.
Mineurs âgés de moins de 10 ans	465	11,3%	291	10,4%	671	15,1%	345	9,2%
» âgés de 10 à moins de 13 ans	1,246	30,2%	720	25,9%	1,192	27,4%	948	24,7%
» âgés de 13 à moins de 16 ans	2,003	48,6%	1,375	49,4%	2,168	49,6%	2,001	52,3%
» âgés de 16 à moins de 18 ans	409	9,9%	397	14,3%	328	7,5%	529	13,8%
Total	4,123		2,783		4,359		3,823	

La proportion des mineurs âgés de 16 à moins de 18 ans est plus faible parce qu'à cet âge les mineurs ne sont plus déférés aux juges des enfants que du chef de vagabondage ou de mendicité (art. 13) ou du chef d'inconduite ou indiscipline (art. 14).

Tableau O

		1913		1914		1915		1916	
		Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.
Vagabondage et mendicité		515	12,5%	374	13,4%	772	17,7%	714	18,7%
Inconduite		494	11,9%	517	18,8%	464	10,7%	274	7,2%
Prostitution et débauche		55	1,3%	74	2,6%	584	13,4%	78	2,0%
Faits qualifiés infractions	contre l'autorité	40	1,0%	11	0,4%	37	0,8%	318	8,3%
	contre les mœurs	193	4,7%	120	4,3%	80	1,8%	71	1,9%
	contre les personnes: crimes	3	0,1%	7	0,2%	—	—	—	—
	contre les personnes: délits	409	9,9%	275	9,9%	136	3,1%	84	2,8%
	incendies	140	3,4%	69	2,5%	78	1,8%	4	0,1%
	vol	1,857	45,1%	1,006	36,1%	1,908	43,8%	1,976	51,7%
	escroqueries, abus de confiance	100	2,4%	68	2,4%	22	0,5%	4	0,1%
	d'autre nature	317	7,7%	202	9,4%	278	6,4%	300	7,8%
		74,2%		65,2%		58,2%		72,2%	
Total		4,123		2,783		4,359		3,823	

La loi du 15 mai 1912 a conservé aux cours et tribunaux, la faculté de mettre à la disposition du gouvernement, à l'expiration de leur peine, les mineurs de 16 ans à moins de 18 ans qu'il condamnent à l'emprisonnement (art. 37). Le tableau *P* qui concerne cet objet mentionne moins de mesures de l'espèce encore que les années précédentes.

En 1913, 32, dont 24 à la suite de vols, les autres à la suite de délits d'autre nature.

En 1914, 35, dont 25 à la suite de vols, les autres à la suite de délits d'autre nature.

En 1915, 20, dont 16 à la suite de vols, les autres à la suite de délits d'autre nature.

En 1916, 15, dont 14 à la suite de vols et un à la suite de délit contre les mœurs.

* * *

Le tableau *Q* rend compte de l'application de l'article 31 qui donne aux juges des enfants exclusivement le droit

de modifier les mesures prises à l'égard des mineurs. Ces mesures font en tout cas l'objet d'une revision tous les trois ans (art. 31, § 2). Celle-ci bénéficie aussi bien aux mineurs mis à la disposition du gouvernement sous le régime de l'ancienne loi qu'aux mineurs soumis à l'application de la loi du 15 mai 1912. Le législateur n'a pas voulu que jamais un mineur reste soumis pendant plus de trois ans à une mesure prise à son égard, sans que sa situation soit complètement réexaminée sous la garantie d'une procédure judiciaire.

En 1913, le tableau *Q*, relatif aux modifications apportées aux mesures prises à l'égard des mineurs, avait été divisé en deux parties, l'une indiquant la durée des mesures soumises à une procédure modificative, soit le laps de temps écoulé depuis la dernière décision; l'autre indiquant le résultat de la procédure modificative. Depuis, les deux parties du tableau ont été réunies de telle sorte que les renseigements de l'une et de l'autre espèce se présentent en corrélation, ce qui permet d'en mieux apprécier la portée.

Jusqu'à présent, ce tableau rassemblait toutes les décisions modificatives sans distinguer celles qui ont été prises par voie de simple ordonnance de celles qui résultent d'un véritable jugement modificatif ou d'un jugement de revision triennale. A dater de cette année, trois tableaux distincts groupent à part : 1° les décisions prises par voie d'ordonnance (tableau *Q*); 2° les jugements modificatifs (tableau *R*); 3° les jugements de revision triennale (tableau *S*).

Toutefois, l'examen récapitulatif ci-dessous ne tient pas compte de cette nouvelle disposition; son objet est en effet, bien plus de faire ressortir les résultats du réexamen de la situation des mineurs que de faire le compte des différentes formes de procédure qui ont amené ces résultats.

	1913		1914		1915		1916	
	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.
Mesures maintenues	874	37,3%	366	19,7%	340	31,6%	955	31,2%
Mesures modifiées	1,467	62,7%	1,489	80,3%	1,075	68,4%	2,101	68,8%
Total	2,343		1,855		1,415		3,056	
Durée des mesures modifiées :								
Moins de six mois	514	35,0%	502	33,7%	308	28,7%	1,072	51,0%
6 mois à moins d'un an	214	14,6%	301	20,2%	160	14,9%	521	24,8%
1 an à moins de 2 ans	280	19,1%	399	26,8%	383	35,6%	293	14,0%
2 ans et plus	459	31,3%	287	19,3%	224	20,8%	215	10,2%
Total	1,467		1,489		1,075		2,101	
Nature des modifications :								
Mise en liberté pure et simple	174	11,9%	265	17,8%	139	12,9%	590	28,1%
Mise en liberté surveillée	537	36,6%	539	36,2%	310	28,8%	518	24,7%
Placement chez un particulier	437	29,8%	295	19,8%	104	9,7%	342	16,3%
Placement dans une institution			131	8,8%	268	25,0%	343	16,3%
Mise à la disposition du gouvernement sans indication spéciale	282	19,2%	240	16,4%	228	21,2%	217	10,3%
Internement dans un établissement disciplinaire de l'État	5	0,3%	7	0,5%	15	1,4%	17	0,8%
Placement dans un asile ou établissement approprié à l'état spécial du mineur	32	2,2%	12	0,8%	11	1,0%	74	3,5%
Total	1,467		1,489		1,075		2,101	

Les tableaux *L* à *Q* ont établi dans quelle mesure et sous quels aspects la criminalité infantile s'est manifestée pendant le cours de l'année 1916. On y a constaté notamment, l'âge des « mineurs », les infractions qu'ils ont commises et les décisions soit initiales, soit modificatives qui ont été prises à leur égard. A ce point de vue, le mineur est l'objet de l'examen; il n'est donc compté qu'une fois dans chaque tableau quel que soit le nombre ou la nature de ses comparutions devant l'une ou l'autre juridiction pendant l'année 1916.

* * *

Les tableaux *T* à *Y* examinent chaque espèce de mesure prise par les juges, pour l'éducation ou la rééducation des mineurs; ils les étudient d'après un plan uniforme, afin que l'on puisse comparer le fonctionnement et la valeur effective des différents régimes. C'est pourquoi ces tableaux n'ont en vue que les mesures terminées, celles-là seules dont on peut dire qu'elles ont réussi ou qu'elles ont échoué; c'est aussi pourquoi, toutes les mesures terminées entrent en ligne de compte, quand bien même plusieurs d'entre elles auraient été successivement appliquées au même mineur au cours de l'année.

Pour l'année 1913 chacun de ces tableaux était divisé en deux parties, la première affectée à la durée des mesures qui ont pris fin, la seconde au résultat de ces mesures, c'est-à-dire, à l'indication du nouveau « régime » imposé aux mineurs; l'un et l'autre répartissaient les mineurs d'après leur âge au moment où l'épreuve terminée avait commencé. L'âge est d'ailleurs un des éléments essentiels à considérer quand il s'agit d'apprécier la valeur comparée de chacun des régimes.

Depuis 1914, ces divers renseignements sont réunis dans un même relevé; ils se présentent ainsi dans leurs rapports corrélatifs avec toute leur signification.

L'étude comparative ci-dessous, fixée en tableaux récapitulatifs fait ressortir la valeur des différents régimes auxquels les mineurs ont été soumis. Les résultats de l'année 1916 y sont rapprochés des résultats correspondants des années 1913, 1914 et 1915.

Age des mineurs au début des mesures qui ont pris fin en 1913, en 1914, en 1915 et en 1916.

NATURE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN EN 1913.	Moins de 10 ans.		De 10 à moins de 13 ans.		De 13 à moins de 16 ans.		De 16 à moins de 18 ans.		De 18 à 21 ans et plus.		TOTAL.	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Mis en liberté surveillée (tableau *S*)	13	2	52	2	92	13	75	26	42	16	275	59
Confiés à une personne, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée (tableau *T*)	4	—	37	2	66	9	63	28	54	40	224	79
Internés dans une école de bienfaisance de l'État (tableau *V*)	21	3	110	13	267	66	161	74	33	37	592	193
Internés dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau *W*)	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2	—
Placés dans un asile ou établissement approprié (tableau *X*)	—	—	—	—	3	—	2	2	—	1	5	3
TOTAL	38	5	199	17	430	88	302	130	129	94	1,098	334
NATURE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN EN 1914.												
Mis en liberté surveillée (tableau *R*)	16	1	53	4	103	26	68	32	29	11	269	74
Confiés à une personne (tableau *S*)	—	—	2	4	23	6	51	21	41	30	117	61
Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée (tableau *U*)	7	4	41	9	61	44	26	51	8	11	143	119
Internés dans une école de bienfaisance de l'État (tableau *V*)	21	1	71	11	219	59	187	47	38	23	536	141
Internés dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau *W*)	—	—	—	—	2	1	6	—	3	—	11	1
Placés dans un asile ou établissement approprié (tableau *X*)	—	—	1	—	2	—	1	—	1	—	5	—
TOTAL	44	6	168	28	410	136	339	151	120	75	1,081	396
NATURE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN EN 1915.												
Mis en liberté surveillée (tableau *R*)	30	6	89	13	148	49	54	48	21	19	342	135
Confiés à une personne (tableau *S*)	1	2	4	2	17	6	31	18	9	22	62	50
Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée (tableau *T*)	3	3	19	3	53	22	23	55	5	23	103	106
Internés dans une école de bienfaisance de l'État (tableau *U*)	3	3	32	6	83	26	51	24	6	13	178	72
Internés dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau *V*)	—	—	—	—	1	—	7	—	1	—	9	—
Placés dans un asile ou établissement approprié (tableau *W*)	—	—	1	—	—	1	1	—	—	—	2	1
TOTAL	37	14	145	24	302	104	170	145	42	77	696	364
NATURE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN EN 1916.												
Mis en liberté surveillée (tableau *U*)	25	6	108	21	120	41	52	24	11	22	316	114
Confiés à une personne (tableau *T*)	4	4	6	2	25	11	17	24	9	34	61	75
Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée (tableau *V*)	124	51	80	44	110	88	23	132	3	91	340	406
Internés dans une école de bienfaisance de l'État (tableau *W*)	12	6	65	19	158	112	108	91	22	19	365	247
Internés dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau *X*)	—	—	2	—	4	1	12	1	5	—	23	2
Placés dans un asile ou établissement approprié (tableau *Y*)	3	2	4	3	8	9	4	12	—	17	19	43
TOTAL	168	69	265	89	426	262	216	284	50	183	1,124	887

Durée des mesures qui ont pris fin en 1913, en 1914, en 1915 et en 1916.

NATURE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN EN 1913.	Moins de 1 an.		1 an à moins de 2 ans.		2 ans à moins de 4 ans.		4 ans et plus.		Placés dans un asile ou établissement approprié.		TOTAL.	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Mis en liberté surveillée (tableau *S*)	182	45	40	8	33	4	13	1	7	1	275	59
Confiés à une personne, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée (tableau *T*)	111	67	29	10	25	1	46	—	13	1	224	79
Internés dans une école de bienfaisance de l'État (tableau *V*)	102	57	185	17	166	67	134	47	5	5	592	103
Internés dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau *W*)	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Placés dans un asile ou établissement approprié (tableau *Y*)	4	3	—	—	1	—	—	—	—	—	5	3
TOTAL	401	172	254	35	225	72	193	48	25	7	1,098	334

NATURE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN EN 1914.	Moins de 1 an.		1 an à moins de 2 ans.		2 ans à moins de 3 ans.		3 ans à moins de 4 ans.		4 ans et plus.		Placés dans un asile ou établissement approprié.		TOTAL.	
					G.	F.	G.	F.						
Mis en liberté surveillée (tableau *L*)	194	69	57	3	9	1	5	—	4	1	—	—	269	74
Confiés à une personne (tableau *S*)	84	56	28	5	2	—	—	—	3	—	—	—	117	61
Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée (tableau *U*)	92	84	30	32	3	2	—	—	12	—	6	1	143	119
Internés dans une école de bienfaisance de l'État (tableau *V*)	128	37	169	25	93	21	38	14	104	43	4	1	536	141
Internés dans un établissement disciplaire de l'État (tableau *W*)	3	1	3	—	2	—	2	—	1	—	—	—	11	1
Placés dans un asile ou établissement approprié (tableau *X*)	1	—	1	—	—	—	—	—	3	—	—	—	5	—
TOTAL	502	247	288	65	109	24	45	14	127	44	10	2	1,081	396

NATURE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN EN 1915.	Moins de 1 an.		1 an à moins de 2 ans.		2 ans à moins de 3 ans.		3 ans à moins de 4 ans.		4 ans et plus.		Placés dans un asile ou établissement approprié.		TOTAL.	
Mis en liberté surveillée (tableau *R*)	152	71	115	55	50	9	20	—	1	—	4	—	342	135
Confiés à une personne (tableau *S*)	33	29	22	19	4	2	1	—	—	—	2	—	62	50
Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée (tableau *T*)	59	64	27	32	14	7	1	—	1	1	1	2	103	106
Internés dans une école de bienfaisance de l'État (tableau *U*)	27	29	74	14	43	11	15	6	19	11	—	1	178	72
Internés dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau *V*)	3	—	2	—	3	—	1	—	—	—	—	—	9	—
Placés dans un asile ou établissement approprié (tableau *W*)	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2	1
TOTAL	274	193	241	120	115	30	38	6	21	12	7	3	696	364

NATURE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN EN 1916.	Moins de 1 an.		1 an à moins de 2 ans.		2 ans à moins de 3 ans.		3 ans à moins de 4 ans.		4 ans et plus.		Placés dans un asile ou établissement approprié.		TOTAL.	
Mis en liberté surveillée (tableau *T*)	87	42	47	11	83	36	94	20	3	4	2	1	316	14
Confiés à une personne (tableau *U*)	41	55	6	9	9	10	2	—	1	—	2	1	61	75
Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée (tableau *V*)	174	230	97	87	37	38	19	11	1	—	12	40	340	406
Internés dans une école de bienfaisance de l'État (tableau *W*)	110	83	82	20	87	64	42	31	36	47	8	2	365	247
Internés dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau *X*)	3	—	9	—	8	1	3	—	—	1	—	—	23	2
Placés dans un asile ou établissement approprié (tableau *Y*)	17	39	1	3	1	—	—	1	—	—	—	—	19	43
TOTAL	432	449	242	130	225	149	160	63	41	52	24	44	1,124	887

Régime substitué aux mesures qui ont pris fin en 1913, en 1914, en 1915 et en 1916.

NATURE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN EN 1913.	Mise en liberté pure et simple.		Mise en liberté surveillée.		Placements (confiés à une personne, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée)		Internement dans une école de bienfaisance de l'État		Internement dans un établissement disciplinaire de l'État.		Placement dans un asile ou établissement approprié.		TOTAL.	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Mis en liberté surveillée (tableau *S*)	106	23	—	—	45	18	117	17	—	—	7	1	275	59
Confiés à une personne, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée (tableau *T*)	16	4	96	29	—	—	98	45	1	—	13	1	224	79
Internés dans une école de bienfaisance de l'État (tableau *V*)	15	5	334	67	234	116	—	—	4	—	5	5	592	193
Internés dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau *W*)	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	1
Placés dans un asile ou établissement approprié (tableau *X*)	—	—	1	1	3	2	1	—	—	—	—	—	5	3
TOTAL	137	32	432	97	282	136	217	62	5	—	25	7	1,098	334

NATURE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN EN 1914.	Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée		Internement dans une école de bienfaisance de l'État		Internement dans un établissement disciplinaire de l'État.		Placement dans un asile ou établissement approprié.		TOTAL.	
	G.	F.	G.	F.								
Mis en liberté surveillée (tableau *R*)	9	6	34	33	129	22	1	—	—	—	269	74
Confiés à une personne (tableau *S*)	—	—	12	23	37	21	1	—	—	—	117	61
Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée (tableau *U*)	34	35	—	—	13	12	—	—	6	1	143	119
Internés dans une école de bienfaisance de l'État (tableau *V*)	139	63	20	12	—	—	5	—	4	1	536	141
Internés dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau *W*)	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	1
Placés dans un asile ou établissement approprié (tableau *X*)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—
TOTAL	183	104	66	68	179	55	7	—	10	2	1,081	396

NATURE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN EN 1915.	Mise en liberté pure et simple.		Mise en liberté surveillée.		Placements (confiés à une personne, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée)		Internement dans une école de bienfaisance de l'État		Internement dans un établissement disciplinaire de l'État.		Placement dans un asile ou établissement approprié.		TOTAL.	
Mis en liberté surveillée (tableau *R*)	98	33	—	—	23	5	98	85	113	12	6	—	4	—	342	135
Confiés à une personne (tableau *S*)	4	3	13	10	—	—	17	24	24	13	2	—	2	—	62	50
Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée (tableau *T*)	—	3	38	59	16	26	—	—	45	16	2	—	2	2	103	106
Internés dans une école de bienfaisance de l'État (tableau *U*)	2	1	136	34	18	11	16	25	—	—	6	—	—	1	178	72
Internés dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau *V*)	1	—	7	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	9	—
Placés dans un asile ou établissement approprié (tableau *W*)	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	2	1
TOTAL	105	40	195	103	58	42	131	134	183	42	16	—	8	3	696	364

NATURE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN EN 1916.	Mise en liberté pure et simple.		Mise en liberté surveillée.		Placements (confiés à une personne, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée)		Internement dans une école de bienfaisance de l'État		Internement dans un établissement disciplinaire de l'État.		Placement dans un asile ou établissement approprié.		TOTAL.	
Mis en liberté surveillée (tableau *T*)	181	56	—	—	26	4	26	43	76	10	5	—	2	1	316	114
Confiés à une personne (tableau *U*)	5	6	12	5	—	—	22	50	17	13	3	—	2	1	61	75
Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée (tableau *V*)	163	89	71	128	52	95	—	—	41	54	1	—	12	40	340	406
Internés dans une école de bienfaisance de l'État (tableau *W*)	34	31	169	78	103	54	45	81	—	—	6	1	8	2	365	247
Internés dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau *X*)	—	—	18	1	1	1	3	—	1	—	—	—	—	—	23	2
Placés dans un asile ou établissement approprié (tableau *Y*)	—	1	3	3	4	5	10	32	2	2	—	—	—	—	19	43
TOTAL	383	183	273	215	186	159	106	206	137	79	15	1	24	44	1,124	887

Il est surtout intéressant de faire ressortir les proportions d'améliorations et d'aggravations constatées dans l'application de chacun des régimes. Il faut, toutefois, faire des réserves à cet égard et considérer pour apprécier exactement ces résultats proportionnels, que les régimes les plus sévères aboutissent fatalement à plus d'améliorations, le plus sévère ne comportant d'ailleurs plus aucune espèce d'aggravation.

Ces proportions s'établissement comme suit pour les années 1913, 1914, 1915 et 1916.

Nature des mesures qui ont pris fin.	1913		1914		1915		1916	
	Améliorations.	Aggravations.	Améliorations.	Aggravations.	Améliorations.	Aggravations.	Améliorations.	Aggravations
	—	—	—	—	—	—	—	—
Mise en liberté provisoire	39,04 %	60,6%	28,9%	71,1%	27,7%	72,3 %	55,5%	44,5 %
Placement chez des particuliers	50,02%	49,8%	47,2%	52,8%	27,3%	72,7%	21,1 %	78,9 %
Placement aux soins d'une société ou dans une institution			90,2%	9,8%	64,4%	35,6 %	86,2%	13,8%
Internement dans les écoles de bienfaisance	99,48%	0,52%	99,3%	0,7%	97,6 %	2,4 %	98,8 %	1.2 %
Internement dans les établissements disciplinaires de l'État	100,00%	—	100 %	—	100 %	—	100 %	—

Les modifications qui ont eu pour effet le placement dans des asiles ou établissements appropriés (art. 21) étant principalement dues à l'état mental des mineurs sont omises dans le calcul de ces dernières proportions; de même les modifications apportées à ce régime ne sont pas considérées, quelles qu'elles soient, comme des améliorations ou des aggravations.

Depuis 1915, l'*Office de la Protection de l'Enfance* a publié un tableau *(Z)* de la population des placements existants au 31 décembre. Ce tableau a pour objet, séparément, les mineurs placés chez les particuliers, ceux qui ont été confiés à des sociétés ou à des institutions de charité ou d'enseignement, publiques ou privées, et ceux qui sont internés dans des asiles ou établissements appropriés à leur état.

Il détermine la durée de ces placements, en fonction de l'âge des mineurs.

Le détail de ce relevé statistique pour l'exercice 1916 ne peut être publié. Le tableau était achevé au moment de la mise à exécution de la séparation administrative sous l'occupation; après l'armistice, il était égaré; seuls les totaux ont pu être reconstitués. Il en résulte que : à la date du 31 décembre :

424 garçons et 130 filles se trouvaient chez des particuliers;

1,568 garçons et 1,583 filles se trouvaient dans des institutions;

32 garçons et 64 filles se trouvaient dans des asiles ou établissements spéciaux.

La situation correspondante en 1915 était :

280 garçons et 95 filles chez des particuliers;
1,369 garçons et 1,370 filles dans des institutions;
27 garçons et 69 filles dans des asiles ou établissements spéciaux.

Un nouveau tableau *(A A)* donne la liste des établissements publics ou privés dans lesquels des mineurs sont placés, en indiquant pour chaque établissement le nombre d'enfants.

* * *

Il résulte du tableau *BB* que des 227 mineurs qui ont été en observation dans les établissements de l'État, durant l'année 1916,

25 ont été rendus à leurs parents;

5 ont été confiés à des particuliers;

10 ont été confiés à des sociétés ou à des institutions de charité ou d'enseignement publiques ou privées;

50 ont été internés dans les écoles de bienfaisance de l'État;

2 ont été internés dans des établissements disciplinaires de l'État;

24 ont été internés dans des asiles ou établissements appropriés;

120 restaient en observation au 31 décembre 1916.

Les observations, terminées par décision du juge des enfants ou du Ministre de la Justice ont duré : une,moins de quinze jours; 3, de quinze jours à moins d'un mois; 5, un mois à moins de deux mois; 6, deux mois à moins de trois mois; 41, trois mois à moins de six mois; 42, six mois à moins d'un an et 9 un an à moins de deux ans.

En 1913, sur 41 mineurs en observation, les résultats correspondants étaient :

Quatre rendus à leurs parents; 11 internés dans les écoles de bienfaisance de l'État; 2 internés dans un établissement disciplinaire de l'État, 5 placés dans un asile ou établissement approprié. Les observations terminées avaient duré : 3 moins de quinze jours; 2 quinze jours à moins d'un mois; 7 un mois à moins de trois mois; 7 trois mois à moins de six mois; 3 six mois ou plus.

En 1914, sur 67 mineurs en observation, ils étaient : 5 rendus à leurs parents; 1 confié à un particulier ou à une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée; 24 internés dans une école de bienfaisance de l'État; 12 placés dans un asile ou établissement approprié à leur état. Les observations terminées avaient duré : 2 quinze jours à moins d'un mois; 22 un mois à moins de trois mois; 11 trois mois à moins de six mois; 7 six mois ou plus.

En 1915, sur 42 mineurs en observation, ils étaient : 2, évadés; 3, rendus à leurs parents; 1, confié à un particulier; 1 confié à une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée. Les observations terminées avaient duré : 1 trois mois à moins de six mois et 4 un an à moins de deux ans.

L'*Office de la Protection de l'Enfance* a annexé à l'établissement central d'observation, un institut spécial pour anormaux (tableau *C C*). Des 18 mineurs qui y ont été placés, dont 13 au pavillon central et 5 à la colonie, 4 sont sortis par décision du juge; 14 enfants y restaient encore au 31 décembre 1916, dont 10 au pavillon central et 4 à la colonie.

Le tableau *D D* indique le mouvement de la population dans les établissements de l'État affectés à l'exécution de la loi sur la protection de l'enfance. Ces établissements se divisent en établissements d'observation, d'une part, et établissements d'éducation, d'autre part.

Les premiers servent à l'examen des mineurs mis à la disposition du gouvernement.

Un établissement central d'observation pour garçons existe à Moll. Un quartier d'observation pour filles est annexé à l'école de bienfaisance de Namur.

Les établissements d'éducation de l'État sont les écoles de bienfaisance et les établissements disciplinaires. On y poursuit l'amendement des mineurs par l'éducation scolaire et professionnelle. Ces institutions officielles sont : les écoles de bienfaisance de Ruysselede, Moll, Saint-Hubert pour garçons; de Beernem et Namur pour filles; les quartiers disciplinaires de Gand pour garçons et de Namur pour filles. (1)

Les quartiers disciplinaires de Gand et de Namur reçoivent aussi les mineurs mis à la disposition du gouvernement, en vertu de l'article 22 de la loi, pour être internés dans un établissement disciplinaire, ainsi que les mineurs âgés de plus de 16 ans, condamnés à une peine d'emprisonnement par les tribunaux correctionnels et mis à la disposition du gouvernement à l'expiration de leur peine.

Les mineurs (filles et garçons) placés sous le régime de la liberté surveillée, qui pendant ce temps d'épreuve, sont condamnés à une peine d'emprisonnement, sont signalés, avant l'expiration de leur peine, au juge des enfants. Si celui-ci ordonne la mise à la disposition du gouvernement, sans indication spéciale, ou la réintégration dans un établissement de l'État, le directeur de la prison avise le département de la justice, qui désigne l'établissement sur lequel le mineur devra être dirigé.

Au début du mois d'août 1915, la population de l'école de bienfaisance de Namur a été transférée en partie à l'école de bienfaisance de Beernem et en partie à Bruges, à l'ancienne maison de refuge pour femmes. Quelques élèves seulement sont restées à Namur, avec quelques religieuses et le personnel administratif. Toute cette population a continué à appartenir de droit à l'école de Namur et figure comme telle dans les tableaux statistiques.

L'école de bienfaisance d'Ypres a été transférée en France par les soins du gouvernement. L'office de la protection de l'enfance manque de renseignement au sujet du mouvement de sa population.

Suivant les données du tableau *D D* relatif au mouvement de la population dans les écoles de bienfaisance de l'État, le nombre des mineurs qui ont séjourné pendant l'année 1916 dans ces établissements — non compris l'école d'Ypres — a été de 1,671 pour les garçons et de 765 pour les filles. En 1915, les chiffres correspondants avaient été de 1,489 et 660; en 1914, de 1,800 et 745; en 1913, ils avaient été, y compris la population de l'école d'Ypres, de 2,465 et 764.

La population au 31 décembre 1916 était de 1,231 garçons et 540 filles; elle était au 31 décembre 1915, de 1,246 garçons et 556 filles; au 31 décembre 1914, de 1,069 garçons et 561 filles et au 31 décembre 1913, y compris l'école d'Ypres, de 603 garçons et 560 filles.

Les résultats comparatifs des entrées et des sorties pour les années 1913, 1914, 1915 et 1916 sont les suivants :

	1913		1914		1915		1916	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
	—	—	—	—	—	—	—	—
Entrée : premier internement	683	206	405	149	303	75	283	195
Entrée : réintégration	268	44	97	36	82	24	98	13
Transférés d'un autre établissement de l'État	—	—	—	—	—	—	44	1
Sortie par suite de décision du juge des enfants	705	190	583	172	158	65	255	185

Le tableau ci-dessous présente l'aspect général et résumé de l'état des placements et des mises à la disposition du gouvernement au 31 décembre 1916.

Les placements sont divisés en placement d'enfants de parents déchus de la puissance paternelle (chapitre I) d'une part, et en placements de mineurs traduits en justice (chapitre II) d'autre part. Chacune de ces catégories est divisée en placements chez les particuliers et placements dans les institutions et subdivisée en placements avec frais et placements sans frais.

Les mises à la disposition du gouvernement sont divisées en internements dans les établissements spéciaux (anormaux), internements dans les établissements d'observation de l'État et internements dans les écoles de bienfaisance de l'État, y compris les établissements disciplinaires.

(1) L'école de bienfaisance d'Ypres a été détruite pendant la guerre.

Situation des mineurs au 31 décembre 1916.

Nombre de mineurs se trouvant en placement (confiés à un particulier, à une institution ou une société) avec ou sans frais d'entretien.																
CHAPITRE I (Déchéance de la puissance paternelle)							CHAPITRE II (Enfants traduits en justice)							Total général des mineurs placés.	Nombre des mineurs internés dans un établissement spécial.	Nombre des mineurs placés dans un établissement d'observation de l'Etat.	Nombre des mineurs internés dans une Ecole de bienfaisance de l'Etat.
Particuliers			Institutions			Total des mineurs placés en vertu du Chap. I.	Particuliers			Institutions			Total des mineurs placés en vertu du Chap. II.				
Avec frais.	Sans frais.	Total.	Avec frais.	Sans frais.	Total.		Avec frais.	Sans frais.	Total.	Avec frais.	Sans frais.	Total.					
160	85	245	721	49	770	1,015	206	348	554	3,132	19	3,151	3,705	4,720	96	120	1,771

TABLEAUX

Principales abréviations

A. R. = Arrêté royal.
Art. = Article.
C. I. C. = Code d'instruction criminelle.
C. P. = Code pénal.
D. = Décret.
L. = Loi.

STATISTIQUE PÉNALE

Année 1916

ANNEXE

ORGANISATION DES TRAVAUX STATISTIQUES

Depuis le 1er janvier 1898, la statistique pénale de la Belgique est rédigée, en partie d'après des états dressés annuellement par les autorités judiciaires, en partie à l'aide des bulletins de condamnation envoyés au casier judiciaire central. Il existe, en outre, des bulletins spéciaux, destinés uniquement au service de la statistique, pour relever, dans les tribunaux de première instance, les cours d'appel et les cours d'assises, le nombre des individus acquittés.

Ces deux méthodes, celle des bulletins et celle des états statistiques, ne sont pas combinées, mais simplement juxtaposées, c'est-à-dire que, sauf une légère exception en ce qui concerne les délits forestiers (pp. 96 à 109 et 124 à 137) et le tableau XXV des cours d'assises, on n'a réuni dans aucun tableau de la publication des renseignements recueillis par des méthodes différentes.

On emploie les états statistiques pour connaître le nombre des affaires dont les cours d'assises et les tribunaux correctionnels ont à s'occuper, ainsi que pour recueillir tous les renseignements concernant les travaux des cours d'appel, des tribunaux de police, des parquets et des magistratures d'instruction.

On extrait des dossiers du casier judiciaire : 1° toutes les données relatives aux individus condamnés par les cours d'assises et les tribunaux correctionnels; 2° tous les éléments de la statistique criminelle.

Voici quelques indications sommaires sur la façon dont les états statistiques sont rédigés et sur le fonctionnement du casier judiciaire dans ces rapports avec le service de la statistique :

1. — Etats statistiques

A la fin de chaque année civile, les parquets des tribunaux correctionnels, ainsi que les greffes des tribunaux de police, des cabinets des juges d'instruction et des cours criminelles (cours d'assises, chambres correctionnelles des cours d'appel et chambres des mises en accusation) adressent au Département de la Justice un compte détaillé des travaux que leur office ou le tribunal auquel ils sont attachés a effectués durant l'année.

Pour que ces comptes puissent être dressés avec exactitude malgré leur étendue, les principaux services judiciaires tiennent un registre d'une forme déterminée, où ils inscrivent jour par jour, dans l'ordre où elles se présentent, les affaires dont ils ont à s'occuper. Les feuilles de ces registres sont divisées en cases et en colonnes qui correspondent aux différentes subdivisions des comptes statistiques. Pour rédiger ces comptes, les autorités judiciaires ne doivent donc se livrer à aucune recherche : il leur suffit de faire l'addition, par catégories, des affaires diverses inscrites dans leur registre.

Transmis au Département de la Justice, ces états sont vérifiés, puis dépouillés dans les différents cadres de la statistique.

2. — Bulletins et dossiers du casier judiciaire

Il existe en Belgique un système double de casiers judiciaires.

Le premier est déjà ancien. Il fut organisé en 1853 par des circulaires des Départements de l'Intérieur et de la Justice. Ce casier est tenu au lieu du domicile du condamné sous la forme de registres qui servent, en quelque sorte, de complément aux registres de population. A l'origine, on n'y inscrivait que les condamnations pour crime ou délit. Depuis le 16 juin 1888, on y inscrit toutes les condamnations sans exception. Ce casier facilite aux administrations communales l'accomplissement de leurs devoirs de police.

Le second, ou casier central, date de 1888 (circulaire ministérielle du 31 décembre). Il est formé à l'aide de bulletins individuels que les greffiers des cours et tribunaux envoient au Département de la Justice dans les trois jours de la date où la condamnation est devenue définitive. En cas d'appel, c'est le greffier de la juridiction d'appel qui envoie ce bulletin.

Les bulletins sont classés dans des fardes individuelles, cataloguées comme les livres d'une bibliothèque à l'aide d'un répertoire alphabétique. Le casier judiciaire constitue, de cette manière, pour les condamnés ce que l'état civil est pour les citoyens en général. On range

dans les fardes, par ordre de date, non seulement tous les bulletins de condamnations concernant un même individu, mais encore ceux renseignant les décisions judiciaires qui ordonnent sa mise à la disposition du Gouvernement pour être interné dans un dépôt de mendicité, une maison de refuge ou une école de bienfaisance (1); on y tient également note des arrêtés de grâce et de libération conditionnelle dont il a bénéficié.

Successivement étendu par différentes circulaires ministérielles, le casier judiciaire central n'est pas encore tout à fait homogène, attendu que les différents renseignements qu'il renferme ne partent pas tous d'une même époque.

En ce qui intéresse le service de la statistique, sont notés au casier judiciaire :

1° Les condamnations à des peines criminelles prononcées depuis le 1er janvier 1869 contre des individus de nationalité belge;

2° Les condamnations à des peines correctionnelles prononcées depuis le 1er janvier 1879 contre des individus de nationalité belge;

3° Les condamnations à des peines criminelles ou correctionnelles prononcées depuis le 1er janvier 1895 contre des étrangers;

4° Les condamnations à des peines de police prononcées depuis le 1er janvier 1895 pour infraction aux dispositions du Code pénal et à la loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique;

5° Les condamnations à des peines de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement d'administration, sauf le Code forestier, prononcées depuis le 1er janvier 1898 par un tribunal correctionnel. Cette dernière catégorie, extrêmement peu nombreuse, a été ajoutée pour permettre de dresser presque entièrement la statistique des tribunaux correctionnels à l'aide des bulletins.

Quand on entama la compilation des tableaux de la nouvelle statistique au 1er janvier 1898, le casier judiciaire embrassait donc, abstraction faite des étrangers :

Pour les faits punis d'une peine criminelle, une période de vingt-neuf ans;

Pour les faits punis d'une peine correctionnelle, une période de dix-neuf ans;

Pour les infractions au Code pénal punies d'une peine de police, une période de trois ans.

Depuis le 1er janvier 1898, il n'y a plus que les condamnations à une peine de police prononcées par un tribunal de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement général, provincial ou communal, ainsi que les condamnations à une peine de police en matière forestière, prononcées par un tribunal correctionnel qui ne sont pas notées au casier judiciaire.

Pour assurer la parfaite exactitude des renseignements que le casier judiciaire est chargé de fournir, pour vérifier si les employés des greffes lui adressent sans aucune omission les bulletins de condamnation, l'administration centrale dispose de trois moyens de contrôle.

Le premier contrôle est basé sur la concordance qui doit exister entre les mentions figurant au casier central et au registre de condamnations tenu par les administrations communales, la seule source à laquelle les parquets pouvaient puiser des renseignements avant la création du casier judiciaire.

A raison de différents motifs qu'il est inutile d'exposer ici, car ils concernent uniquement l'organisation du casier judiciaire et non celle de la statistique, les parquets de première instance et la plupart des parquets de police joignent à la demande d'extrait qu'ils adressent au casier judiciaire central un bulletin de renseignements rempli par les autorités locales, où figurent toutes les condamnations consignées au registre communal. Le casier central, avant de délivrer l'extrait, compare les mentions provenant de ce registre à celles que ces dossiers contiennent. S'il relève une lacune ou une différence, il réclame immédiatement des explications au greffier que la chose concerne.

Un deuxième contrôle est exercé à l'aide d'inventaires que les greffiers doivent joindre à chaque envoi de bulletins. On vérifie si tous les bulletins repris à l'inventaire se trouvent bien dans l'envoi; puis la pièce, datée et signée du chef du casier judiciaire, est renvoyée au fonctionnaire qui l'a rédigée. Celui-ci la conserve dans ses archives de façon à pouvoir justifier de l'envoi des bulletins.

Enfin, le service des grâces étant annexé à celui du casier, celui-ci, avant de verser dans ses dossiers les rapports des magistrats du parquet sur les recours en grâce, vérifie si toutes les mentions qui y sont portées concordent avec les renseignements que les dossiers contiennent.

Les négligences des agents sont punies de peines disciplinaires.

Grâce à ces précautions, le casier central forme une source de renseignements aussi riche qu'exacte, à laquelle la statistique peut puiser en toute confiance.

L'utilisation des dossiers du casier judiciaire par le service de la statistique se fait d'une façon très simple. Chaque jour, les bulletins qui arrivent au casier judiciaire sont communiqués au bureau de statistique. Lorsqu'ils sont relatifs à des condamnés récidivistes, le bureau de statistique reçoit ces bulletins classés dans leurs dossiers. Ils sont dépouillés successivement sous leurs différents aspects, après quoi ils sont restitués au casier judiciaire.

Tous les travaux importants sont faits au moyen de fiches de dépouillement perforées par des emporte-pièce comme celles qui servent aux dépouillements par la machine électrique Hollerith. Ces fiches sont comptées au moyen du *classi-compteur March*.

(1) Sauf les mises à la disposition du gouvernement prononcées par application des articles 21 et 25 de la loi du 27 novembre 1891. Ces articles ont cessé d'être en vigueur le 1er octobre 1912. La loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance qui les a abrogés (art. 64, alin. 2) a créé des tribunaux pour enfants. Les décisions des juges des enfants sont notifiées au casier judiciaire.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Casier judiciaire

N°

Rappeler le numéro de l'extrait du casier judiciaire, quand il s'agit d'un récidiviste.)

BULLETIN DE CONDAMNATION

Tribunal correctionnel de

N. B. — Prière de répondre par écrit à chaque question.
L'emploi des guillemets comme réponse est interdit.

N° de l'affaire :

NOM	
Prénoms	
Sobriquet ou surnom	
Faux nom	
Lieu et date de naissance	
Prénoms du père	
Nom et prénoms de la mère	
Nom et prénoms du conjoint. (Indiquer si ce conjoint est décédé ou s'il y a eu divorce.)	
Le condamné a-t-il des enfants légitimes ou légitimés?	
Instruction. (Souligner ci-contre la mention qui convient)	Illettré. — Sachant imparfaitement lire et écrire. — Sachant bien lire et écrire. — Ayant une instruction plus développée.
Profession	
	Si le condamné est entretenu par une autre personne, indiquer quelle est cette personne (père, mari, tuteur, etc.) et quelle est sa profession. Tout condamné sans moyens d'existence qui ne travaille pas doit être renseigné comme *sans aveu*, même s'il dit connaître un métier. Si le condamné, sans exercer de profession, a des moyens d'existence le renseigner sous sa qualification sociale (rentier, pensionné, etc.)
Domicile	

Condamné conditionnellement, avec sursis de (*) , *le*

à :	*du chef de* (indiquer le nombre des infractions de chaque espèce) :	*par application de :*
1°	1°	1° .....
.....	.....	.....
2°	2°	2° .....
.....	.....	.....
3°	3°	3° .....
.....	.....	.....
.....	.....	.....

(**) *Ces faits ont été commis à* , *canton de* , *le*

Le condamné a-t-il agi sous l'influence de la boisson? .....

Le *19* .

Le Greffier,

(*) Biffer les mots *conditionnellement avec sursis de*, si la loi du 31 mai 1888 n'a pas été appliquée.

(**) Indiquer la date à laquelle chaque infraction a été commise. S'il s'agit d'infractions collectives ou d'infractions connexes, *au sens de l'article 227 du Code d'instruction criminelle*, prendre pour date le dernier acte punissable commis, en y joignant l'abréviation I. C.

Quand on ignore la date exacte à laquelle une infraction a été commise, faire connaître la période (mois, saison, année) dans laquelle cette date doit se trouver comprise, en indiquant brièvement que la date exacte est inconnue.

PREMIÈRE PARTIE

STATISTIQUE

DE

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE PÉNALE

POLICE JUDICIAIRE ET INSTRUCTION

La police judiciaire recherche les crimes, les délits et les contraventions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir (Code d'instruction criminelle, art. 8).

Elle est exercée, sous l'autorité des cours d'appel, par les gardes champêtres et forestiers, les commissaires de police et leurs adjoints, les bourgmestres ou les échevins délégués, les procureurs du roi et leurs substituts, les juges de paix, les juges d'instruction, les officiers de gendarmerie, suivant les distinctions établies par la loi (art. 9). Des lois spéciales ont conféré à d'autres agents que ceux énumérés ci-dessus les fonctions d'officier de police judiciaire chargés de rechercher les contraventions aux dispositions de ces lois. Il en est ainsi notamment en matière de voirie et de douanes.

Le soin de constater les contraventions, c'est-à-dire les faits punissables, au maximum, de 7 jours de prison et de 25 francs d'amende, est confié aux commissaires de police et, dans les communes où il n'y en a pas, au bourgmestre (ou à un échevin délégué). (Code d'instruction criminelle, art. 11; art. 153 de la loi du 18 juin 1869.) Les gardes champêtres et les gardes forestiers sont chargés, concurremment avec eux, de rechercher les délits et les contraventions qui auront porté atteinte aux propriétés rurales ou forestières. (Code d'instruction criminelle, art. 16). Ces fonctionnaires transmettent directement les procès-verbaux concernant des contraventions de police à l'officier du ministère public près le tribunal de police compétent. (Code d'instruction criminelle, art. 15 et 20.) Cet officier est le commissaire de police dans les lieux où il en est établi et dans les autres le bourgmestre, qui peut se faire remplacer par un échevin. (Art. 153 de la loi du 18 juin 1869.)

Les procureurs du roi près les tribunaux de première instance ont pour mission, sous la surveillance du procureur général près la cour d'appel, de rechercher les crimes et les délits, de recevoir les plaintes et les dénonciations que leur adressent soit des particuliers, soit les officiers de la police judiciaire, d'exercer l'action publique. Ils sont donc à la fois officiers de police judiciaire et officiers du ministère public. Ils agissent soit en personne, soit par l'intermédiaire de leurs substituts. Si les délits parvenus à leur connaissance sont en état d'être jugés sans information préalable, ils les portent directement à l'audience des tribunaux correctionnels, sinon ils requièrent le juge d'instruction d'en informer. Ils saisissent ce magistrat de tous les faits présentant le caractère de crime. Ils soumettent à la chambre du conseil, pour être renvoyés au tribunal de police, les délits qui semblent ne mériter qu'une peine de police.

Le juge d'instruction est le magistrat chargé, en matière répressive, de l'information ou instruction écrite. Il rassemble les preuves des faits, recherche les auteurs de l'infraction et délivre dans ce but des mandats d'amener et des mandats d'arrêt. Sauf le cas de flagrant délit, où les règles ordinaires de l'information sont modifiées, le juge d'instruction ne peut être saisi que par le réquisitoire du ministère public ou par une plainte de la partie lésée.

Un juge d'instruction régulièrement saisi ne peut se dessaisir lui-même. Il ne peut l'être que par une décision de la chambre du conseil, à laquelle il rend compte, au moins une fois par semaine, des affaires dont l'instruction lui est dévolue. (Code d'instruction criminelle, art. 127.) Il y a au moins un juge d'instruction près de chaque tribunal; il peut y en avoir plusieurs si les besoins du service l'exige. (Art. 20 à 23 de la loi du 18 juin 1869.)

On donne le nom de « chambre du conseil » au tribunal ou à une section du tribunal exerçant sa juridiction dans la chambre des délibérés et non en audience publique. Elle se compose de trois juges, y compris le juge d'instruction. Elle est chargée d'apprécier les éléments

fournis par l'instruction préliminaire et d'en déduire soit l'abandon des poursuites, soit le renvoi de l'inculpé devant les juridictions de jugement. D'après la loi du 4 octobre 1867, elle peut, dans le cas où il existe en faveur de l'auteur de l'infraction, des circonstances atténuantes et s'il y a accord unanime des juges, renvoyer l'affaire s'il s'agit d'un délit au tribunal de police, s'il s'agit d'un crime au tribunal correctionnel. La décision de la chambre du conseil porte le nom d' « ordonnance ».

Les ordonnances rendues par le juge d'instruction ou la chambre du conseil peuvent être, par voie d'opposition, portées en appel devant la chambre des mises en accusation, constituée par l'une des sections de la chambre correctionnelle de la cour d'appel. (Loi du 4 septembre 1891, art. 2 et 4.) Les chambres d'accusation ont le droit d'informer et de faire informer dans toutes les affaires et d'évoquer à elles les poursuites que les premiers juges auraient commencées. Elles ont seules le droit de prononcer le renvoi d'un accusé devant la cour d'assises. Elles statuent sur les demandes en réhabilitation. (Loi du 25 avril 1896.)

Détention préventive. — Cette matière est réglée par la loi du 20 avril 1874, dont voici les principales dispositions :

ARTICLE PREMIER. — Après l'interrogatoire, le juge d'instruction pourra décerner un mandat d'arrêt lorsque le fait est de nature à entraîner un emprisonnement de trois mois ou une peine plus grave. Si l'inculpé a sa résidence en Belgique, le juge ne pourra décerner ce mandat que dans des circonstances graves et exceptionnelles, lorsque cette mesure est réclamée par l'intérêt de la sécurité publique.

Néanmoins, si le fait peut entrainer la peine des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, ou une peine plus grande, le juge d'instruction ne peut laisser l'inculpé en liberté que sur l'avis conforme du procureur du roi.

ART. 3. — Immédiatement après la première audition, l'inculpé pourra communiquer librement avec son conseil.

Le juge pourra, toutefois, lorsque les nécessités de l'instruction le commandent, prononcer une interdiction de communiquer. L'interdiction ne pourra s'étendre au delà de trois jours à partir de la première audition. Elle ne pourra être renouvelée.

ART. 4. — Le mandat d'arrêt ne sera pas maintenu si, dans les cinq jours de l'interrogatoire, il n'est pas confirmé par la chambre du conseil.

ART. 5. — Si la chambre du conseil n'a pas statué sur la prévention dans le mois à compter de l'interrogatoire, l'inculpé sera mis en liberté, à moins que la chambre, par ordonnance motivée, rendue à l'unanimité, le procureur du roi et l'inculpé ou son conseil entendus, ne déclare que l'intérêt public exige le maintien de la détention.

ART. 6. — Le juge d'instruction pourra, dans le cours de l'instruction et sur les conclusions conformes du procureur du roi, donner mainlevée du mandat d'arrêt, à charge pour l'inculpé de se présenter à tous les actes de la procédure aussitôt qu'il en sera requis.

ART. 10. — Dans les cas prévus par les articles 4, 5 et 6, la mise en liberté pourra être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont dressés comme ils l'ont été les années précédentes, à l'aide de comptes fournis par les parquets, les juges d'instruction ou les cours criminelles.

I. — Etat des travaux des parquets.

ARRONDISSEMENTS.	Nombre des plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus directem. par le ministère public.	Nombre des plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus directem. par les juges d'instruction.	Nombre des plaintes, dénonciations et procès-verbaux transmis au ministère public par la gendarmerie.	transmis par les juges de paix.	transmis par les bourgmestres.	transmis par les commissaires de police.	transmis par les gardes champêtres	transmis par les gardes forestiers.	transmis de toute autre manière.	Nombre total des plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés au parquet.	Direction donnée aux plaintes, dénonciations et procès-verbaux — NOMBRE DES AFFAIRES — communiquées au juge d'instruction.	renvoyées devant une autre juridiction.	laissées sans poursuite.	portées à l'audience par citation directe du ministère public.	portées à l'audience par citation directe de la partie civile.	portées à l'audience par citation directe d'une administration publique.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	3,739	41	—	138	903	27,115	2,301	1,769	763	**36,769**	5,286	769	26,800	4,181	15	47
Louvain	291	3	—	6	959	1,695	579	159	856	**4,461**	842	404	1,959	1,023	1	238
Nivelles	313	—	—	24	525	981	1,832	203	587	**4,465**	1,311	455	1,752	817	—	99
Anvers	1,128	—	—	1	1,714	10,006	—	130	538	**13,517**	3,128	851	7,273	1,960	9	16
Malines	190	3	—	7	110	1,166	449	14	172	**2,111**	457	205	1,035	360	1	2
Turnhout	103	—	—	5	48	517	645	128	130	**1,576**	267	159	631	438	—	51
Mons	1,312	—	—	7	282	4,651	1,563	663	1,164	**9,642**	3,777	399	4,374	1,959	—	3
Charleroi	5,234	—	—	—	1,411	6,004	3,033	108	238	**16,028**	3,837	1,298	8,998	1,926	1	69
Tournai	1,082	2	—	548	221	454	749	39	38	**3,133**	1,213	364	1,174	381	1	1
Gand	785	3	—	72	2,593	3,839	41	—	7	**7,340**	1,452	944	3,410	1,387	2	—
Audenarde	253	6	—	17	318	752	628	5	153	**2,132**	554	429	628	519	—	3
Termonde	45	4	—	20	1,146	2,236	14	5	221	**3,691**	801	599	1,310	1,191	—	5
Bruges	17	1	—	2	535	2,968	55	7	308	**3,893**	558	342	1,891	936	1	3
Courtrai	30	—	—	—	1,351	2,881	1	—	337	**4,600**	941	300	2,701	693	2	8
Furnes	5	—	2,311	—	2	168	—	—	151	**2,637**	516	417	1,353	377	—	27
Ypres	2	—	2,005	—	—	5	—	—	11	**2,023**	429	114	752	687	—	—
Liége	2,716	1	—	—	434	11,408	3,789	316	900	**19,564**	4,522	3,215	9,169	2,392	5	76
Huy	1,164	2	—	8	328	274	1,504	15	329	**3,624**	1,220	720	1,183	381	—	57
Verviers	1,529	—	—	—	854	1,198	202	45	130	**3,958**	1,514	548	1,543	310	1	21
Tongres	295	—	—	37	435	233	601	25	54	**1,680**	501	349	496	287	1	21
Hasselt	406	2	—	41	207	473	528	71	191	**1,919**	381	344	644	525	—	32
Arlon	336	—	—	4	44	237	159	57	305	**1,142**	396	270	222	109	—	145
Marche	18	3	—	8	49	61	135	91	440	**805**	189	179	276	110	—	51
Neufchâteau	303	1	—	16	59	138	38	54	184	**793**	225	196	222	117	—	28
Namur	17	—	—	—	1,043	1,941	754	90	112	**3,957**	1,308	339	1,830	386	—	71
Dinant	946	—	—	39	174	141	507	302	105	**2,214**	592	280	759	477	—	105
Totaux	**22,262**	**72**	**4,316**	**1,000**	**15,745**	**81,452**	**20,107**	**4,296**	**8,424**	**157,674**	**36,517**	**14,489**	**82,293**	**23,058**	**40**	**1,170**

II. — Affaires laissées sans poursuites par les parquets.

Arrondissements.	Les faits ne constituant ni crime ni délit ou ne pouvant donner lieu qu'à des réparations civiles.	Les auteurs étant inconnus.	La preuve ne pouvant être administrée.	Les délits étant sans gravité ou n'intéressant pas essentiellement l'ordre public.	Les procès-verbaux étant irréguliers.	Les parties intéressées n'ayant pas porté plainte ou s'étant désistées.	Les inculpés étant décédés.	La prescription étant acquise.	Pour tout autre motif.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles. . . .	6,164	6,456	4,435	5,870	176	1,673	10	20	1,996	26,800
Louvain.	218	734	515	446	—	46	—	—	—	1,959
Nivelles.	201	1,086	307	51	—	33	1	1	72	1,752
Anvers	815	3,360	2,328	559	6	113	3	—	89	7,272
Malines	82	467	327	116	7	17	—	1	16	1,033
Turnhout	112	359	47	58	2	—	—	—	53	631
Mons	294	2,889	862	32	—	169	1	—	127	4,374
Charleroi. . . .	3,527	1,943	1,991	830	—	612	5	—	—	8,908
Tournai	142	551	278	157	—	43	—	3	—	1,174
Gand	635	1,172	1,198	244	—	65	10	20	66	3,410
Audenarde . . .	71	381	133	19	—	2	—	—	22	628
Termonde	104	767	304	70	—	12	—	15	38	1,310
Bruges.	60	1,351	404	6	—	2	—	3	65	1,891
Courtrai.	12	1,867	524	252	—	8	—	13	25	2,701
Furnes.	79	639	629	1	—	5	—	—	—	1,353
Ypres.	16	331	288	2	—	6	1	1	107	752
Liége	443	3,807	2,756	1,956	—	34	5	4	164	9,169
Huy	328	339	362	89	—	41	—	14	10	1,183
Verviers.	245	621	493	90	—	76	1	5	12	1,543
Tongres	117	181	123	22	4	45	1	3	—	496
Hasselt	58	219	207	24	2	4	1	7	122	644
Arlon	63	36	68	21	—	31	—	—	3	222
Marche	112	49	65	19	—	24	2	5	—	276
Neufchâteau . . .	71	52	72	1	—	20	—	1	5	222
Namur.	781	387	539	6	—	85	—	1	31	1,830
Dinant	78	141	425	30	—	14	—	5	66	759
Totaux . . .	14,828	30,185	19,680	10,971	197	3,180	41	122	3,089	82,293

III. — Juges d'instruction et chambres du conseil. — Affaires terminées.
Résultat de l'instruction.

Arrondissements.	NOMBRE DES AFFAIRES									AFFAIRES SANS SUITE				
	AYANT FAIT L'OBJET D'ORDONNANCES DE RENVOI DEVANT						de non-lieu à poursuivre	renvoyées au parquet ou à d'autres juges concurremment saisis.	évoquées par la cour d'appel.	TOTAL.	Faits qui ne constituent ni crime ni délit.	CRIMES ET DÉLITS présumés, mais dont l'instruction n'a pas acquis la preuve		CRIMES ET DÉLITS reconnus tels d'après le résultat de l'instruction.	
	la chambre des mises en accusation.	le tribunal correctionnel Crimes.	le tribunal correctionnel Délits	le tribunal de police sur réquisition du parquet en vertu de l'art. 4 de la loi du 4 oct. 1867.	le tribunal de police après instruction.	le tribunal de police une autre juridiction.						Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	Les auteurs ont été désignés.	Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	Les auteurs ont été désignés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles . .	10	410	1,282	380	15	38	2,380	157	1	4,673	44	502	750	761	323
Louvain. . .	3	102	178	221	2	16	312	14	—	848	28	15	110	154	5
Nivelles . . .	2	169	90	731	6	5	345	8	—	1,356	3	20	40	187	95
Anvers . . .	1	293	600	1,615	6	18	796	42	—	3,401	42	158	296	180	120
Malines. . .	2	80	86	136	—	1	155	3	—	463	1	20	30	79	25
Turnhout . .	2	31	52	107	1	1	64	—	—	258	—	10	24	16	14
Mons	9	513	412	2,060	16	11	621	23	1	3,666	37	79	164	261	80
Charleroi. . .	17	490	412	1,872	8	4	889	33	—	3.725	5	142	341	244	157
Tournai . . .	2	86	182	420	25	2	504	3	—	1,224	20	10	110	300	55
Gand	13	169	266	459	—	7	487	8	—	1.409	28	19	136	244	60
Audenarde. .	30	84	142	78	5	16	230	—	1	586	—	65	40	92	33
Termonde . .	4	163	163	134	—	3	346	11	1	825	45	51	94	46	107
Bruges. . . .	5	70	103	22	2	6	291	4	—	503	—	45	90	94	62
Courtrai. . .	3	120	80	386	5	7	339	—	—	940	—	34	79	162	64
Furnes (1). .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres. . . .	—	11	8	388	—	—	22	1	—	430	2	5	14	1	—
Liége	3	587	777	1.531	29	12	1,335	29	—	4,303	136	172	524	416	87
Huy	—	48	97	609	13	6	226	4	—	1,003	17	7	57	85	60
Verviers. . .	1	159	201	493	22	15	549	22	—	1,462	14	16	140	218	161
Tongres . . .	3	26	56	229	2	6	120	1	—	443	9	7	24	52	28
Hasselt . . .	1	35	51	174	3	10	89	9	—	372	1	6	15	29	38
Arlon	1	22	28	248	10	2	76	—	—	387	13	11	24	28	—
Marche . . .	—	14	28	66	4	6	55	1	—	174	10	2	6	32	5
Neufchâteau .	3	14	30	126	4	5	31	—	—	213	3	—	6	10	12
Namur . . .	7	115	297	512	32	16	332	—	—	1.311	—	217	—	—	115
Dinant . . .	3	47	120	211	7	1	190	6	—	585	2	84	72	32	—
Totaux. . .	125	3,858	5,741	13,238	217	214	10,784	379	4	34,560	469	1,700	3,186	3,723	1,706

(1) Les archives du cabinet d'instruction de Furnes ont été détruites lors d'un bombardement.

IV. — Crimes et délits dont les auteurs sont restés inconnus.

NATURE DES INFRACTIONS.	Parquets.	Cabinets d'instruction.					TOTAL des parquets et cabinets d'instruction	Récapitulation.	
		Crimes présumés, mais dont l'instruction n'a pas acquis la preuve		Crimes reconnus tels par l'instruction		TOTAL.		Crimes dont les auteurs sont restés entièrement inconnus (col. 2,3,5).	Crimes dont les auteurs ont été désignés mais contre lesquels on n'a pas relevé des charges suffisantes (col.4 et 6).
		Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	Les auteurs ont été désignés (charges insuffisantes).	Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	Les auteurs ont été désignés (charges insuffisantes).				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Crimes contre les personnes.									
Assassinat (ou tentative)	—	4	8	9	6	27	27	13	14
Avortement	32	15	20	7	5	47	79	54	25
Chemins de fer. Obstacles à la circulation des convois	1	1	—	1	—	2	3	3	—
Coups ayant causé la mort	—	2	3	4	—	9	9	6	3
Empoisonnement (ou tentative)	1	2	2	3	1	8	9	6	3
Excitation à la débauche de mineurs	—	—	2	—	—	2	2	—	2
Faux témoignage en matière criminelle	—	—	—	—	1	1	1	—	1
Infanticide	2	11	9	13	2	35	37	26	11
Meurtre (ou tentative)	1	17	4	27	10	58	59	45	14
Substances nuisibles (Administration volontaire de) ayant causé la mort	—	—	—	1	—	1	1	1	—
Viol (ou tentative) et attentat à la pudeur	22	27	149	13	29	218	240	62	178
Totaux	59	79	197	78	54	408	467	216	251
Crimes contre les propriétés.									
Association de malfaiteurs	—	—	2	—	—	2	2	—	2
Banqueroute frauduleuse	—	1	4	—	3	8	8	1	7
Concussion	—	—	—	—	2	2	2	—	2
Contrefaçon d'effets publics, billets de banque, etc.	43	3	1	10	18	32	75	56	19
Destruction d'un bâtiment de mer	—	—	—	1	—	1	1	1	—
Destruction de construction	6	—	1	—	1	2	8	6	2
Destruction de mobilier avec violences	—	10	4	7	2	23	23	17	6
Détournement par fonctionnaire public	—	—	1	—	—	1	1	—	1
Fausse monnaie	2	—	—	2	—	2	4	4	—
Faux en écritures	43	28	67	18	22	165	208	119	89
Incendie (ou tentative)	168	51	10	78	11	153	321	300	21
Vol qualifié (ou tentative)	7,147	418	293	1,718	129	2,888	10,035	9,313	722
Totaux	7,409	514	383	1,894	188	3,279	10,688	9,817	871
Nombre total des crimes contre les personnes et contre les propriétés réunis	7,468	593	580	1,972	542	3.687	11,155	10,033	1,122
Délits	22,717	1,107	2,606	1,751	1,164	6,628	29,345	25,575	3,770
Nombre total des crimes et délits	30,185	1,700	3,186	3,723	1,706	10,315	40,500	35,608	4,892

N. B. Dans ce tableau n'ont pas été comptés les chiffres relatifs au cabinet d'instruction de Furnes dont les archives ont été détruites par un bombardement.

V. — Réhabilitations demandées en vertu de la loi du 25 avril 1896.

I. — NATURE DE L'INFRACTION COMMISE PAR LE REQUÉRANT.	NOMBRE TOTAL DE DEMANDES.	DEMANDES ACCUEILLIES — Le requérant avait encouru une peine			DEMANDES REJETÉES — Le requérant avait encouru une peine		
		criminelle	correctionnelle	de police	criminelle	correctionnelle	de police
1. Infractions prévues par le Code pénal.							
A. — CRIMES.							
Attentat à la pudeur, sans violence, sur un enfant de moins de 11 ans, 372, §2 (ancien)	2	—	—	—	—	2	—
Avortement du consentement de la femme par des médecins, chirurgiens, etc., 350, 353	1	—	1	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort, 401	1	—	1	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers à lui confiés, 240, § 1	1	—	1	—	—	—	—
Faux en écritures, 194 à 197	11	—	4	—	1	6	—
Viol par plusieurs en s'entr'aidant, 375, 377 (anciens)	2	—	—	—	—	2	—
Vols qualifiés, 467 à 470	9	—	7	—	—	2	—
B. — DÉLITS.							
Abus de confiance, 491	11	—	8	—	—	3	—
Adultère, 385	5	—	2	—	—	3	—
Attentat à la pudeur, sans violence, sur un enfant de moins de 14 ans, 372, § 1 (ancien)	4	—	—	—	—	4	—
Attentat aux mœurs par excitation à la débauche de mineurs, 379 (ancien)	9	—	5	—	—	4	—
Id. id. : outrage public aux mœurs, 385	1	—	—	—	—	1	—
Banqueroute simple, 489	2	—	2	—	—	—	—
Calomnie envers particuliers, 444	2	—	1	—	—	—	1
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310 (loi 30 mai 1892)	1	—	1	—	—	—	—
Corruption : offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour commettre un crime ou un délit, 248	1	—	—	—	—	1	—
Corruption : menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire ou arbitre, 252	1	—	1	—	—	—	—
Coups et blessures : 398 à 400, 410	37	—	22	7	—	7	1
Id. : à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	2	—	2	—	—	—	—
Id. : à des jurés ou des témoins, 278, 279, 282	1	—	1	—	—	—	—
Id. : involontaires, 420	4	—	3	1	—	—	—
Destruction de clôtures, 545	1	—	—	1	—	—	—
Escroquerie, 496	4	—	4	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	1	—	1	—	—	—	—
Faux témoignage en matière correctionnelle, 218	1	—	1	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, etc., 448	2	—	1	1	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	1	—	—	1	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 330	2	—	1	—	—	1	—
Objets trouvés, trésor, détournement, 508	1	—	1	—	—	—	—
Outrages envers un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	7	—	6	1	—	—	—
Id. jurés ou témoins, 282	1	—	1	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	3	—	2	1	—	—	—
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'une crime ou d'un délit, 505	8	—	1	—	—	7	—
Usurpation de nom, 231	1	—	1	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	31	—	16	—	—	15	—
C. — CONTRAVENTIONS.							
Chiens excités ou non retenus, 556, § 3	1	—	—	1	—	—	—
Dommage aux propriétés mobilières d'autrui, 559, § 1	1	—	—	1	—	—	—
Bruits ou tapages nocturnes, 561, § 1	8	—	—	7	—	—	1
Injures, 561, §7	7	—	—	7	—	—	—
Violences légères, 563, § 3	1	—	—	1	—	—	—
2. Infractions prévues par des lois spéciales.							
Bilans (loi sur les faux dans les), loi du 26 décembre 1882	1	—	1	—	—	—	—
Chasse : loi 28 février 1882	6	—	5	—	—	1	—
Chemins de fer de l'État, concédés ou vicinaux : lois 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc.	3	—	1	2	—	—	—
Denrées alimentaires (falsification des) : loi 4 août 1890	1	—	—	1	—	—	—
Id. id. (falsification du beurre au moyen de la margarine) : loi 12 août 1903 mod. loi 4 mai 1900	1	—	—	1	—	—	—
Garde civique, loi 9 septembre 1897	1	—	1	—	—	—	—
Impôts (lois et règlements concernant les)	1	—	1	—	—	—	—
Ivresse publique : loi 16 août 1887	4	—	—	4	—	—	—
Jeux de hasard : loi 24 octobre 1902	3	—	2	—	—	1	—
Pêche fluviale : loi 19 janvier 1883; loi 5 juillet 1899	4	—	3	—	—	1	—
Règlements communaux (police des cabarets)	2	—	—	2	—	—	—
Témoins défaillants, C. inst. criminelle, art. 80	2	—	1	1	—	—	—
Tramways (police des)	1	—	—	1	—	—	—
Voirie et roulage	4	—	1	3	—	—	—
RÉCAPITULATION.							
Crimes prévus par le Code pénal	27	—	14	—	1	12	—
Délits prévus par le Code pénal	145	—	84	13	—	46	2
Contraventions prévues par le Code pénal	18	—	—	17	—	—	1
Infractions prévues par des lois spéciales	34	—	16	15	—	3	—
Total	224	—	114	45	1	61	3

II. — Nombre des condamnés qui, entre l'époque où ils ont subi leur peine ou en ont été déchargés soit par la grâce, soit par l'expiration du sursis et celle où ils ont adressé leur demande en réhabilitation, ont laissé s'écouler un délai de :

Moins de 6 ans	27
6 ans à moins de 10 ans	169
10 ans à moins de 15 ans	16
15 ans et plus	12
TOTAL	224

VI. — Chambre des mises en accusation. — Nombre et résultats des arrêts.

NOMBRE DES ARRÊTS :		COURS D'APPEL.			TOTAL.
		BRUXELLES.	GAND.	LIÉGE.	
1		2	3	4	5
Décrétant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés.		9	9	—	18
Portant renvoi	aux assises.	30	10	16	56
	au tribunal correctionnel	29	34	6	59
	au tribunal de police	—	—	—	—
	devant une autre juridiction	—	—	—	—
Totaux		68	43	22	133
Statuant sur des demandes en réhabilitations	Octrois.	128	1	30	159
	Rejets	61	1	3	65
Totaux		189	2	33	224

VII. — Ordonnances de la chambre du conseil qui ont été soumises à la chambre des mises en accusation.

NATURE DES ORDONNANCES.			Ordonnances confirmées entièrement.	Ordonnances infirmées en tout ou en partie					TOTAL.
				pour avoir déclaré qu'il n'y avait lieu à suivre.	pour avoir déclaré qu'il y avait lieu à suivre.	pour fausse qualification des faits.	pour vice de forme.	pour autres motifs.	
1			2	3	4	5	6	7	8
1° Ordonnances préparatoires et d'instruction (mise en liberté sous caution, questions préjudicielles)			633	41	20	2	—	46	742
2° Ordonnances rendues sur le fond des affaires.	auxquelles il a été formé opposition	par le ministère public	1	1	—	6	—	—	11
		par les parties civiles .	—	3	—	1	—	—	4
		par les prévenus . . .	—	—	—	—	—	—	—
	dont la chambre d'accusation a été saisie en vertu de l'article 133 du Code d'instruction criminelle . . .		37	5	8	4	1	47	102
	Cours d'appel	Bruxelles	413	47	15	4	1	27	507
		Gand	70	6	13	1	—	20	110
		Liége	188	—	—	8	—	46	242
Totaux			671	53	28	13	1	93	859
Ordonnances du juge d'instruction attaquées par voie d'opposition.			4	—	—	—	—	—	4

DÉTENTION PRÉVENTIVE

VIII. — Prévenus acquittés en appel.

COURS D'APPEL	Total.	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE				
		Moins d'un mois.	De 1 mois à moins de 2 mois.	De 2 mois à moins de 3 mois.	3 mois et plus.	
1	2	3	4	5	6	
Bruxelles. . . .	24	11	7	4	2	
Gand	1	—	—	—	1	
Liége.	2	2	—	—	—	
Totaux	27	13	7	4	3	

IX. — Inculpés déchargés des poursuites par les chambres des mises en accusation.

COURS D'APPEL	Total.	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE				
		Moins d'un mois.	De 1 mois à moins de 2 mois.	De 2 mois à moins de 3 mois.	3 mois et plus.	
1	2	3	4	5	6	
Bruxelles. . . .	2	—	—	—	2	
Gand	9	—	—	1	8	
Liége.	—	—	—	—	—	
Totaux	11	—	—	1	10	

X. — Durée de la détention préventive des accusés de crimes ou de délits ordinaires jugés contradictoirement par les Cours d'assises.

PROVINCES.		Nombre total des accusés.	Nombre des accusés arrêtés préventivement.	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE.									
				Moins de 1 mois.	De 1 à moins de 2 mois.	De 2 à moins de 3 mois.	De 3 à moins de 4 mois.	De 4 à moins de 5 mois.	De 5 à moins de 6 mois.	De 6 à moins de 9 mois.	De 9 mois à moins de 1 an.	1 an et plus.	Durée inconnue.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Brabant		19	19	—	—	1	—	3	7	8	—	—	—
Anvers		7	7	—	—	—	3	—	—	1	3	—	—
Hainaut		20	19	—	—	—	—	1	3	3	8	4	—
Flandre orientale. . . .		30	28	—	2	—	4	2	—	8	3	9	—
Flandre occidentale . . .		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége.		5	5	—	—	—	4	1	—	—	—	—	—
Limbourg.		2	2	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—
Luxembourg		4	4	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—
Namur		16	14	—	—	1	—	4	2	7	—	—	—
Résultats des arrêts.	Condamnés.	82	77	—	—	2	7	11	9	23	14	11	—
	Acquittés.	21	21	—	2	1	4	—	4	5	1	4	—
Totaux		103	98	—	2	3	11	11	3	28	15	15	—

XI. — Durée de la détention préventive des inculpés déchargés des poursuites par les chambres du conseil et des prévenus jugés par les tribunaux correctionnels.

Arrondissements.	INCULPÉS déchargés des poursuites par les chambres du conseil.						PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, condamnés à l'emprisonnement.						PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, condamnés à des peines pécuniaires.						PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, acquittés.					
	Total.	DURÉE de la détention préventive.					Total.	DURÉE de la détention préventive.					Total.	DURÉE de la détention préventive.					Total.	DURÉE de la détention préventive.				
		Moins de 1 mois.	De 1 à 2 mois.	De 2 à 3 mois.	De 3 à 6 mois.	De 6 mois et plus.		Moins de 1 mois.	De 1 à 2 mois.	De 2 à 3 mois.	De 3 à 6 mois.	De 6 mois et plus.		Moins de 1 mois.	De 1 à 2 mois.	De 2 à 3 mois.	De 3 à 6 mois.	De 6 mois et plus.		Moins de 1 mois.	De 1 à 2 mois.	De 2 à 3 mois.	De 3 à 6 mois.	De 6 mois et plus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Bruxelles . .	17	12	2	3	—	—	604	427	105	39	29	4	—	—	—	—	—	—	16	5	7	2	2	—
Louvain. . .	2	—	1	1	—	—	59	6	31	17	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles. . .	7	—	2	5	—	—	39	5	24	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Anvers . . .	5	2	3	—	—	—	204	67	100	26	8	3	2	—	2	—	—	—	12	1	10	1	—	—
Malines . . .	3	3	—	—	—	—	72	29	38	1	3	1	—	—	—	—	—	—	6	3	3	—	—	—
Turnhout . .	—	—	—	—	—	—	15	4	9	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	5	3	1	1	—	—	173	45	86	22	20	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Charleroi . .	11	10	1	—	—	—	189	106	50	17	11	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tournai. . .	11	10	1	—	—	—	68	31	33	4	—	—	—	—	—	—	—	—	7	4	3	—	—	—
Gand	9	7	2	—	—	—	117	4	59	17	32	5	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—
Audenarde .	1	—	1	—	—	—	30	—	13	7	7	3	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—
Termonde. .	6	2	4	—	—	—	54	8	19	22	5	—	—	—	—	—	—	—	12	5	4	3	—	—
Bruges . . .	7	7	—	—	—	—	24	1	9	7	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai. . .	5	4	1	—	—	—	134	30	84	13	5	2	—	—	—	—	—	—	20	—	8	8	4	—
Furnes (1). .	—	—	—	—	—	—	9	3	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres. . . .	—	—	—	—	—	—	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége. . . .	7	5	2	—	—	—	373	236	118	16	3	—	2	2	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—
Huy	—	—	—	—	—	—	56	7	30	18	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	—	—	1
Verviers . .	25	20	2	3	—	—	78	28	34	10	4	2	1	1	—	—	—	—	2	—	1	1	—	—
Tongres. . .	—	—	—	—	—	—	5	—	4	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt . . .	1	1	—	—	—	—	14	2	6	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arlon. . . .	—	—	—	—	—	—	11	4	3	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche . . .	—	—	—	—	—	—	13	7	4	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau.	2	2	—	—	—	—	6	1	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur . . .	9	2	—	1	—	6	58	17	21	16	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dinant . . .	3	3	—	—	—	—	43	13	5	8	16	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
TOTAUX. . .	136	93	23	14	—	6	2,450	1,081	894	279	170	26	6	4	2	—	—	—	84	19	42	15	7	1
Prévenus laissés en liberté.	7,352						15,866						21,141						7,542					

(1) Les archives du cabinet d'instruction de Furnes ont été détruites lors d'un bombardement. Le nombre des déchargés des poursuites par la Chambre du Conseil ne peut donc être donné pour cet arrondissement.

N. B. Les chiffres indiqués dans la publication de l'année 1915 pour les prévenus laissés en liberté ne comprennent pas le nombre des individus jugés par les tribunaux correctionnels de Furnes et Ypres. Il y a lieu de remplacer comme suit les chiffres de cette publication.

Prévenus laissés en liberté : Condamnés à l'emprisonnement (col. 8) : 19,680.
Condamnés à des peines pécuniaires (col. 14) : 29,827.
Acquittés (col. 20) : 8,714.

TRIBUNAUX DE POLICE

Compétence. — Les tribunaux de police sont compétents pour connaître :

1° Des infractions que le Code pénal, une loi ou un règlement spécial punissent d'une peine de police, c'est-à-dire d'une peine n'excédant pas 7 jours de prison et 25 francs d'amende sauf s'il s'agit de contraventions forestières commises dans des bois soumis au régime forestier;

2° Des délits que la chambre du conseil leur renvoie quand, à raison de l'existence de circonstances atténuantes, il n'y a lieu de prononcer qu'une peine de police. Le tribunal de police devant lequel le prévenu est renvoyé ne peut décliner sa compétence en ce qui concerne les circonstances atténuantes (loi du 4 octobre 1867, art. 4 et 5);

3° Des infractions aux lois et règlements sur la grande voirie, le roulage, les messageries, les postes et les barrières, ainsi que les infractions aux règlements provinciaux. Les juges de paix appliquent les peines comminées par les lois et règlements jusqu'à concurrence de 8 jours d'emprisonnement et 200 francs d'amende; les peines plus élevées sont réduites de plein droit à ce maximum (loi du 1er mai 1849, art. 1er et 2);

4° Des infractions à la loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage. Les tribunaux de police mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie, dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

Les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant, sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées, sont envoyés dans une maison de refuge.

Les fonctions de juge de police sont remplies par les juges de paix.

Il y a autant de tribunaux de police que de justices de paix. Cependant dans les communes divisées en plusieurs justices de paix, le service du tribunal de police est fait successivement, pendant un terme à fixer par arrêté royal, par chaque juge de paix. En fait, sinon en droit, il n'y a donc, dans ce cas, qu'un tribunal de police pour plusieurs cantons.

En vertu de l'article 6 de la loi du 12 août 1911 et de l'article 1 de la loi du 2 octobre 1913, il a été créé à Bruxelles et à Anvers une justice de paix supplémentaire dont le titulaire est exclusivement chargé d'assurer le service du tribunal de police.

Rédaction des tableaux — Les tableaux sont rédigés à l'aide de relevés que chaque tribunal de police adresse au Département de la Justice.

Si l'on veut, en ce qui concerne les affaires, comparer les chiffres fournis depuis 1898 à ceux qui ont été établies antérieurement, il importe de remarquer que, depuis 1898, le tableau des affaires des tribunaux de police comprend toutes les affaires jugées, même celles qui concernent l'application de la loi sur la mendicité et le vagabondage, tandis que le tableau correspondant de la publication consacrée aux années 1886-1897 ne comprend pas ces dernières affaires.

Si l'on veut, en ce qui concerne les inculpés, comparer les chiffres fournis depuis 1898 à ceux qui ont été établis antérieurement, il y a lieu d'observer que, depuis 1898, le tableau des inculpés donne, de façon distincte, les chiffres des inculpés en matière électorale, tandis qu'il n'en a pas été ainsi dans la publication consacrée aux années 1886-1897.

XII. — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des affaires.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
			JUGÉES				JUGÉES				JUGÉES			
		Total.	contradictoirement	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	Total.	contradictoirement	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	Total.	contradictoirement	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	6,945	6,849	3,173	3,144	532	96	87	9	—	—	—	—	—	—
Anderlecht . . .	551	548	404	114	30	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Asschc	54	53	46	7	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Hal.	161	157	140	11	6	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Ixelles (2 cantons)	928	904	685	194	25	24	24	—	—	—	—	—	—	—
Laeken	631	625	479	134	12	6	2	4	—	—	—	—	—	1
Lennick-St-Quentin	92	89	47	42	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Molenbeek-St-Jean	1,818	1,310	925	329	56	8	6	2	—	—	—	—	—	1
St-Gilles.	554	551	409	129	13	3	3	—	—	—	—	—	—	1
St-Josse-ten-Noode	597	589	321	247	21	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Schaerbeek (2 cant).	762	760	577	173	10	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Uccle	542	540	430	90	20	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Vilvorde.	278	277	213	49	15	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Wolverthem . . .	84	84	79	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX . .	13,497	13,336	7,928	4,667	741	161	146	15	—	—	—	—	—	3
Louvain (2 cantons)	639	625	510	93	22	14	11	3	—	—	—	—	—	—
Aerschot	212	204	168	31	5	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Diest	150	149	128	17	4	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Glabbeek	126	126	118	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Haecht	73	73	60	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Léau	109	109	82	25	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tirlemont	338	323	267	37	19	15	15	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX . .	1,647	1,609	1,333	224	52	38	35	3	—	—	—	—	—	—
Nivelles	438	438	313	80	45	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Genappe	151	150	116	24	10	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Jodoigne	297	293	239	35	19	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Perwez	145	145	89	33	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Wavre	447	446	382	54	10	1	1	—	—	—	—	—	—	1
TOTAUX . .	1,478	1,472	1,139	226	107	6	6	—	—	—	—	—	—	1
Anvers	6,545	6,515	4,782	1,667	66	30	27	3	—	—	—	—	—	—
Berchem	236	233	207	25	1	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Boom	299	296	240	37	19	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Borgerhout . . .	543	541	436	92	13	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Brecht	36	35	30	4	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Contich	84	84	72	11	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Eeckeren	164	163	128	25	10	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Santhoven. . . .	122	122	96	10	16	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX . .	8,029	7,989	5,991	1,871	127	40	37	3	—	—	—	—	—	—

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des affaires.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
			JUGÉES				JUGÉES				JUGÉES			
		Total.	contradictoirement	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	Total.	contradictoirement	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	Total.	contradictoirement	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Malines (2 cantons)	518	503	376	119	8	15	15	—	—	—	—	—	—	—
Duffel	76	74	68	5	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Hoyst-op-den-Berg	140	140	101	34	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lierre.	206	203	151	44	8	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Puers	60	60	51	8	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX . .	1,000	980	747	210	23	20	20	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout	257	239	195	42	2	18	18	—	—	—	—	—	—	—
Arendonck. . . .	39	39	12	23	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Herenthals . . .	71	71	62	7	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hoogstraeten . .	366	27	15	11	1	339	339	—	—	—	—	—	—	—
Moll	119	118	103	11	4	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Westerloo	59	58	48	9	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX . .	911	552	435	103	14	359	359	—	—	—	—	—	—	—
Mons	683	660	475	143	42	23	23	—	—	—	—	—	—	—
Boussu	704	702	528	116	58	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Chièvres.	75	75	69	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dour	542	541	377	140	24	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Enghien.	91	91	79	4	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—
La Louvière . . .	532	532	395	97	40	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Lens	128	128	103	23	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pâturages	278	278	201	53	24	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rœulx	284	284	200	59	25	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Soignies	189	186	145	28	13	3	3	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX . .	3,506	3,477	2,572	669	236	29	29	—	—	—	—	—	—	1
Charleroi (2 cant.).	1,529	1,460	928	435	97	69	61	5	3	—	—	—	—	—
Beaumont . . .	42	41	36	4	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Binche	583	580	401	142	37	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Châtelet.	618	616	368	182	66	2	—	2	—	—	—	—	—	—
Chimay	60	60	52	6	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fontaine-l'Evêque.	735	727	538	152	37	8	6	2	—	—	—	—	—	—
Gosselies	337	336	262	53	21	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Jumet	457	457	343	83	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marchienne-au-Pont.	683	683	417	227	39	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Merbes-le-Château.	84	84	68	14	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Seneffe	245	245	209	33	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Thuin.	77	77	54	21	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX . .	5,450	5,366	3,676	1,352	388	84	72	9	3	—	—	—	—	—

XII (suite). — État des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des affaires.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tournai	360	353	280	58	15	7	7	—	—	—	—	—	—	—
Antoing	85	83	77	3	3	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Ath	115	115	99	14	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Celles	31	31	27	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flobecq	24	24	21	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Frasnes	25	25	20	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lessines	129	129	109	17	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Leuze	104	104	91	8	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Péruwelz	127	126	110	15	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Quevaucamps	102	102	92	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Templeuve	47	47	33	12	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,149	1,139	959	147	33	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Gand (3 cantons)	1,888	1,853	1,036	725	92	35	24	11	—	—	—	—	—	—
Assenede	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Caprycke	7	7	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cruyshautem	47	47	36	7	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Deynze	50	34	25	6	3	16	16	—	—	—	—	—	—	—
Eecloo	37	30	23	4	3	7	7	—	—	—	—	—	—	—
Evergem	113	112	45	62	5	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Ledeberg	151	149	96	52	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Loochristy	40	40	25	11	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nazareth	13	13	10	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Novelo	34	34	25	8	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Oosterzeele	27	27	23	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Somergem	56	54	33	17	4	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Waerschoot	25	25	18	4	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	2,488	2,425	1,402	902	121	63	51	12	—	—	—	—	—	—
Audenarde	61	54	43	10	1	7	7	—	—	—	—	—	—	—
Grammont	20	19	12	1	6	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Herzele	37	37	25	11	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hoorebeke-Ste-Marie	8	8	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nederbrakel	27	27	22	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ninove	84	83	61	15	7	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Renaix	82	82	71	6	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sottegem	47	46	35	8	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	366	356	277	56	23	10	10	—	—	—	—	—	—	—

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des affaires.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Termonde	97	95	57	37	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Alost	113	111	81	24	6	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Beveren	147	147	97	37	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hamme	117	117	75	38	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lokeren	134	133	133	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Gilles-Waes	47	47	35	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas-Waes	342	336	250	79	16	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Tamise	138	136	87	39	10	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Wetteren	61	61	43	13	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Zele	47	47	38	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,243	1,230	896	279	55	13	13	—	—	—	—	—	—	—
Bruges (3 cantons.)	377	347	213	114	20	30	30	—	—	—	—	—	—	—
Ardoye	5	2	2	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Ghistelles	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ostende	118	117	68	48	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Ruysselede	19	19	15	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Thielt	37	23	11	12	—	14	14	—	—	—	—	—	—	—
Thourout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	557	509	309	176	24	48	48	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai (2 cantons)	274	274	166	91	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avelghem	28	28	22	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Harlebeke	87	87	55	26	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Iseghem	39	39	28	9	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menin	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meulebeke	12	12	4	7	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Moorseele	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mouscron	488	488	319	127	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Oostrooseleke	19	19	8	9	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Roulers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	947	947	602	274	71	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Furnes	733	733	545	182	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dixmude	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Haringhe	256	256	188	65	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nieuport	45	45	41	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,034	1,034	774	251	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XII (suite). — État des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des affaires.	Affaires de police					Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
			JUGÉES					JUGÉES				JUGÉES			
		Total.	contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		Total.	contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	Total.	contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6		7	8	9	10	11	12	13	14	15
Ypres (2 cantons)	—	—	—	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hooghlede	—	—	—	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Messines	82	82	64	18	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Passchendaele	—	—	—	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poperinghe	365	365	237	127	1		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Wervicq	—	—	—	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	447	447	301	145	1		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége (2 cantons)	1,499	1,303	995	249	59		196	139	57	—	—	—	—	—	—
Dalhem	73	73	67	1	5		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fexhe-Slins	381	381	304	65	12		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fléron	179	177	155	2	20		2	2	—	—	—	—	—	—	—
Grivegnée	240	240	211	22	7		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Herstal	292	290	210	31	49		2	2	—	—	—	—	—	—	—
Hollogne-aux-Pierres	670	669	561	82	26		1	1	—	—	—	—	—	—	1
Louveigné	126	125	90	29	6		1	1	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas	372	369	315	47	7		3	3	—	—	—	—	—	—	—
Seraing	460	458	377	60	21		2	2	—	—	—	—	—	—	—
Waremme	341	326	268	41	17		15	15	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	4,633	4,411	3,553	629	229		222	165	57	—	—	—	—	—	1
Huy	378	372	281	66	25		6	6	—	—	—	—	—	—	—
Avennes	149	149	133	8	8		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ferrières	23	23	17	5	1		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Héron	183	183	149	16	18		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jehay-Bodegnée	220	220	200	17	3		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Landen	256	254	232	11	11		2	1	1	—	—	—	—	—	—
Nandrin	130	130	95	19	16		—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,339	1,331	1,107	142	82		8	7	1	—	—	—	—	—	—
Verviers	605	595	355	197	43		10	7	3	—	—	—	—	—	—
Aubel	42	42	36	6	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dison	170	170	147	18	5		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Herve	48	48	37	8	3		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg	170	166	129	35	2		4	1	3	—	—	—	—	—	1
Spa	379	372	274	88	10		7	7	—	—	—	—	—	—	—
Stavelot	74	73	65	6	2		1	1	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,488	1,466	1,043	358	65		22	16	6	—	—	—	—	—	1

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des affaires.	Affaires de police					Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
			JUGÉES					JUGÉES				JUGÉES			
		Total.	contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		Total.	contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	Total.	contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6		7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tongres	261	222	162	52	8		39	39	—	—	—	—	—	—	—
Bilsen	83	82	44	33	5		1	1	—	—	—	—	—	—	—
Brée	12	11	10	1	—		1	1	—	—	—	—	—	—	—
Looz	157	157	112	35	10		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maeseyck	20	20	16	4	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mechelen	163	62	38	18	6		101	101	—	—	—	—	—	—	—
Sichen-Sussen-et-Bolré	55	55	31	20	4		—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	751	609	413	163	33		142	142	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	118	116	97	16	3		2	2	—	—	—	—	—	—	—
Beeringen	80	78	56	20	2		2	2	—	—	—	—	—	—	—
Herck-la-Ville	34	34	28	3	3		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neerpelt	55	55	44	10	1		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Peer	25	25	18	5	2		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Trond	261	260	165	31	64		1	1	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	573	568	408	85	75		5	5	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	249	233	229	4	—		16	16	—	—	—	—	—	—	—
Etalle	72	71	67	4	—		1	1	—	—	—	—	—	—	—
Fauvillers	21	21	20	1	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Florenville	109	109	109	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Messancy	196	196	189	7	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Virton	252	250	246	4	—		2	2	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	899	880	860	20	—		19	19	—	—	—	—	—	—	—
Marche	101	101	89	11	1		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Durbuy	41	41	38	3	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Erezée	13	13	11	2	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Houffalize	44	44	38	6	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Laroche	38	38	36	1	1		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nassogne	15	15	15	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vielsalm	38	38	32	6	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	290	290	259	29	2		—	—	—	—	—	—	—	—	—

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des affaires.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Neufchâteau	113	111	107	4	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Bastogne	104	103	96	6	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Bouillon	57	56	51	5	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Paliseul	53	52	52	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Hubert	76	75	51	24	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Sibret	43	43	41	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Wellin	15	15	14	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	461	455	412	40	3	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Namur (2 cantons)	636	691	290	268	43	35	35	—	—	—	—	—	—	1
Andenne	102	102	75	19	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Eghezée	60	60	46	11	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fosses	276	276	183	86	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gembloux	215	215	181	25	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,289	1,254	775	409	70	35	35	—	—	—	—	—	—	1
Dinant	94	91	92	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Beauraing	78	78	63	12	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ciney	92	92	75	11	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Couvin	73	71	50	20	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Florennes	55	55	47	5	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gedinne	60	60	51	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Philippeville	24	24	22	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rochefort	130	129	124	4	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Walcourt	38	38	30	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	644	641	554	68	19	3	3	—	—	—	—	—	—	—

RÉCAPITULATION

XII (suite). — Etat des affaires par arrondissement.

ARRONDISSEMENTS	Nombre TOTAL des affaires.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	13,497	13,336	7,928	4,667	741	161	146	15	—	—	—	—	—	3
Louvain	1,647	1,609	1,333	224	52	38	35	3	—	—	—	—	—	—
Nivelles	1,478	1,472	1,139	226	107	6	6	—	—	—	—	—	—	1
Anvers	8,029	7,989	5,991	1,871	127	40	37	3	—	—	—	—	—	—
Malines	1,000	980	747	210	23	20	20	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout	911	552	435	103	14	359	359	—	—	—	—	—	—	—
Mons	3,506	3,477	2,572	669	236	29	29	—	—	—	—	—	—	1
Charleroi	5,450	5,366	3,676	1,352	338	84	72	9	3	—	—	—	—	—
Tournai	1,149	1,139	959	147	33	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Gand	2,488	2,425	1,402	902	121	63	51	12	—	—	—	—	—	—
Audenarde	366	356	277	56	23	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Termonde	1,243	1,239	896	279	55	13	13	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	557	509	309	176	24	48	48	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai	947	947	602	274	71	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Furnes	1,034	1,034	774	251	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	447	447	301	145	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	4,633	4,411	3,553	620	220	222	165	57	—	—	—	—	—	1
Huy	1,339	1,331	1,107	142	82	8	7	1	—	—	—	—	—	—
Verviers	1,488	1,466	1,043	358	65	22	10	0	—	—	—	—	—	1
Tongres	751	609	413	163	33	142	142	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	573	568	408	85	75	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	899	889	860	20	—	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Marche	290	290	259	29	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	461	455	412	40	3	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Namur	1,289	1,254	775	409	70	35	35	—	—	—	—	—	—	1
Dinant	644	641	554	68	19	3	3	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX GÉNÉRAUX	56,116	54,773	38,725	13,495	2,553	1,343	1,234	106	3	—	—	—	—	8

XIII. — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Individus jugés en matière de police									Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 novembre 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (absence au vote)			
	Total.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.	Total.	Acquittés.	Condamnés	
				conditionnel.	sans condition			conditionnelle.	simple						à la réprimande.	à l'amende.
					de 8 jours et plus.	de 5 à 7 jours.	de 1 à 4 jours.									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	8,200	137	—	—	—	—	406	2,191	5,466	96	9	87	—	—	—	—
Anderlecht	632	27	—	—	—	—	2	210	393	3	—	3	—	—	—	—
Assche	62	5	—	1	—	—	5	16	35	1	—	1	—	—	—	—
Hal	228	17	—	—	—	—	—	124	87	4	—	4	—	—	—	—
Ixelles (2 cantons)	1,159	78	4	—	—	—	1	387	689	24	1	23	—	—	—	—
Laeken	738	58	—	—	—	—	10	202	468	6	3	3	—	—	—	—
Lennick-St-Quentin	46	8	—	—	—	—	1	19	15	3	—	3	—	—	—	—
Molenbeek-St-Jean	1,413	139	1	—	—	—	—	241	1,032	8	1	7	—	—	—	—
Saint-Gilles	635	38	—	—	—	—	1	176	420	3	1	2	—	—	—	—
St-Josse-ten-Noode	785	99	—	—	—	—	—	247	418	8	2	6	—	—	—	—
Schaerbeek (2 cant.)	946	109	—	—	—	—	3	238	596	2	—	2	—	—	—	—
Uccle	701	94	—	—	—	—	2	273	332	2	1	1	—	—	—	—
Vilvorde	457	33	1	—	—	—	—	105	318	1	1	—	—	—	—	—
Wolverthem	108	1	—	—	—	—	15	45	47	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	16,110	834	6	1	—	—	449	4,474	10,346	161	19	142	—	—	—	—
Louvain (2 cantons)	829	59	2	—	—	—	1	297	470	14	—	14	—	—	—	—
Aerschot	234	31	—	—	—	1	2	66	131	8	—	8	—	—	—	—
Diest	184	48	—	5	—	—	4	50	77	1	1	—	—	—	—	—
Glabbeek	128	15	—	—	—	—	—	23	90	—	—	—	—	—	—	—
Haecht	108	18	6	1	—	—	—	61	22	—	—	—	—	—	—	—
Léau	145	38	1	—	—	—	—	46	60	—	—	—	—	—	—	—
Tirlemont	532	82	1	—	—	10	2	250	178	15	—	15	—	—	—	—
TOTAUX	2,160	294	10	6	—	11	9	802	1,028	38	1	37	—	—	—	—
Nivelles	714	120	5	1	1	6	21	285	275	—	—	—	—	—	—	—
Genappe	269	66	1	—	—	—	—	79	123	1	1	—	—	—	—	—
Jodoigne	453	34	—	—	—	—	—	95	324	4	—	4	—	—	—	—
Perwez	236	22	4	—	—	—	—	113	97	—	—	—	—	—	—	—
Wavre	630	102	—	38	—	37	29	270	154	1	1	—	—	—	—	—
TOTAUX	2,302	344	10	39	1	43	50	842	973	6	2	4	—	—	—	—
Anvers	7,067	894	3	—	—	15	71	1,852	4,232	31	12	19	—	—	—	—
Berchem	297	123	—	—	—	—	3	103	68	3	—	3	—	—	—	—
Boom	506	68	1	—	—	2	2	267	166	3	—	3	—	—	—	—
Borgerhout	721	67	—	—	—	—	—	318	336	2	1	1	—	—	—	—
Brecht	45	13	—	—	—	—	—	17	15	1	—	1	—	—	—	—
Contich	128	18	—	—	—	—	—	60	50	—	—	—	—	—	—	—
Eeckeren	237	50	7	3	—	2	1	60	114	1	—	1	—	—	—	—
Santhoven	289	25	—	—	—	1	14	86	163	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	9,290	1,258	11	3	—	20	91	2,763	5,144	41	13	28	—	—	—	—

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Individus jugés en matière de police									Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 novembre 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (absence au vote)			
	Total.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.	Total.	Acquittés.	Condamnés	
				conditionnel.	sans condition			conditionnelle.	simple						à la réprimande.	à l'amende.
					de 8 jours et plus.	de 5 à 7 jours.	de 1 à 4 jours.									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Malines (2 cantons)	574	82	4	—	—	1	2	265	220	15	—	15	—	—	—	—
Duffel	100	10	—	—	—	—	—	44	46	7	—	7	—	—	—	—
Heyst-op-den-Berg	189	11	4	3	1	35	31	45	59	—	—	—	—	—	—	—
Lierre	384	16	—	—	—	—	3	138	227	4	2	2	—	—	—	—
Puers	69	27	—	—	—	3	2	23	14	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,316	146	8	3	1	39	38	515	566	26	2	24	—	—	—	—
Turnhout	323	9	—	—	—	—	—	174	140	18	—	18	—	—	—	—
Arendonck	48	7	2	—	—	—	—	12	27	—	—	—	—	—	—	—
Hérenthals	104	22	1	—	—	—	—	31	50	—	—	—	—	—	—	—
Hoogstraeten	42	—	1	—	—	—	—	12	29	573	18	555	—	—	—	—
Moll	167	13	—	—	—	—	—	88	66	1	—	1	—	—	—	—
Westerloo	85	10	—	1	—	—	2	40	32	1	—	1	—	—	—	—
TOTAUX	769	61	4	1	—	—	2	357	344	593	18	575	—	—	—	—
Mons	938	157	1	—	—	—	4	336	440	23	7	16	—	—	—	—
Boussu	1,161	355	—	—	—	—	3	385	418	2	—	2	—	—	—	—
Chièvres	108	34	—	—	—	—	—	56	18	—	—	—	—	—	—	—
Dour	775	99	—	1	—	—	—	284	391	1	—	1	—	—	—	—
Enghien	140	65	—	—	—	—	—	61	14	—	—	—	—	—	—	—
La Louvière	781	260	1	—	—	—	—	203	317	—	—	—	—	—	—	—
Lens	176	27	4	—	—	—	2	64	79	—	—	—	—	—	—	—
Pâturages	488	99	—	—	—	2	—	186	201	—	—	—	—	—	—	—
Rœulx	423	110	—	—	—	2	1	1	209	—	—	—	—	—	—	—
Soignies	339	91	—	—	—	—	1	185	62	4	—	4	—	—	—	—
TOTAUX	5,328	1,306	6	1	—	4	11	1,761	2,239	30	7	23	—	—	—	—
Charleroi (2 cantons)	2,034	282	—	—	—	2	5	597	1,148	98	11	87	—	—	—	—
Beaumont	48	14	—	—	—	3	—	18	13	1	1	—	—	—	—	—
Binche	711	153	1	—	—	—	—	195	362	3	—	3	—	—	—	—
Châtelet	980	142	2	4	—	2	1	207	626	2	2	—	—	—	—	—
Chimay	80	14	1	—	—	1	6	28	26	—	—	—	—	—	—	—
Fontaine-l'Evêque	1,023	108	2	—	—	—	1	391	521	9	2	7	—	—	—	—
Gosselies	497	109	2	—	—	2	2	170	122	1	—	1	—	—	—	—
Jumet	668	100	1	—	—	1	1	165	400	—	—	—	—	—	—	—
Marchienne-au-Pont	923	57	1	—	—	—	—	318	547	—	—	—	—	—	—	—
Merbes-le-Château	120	20	—	—	—	—	—	54	40	—	—	—	—	—	—	—
Seneffe	350	114	9	3	—	—	4	119	101	—	—	—	—	—	—	—
Thuin	92	18	2	—	—	—	1	30	41	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	7,526	1,227	21	7	—	11	21	2,292	3,947	114	16	98	—	—	—	—

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Individus jugés en matière de police									Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (loi du 27 novembre 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (absence au vote)			
	Total.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.	Total.	Acquittés.	Condamnés	
				sans condition											à la réprimande.	à l'amende.
				conditionnel.	de 8 jours et plus.	de 5 à 7 jours.	de 1 à 4 jours.	conditionnelle.	simple							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Tournai	450	56	—	—	—	2	1	244	147	9	—	9	—	—	—	—
Antoing	118	15	—	—	—	1	1	66	35	2	—	2	—	—	—	—
Ath	148	32	1	—	—	—	—	80	35	—	—	—	—	—	—	—
Celles	39	7	—	—	—	—	—	19	13	—	—	—	—	—	—	—
Flobecq	28	9	—	2	—	—	—	13	4	—	—	—	—	—	—	—
Frasnes	33	5	—	—	—	—	—	12	16	—	—	—	—	—	—	—
Lessines	168	33	—	1	—	—	—	97	37	—	—	—	—	—	—	—
Leuze	122	15	5	1	—	—	—	59	42	—	—	—	—	—	—	—
Péruwelz	182	19	4	2	—	1	—	91	65	1	—	1	—	—	—	—
Quevaucamps	137	31	—	—	—	2	2	62	37	—	—	—	—	—	—	—
Templeuve	62	2	—	—	—	1	—	20	39	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,487	227	10	6	—	7	4	763	470	12	—	12	—	—	—	—
Gand (3 cantons)	2,245	292	1	—	1	62	25	462	1,402	35	8	27	—	—	—	—
Assenede	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Capryeke	10	5	—	—	—	—	—	3	2	—	—	—	—	—	—	—
Cruyshautem	68	11	1	—	—	3	6	17	30	—	—	—	—	—	—	—
Deynze	48	7	—	—	—	—	—	16	25	19	1	18	—	—	—	—
Eecloo	35	4	1	—	—	—	—	23	7	7	2	5	—	—	—	—
Evergem	150	24	—	—	—	—	1	62	63	1	—	1	—	—	—	—
Ledeberg	173	41	—	—	—	—	2	35	95	2	2	—	—	—	—	—
Loochristy	69	9	2	—	—	1	1	31	25	—	—	—	—	—	—	—
Nazareth	19	—	—	—	—	—	—	10	9	—	—	—	—	—	—	—
Nevele	53	14	—	—	—	—	—	11	28	—	—	—	—	—	—	—
Oosterzele	39	7	—	—	—	—	—	21	11	—	—	—	—	—	—	—
Somergem	85	4	4	—	—	—	—	29	48	2	—	2	—	—	—	—
Waerschoot	33	2	—	23	—	—	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	3,027	420	9	23	1	66	43	720	1,745	66	13	53	—	—	—	—
Audenarde	72	12	—	—	—	—	1	35	24	7	—	7	—	—	—	—
Grammont	68	7	—	—	—	—	—	40	21	1	—	1	—	—	—	—
Herzele	53	9	5	—	—	—	—	26	13	—	—	—	—	—	—	—
Hoorebeke-Ste-Marie	9	2	—	—	—	—	—	5	2	—	—	—	—	—	—	—
Nederbrakel	30	5	—	—	—	—	—	16	9	—	—	—	—	—	—	—
Ninove	111	21	—	—	—	—	—	55	35	1	—	1	—	—	—	—
Renaix	119	17	—	—	—	3	—	61	38	—	—	—	—	—	—	—
Sottegem	59	10	—	4	—	—	1	22	22	1	—	1	—	—	—	—
TOTAUX	521	83	5	4	—	3	2	260	164	10	—	10	—	—	—	—

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Individus jugés en matière de police									Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 novembre 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (absence au vote)			
	Total.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.	Total.	Acquittés.	Condamnés	
				sans condition											à la réprimande.	à l'amende.
				conditionnel.	de 8 jours et plus.	de 5 à 7 jours.	de 1 à 4 jours.	conditionnelle.	simple							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Termonde	118	25	—	—	—	—	—	52	41	2	—	2	—	—	—	—
Alost	162	32	—	2	—	—	—	88	40	2	—	2	—	—	—	—
Beveren	214	27	1	4	—	—	—	99	92	—	—	—	—	—	—	—
Hamme	131	19	1	—	—	—	—	28	83	—	—	—	—	—	—	—
Lokeren	133	3	8	—	—	2	11	48	61	1	—	1	—	—	—	—
Saint-Gilles-Waes	57	6	—	1	—	1	1	9	39	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas-Waes	439	68	—	—	—	1	52	172	146	6	—	6	—	—	—	—
Tamise	171	15	—	—	—	—	—	40	116	2	—	2	—	—	—	—
Wetteren	86	3	—	—	—	—	8	48	27	—	—	—	—	—	—	—
Zele	47	2	4	—	—	—	2	7	32	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,558	200	14	7	—	4	74	582	677	13	—	13	—	—	—	—
Bruges (3 cantons)	525	81	—	—	—	—	6	123	315	30	4	26	—	—	—	—
Ardoye	2	1	—	—	—	—	—	1	—	3	—	3	—	—	—	—
Ghistelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ostende	118	15	—	—	—	—	—	25	78	1	—	1	—	—	—	—
Ruysselede	30	4	—	—	—	—	—	8	18	—	—	—	—	—	—	—
Thielt	23	6	—	—	—	—	—	4	13	14	—	14	—	—	—	—
Thourout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	698	107	—	—	—	—	6	161	424	48	4	44	—	—	—	—
Courtrai (2 cantons)	442	60	—	—	—	—	1	245	136	—	—	—	—	—	—	—
Avelghem	45	9	—	—	—	—	—	25	11	—	—	—	—	—	—	—
Harlebeke	114	27	—	3	—	—	—	50	34	—	—	—	—	—	—	—
Iseghem	56	11	—	—	—	1	—	20	24	—	—	—	—	—	—	—
Menin	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meulebeke	22	2	1	—	—	—	—	9	10	—	—	—	—	—	—	—
Moorseele	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mouscron	748	154	—	49	—	3	60	174	308	—	—	—	—	—	—	—
Oostroosebeke	25	2	—	—	—	—	—	9	14	—	—	—	—	—	—	—
Roulers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,452	265	1	52	—	4	61	532	537	—	—	—	—	—	—	—
Furnes	773	66	8	—	—	—	—	482	217	—	—	—	—	—	—	—
Dixmude	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Haringhe	280	34	—	—	—	—	—	153	93	—	—	—	—	—	—	—
Nieuport	47	12	2	—	—	—	—	20	13	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,100	112	10	—	—	—	—	655	323	—	—	—	—	—	—	—

XIII (suite) — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Individus jugés en matière de police									Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 novembre 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (absence au vote)			
	Total	Acquittés.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.	Total.	Acquittés.	Condamnés	
				sans condition											à la réprimande.	à l'amende.
				conditionnel.	de 8 jours et plus.	de 5 à 7 jours.	de 1 à 4 jours.	condition nelle.	simple							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Ypres (2 cantons). .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hooglede	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Messines.	85	4	—	—	—	—	—	54	27	—	—	—	—	—	—	—
Passchendaele . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poperinghe	382	106	1	—	—	—	—	171	104	—	—	—	—	—	—	—
Wervicq	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX . . .	467	110	1	—	—	—	—	225	131	—	—	—	—	—	—	—
Liége (2 cantons) . .	1,817	121	3	—	—	3	4	743	943	204	101	103	—	—	—	—
Dalhem.	128	14	—	—	1	—	—	67	46	—	—	—	—	—	—	—
Foxhe-Slins	572	26	—	—	—	—	—	373	173	—	—	—	—	—	—	—
Fléron	280	36	—	—	—	—	—	139	105	2	—	2	—	—	—	—
Grivegnée.	329	34	3	—	—	—	—	172	120	—	—	—	—	—	—	—
Herstal	517	114	—	—	—	—	1	220	182	2	2	—	—	—	—	—
Hollogne-aux-Pierres	964	126	2	—	—	1	7	425	403	1	—	1	—	—	—	—
Louveigné.	176	12	—	—	—	—	—	63	101	1	—	1	—	—	—	—
Saint-Nicolas . . .	542	81	1	—	—	7	8	207	238	3	—	3	—	—	—	—
Seraing	712	35	4	—	—	1	—	261	411	2	—	2	—	—	—	—
Waremme.	526	37	1	—	—	—	—	268	220	18	3	15	—	—	—	—
TOTAUX . . .	6,503	636	14	—	1	12	20	2,938	2,942	233	106	127	—	—	—	—
Huy	567	83	5	—	—	—	—	415	64	6	—	6	—	—	—	—
Avennes.	249	25	—	—	—	—	—	160	64	—	—	—	—	—	—	—
Ferrières	33	4	—	—	—	—	—	7	22	—	—	—	—	—	—	—
Héron.	303	37	—	—	—	—	—	94	172	—	—	—	—	—	—	—
Jehay-Bodegnée . .	336	34	1	—	—	—	—	206	95	—	—	—	—	—	—	—
Landen.	378	37	5	—	—	—	9	98	229	3	—	3	—	—	—	—
Nandrin.	206	12	—	—	—	—	1	128	65	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX . . .	2,072	232	11	—	—	—	10	1,108	711	9	—	9	—	—	—	—
Verviers.	785	119	2	—	—	8	—	192	464	10	—	10	—	—	—	—
Aubel.	54	3	—	—	—	—	—	36	15	—	—	—	—	—	—	—
Dison.	251	34	—	—	—	—	—	109	108	—	—	—	—	—	—	—
Herve.	78	7	8	—	—	—	—	39	24	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg	200	42	—	—	1	—	—	93	64	4	4	—	—	—	—	—
Spa.	480	67	2	—	—	1	—	271	139	8	4	4	—	—	—	—
Stavelot.	99	7	—	—	—	—	—	66	26	1	—	1	—	—	—	—
TOTAUX . . .	1,947	279	12	—	1	9	—	806	840	23	8	15	—	—	—	—

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Individus jugés en matière de police									Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 novembre 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (absence au vote)			
	Total.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.	Total.	Acquittés.	Condamnés	
				sans condition											à la réprimande.	à l'amende.
				conditionnel.	de 8 jours et plus.	de 5 à 7 jours.	de 1 à 4 jours.	condition nelle.	simple							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Tongres.	314	38	1	—	—	—	—	163	112	39	2	37	—	—	—	—
Bilsen.	112	14	—	—	—	—	1	38	59	1	—	1	—	—	—	—
Brée	16	5	—	—	—	—	—	6	5	1	—	1	—	—	—	—
Looz	220	43	4	—	—	3	4	75	91	—	—	—	—	—	—	—
Maaseyck	28	5	—	—	—	—	—	12	11	—	—	—	—	—	—	—
Mechelen	88	24	2	—	—	—	—	33	20	185	—	185	—	—	—	—
Sichen-Sussen-et-Bolré.	67	10	—	—	—	—	—	34	23	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX . . .	845	139	7	—	—	3	5	361	330	226	2	224	—	—	—	—
Hasselt	161	41	—	—	—	—	—	73	47	2	1	1	—	—	—	—
Beeringen.	103	16	1	—	—	—	—	20	57	2	1	1	—	—	—	—
Herck-la-Ville . . .	48	9	—	—	—	—	1	15	23	—	—	—	—	—	—	—
Neerpelt.	60	10	—	—	—	—	—	14	36	—	—	—	—	—	—	—
Peer	36	5	1	—	—	—	—	23	7	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Trond. . . .	326	36	—	—	—	—	1	146	143	1	—	1	—	—	—	—
TOTAUX . . .	734	117	2	—	—	—	2	300	313	5	2	3	—	—	—	—
Arlon.	314	53	—	—	—	—	2	184	75	19	19	—	—	—	—	—
Etalle.	92	5	—	—	—	—	—	53	34	1	—	1	—	—	—	—
Fauvillers.	21	3	—	—	—	—	—	15	3	—	—	—	—	—	—	—
Florenville.	154	14	2	—	—	—	—	115	23	—	—	—	—	—	—	—
Messancy	248	57	—	—	—	—	—	9	182	—	—	—	—	—	—	—
Virton.	358	34	—	—	—	—	—	194	130	2	—	2	—	—	—	—
TOTAUX . . .	1,187	166	2	—	—	—	2	570	447	22	19	3	—	—	—	—
Marche	111	13	—	—	—	—	—	50	42	—	—	—	—	—	—	—
Durbuy.	55	15	4	—	—	—	1	18	17	—	—	—	—	—	—	—
Erezée	14	1	—	—	—	—	—	8	5	—	—	—	—	—	—	—
Houffalize.	46	18	—	—	2	—	1	20	5	—	—	—	—	—	—	—
Laroche.	59	12	—	—	—	—	9	26	12	—	—	—	—	—	—	—
Nassogne	18	3	—	—	—	—	—	8	7	—	—	—	—	—	—	—
Vielsalm.	43	7	2	—	—	—	—	9	25	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX . . .	346	69	6	—	2	—	11	145	113	—	—	—	—	—	—	—

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Individus jugés en matière de police									Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 novembre 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (absence au vote)			
	Total.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.	Total.	Acquittés.	Condamnés	
				conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus.	sans condition de 5 à 7 jours.	sans condition de 1 à 4 jours.	conditionnelle.	simple.						à la réprimande.	à l'amende.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Neufchâteau	140	34	—	—	—	2	2	23	79	2	—	2	—	—	—	—
Bastogne	133	20	—	—	—	—	—	32	31	1	1	—	—	—	—	—
Bouillon	71	8	—	—	—	—	—	34	29	1	—	1	—	—	—	—
Paliseul	70	10	—	1	—	—	—	38	21	1	—	1	—	—	—	—
Saint-Hubert	121	20	5	1	—	—	—	63	32	1	—	1	—	—	—	—
Sibret	59	18	—	—	—	—	1	14	26	—	—	—	—	—	—	—
Wellin	23	11	—	—	—	—	—	7	5	—	—	—	—	—	—	—
Totaux	617	121	5	2	—	2	3	261	223	6	1	5	—	—	—	—
Namur (2 cantons)	1,056	178	—	1	—	4	1	321	551	34	2	32	—	—	—	—
Andenne	142	22	—	—	—	—	—	69	51	—	—	—	—	—	—	—
Eghezée	98	4	—	—	—	—	—	66	28	—	—	—	—	—	—	—
Fosses	414	56	—	—	—	—	—	80	278	—	—	—	—	—	—	—
Gembloux	283	20	4	—	—	1	2	29	227	—	—	—	—	—	—	—
Totaux	1,993	280	4	1	—	5	3	565	1,135	34	2	32	—	—	—	—
Dinant	164	49	1	—	—	—	—	66	48	—	—	—	—	—	—	—
Beauraing	98	10	—	—	—	2	3	27	56	—	—	—	—	—	—	—
Ciney	129	15	1	—	—	—	—	41	72	—	—	—	—	—	—	—
Couvin	77	9	—	—	—	—	—	49	19	2	—	2	—	—	—	—
Florennes	82	9	—	—	—	1	—	22	50	—	—	—	—	—	—	—
Gedinne	60	6	—	—	—	—	—	26	28	—	—	—	—	—	—	—
Philippeville	31	2	—	—	—	—	—	12	17	—	—	—	—	—	—	—
Rochefort	151	16	—	—	—	1	1	66	67	1	—	1	—	—	—	—
Walcourt	69	4	—	—	—	—	—	48	17	—	—	—	—	—	—	—
Totaux	861	120	2	—	—	4	4	357	374	3	—	3	—	—	—	—

RÉCAPITULATION

XIII (suite). — Etat des inculpés par arrondissement.

ARRONDISSEMENTS.	Individus jugés en matière de police									Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 novembre 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (absence au vote)			
	Total.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.	Total.	Acquittés.	Condamnés	
				conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus.	sans condition de 5 à 7 jours.	sans condition de 1 à 4 jours.	conditionnelle.	simple.						à la réprimande.	à l'amende.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	16,110	834	6	1	—	—	449	4,474	10,346	161	19	142	—	—	—	—
Louvain	2,160	294	10	6	—	11	9	802	1,028	38	1	37	—	—	—	—
Nivelles	2,302	344	10	39	1	43	50	842	973	6	2	4	—	—	—	—
Anvers	9,290	1,258	11	3	—	20	91	2,763	5,144	41	13	28	—	—	—	—
Malines	1,316	146	8	3	1	39	38	515	566	26	2	24	—	—	—	—
Turnhout	769	61	4	1	—	—	2	357	344	593	18	575	—	—	—	—
Mons	5,328	1,306	6	1	—	4	11	1,761	2,239	30	7	23	—	—	—	—
Charleroi	7,526	1,227	21	7	—	11	21	2,292	3,947	114	16	98	—	—	—	—
Tournai	1,487	227	10	6	—	7	4	763	470	12	—	12	—	—	—	—
Gand	3,027	420	9	23	1	66	43	720	1,745	66	13	53	—	—	—	—
Audenarde	521	83	5	4	—	3	2	260	164	10	—	10	—	—	—	—
Termonde	1,558	200	14	7	—	4	74	582	677	13	—	13	—	—	—	—
Bruges	698	107	—	—	—	—	6	161	424	48	4	44	—	—	—	—
Courtrai	1,452	265	1	52	—	4	61	532	537	—	—	—	—	—	—	—
Furnes	1,100	112	10	—	—	—	—	655	323	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	467	110	1	—	—	—	—	225	131	—	—	—	—	—	—	—
Liége	6,563	636	14	—	1	12	20	2,938	2,912	233	106	127	—	—	—	—
Huy	2,072	232	11	—	—	—	10	1,108	711	9	—	9	—	—	—	—
Verviers	1,947	279	12	—	1	9	—	806	840	23	8	15	—	—	—	—
Tongres	845	139	7	—	—	3	5	361	330	226	2	224	—	—	—	—
Hasselt	734	117	2	—	—	—	2	300	313	5	2	3	—	—	—	—
Arlon	1,187	166	2	—	—	—	2	570	447	22	19	3	—	—	—	—
Marche	346	69	6	—	2	—	11	145	113	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	617	121	5	2	—	2	3	261	223	6	1	5	—	—	—	—
Namur	1,993	280	4	1	—	5	3	565	1,135	34	2	32	—	—	—	—
Dinant	861	120	2	—	—	4	4	357	374	3	—	3	—	—	—	—
Totaux généraux	72,276	9,153	191	156	7	247	921	25,115	36,486	1,719	235	1,484	—	—	—	—

XIV. — Tribunaux de police. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Nombre des inculpés.	Acquittés.	Inculpés à l'égard desquels le tribunal s'est déclaré incompétent.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement			CONDAMNÉS à l'amende		Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement.
				conditionnel.	de 8 jours et plus.	de 1 à 7 jours.	conditionnelle.	sans condition.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I. — Délits renvoyés aux tribunaux de police par la chambre du conseil. (Loi du 4 octobre 1867.)									
CODE PÉNAL									
Bris de clôture. Art. 545	378	97	1	—	—	4	100	176	—
Coups et blessures. Art. 398	7,396	1,861	14	15	1	40	2,643	2,822	—
Idem. à la police. Art. 280	33	6	—	—	—	1	14	12	—
Calomnie envers des particuliers. Art. 444	1,615	485	2	4	—	11	511	602	—
Injures par faits, écrits images, emblèmes. Art. 448	119	31	—	—	—	—	55	33	—
Incendie involontaire. Art. 519	1	—	—	—	—	—	1	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes. Art. 557, 6°, 463	1,854	187	3	47	—	42	837	738	—
Menaces. Art. 327 à 331	166	67	—	—	—	1	38	60	—
Outrages envers un officier ministériel ou un agent de l'autorité. Art. 276	1,377	150	1	2	1	25	522	676	—
Outrage aux mœurs. Art. 385	13	1	—	—	—	1	4	7	—
Paroles obscènes. Art. 383, § 2. L. 20 janv. 1905	6	1	—	—	—	—	5	—	—
Port d'armes prohibées. Art. 317. L. 15 juin 1894	8	—	—	—	—	2	1	5	—
Rébellion. Art. 271	24	3	—	—	—	1	9	11	—
Vol. Art. 463, 464, 466	3,366	392	15	17	—	76	1,460	1,406	—
Autres délits	556	105	4	3	—	9	208	227	—
LOIS SPÉCIALES									
Établissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888 etc.	61	9	—	—	—	—	24	28	—
État de guerre et état de siège (Arrêtés des gouverneurs militaires)	83	9	—	—	—	—	63	11	—
Impôts (lois et règlements concernant les)	2	—	—	—	—	—	—	2	—
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	44	3	—	—	—	2	23	16	—
Margarine (répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 mars 1903 modifiant L. 4 mai 1900, A.R. 20 octobre 1903.	20	—	—	—	—	—	12	8	—
Mendicité et vagabondage. L. 15 mai 1912. Art. 63	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Organisation militaire	9	2	—	—	—	—	7	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	1,440	92	—	—	—	—	529	819	—
Police sanitaire des animaux domestiques (mesures de précaution contre la rage canine). A. R. 29 octobre 1908	687	93	—	—	—	—	400	194	—
Repos dominical. L. 17 juillet 1905 modifiée par L. 25 mai 1914.	1	—	—	—	—	—	1	—	—
Saccharine (détention de la). L. 21 août 1903 art. 93 à 97	2	—	—	—	—	—	1	1	—

XIV (suite). — Tribunaux de police. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Nombre des inculpés.	Acquittés.	Inculpés à l'égard desquels le tribunal s'est déclaré incompétent.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement			CONDAMNÉS à l'amende		Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement.
				conditionnel.	de 8 jours et plus.	de 1 à 7 jours.	conditionnelle.	sans condition.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
II. — Infractions de la compétence directe des tribunaux de police.									
CODE PÉNAL									
Jeux de loterie ou de hasard sur la voie publique. Art. 557, 3°	272	40	—	1	—	13	124	94	—
Corps durs ou immondices jetés contre les voitures, maisons, etc. Art. 557, 4°	82	16	—	1	—	1	36	28	—
Animaux domestiques d'autrui tués ou blessés méchamment. Art. 557, 5°	28	18	1	—	—	—	5	4	—
Maraudage. Enlèvement de récoltes non détachées du sol. Art. 557, 6°, 1er alinéa	2,780	216	20	33	—	96	1,207	1,199	—
Dommages aux propriétés mobilières d'autrui. Art. 559, 1°	136	33	1	—	—	—	34	68	—
Bruits et tapages nocturnes. Art. 561, 1°	1,067	88	—	1	—	20	364	594	—
Substances alimentaires gâtées, corrompues ou falsifiées (vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2° et 3°	971	118	3	—	—	28	244	578	—
Détention de faux poids ou de fausses mesures. Art. 561, 4°	72	1	—	—	—	11	13	47	—
Mauvais traitements envers les animaux. Art. 561, 5°	364	39	—	—	—	10	103	212	—
Animaux soumis à des tortures dans des combats, jeux ou spectacles publics. Article 561, 6°	122	20	—	2	—	20	26	54	—
Injures. Art. 561, 7°	8,591	2,089	32	7	2	35	2,821	3,605	—
Divination, explication des songes. Art. 563, 1°	8	—	—	—	—	—	—	8	—
Dégradation de clôtures urbaines ou rurales. Art. 563, 2°	70	18	1	—	—	—	23	28	—
Voies de fait, violences légères. Art. 563, 3°	515	107	3	2	—	1	204	198	—
Autres contraventions. Art. 551 à 556, 557, 1° et 2°, 559, 2° 3° et 4°, 563, 4° et 5°	2,086	263	7	2	—	10	802	1,002	—
RÈGLEMENTS COMMUNAUX SUR									
La police des cabarets et autres lieux publics	3,448	222	7	1	—	60	1,020	2,138	—
Les filles publiques	243	5	2	—	—	27	17	192	—
D'autres objets	13,163	752	8	2	—	537	4,074	7,790	—
RÈGLEMENTS PROVINCIAUX	2,233	212	6	8	—	5	558	1,444	—
LOIS SPÉCIALES ET RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX									
Audience (Police de l'). Code d'instruction criminelle. Art. 504 et 505	16	—	—	—	1	3	—	12	—
Chasse (divagation de chiens). L. 28 février 1882. Art. 5	27	4	—	—	—	—	10	13	—
Chemins de fer de l'État, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc.	656	79	7	—	—	—	368	202	—
Code forestier. L. 19 décembre 1854	1,100	78	21	2	—	31	438	530	—
Code rural. L. 7 octobre 1886	3,354	412	6	2	—	9	1,527	1,398	—
Conservation des grenouilles. A. R. 3 janvier 1893	78	1	1	—	—	—	29	47	—
Cours d'eau. L. 7 mai 1877. Art. 27 et 28	7	1	1	—	—	—	2	3	—
Croix rouge de Belgique. L. 30 mars 1891, Art. 8	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires. L. 4 août 1890. Règlements portés en vertu des articles 1er et 4 § final de cette loi	1,805	135	4	2	—	29	597	1,038	—

XIV (suite). — Tribunaux de police. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Nombre des inculpés.	Acquittés.	Inculpés à l'égard desquels le tribunal s'est déclaré incompétent.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement conditionnel.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement de 8 jours et plus.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement de 1 à 7 jours.	CONDAMNÉS à l'amende conditionnelle.	CONDAMNÉS à l'amende sans condition.	Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Enfance (Protection de l'). Participation à un fait qualifié contravention ou à un fait puni par le Code forestier commis par un enfant de moins de 16 ans. L. 15 mai 1912. Art. 44 . . .	33	1	—	—	—	—	21	11	—
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction, dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912. Art. 45.	236	40	—	—	—	—	76	120	—
Enfance (Protection de l'). (Recel de choses obtenues par un enfant de moins de 16 ans à l'aide d'un fait qualifié contravention). L. 15 mai 1912. Art. 46.	5	1	—	—	—	—	1	3	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887.	2,521	109	4	—	—	3	394	2,011	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889 et 28 décembre 1877, etc. .	63	18	—	1	—	—	23	21	—
Oiseaux insectivores (Conservation des). L. 28 février 1882, A. R. 15 août 1906.	84	10	—	—	—	—	34	40	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855.	77	4	—	—	—	—	35	38	—
Population (Registres de la). L. 2 juin 1856 et A. R. 30 décembre 1900.	599	52	—	—	—	—	185	362	—
Postes. L. 30 mai 1879.	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Télégraphes et téléphones. L. 1er mars 1851, 11 juin 1883 et 10 juillet 1908	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle. Art. 157.	203	41	—	—	—	2	1	159	—
Tramways. A. R. 2 décembre 1902.	151	11	—	—	—	—	31	109	—
Voirie (Grande). Roulage.	5,744	301	7	1	2	1	2,200	3,232	—

RÉCAPITULATION

Délits renvoyés aux tribunaux de police par les chambres du conseil. L. 4 octobre 1867. . .	Code pénal . . .	16,912	3,386	40	88	2	213	6,408	6,775	—
	Lois spéciales . .	2,350	208	—	—	—	3	1,060	1,079	—
Infractions de la compétence directe des tribunaux de police.	Infractions au Code pénal . . .	19,087	1,191	23	11	—	629	5,669	11,564	—
	Id. aux règlements communaux et provinciaux. . . .	17,164	3,066	77	49	2	245	6,006	7,719	—
	Lois spéciales et règlements généraux	16,763	1,302	51	8	3	78	5,972	9,349	—
	TOTAUX	72,276	9,153	191	156	7	1,168	25,115	36,486	—
							1,331		61,601	
Lois électorales. Absence au vote	Acquittés	—								
	Réprimandés	—								
	Condamnés à l'amende . . .	—								
	TOTAUX	72.276								

XV. — Appels de police. — Nombre des appels jugés par les tribunaux correctionnels.

Arrondissements.	Nombre des affaires jugées en appel.	NOMBRE DES JUGEMENTS confirmés.	INFIRMÉS par acquittement.	INFIRMÉS par diminution de peine.	INFIRMÉS par condamnation ou aggravation de peine.
1	2	3	4	5	6
Bruxelles . . .	133	74	36	10	13
Louvain. . . .	32	5	23	1	3
Nivelles. . . .	31	11	4	8	8
Anvers	58	39	9	7	3
Malines. . . .	20	10	3	3	4
Turnhout . . .	6	—	4	1	1
Mons.	35	20	8	1	6
Charleroi . . .	58	24	10	3	21
Tournai. . . .	16	6	4	1	5
Gand.	33	18	4	6	5
Audenarde . . .	18	9	1	—	8
Termonde. . .	34	16	7	6	5
Bruges	19	8	7	4	—
Totaux à reporter	493	240	120	51	82

Arrondissements.	Nombre des affaires jugées en appel.	NOMBRE DES JUGEMENTS confirmés.	INFIRMÉS par acquittement.	INFIRMÉS par diminution de peine.	INFIRMÉS par condamnation ou aggravation de peine.
1	2	3	4	5	6
Report . . .	493	240	120	51	82
Courtrai . . .	43	16	8	11	8
Furnes	17	7	4	—	6
Ypres.	1	1	—	—	—
Liége.	217	123	13	14	67
Huy	15	7	2	1	5
Verviers. . . .	24	15	3	—	6
Tongres. . . .	24	16	1	. —	7
Hasselt. . . .	11	6	1	1	3
Arlon.	6	5	—	1	—
Marche. . . .	4	2	1	—	1
Neufchâteau. .	20	5	8	4	3
Namur	13	7	—	6	—
Dinant	14	9	2	—	3
TOTAUX . . .	902	459	163	89	191

XVI. — Lois électorales. — Résultat des poursuites devant les juges de paix pour absence au vote. État des inculpés d'après la nature des élections.

ARRONDISSEMENTS.	Nombre total des inculpés.	Nombre des inculpés. ÉLECTIONS LÉGISLATIVES. Total.	Acquittés.	Réprimandés.	Condamnés à l'amende.	ÉLECTIONS PROVINCIALES. Total.	Acquittés.	Réprimandés.	Condamnés à l'amende.	ÉLECTIONS COMMUNALES. Total.	Acquittés.	Réprimandés.	Condamnés à l'amende.	ÉLECTIONS DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES. Total.	Acquittés.	Réprimandés.	Condamnés à l'amende
Bruxelles. .																	
Louvain . .																	
Nivelles . .																	
Anvers. . .																	
Malines . .																	
Turnhout .																	
Mons . . .																	
Charleroi. .																	
Tournai . .																	
Gand . . .																	
Audenarde.																	
Termonde .																	
Bruges. . .																	
Courtrai . .																	
Furnes. . .																	
Ypres . . .																	
Liége . . .																	
Huy. . . .																	
Verviers . .																	
Tongres . .																	
Hasselt . .																	
Arlon . . .																	
Marche. . .																	
Neufchâteau																	
Namur. . .																	
Dinant . .																	
TOTAUX.																	

Néant.

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

On appelle tribunaux correctionnels les tribunaux de première instance siégeant en matière répressive.

Ils jugent en premier ressort :

1° Les délits, c'est-à-dire les faits que le Code pénal punit d'une peine correctionnelle (emprisonnement de 8 jours à 5 ans ou amende d'au moins 26 francs);

2° Les *infractions à des lois spéciales ou à des règlements* d'administration qui peuvent être frappées d'une peine correctionnelle, sauf s'il s'agit d'infractions à des règlements provinciaux ou à des lois et règlements sur la grande voirie, le roulage, les messageries, les postes et les barrières, matières qui sont de la compétence des tribunaux de police (loi du 1er mai 1849);

3° Les faits punissables d'après la loi d'une peine criminelle que la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation leur renvoie dans tous les cas où il n'y a lieu de prononcer qu'une peine correctionnelle, à raison soit d'une excuse, soit de circonstances atténuantes, et dans le cas où il y a lieu d'y appliquer l'article 76 du Code pénal, concernant les délinquants sourds-muets (loi du 4 octobre 1867, modifiée par celles du 26 décembre 1881 et du 4 septembre 1891, art. 2, 3 et 6) (1);

4° Les contraventions commises dans les bois soumis au régime forestier (art. 132 du Code forestier).

Ils constituent, en outre, la juridiction d'appel pour les jugements répressifs rendus en première instance par les tribunaux de police.

Les tribunaux correctionnels sont, comme les tribunaux de première instance, au nombre de 26. Dans les tribunaux de première instance composés de plusieurs chambres, une ou plusieurs de ces chambres peuvent être chargées spécialement des affaires correctionnelles. De même qu'en matière civile, les chambres ne peuvent juger qu'au nombre fixe de trois juges.

Rédaction des tableaux. — Les acquittés sont classés d'après l'infraction pour laquelle ils ont été poursuivis, les condamnés d'après celle pour laquelle ils ont été condamnés.

Le prévenu condamné pour plusieurs infractions en une même audience n'est compté qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte, même si ces condamnations font l'objet de jugements différents.

Est considéré comme étant sans antécédents judiciaires, le condamné qui, au moment où il commettait le fait délictueux, n'avait pas encore encouru de peine correctionnelle ou des peines de police qui, cumulées, atteignaient le taux des peines correctionnelles.

Pour établir le groupe dans lequel un récidiviste doit être rangé, on additionne toutes les condamnations qu'il a encourues. Un prévenu dont le dossier renferme une condamnation à 6 mois d'emprisonnement et un prévenu qui s'est vu infliger six fois 1 mois de prison figurent donc dans la même catégorie.

Les inculpés jugés en appel par les tribunaux correctionnels font, depuis l'année 1901, l'objet de comptes spéciaux.

(1) Les articles 72 à 75 du Code pénal ont cessé d'être en vigueur le 1er octobre 1912. L'article 64 alinéa 2 de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance les a abrogés. En vertu de cette loi les délinquants âgés de moins de 16 ans sont déférés au juge des enfants.

XVII. — Nombre des affaires dont les tribunaux correctionnels ont eu à s'occuper.

Arrondissements.	Affaires pendantes au commencement de l'année.	Affaires introduites pendant l'année — portées devant le tribunal par : citation directe du ministère public.	citation directe de la partie civile.	une administration publique.	renvoyées devant le tribunal par : la chambre du conseil.	la chambre des mises en accusation.	la cour de cassation.	Total.	Total des affaires à juger.	Affaires terminées — par jugement — au fond : contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains prévenus, par défaut à l'égard des autres.	Total.	par jugement d'incompétence.	par ratification du rôle.	Total des affaires terminées.	Affaires restant à juger à la fin de l'année.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Bruxelles	1,470	4,181	15	47	1,692	8	—	5,943	7,413	3,712	1,034	443	5,189	—	16	5,205	2,208
Louvain	264	1,023	1	238	280	1	1	1,544	1,808	1,230	274	131	1,635	—	—	1,635	173
Nivelles	120	817	—	99	259	—	2	1,177	1,297	715	374	87	1,176	—	—	1,176	121
Anvers	1,867	1,960	9	16	893	1	—	2,879	4,746	2,428	460	194	3,082	2	21	3,105	1,641
Malines	205	389	1	2	166	—	1	559	764	486	51	25	562	—	1	563	201
Turnhout	151	438	—	51	83	1	—	573	724	441	74	48	563	—	4	567	157
Mons	651	1,059	—	3	925	3	—	1,990	2,641	1,467	274	186	1,927	1	—	1,928	713
Charleroi	902	1,926	1	69	902	—	—	2,889	3,791	2,211	569	299	3,079	—	—	3,079	712
Tournai	346	381	1	1	268	—	—	651	997	548	70	32	650	—	—	650	347
Gand	742	1,387	2	—	435	—	—	1,824	2,566	1,651	467	109	2,227	—	—	2,227	339
Audenarde	322	519	—	3	226	12	—	760	1,082	484	153	59	696	—	—	696	386
Termonde	259	1,191	—	5	326	1	—	1,523	1,782	945	242	169	1,326	—	—	1,326	456
Bruges	749	936	1	3	173	2	—	1,115	1,864	555	163	63	781	1	1	783	1,081
Courtrai	428	693	2	8	200	1	—	904	1,332	603	134	56	793	1	—	794	538
Furnes	150	377	—	27	26	—	—	430	580	388	73	8	469	—	—	469	111
Ypres	110	687	—	—	19	—	—	706	816	525	55	12	592	19	—	611	205
Liége	1,725	2,392	5	76	1,364	1	—	3,838	5,563	2,779	376	211	3,366	—	—	3,366	2,197
Huy	729	381	—	57	145	—	—	583	1,312	403	155	82	640	—	5	645	(2) 681
Verviers	156	310	1	21	360	—	—	692	848	468	63	28	559	—	—	559	289
Tongres	180	287	1	21	82	—	—	391	571	268	68	56	392	1	17	410	161
Hasselt	399	525	—	32	86	—	—	643	1,042	420	237	45	711	—	—	711	331
Arlon	43	109	—	145	50	1	—	305	348	172	106	7	285	1	1	287	61
Marche	16	110	—	51	42	—	—	203	219	142	29	14	185	—	—	185	34
Neufchâteau	28	117	—	28	44	1	—	190	218	148	39	9	196	—	—	196	22
Namur	330	386	—	71	412	—	—	869	1,199	475	231	95	804	—	—	804	395
Dinant	221	477	—	105	167	—	—	749	970	471	283	44	798	—	—	798	172
Totaux	12,563	23,058	40	1,170	9,625 (1)	33	4	33,930	46,493	24,144	6,027	2,512	32,683	26	66	32,775	13,732 (2)

(1) La différence entre le total de la col. 6 et les totaux réunis des col. 3 et 4 du tableau III « Juges d'instruction et Chambre du Conseil », provient de ce que, dans le présent tableau, 20 affaires renvoyées par la Chambre du Conseil devant le Tribunal de Furnes ont été comptées alors qu'elles ne l'ont pas été au tableau III.

(2) Dans 14 affaires jugées par le tribunal de Huy, des co-inculpés n'ont pu être cités. Le tribunal a ordonné la disjonction des poursuites et remis les affaires *sine die*. C'est ce qui explique le défaut de concordance entre les totaux réunis des col. 17 et 18 et le total de la col. 10.

XVIII. — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Récapitulation (les arrondissements réunis)								Bruxelles								Louvain								Nivelles							
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL.																																
Crimes correctionnalisés.																																
Infanticide, 396	5	1	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation, ayant causé une maladie incurable, 400, § 2	5	—	5	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	25	3	22	3	16	3	—	—	7	1	6	2	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	1	2	1	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, 372, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er.)	197	53	144	45	50	49	—	—	37	13	24	7	9	8	—	—	5	1	4	1	1	2	—	—	6	3	3	1	1	1	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — id. id. de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 372, § 1er, 377, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er, 52, § 2).	14	1	13	—	13	—	—	—	2	—	2	—	2	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — par ascendant, sur mineur non émancipé par le mariage, 372, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 2)	9	1	8	—	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de plus de 16 ans, 373, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 2.)	13	1	12	4	3	5	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	2	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — id. de plus de 16 ans par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 373, § 2, 377, § 4, (L. 15 mai 1912), art. 49, § 2, 52, § 4,	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de moins de 16 ans, 373, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 3).	15	5	10	1	9	—	—	—	3	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, 375, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er)	22	13	9	1	7	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — id. id. 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5)	4	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5)	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 375, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 2)	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche — de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 379, § 2	16	1	15	—	13	2	—	—	2	—	2	—	1	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche — id. id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 2, 381	13	1	12	1	11	—	—	—	4	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche — de mineur de plus de 10 et de moins de 14 ans, 379, § 3	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — sans le consentement de la femme, 348	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — du id. id. par des médecins, chirurgiens, etc., 350, 353	2	—	2	—	2	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — id. id. id. ayant causé la mort, 352	3	—	3	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de lieux habités, 510	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. id. pendant la nuit, 513, 510	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—
Incendie — id. inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512	3	—	3	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521	17	3	14	6	3	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	3	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 528, 529	17	4	13	9	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (contrefaçon, altération, émission) 160, 161, 164, 168	7	2	5	—	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures, 194 à 197	283	42	221	78	56	87	—	—	86	11	75	23	27	25	—	—	4	2	2	1	1	—	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—
Effets publics, billets de banque; contrefaçon, falsification, émission, 173 à 176	16	4	12	—	11	1	—	—	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Timbres, poinçons, marques nationaux : contrefaçon, falsification, usage, vente, 180, 181	2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	12	4	8	2	2	4	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er	3	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, violences ou menaces, 467 à 470	3,524	622	2,902	695	836	1,363	6	2	460	44	416	89	184	143	—	—	84	32	52	20	15	17	—	—	126	23	102	36	34	32	—	—
Vol à l'aide de violences ou menaces avec circonstances aggravantes, 471 à 474	38	15	23	3	19	1	—	—	4	—	4	3	—	1	—	—	7	5	2	—	2	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—
Délits.																																
Abus de confiance, 491	798	203	595	121	57	333	44	40	240	53	187	42	24	110	8	3	10	4	6	2	1	2	—	1	14	4	10	—	—	8	1	1
Abus de confiance, avoir détourné méchamment ou frauduleusement titre, pièce ou mémoire dans contestation judiciaire, 495	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite) — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Anvers								Malines								Turnhout								Mons							
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.
					de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.		
34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66
INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL.																																
Crimes correctionnalisés.																																
Infanticide, 396	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation, ayant causé une maladie incurable, 400, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, 372, § 1er (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er.)	24	11	13	6	4	3	—	—	4	—	4	2	1	1	—	—	2	1	1	1	—	—	—	—	21	9	12	2	5	5	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — id. id. de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 372, § 1er, 377, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er, 52, § 2).	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	2	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — par ascendant, sur mineur non émancipé par le mariage, 372, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 2)	2	—	2	—	2	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de plus de 16 ans, 373, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 3.)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — id. de plus de 16 ans par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 373, § 2, 377, § 4, (L. 15 mai 1912), art. 49, § 2, 52, § 4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de moins de 16 ans, 373, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 3)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	1	—	1	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, 375, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er).	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	—
Viol — id. id. 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5)	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 1er, 373, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 375, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche — de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 379, § 2	6	—	6	—	5	1	—	—	3	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche — id. id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 2, 381	2	—	2	—	2	—	—	—	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	2	—	—	—
Excitation à la débauche — de mineur de plus de 10 et de moins de 14 ans, 379, § 3	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — sans le consentement de la femme, 348	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — du id. id. par des médecins, chirurgiens, etc., 350, 353	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — id. id. id. ayant causé la mort, 352	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de lieux habités, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. id. pendant la nuit, 513, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	2	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 528, 529	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (contrefaçon, altération, émission) 160, 161, 164, 168	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Faux en écritures, 194 à 197	24	4	20	7	5	8	—	—	2	—	2	—	1	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	15	2	13	6	2	5	—	—
Effets publics, billets de banque; contrefaçon, falsification, émission, 173 à 176	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Timbres, poinçons, marques nationaux : contrefaçon, falsification, usage, vente, 180, 181	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, violences ou menaces, 467 à 470	413	69	344	85	137	117	4	1	59	10	49	12	11	26	—	—	36	8	28	6	15	7	—	—	438	113	325	75	86	164	—	—
Vol à l'aide de violences ou menaces avec circonstances aggravantes, 471 à 474	7	6	1	—	1	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	3	—	—	—
Délits.																																
Abus de confiance, 491	130	35	95	20	11	46	11	7	9	1	8	—	6	2	—	—	3	2	1	—	—	1	—	—	59	28	31	15	1	11	1	3
Abus de confiance, avoir détourné méchamment ou frauduleusement titre, pièce ou mémoire dans contestation judiciaire, 495	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Charleroi								Tournai								Gand								Audenarde							
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99
INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL.																																
Crimes correctionnalisés.																																
Infanticide, 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation, ayant causé une maladie incurable, 400, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, 372, § 1er (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er)	20	4	16	2	6	8	—	—	8	3	5	3	1	1	—	—	10	1	9	4	3	2	—	—	8	3	5	4	1	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — id. id. de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 372, § 1er, 377, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er, 52, § 2)	3	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — par ascendant, sur mineur non émancipé par le mariage, 372, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 2)	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de plus de 16 ans, 373, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 2.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	3	—	3	3	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — id. de plus de 16 ans par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 373, § 2, 377, § 4, (L. 15 mai 1912), art. 49, § 2, 52, § 4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de moins de 16 ans, 373, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 3)	2	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, 375, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er)	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Viol — id. id. 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 375, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche — de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 379, § 2	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche — id. id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 2, 381	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche — de mineur de plus de 10 et de moins de 14 ans, 379, § 3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — sans le consentement de la femme, 348	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — du id. id. par des médecins, chirurgiens, etc., 350, 351	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — id. id. id. ayant causé la mort, 352	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de lieux habités, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. id. pendant la nuit, 513, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande 528, 529	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (contrefaçon, altération, émission) 160, 161, 164, 168	3	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures, 194 à 197	27	4	23	9	3	11	—	—	4	—	4	—	1	3	—	—	12	2	10	1	5	4	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—
Effets publics, billets de banque; contrefaçon, falsification, émission, 173 à 176	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Timbres, poinçons, marques nationaux : contrefaçon, falsification, usage, vente, 180, 181	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, violences ou menaces, 467 à 470	560	161	399	109	72	216	1	1	125	15	110	18	21	71	—	—	120	5	115	21	53	41	—	—	74	14	60	29	18	13	—	—
Vol à l'aide de violences ou menaces avec circonstances aggravantes, 471 à 474	2	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	—	8	—	8	—	—	—
Délits.																																
Abus de confiance, 491	74	18	56	11	2	25	6	12	9	3	6	1	1	3	—	1	68	15	53	7	4	36	4	2	11	5	6	2	—	4	—	—
Abus de confiance, avoir détourné méchamment ou frauduleusement titre, pièce ou mémoire dans contestation judiciaire, 495	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Termonde								Bruges								Courtrai								Furnes							
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel	non conditionnel		conditionnel	non conditionnel				conditionnel	non conditionnel		conditionnel	non conditionnel				conditionnel	non conditionnel		conditionnel	non conditionnel				conditionnel	non conditionnel		conditionnel	non conditionnel
					de plus de 6 mois	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.		
100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132
INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL.																																
Crimes correctionnalisés.																																
Infanticide, 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation, ayant causé une maladie incurable, 400, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner 401	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, 372, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er.)	8	1	7	—	3	4	—	—	4	—	4	1	2	1	—	—	5	1	4	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — id. id. de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 372, § 1er, 377, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er, 52, § 2).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — par ascendant, sur mineur non émancipé par le mariage, 372, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de plus de 16 ans, 373, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 2.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — Id. de plus de 16 ans par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 373, § 2, 377, § 4, (L. 15 mai 1912, art. 49, § 2, 52, § 4)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de moins de 16 ans, 373, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 3).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, 375, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er)	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — id. id. 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 375, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 2)	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche — de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 379, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche — id. id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 2, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche — de mineur de plus de 10 et de moins de 14 ans, 379, § 3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — sans le consentement de la femme, 348	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — du id. id. par des médecins, chirurgiens, etc., 350, 353	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — id. id. id. ayant causé la mort, 352	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de lieux habités, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. id. pendant la nuit, 513, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521	7	3	1	—	3	1	—	—	3	—	3	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 528, 529	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (contrefaçon, altération, émission) 160, 161, 164, 168	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures, 194 à 197	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	5	4	1	1	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque; contrefaçon, falsification, émission, 173 à 176	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Timbres, poinçons, marques nationaux : contrefaçon, falsification, usage, vente, 180, 181	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, violences ou menaces, 467 à 470	177	30	147	10	43	94	—	—	63	8	55	9	11	35	—	—	139	24	115	3	45	67	—	—	5	—	5	1	1	3	—	—
Vol à l'aide de violences ou menaces avec circonstances aggravantes, 471 à 474	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																																
Abus de confiance, 491	11	3	8	—	—	3	3	2	13	5	8	—	—	7	1	—	13	2	11	1	2	7	—	1	4	2	2	—	—	2	—	—
Abus de confiance, avoir détourné méchamment ou frauduleusement titre, pièce ou mémoire dans contestation judiciaire, 495	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Ypres								Liége								Huy								Verviers							
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165
INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL.																																
Crimes correctionnalisés.																																
Infanticide, 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation, ayant causé une maladie incurable, 400, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, 372, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er.)	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	1	1	4	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	5	1	4	1	3	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — id. id. de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 372, § 1er, 377, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er, 52, § 2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	2	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — par ascendant, sur mineur non émancipé par le mariage, 372, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 2)	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de plus de 16 ans, 373, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 2.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — id. de plus de 16 ans par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 373, § 2, 377, § 4, (L. 15 mai 1912, art. 49, § 2, 52, § 4)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de moins de 16 ans, 373, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 3)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, 375, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—
Viol — id. id. 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 375, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche — de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 379, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—
Excitation à la débauche — id. id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 2, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche — de mineur de plus de 10 et de moins de 14 ans, 379, § 3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — sans le consentement de la femme, 348	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — du id. id. par des médecins, chirurgiens, etc., 350, 353	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—
Avortement — id. id. id. ayant causé la mort, 352	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de lieux habités, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. id. pendant la nuit, 513, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 528, 529	—	—	—	—	—	—	—	—	8	—	8	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (contrefaçon, altération, émission) 160, 161, 164, 168	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures, 191 à 197	3	3	—	—	—	—	—	—	37	3	34	12	9	13	—	—	2	—	2	2	—	—	—	—	20	2	18	11	—	7	—	—
Effets publics, billets de banque; contrefaçon, falsification, émission, 173 à 176	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	3	1	—	—
Timbres, poinçons, marques nationaux : contrefaçon, falsification, usage, vente, 180, 181	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, violences ou menaces, 467 à 470	1	—	1	1	—	—	—	—	328	33	295	125	32	138	—	—	54	5	49	7	18	24	—	—	64	10	54	8	12	33	1	—
Vol à l'aide de violences ou menaces avec circonstances aggravantes, 471 à 474	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—
Délits.																																
Abus de confiance, 491	1	—	1	—	—	—	—	1	68	13	55	8	4	39	2	2	6	—	6	—	—	4	1	1	13	3	10	1	1	6	1	1
Abus de confiance, avoir détourné méchamment ou frauduleusement titre, pièce ou mémoire dans contestation judiciaire, 495	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Tongres								Hasselt								Arlon								Marche							
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.
					de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.		
166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198
INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL.																																
Crimes correctionnalisés.																																
Infanticide, 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation, ayant causé une maladie incurable, 400, § 2	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, 372, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er.)	2	—	2	—	1	1	—	—	10	—	10	6	3	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — id. id. de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 372, § 1er, 377, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er, 52, § 2).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — par ascendant, sur mineur non émancipé par le mariage, 372, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de plus de 16 ans, 373, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 2.)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — id. de plus de 16 ans par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 373, § 2, 377, § 4, (L. 15 mai 1912, art. 49, § 2, 52, § 4)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de moins de 16 ans, 373, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 3).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, 375, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er)	1	1	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — id. id. 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 375, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche — de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 379, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche — id. id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 2, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche — de mineur de plus de 10 et de moins de 14 ans, 379, § 3.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — sans le consentement de la femme, 348	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — du id. id. par des médecins, chirurgiens, etc., 350, 353	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — id. id. id. ayant causé la mort, 352	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de lieux habités, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. id. pendant la nuit, 513, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande 528, 529	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (contrefaçon, altération, émission) 160, 161, 164, 168	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures, 194 à 197	3	—	3	2	—	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque; contrefaçon, falsification, émission, 173 à 176	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Timbres, poinçons, marques nationaux : contrefaçon, falsification, usage, vente, 180, 181.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, violences ou menaces, 467 à 470.	20	4	16	1	2	13	—	—	12	1	11	5	1	5	—	—	9	3	6	1	1	4	—	—	8	—	8	—	1	7	—	—
Vol à l'aide de violences ou menaces avec circonstances aggravantes, 471 à 474	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																																
Abus de confiance, 491	4	1	3	3	—	—	—	—	6	2	4	—	—	3	1	—	3	—	3	—	—	—	2	1	1	—	1	—	—	1	—	—
Abus de confiance, avoir détourné méchamment ou frauduleusement titre, pièce ou mémoire dans contestation judiciaire, 495.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Neufchâteau								Namur								Dinant							
			CONDAMNÉS								CONDAMNÉS								CONDAMNÉS					
	Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende		TOTAL des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende		TOTAL des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223
INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL.																								
Crimes correctionnalisés.																								
Infanticide, 396	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation, ayant causé une maladie incurable, 400, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	3	1	2	—	2	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, 372, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er.)	—	—	—	—	—	—	—	—	6	1	5	1	1	3	—	—	4	—	4	1	—	3	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — id. id. de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 372, § 1er, 377, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er, 52, § 2).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — par ascendant, sur mineur non émancipé par le mariage, 372, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 2)	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de plus de 16 ans, 373, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 2.)	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — id. de plus de 16 ans par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 373, § 2, 377, § 4. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 2, 52, § 4)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — id. de moins de 16 ans, 373, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 3)	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	2	—	—	—	2	1	1	1	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, 375, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—
Viol — id. id. 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 375, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche — de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 379, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche — id. id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 2, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche — de mineur de plus de 10 et de moins de 14 ans, 379, § 3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — sans le consentement de la femme, 348	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — du id. id. par des médecins, chirurgiens, etc., 350, 353	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — id. id. id. ayant causé la mort, 352	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—
Incendie — de lieux habités, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. id. pendant la nuit, 513, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 528, 529	9	4	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (contrefaçon, altération, émission) 160, 161, 164, 168	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures, 194 à 197	1	1	—	—	—	—	—	—	7	2	5	1	—	4	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—
Effets publics, billets de banque; contrefaçon, falsification, émission, 173 à 176	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Timbres, poinçons, marques nationaux : contrefaçon, falsification, usage, vente, 180, 181	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, violences ou menaces, 467 à 470	13	3	10	3	—	7	—	—	81	5	76	6	19	51	—	—	55	1	54	15	4	35	—	—
Vol à l'aide de violences ou menaces avec circonstances aggravantes, 471 à 474	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																								
Abus de confiance, 491	4	1	3	1	—	2	—	—	14	1	13	4	—	6	2	1	10	2	8	3	—	5	—	—
Abus de confiance, avoir détourné méchamment ou frauduleusement titre, pièce ou mémoire dans contestation judiciaire, 495	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Récapitulation								Bruxelles								Louvain								Nivelles							
			CONDAMNÉS								CONDAMNÉS								CONDAMNÉS								CONDAMNÉS							
				à l'emprisonnement			à l'amende					à l'emprisonnement			à l'amende					à l'emprisonnement			à l'amende					à l'emprisonnement			à l'amende	
					non conditionnel								non conditionnel							non conditionnel							non conditionnel				
	Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	conditionnel.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.	Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	conditionnel.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.	Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	conditionnel.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.	Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	conditionnel.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Actes arbitraires et attentatoires aux libertés et droits garantis par la Constitution, 151	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	856	123	733	114	1	279	165	174	313	52	261	11	—	99	93	67	6	—	6	3	—	3	—	—	7	1	6	1	—	5	—	—
Armes prohibées. Port, 317. (L. 15 juin 1894)	79	9	70	—	—	39	14	17	2	—	2	—	—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arrestation ou détention arbitraires par un particulier, 434, 435, 436	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces sur personne majeure, 373, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er).	20	10	10	2	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	6	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 373, § 1er, 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er, 52, § 3).	2	—	2	—	2	—	—	—	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
par excitation à la débauche de mineurs, 379	65	17	48	4	27	15	1	1	6	4	2	1	—	1	—	—	4	—	4	—	4	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—
id. id. id. par des personnes ayant autorité, 379,381.	28	5	23	1	18	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. de mineur dont on ignorait l'état de minorité, 380.	30	2	28	3	7	13	1	4	5	—	5	—	—	3	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 380, 381	2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1er, 384	9	—	9	2	—	4	1	2	2	—	2	—	—	2	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
par paroles obscènes 383, § 2. (Loi du 29 janvier 1905, art. 1er)	62	6	56	8	—	16	23	9	1	1	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
par outrage public aux mœurs, 385, § 1er, 386	168	53	115	31	1	60	17	6	22	3	19	4	—	12	2	1	21	1	20	4	—	14	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2. (L. 15 mai 1912 art. 53)	113	19	94	22	14	48	7	3	19	5	14	4	4	6	—	—	12	5	7	2	—	2	1	2	3	—	3	3	—	—	—	—
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2, 349	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du consentement de la femme, 350, 351	88	17	71	23	36	12	—	—	7	2	5	1	4	—	—	—	15	—	15	7	8	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Banqueroute simple, 489	15	4	11	3	—	6	2	—	4	—	4	—	—	3	1	—	3	1	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	375	113	262	31	—	57	95	79	11	3	8	2	—	1	5	—	56	24	32	8	—	9	6	9	3	—	3	1	—	2	—	—
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	6	1	5	—	—	—	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892)	196	37	159	25	—	27	71	36	5	4	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises, 311, 312	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons : mélange de substances nuisibles, 454 à 456	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles: falsification, 500, 501. (L. 4 août 1890, art. 4)	3,444	537	2,907	6	—	154	480	2,267	629	52	577	—	—	16	87	474	74	10	64	—	—	1	30	33	34	8	26	—	—	1	4	21
Concussion: intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245	8	—	8	—	1	—	3	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, 246	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Corruption, menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	46	5	41	3	—	9	18	11	5	3	2	—	—	2	—	—	3	—	3	—	—	—	2	1	4	1	3	—	—	2	1	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (Usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 183, 184	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres-poste et autres et coupons de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (Usage), 190	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	4,753	1,091	3,662	462	62	965	1,149	1,024	300	35	265	66	19	95	55	30	294	76	218	41	10	46	69	52	58	14	44	6	—	9	15	14
Coups et blessures — Avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée, 398, 401bis (L. 15 mai 1912, art. 58)	10	2	8	2	1	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable, par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1er, 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59)	13	1	12	1	—	9	2	—	4	—	4	—	—	2	2	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à un député, ministre, magistrat, 278, 279	19	1	18	4	1	10	2	1	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	1	2	—	2	—	—
à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	518	30	488	75	18	234	89	72	57	5	52	14	2	21	9	6	3	—	3	1	—	1	1	—	12	3	9	2	—	2	1	4
à des jurés ou témoins, 282, 278, 279	32	2	30	7	3	14	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—
involontaires, 420	135	32	103	5	—	10	61	27	31	6	25	1	—	5	14	5	6	1	5	1	—	—	3	1	2	—	2	1	—	—	1	—
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable, 420bis	18	4	14	4	—	7	3	—	2	1	1	1	—	—	—	—	10	2	8	2	—	—	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte. Entraves au libre exercice d'un—, 142, 143	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Outrages aux objets d'un—, 144	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	70	18	52	13	—	32	3	4	6	1	5	3	—	2	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Anvers								Malines								Turnhout								Mons							
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende					à l'emprisonnement			à l'amende					à l'emprisonnement			à l'amende					à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66
Actes arbitraires et attentatoires aux libertés et droits garantis par la Constitution, 151	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	64	9	55	24	—	26	2	3
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	96	10	86	9	1	21	27	28	4	—	4	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	—	—	5	—	1
Armes prohibées. Port, 317. (L. 15 juin 1894)	4	1	3	—	—	2	1	—	3	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arrestation ou détention arbitraires par un particulier, 434. 435, 436	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces sur personne majeure, 373, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er).	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 373, § 1er, 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er, 52, § 3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
par excitation à la débauche de mineurs, 379	9	4	5	—	5	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	9	4	5	1	2	2	—	—
id. id. id. par des personnes ayant autorité, 379, 381	2	—	2	—	1	1	—	—	3	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	2	11	—	9	2	—	—
id. de mineur dont on ignorait l'état de minorité, 380.	4	—	4	—	1	1	—	2	5	1	4	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	1	4	1	—	3	—	—
Attentat aux mœurs — id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 380, 381.	2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1er, 384	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	3	1	—	—	—	1	—	5	—	5	5	—	—	—	—
par paroles obscènes 383, § 2. (Loi du 29 janvier 1905, art. 1er)	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	1	—	—	1	—	—	14	7	7	2	—	4	1	—
par outrage public aux mœurs, 385, § 1er, 386	14	8	6	1	—	2	2	1	4	—	4	1	—	3	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—	7	—	7	3	—	4	—	—
id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2. (L. 15 mai 1912 art. 53)	7	—	7	—	4	3	—	—	4	—	4	—	—	4	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2, 349	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19	3	16	8	4	4	—	—
Id. du consentement de la femme, 350, 351	3	1	2	2	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	1	—	1	—	—
Banqueroute simple, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	40	19	21	2	—	8	6	5
Calomnie envers des particuliers, 444	36	14	22	—	—	2	12	8	6	—	6	3	—	2	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	108	12	96	17	—	9	43	27
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises, 311, 312	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons : mélange de substances nuisibles, 454 à 456.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. (L. 4 août 1890, art. 4)	505	110	386	—	—	26	22	338	84	5	79	—	—	2	—	77	16	8	8	—	—	2	1	5	236	57	179	—	—	12	107	60
Concussion : intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245.	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	1	2
Corruption : offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, 246	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption, menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (Usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 183, 184	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres-poste et autres et coupons de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (Usage), 190	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — Coups, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	492	171	321	30	4	74	112	101	38	8	30	4	—	19	2	5	89	14	75	24	—	19	17	15	354	64	290	54	3	98	89	40
avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée, 398, 401bis. (L. 15 mai 1912, art. 58).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	1	—	2	—	—
à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable, par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1er, 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—	2	—	—
à un député, ministre, magistrat, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	111	2	109	7	4	48	28	22	18	1	17	7	1	9	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	24	—	24	12	—	10	2	—
à des jurés ou témoins, 282, 278, 279	2	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
involontaires, 420	19	6	13	—	—	—	6	7	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	1	—	15	10	5	—	—	—	2	3
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable, 420bis.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte. Entraves au libre exercice d'un —, 142, 143	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Outrages aux objets d'un — 144.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	5	2	3	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	2	10	2	—	8	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Charleroi								Tournal								Gand								Audenarde							
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99
Actes arbitraires et attentatoires aux libertés et droits garantis par la Constitution, 151	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	148	19	129	25	—	39	34	31	13	1	12	2	—	10	—	—	88	13	75	—	—	26	5	44	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes prohibées. Port, 317. (L. 15 juin 1894)	29	3	26	—	—	13	7	6	2	—	2	—	—	2	—	—	3	—	3	—	—	1	—	2	3	—	3	—	—	1	2	—
Arrestation ou détention arbitraires par un particulier, 434, 435, 436	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur { avec violences ou menaces sur personne majeure, 373, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er)	1	—	1	—	—	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	1	1	—	—	5	2	3	2	1	—	—	—
id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 373, § 1er, 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er, 50, § 3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs { par excitation à la débauche de mineurs, 379	11	2	9	1	5	3	—	—	2	—	2	—	2	—	—	—	5	—	5	—	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. id. id. par des personnes ayant autorité, 379,381	3	1	2	1	—	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. de mineur dont on ignorait l'état de minorité, 380	2	—	2	—	2	—	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 380, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1er, 384	4	—	4	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
par paroles obscènes 383, § 2. (Loi du 29 janvier 1905, art. 1er)	8	—	8	—	—	3	2	3	1	—	1	—	—	1	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	8	—	8	1	—	1	3	3
par outrage public aux mœurs, 385, § 1er. 386	5	2	3	—	—	—	3	—	8	2	6	3	—	3	—	—	20	13	7	2	1	3	1	—	4	2	2	1	—	1	—	—
id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2. (L. 15 mai 1912 art. 53)	13	4	9	2	—	5	2	—	4	—	4	1	—	2	1	—	3	1	2	—	2	—	—	—	4	—	4	2	—	1	—	1
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2, 349	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du consentement de la femme, 350, 351	11	—	11	3	5	3	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	4	2	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute simple, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	10	5	5	—	—	1	1	3	13	2	11	4	—	1	4	2	21	7	14	1	—	2	4	7	31	6	25	2	—	7	8	8
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892)	68	14	54	6	—	15	24	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises, 311, 312	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons : mélange de substances nuisibles, 454 à 456	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. (L. du 4 aout 1899, art. 4)	367	68	299	—	—	7	3	289	61	8	53	1	—	11	24	17	460	44	416	—	—	20	44	343	87	13	74	—	—	3	3	68
Concussion : intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, 246	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption, menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	5	—	5	1	—	—	4	—	4	—	4	—	—	3	—	1	2	—	2	—	—	—	2	—	1	—	1	—	—	—	—	1
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (Usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 183, 184	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres-poste et autres et coupons de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (Usage), 190	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures. 398 à 400, § 1er. 410, § 1er	392	74	318	20	4	111	94	89	119	25	94	24	—	22	30	18	477	114	363	35	2	84	115	127	265	89	176	17	4	25	87	43
Coups et blessures. { avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée, 398, 401bis. (L. 15 mai 1912, art. 58)	2	1	1	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable, par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1er, 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59)	3	—	3	—	—	3	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à un député, ministre, magistrat, 278, 279	6	—	6	2	1	3	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	81	6	75	8	3	31	19	11	15	—	15	7	—	8	—	—	47	—	47	—	—	29	6	12	9	2	7	1	1	1	2	2
à des jurés ou témoins, 282, 278, 279	12	1	11	4	—	6	1	—	1	—	1	—	1	—	—	—	2	—	2	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
involontaires, 420	13	3	10	—	—	3	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	1	2	1	1	—	1	—	—	—	1	—
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable, 420bis	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte. Entraves au libre exercice d'un—, 142, 143	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Outrages aux objets d'un—, 144	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	9	—	5	1	—	4	—	—	4	—	4	1	—	3	—	—	3	—	3	—	—	3	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Termonde								Bruges								Courtrai								Furnes							
			CONDAMNÉS								CONDAMNÉS								CONDAMNÉS								CONDAMNÉS							
				à l'emprisonnement			à l'amende					à l'emprisonnement			à l'amende					à l'emprisonnement			à l'amende					à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel	non conditionnel							conditionnel	non conditionnel							conditionnel	non conditionnel							conditionnel	non conditionnel			
	Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.		de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.			Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.		de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.			Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.		de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.			Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.		de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.		
100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132
Actes arbitraires et attentatoires aux libertés et droits garantis par la Constitution, 151	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	3	—	3	1	—	2	—	—	5	—	5	1	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes prohibées. Port, 317. (L. 15 juin 1891)	2	1	1	—	—	1	—	—	2	—	2	—	—	1	—	1	7	2	5	—	—	2	1	2	2	—	2	—	—	—	2	—
Arrestation ou détention arbitraires par un particulier, 434, 435, 436	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces sur personne majeure, 373, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 373, § 1er, 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er, 52, § 3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de mineurs, 379	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — id. id. id. par des personnes ayant autorité, 379,381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — id. de mineur dont on ignorait l'état de minorité, 380	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 380, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1er, 384	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par paroles obscènes 383, § 2. (Loi du 29 janvier 1905, art. 1er)	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par outrage public aux mœurs, 385, § 1er, 386	5	3	2	2	—	—	—	—	9	4	5	1	—	1	1	2	3	—	3	1	—	2	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 53)	10	2	8	1	1	6	—	—	3	1	2	—	—	1	1	—	6	—	6	3	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2, 349	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du consentement de la femme, 350, 351	3	—	3	—	1	2	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	3	—	—	—
Banqueroute simple, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	3	1	2	—	—	—	—	2	27	5	22	1	—	7	9	5	13	2	11	—	—	1	3	7	1	—	1	—	—	—	1	—
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises, 311, 312	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons : mélange de substances nuisibles, 454 à 456	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. (L. 4 août 1890, art. 4)	75	5	70	—	—	16	2	52	48	22	26	3	—	1	16	6	127	10	117	—	—	1	2	114	7	1	6	—	—	—	—	6
Concussion : intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, 246	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption, menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (Usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 183, 184	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres-poste et autres et coupons de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (Usage), 190	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	360	87	273	22	6	80	67	80	218	54	164	16	—	32	56	60	216	34	182	17	1	50	56	58	64	12	52	3	1	7	19	22
Coups et blessures — avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée, 398, 401bis. (L. 15 mai 1912, art. 58)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable, par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1er, 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — à un député, ministre, magistrat, 278, 279	2	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	10	3	7	—	—	6	—	1	5	—	5	1	—	3	—	1	10	—	10	1	—	7	2	—	5	3	2	—	—	1	—	1
Coups et blessures. — à des jurés ou témoins, 282, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	4	—	4	1	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — involontaires, 420	—	—	—	—	—	—	—	—	6	1	5	—	—	—	3	2	3	1	2	—	—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	1	—
Coups et blessures — Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable, 420bis	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte. Entraves au libre exercice d'un —, 142, 143	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Outrages aux objets d'un —, 144	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	2	—	2	—	—	2	—	—	2	1	1	—	—	1	—	—	3	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Ypres								Liége								Huy								Verviers							
			CONDAMNÉS								CONDAMNÉS								CONDAMNÉS								CONDAMNÉS							
	Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.
					de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.		
133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165
Actes arbitraires et attentatoires aux libertés et droits garantis par la Constitution, 151	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	—	—	—	—	—	—	—	—	74	8	66	28	—	36	2	—	14	6	8	3	—	3	2	—	7	1	6	4	—	2	—	—
Armes prohibées. Port, 317. (L. 15 juin 1894)	1	—	1	—	—	—	—	1	7	—	7	—	—	6	—	1	3	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arrestation ou détention arbitraires par un particulier, 434, 435, 436.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur { avec violences ou menaces sur personne majeure, 373, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 373, § 1er, 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er, 52, § 3).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
par excitation à la débauche de mineurs, 379	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	3	—	3	—	1	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
id. id. id. par des personnes ayant autorité, 379,381.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. de mineur dont on ignorait l'état de minorité, 380.	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	1	1	1	—	3	—	3	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs { id. id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 380, 381.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1er, 384	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
par paroles obscènes 383, § 2. (Loi du 29 janvier 1905, art. 1er)	1	1	—	—	—	—	—	—	17	—	17	—	—	4	11	2	4	1	3	1	—	2	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—
par outrage public aux mœurs, 385, § 1er, 386	1	—	1	—	—	1	—	—	10	1	9	2	—	4	1	2	6	—	6	5	—	1	—	—	4	—	4	2	—	1	1	—
id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2. (L. 15 mai 1912 art. 53)	—	—	—	—	—	—	—	—	9	—	9	—	2	7	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2, 349	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du consentement de la femme, 350, 351	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	1	—	—	—	5	—	5	—	3	2	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—
Banqueroute simple, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	2	—	2	—	—	—	—	2	33	8	25	2	—	8	10	5	12	2	10	3	—	2	4	1	4	1	3	—	—	—	2	1
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	3	1	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892)	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	7	2	—	3	2	—	7	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises, 311, 312.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons : mélange de substances nuisibles, 454 à 456.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. (L. 4 août 1890, art. 4).	—	—	—	—	—	—	—	—	350	41	309	—	3	20	53	236	23	7	16	—	—	—	6	10	121	33	88	—	—	1	59	28
Concussion : intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, 246	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption, menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	1	—	1	—	—	—	—	1	10	—	10	1	—	1	4	4	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (Usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 183, 184	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres-poste et autres et coupons de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (usage), 190.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	33	5	28	3	—	7	11	7	349	56	293	36	4	97	71	85	142	68	74	9	1	20	28	16	39	7	32	2	1	5	17	7
Coups et blessures. { avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée, 398, 401bis. (L. 15 mai 1912, art. 58)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable, par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1er, 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à un député, ministre, magistrat, 278, 279	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	9	—	9	—	—	3	5	1	45	1	44	10	—	25	6	3	10	1	9	—	7	1	1	—	12	1	11	1	—	6	2	2
à des jurés ou témoins, 282, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	2	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
involontaires, 420	—	—	—	—	—	—	—	—	15	—	15	—	—	—	11	4	4	—	4	—	—	—	4	—	2	—	2	—	—	—	1	1
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable, 420bis	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte. Entraves au libre exercice d'un —, 142, 143	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Outrages aux objets d'un —, 144.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	—	—	—	—	—	—	—	—	8	2	6	1	—	3	1	1	2	1	1	1	—	—	—	—	4	1	3	—	—	—	2	1

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Tongres								Hasselt								Arlon								Marche							
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende					à l'emprisonnement			à l'amende					à l'emprisonnement			à l'amende					à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198
Actes arbitraires et attentatoires aux libertés et droits garantis par la Constitution, 151	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Armes prohibées. Port, 317. (L. 15 juin 1894)	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Arrestation ou détention arbitraires par un particulier, 434, 435, 436	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces sur personne majeure, 373, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 373, § 1er, 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er, 52, § 3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de mineurs, 379	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — id. id. id. par des personnes ayant autorité, 379, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — id. de mineur dont on ignorait l'état de minorité, 380.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — id. id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 380, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1er, 384	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par paroles obscènes 383, § 2. (Loi du 29 janvier 1905, art. 1er)	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par outrage public aux mœurs, 385, § 1er, 386	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2.(L. 15 mai 1912, art. 53)	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2, 349	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du consentement de la femme, 350, 351	3	—	3	—	3	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute simple, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	7	—	7	1	—	—	4	2	19	10	9	1	—	3	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises, 311, 312	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons : mélange de substances nuisibles, 454 à 456.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. (L. 4 août 1890, art. 4)	3	1	2	—	—	—	1	1	14	4	10	1	—	—	4	5	6	1	5	1	—	2	1	1	1	—	1	—	—	—	1	—
Concussion: intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, 246	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption, menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (Usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 183, 184	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres-poste et autres et coupons de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (Usage), 190.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	111	18	93	6	—	8	43	36	101	18	83	14	1	16	24	28	32	16	16	2	—	2	5	7	29	3	26	1	—	7	12	6
Coups et blessures — avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée, 398, 401bis. (L. 15 mai 1912, art. 58)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable, par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1er, 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures. — à un député, ministre, magistrat, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures. — à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	6	—	6	1	—	3	2	—	2	—	2	—	—	1	—	1	3	1	2	1	—	1	—	—	6	—	6	1	—	5	—	—
Coups et blessures. — à des jurés ou témoins, 282, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures. — involontaires, 420	2	1	1	—	—	—	1	—	2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures. — Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable, 420bis.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte. Entraves au libre exercice d'un—, 142, 143	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Outrages aux objets d'un—, 144	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	3	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	3	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Neufchâteau								Namur								Dinant							
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223
Actes arbitraires et attentatoires aux libertés et droits garantis par la Constitution, 151	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	—	—	—	—	—	—	—	—	8	—	8	—	—	8	—	—	5	3	2	—	—	1	—	1
Armes prohibées. Port, 317. (L. 15 juin 1894)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arrestation ou détention arbitraires par un particulier, 434, 435, 436.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur : avec violences ou menaces sur personne majeure, 373, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er).	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur : id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 373, § 1er, 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er, 52, § 3).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs : par excitation à la débauche de mineurs, 379	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs : id. id. id. par des personnes ayant autorité, 379,381.	2	2	—	—	—	—	—	—	6	1	5	—	2	1	1	1	2	—	2	1	—	1	—	—
Attentat aux mœurs : id. de mineur dont on ignorait l'état de minorité, 380.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs : id. id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 380, 381.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs : par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1er, 384	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs : par paroles obscènes 383, § 2. (Loi du 29 janvier 1905, art. 1er)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs : par outrage public aux mœurs, 385, § 1er, 386	1	1	—	—	—	—	—	—	7	1	6	—	—	6	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Attentat aux mœurs : id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 53)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	2	—	2	—	—	2	—	—
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2, 349	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du consentement de la femme, 350, 351	2	2	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—
Banqueroute simple, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	6	3	3	—	—	—	3	—	3	—	3	—	—	—	—	3	16	1	15	—	—	1	10	4
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	1	1
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises, 311, 312	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons : mélange de substances nuisibles, 454 à 456.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. (L. 4 août 1890, art. 4)	3	1	2	—	—	—	2	—	87	14	73	—	—	3	—	70	26	5	21	—	—	—	8	13
Concussion : intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, 246	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption, menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (Usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 183, 184	2	1	1	1	—	—	—	—	2	1	1	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1
Contrefaçon. Timbres-poste et autres et coupons de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (Usage), 190.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	29	4	25	2	—	13	5	5	96	20	76	3	—	5	34	34	56	5	51	5	1	5	16	24
Coups et blessures : avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée, 398, 401bis. (L. 15 mai 1912, art. 58).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures : à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable, par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1er, 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures : à un député, ministre, magistrat, 278, 279	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures : à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	3	—	3	—	—	1	—	2	5	—	5	—	—	—	3	2	8	1	7	—	—	6	—	1
Coups et blessures : à des jurés ou témoins, 282, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Coups et blessures : involontaires, 420	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	1	—	—	—	1	—	4	—	4	1	—	—	3	—
Coups et blessures : Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable, 420bis	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte. Entraves au libre exercice d'un —, 142, 143	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Outrages aux objets d'un —, 144	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Récapitulation								Bruxelles								Louvain								Nivelles							
				CONDAMNÉS							CONDAMNÉS										CONDAMNÉS						CONDAMNÉS					
				à l'emprisonnement			à l'amende				à l'emprisonnement			à l'amende					à l'emprisonnement			à l'amende			à l'emprisonnement			à l'amende		
	Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	conditionnel	non conditionnel : de plus de 6 mois	non conditionnel : de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.	Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	conditionnel	non conditionnel : de plus de 6 mois.	non conditionnel : de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.	Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	conditionnel	non conditionnel : de plus de 6 mois.	non conditionnel : de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.	Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	conditionnel	non conditionnel : de plus de 6 mois.	non conditionnel : de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524	5	—	5	2	1	2	—	—	2	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	27	2	25	7	—	5	10	3	3	—	3	3	—	—	—	—	6	1	5	—	—	—	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces, 528	11	2	9	1	—	3	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	36	8	28	8	1	11	5	3	1	—	1	—	—	—	1	—	2	—	2	—	1	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Destruction d'animaux domestiques, 538, 540, 541	11	3	8	2	—	2	1	3	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de poissons : empoisonnement, 539	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, 545, 546	302	66	236	10	—	89	52	85	19	3	16	1	—	13	—	2	14	3	11	—	—	3	4	4	2	—	2	—	—	—	—	2
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	5	2	3	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divulgation méchante, 449	4	—	4	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	5	4	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	77	9	68	26	3	19	16	4	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) introduction furtive la nuit, 442	14	1	13	—	1	5	—	7	8	1	7	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque contrefaits ou falsifiés (Emission d'), 177	8	1	7	—	7	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. id. reçus pour bons (Emission d'), 178	3	2	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de commerce fictifs, 509	1	—	1	—	—	—	1	—	3	—	3	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de moins de 16 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55)	5	—	5	3	—	1	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	2	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs id. de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55)	9	2	7	3	1	3	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—
Enlèvement de mineurs Avoir soustrait un enfant mineur aux mesures protectrices de l'enfance, 369*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 57)	11	1	10	—	—	7	1	2	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321	115	25	90	1	—	10	44	35	24	4	20	—	—	1	10	9	—	—	—	—	—	—	—	—	7	3	4	—	—	—	—	4
Escroquerie, 496	636	155	481	89	78	251	40	23	135	24	111	12	34	55	7	3	15	8	7	1	4	2	—	—	3	1	2	—	—	1	1	—
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367 et 192 Code civil	10	2	8	—	—	1	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable, 354, 356 à 358. (L. 15 mai 1912, art. 56)	8	7	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable par des ascendants ou gardiens, 355 à 357, 359. (L. 15 mai 1912, art. 56)	26	3	23	6	2	14	—	1	1	—	1	—	1	—	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien, 360*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 60)	73	12	61	10	—	36	4	11	1	—	1	—	—	1	—	—	3	—	3	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—
Faillites (Fraudes dans les), 490	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausses clefs (Fabrication de) 488	2	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169	55	6	49	9	28	12	—	—	33	3	30	5	15	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie reçue pour bonne (Emission de), 170	12	2	10	—	—	—	3	7	1	—	1	—	—	—	—	1	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	51	11	40	6	—	23	9	2	2	—	2	1	—	1	—	—	3	—	3	—	—	2	1	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	72	26	46	13	8	22	1	2	5	3	2	1	1	—	—	—	11	2	9	—	6	3	—	—	4	3	1	—	1	—	—	—
Faux serment en matière civile, 226	17	14	3	2	—	1	—	—	2	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Homicide involontaire, 419	72	31	41	6	1	8	19	7	6	3	3	1	—	1	—	1	8	2	6	1	1	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511, 514	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—
Incendie involontaire, 510	2	—	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (Infractions aux lois sur les), 315	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	48	9	39	3	—	8	17	11	2	—	2	1	—	1	—	—	8	2	6	—	—	1	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Inondation d'héritages, chemins ou propriétés, 549, 550	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 305	9	2	7	1	—	3	—	3	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	68	4	64	—	—	2	35	27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maisons de prêt sur gage, 306, 308	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marchés aux grains. Troubles, 313	10	—	10	1	—	2	4	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	317	63	254	38	—	129	43	44	18	1	17	4	—	9	—	4	32	17	15	—	—	3	4	8	7	1	6	1	—	4	—	1
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	53	2	51	6	4	34	6	1	7	—	7	—	—	7	—	—	4	—	4	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Anvers								Malines								Turnhout								Mons							
			CONDAMNÉS								CONDAMNÉS								CONDAMNÉS								CONDAMNÉS							
	Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.
					de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.		
34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	3	—	2	—	2	—	—	1	1	—
Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces, 528	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	3	—	3	—	—	1	1	1	5	2	3	2	—	—	—	1
Destruction d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	1	—	1	—	—
Destruction de poissons : empoisonnement, 539	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, 545, 546	13	1	12	1	—	4	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	6	2	4	—	—	1	2	1	10	1	9	—	—	3	2	4	26	7	19	1	—	14	—	4
Divulgation méchante, 449	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2	2	1	—	—	—	1
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	2	—	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) introduction furtive la nuit, 442	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque contrefaits ou falsifiés (Emission d'), 177	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. id. reçus pour bons (Emission d'), 178	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de commerce fictifs, 509	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de moins de 16 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs id. de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55)	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs Avoir soustrait un enfant mineur aux mesures protectrices de l'enfance, 369*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 57)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321	4	3	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—
Escroquerie, 496	152	32	120	39	17	49	10	5	6	—	6	2	1	3	—	—	7	2	5	3	—	2	—	—	25	5	20	4	4	11	—	1
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367 et 192 Code civil	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable, 354, 356 à 358. (L. 15 mai 1912, art. 56)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable par des ascendants ou gardiens, 355 à 357, 359. (L. 15 mai 1912, art. 56)	2	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	2	7	1	—	5	—	1
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien, 360*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 60)	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	2	9	1	—	6	—	2
Faillites (Fraudes dans les), 490	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausses clefs (Fabrication de) 488	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169	1	—	1	—	1	—	—	—	2	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—
Fausse monnaie reçue pour bonne (Emission de), 170	2	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	5	3	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—
Faux serment en matière civile, 226	2	2	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide involontaire, 419	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	5	5	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie involontaire, 519	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (Infractions aux lois sur les), 315	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	3	2	—	—	—	1	1
Inondation d'héritage, chemins ou propriétés, 549, 550	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 305	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	43	1	42	—	—	—	20	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	—	—	—	4	1
Maisons de prêt sur gage, 306 à 308	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marchés aux grains. Troubles, 313	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	1	—	2	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	22	4	18	2	—	12	1	3	6	3	3	—	—	3	—	—	10	—	10	3	—	3	2	2	31	4	27	5	—	11	5	3
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Charleroi								Tournai								Gand								Audenarde							
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	2	—	1	—	—	3	1	2	—	—	—	—	2
Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537.	1	—	1	—	—	—	1	—	3	—	3	1	—	1	—	1	2	—	2	1	—	1	—	—	8	4	4	2	—	1	1	—
Destruction d'animaux domestiques, 538, 540, 541	3	—	3	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de poissons : empoisonnement, 539	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, 545, 546	7	2	5	—	—	4	—	1	4	1	3	—	—	3	—	—	35	8	27	—	—	4	9	14	29	7	22	—	—	6	12	4
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divulgation méchante, 449	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	2	—	2	—	—	1	1	—	5	1	4	2	—	2	—	—	4	—	4	—	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) introduction furtive la nuit, 442	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—	1	—	1
Effets publics, billets de banque contrefaits ou falsifiés (Emission d'), 177.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. id. reçus pour bons (Emission d'), 178	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de commerce fictifs, 509	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de moins de 16 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs id. de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, avec son consentement, 370 (L. 15 mai 1912, art. 55)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs Avoir soustrait un enfant mineur aux mesures protectrices de l'enfance, 369*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 57)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321	14	2	12	—	—	1	5	6	1	—	1	—	—	—	1	—	4	—	4	—	—	—	—	4	3	1	2	—	—	1	—	1
Escroquerie, 496	67	26	41	7	2	21	7	4	17	2	15	2	1	6	4	2	63	10	53	3	8	39	1	2	7	1	6	2	—	3	—	1
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367 et 192 Code civil	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable, 354, 356 à 358. (L. 15 mai 1912, art. 56)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable par des ascendants ou gardiens, 355 à 357, 359. (L. 15 mai 1912, art. 56).	4	1	3	1	—	2	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien 360*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 60)	4	2	2	—	—	2	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	6	4	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faillites (Fraudes dans les), 490.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausses clefs (Fabrication de) 488.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169	6	—	6	—	4	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie reçue pour bonne (Emission de), 170	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	12	—	12	3	—	9	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	4	1	3	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	16	6	10	2	—	6	—	2	6	2	4	—	—	4	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—
Faux serment en matière civile, 226	5	5	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide involontaire, 419	13	5	8	—	—	1	5	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie involontaire, 519	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 315.	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	1	7	1	—	1	5	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448.	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Inondation d'héritages, chemins ou propriétés, 549, 550	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 305	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maisons de prêt sur gage, 306 à 308.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marchés aux grains. Troubles, 313.	7	—	7	—	—	—	4	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	26	1	25	3	—	11	6	5	18	2	16	4	—	8	3	1	12	1	11	3	—	5	1	2	12	2	10	—	—	7	3	—
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	3	—	3	—	—	1	2	—	3	—	3	—	3	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Termonde								Bruges								Courtrai								Furnes							
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.
					de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.		
100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	2
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	3	1	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de poissons : empoisonnement, 539	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, 545, 546	27	16	11	1	—	3	4	3	12	2	10	—	—	5	1	4	19	1	18	1	—	5	1	11	6	3	3	—	—	2	—	1
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés 240, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divulgation méchante, 449	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	6	—	6	2	3	1	—	—	3	—	3	—	—	1	1	1
Domicile (violation de) introduction furtive la nuit, 442	10	—	10	—	—	4	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque contrefaits ou falsifiés (Emission d'), 177	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. id. reçus pour bons (Emission d'), 178	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de commerce fictifs, 509	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de moins de 16 ans, avec son consentement. 370. (L. 15 mai 1912, art. 55)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs id. de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55).	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs Avoir soustrait un enfant mineur aux mesures protectrices de l'enfance, 369*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 57).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321	11	1	10	—	—	7	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 496	19	7	12	2	—	9	—	1	8	6	2	—	1	—	1	—	15	3	12	1	1	7	—	3	1	—	1	—	1	—	—	—
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367 et 192 Code civil	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable, 354, 356 à 358. (L. 15 mai 1912, art. 56)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable par des ascendants ou gardiens, 355 à 357, 359. (L. 15 mai 1912, art. 56)	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien 369*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 60)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	4	1	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faillites (Fraudes dans les), 490	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausses clefs (Fabrication de) 488	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie Altération, contrefaçon, Emission, 162, 163, 165 à 169	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie reçue pour bonne (émission de), 170	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	2	4	—	—	3	1	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux serment en matière civile, 226.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide involontaire, 419	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus. 511 à 514	3	1	2	—	—	1	—	1	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie involontaire, 519	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 315.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448.	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inondation d'héritages, chemins ou propriétés, 549, 550	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 305	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maisons de prêt sur gage, 306 à 308	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marchés aux grains. Troubles, 313.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	19	8	11	—	—	2	5	4	10	2	8	2	—	3	2	1	27	6	21	4	—	14	2	1	4	—	4	—	—	2	2	—
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	3	—	3	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Ypres								Liége								Huy								Verviers							
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces, 528	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	—	—	—	—	—	—	—	—	7	2	5	1	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Destruction d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de poissons : empoisonnement, 539	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, 545, 546	7	—	7	—	—	—	5	2	21	2	19	2	—	5	3	9	6	3	3	—	—	1	1	1	4	—	4	—	—	1	2	1
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, §2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divulgation méchante, 449	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	—	—	—	—	—	—	—	—	36	4	32	22	—	7	3	—	1	—	1	—	—	1	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—
Domicile (violation de) introduction furtive la nuit, 442	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque contrefaits ou falsifiés (Emission d'), 177	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. id. reçus pour bons (Émission d'), 178	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de commerce fictifs, 509	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de moins de 16 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs id. de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55)	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs Avoir soustrait un enfant mineur aux mesures protectrices de l'enfance, 369bis. (L. 15 mai 1912, art. 57)	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	3	—	—	1	1	1	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	16	1	15	—	—	—	13	2
Escroquerie, 496	—	—	—	—	—	—	—	—	36	6	30	7	1	19	3	—	2	—	2	—	—	1	—	1	4	—	4	—	—	3	1	—
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367 et 192 Code civil	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable, 354, 356 à 358. (L. 15 mai 1912, art. 56)	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable par des ascendants ou gardiens, 355 à 357, 359. (L. 15 mai 1912, art. 56)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	3	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien 360bis. (L. 15 mai 1912, art. 60)	—	—	—	—	—	—	—	—	29	1	28	5	—	15	3	5	3	—	3	1	—	1	1	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Faillites (Fraudes dans les), 490	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausses clefs (Fabrication de), 488	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie reçue pour bonne (Emission de), 170	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	2	1	—	—	—	2	—	2	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	3	1	2	1	—	—	1	—	3	—	3	—	—	—	3	3	3	—	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	—	—	—	—	—	—	—	—	9	3	6	—	—	1	4	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux serment en matière civile, 226	—	—	—	—	—	—	—	—	6	3	3	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	2	—	1	—	—
Homicide involontaire, 419	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	1	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514	—	—	—	—	—	—	—	—	6	3	3	—	—	2	1	—	5	3	2	2	—	—	—	—	3	1	2	—	—	2	—	—
Incendie involontaire, 519	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 315	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inondation d'héritages, chemins ou propriétés, 549, 550	—	—	—	—	—	—	—	—	12	3	9	—	—	2	4	3	4	—	4	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 305	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	—	—	—	—	—	—	—	—	7	2	5	—	—	3	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marchés aux grains. Troubles, 313	—	—	—	—	—	—	—	—	17	1	16	—	—	2	11	3	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maisons de prêt sur gage, 306 à 308	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	4	1	3	—	—	1	1	1	23	—	23	4	—	12	2	5	17	6	11	1	—	8	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	—	—	—	—	—	—	—	—	19	1	18	3	1	12	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	3	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Tongres								Hasselt								Arlon								Marche							
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.
					de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.		
166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces, 528	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'animaux domestiques, 538, 540, 541	1	—	1	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de poissons : empoisonnement, 539	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, 545, 546	5	—	5	—	—	2	1	2	13	2	11	—	—	5	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, §2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divulgation méchante, 449	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) introduction furtive la nuit, 442	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque contrefaits ou falsifiés (Emission d'), 177.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. id. reçus pour bons (Emission d'), 178	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de commerce fictifs, 509	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de moins de 16 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs id. de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs Avoir soustrait un enfant mineur aux mesures protectrices de l'enfance, 369*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 57).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	1	—	—	—	1	—
Epizootie, 319 à 321	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—
Escroquerie, 496	20	15	5	—	—	2	3	—	2	—	2	1	—	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367 et 192 Code civil	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable, 354, 356 à 358. (L. 15 mai 1912, art. 56)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable par des ascendants ou gardiens, 355 à 357, 359. (L. 15 mai 1912, art. 56)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien, 360*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 60)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faillites (Fraudes dans les), 490	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausses clefs (Fabrication de), 488.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (reçue pour bonne (émission de), 170	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux serment en matière civile, 220.	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide involontaire, 419	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	—	4	2	2	—	—	—	2	—	2	—	2	2	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie involontaire, 519	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (Infractions aux lois sur les), 315.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inondation d'héritages, chemins ou propriétés, 549, 550	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 305	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maisons de prêt sur gage, 306 à 308	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marchés aux grains. Troubles, 313.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	2	—	2	1	—	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	6	3	3	1	—	2	—	—	3	1	2	—	—	2	—	—
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Neufchâteau								Namur								Dinant							
			CONDAMNÉS								CONDAMNÉS								CONDAMNÉS					
	Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende		TOTAL des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende		TOTAL des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.
					de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.		
199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—
Destruction de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces, 528	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Destruction d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de poissons : empoisonnement, 539	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, 545, 546	4	1	3	—	—	—	2	1	7	1	6	3	—	—	—	3	6	—	6	—	—	5	—	1
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divulgation méchante, 449	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	—	—	—	—	—	—	—	—	8	—	8	—	—	1	5	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) introduction furtive la nuit, 442	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque contrefaits ou falsifiés (Emission d'), 177	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. id. reçus pour bons (Emission d'), 178	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de commerce fictifs, 509	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de moins de 16 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs id. de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs Avoir soustrait un enfant mineur aux mesures protectrices de l'enfance, 369*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 57)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321	15	5	10	—	—	—	8	2	4	—	4	—	—	—	3	1	5	2	3	—	—	—	3	—
Escroquerie, 496	—	—	—	—	—	—	—	—	18	6	12	1	—	9	1	1	12	1	11	2	—	9	—	—
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367 et 192 Code civil	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable, 354, 356 à 358. (L. 15 mai 1912, art. 56)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	1	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable par des ascendants ou gardiens, 355 à 357, 359. (L. 15 mai 1912, art. 56)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien, 360*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 60)	—	—	—	—	—	—	—	—	5	1	4	1	—	2	—	1	1	—	1	—	—	—	—	1
Faillites (Fraudes dans les). 490	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausses clefs (Fabrication de), 488	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie reçue pour bonne (Emission de). 170	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	—	—	—	—	—	—	—	—	5	2	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	1	5	3	—	2	—	—
Faux serment en matière civile, 226	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide involontaire, 419	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	5	1	4	—	—	—	4	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie involontaire, 519	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les). 315	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	1
Inondation d'héritages, chemins ou propriétés, 549, 550	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 305	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maisons de prêt sur gage, 306 à 308	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marchés aux grains. Troubles, 313	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	—	—	3	1	1	2	—	2	—	—	—	1	1
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	1	—	1	1	—	—	—	—	4	—	4	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Récapitulation								Bruxelles								Louvain								Nivelles							
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Ministres des cultes. Attaques directes contre le gouvernement ou les lois, 268	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507	79	22	57	19	2	19	13	4	29	8	21	10	1	2	6	2	3	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	593	128	465	55	2	116	181	111	30	1	29	9	1	10	6	3	32	1	31	2	—	7	17	5	1	—	1	—	—	—	1	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	160	9	152	24	1	54	43	30	4	—	4	1	1	1	1	—	6	—	6	—	—	2	3	1	8	—	8	—	—	3	2	3
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	2,394	164	2,230	137	—	681	689	723	261	17	244	22	—	105	54	63	140	13	127	7	—	24	51	45	29	2	27	—	—	4	6	17
Id. id. des jurés ou témoins, 282	129	8	121	14	—	62	21	24	5	3	2	—	—	1	—	1	12	2	10	1	—	5	3	1	2	—	2	—	—	2	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	791	37	754	120	22	401	129	82	222	11	211	36	5	124	30	16	51	7	44	14	2	13	14	1	1	—	1	—	—	1	—	—
Recèlement de criminels, 339	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement du cadavre d'une personne homicidée, 340	3	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement de choses (enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit), 505	3,060	786	2,274	492	161	933	296	392	288	83	205	70	30	78	21	6	100	29	71	21	5	17	15	13	46	13	33	5	—	21	4	3
Rupture de ban de surveillance, 338	89	1	88	—	2	86	—	—	26	—	26	—	1	25	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223	6	—	6	—	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Substances nuisibles administrées, 402, 405	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. involontairement, 421	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté extérieure de l'Etat. Avoir livré plans, écrits, documents ou renseignements (Cas de l'art. 120*bis*)	7	—	7	—	—	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	173	56	117	7	1	59	16	34	31	8	23	1	—	11	5	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	4	1	3	—	—	1	1	1	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titre, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	117	3	114	3	—	28	51	32	13	—	13	1	—	4	4	4	9	—	9	—	—	1	6	2	1	—	1	—	—	—	—	1
Vol, 463, 464, 466	8,177	1,572	6,605	1,235	299	2,614	1,524	1,033	1,019	107	912	292	69	378	94	79	307	138	169	24	14	37	68	26	186	17	169	36	7	55	48	23
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	2,494	252	2,242	244	1	531	833	633	286	27	259	65	—	107	68	19	205	27	178	6	—	7	125	40	69	5	64	15	—	19	17	13
Contraventions de police.																																
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés. (Vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2° et 3°	565	78	487	—	—	26	174	287	6	1	5	—	—	1	2	2	28	6	22	—	—	—	5	17	8	—	8	—	—	—	1	7
Autres contraventions	244	9	235	1	—	—	102	132	22	1	21	—	—	—	13	8	13	—	13	—	—	—	7	6	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales.																																
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858. A. R. 31 mai 1885, 1er mars 1888, 2 août 1902, 25 février 1913, etc.	24	3	21	—	—	—	12	9	8	—	8	—	—	—	5	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (Droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27	15	4	11	—	—	—	7	4	12	4	8	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avocat, loi réglementant le port du titre. L. 30 août 1913	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bourse. (Réglementation du commerce du). « Arr. gouv. génér. en Belgique » 22 août 1916	8	—	8	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, – sauf l'article 31	1,551	166	1,385	51	—	282	655	397	73	6	67	19	—	12	20	16	68	13	55	—	—	4	39	12	72	18	54	—	—	6	36	12
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc	7	3	4	—	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chômeurs (qui par paresse se soustrait au travail). « Arr. gouv. génér. en Belgique » 15 août 1915	11	—	11	10	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	—	11	10	—	1	—	—
Collectes non autorisées. L. 6 mars 1818. A. R. 22 septembre 1823	24	20	4	—	—	—	4	—	4	—	4	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	145	5	140	2	—	2	68	68	30	—	30	—	—	1	8	21	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire an V. Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes. L. 28 mai 1888	3	—	3	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	37	32	5	—	—	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	33	31	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recel de choses obtenues par un enfant de moins de 16 ans à l'aide d'un fait qualifié contravention. L. 15 mai 1912, art. 46	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Emploi d'un enfant de moins de 16 ans à des travaux excédant ses forces. L. 15 mai 1912, art. 62	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Emploi d'un enfant de moins de 16 ans ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912, art. 63	57	11	46	5	—	9	17	15	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Anvers								Malines								Turnhout								Mons							
			CONDAMNÉS								CONDAMNÉS								CONDAMNÉS								CONDAMNÉS							
	Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.
					de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.		
34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66
Ministres des cultes. Attaques directes contre le gouvernement ou les lois, 268	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507	21	9	12	2	1	5	3	1	1	—	1	1	—	—	—	—	2	1	1	1	—	—	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	100	20	80	7	—	18	29	26	3	—	3	1	—	2	—	—	7	—	7	2	—	5	—	—	15	1	14	4	—	6	1	3
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	9	—	9	2	—	2	1	4	10	—	10	1	—	8	1	—	8	—	8	2	—	2	2	2	18	—	18	3	—	11	3	1
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	273	15	258	9	—	72	72	105	61	4	57	17	—	31	7	2	49	1	48	7	—	18	11	12	107	8	99	14	—	38	31	16
Outrages envers des jurés ou témoins, 282	8	1	7	1	—	1	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	16	—	16	3	—	9	4	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	55	4	51	6	1	16	15	13	18	1	17	3	2	8	1	3	13	1	12	—	2	9	—	1	42	1	41	7	2	30	2	—
Recèlement de criminels, 339	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement du cadavre d'une personne homicidée, 340	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement de choses (enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit), 505	434	130	304	71	27	130	46	30	114	14	100	37	12	41	8	2	112	13	99	9	1	73	4	12	367	119	248	109	6	100	23	10
Rupture de ban de surveillance, 338	8	—	8	—	—	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	6	—	6	—	—	6	—	—
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Substances nuisibles administrées, 402, 405	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. involontairement, 421	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté extérieure de l'Etat. Avoir livré plans, écrits, documents ou renseignements (cas de l'art. 120*bis*)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	21	13	8	1	1	3	—	3	11	1	10	—	—	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	5	7	2	—	3	2	—
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titre, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	13	1	12	—	—	5	4	3	2	—	2	—	—	1	1	—	4	1	3	—	—	—	1	2	3	—	3	—	—	2	—	1
Vol, 463, 464, 466	1,130	302	828	196	72	335	149	76	183	63	120	32	7	59	13	9	222	37	185	44	—	75	37	29	695	122	573	124	19	217	137	76
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	141	15	126	21	1	57	24	23	75	6	69	25	—	27	12	5	74	7	67	10	—	28	18	11	89	11	78	23	—	24	22	9
Contraventions de police.																																
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés. (Vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2° et 3°	38	7	31	—	—	—	10	21	4	—	4	—	—	3	1	—	10	—	10	—	—	1	5	4	50	9	41	—	—	3	17	21
Autres contraventions	17	—	17	—	—	—	3	14	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	44	—	44	—	—	—	28	16
Infractions prévues par des lois spéciales.																																
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858. A. R. 31 mai 1885, 1er mars 1888, 2 août 1902, 25 février 1913, etc.	3	1	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (Droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27	3	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avocat, loi réglementant le port du titre. L. 30 août 1913	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Beurre (réglementation du commerce du). « Arr. gouv. génér. en Belgique » 22 août 1916	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, – sauf l'article 31	74	11	63	1	—	16	28	18	19	9	10	—	—	—	6	4	20	3	17	2	—	2	8	5	58	—	58	—	—	9	31	18
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chômeurs (qui par paresse se soustraient au travail). « Arr. gouv. génér. en Belgique » 15 août 1915	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Collectes non autorisées. L. 6 mars 1818. A. R. 22 septembre 1823	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20	20	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	6	—	6	—	—	—	—	6	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	2	2
Enfance. (Protection de l') — Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire an V. Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes. L. 28 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Recel de choses obtenues par un enfant de moins de 16 ans à l'aide d'un fait qualifié contravention. L. 15 mai 1912, art. 46	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans à des travaux excédant ses forces, L. 15 mai 1912, art. 62	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	2
Enfance. (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912, art. 63	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	1	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Charleroi								Tournai								Gand								Audenarde							
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.
					de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.		
67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99
Ministres des cultes. Attaques directes contre le gouvernement ou les lois, 268	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507	9	2	7	1	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	1	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	41	2	39	2	—	6	16	15	5	—	5	1	—	1	3	—	24	4	20	3	—	4	8	5	11	2	9	1	—	7	1	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	35	5	30	2	—	7	15	6	9	1	8	6	—	1	1	—	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	186	12	174	4	—	61	59	50	70	4	66	16	—	34	10	6	228	19	209	1	—	81	36	91	58	4	54	7	—	17	15	15
Id. id. des jurés ou témoins, 282	25	—	25	3	—	17	2	3	10	—	10	4	—	5	—	1	2	—	2	—	—	—	—	2	3	—	3	—	—	3	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	71	3	68	6	2	29	20	11	33	—	33	9	—	24	—	—	33	1	32	1	—	16	6	9	5	—	5	—	3	2	—	—
Recèlement de criminels, 339	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Id. du cadavre d'une personne homicidée, 340	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de choses (enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit), 505	253	57	196	18	23	60	49	46	45	6	39	12	2	13	6	6	149	29	120	27	20	50	13	10	77	21	56	12	4	32	3	5
Rupture de ban de surveillance, 338	15	—	15	—	—	15	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	3	1	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Substances nuisibles administrées, 402, 405	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. involontairement, 421	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté extérieure de l'Etat. Avoir livré plans, écrits, documents ou renseignements (cas de l'art. 120*bis*)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	31	13	18	—	—	3	—	15	—	—	—	—	—	—	—	—	9	1	8	—	—	8	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	11	—	11	—	—	4	5	2	4	—	4	—	—	—	4	—	5	—	5	—	—	1	1	3	2	—	2	1	—	—	1	—
Vol, 463, 461, 466	954	144	810	73	8	233	294	202	166	13	153	29	3	51	56	11	467	82	385	78	39	198	42	28	142	33	109	15	4	43	39	8
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	170	19	151	3	—	29	76	43	19	1	18	2	—	11	4	1	61	2	59	15	—	32	4	8	45	6	39	—	—	14	8	17
Contraventions de police.																																
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés. (Vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2° et 3°	36	11	25	—	—	2	6	17	7	—	7	—	—	—	6	1	42	4	38	—	—	1	9	28	41	7	34	—	—	—	19	15
Autres contraventions	10	—	10	—	—	—	6	4	2	—	2	—	—	—	2	—	15	—	15	—	—	—	—	15	4	—	4	—	—	—	4	—
Infractions prévues par des lois spéciales.																																
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858. A. R. 31 mai 1885, 1er mars 1888, 2 août 1902, 25 février 1913, etc.	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (Droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avocat, loi réglementant le port du titre. L. 30 août 1913	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Beurre (réglementation du commerce du). « Arr. gouv. génér. en Belgique » 22 août 1916	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, – sauf l'article 31	109	2	107	1	—	22	54	30	73	1	72	26	—	26	15	5	11	1	10	—	—	4	1	5	2	—	2	—	—	1	—	1
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Chômeurs (qui par paresse se soustraient au travail). « Arr. gouv. génér. en Belgique » 15 août 1915	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Collectes non autorisées. L. 6 mars 1818. A. R. 22 septembre 1823	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	3	1	2	—	—	—	2	—	7	—	7	—	—	—	5	2	9	—	9	—	—	—	5	4	2	1	1	—	—	—	—	1
Enfance. (Protection de l') — Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire an V. Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes. L. 28 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Recel de choses obtenues par un enfant de moins de 16 ans à l'aide d'un fait qualifié contravention. L. 15 mai 1912, art. 46	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans à des travaux excédant ses forces. L. 15 mai 1912, art. 62	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912, art. 63	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	7	7	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Termonde								Bruges								Courtrai								Furnes							
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132
Ministres des cultes. Attaques directes contre le gouvernement ou les lois, 268	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	2	—	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	19	—	19	—	—	7	3	9	22	2	20	2	—	9	4	5	7	—	7	2	—	3	1	1	38	21	17	1	—	1	7	8
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	7	—	7	—	—	5	—	2	6	—	6	1	—	1	3	1	2	—	2	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	1
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	137	15	122	2	—	40	41	39	64	9	55	1	—	9	18	27	44	1	43	8	—	20	3	12	36	3	33	—	—	—	11	22
Id. id. des jurés ou témoins, 282	2	1	1	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	1	—	—	7	1	6	1	—	3	—	2	2	—	2	—	—	1	1	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	28	2	26	2	2	9	8	5	21	1	20	3	—	14	1	2	15	1	14	4	—	10	—	—	2	—	2	—	—	1	—	1
Recèlement de criminels, 339	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement du cadavre d'une personne homicidée, 340	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement de choses (enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit), 505	284	90	194	1	4	63	10	116	89	35	54	16	4	18	12	4	104	29	75	3	13	50	2	7	74	15	59	1	—	18	3	37
Rupture de ban de surveillance, 338	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	7	—	7	—	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Substances nuisibles administrées, 402, 405	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. involontairement, 421	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté extérieure de l'Etat. Avoir livré plans, écrits, documents ou renseignements (cas de l'art. 120*bis*)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	4	—	4	—	—	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	1	—	2	—	—	7	—	7	—	—	—	1	6
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	2	—	2	—	—	—	—	2	2	—	2	—	—	1	1	—	2	—	2	—	—	1	1	—	4	—	4	—	—	2	—	2
Vol, 463, 464, 466	513	171	342	24	2	167	50	99	183	28	155	27	5	62	37	24	189	43	146	18	10	87	10	21	49	5	44	4	6	21	1	12
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	259	42	217	2	—	54	55	106	45	5	40	15	—	13	8	4	37	10	27	2	—	10	6	9	3	—	3	—	—	—	—	3
Contraventions de police.																																
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés. (Vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2° et 3°	33	5	28	—	—	1	13	14	32	5	27	—	—	—	13	14	48	5	43	—	—	8	16	19	9	4	5	—	—	2	2	1
Autres contraventions	4	—	4	—	—	—	—	4	17	2	15	1	—	—	10	4	31	1	30	—	—	—	8	22	2	1	1	—	—	—	—	1
Infractions prévues par des lois spéciales.																																
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858. A. R. 31 mai 1885, 1er mars 1888 2 août 1902, 25 février 1913, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	2	1
Auteur (Droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avocat, loi réglementant le port du titre. L. 30 août 1913	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Beurre (réglementation du commerce du). « Arr. gouv. génér. en Belgique » 22 août 1916	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, – sauf l'article 31	23	8	15	—	—	4	2	9	9	—	9	—	—	5	4	4	1	3	—	—	—	3	—	93	11	82	—	—	—	31	51
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chômeurs (qui par paresse se soustraient au travail). « Arr. gouv. génér. en Belgique » 15 août 1915	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Collectes non autorisées. L. 6 mars 1818. A. R. 22 septembre 1823	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	1	—	1	—	—	—	—	1	8	1	7	—	—	1	4	2	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—
Enfance. (Protection de l') — Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire an V. Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes. L. 28 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Recel de choses obtenues par un enfant de moins de 16 ans à l'aide d'un fait qualifié contravention. L. 15 mai 1912, art. 46	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans à des travaux excédant ses forces. L. 15 mai 1912, art. 62	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912 art. 63	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Ypres								Liége								Huy								Verviers							
			CONDAMNÉS								CONDAMNÉS								CONDAMNÉS								CONDAMNÉS							
				à l'emprisonnement			à l'amende					à l'emprisonnement			à l'amende					à l'emprisonnement			à l'amende					à l'emprisonnement			à l'amende	
					non conditionnel								non conditionnel								non conditionnel								non conditionnel			
	Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	conditionnel.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.	Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	conditionnel.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.	Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	conditionnel.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.	Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	conditionnel.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165
Ministres des cultes. Attaques directes contre le gouvernement ou les lois, 268.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	1	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	124	51	73	—	—	1	54	18	34	4	30	3	—	9	14	4	3	—	3	2	—	—	1	—	6	2	4	1	—	2	—	1
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	—	10	—	10	1	—	4	4	1	7	1	6	1	—	1	2	2	2	—	2	2	—	—	—	—
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	61	1	60	—	—	—	30	21	341	15	326	7	—	68	151	100	54	5	49	6	—	13	15	15	19	1	18	1	—	2	12	3
Id. id. des jurés ou témoins, 282	1	—	1	—	—	—	—	1	14	—	14	—	—	7	1	6	2	—	2	—	—	2	—	—	5	—	5	1	—	1	3	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	19	—	19	9	—	1	6	3	103	2	101	15	1	63	11	11	5	—	5	—	—	3	2	—	15	2	13	2	—	7	2	2
Recèlement de criminels, 339	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement du cadavre d'une personne homicidée, 340	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement de choses (enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit), 505	44	12	32	—	—	1	16	15	154	16	138	27	4	61	21	25	27	5	22	5	—	7	8	2	49	15	34	16	3	10	3	2
Rupture de ban de surveillance, 338	—	—	—	—	—	—	—	—	13	—	13	—	1	12	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Substances nuisibles administrées, 402, 405	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. involontairement, 421	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté extérieure de l'Etat. Avoir livré plans, écrits, documents ou renseignements (cas de l'art. 120*bis*)	7	—	7	—	—	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	1	—	1	—	—	—	1	—	25	11	14	2	—	11	1	—	3	—	3	—	—	—	1	2	9	2	7	—	—	1	5	1
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	4	—	4	—	—	—	2	2	27	1	26	—	—	3	17	6	2	—	2	—	—	1	1	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Vol, 463, 464, 466	41	14	27	4	—	4	14	5	768	79	689	97	15	249	186	42	137	22	115	26	2	37	34	16	105	17	88	14	6	43	17	8
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	5	2	3	—	—	—	2	1	627	46	581	18	—	74	238	251	44	5	39	12	—	4	15	8	17	—	17	3	—	1	11	2
Contraventions de police.																																
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés. (Vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2° et 3°	4	—	4	—	—	1	2	1	127	3	124	—	—	2	35	87	11	9	2	—	—	—	1	1	5	1	4	—	—	—	1	3
Autres contraventions	—	—	—	—	—	—	—	—	43	3	40	—	—	—	11	29	—	—	—	—	—	—	—	—	10	1	9	—	—	—	8	1
Infractions prévues par des lois spéciales.																																
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858. A. R. 31 mai 1885, 1er mars 1888, 2 août 1902, 25 février 1913, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	1	—
Auteur (Droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avocat, loi réglementant le port du titre. L. 30 août 1913	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Beurre (réglementation du commerce du). « Arr. gouv. génér. en Belgique » 22 août 1916	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, – sauf l'article 31	—	—	—	—	—	—	—	—	95	10	85	—	—	17	33	35	52	7	45	2	—	10	23	10	53	7	46	—	—	1	32	13
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	5	2	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chômeurs (qui par paresse se soustraient au travail). « Arr. gouv. génér. en Belgique » 15 août 1915.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Collectes non autorisées. L. 6 mars 1818. A. R. 22 septembre 1823	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	21	—	21	2	—	—	2	17	—	—	—	—	—	—	—	—	43	1	42	—	—	—	35	7
Enfance. (Protection de l') — Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire an V. Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes. L. 28 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Recel de choses obtenues par un enfant de moins de 16 ans à l'aide d'un fait qualifié contravention. L. 15 mai 1912, art. 46	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans à des travaux excédant ses forces. L. 15 mai 1912, art. 62	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912, art. 63	—	—	—	—	—	—	—	—	40	3	37	2	—	5	15	15	2	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Tongres								Hasselt								Arlon								Marche							
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.
					de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.								de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.		
166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198
Ministres des cultes. Attaques directes contre le gouvernement ou les lois, 268	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	2	—	2	—	—	—	1	1	4	2	2	1	—	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	23	2	21	—	—	6	6	9	38	3	35	1	—	7	8	19	4	—	4	—	—	2	—	2	13	—	13	—	—	3	7	3
Id. id. des jurés ou témoins, 282	1	—	1	—	—	—	1	—	3	—	3	—	—	—	2	1	3	—	3	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	3	—	3	—	—	2	1	—	13	—	13	—	—	11	1	1	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement de criminels, 339	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement du cadavre d'une personne homicidée, 340	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement de choses (enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit), 505	17	3	14	3	—	1	3	7	40	11	29	6	—	13	3	7	13	1	12	3	3	5	—	1	3	—	3	1	—	1	1	—
Rupture de ban de surveillance, 338	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Substances nuisibles administrées, 402, 405	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. involontairement, 421	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté extérieure de l'Etat. Avoir livré plans, écrits, documents ou renseignements (cas de l'art. 120*bis*)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	126	14	112	6	—	15	57	31	117	19	98	14	5	27	23	29	18	3	15	—	—	8	3	4	12	1	11	—	—	6	3	2
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	56	4	52	2	—	1	37	12	127	5	122	1	—	15	64	42	3	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																																
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés. (Vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2° et 3°	12	1	11	—	—	—	3	8	6	—	6	—	—	—	2	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales.																																
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858, A. R. 31 mai 1885, 1er mars 1888, 2 août 1902, 25 février 1913, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (Droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avocat, loi réglementant le port du titre. L. 30 août 1913	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Beurre (réglementation du commerce du). « Arr. gouv. génér. en Belgique » 22 août 1916	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1
Chasse. L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, sauf l'article 31	48	2	46	—	—	11	29	6	14	2	12	—	—	1	8	3	63	11	52	—	—	7	29	16	27	3	24	—	—	2	15	7
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chômeurs (qui par paresse se soustraient au travail). « Arr. gouv. génér. en Belgique » 15 août 1915	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Collectes non autorisées. L. 6 mars 1818, A. R. 22 septembre 1823	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	3	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire an V. Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes. L. 28 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Recel de choses obtenues par un enfant de moins de 16 ans à l'aide d'un fait qualifié contravention. L. 15 mai 1912, art. 46	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans à des travaux excédant ses forces. L. 15 mai 1912, art. 62	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912, art. 63	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Neufchâteau							
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
199	200	201	202	203	204	205	206	207
Ministres des cultes. Attaques directes contre le gouvernement ou les lois, 268	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	19	12	7	2	—	2	1	2
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	3	1	2	—	—	1	—	1
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	8	2	6	—	—	1	3	2
Id. id. des jurés ou témoins, 282	—	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	1	—	1	—	—	1	—	—
Recèlement de criminels, 339	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement du cadavre d'une personne homicidée, 340	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement de choses (enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit), 505	5	—	5	—	—	1	3	1
Rupture de ban de surveillance, 338	—	—	—	—	—	—	—	—
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223	—	—	—	—	—	—	—	—
Substances nuisibles administrées, 402, 405	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. involontairement, 421	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté extérieure de l'Etat. *Avoir livré plans, écrits, documents ou renseignements* (Cas de l'art. 120*bis*)	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	1	—	1	—	—	1	—	—
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	2	—	2	—	—	—	1	1
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	27	3	24	3	—	3	11	7
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.								
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés. (Vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2° et 3°	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales.								
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858. A. R. 31 mai 1885, 1er mars 1888, 2 août 1902, 25 février 1913, etc	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (Droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27	—	—	—	—	—	—	—	—
Avocat, loi réglementant le port du titre. L. 30 août 1913	—	—	—	—	—	—	—	—
Beurre (Réglementation du commerce du). « Arr. gouv. génér. en Belgique » 22 août 1916	—	—	—	—	—	—	—	—
Classe. L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, – sauf l'article 31	50	9	41	—	—	8	20	13
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—
Chômeurs (qui par paresse se soustraient au travail). « Arr. gouv. génér. en Belgique » 15 août 1915.	—	—	—	—	—	—	—	—
Collectes non autorisées. L. 6 mars 1818. A. R. 22 septembre 1823	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire an V. Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes. L. 28 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Recel de choses obtenues par un enfant de moins de 16 ans à l'aide d'un fait qualifié, contravention. L. 15 mai 1912, art. 46	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans à des travaux excédant ses forces. L. 15 mai 1912, art. 62	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912, art. 63	—	—	—	—	—	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS.	Namur								Dinant							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
208	209		210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223
—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
27	3		24	2	—	9	9	4	18	—	18	7	—	6	4	1
3	—		3	1	—	1	—	1	5	—	5	—	—	—	4	1
45	7		38	4	—	8	9	17	45	1	44	3	—	17	14	10
1	—		1	—	—	1	—	—	2	—	2	—	—	1	1	—
15	—		15	2	—	3	8	2	5	—	5	1	—	4	—	—
—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
109	29		80	9	—	38	11	22	63	11	52	10	—	31	8	3
2	—		2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—		—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—		2	—	—	2	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—		2	—	—	—	—	2	1	—	1	—	—	1	—	—
271	68		203	27	4	67	59	46	150	27	123	28	2	34	42	17
29	6		23	2	—	4	14	3	8	—	8	—	—	—	5	3
—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—		1	—	—	1	—	—	7	—	7	—	—	—	5	2
7	—		7	—	—	—	1	6	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—		1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—
—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4	—		4	—	—	—	3	1	3	—	3	—	—	—	1	2
185	14		171	—	—	47	74	50	256	17	239	—	—	72	113	54
—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	1		1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—
—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—		1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Récapitulation (les arrondissements réunis)								Bruxelles								Louvain								Nivelles							
			CONDAMNÉS								CONDAMNÉS								CONDAMNÉS								CONDAMNÉS							
	Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.
					de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	66	14	52	—	—	1	19	32	5	2	3	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etrangers (Expulsion des). L. 12 février 1897	4	—	4	—	—	4	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre (état de guerre et état de siège) — Alcool, boissons alcooliques distillées (Interdiction de débiter), A. R. 23 novembre 1914,	36	1	35	—	—	—	8	27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre (état de guerre et état de siège) — État de guerre et état de siège (Infractions aux dispositions prises à raison de). Art Loi 11 octobre 1916. A. R. 11 octobre 1916 et arrêtés pris en exécution.	15	4	11	4	—	1	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre (état de guerre et état de siège) — Éventualités de guerre (mesures urgentes nécessitées par les). L. 4 août 1914 et arrêtés pris en exécution.	468	116	352	—	—	1	261	90	2	2	—	—	—	—	—	—	3	2	1	—	—	—	—	1	9	3	6	—	—	—	1	5
Impôts (Lois et règlements concernant les)	142	36	106	8	30	15	—	53	44	14	30	—	19	1	—	10	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Imprimés ayant l'apparence de valeurs fiduciaires, L. 11 juin 1889	2	—	2	—	—	2	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. L. 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	40	3	37	4	—	5	14	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	132	11	121	1	—	40	14	66	27	1	26	—	—	14	1	11	1	—	1	—	—	1	—	—	2	—	2	—	—	—	—	2
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	130	28	102	—	—	8	56	38	8	6	2	—	—	1	1	—	2	—	2	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903 modifiant L.4 mai 1900, A. R. 20 octobre 1903	17	3	14	—	—	1	4	9	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matières explosives ou inflammables. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	3	—	3	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810, 5 juin 1911, A. R. 28 avril 1884, 13 décembre 1895, 23 juin 1908, 28 août 1911	49	3	46	—	—	14	20	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Oiseaux insectivores (Protection des) L. 28 février 1882. A. R. 15 août 1906.	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	25	—	25	1	—	—	12	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899	626	75	551	4	—	4	298	245	48	9	39	—	—	—	30	9	22	7	15	—	—	—	8	7	3	—	3	—	—	—	2	1
Police sanitaire des animaux domestiques, L. 30 décembre 1882	324	43	281	1	—	3	94	183	10	1	9	1	—	—	6	2	5	1	4	—	—	—	3	1	109	—	109	—	—	—	9	100
Id, id. id. Rage canine. A. R. 29 octobre 1908	13	1	12	—	—	—	4	8	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux	98	28	68	—	—	3	30	35	5	—	5	—	—	—	5	—	18	8	10	—	—	—	10	—	3	1	2	—	—	1	—	1
Id. id. sur la police des filles publiques	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (Détention de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97	109	31	78	—	—	9	45	24	43	21	22	—	—	6	10	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80	8	1	7	—	—	—	—	7	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways, A. R. 2 décembre 1902.	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889, 10 août 1911, A. R. 19 février 1895, etc., 20 novembre 1900, art. 42	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	8	—	8	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION																																
Crimes correctionnalisés	4,254	778	3,476	851	1,085	1,532	6	2	611	69	542	125	286	181	—	—	113	43	70	25	23	22	—	—	143	29	114	38	40	36	—	—
Délits prévus par le Code pénal	32,469	5,868	26,601	3,581	889	8,564	6,388	7,179	4,169	540	3,629	692	222	1,320	585	810	1,531	396	1,135	157	67	219	441	251	522	80	442	75	10	148	102	107
Contraventions de police	809	87	722	1	—	26	276	419	28	2	26	—	—	1	15	10	41	6	35	—	—	—	12	23	8	—	8	—	—	—	1	7
Infractions prévues par des lois spéciales	4,209	644	3,565	93	30	408	1,660	1,374	324	66	258	20	19	38	90	91	156	62	94	—	—	6	62	26	210	22	188	10	—	8	49	121
TOTAUX	41,741	7,377	34,364	4,526	2,004	10,530	8,330	8,974	5,132	677	4,455	837	477	1,540	690	911	1,841	507	1,334	182	90	247	515	300	883	131	752	123	50	192	152	235
Infractions forestières	5,348	249	5,099						2,356	48	2,308						592	23	569						157	7	150					
TOTAUX	47,089	7,626	39,463						7,488	725	6,763						2,433	530	1,903						1,040	138	902					

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Anvers								Malines								Turnhout								Mons							
			CONDAMNÉS								CONDAMNÉS								CONDAMNÉS								CONDAMNÉS							
	Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	32	10	22	—	—	—	8	14	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Etrangers (Expulsion des). L. 12 février 1897	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Guerre (état de guerre et état de siège) — Alcool, boissons alcooliques distillées (Interdiction de débiter). A. R. 23 novembre 1914.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre (état de guerre et état de siège) — État de guerre et état de siège (Infractions aux dispositions prises à raison de). Arr.-Loi 11 octobre 1916. A. R. 11 octobre 1916 et arrêtés pris en exécution.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre (état de guerre et état de siège) — Éventualités de guerre (Mesures urgentes nécessitées par les). L. 4 août 1914 et arrêtés pris en exécution.	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (Lois et règlements concernant les)	7	3	4	—	3	—	—	1	2	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	10	3	7	—	—	2	—	5
Imprimés ayant l'apparence de valeurs fiduciaires, L. 11 juin 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. L. 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	2	10	4	—	—	5	1
Ivresse publique. L. 16 août 1887	2	—	2	—	—	1	—	1	3	—	3	—	—	1	—	2	2	—	2	—	—	—	—	2	5	—	5	1	—	2	1	1
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	36	6	30	—	—	1	24	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	3	—	—	1	2	—
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903 modifiant L. 4 mai 1900 A. R. 20 octobre 1903	3	—	3	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	5	3	2	—	—	—	1	1
Matières explosives ou inflammables. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810, 5 juin 1911, A. R. 28 avril 1884, 13 décembre 1895, 23 juin 1908, 28 août 1911	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	1	1	—
Oiseaux insectivores (Protection des) L. 28 février 1882. A. R. 15 août 1906.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899	5	2	3	—	—	—	1	2	26	—	26	—	—	—	10	16	29	14	15	—	—	—	11	4	7	7	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	37	13	24	—	—	—	17	7
Id. id. id. Rage canine. A. R. 29 octobre 1908	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux	3	3	—	—	—	—	—	—	6	—	6	—	—	2	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	2	2
Id. id. sur la police des filles publiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (Détention de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97	6	2	4	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways, A. R. 2 décembre 1902.	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889, 10 août 1911, A. R. 19 février 1895, etc., 20 novembre 1906, art. 42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION																																
Crimes correctionnalisés	487	92	395	98	163	129	4	1	77	14	63	14	20	29	—	—	43	9	34	7	19	8	—	—	498	134	364	85	104	175	—	—
Délits prévus par le Code pénal	3,919	932	2,987	433	155	950	604	845	689	113	576	138	39	247	47	105	658	98	560	106	4	249	103	98	2,519	522	1,997	459	51	714	492	281
Contraventions de police	55	7	48	—	—	—	13	35	6	—	6	—	—	3	1	2	10	—	10	—	—	1	5	4	94	9	85	—	—	3	45	37
Infractions prévues par des lois spéciales	185	39	146	1	3	23	66	53	58	10	48	—	—	3	17	28	54	17	37	2	—	2	19	14	175	50	125	6	—	16	64	39
TOTAUX	4,646	1,070	3,576	532	321	1,102	687	934	830	137	693	152	59	282	65	135	765	124	641	115	23	260	127	116	3,286	715	2,571	550	155	908	601	357
Infractions forestières	85	2	83						61	6	55						247	14	233						189	14	175					
TOTAUX	4,731	1,072	3,659						891	143	748						1,012	138	874						3,475	729	2,746					

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Charleroi								Tournai								Gand								Audenarde							
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.
					de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.		
67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99
Établissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	8	1	7	—	—	—	3	4	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	1
Étrangers (Expulsion des). L. 12 février 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre (état de guerre et état de siège) — Alcool, boissons alcooliques distillées (Interdiction de débiter). A. R. 23 novembre 1914.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre (état de guerre et état de siège) — État de guerre et état de siège (Infractions aux dispositions prises à raison de). Arr.-Loi 11 octobre 1916, A. R. 11 octobre 1916 et arrêtés pris en exécution	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre (état de guerre et état de siège) — Éventualités de guerre (Mesures urgentes nécessitées par les). L. 4 août 1914 et arrêtés pris en exécution	6	1	5	—	—	1	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (Lois et règlements concernant les)	2	—	2	—	—	—	—	2	15	—	15	1	—	2	—	12	4	—	4	—	1	—	—	3	5	2	3	—	1	1	—	1
Imprimés ayant l'apparence de valeurs fiduciaires. L. 11 juin 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. L. 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	2	—	2	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	13	4	9	—	—	3	1	5	1	1	—	—	—	—	—	—	24	—	24	—	—	6	6	12	4	—	4	—	—	—	—	4
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	1	—	1	—	—	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	11	—	11	—	—	1	3	7	9	—	9	—	—	—	2	7
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903 modifiant L. 4 mai 1900 A. R. 20 octobre 1903	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matières explosives ou inflammables. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810, 5 juin 1911, A. R. 28 avril 1884, 18 décembre 1895, 23 juin 1908, 28 août 1911	30	—	30	—	—	12	9	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Oiseaux insectivores (Protection des). L. 28 février 1882. A. R. 15 août 1906.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899	36	—	36	—	—	—	21	15	3	1	2	—	—	—	1	1	14	—	14	—	—	—	8	6	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	32	9	23	—	—	—	15	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. Rage canine. A. R. 29 octobre 1908	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux	19	9	10	—	—	—	—	10	—	—	—	—	—	—	—	—	16	2	14	—	—	—	3	11	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. sur la police des filles publiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (Détention de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97	16	5	11	—	—	—	8	3	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	—	—	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80	3	1	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	2	—	2	—	—	—	—	2
Tramways. A. R. 2 décembre 1902	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889, 10 août 1911, A. R. 19 février 1895, etc., 20 novembre 1906, art. 42	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION																																
Crimes correctionnalisés	625	174	451	121	91	237	1	1	142	18	124	21	25	78	—	—	157	11	146	26	73	47	—	—	96	18	78	36	28	14	—	—
Délits prévus par le Code pénal	3,281	536	2,745	217	61	815	779	873	697	80	617	133	15	247	152	70	2,347	377	1,970	180	86	673	310	721	857	206	651	70	17	137	196	131
Contraventions de police	46	11	35	—	—	2	12	21	9	—	9	—	—	—	8	1	57	4	53	—	—	1	9	43	45	7	38	—	—	—	23	15
Infractions prévues par des lois spéciales	286	35	251	1	—	42	114	94	101	4	97	27	—	29	21	20	103	3	100	—	1	12	28	59	32	10	22	—	1	2	2	17
TOTAUX	4,238	756	3,482	339	152	1,096	906	989	949	102	847	181	40	354	181	91	2,664	395	2,269	206	160	733	347	823	1,030	241	789	106	46	203	221	213
Infractions forestières	167	14	153						168	7	161						—	—	—						54	44	10					
TOTAUX	4,405	770	3,635						1117	109	1,008						2,664	395	2,269						1,084	285	799					

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Termonde								Bruges								Courtrai								Furnes							
			CONDAMNÉS								CONDAMNÉS								CONDAMNÉS								CONDAMNÉS							
	Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	4	1	3	—	—	1	—	2	3	—	3	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etrangers (Expulsion des). L. 12 février 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre (état de guerre et état de siège) — Alcool, boissons alcooliques distillées (Interdiction de débiter). A. R. 23 novembre 1914.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34	—	34	—	—	—	7	27
Guerre (état de guerre et état de siège) — État de guerre et état de siège (Infractions aux dispositions prises à raison de). Arr.-Loi 11 octobre 1916. A. R. 11 octobre 1916 et arrêtés pris en exécution	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre (état de guerre et état de siège) — Éventualités de guerre (mesures urgentes nécessitées par les). L. 4 août 1914 et arrêtés pris en exécution	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	3	1	191	34	157	—	—	—	122	35
Impôts (Lois et règlements concernant les)	10	2	8	1	6	—	—	1	4	3	1	—	—	—	—	1	2	—	2	—	—	1	—	1	11	1	10	4	—	5	—	1
Imprimés ayant l'apparence de valeurs fiduciaires, L. 11 juin 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. L. 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	5	—	5	—	—	3	1	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	1	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	8	2	6	—	—	—	1	5	3	—	3	—	—	1	1	1	2	—	2	—	—	—	—	2	3	—	3	—	—	—	1	2
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903 modifiant L. 4 mai 1900 A. R. 20 octobre 1903	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matières explosives ou inflammables. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810, 5 juin 1911, A. R. 28 avril 1884, 13 décembre 1895, 23 juin 1908, 28 août 1911	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Oiseaux insectivores (Protection des). L. 28 février 1882. A. R. 15 août 1906.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	—	14	1	—	—	4	9
Pêche fluviale. L. 10 janvier 1883 et 5 juillet 1899	11	6	5	—	—	—	1	4	7	—	7	—	—	—	1	6	—	—	—	—	—	—	—	—	33	—	33	—	—	—	21	12
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	6	—	6	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1
Id. id. id. Rage canine. A. R. 29 octobre 1908	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux	1	—	1	—	—	—	—	1	8	—	8	—	—	—	6	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Id. id. sur la police des filles publiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (Détention de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 2 décembre 1902.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889, 10 août 1911, A. R. 10 février 1895, etc., 20 novembre 1906, art. 42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION																																
Crimes correctionnalisés	198	37	161	10	50	101	—	—	74	8	66	11	16	39	—	—	148	25	123	3	52	68	—	—	10	4	6	2	1	3	—	—
Délits prévus par le Code pénal	1,847	461	1,386	62	16	508	252	548	817	186	631	90	10	198	181	152	912	150	762	72	32	308	95	255	329	70	259	9	11	63	51	125
Contraventions de police	37	5	32	—	—	1	13	18	49	7	42	1	—	—	23	18	79	6	73	—	—	8	24	41	11	5	6	—	—	2	2	2
Infractions prévues par des lois spéciales	71	19	52	1	6	13	5	27	48	6	42	—	—	2	21	19	15	1	14	—	—	2	6	6	388	49	339	5	—	6	189	139
TOTAUX	2,153	522	1,631	73	72	623	270	593	988	207	781	102	26	239	225	189	1,154	182	972	75	84	386	125	302	738	128	610	16	12	74	242	266
Infractions forestières	27	3	24						11	—	11						4	1	3						—	—	—					
TOTAUX	2,180	525	1,655						999	207	792						1,158	183	975						738	128	610					

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Ypres								Liége								Huy								Verviers							
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165
Établissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Étrangers (Expulsion des). L. 12 février 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre (état de guerre et état de siège) — Alcool, boissons alcooliques distillées (Interdiction de débiter). A. R. 23 novembre 1914.	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre (état de guerre et état de siège) — État de guerre et état de siège (Infractions aux dispositions prises à raison de). Arr.-Loi 11 octobre 1916. A. R. 11 octobre 1916 et arrêtés pris en exécution.	15	4	11	4	—	1	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre (état de guerre et état de siège) — Éventualités de guerre (Mesures urgentes nécessitées par les). L. 4 août 1914 et arrêtés pris en exécution.	218	63	155	—	—	—	128	27	1	1	—	—	—	—	—	—	19	6	13	—	—	—	4	9	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (Lois et règlements concernant les)	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	2	10	1	—	1	—	8
Imprimés ayant l'apparence de valeurs fiduciaires. L. 11 juin 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. L. 7 octobre 1886. Échardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	—	—	—	—	15	—	15	—	—	—	7	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	2	—	2	—	—	—	1	1	13	1	12	—	—	4	1	7	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	—	—	4	—	1
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	3	—	3	—	—	—	3	—	25	5	20	—	—	—	11	9	14	8	6	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903 modifiant L. 4 mai 1900 A. R. 20 octobre 1903	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	—
Matières explosives ou inflammables. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810, 5 juin 1911, A. R. 28 avril 1884, 13 décembre 1895, 23 juin 1908, 28 août 1911	—	—	—	—	—	—	—	—	11	2	9	—	—	—	6	3	5	1	4	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Oiseaux insectivores (Protection des). L. 28 février 1882. A. R. 15 août 1906	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	11	—	11	—	—	—	8	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899	—	—	—	—	—	—	—	—	201	10	191	—	—	1	75	115	16	6	10	—	—	—	4	6	9	—	9	2	—	2	4	1
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882.	—	—	—	—	—	—	—	—	68	13	55	—	—	—	6	49	4	—	4	—	—	—	2	2	15	1	14	—	—	—	12	2
Id. id. id. Rage canine. A. R. 29 octobre 1908	1	—	1	—	—	—	—	1	2	—	2	—	—	—	—	2	5	1	4	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux	—	—	—	—	—	—	—	—	9	1	8	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. sur la police des filles publiques	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (Détention de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97	—	—	—	—	—	—	—	—	10	—	10	—	—	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	13	—	13	—	—	—	13	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways, A. R. 2 décembre 1902	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889, 10 août 1911, A. R. 19 février 1895, etc., 20 novembre 1906. art. 42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
RÉCAPITULATION																																
Crimes correctionnalisés	5	3	2	1	1	—	—	—	393	39	354	144	50	160	—	—	58	6	52	10	18	24	—	—	100	13	87	20	25	41	1	—
Délits prévus par le Code pénal	374	89	285	17	—	19	165	84	3,385	340	3,045	312	38	907	864	924	593	150	443	84	15	130	136	78	483	92	391	55	12	104	157	63
Contraventions de police	4	—	4	—	—	1	2	1	170	6	164	—	—	2	46	116	11	9	2	—	—	—	1	1	15	2	13	—	—	—	9	4
Infractions prévues par des lois spéciales	252	63	184	4	—	1	146	33	544	51	493	5	—	29	177	282	118	29	89	4	—	10	41	34	155	12	143	3	—	8	100	32
TOTAUX	635	160	475	22	1	21	313	118	4,492	436	4,056	461	88	1,098	1,087	1,322	780	194	586	98	33	164	178	113	753	119	634	78	37	153	267	99
Infractions forestières	—	—	—						130	7	123						199	16	183						102	10	92					
TOTAUX	635	160	475						4,622	443	4,179						979	210	769						855	129	726					

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Tongres								Hasselt								Arlon								Marche							
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	191	195	196	197	198
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etrangers (Expulsion des). L. 12 février 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre (état de guerre et état de siège) — Alcool, boissons alcooliques distillées (Interdiction de débiter). A. R. 23 novembre 1914.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre (état de guerre et état de siège) — État de guerre et état de siège (Infractions aux dispositions prises à raison de). Arr.-Loi 11 octobre 1916. A. R. 11 octobre 1916 et arrêtés pris en exécution.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre (état de guerre et état de siège) — Éventualités de guerre (Mesures urgentes nécessitées par les). L. 4 août 1914 et arrêtés pris en exécution.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (Lois et règlements concernant les).	3	—	3	—	—	1	—	2	1	—	1	—	—	—	—	1	5	3	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Imprimés ayant l'apparence de valeurs fiduciaires, L. 11 juin 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. L. 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	2	—	2	—	—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	4	—	4	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903 modifiant L. 4 mai 1900 A. R. 20 octobre 1903	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matières explosives ou inflammables. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810, 5 juin 1911. A. R. 28 avril 1884, 13 décembre 1895, 23 juin 1908, 28 août 1911	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Oiseaux insectivores (Protection des). L. 28 février 1882. A. R. 15 août 1906.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899	8	—	8	—	—	—	7	1	29	2	27	—	—	—	22	5	7	2	5	—	—	—	4	1	21	—	21	2	—	1	16	2
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882.	15	1	14	—	—	—	14	—	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Id. id. id. Rage canine. A. R. 29 octobre 1908	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. sur la police des filles publiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (Détention de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97	4	—	4	—	—	—	2	2	4	—	4	—	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 2 décembre 1902	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889, 10 août 1911. A. R. 19 février 1895, etc., 20 novembre 1906, art. 42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION																																
Crimes correctionnalisés	27	5	22	4	3	15	—	—	29	3	26	11	9	6	—	—	14	4	10	2	3	5	—	—	8	—	8	—	1	7	—	—
Délits prévus par le Code pénal	402	63	339	23	3	46	161	108	526	82	444	45	8	109	142	140	106	29	77	12	5	22	17	21	80	7	73	5	1	30	24	13
Contraventions de police	13	1	12	—	—	—	4	8	6	—	6	—	—	—	2	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales	86	5	81	—	—	12	54	15	58	5	53	—	—	1	37	15	81	17	64	1	—	8	37	18	50	3	47	2	—	3	32	10
TOTAUX	528	74	454	27	6	73	219	129	619	90	529	56	17	116	181	159	201	50	151	15	8	35	54	39	138	10	128	7	2	40	56	23
Infractions forestières	32	—	32						70	1	69						241	7	231						83	7	76					
TOTAUX	560	74	486						689	91	598						442	57	385						221	17	204					

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Neufchâteau								Namur								Dinant							
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Etrangers (Expulsion des). L. 12 février 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre (état de guerre et état de siège) — Alcool, boissons alcooliques distillées (Interdiction de débiter). A. R. 23 novembre 1914.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre (état de guerre et état de siège) — État de guerre et état de siège (Infractions aux dispositions prises à raison de). Arr.-Loi 11 octobre 1916. A. R. 11 octobre 1916 et arrêtés pris en exécution.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre (état de guerre et état de siège) — Éventualités de guerre (Mesures urgentes nécessitées par les). L. 4 août 1914 et arrêtés pris en exécution.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	9	1	8	—	—	—	2	6
Impôts (Lois et règlements concernant les)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	1
Imprimés ayant l'apparence de valeurs fiduciaires. L. 11 juin 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. L. 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	2	1	1	—	—	—	—	1	9	1	8	—	—	3	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	—	—	—	—	—	—	—	—	9	1	8	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903 modifiant L. 4 mai 1900 A. R. 20 octobre 1903	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Matières explosives ou inflammables. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810, 5 juin 1911, A. R. 28 avril 1884, 13 décembre 1895, 23 juin 1908, 28 août 1911	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Oiseaux insectivores (Protection des). L. 28 février 1882. A. R. 15 août 1906	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 10 janvier 1883 et 5 juillet 1899	19	3	16	—	—	—	11	5	30	2	28	—	—	—	16	12	42	4	38	—	—	—	24	14
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	2	—	2	—	—	—	2	—	8	3	5	—	—	—	2	3	9	1	8	—	—	—	4	4
Id. id. id. Rage canine. A. R. 29 octobre 1908	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. sur la police des filles publiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (Détention de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97	3	3	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 2 décembre 1902	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889, 10 août 1911, A. R. 19 février 1895, etc., 20 novembre 1906, art. 12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION																								
Crimes correctionnalisés	27	9	18	9	2	7	—	—	104	9	95	8	28	59	—	—	67	2	65	20	4	41	—	—
Délits prévus par le Code pénal	141	38	103	9	—	28	42	24	802	166	636	60	7	187	163	219	483	65	418	66	4	136	127	85
Contraventions de police	—	—	—	—	—	—	—	—	8	—	8	—	—	1	1	6	7	—	7	—	—	—	5	2
Infractions prévues par des lois spéciales	76	16	60	—	—	8	33	19	261	22	239	1	—	52	104	82	322	23	299	—	—	72	146	81
TOTAUX	244	63	181	18	2	43	75	43	1,175	197	978	69	35	299	268	307	879	90	789	86	8	249	278	168
Infractions forestières	49	14	35						117	3	114						207	1	206					
TOTAUX	293	77	216						1,292	200	1,092						1,086	91	995					

XVIII (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels, pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Récapitulation							Bruxelles							Louvain							Nivelles						
			CONDAMNÉS							CONDAMNÉS							CONDAMNÉS							CONDAMNÉS				
	Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
Délits.																												
Abus de confiance, 491	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs. Outrage public aux mœurs, en présence de mineurs de moins de 16 ans, 385 § 2.	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	37	13	24	3	2	9	10	1	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500-501. L. 4 août 1890, art. 4	18	6	12	—	1	1	10	6	—	6	—	—	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	153	40	113	—	2	55	56	3	—	3	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	11	6	5	—	—	—	5
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280-281	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups involontaires, 420	11	4	7	—	—	5	2	5	2	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'animaux domestiques, 538, 540, 541	1	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 545-546	6	2	4	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	9	1	8	—	—	5	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loterie non autorisée, 302-303	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : un membre des chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	23	8	15	—	—	9	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1
Outrages envers : des jurés ou des témoins, 282	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 461, 466	34	15	19	—	1	11	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	1	1	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	13	1	12	—	2	4	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	1	3
Contraventions de police.																												
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de), art. 561, 2° et 3°	304	88	216	4	13	83	116	43	16	27	—	—	11	16	6	1	5	—	—	3	2	3	3	—	—	—	—	—
Autres contraventions	27	5	22	—	—	9	13	15	3	12	—	—	2	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales.																												
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, L. 24 juin 1885, L. 25 juillet 1891, etc.	20	2	18	—	—	14	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cours d'eau. L. 7 mai 1877, art. 27 et 28	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Croix rouge de Belgique (Personnification civile de la) L. 30 mars 1891, art. 8	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5), etc.	12	1	11	—	1	4	6	6	1	5	—	—	2	3	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—
Id. id. Règlements portés en vertu des articles 1er et 4, § final de la loi du 4 août 1890.	17	4	13	—	3	4	6	7	1	6	—	—	1	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	3	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enseignement primaire (loi organique de l'). L. des 20 septembre 1884, 15 septembre 1895 et 19 mai 1914 coordonnées, art. 11	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre (Mesures urgentes nécessitées par les éventualités de). L. 4 août 1914 et arrêtés pris en exécution.	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural, 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	24	6	18	—	—	8	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1
Ivresse publique. L. 16 août 1887	9	4	5	—	—	2	3	2	—	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels, pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Anvers							Malines							Turnhout							Mons						
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS				
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58
Délits.																												
Abus de confiance, 491	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs. Outrage public aux mœurs, en présence de mineurs de moins de 16 ans, 385, § 2.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	1	1
Calomnie envers des particuliers, 444	3	1	2	—	—	1	1	3	—	3	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500-501. L. 4 août 1890, art. 4	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	5	—	5	—	—	—	5	3	1	2	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	5	1	4	—	—	3	1
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280-281	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups involontaires, 420	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 545-546	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—	2	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loterie non autorisée, 302-303	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : un membre des chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	1	1
Outrages envers : un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	2	1	1	—	—	—	1	3	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : des jurés ou des témoins, 282	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	4	—	4	—	—	3	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	2	1	—	—	1	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1
Contraventions de police.																												
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de), art. 561, 2° et 3°	21	13	8	—	—	2	6	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	9	1	8	—	—	5	3
Autres contraventions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales.																												
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, L. 24 juin 1885, L. 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—
Cours d'eau. L. 7 mai 1877, art. 27 et 28	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Croix rouge de Belgique (Personnification civile de la). L. 30 mars 1891, art. 8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5), etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Id. Règlements portés en vertu des articles 1er et 4, § final de la loi du 4 août 1890	4	1	3	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enseignement primaire (Loi organique de l'). L. des 20 septembre 1884, 15 septembre 1895 et 19 mai 1914 coordonnées, art. 11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre (Mesures urgentes nécessitées par les éventualités de). L. 4 août 1914 et arrêtés pris en exécution	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural, 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	1	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels, pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Charleroi							Tournal							Gand							Audenarde						
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS				
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87
Délits.																												
Abus de confiance, 491	—	—	—	—	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs. Outrage public aux mœurs, en présence de mineurs de moins de 16 ans, 385 § 2.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	2	2	—	—	—	—	—	4	2	2	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1
Comestibles : falsification. 500-501. L. 4 août 1890, art. 4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	18	9	9	—	2	2	5	2	1	1	—	—	1	—	5	3	2	—	—	—	2	2	2	—	—	—	—	—
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280-281	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups involontaires, 420	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 545-546	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loterie non autorisée, 302-303	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : un membre des chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276.	3	—	3	—	—	2	1	1	—	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : des jurés ou des témoins 282	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes. 557, 6°. 463	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																												
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de), art. 561, 2° et 3°	20	6	14	—	—	8	6	3	1	2	—	1	1	—	14	4	10	—	—	2	8	12	3	9	—	—	4	5
Autres contraventions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales.																												
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, L. 24 juin 1885, L. 25 juillet 1891, etc.	16	1	15	—	—	12	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cours d'eau. L. 7 mai 1877, art. 27 et 28	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Croix rouge de Belgique (Personnification civile de la). L. 30 mars 1891, art. 8.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5), etc.	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Id. Règlements portés en vertu des articles 1er et 4, § final de la loi du 4 août 1890	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissemnet d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Enseignement primaire (Loi organique de l'). L. des 20 septembre 1884, 15 septembre 1895 et 19 mai 1914 coordonnées, art. 11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. (Mesures urgentes nécessitées par les éventualités de). L. 4 août 1914 et arrêtés pris en exécution	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural, 7 octobre 1886. Echantonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	1	3
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels, pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Termonde							Bruges							Courtrai							Furnes						
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS				
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116
Délits.																												
Abus de confiance, 491	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs. Outrage public aux mœurs, en présence de mineurs de moins de 16 ans, 385 § 2.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500-501. L. 4 août 1890, art. 4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	5	—	5	—	—	4	(1) 1	1	1	—	—	—	—	—	10	1	9	—	—	4	5	2	1	1	—	—	1	—
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280-281	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups involontaires, 420	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 545-546	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loterie non autorisée, 302-303	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 276	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : des jurés ou des témoins 282	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	3	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																												
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de), art. 561, 2° et 3°	23	5	18	1	3	5	9	9	3	6	—	—	1	5	23	11	12	—	—	5	7	1	1	—	—	—	—	—
Autres contraventions	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales.																												
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, L. 24 juin 1885, L. 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Cours d'eau. L. 7 mai 1877, art. 27 et 28	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Croix rouge de Belgique (Personnification civile de la). L. 30 mars 1891, art. 8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5), etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Id. Règlements portés en vertu des articles 1er et 4, § final de la loi du 4 août 1890.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enseignement primaire (Loi organique de l'). L. des 20 septembre 1884, 15 septembre 1895 et 19 mai 1914 coordonnées, art. 11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre (Mesures urgentes nécessitées par les éventualités de). L. 4 août 1914 et arrêtés pris en exécution	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural, 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(1) Condamné à 26 francs.

XVIII (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels, pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Ypres							Liége							Huy							Verviers						
			CONDAMNÉS							CONDAMNÉS							CONDAMNÉS							CONDAMNÉS					
	Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145
Délits.																												
Abus de confiance, 491	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs. Outrage public aux mœurs, en présence de mineurs de moins de 16 ans, 385 § 2.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	—	—	—	—	—	—	—	9	—	9	—	1	3	5	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500-501. L. 4 août 1890, art. 4	—	—	—	—	—	—	—	8	4	4	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	39	7	32	—	—	15	17	3	—	3	—	—	2	1	6	1	5	—	—	4	1
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280-281	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups involontaires, 420	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Destruction d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 545-546	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	—	—	3	2	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Loterie non autorisée, 302-303	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	(1) 1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : un membre des chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	1	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : des jurés ou des témoins, 182	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	—	—	—	—	—	—	—	9	6	3	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	—	—	—	—	—	—	—	5	1	4	—	—	3	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																												
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de), art. 561, 2° et 3°	1	—	1	—	—	1	—	72	11	61	—	3	21	37	5	—	5	—	—	2	3	3	—	3	—	—	2	1
Autres contraventions	—	—	—	—	—	—	—	8	1	7	—	—	5	2	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	1	—
Infractions prévues par des lois spéciales.																												
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, L. 24 juin 1885, L. 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cours d'eau. L. 7 mai 1877, art. 27 et 28	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Croix rouge de Belgique (Personnification civile de la). L. 30 mars 1891, art. 8.	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5), etc.	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Id. Règlements portés en vertu des articles 1er et 4, § final de la loi du 4 août 1890.	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—	2	—
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45.	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enseignement primaire (Loi organique de l'). L. des 20 septembre 1884, 15 septembre 1895 et 19 mai 1914 coordonnées, art. 11.	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre (Mesures urgentes nécessitées par les éventualités de). L. 4 août 1914 et arrêtés pris en exécution	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural, 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	—	—	—	7	2	5	—	—	2	3	3	—	3	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(1) Condamné à 8 jours.

XVIII (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels, pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Tongres							Hasselt							Arlon							Marche						
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS				
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174
Délits.																												
Abus de confiance, 491	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs. Outrage public aux mœurs, en présence de mineurs de moins de 16 ans, 385 § 2.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500-501. L. 4 août 1890, art. 4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	3	—	3	—	—	2	1	3	—	3	—	—	1	2	3	—	3	—	—	2	1	2	—	2	—	—	2	—
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280-281	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups involontaires, 420	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 545-546	2	—	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loterie non autorisée, 302-303	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : un membre des chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	3	1	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : des jurés ou des témoins, 282	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	5	—	5	—	—	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																												
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de), art. 561, 2° et 3°	1	—	1	—	—	—	1	2	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	—	5	—	—
Autres contraventions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales.																												
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, L. 24 juin 1885, L. 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cours d'eau. L. 7 mai 1877, art. 27 et 28	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Croix rouge de Belgique (Personnification civile de la). L. 30 mars 1891, art. 8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5), etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Id. Règlements portés en vertu des articles 1er et 4, § final de la loi du 4 août 1890	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enseignement primaire (Loi organique de l'). L. des 20 septembre 1884, 15 septembre 1895 et 19 mai 1914 coordonnées, art. 11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre (Mesures urgentes nécessitées par les éventualités de). L. 4 août 1914 et arrêtés pris en exécution	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural, 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	1	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels, pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Neufchâteau							Namur							Dinant						
			CONDAMNÉS							CONDAMNÉS							CONDAMNÉS				
	Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende		TOTAL des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende		TOTAL des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196
Délits.																					
Abus de confiance, 491	—	—			—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs. Outrage public aux mœurs, en présence de mineurs de moins de 16 ans, 385 § 2.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	2	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500-501. L. 4 août 1890, art. 4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	7	1	6	—	—	5	1	10	3	7	—	—	3	4	4	1	3	—	—	2	1
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280-281	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups involontaires, 420	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	1	1
Dénonciation calomnieuse, 445	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 545-546	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loterie non autorisée, 302-303	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : un membre des chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276.	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : des jurés ou des témoins, 282.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																					
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de), art. 561, 2° et 3°	12	2	10	3	—	5	2	7	3	4	—	—	1	3	7	3	4	—	—	2	2
Autres contraventions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales.																					
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, L. 24 juin 1885, L. 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cours d'eau. L. 7 mai 1877, art. 27 et 28	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Croix rouge de Belgique (Personnification civile de la). L. 30 mars 1891, art. 8.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5), etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Id. Règlements portés en vertu des articles 1er et 4, § final de la loi du 4 août 1890	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enseignement primaire (Loi organique de l'). L. des 20 septembre 1884, 15 septembre 1895 et 19 mai 1914 coordonnées, art. 11.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre (Mesures urgentes nécessitées par les éventualités de). L. 4 août 1914 et arrêtés pris en exécution	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural, 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels, pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Récapitulation							Bruxelles							Louvain							Nivelles						
			CONDAMNÉS							CONDAMNÉS									CONDAMNÉS							CONDAMNÉS			
	Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903, modifiant L. 4 mai 1900. A. R. 20 octobre 1903	10	3	7	—	—	2	5	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891, L. 15 mai 1912, art. 63	8	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1880, 28 décembre 1877, etc.	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	1	—	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. (Rage canine). A. R. 29 octobre 1908.	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Registres de population. L. 2 juin 1856. A. R. 30 décembre 1909	1	—	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la)	42	15	28	—	5	4	19	10	3	7	—	2	3	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des filles publiques (sur la)	7	5	2	—	2	—	—	5	4	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { autres objets (sur d')	253	71	181	2	5	28	146	13	8	5	—	—	2	3	1	1	—	—	—	—	—	47	41	6	1	—	—	5
Règlements provinciaux	36	25	11	—	1	—	10	3	1	2	—	—	—	(1)2	21	21	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	1
Tramways. A. R. 2 décembre 1902	7	2	5	—	—	3	2	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage, messageries, barrières	15	3	12	—	—	3	9	1	—	1	—	—	—	1	2	—	2	—	—	1	1	5	1	4	—	—	1	3
RÉCAPITULATION.																												
Délits prévus par le Code pénal	316	96	220	3	10	103	104	16	4	12	—	—	5	7	1	—	1	—	—	1	—	18	6	12	—	1	2	9
Contraventions de police	331	93	238	4	13	92	129	58	19	39	—	—	13	26	6	1	5	—	—	3	2	3	3	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales	475	155	320	2	17	77	224	52	19	33	—	3	10	20	27	25	2	—	—	1	1	60	47	13	1	—	2	10
TOTAUX	(2)1,122	344	(2)778	9	40	272	457	(3)126	42	(3)84	—	3	28	53	34	26	8	—	—	5	3	81	56	25	1	1	4	19
Infractions forestières	4	3	1					—	—	—					—	—	—					—	—	—				
TOTAUX	(2)1,126	347	(2)779					(3)126	42	(3)84					34	26	8					81	56	25				
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.																												
Crimes correctionnalisés jugés en premier ressort	4,254	778	3,476	851	2,617	6	2	611	69	542	125	417	—	—	113	43	70	25	45	—	—	143	29	114	38	76	—	—
Délits prévus par le Code pénal jugés en premier ressort	32,469	5,868	26,601	3,581	9,453	6,388	7,179	4,169	540	3,629	692	1,542	585	810	1,531	396	1,135	157	286	441	251	522	80	442	75	158	102	107
Contraventions de police jugées en premier ressort	809	87	722	1	26	276	419	28	2	26	—	1	15	10	41	6	35	—	—	12	23	8	—	8	—	—	1	7
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en premier ressort	4,209	611	3,565	93	438	1,660	1,374	324	66	258	20	57	90	91	156	62	94	—	6	62	26	210	22	188	10	8	49	121
TOTAUX	41,741	7,377	34,364	4,526	12,534	8,330	8,974	5,132	677	4,455	837	2,017	690	911	1,841	507	1,334	182	337	515	300	883	131	752	123	242	252	235
Délits prévus par le Code pénal jugés en degré d'appel	316	96	220	3	10	103	104	16	4	12	—	—	5	7	1	—	1	—	—	1	—	18	6	12	—	1	2	9
Contraventions de police jugées en degré d'appel	331	93	238	4	13	92	129	58	19	39	—	—	13	26	6	1	5	—	—	3	2	3	3	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en degré d'appel	475	155	320	2	17	77	224	52	19	33	—	3	10	20	27	25	2	—	—	1	1	60	47	13	1	—	2	10
TOTAUX	(2)1,122	344	(2)778	9	40	272	457	(3)126	42	(3)84	—	3	28	53	34	26	8	—	—	5	3	81	56	25	1	1	4	19
Total des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	42,863	7,721	35,142	4,535	12,174	8,602	9,431	5,258	719	4,539	837	2,020	718	904	1,875	533	1,342	182	337	520	303	964	187	777	124	243	256	254
Infractions forestières jugées en premier ressort	5,348	249	5,099					2,356	48	2,308					592	23	569					157	7	150				
Id. id. id. en degré d'appel	4	3	1					—	—	—					—	—	—					—	—	—				
TOTAUX GÉNÉRAUX	48,215	7,973	40,242					7,614	767	6,847					2,467	556	1,911					1,121	194	927				

(1) Dont 1 condamné à 26 francs.
(2) Non compris 17 individus mis à la disposition du Gouvernement comme souteneurs de filles publiques.
(3) Non compris 7 individus mis à la disposition du Gouvernement comme souteneurs de filles publiques.

XVIII (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels, pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Anvers							Malines							Turnhout							Mons						
			CONDAMNÉS							CONDAMNÉS									CONDAMNÉS							CONDAMNÉS			
	Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende		Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				condit. nel.	non condit. nel.	condit. nelle.	non condit. nelle.				condit. nel.	non condit. nel.	condit. nelle.	non condit. nelle.				condit. nel.	non condit. nel.	condit. nelle.	non condit. nelle.				condit. nel.	non condit. nel.	condit. nelle.	non condit. nelle.
30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903, modifiant L. 4 mai 1900. A. R. 20 octobre 1903	3	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891, L. 15 mai 1912, art. 63	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889, 28 décembre 1877, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques (Rage canine). A. R. 29 octobre 1908.	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Registres de population. L. 2 juin 1856. A. R. 30 décembre 1909	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la)	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des filles publiques (sur la)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { autres objets (sur d')	25	9	16	—	1	4	11	5	2	3	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1
Règlements provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 2 décembre 1902	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage, messageries, barrières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.																												
Délits prévus par le Code pénal	18	4	14	—	—	4	10	10	3	7	—	—	2	5	1	1	—	—	—	—	—	16	4	12	—	—	8	4
Contraventions de police	21	13	8	—	—	2	6	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	9	1	8	—	—	5	3
Infractions prévues par des lois spéciales	35	13	22	—	3	5	14	7	2	5	1	1	—	3	4	3	1	—	—	1	—	5	2	3	—	—	2	1
TOTAUX	74	30	44	—	3	11	30	19	6	13	1	1	3	8	5	4	1	—	—	1	—	30	7	23	—	—	15	8
Infractions forestières	—	—	—					1	—	1					—	—	—					—	—	—				
TOTAUX	74	30	44					20	6	14					5	4	1					30	7	23				
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.																												
Crimes correctionnalisés jugés en premier ressort	487	92	395	98	292	4	1	77	14	63	14	49	—	—	43	9	34	7	27	—	—	498	134	364	85	279	—	—
Délits prévus par le Code pénal jugés en premier ressort	3,919	932	2,987	433	1,105	604	845	689	113	576	138	286	47	105	658	98	560	106	253	103	98	2,519	522	1,997	459	765	492	281
Contraventions de police jugées en premier ressort	55	7	48	—	—	13	35	6	—	6	—	3	1	2	10	—	10	—	1	5	4	94	9	85	—	3	45	37
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en premier ressort	185	39	146	1	26	66	53	58	10	48	—	3	17	28	54	17	37	2	2	19	14	175	50	125	6	16	64	39
TOTAUX	4,646	1,070	3,576	532	1,423	687	934	830	137	693	152	341	65	135	765	124	641	115	283	127	116	3,286	715	2,571	550	1,063	601	357
Délits prévus par le Code pénal jugés en degré d'appel	18	4	14	—	—	4	10	10	3	7	—	—	2	5	1	1	—	—	—	—	—	16	4	12	—	—	8	4
Contraventions de police jugées en degré d'appel	21	13	8	—	—	2	6	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	9	1	8	—	—	5	3
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en degré d'appel	35	13	22	—	3	5	14	7	2	5	1	1	—	3	4	3	1	—	—	1	—	5	2	3	—	—	2	1
TOTAUX	74	30	44	—	3	11	30	19	6	13	1	1	3	8	5	4	1	—	—	1	—	30	7	23	—	—	15	8
Total des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	4,720	1,100	3,620	532	1,426	698	964	849	143	706	153	342	68	143	770	128	642	115	283	128	116	3,316	722	2,394	550	1,063	616	365
Infractions forestières jugées en premier ressort	85	2	83					61	6	55					247	14	233					189	14	175				
Id. id. id. en degré d'appel	—	—	—					1	—	1					—	—	—					—	—	—				
TOTAUX GÉNÉRAUX	4,805	1,102	3,703					911	149	762					1,017	142	875					3,505	736	2,769				

XVIII (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels, pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Charleroi							Tournai							Gand							Audenarde						
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS				
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	con conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903, modifiant L. 4 mai 1900 A. R. 20 octobre 1903	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891, L. 15 mai 1912, art. 63	6	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1880, 28 décembre 1877, etc.	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux. (Rage canine). A. R. 29 octobre 1908.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Registres de population. L. 2 juin 1856. A. R. 30 décembre 1909	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la)	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des filles publiques (sur la)	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { autres objets (sur d')	1	—	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	15	—	15	—	3	—	12	—	—	—	—	—	—	—
Règlements provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	3	—	3	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 2 décembre 1902	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage, messageries, barrières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.																												
Délits prévus par le Code pénal	26	11	15	—	2	7	6	8	4	4	2	—	2	—	12	5	7	—	1	1	5	3	2	1	—	—	—	1
Contraventions de police	20	6	14	—	—	8	6	3	1	2	—	1	1	—	15	4	11	—	—	2	9	12	3	9	—	—	4	5
Infractions prévues par des lois spéciales	30	8	22	—	2	14	6	3	2	1	—	—	—	1	20	1	19	—	5	—	14	4	—	4	—	—	1	3
TOTAUX	(1)76	25	(1)51	—	4	29	18	14	7	7	2	1	3	1	47	10	37	—	6	3	28	19	5	14	—	—	5	9
Infractions forestières	—	—	—					—	—	—					—	—	—					—	—	—				
TOTAUX	(1)76	25	(1)51					14	7	7					47	10	37					19	5	14				
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.																												
Crimes correctionnalisés jugés en premier ressort	625	174	451	121	328	1	1	142	18	124	21	103	—	—	157	11	146	26	120	—	—	96	18	78	36	42	—	—
Délits prévus par le Code pénal jugés en premier ressort	3,281	536	2,745	217	876	779	873	697	80	617	133	262	152	70	2,347	377	1,970	180	759	310	721	857	206	651	70	204	196	181
Contraventions de police jugées en premier ressort	46	11	35	—	2	12	21	9	—	9	—	—	8	1	57	4	53	—	1	9	43	45	7	38	—	—	23	15
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en premier ressort	286	35	251	1	42	114	94	101	4	97	27	29	21	20	103	3	100	—	13	28	59	32	10	22	—	3	2	17
TOTAUX	4,238	756	3,482	339	1,248	906	989	949	102	847	181	394	181	91	2,664	395	2,269	206	893	347	823	1,030	241	789	106	249	221	213
Délits prévus par le Code pénal jugés en degré d'appel	26	11	15	—	2	7	6	8	4	4	2	—	2	—	12	5	7	—	1	1	5	3	2	1	—	—	—	1
Contraventions de police jugées en degré d'appel	20	6	14	—	—	8	6	3	1	2	—	1	1	—	15	4	11	—	—	2	9	12	3	9	—	—	4	5
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en degré d'appel	30	8	22	—	2	14	6	3	2	1	—	—	—	1	20	1	19	—	5	—	14	4	—	4	—	—	1	3
TOTAUX	(1)76	25	(1)51	—	4	29	18	14	7	7	2	1	3	1	47	10	37	—	6	3	28	19	5	14	—	—	5	9
Total des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	4,314	781	3,533	339	1,252	935	1,007	963	109	854	183	395	184	92	2,711	405	2,308	206	899	350	851	1,049	246	803	106	249	226	222
Infractions forestières jugées en premier ressort	167	14	153					168	7	161					—	—	—					54	44	10				
Id. id. id. en degré d'appel	—	—	—					—	—	—					—	—	—					—	—	—				
TOTAUX GÉNÉRAUX	4,481	795	3,686					1,131	116	1,015					2,711	405	2,308					1,103	290	813				

(1) Non compris 4 individus mis à la disposition du Gouvernement comme souteneurs de filles publiques.

XVIII (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels, pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Termonde							Bruges							Courtrai							Furnes						
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS				
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903, modifiant L. 4 mai 1900, A. R. 20 octobre 1903	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891, L. 15 mai 1912, art. 63	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889, 28 décembre 1877, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. Rage canine. A. R. 29 octobre 1908	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Registres de population. L. 2 juin 1850. A. R. 30 décembre 1909	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux — police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1
Règlements communaux — police des filles publiques (sur la)	3	2	1	—	—	1	—	5	2	3	—	—	—	3	10	1	9	—	—	—	9	1	1	—	—	—	—	—
Règlements communaux — autres objets (sur d')	1	—	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	(1) 1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1
Règlements provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 2 décembre 1902	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage, messageries, barrières	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.																												
Délits prévus par le Code pénal	6	—	6	—	—	5	1	2	1	1	—	—	1	—	21	5	16	—	3	6	7	2	1	1	—	—	1	—
Contraventions de police	24	5	19	1	3	6	9	9	3	6	—	—	1	5	23	11	12	—	—	5	7	1	1	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales	6	2	4	—	—	2	2	8	2	6	—	—	2	4	11	1	10	—	—	—	10	3	1	2	—	—	—	2
TOTAUX	36	7	29	1	3	13	12	19	6	13	—	—	4	9	55	17	38	—	3	11	24	6	3	3	—	—	1	2
Infractions forestières	3	3	—					—	—	—					—	—	—					—	—	—				
TOTAUX	39	10	29					19	6	13					55	17	38					6	3	3				
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.																												
Crimes correctionnalisés jugés en premier ressort	198	37	161	10	151	—	—	74	8	66	11	55	—	—	148	25	123	3	120	—	—	10	4	6	2	4	—	—
Délits prévus par le Code pénal jugés en premier ressort	1,847	461	1,386	62	524	252	548	817	186	631	90	208	181	152	912	150	762	72	340	95	255	329	70	259	9	74	51	125
Contraventions de police jugées en premier ressort	37	5	32	—	1	13	18	49	7	42	1	—	23	18	79	6	73	—	8	24	41	11	5	6	—	2	2	2
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en premier ressort	71	19	52	1	19	5	27	48	6	42	—	2	21	19	15	1	14	—	2	6	6	388	49	339	5	6	189	139
TOTAUX	2,153	522	1,631	73	695	270	593	988	207	781	102	265	225	189	1,154	182	972	75	470	125	302	738	128	610	16	86	242	266
Délits prévus par le Code pénal jugés en degré d'appel	6	—	6	—	—	5	1	2	1	1	—	—	1	—	21	5	16	—	3	6	7	2	1	1	—	—	1	—
Contraventions de police jugées en degré d'appel	24	5	19	1	3	6	9	9	3	6	—	—	1	5	23	11	12	—	—	5	7	1	1	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en degré d'appel	6	2	4	—	—	2	2	8	2	6	—	—	2	4	11	1	10	—	—	—	10	3	1	2	—	—	—	2
TOTAUX	36	7	29	1	3	13	12	19	6	13	—	—	4	9	55	17	38	—	3	11	24	6	3	3	—	—	1	2
Total des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	2,189	529	1,660	74	698	283	605	1,007	213	794	102	265	229	198	1,209	199	1,010	75	473	136	326	744	131	613	16	86	243	268
Infractions forestières jugées en premier ressort	27	3	24					11	—	11					4	1	3					—	—	—				
Id. id. id. en degré d'appel	3	3	—					—	—	—					—	—	—					—	—	—				
TOTAUX GÉNÉRAUX	2,219	535	1,684					1,018	213	805					1,303	200	1,013					744	131	613				

(1) 1 condamné à 26 francs.

XVIII (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels, pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Ypres							Liége							Huy							Verviers						
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS				
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903, modifiant L. 4 mai 1900, A. R. 20 octobre 1903	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891, L. 15 mai 1912, art. 63	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889, 28 décembre 1877, etc.	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques : Rage canine. A. R. 29 octobre 1908	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Registres de population. L. 2 juin 1856. A. R. 30 décembre 1909	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux : police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la)	—	—	—	—	—	—	—	19	3	16	—	2	1	13	—	—	—	—	—	—	—	8	8	—	—	—	—	—
Règlements communaux : police des filles publiques (sur la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux : autres objets (sur d')	—	—	—	—	—	—	—	22	3	19	—	—	12	7	2	—	2	—	—	1	1	1	1	—	—	—	—	—
Règlements provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 2 décembre 1902	—	—	—	—	—	—	—	5	1	4	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage, messageries, barrières	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION																												
Délits prévus par le Code pénal	—	—	—	—	—	—	—	85	26	59	—	2	27	30	8	3	5	—	—	2	3	13	6	7	—	1	4	2
Contraventions de police	1	—	1	—	—	1	—	80	12	68	—	3	26	39	5	—	5	—	—	2	3	5	1	4	—	—	3	1
Infractions prévues par des lois spéciales	—	—	—	—	—	—	—	78	15	63	—	3	23	37	5	—	5	—	—	2	3	12	10	2	—	—	2	—
TOTAUX	1	—	1	—	—	1	—	(1) 243	53	(1) 190	—	8	76	106	18	3	15	—	—	6	9	30	17	13	—	1	9	3
Infractions forestières	—	—	—					—	—	—					—	—	—					—	—	—				
TOTAUX	1	—	1					(1) 243	53	(1) 190					18	3	15					30	17	13				
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.																												
Crimes correctionnalisés jugés en premier ressort	5	3	2	1	1	—	—	393	39	354	144	210	—	—	58	6	52	10	42	—	—	100	13	87	20	66	1	—
Délits prévus par le Code pénal jugés en premier ressort	374	89	285	17	19	165	84	3,385	340	3,045	312	945	864	924	593	150	443	84	145	136	78	483	92	391	55	116	157	63
Contraventions de police jugées en premier ressort	4	—	4	—	1	2	1	170	6	164	—	2	46	116	11	9	2	—	—	1	1	15	2	13	—	—	9	4
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en premier ressort	252	68	184	4	1	146	33	544	51	493	5	29	177	282	118	29	89	4	10	41	34	155	12	143	3	8	100	32
TOTAUX	635	160	475	22	22	313	118	4,492	436	4,056	461	1,186	1,087	1,322	780	194	586	98	197	178	113	753	119	634	78	190	267	99
Délits prévus par le Code pénal jugés en degré d'appel	—	—	—	—	—	—	—	85	26	59	—	2	27	30	8	3	5	—	—	2	3	13	6	7	—	1	4	2
Contraventions de police jugées en degré d'appel	1	—	1	—	—	1	—	80	12	68	—	3	26	39	5	—	5	—	—	2	3	5	1	4	—	—	3	1
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en degré d'appel	—	—	—	—	—	—	—	78	15	63	—	3	23	37	5	—	5	—	—	2	3	12	10	2	—	—	2	—
TOTAUX	1	—	1	—	—	1	—	(1) 243	53	(1) 190	—	8	76	106	18	3	15	—	—	6	9	30	17	13	—	1	9	3
Total des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	636	160	476	22	22	314	118	4,735	489	4,246	461	1,194	1,163	1,428	798	197	601	98	197	184	122	783	136	647	78	191	276	102
Infractions forestières jugées en premier ressort	—	—	—					130	7	123					199	16	183					102	10	92				
Id. id. id. en degré d'appel	—	—	—					—	—	—					—	—	—					—	—	—				
TOTAUX GÉNÉRAUX	636	160	476					4,865	496	4,369					997	213	784					885	146	739				

(1) Non compris 6 individus mis à la disposition du gouvernement comme souteneurs de filles publiques.

XVIII (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels, pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Tongres							Hasselt							Arlon							Marche						
	Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					Total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS				
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903, modifiant L. 4 mai 1900, A. R. 20 octobre 1903	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891, L. 15 mai 1912, art. 63	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889, 28 décembre 1877, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. Rage canine. A. R. 29 octobre 1908	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Registres de population. L. 2 juin 1856. A. R. 30 décembre 1909	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des filles publiques (sur la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { autres objets (sur d')	10	—	10	—	—	8	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements provinciaux	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 2 décembre 1902	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage, messageries, barrières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.																												
Délits prévus par le Code pénal	13	1	12	—	—	8	4	3	—	3	—	—	1	2	3	—	3	—	—	2	1	3	1	2	—	—	2	—
Contraventions de police	1	—	1	—	—	—	1	2	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	—	5	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales	13	2	11	—	—	8	3	1	—	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	27	3	24	—	—	16	8	6	—	6	—	1	3	2	4	—	4	—	—	2	2	8	1	7	—	5	2	—
Infractions forestières	—	—	—					—	—	—					—	—	—					—	—	—				
TOTAUX	27	3	24					6	—	6					4	—	4					8	1	7				
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.																												
Crimes correctionnalisés jugés en premier ressort	27	5	22	4	18	—	—	29	3	26	11	15	—	—	14	4	10	2	8	—	—	8	—	8	—	8	—	—
Délits prévus par le Code pénal jugés en premier ressort	402	63	339	23	49	161	106	526	82	444	45	117	142	140	106	29	77	12	27	17	21	80	7	73	5	31	24	13
Contraventions de police jugées en premier ressort	13	1	12	—	—	4	8	6	—	6	—	—	2	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en premier ressort	86	5	81	—	12	54	15	58	5	53	—	1	37	15	81	17	64	1	8	37	18	50	3	47	2	3	32	10
TOTAUX	528	74	454	27	79	219	129	619	90	529	56	133	181	159	201	50	151	15	43	54	39	138	10	128	7	42	56	23
Délits prévus par le Code pénal jugés en degré d'appel	13	1	12	—	—	8	4	3	—	3	—	—	1	2	3	—	3	—	—	2	1	3	1	2	—	—	2	—
Contraventions de police jugées en degré d'appel	1	—	1	—	—	—	1	2	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	—	5	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en degré d'appel	13	2	11	—	—	8	3	1	—	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	27	3	24	—	—	16	8	6	—	6	—	1	3	2	4	—	4	—	—	2	2	8	1	7	—	5	2	—
Total des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	555	77	478	27	79	235	137	625	90	535	56	134	184	161	205	50	155	15	43	56	41	146	11	135	7	47	58	23
Infractions forestières jugées en premier ressort	32	—	32					70	1	69					241	7	234					83	7	76				
Id. id. id. en degré d'appel	—	—	—					—	—	—					—	—	—					—	—	—				
TOTAUX GÉNÉRAUX	587	77	510					695	91	604					446	57	389					229	18	211				

XVIII (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels, pendant l'année 1916, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Neufchâteau							Namur							Dinant						
			CONDAMNÉS							CONDAMNÉS							CONDAMNÉS				
	Total des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende		TOTAL des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende		TOTAL des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903, modifiant L. 4 mai 1900, A. R. 20 octobre 1903	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891, L. 15 mai 1912, art. 63	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889, 28 décembre 1877, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. Rage canine. A. R. 29 octobre 1908	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Registres de population. L. 2 juin 1856. A. R. 30 décembre 1909	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des filles publiques (sur la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { autres objets (sur d')	—	—	—	—	—	—	—	89	—	89	—	—	—	89	—	—	—	—	—	—	—
Règlements provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 2 décembre 1902	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage, messageries, barrières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.																					
Délits prévus par le Code pénal	11	3	8	1	—	6	1	10	3	7	—	—	3	4	7	2	5	—	—	3	2
Contraventions de police	12	2	10	3	—	5	2	7	3	4	—	—	1	3	7	3	4	—	—	2	2
Infractions prévues par des lois spéciales	—	—	—	—	—	—	—	90	—	90	—	—	1	89	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	23	5	18	4	—	11	3	107	6	101	—	—	5	96	14	5	9	—	—	5	4
Infractions forestières	—	—	—					—	—	—					—	—	—				
TOTAUX	23	5	18					107	6	101					14	5	9				
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.																					
Crimes correctionnalisés jugés en premier ressort	27	9	18	9	9	—	—	104	9	95	8	87	—	—	67	2	65	20	45	—	—
Délits prévus par le Code pénal jugés en premier ressort	141	38	103	9	28	42	24	802	166	636	60	194	163	219	483	65	418	66	140	127	85
Contraventions de police jugées en premier ressort	—	—	—	—	—	—	—	8	—	8	—	1	1	6	7	—	7	—	—	5	2
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en premier ressort	76	16	60	—	8	33	19	261	22	239	1	52	104	82	322	23	299	—	72	146	81
TOTAUX	244	63	181	18	45	75	43	1,175	197	978	69	334	268	307	879	90	789	86	257	278	168
Délits prévus par le Code pénal jugés en degré d'appel	11	3	8	1	—	6	1	10	3	7	—	—	3	4	7	2	5	—	—	3	2
Contraventions de police jugées en degré d'appel	12	2	10	3	—	5	2	7	3	4	—	—	1	3	7	3	4	—	—	2	2
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en degré d'appel	—	—	—	—	—	—	—	90	—	90	—	—	1	89	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	23	5	18	4	—	11	3	107	6	101	—	—	5	96	14	5	9	—	—	5	4
Total des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	267	68	199	22	45	86	46	1,282	203	1,079	69	334	273	403	893	95	798	86	257	283	172
Infractions forestières jugées en premier ressort	49	14	35					117	3	114					207	1	206				
Id. id. id. en degré d'appel	—	—	—					—	—	—					—	—	—				
TOTAUX GÉNÉRAUX	316	82	234					1,399	206	1,193					1,100	96	1,004				

XIX. — Rechutes après une condamnation conditionnelle.

A. — Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation correctionnelle.
(Non compris les infractions au Code forestier.)

PEINE NOUVELLE ENCOURUE	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ						TOTAL.
	6 mois.	1 an.	2 ans.	3 ans.	4 ans.	5 ans.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Peine correctionnelle.							
Amende.	—	8	12	234	1	140	395
Emprisonnement : 8 jours à moins de 1 mois.	—	11	6	138	—	97	252
Id. 1 mois à moins de 3 mois.	—	3	7	101	1	123	235
Id. 3 mois à moins de 6 mois .	—	—	3	76	1	93	173
Id. 6 mois et plus	—	1	—	30	—	67	98
TOTAL	—	23	28	579	3	520	1,153

B. — Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation de police
(Non compris les infractions au Code forestier.)

N. B. — Les recherches n'ont porté que sur les condamnations de police inscrites au casier judiciaire.

PEINE NOUVELLE ENCOURUE	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ.						TOTAL
	3 mois et moins.	plus de 3 mois à 6 mois.	plus de 6 mois à 1 an.	plus de 1 an à 2 ans.	plus de 2 ans à 3 ans.	plus de 3 ans.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Peine correctionnelle.							
Amende simple	—	3	37	11	4	3	58
Id. conditionnelle	—	8	42	9	1	3	63
Emprisonnement simple.	—	4	59	12	2	—	77
Id. conditionnel	—	1	47	8	5	5	66
TOTAL	—	16	185	40	12	11	264

COURS D'APPEL

Ces cours connaissent, en degré d'appel, des jugements rendus par les tribunaux correctionnels de leur ressort qui sont portés devant elles par le ministère public, le prévenu ou la partie civile (quant à ses intérêts civils seulement).

Elles jugent exceptionnellement en premier et en dernier ressort :

1° Certains magistrats et fonctionnaires, ainsi que leurs complices. Les causes, dans ce cas, sont portées à la chambre civile, présidée par le premier président (Code d'instruction criminelle, art. 479, 481, 483; loi du 20 avril 1810, art. 20; décret du 6 juillet 1810, art. 4);

2° Les auteurs de délits ou crimes commis à leur audience (Code d'instruction criminelle, art. 507);

3° Les affaires évoquées en vertu des articles 213 et 215 du Code d'instruction criminelle.

Les cours d'appel sont au nombre de trois : celle de Bruxelles, qui étend sa juridiction sur les neuf arrondissements judiciaires des provinces de Brabant, Anvers, et Hainaut; celle de Gand, qui a pour ressort les sept arrondissements judiciaires des deux Flandres; celle de Liége, de qui ressortissent les dix arrondissements judiciaires des provinces de Liége, Limbourg, Luxembourg et Namur.

XX. — Affaires portées devant les cours d'appel. — Nombre et nature des arrêts rendus.

COURS.	NOMBRE DES AFFAIRES							NOMBRE DES ARRÊTS				ARRÊTS		NOMBRE DES AFFAIRES dans lesquelles une nouvelle comparution de témoins a eu lieu.
	à juger			terminées			restant à juger à la fin de l'année 1916	contradictoires	par défaut	contradictoires à l'égard de certains prévenus, par défaut à l'égard des autres.	Total.	confirmatifs.	infirmatifs en tout ou en partie.	
	pendantes au 1er janv. 1916	portées devant la cour durant l'année 1916	Total.	par arrêt.	rayées du rôle, disparues par jonction, etc.	Total.								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles .	647	1,809	2,456	1,578	34	1,612	844	1,341	180	57	1,578	928	650	241
Gand . . .	275	576	851	572	—	572	279	410	99	72	572	402	170	90
Liége . . .	68	898	966	925	—	925	41	784	110	31	925	696	319	51
Totaux .	990	3,283	4,273	3,075	34	3,109	1,164	2,535	380	160	3,075	1,936	1,139	382

XXI. — Prévenus jugés par les cours d'appel. — Modifications apportées par les arrêts aux jugements de première instance.

COURS.	Nombre des prévenus.	PRÉVENUS A L'ÉGARD DESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS DES ARRÊTS								
		Confirmatifs de jugements			Infirmatifs qui émendent ou modifient					
		d'acquittement.	de condamnation.	d'incompétence.	condamnant des acquittés.	acquittant des condamnés.	aggravant la peine.	diminuant la peine.	déclarant l'incompétence de la juridiction correctionnelle.	réformant des jugements d'incompétence ou de sursis.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles. .	2,485	51	1,366	—	96	191	337	442	2	—
Gand . . .	1,021	143	615	—	21	42	82	86	1	1
Liége . . .	1,418	157	851	1	47	99	78	183	2	—
Totaux .	4,924	351	2,832	1	164	332	497	711	5	1

XXII. — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES		GAND		LIÉGE		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Crimes correctionnalisés.							
Infanticide, 396	—	—	1	—	—	—	1
Coups et blessures ayant causé la mort, 401	2	—	1	—	2	2	7
Id. id. une maladie incurable, 400, § 2.	—	—	—	—	2	1	3
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces sur enfant de moins de 16 ans, 372, § 1. (L. du 15 mai 1912, art. 48, § 1.)	15	13	5	3	5	3	44
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces sur enfant de moins de 16 ans par personne ayant autorité, 372, § 1, 377, § 2. (L. du 15 mai 1912, art. 48, § 1, 52, § 2.)	1	2	—	—	3	—	6
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces commis par ascendant sur mineur non émancipé par le mariage, 372, § 2. (L. du 15 mai 1912, art. 48, § 2).	—	—	1	—	—	—	1
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur mineur de plus de 16 ans, 373, § 2. (L. du 15 mai 1912, art. 49, § 2.)	1	2	1	—	3	3	10
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, 373, § 2, 377, § 4. (L. du 15 mai 1912, art. 49, § 2, 52, § 4)	3	1	—	—	—	—	4
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur mineur de moins de 16 ans, 373, § 3. (L. du 15 mai 1912, art. 49 § 3).	2	1	1	2	1	2	9
Viol sur personne de plus de 16 ans, 375. § 1. (L. du 15 mai 1912, art. 50, § 1.)	2	1	1	1	3	—	8
Incendie de lieux habités, 510.	—	—	—	—	—	1	1
Id. id. inhabités, de bois ou de récoltes sur pied, 511.	—	—	—	—	—	1	1
Destruction de construction, 521.	2	—	—	1	—	—	3
Faux en écritures, 194 à 197.	25	15	4	2	10	3	59
Fausse monnaie. Monnaies d'or ou d'argent ayant cours légal, contrefaçon, altération, émission, 160, 161, 168 .	2	2	—	—	—	1	5
Effets publics, billets de banque : contrefaçon, falsification, émission, 173 à 176	—	—	—	2	—	—	2
Banqueroute frauduleuse, 489	1	1	—	—	—	1	3
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er	1	1	—	—	—	—	2
Vol à l'aide d'effraction, escalades ou fausses clefs, de violences ou menaces, 467 à 470	152	91	64	31	77	29	444
Vol à l'aide de violences avec circonstances aggravantes, 471 à 474.	2	1	—	—	—	—	3
Pillage. Destruction de propriétés mobilières, à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 529.	—	—	—	—	1	1	2
Délits.							
Abus de confiance, 491	58	24	12	3	22	7	126
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	14	9	3	2	9	5	42
Armes prohibées. Port, 317. L. 15 juin 1894	3	4	1	—	—	—	8

XXII (suite). — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES		GAND		LIÉGE		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Attentat aux droits constitutionnels, 151	1	—	—	—	—	—	1
Attentat à la pudeur avec violence sur personne majeure, 373, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er.)	2	—	—	—	—	—	2
Attentat aux mœurs — Excitation à la débauche de mineurs de plus de 16 ans, 379, § 1	12	9	3	2	5	3	34
Attentat aux mœurs — Excitation à la débauche de mineurs de plus de 16 ans par personne ayant autorité ou abusant de sa situation. 379, § 1, 381	2	2	—	—	—	—	4
Attentat aux mœurs — Excitation de mineurs dont on ignorait l'état de minorité, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation. 380, 381	—	—	—	—	—	1	1
Attentat aux mœurs — Ecrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, 384	3	4	—	—	—	—	7
Attentat aux mœurs — Paroles obscènes. (L. 20 janvier 1905.)	2	2	1	—	—	—	5
Attentat aux mœurs — Outrage public aux mœurs, 385, § 1er.	6	6	2	1	—	1	16
Attentat aux mœurs — Id. id. en présence de mineurs, 385, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 53.).	3	2	—	1	7	3	16
Avortement, 349 à 351	5	3	5	1	3	6	23
Banqueroute simple, 489	1	1	—	—	1	—	3
Calomnies envers des particuliers, 443, 444.	6	9	10	2	6	10	43
Coalition : Atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. du 30 mai 1892.)	2	1	—	—	—	—	3
Comestibles, boissons : Mélange de substances nuisibles 454 à 456	—	—	1	1	—	—	2
Comestibles : Falsification, 500, 501. L. 4 août 1890, art. 4	56	45	20	17	48	18	204
Concussion, 243 à 245	1	1	1	—	—	—	3
Corruption de fonctionnaires, 246, 252	1	1	—	1	—	—	3
Coups et blessures. — 398 à 400, § 1er, 410, § 1er.	104	63	65	23	57	31	344
Coups et blessures. — à un député, ministre, magistrat, 278, 279	3	—	—	—	—	1	4
Coups et blessures. — à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	7	4	3	—	4	7	25
Coups et blessures. — à des jurés ou témoins, 282, 278, 279	—	—	—	1	—	1	2
Coups et blessures. — involontaires, 420	11	14	—	1	12	2	40
Dénonciation calomnieuse, 445	7	6	3	1	6	1	24
Destruction de propriété mobilière à l'aide de violences, 528.	—	—	—	—	1	—	1
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	4	2	5	1	1	—	13
Destruction d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	1	—	—	—	1
Destruction de clôtures, 545, 546	5	5	5	—	2	1	18
Détournement par un dépositaire public, 240, § 2.	1	—	—	—	—	—	1
Divulgation méchante, 449.	1	—	—	—	—	—	1
Domicile (Violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	1	—	3	—	2	—	6
Effets publics, billets de banque, contrefaits ou falsifiés (Emission d'), 177	2	1	—	—	—	—	3
Enlèvement de mineurs — d'une fille de moins de 18 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55.).	1	—	—	—	—	—	1
Enlèvement de mineurs — avoir soustrait un enfant mineur aux mesures protectrices de l'enfance, 369bis	—	—	—	—	1	2	3

XXII (suite). — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES		GAND		LIÉGE		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Epizootie, 319 à 321	—	—	5	3	—	—	8
Escroquerie, 496	28	20	16	2	11	5	82
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367 et 192 C. civil	—	—	—	—	1	—	1
Exposition, délaissement, et abandon d'enfant. — Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien, 360bis. (L. 15 mai 1912, art. 60.)	—	—	1	1	4	1	7
Exposition, délaissement, et abandon d'enfant. — Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable par des ascendants ou gardiens, 355 à 357, 359. (L. du 15 mai 1912, art. 56.)	3	1	—	—	1	—	5
Fausse monnaie altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169	1	1	—	—	—	3	5
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209.	—	—	—	—	1	1	2
Faux témoignage en justice, 218 à 220.	9	7	1	2	1	—	20
Faux serment en matière civile, 226	1	1	—	—	—	—	2
Homicide involontaire, 419	3	1	1	2	4	6	17
Incendie de lieux inhabités, 511, 514	2	1	—	—	—	—	3
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	1	1	—	—	2	—	4
Jeux de hasard, 305	5	7	—	—	1	—	13
Loterie non autorisée, 302, 303	1	—	—	—	1	—	2
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	5	5	5	1	5	—	21
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	3	—	—	—	—	—	3
Objets saisis : destruction, détournement, 507	2	—	1	—	—	—	3
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	7	6	—	—	9	5	27
Outrages — envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275.	2	—	1	3	2	3	11
Outrages — envers un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276.	19	21	15	7	24	15	101
Outrages — envers des jurés ou témoins, 282	1	2	—	—	1	3	7
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	12	9	1	—	13	9	44
Recèlement de choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	65	50	35	15	23	24	212
Rupture de ban de surveillance, 338	8	4	—	—	3	2	17
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	11	8	1	1	10	4	35
Usurpation de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	1	1	—	—	1	—	3
Vol, 463 à 466.	125	100	78	28	98	45	474
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557 6e, 463.	8	4	—	—	15	2	29
Contraventions de police	—	—	—	—	2	1	3
Infractions prévues par des lois spéciales.							
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858, A. R. 31 mai 1885, 1er mars 1888, 2 août 1902, 25 février 1913, etc.	1	2	—	—	1	—	4

XXII (suite). — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES		GAND		LIÉGE		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Auteur (Droit). L. 22 mars 1886.	1	—	—	—	—	6	7
Chasse. L. 28 février 1882.	17	11	3	4	17	15	67
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	—	—	—	—	6	1	7
Enfance (Protection de l'). Emploi d'un enfant de moins de 16 ans ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912, art. 63	—	—	—	—	1	1	2
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	2	1	—	—	1	—	4
Forêts (Code forestier). L. 19 décembre 1854	16	14	—	—	3	2	35
Guerre (Etat de Guerre. Etat de Siège). Eventualités de guerre (Mesures urgentes nécessitées par les). L. 4 août 1914 et arrêtés pris en exécution.	2	3	3	—	1	1	10
Impôts (Lois et règlements concernant les)	13	12	9	1	11	3	49
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	—	—	—	1	1	2
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	—	—	—	—	2	—	2
Mines et extractions de toutes natures. L. 21 avril 1910, 5 juin 1911, A. R. 28 avril 1884, 13 décembre 1895, 23 juin 1908, 28 août 1911.	1	1	—	—	1	—	3
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883, 5 juillet 1899 . . .	1	1	2	—	17	6	27
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	—	—	—	—	10	4	14
Presse. Décret du 20 juillet 1831.	2	—	—	—	—	—	2
Règlements communaux	6	2	—	—	2	—	10
Saccharine (Détention de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97.	4	2	1	—	5	2	14
Taxe du pain (A. R. portant dispositions au sujet de la). L. 25 janvier 1826	1	2	—	—	—	—	3
Travail (Organisation du). Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914	1	—	—	—	—	—	1
Vente de marchandises neuves. Loi du 26 mai 1846. .	1	—	—	—	—	—	1
RÉCAPITULATION.							
Code pénal. — Crimes correctionnalisés	211	131	79	42	107	48	618
Id. Délits	648	468	305	123	418	228	2,190
Id. Contraventions de police	—	—	—	—	2	1	3
Infractions prévues par des lois spéciales	69	51	18	5	79	42	264
TOTAUX	928	650	402	170	606	319	3,075

COURS D'ASSISES

Les cours d'assises jugent les infractions que la loi punit d'une peine criminelle (mort, travaux forcés, détention, reclusion), à moins que les juridictions d'instruction (chambre du conseil, chambre des mises en accusation) n'aient relevé en faveur de l'accusé des circonstances atténuantes qui permettent de le renvoyer devant le tribunal correctionnel. Ces cours, jouissant d'une compétence générale, peuvent juger également des faits qui ne sont pas punissables d'une peine criminelle, si ces faits, à raison de leur connexité avec un crime, leur ont été déférés par la chambre des mises en accusation. Elles connaissent, en outre, exclusivement, des délits politiques et de presse.

Il y a une cour d'assises dans chaque province. Elle siège tous les trois mois, ou plus souvent si le besoin l'exige, au chef-lieu de la province. Cependant, dans le Limbourg, les assises se tiennent non au chef-lieu, mais à Tongres.

Une cour d'assises se compose de trois juges, dont l'un, chargé de présider la session, doit être membre d'une cour d'appel. Si l'affaire est jugée contradictoirement, la cour doit être assistée d'un jury de douze membres, recrutés parmi les citoyens âgés d'au moins 30 ans, réunissant les conditions de cens et de capacité exigées par la loi. Le jury n'est appelé que pour décider si l'accusé est ou non coupable du crime qu'on lui impute. Il n'intervient pas dans la fixation de la peine, non plus que dans l'admission des circonstances atténuantes. Il se prononce par un oui ou un non sur les questions qui lui sont posées par la cour. Sa décision est sans appel. Cependant, si l'accusé n'a été déclaré coupable qu'à la simple majorité des voix, la cour peut, en se ralliant à la minorité des membres du jury, prononcer l'acquittement.

Si l'affaire est jugée par contumace, l'arrêt est rendu par la cour seule, sans intervention du jury. Tout accusé condamné de cette manière doit être jugé à nouveau, dans la forme ordinaire, s'il se constitue prisonnier ou s'il est arrêté avant que la peine ne soit éteinte par la prescription.

Rédaction des tableaux. — Dans les tableaux où les accusés sont classés d'après la nature des infractions qui ont donné lieu aux poursuites, les individus poursuivis pour plusieurs infractions sont inscrits en regard de l'infraction que le Code punit de la peine la plus grave. Au contraire, dans les tableaux où le classement est établi d'après la nature des infractions figurant à l'arrêt de condamnation, ces individus sont comptés à l'infraction qui leur a valu la peine la plus forte.

Pour le calcul des antécédents judiciaires, on additionne les différentes peines auxquelles l'accusé a été précédemment condamné. Par exemple : un condamné ayant encouru trois condamnations à 2 mois d'emprisonnement est rangé dans la deuxième catégorie des récidivistes (6 mois d'emprisonnement et plus).

COURS D'ASSISES

XXIII. — Aperçu général des travaux des cours d'assises.

1° *Nombre et nature des affaires jugées; nombre des individus poursuivis.*

PROVINCES.	Nombre total des affaires	AFFAIRES CRIMINELLES		DÉLITS POLITIQUES ET DE PRESSE		Nombre total des individus poursuivis.
		jugées contradictoirement.	jugées par contumace.	jugées contradictoirement.	jugées par contumace.	
1	2	3	4	5	6	7
Brabant	8	8	—	—	—	10
Anvers	4	4	—	—	—	7
Hainaut	13	12	1	—	—	20
Flandre orientale	13	11	2			(1) 30
Flandre occidentale	—	—	—	—	—	—
Liége	4	4	—	—	—	7
Limbourg	2	2	—	—	—	2
Luxembourg	4	4	—	—	—	4
Namur	7	6	1	—	—	16
Le royaume	58	54	4	—	—	105

N. B. Les affaires qui ont fait, après cassation, l'objet d'un renvoi, ne sont comptées qu'une fois et attribuées à la cour d'assises devant laquelle elles ont été, tout d'abord, portées.

(1) Dont un contumax arrêté. Il avait été condamné le 25 juillet 1913 à 20 ans de travaux forcés.

2° *Nombre, par province, des accusés et des prévenus acquittés ou condamnés.*

PROVINCES.	AFFAIRES CRIMINELLES.													Délits politiques et de presse.			
	ACCUSÉS JUGÉS CONTRADICTOIREMENT										ACCUSÉS jugés par contumace						
			Condamnés à la peine											Nombre total des prévenus.	Acquittés.	Condamnés	
				des travaux forcés			de la réclusion.	de l'emprisonnement		de l'amende.						à l'emprisonnement.	à l'amende.
	Nombre total.	Acquittés.	de mort.	à perpétuité.	de 15 ans et plus.	de 10 ans à moins de 15 ans		de 6 mois et plus.	de moins de 6 mois		Nombre total.	Acquittés.	Condamnés.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Brabant	19	2	—	—	2	4	7	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Anvers	7	1	—	1	3	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hainaut	19	8	—	1	2	4	4	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Flandre or.	28	4	—	1	8	8	5	1	1	—	2	—	2	—	—	—	—
Flandre occ.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	7	—	—	1	—	—	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Luxemb.	4	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	15	3	—	1	2	1	5	2	1	—	1	—	1	—	—	—	—
Le royaume	101	21	1	6	18	18	26	8	3	—	4	—	4	—	—	—	—

XXIV. — Affaires jugées contradictoirement.

Accusés classés suivant les provinces où ils ont été jugés, avec indication de la nature des infractions et du résultat sommaire des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS D'APRÈS L'ARRÊT DE LA COUR.	BRABANT			ANVERS			HAINAUT		
	Total des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	Total des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	Total des accusés.	Acquittés.	Condamnés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES									
Crimes.									
Assassinat, 394	—	—	—	2	—	2	4	2	2
Id. (Tentative d'), 394, 52	1	—	1	—	—	—	3	3	—
Infanticide d'enfant illégitime, avec préméditation, 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 393	1	—	1	—	—	—	1	—	1
Id. pour faciliter le vol et en assurer l'impunité, 475	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences — sur un enfant de moins de 16 ans, 372, § 1er (48, § 1er. L. 15 mai 1912)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences — sur un enfant de moins de 16 ans par personne ayant autorité, 372, § 1er et 377 (48, § 1er et 52. L. 15 mai 1912)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences et menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, 373, § 3 (49, § 3. L. 15 mai 1912)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences et menaces — sur un enfant de moins de 16 ans par personne ayant autorité, 373, § 3 et 377 (49, § 3 et 52. L. 15 mai 1912)	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur un enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 375, § 2 (50, § 2. L. 15 mai 1912)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur un enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, 375, § 3 (50, § 3. L. 15 mai 1912)	1	—	1	—	—	—	2	2	—
Viol — sur un enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, par personne ayant autorité, 375, § 3 et 377 (50, § 3 et 52. L. 15 mai 1912)	—	—	—	1	—	1	2	1	1
Viol — sur un enfant de moins de 10 ans, 375, § 4 (50, § 4. L. 15 mai 1912)	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Délits.									
Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide involontaire, 419	—	—	—	—	—	—	—	—	—
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS.									
Crimes.									
Effets publics, billets de banque : contrefaçon, falsification, émission, 173 à 176	4	1	3	1	1	—	—	—	—
Vol — à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, 467	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol — extorsion de titres ou valeurs à l'aide de violences ou de menaces, 470	—	—	—	—	—	—	4	—	4
Vol — avec violences ou menaces, dans une maison habitée, 471	—	—	—	2	—	2	1	—	1
Vol — Id. id. id. dans un chemin public, 471-472	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Vol — à l'aide de tortures ou violences ou menaces ayant causé maladie incurable, 473	6	—	6	—	—	—	—	—	—
Délits.									
Effets publics contrefaits (Émission d'), 177	4	—	4	—	—	—	—	—	—
Recel, 505	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Crimes et délits contre les personnes	5	1	4	3	—	3	12	8	4
Id. id. contre les propriétés	14	1	13	4	1	3	7	—	7
TOTAUX	19	2	17	7	1	6	19	8	11

FLANDRE ORIENTALE			FLANDRE OCCIDENTALE			LIÉGE			LIMBOURG			LUXEMBOURG			NAMUR		
Total des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	Total des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	Total des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	Total des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	Total des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	Total des accusés.	Acquittés.	Condamnés.
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2	1	1	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	—	1
1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—
1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	4	1	3
3	1	2	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
13	—	13	—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
3	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
11	2	9	—	—	—	2	—	2	2	2	—	4	1	3	9	2	7
17	2	15	—	—	—	5	—	5	—	—	—	—	—	—	6	1	5
28	4	24	—	—	—	7	—	7	2	2	—	4	1	3	15	3	12

XXV. — Affaires jugées contradictoirement.

Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées.

NATURE DES INFRACTIONS D'APRÈS L'ACTE D'ACCUSATION	TOTAL des accusés.	ACQUITTÉS.	TOTAL des condamnés.	CONDAMNÉS A LA PEINE										Condamnés à la peine accessoire	
				de MORT.	des travaux forcés à perpétuité	des travaux forcés de 15 ans et plus.	des travaux forcés de 10 ans à moins de 15 ans	de la reclusion de 10 ans et plus	de la reclusion de 5 ans à moins de 10 ans	de l'emprisonnement de 3 ans et plus.	de l'emprisonnement de 6 mois à moins de 3 ans	de l'emprisonnement de moins de 6 mois	de l'amende.	de l'interdiction.	de la surveillance
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES.															
Crimes.															
Assassinat, 394	16	3	13	1	5	5	1	—	—	—	1	—	—	12	1
Id. (Tentative d'), 394, 52	4	3	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—
Infanticide d'enfant illégitime avec préméditation, 396	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—
Meurtre, 393	3	—	3	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	2	—
Id. pour faciliter le vol et en assurer l'impunité, 475	5	—	5	—	1	2	1	—	1	—	—	—	—	5	—
Attentat à la pudeur avec violences et menaces sans violences sur un enfant de moins de 16 ans, 372, § 1er (48, § 1er, L. 15 mai 1912)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences et menaces sur un enfant de moins de 16 ans, 373, § 3 (49, § 3, L. 15 mai 1912)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences et menaces sur un enfant de moins de 16 ans par personne ayant autorité 373, § 3 et 377 (49, § 3 et 52, L. 15 mai 1912)	2	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—
Viol sur un enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans 375, § 2 (50, § 2, L. 15 mai 1912)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol sur un enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, 375, § 3 (50, § 3, L. 15 mai 1912)	10	5	5	—	—	—	—	—	4	—	1	—	—	5	—
Viol sur un enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité 375, § 3 et 377 (50, § 3 et 52, L. 15 mai 1912)	5	1	4	—	—	2	1	—	—	—	1	—	—	4	—
Viol sur un enfant de moins de 10 ans 375, § 4 (50, § 4, L. 15 mai 1912).	3	—	3	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	3	—
TOTAUX	52	16	36	1	6	10	8	—	7	—	4	—	—	34	1
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS.															
Crimes.															
Effets publics, billets de banque, contrefaçon, falsification, émission, 173 à 176.	7	2	5	—	—	—	—	—	5	—	—	—	—	1	1
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, 467	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol avec violences ou menaces dans maison habitée, 471	23	—	23	—	—	7	6	2	8	—	—	—	—	18	4
Vol avec violences ou menaces dans chemin public, 471-472	3	—	3	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	3	—
Vol à l'aide de tortures ou violences ou menaces ayant causé maladie incurable, 473	6	—	6	—	—	1	2	—	3	—	—	—	—	6	—
Délits.															
Effets publics contrefaits (Émission d') 177	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	—	—
Recel, 505	5	2	3	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—
TOTAUX	49	5	44	—	—	8	10	2	17	—	4	3	—	28	5
Crimes contre les personnes	52	16	36	1	6	10	8	—	7	—	4	—	—	34	1
Crimes et délits contre les propriétés	49	5	44	—	—	8	10	2	17	—	4	3	—	28	5
TOTAUX GÉNÉRAUX	101	21	80	1	6	18	18	2	24	—	8	3	—	62	6

XXVI. — Affaires jugées contradictoirement.

Résultats comparés de l'instruction orale et de l'instruction par écrit. — Accusés déclarés coupables à la simple majorité des voix.

NATURE DES INFRACTIONS D'APRÈS L'ACTE D'ACCUSATION.	NOMBRE DES ACCUSÉS POUR LESQUELS LA COUR a rejeté complètement l'accusation.	a admis l'accusation sans modification	a admis l'accusation avec des modifications qui laissent au fait le caractère de crime.	a admis l'accusation avec des modifications qui donnent au fait le caractère de délit.	Accusés déclarés coupables à la simple majorité des voix, acquittés par la cour.
1	2	3	4	5	6
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES					
Crimes.					
Assassinat, 394	3	7	5	1	—
Id. (Tentative d'), 394, 52	3	1	—	—	—
Infanticide d'enfant illégitime, avec préméditation, 396	—	1	—	—	—
Meurtre, 393	—	2	—	1	—
Id. pour faciliter le vol et en assurer l'impunité, 475	—	1	4	—	—
Attentat à la pudeur avec violences et menaces sans violence sur un enfant de moins de 16 ans, 372, § 1er (48, § 1er, L. 15 mai 1912.)	1	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences et menaces sur un enfant de moins de 16 ans, 373, § 3 (49, § 3, L. 15 mai 1912.)	1	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences et menaces sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, 373, § 3 et 377 (49, § 3 et 52, L. 15 mai 1912.)	1	1	—	—	—
Viol sur un enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 375, § 2 (50, § 2, L. 15 mai 1912.)	1	—	—	—	—
Viol sur un enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, 375, § 3 (50, § 3, L. 15 mai 1912.)	5	5	—	—	—
Viol sur un enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, par personne ayant autorité, 375, § 3 et 377 (50, § 3 et 52, L. 15 mai 1912.)	1	2	2	—	—
Viol sur un enfant de moins de 10 ans, 375, § 4 (50, § 4, L. 15 mai 1912.)	—	2	1	—	—
TOTAUX	16	22	12	2	—
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS.					
Crimes.					
Effets publics, billets de banque : contrefaçon, falsification, émission, 173 à 176	2	5	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, 467	1	—	—	—	—
Vol avec violences ou menaces, dans une maison habitée, 471	—	19	4	—	—
Vol id. id. id. un chemin public, 471, 472	—	3	—	—	—
Vol à l'aide de tortures ou violences ou menaces ayant causé une maladie incurable, 473	—	6	—	—	—
Délits.					
Effets publics contrefaits (Émission d'). 177	—	4	—	—	—
Recel, 505	2	3	—	—	—
TOTAUX	5	40	4	—	—
Crimes contre les personnes	16	22	12	2	—
Id. et délits contre les propriétés	5	40	4	—	—
TOTAUX GÉNÉRAUX.	21	62	16	2	—

XXVII. — Affaires jugées contradictoirement.

Accusés classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires et les peines qui leur ont été infligées.

NATURE DES FAITS D'APRÈS L'ARRÊT DE LA COUR.	TOTAL GÉNÉRAL des condamnés.	Accusés sans antécédents judiciaires								ACCUSÉS CONDAMNÉS PRÉCÉDEMMENT																			
										soit à l'amende correctionnelle, soit à un emprisonnement correctionnel de moins de 6 mois.								à un emprisonnement de 6 mois et plus								à une peine criminelle.							
		Total des condamnés.	Condamnés à la peine					Condamnés à la peine accessoire		Total des condamnés.	Condamnés à la peine					Condamnés à la peine accessoire		Total des condamnés.	Condamnés à la peine					Condamnés à la peine accessoire		Total des condamnés.	Condamnés à la peine					Condamnés à la peine accessoire	
			de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés à temps.	de la réclusion.	de l'emprisonnement.	de l'interdiction.	de la surveillance.		de mort	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés à temps	de la réclusion.	de l'emprisonnement	de l'interdiction.	de la surveillance.		de mort	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés à temps	de la réclusion.	de l'emprisonnement	de l'interdiction.	de la surveillance.		de mort	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés à temps	de la réclusion.	de l'emprisonnement	de l'interdiction.	de la surveillance.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES																																	
Crimes.																																	
Assassinat, 394	7	3	—	2	1	—	—	3	—	1	1	—	—	—	—	1	—	3	—	2	1	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (Tentative d'), 394, 52	1	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infanticide d'enfant illégitime, avec préméditation, 396	1	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 393	7	3	—	—	3	—	—	3	—	3	—	1	2	—	—	3	1	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. pour faciliter le vol et en assurer l'impunité, 475	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces sur un enfant de moins de 16 ans par personne ayant autorité, 372, § 1er et 377, (48, § 1er et 52 L. 15 mai 1912)	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences et menaces sur un enfant de moins de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant. 373, § 3 et 377, (49, § 3 et 52 L. 15 mai 1912)	2	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur un enfant plus de 10 ans et de moins de 14 ans, 375, § 3 (50, § 3, L. 15 mai 1912)	6	6	—	—	1	4	1	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur un enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, par personne ayant autorité, 375, § 3 et 377, (50, § 3 et 52, L. 15 mai 1912).	2	2	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur un enfant de moins de 10 ans, 375, § 4, (50, § 4, L. 15 mai 1912)	2	2	—	—	1	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																																	
Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide involontaire, 419	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	32	22	—	2	10	6	4	20	—	5	1	2	2	—	—	5	1	5	—	2	3	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS.																																	
Crimes.																																	
Effets publics, billets de banque : contrefaçon, falsification, émission, 173 à 176	3	3	—	—	—	3	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol — Extorsion de titres ou valeurs à l'aide de violences ou menaces, 470	4	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol — avec violences ou menaces, dans maison habitée, 471	20	5	—	—	4	1	—	4	—	8	—	—	6	2	—	8	—	5	—	—	2	3	—	5	3	2	—	—	2	—	—	2	1
Vol — Id. id. id. dans un chemin public, 471, 472	6	3	—	—	2	1	—	3	—	3	—	—	2	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol — à l'aide de tortures, ou violences, ou menaces ayant causé maladie incurable, 473	6	5	—	—	2	3	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																																	
Effets publics contrefaits (Emission d'), 177	4	4	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recel, 505	3	2	—	—	—	—	2	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	47	23	—	—	8	9	6	12	—	14	—	—	8	5	1	12	1	9	—	—	3	6	—	6	3	2	—	—	2	—	—	2	1
Crimes et délits contre les personnes	32	22	—	2	10	6	4	20	—	5	1	2	2	—	—	5	1	5	—	2	3	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. contre les propriétés.	47	23	—	—	8	9	6	12	—	14	—	—	8	5	1	12	1	9	—	—	3	6	—	6	3	2	—	—	2	—	—	2	1
TOTAUX GÉNÉRAUX	80	45	—	2	18	15	10	32	—	19	1	2	10	5	1	17	2	14	—	2	6	6	—	11	3	2	—	—	2	—	—	2	1

XXVIII. — Causes apparentes

des crimes d'assassinat, de parricide, de meurtre et d'incendie déclarés constants par le Jury et suivis de la condamnation de leurs auteurs.

CAUSES APPARENTES DES CRIMES.	NOMBRE DES CONDAMNÉS.				
	ASSASSINAT.	PARRICIDE.	MEURTRE.	INCENDIE.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6
Dévergondage	2	—	—	—	2
Cupidité	4	—	1	—	5
Haine et vengeance	—	—	1	—	1
Jalousie	2	—	1	—	3
TOTAUX	8	—	3	—	11

XXIX. — Affaires jugées par contumace.

NATURE DES CRIMES avec indication des provinces où ils ont été jugés.	TOTAL des accusés.	ACQUITTÉS.	CONDAMNÉS A LA PEINE							CONDAMNÉS à la peine accessoire	
			de mort.	DES TRAVAUX FORCÉS à perpétuité.	DES TRAVAUX FORCÉS de 15 ans et plus.	DES TRAVAUX FORCÉS de 10 à moins de 15 ans.	de la reclusion	de l'emprisonnement	de l'amende.	de l'interdiction	de la surveillance.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Hainaut											
Vol à l'aide de tortures, ou violences, ou menaces ayant causé maladie incurable, 473	1	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—
Flandre orientale											
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces sur un enfant de moins de 16 ans par personne ayant autorité, 372, § 1er et 377 (18, § 1 et 52. L. 15 mai 1912)	2	—	—	—	1	1	—	—	—	2	—
Namur											
Meurtre, 393	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—
TOTAUX	4	—	—	1	2	1	—	—	—	4	—

XXX. — Délits politiques et de presse.

NATURE DES INFRACTIONS avec indication des provinces où elles ont été jugées	TOTAL des prévenus.	ACQUITTÉS.	CONDAMNÉS A UN EMPRISONNEMENT de 3 ans ou plus.	de 6 mois à moins de 3 ans.	de moins de 6 mois.	conditionnel.	Condamnés à l'amende.	CONDAMNÉS à la peine accessoire de l'interdiction.	de la surveillance.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Néant									

COUR DE CASSATION

COMPÉTENCE

Il y a pour tout le royaume une cour de cassation, divisée en deux chambres.

Sauf dans le cas prévu par la loi du 24 mai 1886, la première chambre connaît des pourvois en matière civile et la seconde des pourvois en matière criminelle, correctionnelle et de police, ainsi que des autres affaires dont la loi attribue la connaissance à la cour de cassation (art. 132, loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869).

La cour se compose d'un premier président, d'un président de chambre et de quinze conseillers (art. 120).

Les fonctions du ministère public sont exercées par un procureur général et deux avocats généraux (art. 121).

Il y a près la cour un greffier en chef et deux greffiers adjoints (art. 122).

La cour de cassation connaît :

1° Des demandes en cassation contre les arrêts et contre les jugements rendus en dernier ressort;

2° Des règlements de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et des prises à partie (loi du 25 mars 1876, art. 19).

La cour ne connaît pas du fond des affaires, sauf le jugement des Ministres (Constitution, art. 95).

Elle intervient, en vertu des articles 482, 485 et suivants du Code d'instruction criminelle, dans les poursuites pour crime ou délit dirigées contre certains magistrats.

XXXI. — Cour de cassation (2e chambre).

NATURE DES ARRÊTS.			NOMBRE des ARRÊTS.		Résultat des pourvois ou demandes FORMÉS PAR le ministère public, le gouverneur, ou le chef de la garde civique.	Résultat des pourvois ou demandes FORMÉS PAR les parties.	POURVOIS ou DEMANDES restant A JUGER.
1			2		3	4	5
Arrêts statuant au fond rendus en matière	criminelle	cassation	2	—	—	2	3
		rejet	—	23	—	23	
	correctionnelle	cassation	17	—	5	12	27
		rejet	—	288	1	287	
	de police	cassation	5	—	2	3	7
		rejet	—	47	4	43	
	pénale militaire	cassation	—	—	—	—	—
		rejet	—	—	—	—	
	de garde civique	cassation	—	—	—	—	1
		rejet	—	—	—	—	
	de milice	cassation	—	—	—	—	—
		rejet	—	—	—	—	
	électorale	cassation	—	—	—	—	—
		rejet	—	—	—	—	
	fiscale	cassation	1	—	1	—	6
		rejet	—	19	1	18	
Arrêts statuant sur des pourvois dans l'intérêt de la loi en matière	criminelle	cassation	—	—	—	—	—
		rejet	—	—	—	—	
	correctionnelle	cassation	—	—	—	—	—
		rejet	—	—	—	—	
	de police	cassation	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	
	TOTAUX		25	377	14	388	44
Arrêts statuant sur des demandes	en règlement de juges	admission	17	—	17	—	2
		rejet	—	—	—	—	
	en matière disciplinaire	admission	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	
	en renvoi pour cause de suspicion légitime	admission	—	—	—	—	
		rejet	—	1	—	1	
	en renvoi pour cause de sûreté publique	admission	6	—	6	—	
		rejet	—	—	—	—	
	de prise à partie (L. 25 mars 1876)	admission	—	—	—	—	
		rejet	—	1	—	1	
	faites en vertu de l'article 441, C.I.C. et L. 27 ventôse an VIII.	admission	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	
	faites en vertu de l'article 443, C.I.C. (L. 18 juin 1894)	admission	2	—	1	1	
		rejet	—	1	—	1	
	TOTAUX		25	3	24	4	2
	TOTAL GÉNÉRAL		430		38	392	46

DEUXIÈME PARTIE

STATISTIQUE CRIMINELLE

STATISTIQUE CRIMINELLE

La statistique criminelle a pour matière les infractions suivantes :

1° Les faits qui constituent, d'après le Code pénal, des crimes ou des délits.

En sont exceptés : *a*) certains faits dont le caractère délictueux est subordonné à l'existence d'un règlement d'administration ou à l'absence d'une autorisation administrative; *b*) les infractions commises par négligence ou défaut de prévoyance;

2° Certaines infractions établies par des lois spéciales, qui présentent un caractère d'étroite analogie avec des crimes ou des délits prévus par le Code pénal;

3° Les contraventions que l'on peut considérer comme des délits diminués : tels sont les maraudages (art. 557.6), les voies de fait (art. 563.3), les dégradations de clôtures (art. 563.2). Toutes les infractions présentant ce caractère n'ont pu cependant être admises dans la statistique criminelle, à raison du grand nombre de condamnations auxquelles elles donnent lieu. Y sont seules comprises, les trois espèces de contraventions qui viennent d'être indiquées, qu'on a jugées les plus importantes pour l'étude de la criminalité.

Les infractions rentrant dans la statistique criminelle sont énumérées en détail dans la nomenclature insérée ci-après. Ces infractions ont été classées suivant deux principes différents. Elles sont d'abord réparties, d'après leur nature, en trente groupes distincts, placés, autant que possible, dans l'ordre adopté par le Code pénal. Les plus importants de ces groupes ont, en outre, été divisés en sous-catégories, d'après la gravité des peines infligées aux condamnés.

Les condamnations passées en force de chose jugée sont seules inscrites dans la statistique criminelle. Il ne saurait donc y avoir de concordance, quant au nombre des condamnés, entre les chiffres de cette statistique et ceux de la statistique de l'administration de la justice.

Rédaction des tableaux. — L'unité employée dans la statistique criminelle est *l'individu définitivement condamné*. Un délinquant condamné plusieurs fois pendant l'année n'est inscrit qu'une fois dans la statistique, à la rubrique de la dernière infraction qu'il a commise ou, s'il a été jugé à des dates différentes pour des infractions concurrentes, à la rubrique de l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

On a cependant donné au bas des tableaux, sous forme de second total, les résultats d'un relevé opéré suivant la méthode de 1898, méthode d'après laquelle un délinquant est inscrit dans la statistique criminelle *autant de fois qu'il a été condamné durant l'année du compte*, avec cette réserve toutefois que, s'il a été condamné *dans une même audience* pour plusieurs infractions, il n'est inscrit qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

La distinction entre condamnés primaires et condamnés récidivistes s'établit de la façon très simple que voici : on considère comme récidiviste tout individu qui, au moment où il commettait l'infraction pour laquelle il figure dans la récidive criminelle, avait déjà encouru une condamnation pour un fait rentrant dans le cadre de cette statistique. On le considère donc comme primaire s'il n'a subi auparavant que des condamnations dont la statistique criminelle ne tient pas compte : par exemple, des condamnations pour délits de chasse, fraude douanière, etc.

Tableau de la récidive générale et de la récidive spéciale. — Pour la rédaction de ce tableau, on compte comme degré de récidive toute condamnation encourue par le délinquant avant la date où il a commis sa dernière infraction. Ainsi que dans les autres tableaux de la statistique criminelle, c'est d'après cette infraction que se fait le classement des récidivistes. Ceux-ci sont rangés parmi les spécialistes si la majorité des infractions dont ils se sont rendus coupables dans le cours de leur carrière criminelle appartient au même groupe que la dernière infraction commise. La composition de ces groupes est exposée ci-dessous.

Statistique des infractions. — Cette statistique donne le nombre des infractions individuelles commises par les délinquants condamnés en 1916. On entend par infraction tout fait frappé d'une peine. Par exemple, un bulletin portant dix peines de huit jours de prison pour escroqueries est dépouillé dix fois; par contre, s'il mentionne une *seule* peine de trois mois d'emprisonnement pour plusieurs faux en écritures, il ne sera dépouillé qu'une fois.

Les infractions sont réparties d'après le mois de l'année et l'importance de la localité où elles ont été commises. En vue de ce classement, les communes du pays sont divisées en quatre catégories d'après le nombre de leurs habitants inscrits dans les registres de la population.

Première catégorie. : Communes et agglomérations urbaines de 100,000 habitants et plus. — *Deuxième catégorie* : Communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants. — *Troisième catégorie* : Communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants. — *Quatrième catégorie* : Communes de moins de 10,000 habitants. Les mouvements de la population, conséquence des évènements de la guerre n'ont pas permis de maintenir ce classement. On ne trouvera donc plus ici qu'une répartition des infractions faite d'après le mois de l'année où elles ont été commises.

Groupes pour l'étude de la récidive générale et de la récidive spéciale.

DÉNOMINATION DES GROUPES.	Nos d'ordre.	Nos D'ORDRE DES INFRACTIONS comprises dans la nomenclature de la statistique criminelle qui rentrent dans chaque groupe.
Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	1	1, 5, 6, 7, 8, 30, 33.
Crimes et délits contre la sécurité publique	2	9.
Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	3	2, 3, 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.
Crimes et délits contre l'ordre des familles	4	10, 11, 12, 13, 20.
Id. id. la moralité publique	5	14, 15, 16, 17, 18, 19.
Meurtres ou lésions corporelles volontaires	6	21, 22, 23, 24, 25, 26, 31.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	7	27.
Calomnies et injures	8	28, 29, 32.
Destructions, dégradations, dommages	9	41, 42, 43, 44, 45.

Nomenclature en usage pour la rédaction de la Statistique criminelle.

DÉNOMINATION DES INFRACTIONS.	Nos d'ordre	ARTICLES DU CODE PÉNAL ou des lois spéciales qui prévoient ces infractions.
Crimes ou délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	Art. C. P. 101 à 133, 142 à 159. Arrêté sur l'embauchage des troupes, 9 février 1815. Loi sur la désertion, 12 décembre 1817. Loi concernant les crimes et délits qui portent atteinte aux relations internationales, 12 mars 1858, art. 1 à 3. Loi concernant l'établissement et l'exploitation de réseaux téléphoniques, 11 juin 1853, art. 2. Lois électorales des 12 avril et 28 juin 1894, art. 196 à 216 modifiés par L. 11 juin 1896, art. 4 et 30 avril 1910, art. 1er, du 12 septembre 1895, art. 61 et du 22 avril 1898, art. 39.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	Art. C. P. 160 à 191, 488. Code pénal de 1810, art. 427. Loi concernant les marques de fabrique et de commerce, 1er avril 1879, art. 8, 10. Loi sur le droit d'auteur, 22 mars 1886, art. 22 à 25.
Faux en écritures	3	Art. C. P. 194 à 214. Loi sur les warrants du 18 novembre 1862, art. 26. Loi sur les chèques, 20 juin 1873, art. 5. Loi sur les faux dans les bilans ou dans les comptes de profits et pertes des sociétés, 26 décembre 1881, art. 1 et 2 (182 et 183 livre I, titre IX, Code de Commerce). Loi sur la collation des grades académiques, 10 avril 1890, art. 42. Loi sur l'assistance publique du 27 novembre 1891, art. 38, § 3. Lois électorales des 12 avril et 28 juin 1894, art. 18, § 2.
Faux témoignage et faux serment	4	Art. C. P. 215 à 226. Loi sur les enquêtes parlementaires, 3 mai 1880, art. 9.
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	Art. C. P. 227 à 231. Loi réglementant le port du titre d'avocat, 30 août 1913.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	Art. C. P. 233 à 241, 243 à 251, 254 à 262, 267 à 268. Loi sur les abus commis par les administrations de bienfaisance, 7 mai 1888, art. 1. Loi provinciale du 30 avril 1836, art. 90. Loi sur l'assistance publique, 27 novembre 1891, 38, § 1er.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers. — A. *Frappés d'une peine criminelle ou correctionelle*	7	Art. C. P. 252, 269 à 282, 284, 286 à 293, 295, § 1er, 297 et 298, 309 à 314.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers. — B. *Frappés d'une peine de police*	8	Loi sur l'hypnotisme, art. 3.
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	Art. C. P. 322 à 347. Loi sur les offres ou propositions de commettre certains crimes, 7 juillet 1875, art. 1er. Loi sur la provocation à commettre des crimes ou des délits, 25 mars 1891, art. 1. Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 53. Loi concernant les étrangers, 12 février 1897, art. 6.
Avortement	10	Art. C. P. 348 à 353.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	Id. 354 à 360. (Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 56, art. 60.)
Destruction ou supposition d'état	12	Id. 363 à 367.
Enlèvement de mineurs	13	Id. 368 à 371. (Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 55, 57.)
Attentats à la pudeur et viols. — A. *Frappés d'une peine criminelle*	14	Art. C. P. 372 à 378. (Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 48 à 52.)
Attentats à la pudeur et viols. — B. *Id. id. correctionnelle.*	15	
Attentats à la pudeur et viols. — C. *Id. id. de police*	16	
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	Id. 379 à 382, modifiés par la Loi du 26 mai 1914.
Outrages publics aux bonnes mœurs. — A. *Frappés d'une peine correctionnelle.*	18	Id. 383 à 386.
Outrages publics aux bonnes mœurs. — B. *Id. id. de police*	19	Loi complétant les articles 383 et 386 (paroles obscènes), 20 janvier 1905. Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 53.
Adultère et bigamie	20	Art. C. P. 387 à 391.
Meurtre. — A. *Frappé d'une peine criminelle*	21	Id. 393 à 397, 475.
Meurtre. — B. *Id. id. correctionnelle*	22	
Lésions corporelles volontaires. — A. *Frappées d'une peine criminelle*	23	Id. 398 à 414, 563, §3. Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 58.
Lésions corporelles volontaires. — B. *Id. id. correctionnelle*	24	
Lésions corporelles volontaires. — C. *Id. id. de police*	25	
Duel	26	Id. 423 à 433.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	Id. 434 à 442.
Calomnies et injures. — A. *Frappées d'une peine correctionnelle*	28	Id. 443 à 452.
Calomnies et injures. — B. *Id. id. de police*	29	
Violation de sépulture	30	Id. 453.
Falsifications de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	Id. 454 à 457.
Violation du secret professionnel	32	Id. 458 et 459.
Id. id. des lettres	33	Id. 460. Loi portant revision et codification de la législation postale, 30 mai 1879, art. 54.
Vols et maraudages. — A. *Frappés d'une peine criminelle*	34	Art. C. P. 463 à 474, 557, § 6.
Vols et maraudages. — B. *Id. id. correctionnelle*	35	
Vols et maraudages. — C. *Id. id. de police*	36	
Banqueroute	37	Id. 480 et 490. Loi sur le concordat préventif de la faillite, 29 juin 1887, art. 31 et 32.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies. — A. *Frappés d'une peine correctionnelle.*	38	Art. C. P. 491 à 504, 507 à 509. Loi sur la vente d'effets militaires, 24 mars 1846, art. 1, 3, 4. Loi sur les sociétés commerciales, Code de commerce Livre I, Titre IX, art. 175 à 181.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies. — B. *Id. id. de police*	39	Loi sur la falsification des denrées alimentaires, 4 août 1890, art. 4. Loi sur le payement des salaires, modif. art. 499 du C. P., 17 juin 1896. Loi sur la garde civique, 9 septembre 1897, art. 124.
Recel	40	Art. C. P. 505 et 506.
Incendie. — A. *Frappé d'une peine criminelle*	41	Id. 510 à 518.
Incendie. — B. *Id. id. correctionnelle*	42	
Destruction et dommages. — A. *Frappés d'une peine criminelle*	43	Id. 520 à 550, 563, § 2.
Destruction et dommages. — B. *Id. id. correctionnelle*	44	
Destruction et dommages. — C. *Id. id. de police*	45	

XXXII. — HOMMES. — Nombre total des condamnations individuelles et des condamnés répartis par nature d'infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	Nombre des condamnations individuelles			Nombre des condamnés			Nombre des condamnations décomptées		
		Primaires et récidivistes réunis	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunis	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunis	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	6	3	3	6	3	3	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	76	44	32	75	43	32	1	1	—
Faux en écritures	3	207	114	93	194	107	87	13	7	6
Faux témoignage et faux serment	4	37	23	14	36	23	13	1	—	1
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	133	95	38	118	91	27	15	4	11
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	13	11	2	12	10	2	1	1	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle.	7	2,905	1,106	1,799	2,633	1,051	1,582	272	55	217
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police	8	1,041	658	383	981	639	342	60	19	41
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	464	145	319	397	137	260	67	8	59
Avortement	10	6	5	1	6	5	1	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	50	20	30	45	17	28	5	3	2
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	12	7	5	12	7	5	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	14	10	4	14	10	4	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	204	128	76	202	128	74	2	—	2
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	29	12	17	29	12	17	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	143	73	70	136	72	64	7	1	6
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	8	4	4	8	4	4	—	—	—
Adultère et bigamie	20	431	185	246	406	178	228	25	7	18
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	12	4	8	12	4	8	—	—	—
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	2,632	1,123	1,509	2,468	1,091	1,374	164	29	135
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	2,925	1,716	1,209	2,746	1,664	1,082	179	52	127
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	87	54	33	81	52	29	6	2	4
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	157	65	92	148	64	84	9	1	8
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	310	190	120	290	182	108	20	8	12
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des lettres	33	1	—	1	—	—	—	1	—	1
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	38	13	25	38	13	25	—	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	8,363	4,127	4,236	7,557	3,867	3,690	806	260	546
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	4,448	3,143	1,305	4,175	3,005	1,170	273	138	135
Banqueroute	37	13	10	3	13	10	3	—	—	—
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	2,476	1,381	1,095	2,227	1,262	965	249	119	130
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — id. de police	39	121	89	32	116	88	28	5	1	4
Recel	40	1,527	696	831	1,421	668	753	106	28	78
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	5	4	1	5	4	1	—	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	265	113	152	228	102	126	37	11	26
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	242	154	88	229	147	82	13	7	6
TOTAUX		29,402	15,525	13,877	27,065	14,763	12,302	2,337	762	1,575

XXXII. — FEMMES. — Nombre total des condamnations individuelles et des condamnées réparties par nature d'infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	Nombre des condamnations individuelles			Nombre des condamnées			Nombre des condamnations décomptées		
		Primaires et récidivistes réunies	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunies	Primaires.	Récidivistes	Primaires et récidivistes réunies	Primaires.	Récidivistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	1	1	—	1	1	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	20	16	4	20	16	4	—	—	—
Faux en écritures	3	62	36	26	59	34	25	3	2	1
Faux témoignage et faux serment	4	17	13	4	17	13	4	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	63	53	10	60	52	8	3	1	2
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle.	7	826	428	398	775	415	360	51	13	38
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police	8	525	370	155	508	361	147	17	9	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	82	41	41	77	40	37	5	1	4
Avortement	10	66	47	19	63	45	18	3	2	1
Exposition ou délaissement d'enfants	11	33	20	13	31	18	13	2	2	—
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	6	4	2	5	4	1	1	—	1
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	9	9	—	9	9	—	—	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	99	54	45	96	54	42	3	—	3
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	107	76	31	103	72	31	4	4	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	14	7	7	13	7	6	1	—	1
Adultère et bigamie	20	275	165	110	263	161	102	12	4	8
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	2	2	—	2	2	—	—	—	—
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	4	3	1	4	3	1	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	645	359	286	617	351	266	28	8	20
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	2,952	1,934	1,018	2,779	1,865	914	173	69	104
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	14	8	6	13	8	5	1	—	1
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	143	83	60	138	82	56	5	1	4
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	752	464	288	705	447	258	47	17	30
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	1,953	1,191	762	1,826	1,155	671	127	36	91
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	3,901	2,794	1,107	3,666	2,696	970	235	98	137
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	1,895	1,407	488	1,764	1,327	437	131	80	51
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — id. de police	39	60	48	12	56	44	12	4	4	—
Recel	40	795	539	256	767	523	244	28	16	12
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	51	26	25	49	26	23	2	—	2
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	101	67	34	95	64	31	6	3	3
TOTAUX		15,473	10,265	5,208	14,581	9,895	4,686	892	370	522

XXXIII. — Degré d'instruction. — Hommes.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	Illettrés		Sachant imparfaitement lire et écrire.		Sachant bien lire et écrire.		Possédant une instruction plus étendue.		Degré d'instruction inconnu.		TOTAL.		
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunis.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou portant atteinto aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	1	2	2	1	—	—	—	—	—	3	3	6
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	2	34	21	6	9	2	—	—	—	43	32	75
Faux en écritures	3	1	—	50	55	37	27	19	5	—	—	107	87	194
Faux témoignage et faux serment	4	1	—	14	13	8	—	—	—	—	—	23	13	36
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	6	6	68	16	16	5	1	—	—	—	91	27	118
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	1	—	7	1	2	1	—	—	10	2	12
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés d'une peine — correctionnelle	7	81	214	769	1,203	185	158	16	7	—	—	1,051	1,582	2,633
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés d'une peine — de police	8	29	28	449	256	148	56	12	2	1	—	639	342	981
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	17	52	120	186	18	21	—	1	—	—	137	260	397
Avortement	10	—	—	3	1	1	—	1	—	—	—	5	1	6
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	5	12	22	5	1	—	—	—	—	17	28	45
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	1	3	5	2	1	—	—	—	—	—	7	5	12
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine — criminelle	14	—	1	10	3	—	—	—	—	—	—	10	4	14
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine — correctionnelle	15	5	13	95	52	22	8	6	1	—	—	128	74	202
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	11	15	1	2	—	—	—	—	12	17	29
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine — correctionnelle	18	5	7	51	50	15	7	1	—	—	—	72	64	136
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine — de police	19	—	—	4	4	—	—	—	—	—	—	4	4	8
Adultère et bigamie	20	12	21	132	175	32	30	2	2	—	—	178	228	406
Meurtre frappé d'une peine — criminelle	21	—	—	4	6	—	2	—	—	—	—	4	8	12
Meurtre frappé d'une peine — correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine — criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine — correctionnelle	24	70	156	862	1,090	153	112	9	7	—	—	1,094	1,374	2,468
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine — de police	25	111	103	1,182	834	331	131	40	14	—	—	1,664	1,082	2,746
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	1	7	28	21	23	1	—	—	—	—	52	29	81
Calomnies et injures frappées d'une peine — correctionnelle	28	2	8	43	57	16	18	3	1	—	—	64	84	148
Calomnies et injures frappées d'une peine — de police	29	16	7	107	77	52	22	7	2	—	—	182	108	290
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés d'une peine — criminelle	34	—	3	12	21	1	1	—	—	—	—	13	25	38
Vols et maraudages frappés d'une peine — correctionnelle	35	411	584	3,104	2,869	342	227	8	10	2	—	3,867	3,690	7,557
Vols et maraudages frappés d'une peine — de police	36	269	291	2,329	882	397	94	9	3	1	—	3,005	1,170	4,175
Banqueroute	37	—	—	6	—	3	2	1	1	—	—	10	3	13
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine — correctionnelle	38	40	68	928	722	270	164	24	11	—	—	1,262	965	2,227
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine — de police	39	2	3	71	20	12	5	3	—	—	—	88	28	116
Recel	40	65	87	508	612	91	54	4	—	—	—	668	753	1,421
Incendie frappé d'une peine — criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé d'une peine — correctionnelle	42	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—	4	1	5
Destructions et dommages frappés d'une peine — criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés d'une peine — correctionnelle	44	9	10	83	105	9	5	1	—	—	—	102	126	228
Destructions et dommages frappés d'une peine — de police	45	13	7	100	65	31	9	3	1	—	—	147	82	229
TOTAUX DU TABLEAU.		1,171	1,602	11,180	9,459	2,234	1,172	174	69	4	—	14,763	12,302	27,065
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		1,272	1,858	11,766	10,674	2,300	1,268	183	77	4	—	15,525	12,877	29,402

XXXIII (Suite). — Degré d'instruction. — Femmes.

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature.	Illettrées		Sachant imparfaitement lire et écrire.		Sachant bien lire et écrire.		Possédant une instruction plus étendue.		Degré d'instruction inconnu.		TOTAL.		
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunis.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou portant atteinto aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	—	14	3	1	1	—	—	—	—	16	4	20
Faux en écritures	3	1	—	25	22	8	3	—	—	—	—	34	25	59
Faux témoignage et faux serment	4	—	1	11	3	2	—	—	—	—	—	13	4	17
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	5	2	39	6	8	—	—	—	—	—	52	8	60
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés d'une peine — correctionnelle	7	44	80	317	266	52	13	2	1	—	—	415	360	775
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés d'une peine — de police	8	33	27	282	106	44	14	—	—	2	—	361	147	508
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	3	14	35	21	2	2	—	—	—	—	40	37	77
Avortement	10	5	2	34	16	6	—	—	—	—	—	45	18	63
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	2	16	11	1	—	—	—	1	—	18	13	31
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	1	1	1	—	2	—	—	—	—	—	4	1	5
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine — criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine — correctionnelle	15	1	—	7	—	1	—	—	—	—	—	9	—	9
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	5	8	42	33	7	1	—	—	—	—	54	42	96
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine — correctionnelle	18	10	4	62	26	—	1	—	—	—	—	72	31	103
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine — de police	19	1	1	5	4	1	1	—	—	—	—	7	6	13
Adultère et bigamie	20	13	14	138	82	10	6	—	—	—	—	161	102	263
Meurtre frappé d'une peine — criminelle	21	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Meurtre frappé d'une peine — correctionnelle	22	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	3	1	4
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine — criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine — correctionnelle	24	39	64	285	196	27	5	—	1	—	—	351	266	617
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine — de police	25	234	160	1,451	698	176	56	3	—	1	—	1,865	914	2,779
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	2	—	4	5	2	—	—	—	—	—	8	5	13
Calomnies et injures frappées d'une peine — correctionnelle	28	5	11	61	41	13	4	—	—	—	—	82	56	138
Calomnies et injures frappées d'une peine — de police	29	43	52	338	189	61	17	2	—	—	—	447	258	705
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés d'une peine — criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés d'une peine — correctionnelle	35	148	168	920	471	86	31	1	1	—	—	1,155	671	1,826
Vols et maraudages frappés d'une peine — de police	36	326	217	2,039	691	328	61	3	1	—	—	2,696	970	3,666
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine — correctionnelle	38	68	55	1,056	331	197	47	6	4	—	—	1,327	437	1,764
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine — de police	39	4	2	33	8	7	2	—	—	—	—	44	12	56
Recel	40	82	70	408	164	33	10	—	—	—	—	523	244	767
Incendie frappé d'une peine — criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé d'une peine — correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés d'une peine — criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés d'une peine — correctionnelle	44	4	3	19	10	3	1	—	—	—	—	26	23	49
Destructions et dommages frappés d'une peine — de police	45	8	4	53	23	3	4	—	—	—	—	64	31	95
TOTAUX DU TABLEAU.		1,086	982	7,704	3,436	1,084	280	17	8	4	—	9,895	4,686	14,581
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		1,121	1,098	7,999	3,796	1,123	306	18	8	4	—	10,265	5,208	15,473

XXXIV. — Ivrognerie. — HOMMES.

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature.	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique.		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson.	
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	2	8	—	—	2	8	—	—
Faux en écritures	3	3	20	—	—	3	20	—	—
Faux témoignage et faux serment	4	2	5	—	—	2	5	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	1	8	1	—	—	8	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	117	772	3	2	25	460	89	310
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police	8	56	104	5	—	12	62	39	42
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	19	108	5	—	7	100	7	8
Avortement	10	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	1	4	—	—	1	4	—	—
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	2	—	—	—	2	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	2	—	—	—	2	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	5	13	—	—	5	13	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	1	4	—	—	1	4	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	6	23	3	—	2	19	1	4
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	—	1	—	—	—	—	—	1
Adultère et bigamie	20	11	75	—	—	11	74	—	1
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	—	4	—	—	—	4	—	—
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	86	483	26	11	40	417	20	55
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	65	257	10	4	35	220	20	24
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	4	14	1	—	2	12	1	2
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	—	17	—	1	—	15	—	1
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	8	35	2	—	6	34	—	1
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	1	—	—	—	1	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	2	11	1	2	1	9	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	137	1,141	1	2	135	1,136	1	3
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	59	283	—	—	58	281	1	2
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	35	241	—	—	35	240	—	1
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — id. de police	39	3	4	—	—	3	4	—	—
Recel	40	29	222	—	—	29	222	—	—
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	19	64	5	2	7	44	7	18
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	16	33	7	—	2	21	7	12
TOTAUX DU TABLEAU		687	3,959	70	24	424	3,450	193	485
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		723	4,547	71	26	450	3,963	202	558

XXXIV (suite). — Ivrognerie. — FEMMES.

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature.	TOTAL des condamnées qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique.		CONDAMNÉES qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉES qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉES qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson.	
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures	3	—	2	—	—	—	2	—	—
Faux témoignage et faux serment	4	—	1	—	—	—	1	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	13	56	1	—	1	24	11	32
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police	8	6	6	—	—	2	5	4	1
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	1	4	—	—	1	4	—	—
Avortement	10	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	—	—	—	—	—	—	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	3	4	—	—	3	4	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	5	2	—	—	4	1	1	1
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	1	—	—	—	—	—	1	—
Adultère et bigamie	20	1	6	—	—	1	6	—	—
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	2	19	—	—	1	18	1	1
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	10	29	2	—	7	27	1	2
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	2	—	—	—	2	—	—
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	—	7	—	—	—	7	—	—
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	2	10	—	—	—	10	2	—
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	9	37	—	—	9	36	—	1
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	3	1	—	—	3	1	—	—
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	2	8	—	—	2	8	—	—
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — id. de police	39	—	1	—	—	—	1	—	—
Recel	40	1	10	—	—	1	10	—	—
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	—	4	—	—	—	4	—	—
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	3	2	—	—	—	2	3	—
TOTAUX DU TABLEAU		62	211	3	—	35	173	24	38
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		65	242	4	—	36	199	25	43

XXXV. — Age. — Répartition d'après la nature des infractions commises. — HOMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	AGE QUE LES CONDAMNÉS AVAIENT AU MOMENT OU ILS COMMIRENT LEUR INFRACTION.																								Numéros de la nomenclature.
		De 16 ans à moins de 18 ans.		De 18 ans à moins de 21 ans.		De 21 ans à moins de 25 ans.		De 25 ans à moins de 30 ans.		De 30 ans à moins de 35 ans.		De 35 ans à moins de 40 ans.		De 40 ans à moins de 45 ans.		De 45 ans à moins de 50 ans.		De 50 ans à moins de 55 ans.		De 55 ans à moins de 60 ans.		De 60 ans à moins de 70 ans.		70 ans et plus.		Age inconnu.		TOTAL.			
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunis.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	2	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	3	3	6	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	2	—	4	1	7	1	7	5	7	9	5	6	5	3	3	3	1	3	1	—	1	1	—	—	—	—	43	32	75	2
Faux en écritures	3	6	—	11	4	13	5	21	12	13	12	12	20	12	14	7	9	1	3	2	1	2	1	—	—	—	—	107	87	194	3
Faux témoignage et faux serment	4	1	—	5	—	5	2	2	3	2	2	3	1	4	3	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	23	13	36	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	23	—	22	7	14	2	9	5	7	1	5	3	5	3	2	2	1	1	1	2	1	1	1	—	—	—	91	27	118	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	1	—	—	1	4	—	1	—	—	1	1	—	—	—	—	10	2	12	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés. — d'une peine correctionnelle	7	94	13	210	65	169	139	185	258	118	257	79	274	68	214	56	154	37	108	20	56	12	41	3	3	—	—	1,051	1,582	2,633	7
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés. — id. de police	8	58	2	96	19	70	26	96	50	72	48	74	56	63	55	38	31	27	22	19	15	10	12	7	6	—	—	639	342	981	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	16	—	33	13	24	20	13	44	10	31	7	46	9	29	8	31	6	24	5	14	6	8	—	—	—	—	137	260	397	9
Avortement	10	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	1	6	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	—	1	7	3	5	9	3	7	2	6	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	17	28	45	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	—	—	4	—	2	1	—	1	—	—	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	7	5	12	13
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	2	—	3	—	1	—	—	1	—	—	1	2	1	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	10	4	14	14
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	17	2	27	4	14	2	9	9	8	11	11	14	20	9	1	7	8	6	5	5	7	4	1	1	—	—	128	74	202	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	1	—	1	2	1	3	3	3	1	2	1	3	1	3	—	1	2	—	1	—	—	—	—	—	12	17	29	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	8	—	23	6	14	2	10	7	8	9	4	10	—	10	2	7	—	5	1	3	—	4	2	1	—	—	72	64	136	18
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	4	4	8	19
Adultère et bigamie	20	—	—	8	4	22	13	46	54	39	43	30	51	20	34	7	20	2	5	1	1	3	3	—	—	—	—	178	228	406	20
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	—	—	2	—	—	—	2	1	—	2	—	1	—	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	4	8	12	21
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	104	7	270	86	193	120	165	223	99	214	62	240	80	191	44	137	31	80	22	34	21	30	3	3	—	—	1,094	1,374	2,468	24
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	132	7	266	49	254	99	222	190	211	169	165	178	135	139	101	121	74	62	51	39	44	27	9	2	—	—	1,664	1,082	2,746	25
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	6	1	15	2	14	2	9	6	1	5	2	4	3	3	2	3	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	52	29	81	27
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	4	—	4	2	7	5	9	6	6	10	7	14	5	16	7	13	11	15	2	1	2	2	—	—	—	—	64	84	148	28
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	5	—	26	1	22	6	21	10	24	13	14	16	25	19	20	16	6	14	8	7	10	6	1	—	—	—	182	108	290	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	31
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Id. id. lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	1	7	2	3	6	—	3	1	7	1	2	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	25	38	34
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	826	101	1,043	409	615	498	454	686	284	544	227	548	172	378	113	231	69	163	35	70	29	57	9	5	—	—	3,867	3,690	7,557	35
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	684	32	580	75	340	99	300	161	226	158	203	159	203	156	125	116	100	75	104	50	108	78	32	11	—	—	3,005	1,170	4,175	36
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	3	—	1	—	3	2	—	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	10	3	13	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	58	3	107	31	116	59	173	111	144	146	173	160	163	168	130	115	81	92	61	41	43	36	13	3	—	—	1,262	965	2,227	38
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	12	—	8	—	2	1	10	5	12	4	10	8	9	5	10	2	7	1	4	2	3	—	1	—	—	—	88	28	116	39
Recel	40	55	4	63	28	64	58	96	126	88	122	71	113	68	107	68	77	40	57	27	40	23	19	5	2	—	—	668	753	1,421	40
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	1	—	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	5	42
Destruction et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
Destruction et dommages frappés — id. correctionnelle	44	16	3	30	8	19	13	12	17	7	19	3	31	5	16	3	10	2	3	3	3	2	2	—	1	—	—	102	126	228	44
Destruction et dommages frappés — id. de police	45	25	1	32	9	26	3	17	18	10	14	12	9	9	7	5	9	2	9	4	2	5	1	—	—	—	—	147	82	229	45
TOTAUX DU TABLEAU		2,156	177	2,904	827	2,034	1,194	1,906	2,018	1,412	1,863	1,192	1,979	1,088	1,600	760	1,122	499	754	381	393	344	336	87	39	—	—	14,763	12,302	27,065	
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		2,297	222	3,121	991	2,174	1,418	1,991	2,316	1,467	2,103	1,229	2,220	1,120	1,765	785	1,220	511	806	389	428	353	349	88	41	—	—	15,525	13,877	29,402	

XXXV (suite). — Age. — Répartition d'après la nature des infractions commises. — FEMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	AGE QUE LES CONDAMNÉS AVAIENT AU MOMENT OU ELLES COMMIRENT LEUR INFRACTION.																												Numéros de la nomenclature.
		De 16 ans à moins de 18 ans.		De 18 ans à moins de 21 ans.		De 21 ans à moins de 25 ans.		De 25 ans à moins de 30 ans.		De 30 ans à moins de 35 ans.		De 35 ans à moins de 40 ans.		De 40 ans à moins de 45 ans.		De 45 ans à moins de 50 ans.		De 50 ans à moins de 55 ans.		De 55 ans à moins de 60 ans.		De 60 ans à moins de 70 ans.		70 ans et plus.		Age inconnu.		TOTAL.			
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunies.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	—	2	1	2	1	4	1	1	—	2	1	1	—	—	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	16	4	20	2
Faux en écritures	3	1	—	10	—	5	5	5	5	2	1	1	3	3	1	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	34	25	59	3
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	6	—	2	—	2	—	—	2	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	13	4	17	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	8	—	12	—	11	1	9	1	5	—	2	—	—	2	1	2	1	—	1	1	1	1	1	—	—	—	52	8	60	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	7	1	46	11	70	31	64	58	64	61	55	52	42	53	34	43	19	28	12	13	10	9	1	—	—	—	415	360	775	7
id. de police	8	20	—	39	2	47	7	47	22	54	25	49	39	40	15	26	19	19	19	14	5	4	2	2	1	—	—	361	147	508	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	2	—	3	—	1	2	7	2	6	1	7	8	3	9	8	9	1	2	1	—	1	3	—	1	—	—	40	37	77	9
Avortement	10	3	—	7	2	10	2	7	3	6	3	7	—	3	3	—	2	—	2	1	—	1	1	—	—	—	—	45	18	63	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	1	1	5	3	10	4	1	3	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18	13	31	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	5	13
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
id. correctionnelle	15	—	—	2	—	1	—	2	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	9	—	9	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	3	1	4	2	12	6	10	10	7	2	5	8	8	6	2	3	2	1	1	3	—	—	—	—	54	42	96	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	13	—	19	3	8	6	14	3	7	6	4	4	3	4	3	2	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	72	31	103	18
id. de police	19	—	—	—	1	2	—	1	—	1	1	1	2	1	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	7	6	13	19
Adultère et bigamie	20	1	—	6	3	22	12	48	23	36	30	24	19	14	10	7	3	2	2	1	—	—	—	—	—	—	—	161	102	263	20
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	21
id. correctionnelle	22	—	—	—	—	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4	22
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
id. correctionnelle	24	18	1	47	14	71	23	59	39	49	51	45	45	25	36	23	21	11	22	9	6	2	7	1	1	—	—	351	266	617	24
id. de police	25	124	3	264	32	316	93	340	155	263	173	187	143	146	139	88	74	67	49	34	29	31	21	5	3	—	—	1,865	914	2,779	25
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	—	1	—	1	—	2	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	2	—	—	8	5	13	27
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	5	—	7	1	11	6	12	5	12	4	11	7	4	8	10	8	3	9	4	6	3	2	—	—	—	—	82	56	138	28
id. de police	29	20	—	41	5	55	16	74	28	53	40	37	43	56	28	35	36	28	27	18	19	21	15	6	1	—	—	447	258	705	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
id. correctionnelle	35	153	11	212	35	228	81	196	113	121	104	84	101	64	91	43	57	23	37	21	23	9	18	1	—	—	—	1,155	671	1,826	35
id. de police	36	359	13	395	57	355	86	371	117	296	144	242	128	214	122	162	109	118	80	90	56	71	50	23	8	—	—	2,696	970	3,666	36
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	35	3	99	10	147	32	154	38	163	51	161	70	159	71	146	68	123	35	57	31	69	26	14	2	—	—	1,327	437	1,764	38
id. de police	39	5	—	5	—	2	1	6	4	4	4	7	1	4	1	4	—	4	—	1	—	2	1	—	—	—	—	44	12	56	39
Recel	40	18	—	39	6	68	8	96	25	64	33	62	41	57	47	52	40	40	20	15	12	11	9	1	3	—	—	523	244	767	40
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
Destruction et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
id. correctionnelle	44	1	1	5	—	5	2	6	4	2	4	3	3	2	1	1	2	1	5	—	—	—	1	—	—	—	—	26	23	49	44
id. de police	45	2	—	8	2	18	2	10	5	6	4	9	6	3	6	3	—	2	3	2	1	1	2	—	—	—	—	64	31	95	45
TOTAUX DU TABLEAU		796	33	1,282	187	1,471	422	1,558	662	1,220	768	1,017	718	849	659	657	503	461	347	288	204	241	171	55	22	—	—	9,895	4,686	14,581	
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		819	45	1,336	225	1,560	508	1,617	762	1,264	334	1,048	778	873	715	677	547	471	379	294	217	250	178	56	22	—	—	10,265	5,208	15,473	

XXXVI. — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	BRUXELLES. Hommes. Primaires.	BRUXELLES. Hommes. Récidivistes	BRUXELLES. Femmes. Primaires.	BRUXELLES. Femmes. Récidivistes	BRUXELLES. Total.	LOUVAIN. Hommes. Primaires.	LOUVAIN. Hommes. Récidivistes	LOUVAIN. Femmes. Primaires.	LOUVAIN. Femmes. Récidivistes	LOUVAIN. Total.	NI	VELLES.	VELLES.	VELLES.	ANVERS. Hommes. Primaires.	ANVERS. Hommes. Récidivistes	ANVERS. Femmes. Primaires.	ANVERS. Femmes. Récidivistes	ANVERS. Total	MALINES. Hommes. Primaires.	MALINES. Hommes. Récidivistes	MALINES. Femmes. Primaires.	MALINES. Femmes. Récidivistes	MALINES. Total	TURNHOUT. Hommes. Primaires.	TURNHOUT. Hommes. Récidivistes	TURNHOUT. Femmes. Primaires.	TURNHOUT. Femmes. Récidivistes	TURNHOUT. Total	MONS. Hommes. Primaires.	MONS. Hommes. Récidivistes.	MONS. Femmes. Primaires.	MONS. Femmes. Récidivistes.	MONS. Total.	Numéros de la nomenclature.
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	1	—	—	—	1	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	22	18	4	1	45	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	4	1	—	1	6	2	—	1	—	3	—	—	—	—	—	—	1	—	1	2	2
Faux en écritures	3	37	25	9	9	80	2	2	1	—	5	1	1	—	—	2	8	8	3	1	20	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	4	3	4	1	12	3
Faux témoignage et faux serment	4	2	—	—	—	2	6	2	7	—	15	—	—	1	—	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	13	5	4	1	23	7	—	1	1	9	5	—	6	1	12	5	1	4	1	11	—	—	2	1	3	3	1	—	—	4	4	1	4	—	9	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	3	2	—	—	5	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle.	7	112	236	27	29	404	63	61	25	13	162	11	19	2	9	41	77	160	42	49	328	33	38	15	12	98	7	29	5	9	50	97	122	16	30	265	7
id. de police	8	54	21	24	4	103	20	7	15	2	44	37	29	12	8	86	89	50	59	16	214	8	2	6	2	18	4	5	5	—	14	65	43	27	17	152	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	7	31	1	—	39	5	11	1	2	19	3	3	—	1	7	6	19	2	3	30	1	2	1	—	4	3	7	—	1	11	25	26	1	2	54	9
Avortement	10	—	—	3	2	5	—	—	4	1	5	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	2	—	11	3	16	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	1	2	—	3	—	1	2	—	3	—	—	—	1	1	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	5	1	6	13	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	1	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	14
id. correctionnelle	15	20	10	1	—	31	2	5	—	—	7	1	2	—	—	3	10	6	1	—	17	7	1	1	—	9	2	1	—	—	3	8	6	—	—	14	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	1	5	1	7	—	2	2	2	6	1	—	—	—	1	4	—	6	8	18	—	2	6	4	12	—	—	1	—	1	4	3	6	6	19	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	10	10	5	—	25	3	4	14	4	25	1	—	1	—	2	3	10	2	—	15	—	—	4	3	7	2	1	—	—	3	8	3	2	5	18	18
id. de police	19	—	—	—	1	1	—	—	1	—	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19
Adultère et bigamie	20	79	66	56	26	227	1	3	1	2	7	—	2	1	1	4	19	29	19	11	78	1	2	1	1	5	—	—	—	—	—	9	23	10	13	55	20
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	—	—	1	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	21
id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	22
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
id. correctionnelle	24	85	106	28	12	231	82	79	22	15	198	16	15	3	3	37	68	114	32	25	239	12	16	1	—	29	33	23	2	2	60	68	121	33	30	252	24
id. de police	25	31	19	24	6	80	26	5	21	10	62	76	58	54	24	212	92	63	129	51	335	22	12	27	3	64	29	13	25	8	75	183	127	105	129	634	25
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	—	—	—	—	1	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	27
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	3	2	5	1	11	5	11	9	6	31	1	3	—	—	4	5	5	5	2	17	—	2	2	—	4	1	—	—	1	3	4	6	11	24	28
id. de police	29	5	2	5	2	14	7	3	20	6	36	1	—	3	1	5	17	11	53	26	107	1	5	18	6	30	1	—	3	2	6	32	16	89	58	195	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	5	1	—	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
id. correctionnelle	35	562	508	214	85	1,369	109	69	28	19	225	132	114	23	10	279	457	434	120	56	1,078	127	67	33	8	235	98	76	32	14	220	256	358	67	67	748	35
id. de police	36	131	44	73	16	264	79	21	213	60	373	180	94	289	120	683	207	98	85	15	405	8	6	8	6	28	58	38	32	12	140	373	189	304	158	1,024	36
Banqueroute	37	2	2	—	—	4	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	37
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	264	210	228	61	763	25	20	47	11	103	7	13	13	2	35	194	155	187	68	604	31	13	48	12	104	6	2	9	2	19	58	57	71	34	220	38
id. de police	39	22	4	10	2	38	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	8	4	5	2	19	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	1	—	—	2	39
Recel	40	59	61	44	12	176	17	23	21	8	69	9	8	6	5	28	86	110	77	25	298	21	21	40	10	92	37	45	10	9	101	52	72	48	45	217	40
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
id. correctionnelle	44	6	11	—	3	20	4	8	3	3	18	2	2	—	—	4	4	6	—	3	13	—	2	1	—	3	7	2	1	—	10	10	12	—	2	24	44
id. de police	45	7	3	2	—	12	6	—	4	—	10	7	2	2	2	13	6	4	0	2	21	7	—	1	—	8	6	—	—	1	7	12	7	10	5	34	45
TOTAL DES CONDAMNÉS		1,542	1,397	775	274	3,988	473	338	464	165	1,440	495	365	417	189	1,466	1,371	1,291	851	366	3,879	283	196	216	69	764	298	245	127	60	730	1,281	1,203	906	623	4,013	
TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		1,654	1,559	810	296	4,319	485	369	476	177	1,507	519	385	434	206	1,544	1,474	1,480	890	412	4,256	291	213	219	71	794	315	274	129	70	788	1,360	1,424	943	744	4,471	

XXXVI (suite). — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	CHARLEROI. Hommes. Primaires.	CHARLEROI. Hommes. Récidivistes	CHARLEROI. Femmes. Primaires.	CHARLEROI. Femmes. Récidivistes	CHARLEROI. Total.	TOURNAI. Hommes. Primaires.	TOURNAI. Hommes. Récidivistes	TOURNAI. Femmes. Primaires.	TOURNAI. Femmes. Récidivistes	TOURNAI. Total.	GAND. Hommes. Primaires.	GAND. Hommes. Récidivistes	GAND. Femmes. Primaires.	GAND. Femmes. Récidivistes	GAND. Total	AUDENARDE. Hommes. Primaires.	AUDENARDE. Hommes. Récidivistes	AUDENARDE. Femmes. Primaires.	AUDENARDE. Femmes. Récidivistes	AUDENARDE. Total	TERMONDE. Hommes. Primaires.	TERMONDE. Hommes. Récidivistes	TERMONDE. Femmes. Primaires.	TERMONDE. Femmes. Récidivistes	TERMONDE. Total	BRUGES. Hommes. Primaires.	BRUGES. Hommes. Récidivistes	BRUGES. Femmes. Primaires.	BRUGES. Femmes. Récidivistes	BRUGES. Total	COURTRAI. Hommes. Primaires.	COURTRAI. Hommes. Récidivistes	COURTRAI. Femmes. Primaires.	COURTRAI. Femmes. Récidivistes	COURTRAI. Total.	Numéros de la nomenclature.
		36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	5	1	—	7	—	—	1	—	1	8	2	—	—	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Faux en écritures	3	8	14	3	5	30	2	2			5	3	6		1	15	1				1		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	3
Faux témoignage et faux serment	4	4	4	—	3	11	2	1	—	—	3	—	1	1	—	2	1	1	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	2	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	3	4	5	—	12	7	1	1	—	9	3	1	2	1	7	2	—	—	—	2	1	—	—	—	1	1	2	—	—	3	1	1	—	—	2	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
Crimes et délits contre l'ordre public { d'une peine correctionnelle	7	94	177	64	67	402	46	52	17	14	129	43	142	16	21	222	23	32	4	5	64	44	56	19	8	127	15	33	11	5	64	19	29	17	9	74	7
commis par des particuliers, frappés { id. de police	8	61	57	49	41	208	16	1	3	1	21	47	22	24	7	100	5	4	5	—	14	6	1	7	—	14	10	3	3	1	17	7	3	4	1	15	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	20	35	2	4	61	4	16	—	—	20	4	11	2	—	17	4	7	—	2	13	6	9	2	—	17	3	5	1	—	9	7	14	1	1	23	9
Avortement	10	1	—	5	3	9	—	—	—	1	1	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	3	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	2	1	3	6	1	—	—	—	1	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	1	4	—	—	—	4	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	13
Attentats à la pudeur et viols { d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	—	—	4	1	—	—	—	1	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
frappés { id. correctionnelle	15	13	13	—	—	26	9	3	1	—	13	7	4	—	—	11	7	2	—	—	9	5	4	—	—	9	2	1	—	—	3	5	1	—	—	6	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	1	2	10	7	20	—	1	1	3	5	—	—	6	2	8	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	17
Outrages publics aux bonnes { d'une peine correctionnelle	18	4	6	10	3	23	5	2	2	1	10	2	—	3	5	10	3	2	6	2	13	5	3	3	1	12	1	4	1	—	6	3	1	1	2	7	18
mœurs frappés { id. de police	19	1	1	2	2	6	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1	19
Adultère et bigamie	20	24	36	33	18	111	3	1	3	—	7	18	29	11	13	71	—	—	—	—	—	—	2	1	—	3	1	2	2	1	6	—	—	—	—	—	20
Meurtre frappé { d'une peine criminelle	21	1	2	—	—	3	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21
{ id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
Lésions corporelles volontaires frappées { d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
{ id. correctionnelle	24	72	146	22	43	283	45	38	10	3	96	87	123	35	16	261	65	47	21	12	145	92	96	39	17	238	37	55	17	10	119	55	66	16	8	145	24
{ id. de police	25	309	274	330	258	1,171	64	37	51	14	166	69	42	103	30	244	31	7	26	6	70	36	14	83	15	148	13	12	31	6	62	69	57	68	19	213	25
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	1	1	2	—	4	2	2	1	—	5	6	1	—	—	7	—	4	—	—	4	4	3	—	—	7	—	—	—	—	—	4	4	—	1	9	27
Calomnies et injures frappées { d'une peine correctionnelle	28	—	5	—	3	8	4	6	4	1	15	2	8	4	—	14	9	3	10	5	27	—	1	—	1	2	4	5	11	2	22	3	5	1	5	14	28
{ id. de police	29	21	14	61	47	146	10	6	14	9	39	18	9	20	10	57	2	1	5	5	13	5	1	3	—	9	—	2	2	2	6	1	5	10	4	20	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	31
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
Vols et maraudages frappés { d'une peine criminelle	34	2	3	—	—	5	1	2	—	—	3	1	7	—	—	8	1	5	—	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35
{ id. correctionnelle	35	332	446	122	120	1,020	87	101	20	11	219	183	232	60	23	498	100	67	13	5	185	286	240	63	18	607	81	80	32	7	200	112	131	9	5	257	35
{ id. de police	36	344	185	295	168	992	166	43	86	20	315	80	27	37	6	150	38	5	12	—	55	91	33	29	9	162	14	9	7	3	33	98	56	40	8	202	36
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	37
Abus de confiance, escroquerie, { d'une peine correctionnelle	38	93	87	160	72	412	21	10	31	9	71	131	132	133	47	443	25	16	37	6	84	39	18	40	6	103	13	15	22	3	53	46	27	55	8	136	38
tromperies frappés { id. de police	39	4	3	3	3	13	—	—	—	—	—	9	1	2	—	12	—	—	—	—	—	3	2	1	—	6	—	—	2	—	2	5	2	7	—	14	39
Recel	40	50	78	39	23	190	11	16	7	4	38	32	48	25	7	112	11	24	7	3	45	49	62	54	9	174	20	16	7	7	50	23	33	12	7	75	40
Incendie frappé { d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
{ id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	42
Destructions et dommages frappés { d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
{ id. correctionnelle	44	2	3	—	3	8	2	3	—	1	6	8	11	4	2	25	11	10	2	—	23	4	7	7	—	18	—	5	2	3	10	6	9	1	1	17	44
{ id. de police	45	21	16	8	7	52	5	3	—	—	8	4	4	3	—	11	3	—	1	1	5	3	2	—	—	5	2	—	—	—	2	9	3	1	4	17	45
TOTAL DES CONDAMNÉS		1,489	1,619	1,230	903	5,241	513	348	253	92	1,206	773	869	495	191	2,328	343	238	149	53	783	683	548	356	87	1,674	219	251	151	50	671	480	449	243	84	1,256	
TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		1,553	1,858	1,278	1,001	5,690	527	386	260	104	1,277	819	978	522	210	2,529	347	262	151	57	817	724	635	365	95	1,819	236	277	154	51	718	510	512	252	90	1,364	

XXXVI (suite). — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FURNES. Hommes. Primaires.	FURNES. Hommes. Récidivistes	FURNES. Femmes. Primaires.	FURNES. Femmes. Récidivistes	FURNES. Total.	YPRES. Hommes. Primaires.	YPRES. Hommes. Récidivistes	YPRES. Femmes. Primaires.	YPRES. Femmes. Récidivistes	YPRES. Total.	LIÉGE. Hommes. Primaires.	LIÉGE. Hommes. Récidivistes	LIÉGE. Femmes. Primaires.	LIÉGE. Femmes. Récidivistes	LIÉGE. Total	HUY. Hommes. Primaires.	HUY. Hommes. Récidivistes	HUY. Femmes. Primaires.	HUY. Femmes. Récidivistes	HUY. Total	VERVIERS. Hommes. Primaires.	VERVIERS. Hommes. Récidivistes	VERVIERS. Femmes. Primaires.	VERVIERS. Femmes. Récidivistes	VERVIERS. Total	TONGRES. Hommes. Primaires.	TONGRES. Hommes. Récidivistes	TONGRES. Femmes. Primaires.	TONGRES. Femmes. Récidivistes	TONGRES. Total	HASSELT. Hommes. Primaires.	HASSELT. Hommes. Récidivistes.	HASSELT. Femmes. Primaires.	HASSELT. Femmes. Récidivistes.	HASSELT. Total.	Numéros de la nomenclature.
		71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	5	—	7	1	2	1	1	5	3	—	1	—	4	—	—	—	—	—	—	1	2	—	3	2
Faux en écritures	3	1	1	2	—	4	—	—	2	—	2	23	11	3	3	40	1	1	—	—	2	4	6	4	4	18	1	1	1	—	3	—	—	—	—	—	3
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	3	—	—	—	—	—	1	—	2	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	1	—	2	—	3	1	—	3	—	4	18	5	12	2	37	2	1	1	—	4	5	—	—	—	5	2	—	—	—	2	1	—	2	—	3	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés d'une peine correctionnelle	7	13	5	9	—	27	25	19	21	2	67	185	184	74	42	485	26	37	4	6	73	12	27	4	3	46	12	9	5	6	32	9	29	6	6	50	7
id. de police.	8	14	6	6	1	27	12	2	7	1	22	20	8	25	11	64	43	13	20	5	81	35	15	8	2	60	8	3	14	2	27	7	2	1	3	13	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	3	—	—	—	3	1	2	—	—	3	15	29	20	17	81	8	8	2	1	19	1	5	—	2	8	2	1	—	—	3	2	1	1	1	5	9
Avortement	10	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	1	—	3	1	5	—	—	4	—	4	—	—	3	—	3	—	1	—	—	1	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	14	3	—	23	3	—	1	3	7	—	1	2	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	2	1	6	—	1	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
id. correctionnelle	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	3	—	—	7	2	—	—	—	2	—	2	5	—	7	1	1	—	—	2	9	4	—	—	13	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3	6	—	3	2	1	6	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine correctionnelle	18	—	—	—	—	—	1	—	1	—	2	15	9	5	2	31	3	2	3	—	8	2	3	1	—	6	—	1	—	—	1	1	1	1	—	3	18
id. de police	19	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19
Adultère et bigamie	20	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19	16	16	13	64	1	6	1	2	10	2	1	3	—	6	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	20
Meurtre frappé d'une peine criminelle	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21
id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
id. correctionnelle	24	14	11	3	1	29	6	14	4	2	26	88	124	25	28	265	25	33	6	6	70	15	5	1	1	22	27	35	8	15	85	29	32	6	6	73	24
id. de police	25	19	5	16	2	42	5	1	2	1	9	200	121	351	178	850	66	19	47	23	155	96	61	86	43	286	22	19	26	4	71	19	15	37	11	82	25
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	1	—	1	1	3	—	—	—	—	—	21	5	3	1	30	—	1	—	2	3	3	2	—	—	5	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	27
Calomnies et injures frappées d'une peine correctionnelle	28	—	—	1	—	1	—	1	1	—	2	10	5	9	9	33	2	4	4	1	11	1	3	1	1	6	1	2	2	1	6	2	5	1	2	10	28
id. de police	29	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	20	17	75	54	166	7	3	4	1	15	9	4	20	7	40	4	3	10	4	21	2	1	4	—	7	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
Vols et maraudages frappés d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
id. correctionnelle	35	17	3	2	2	24	17	4	1	—	22	493	336	168	97	1,094	60	77	25	28	190	55	59	7	15	136	37	48	23	24	132	30	30	27	31	136	35
id. de police	36	7	—	—	—	7	7	1	—	1	9	582	152	490	131	1,355	246	48	284	100	678	33	14	12	2	61	41	14	97	40	192	37	15	102	26	180	36
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	37
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés d'une peine correctionnelle	38	18	5	8	1	32	38	12	15	—	65	124	85	129	48	386	16	7	6	3	32	47	24	24	10	105	5	1	3	3	12	7	6	3	1	17	38
id. de police	39	9	4	4	—	17	13	3	2	—	18	7	—	—	2	9	1	1	3	1	6	5	3	—	1	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	39
Recel	40	47	15	20	1	83	20	5	5	—	30	44	34	52	33	163	7	8	10	4	29	20	6	5	2	33	6	5	1	1	13	3	17	4	6	30	40
Incendie frappé d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
Destructions et dommages frappés d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
id. correctionnelle	44	—	1	—	—	1	3	—	3	—	6	14	11	2	2	29	2	1	—	—	3	2	2	—	—	4	2	5	—	—	7	4	7	—	—	11	44
id. de police	45	1	—	1	—	2	—	—	—	—	—	11	7	11	5	34	2	6	3	—	11	10	2	1	—	13	5	4	2	1	12	1	1	1	1	4	45
TOTAL DES CONDAMNÉS		166	56	79	9	310	149	64	68	7	288	1,928	1,182	1,483	685	5,278	525	282	431	189	1,427	362	250	191	93	896	177	153	195	101	626	172	178	199	94	643	
TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		166	57	81	9	313	150	68	69	7	294	2,020	1,324	1,540	765	5,649	549	307	446	204	1,506	374	289	200	108	971	183	171	204	118	676	176	190	206	98	670	

XXXVI (suite). — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	ARLON. Hommes. Primaires.	ARLON. Hommes. Récidivistes	ARLON. Femmes. Primaires.	ARLON. Femmes. Récidivistes	ARLON. Total.	MARCHE. Hommes. Primaires.	MARCHE. Hommes. Récidivistes	MARCHE. Femmes. Primaires.	MARCHE. Femmes. Récidivistes	MARCHE. Total.	NEUFCHATEAU. Hommes. Primaires.	NEUFCHATEAU. Hommes. Récidivistes	NEUFCHATEAU. Femmes. Primaires.	NEUFCHATEAU. Femmes. Récidivistes	NEUFCHATEAU. Total.	NAMUR. Hommes. Primaires.	NAMUR. Hommes. Récidivistes	NAMUR. Femmes. Primaires.	NAMUR. Femmes. Récidivistes	NAMUR. Total.	DINANT. Hommes. Primaires.	DINANT. Hommes. Récidivistes	DINANT. Femmes. Primaires.	DINANT. Femmes. Récidivistes	DINANT. Total.	A L'ÉTRANGER. Hommes. Primaires.	A L'ÉTRANGER. Hommes. Récidivistes	A L'ÉTRANGER. Femmes. Primaires.	A L'ÉTRANGER. Femmes. Récidivistes	A L'ÉTRANGER. Total.	TOTAL GÉNÉRAL. Hommes. Primaires.	TOTAL GÉNÉRAL. Hommes. Récidivistes.	TOTAL GÉNÉRAL. Femmes. Primaires.	TOTAL GÉNÉRAL. Femmes. Récidivistes.	TOTAL GÉNÉRAL. Total.	Numéros de la nomenclature.
		106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	1	—	7	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43	32	16	4	95	2
Faux en écritures	3	1	1	1	—	3	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	3	1	1	1	6	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	107	31	34	25	255	3
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2	—	—	6	—	—	—	—	—	23	13	13	4	53	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	3	—	—	5	2	1	2	—	5	—	—	—	—	—	91	27	52	8	178	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1	10	2	—	—	12	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés : d'une peine correctionnelle	7	3	7	2	1	13	8	7	2	3	20	4	3	—	3	10	40	28	4	5	77	30	39	4	3	76	—	2	—	—	2	1,051	1,582	415	360	3,408	7
id. de police	8	18	9	4	3	34	4	1	2	2	9	5	2	—	—	7	34	28	18	12	92	10	5	13	5	33	—	—	—	—	—	639	342	361	147	1,489	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	2	2	—	—	4	—	2	—	—	2	1	1	—	—	2	1	10	3	—	14	3	3	—	—	6	—	—	—	—	—	137	200	40	37	474	9
Avortement	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	3	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	5	1	45	18	69	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	2	—	5	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	17	28	18	13	76	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	5	4	1	17	13
Attentats à la pudeur et viols frappés : d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	4	—	—	14	14
id. correctionnelle	15	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	8	2	—	—	10	3	3	—	—	6	—	—	—	—	—	128	74	9	—	211	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	2	5	4	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	17	54	42	125	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés : d'une peine correctionnelle	18	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	5	2	7	—	2	1	—	3	—	—	—	—	—	72	64	72	31	239	18
id. de police	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	2	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	4	4	7	6	21	19
Adultère et bigamie	20	—	1	1	—	2	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	1	4	2	1	8	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	178	228	161	102	669	20
Meurtre frappé : d'une peine criminelle	21	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1	2	—	—	3	—	—	—	—	—	4	8	2	—	14	21
id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4	22
Lésions corporelles volontaires frappées : d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
id. correctionnelle	24	8	7	—	—	15	11	10	2	1	24	7	10	1	—	18	26	29	11	8	74	21	24	3	2	50	—	1	—	—	1	1,094	1,374	351	266	3,085	24
id. de police	25	31	19	38	16	104	16	3	7	5	31	19	14	10	3	46	80	52	58	41	231	41	13	20	8	82	—	—	—	—	—	1,664	1,082	1,865	914	5,525	25
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	2	—	—	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	52	20	8	5	94	27
Calomnies et injures frappées : d'une peine correctionnelle	28	1	—	—	—	1	—	2	—	—	2	1	—	1	2	4	—	—	—	2	2	6	1	5	1	13	—	1	—	—	1	64	84	82	56	286	28
id. de police	29	3	1	1	2	7	2	1	—	—	3	1	—	6	2	9	3	—	9	8	20	10	3	8	2	23	—	—	—	—	—	182	108	447	258	905	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Id. du secret des lettres	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	31
Id. id. professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
Vols et maraudages frappés : d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	25	—	—	38	34
id. correctionnelle	35	9	10	3	1	23	7	8	1	1	17	14	9	3	—	26	99	109	40	15	263	88	54	13	7	162	10	11	—	2	23	3,867	3,690	1,155	671	9,383	35
id. de police	36	42	11	12	4	69	4	3	10	5	22	10	7	12	7	36	89	49	119	41	298	40	8	48	12	108	—	—	—	—	—	3,005	1,170	2,696	970	7,841	36
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	10	3	—	—	13	37
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés : d'une peine correctionnelle	38	2	5	1	1	9	—	3	—	—	3	5	7	—	—	12	29	22	36	25	112	18	12	21	4	55	—	1	—	—	1	1,262	965	1,327	437	3,991	38
id. de police	39	—	—	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	88	28	44	12	172	39
Recel	40	3	0	—	2	14	1	1	1	—	3	2	1	2	—	5	26	18	16	16	76	12	16	10	5	43	—	1	—	—	1	668	753	523	244	2,188	40
Incendie frappé : d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	—	—	5	42
Destructions et dommages frappés : d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
id. correctionnelle	44	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	2	—	—	7	2	2	—	—	4	2	4	—	—	6	—	—	—	—	—	102	126	26	23	277	44
id. de police	45	3	4	3	—	10	3	1	—	1	5	3	4	—	—	7	4	6	—	—	10	6	3	1	1	11	—	—	—	—	—	147	82	61	31	324	45
TOTAL DES CONDAMNÉS		128	87	69	32	316	56	43	25	18	142	81	63	38	17	199	465	372	332	182	1,351	300	198	152	51	701	11	17	—	2	30	14,763	12,302	9,895	4,686	41,646	
TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		131	91	71	33	326	56	50	25	19	150	83	68	38	18	207	498	417	345	192	1,452	313	216	157	51	737	12	17	—	2	31	15,525	13,877	10,265	5,208	44,875	

XXXVII. — Récidivistes spécialistes et non spécialistes répartis d'après le nombre de condamnations qu'ils ont encourues. — HOMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	1er DEGRÉ. 2 condamnations.			2e DEGRÉ. 3 condamnations.			3e DEGRÉ. 4 condamnations.			4e DEGRÉ. 5 condamnations.		
		Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	3	11	14	6	4	10	2	—	2	—	—	—
Faux en écritures	3	15	18	33	5	5	10	5	4	9	5	1	6
Faux témoignage et faux serment	4	1	3	4	—	5	5	—	1	1	—	1	1
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	1	9	10	—	5	5	1	2	3	1	2	3
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés, d'une peine correctionnelle	7	111	373	484	93	183	276	37	178	215	36	98	134
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés, d'une peine de police	8	31	130	161	23	58	81	4	31	35	8	13	21
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	4	59	63	6	23	29	—	25	25	—	19	19
Avortement	10	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	3	7	10	3	2	5	—	4	4	—	2	2
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	4	4	—	1	1	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine criminelle	14	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés id. correctionnelle	15	4	29	33	4	16	20	—	3	3	—	5	5
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	7	7	—	3	3	—	1	1	—	2	2
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine correctionnelle	18	5	24	29	2	5	7	—	7	7	—	4	4
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés id. de police	19	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	20	10	82	92	7	38	45	1	20	21	—	16	16
Meurtre frappé d'une peine criminelle	21	—	2	2	1	—	1	—	1	1	1	—	1
Meurtre frappé id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées id. correctionnelle	24	252	181	433	210	60	270	93	68	161	81	39	120
Lésions corporelles volontaires frappées id. de police	25	277	210	487	187	41	228	55	46	101	70	21	91
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	11	11	—	6	6	—	—	—	—	2	2
Calomnies et injures frappées d'une peine correctionnelle	28	1	34	35	2	14	16	1	12	13	—	4	4
Calomnies et injures frappées id. de police	29	1	41	42	3	26	29	—	12	12	—	8	8
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés d'une peine criminelle	34	2	6	8	6	2	8	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés id. correctionnelle	35	566	727	1,293	407	295	702	141	258	399	121	170	291
Vols et maraudages frappés id. de police	36	231	384	615	107	123	230	36	89	125	14	45	59
Banqueroute	37	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine correctionnelle	38	222	230	452	106	75	181	37	44	81	31	29	60
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés id. de police	39	1	18	19	1	2	3	1	1	2	—	—	—
Recel	40	79	195	274	68	75	143	28	79	107	26	36	62
Incendie frappé d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Destructions et dommages frappés d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés id. correctionnelle	44	7	24	31	—	23	23	1	15	16	—	11	11
Destructions et dommages frappés id. de police	45	6	25	31	6	14	20	1	13	14	—	5	5
TOTAUX DU TABLEAU		1,833	2,846	4,679	1,255	1,112	2,367	444	916	1,360	394	533	927
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		2,029	3,064	5,093	1,420	1,215	2,635	509	1,024	1,533	443	604	1,047

5e DEGRÉ. 6 condamnations.			6e DEGRÉ. 7 condamnations.			7e DEGRÉ. 8 condamnations.			8e DEGRÉ. 9 condamnations.			9e DEGRÉ. 10 condamnations			10e DEGRÉ et au delà. 11 condamnations et plus.			TOTAL.			Numéros de la nomenclature.
Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	
15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	1
—	—	—	—	1	1	—	3	3	—	1	1	—	—	—	—	1	1	11	21	32	2
4	5	9	2	—	2	2	1	3	4	—	4	—	2	2	4	5	9	46	41	87	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	1	12	13	4
—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	3	24	27	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	6
17	62	79	21	64	85	10	48	58	11	23	34	4	26	30	38	149	187	378	1,204	1,582	7
1	14	15	—	6	6	—	7	7	—	3	3	—	2	2	—	11	11	67	275	342	8
—	21	21	1	13	14	—	13	13	—	4	4	1	6	7	3	62	65	15	245	260	9
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	10
—	3	3	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	6	22	28	11
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5	13
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	2	—	4	4	14
—	—	—	—	—	—	1	2	3	—	4	4	1	3	4	—	2	2	10	64	74	15
—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	17	17	17
1	5	6	—	3	3	—	1	1	—	3	3	—	—	—	1	3	4	9	55	64	18
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	4	4	19
—	13	13	—	11	11	—	9	9	—	3	3	—	2	2	—	16	16	18	210	228	20
—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	1	—	1	4	4	8	21
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
36	38	74	39	17	56	36	15	51	29	10	39	16	12	28	65	77	142	857	517	1,374	24
29	18	47	23	6	29	10	10	20	15	1	16	11	1	12	29	22	51	706	376	1,082	25
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
—	1	1	—	4	4	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	4	4	—	29	29	27
—	—	—	—	3	3	—	5	5	—	2	2	—	—	—	—	6	6	4	80	84	28
—	6	6	—	—	—	—	2	2	—	3	3	—	1	1	—	5	5	4	104	108	29
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	31
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
—	2	2	—	1	1	—	—	—	1	1	2	—	—	—	2	2	4	11	14	25	34
80	127	207	56	80	136	46	79	125	35	48	83	32	46	78	135	241	376	1,619	2,071	3,690	35
12	35	47	6	14	20	3	19	22	4	5	9	1	8	9	7	27	34	421	749	1,170	36
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	37
23	25	48	6	14	20	7	10	17	8	9	17	5	7	12	37	40	77	482	483	965	38
—	—	—	1	1	2	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	23	28	39
8	32	40	7	21	28	9	14	23	2	9	11	2	8	10	18	37	55	247	506	753	40
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	42
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
—	8	8	—	5	5	—	10	10	—	3	3	—	4	4	—	15	15	9	118	126	44
—	1	1	1	1	2	—	4	4	—	1	1	—	1	1	—	3	3	14	68	82	45
211	419	630	163	269	432	125	254	379	110	138	248	73	129	202	340	738	1,078	4,948	7,354	12,302	
234	476	710	198	318	516	153	294	447	124	165	289	98	165	263	433	911	1,344	5,641	8,236	13,877	

XXXVII (suite). — Récidivistes spécialistes et non spécialistes répartis d'après le nombre de condamnations qu'ils ont encourues. — FEMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	1er DEGRÉ. 2 condamnations.			2e DEGRÉ. 3 condamnations.			3e DEGRÉ. 4 condamnations.			4e DEGRÉ. 5 condamnations.			5e DEGRÉ. 6 condamnations.			6e DEGRÉ. 7 condamnations.			7e DEGRÉ. 8 condamnations.			8e DEGRÉ. 9 condamnations.			9e DEGRÉ. 10 condamnations			10e DEGRÉ et au delà. 11 condamnations et plus.			TOTAL.			Numéros de la nomenclature.
		Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	2
Faux en écritures	3	2	8	10	1	5	6	1	2	3	—	1	1	—	1	1	1	1	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	1	—	1	8	17	25	3
Faux témoignage et faux serment	4	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	4	4	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	1	3	4	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	7	8	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés d'une peine. (correctionnelle	7	22	110	132	20	48	68	9	39	48	1	27	28	4	20	24	—	11	11	1	12	13	2	6	8	—	3	3	5	20	25	64	296	360	7
(de police.	8	7	68	75	4	30	34	—	11	11	—	6	6	—	7	7	—	4	4	—	2	2	—	3	3	—	—	—	—	5	5	11	136	147	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	—	10	10	2	8	10	—	3	3	—	2	2	—	3	3	—	2	2	—	1	1	1	2	3	—	—	—	—	3	3	3	34	37	9
Avortement	10	—	8	8	—	6	6	—	1	1	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18	18	10
Exposition et délaissement d'enfants	11	1	6	7	—	2	2	—	3	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	12	13	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	13
Attentats à la pudeur et viols (d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
frappés (id. correctionnelle	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	1	17	18	—	8	8	—	3	3	—	3	3	—	2	2	—	3	3	—	—	—	—	2	2	—	2	2	—	1	1	1	41	42	17
Outrages publics aux bonnes (d'une peine correctionnelle	18	5	16	21	—	4	4	—	2	2	—	1	1	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	5	26	31	18
mœurs frappés. (id. de police.	19	—	3	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	6	19
Adultère et bigamie	20	14	42	56	6	13	19	1	13	14	—	5	5	—	4	4	—	1	1	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	1	1	21	81	102	20
Meurtre frappé. (d'une peine criminelle	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21
(id. correctionnelle	22	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	22
Lésions corporelles volontaires frappées. (d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
(id. correctionnelle	24	56	60	116	39	12	51	21	10	31	7	9	16	8	4	12	8	3	11	3	5	8	4	3	7	2	2	4	4	6	10	152	114	266	24
(id. de police.	25	232	233	465	136	52	188	45	47	92	33	30	63	22	15	37	19	10	29	8	5	13	2	1	3	2	4	6	2	16	18	501	413	914	25
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	3	3	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5	27
Calomnies et injures frappées. (d'une peine correctionnelle	28	8	13	21	2	5	7	2	8	10	1	8	9	1	—	1	—	1	1	1	2	3	—	1	1	—	—	—	—	3	3	15	41	56	28
(id. de police.	29	20	99	119	16	36	52	5	29	34	2	18	20	—	8	8	—	7	7	—	6	6	—	5	5	—	1	1	—	6	6	43	215	258	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Violation du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
Vols et maraudages frappés. (d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
(id. correctionnelle	35	160	115	275	106	32	138	52	32	84	24	17	41	17	10	27	10	12	22	10	5	15	5	3	8	7	3	10	40	11	51	431	240	671	35
(id. de police.	36	303	231	534	120	53	173	70	42	112	34	11	45	25	8	33	16	6	22	6	6	12	5	1	6	7	—	7	22	4	26	608	362	970	36
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés (d'une peine correctionnelle	38	180	102	282	69	12	81	31	13	44	9	5	14	—	1	1	1	1	2	1	3	4	1	2	3	1	—	1	4	1	5	297	140	437	38
(id. de police.	39	4	5	9	—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	8	12	39
Recel	40	46	78	124	31	13	44	11	17	28	8	4	12	2	9	11	2	3	5	3	5	8	2	2	4	1	2	3	3	2	5	109	135	244	40
Incendie frappé (d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
(id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
Destructions et dommages frappés (d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
(id. correctionnelle	44	1	7	8	—	3	3	—	2	2	—	—	—	—	4	4	—	3	3	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	22	23	44
(id. de police.	45	—	13	13	—	9	9	—	3	3	—	1	1	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	31	31	45
TOTAUX DU TABLEAU		1,063	1,258	2,321	552	359	911	248	280	528	119	153	272	79	98	177	57	72	129	33	56	89	24	33	57	20	17	37	81	84	165	2,276	2,410	4,686	
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		1,148	1,334	2,482	629	395	1,024	286	308	594	137	166	303	95	113	208	71	77	148	47	67	114	32	38	70	22	23	45	118	102	220	2,585	2,623	5,208	

XXXVIII. — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé, des infractions commises en Belgique dans un lieu indéterminé et des infractions commises à l'étranger par les condamnés PRIMAIRES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DÉTERMINÉ. DURANT LE MOIS DE																FAITS COMMIS		TOTAL.	Numéros de la nomenclature.	NATURE DES INFRACTIONS.
		Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre	Octobre.	Novembre.	Décembre.	Octobre à mars.	Avril à septembre.	à une époque inconnue ou indéterminée.	TOTAL	en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé.	à l'étranger.			
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20		21
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	1	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	4	1	Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	3	2	—	4	2	3	—	2	6	1	1	—	—	36	60	2	—	62	2	Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.
Faux en écritures	3	18	4	8	4	10	9	11	5	9	—	3	11	—	—	86	178	2	—	180	3	Faux en écritures.
Faux témoignage et faux serment	4	2	3	1	1	4	2	2	2	1	1	9	4	—	—	2	34	—	—	34	4	Faux témoignage et faux serment.
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	12	14	18	17	26	32	24	49	32	19	9	13	—	—	21	286	—	—	286	5	Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	1	—	—	2	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	4	10	—	—	10	6	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	157	120	147	177	185	186	169	210	166	148	122	154	3	—	9	1,953	—	—	1,953	7	Crimes et délits contre l'ordre public — d'une peine correctionnelle.
id. de police	8	64	75	86	84	112	110	120	155	95	83	59	61	—	—	1	1,114	—	—	1,114	8	commis par des particuliers frappés. — id. de police.
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	17	10	9	25	28	20	19	30	18	19	19	21	—	—	18	253	—	—	253	9	Crimes et délits contre la sécurité publique.
Avortement	10	—	—	5	2	4	—	5	12	4	1	4	2	4	—	10	53	—	—	53	10	Avortement.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	7	2	4	1	1	1	2	1	2	1	3	2	—	—	14	41	—	—	41	11	Exposition ou délaissement d'enfants.
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	Destruction ou supposition d'état.
Enlèvement de mineurs	13	—	—	1	1	2	1	—	1	1	2	1	2	—	1	1	14	—	—	14	13	Enlèvement de mineurs.
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	1	1	—	—	—	2	1	—	—	—	—	5	10	—	—	15	14	Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle
id. correctionnelle	15	3	8	4	5	13	13	13	16	11	8	5	8	1	2	41	151	1	—	152	15	frappés — id. correctionnelle.
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	2	1	8	3	3	1	3	—	4	1	2	3	2	—	41	74	1	—	75	17	Prostitution ou corruption de la jeunesse.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	8	12	11	12	18	22	24	9	7	11	8	10	—	3	46	201	—	—	201	18	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés. — d'une peine correctionnelle.
id. de police	19	—	3	2	—	—	4	1	1	2	—	—	1	—	—	1	15	—	—	15	19	id. de police.
Adultère et bigamie	20	23	27	24	28	27	25	25	29	24	22	23	21	—	—	54	352	—	—	352	20	Adultère et bigamie.
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	—	—	—	1	—	—	1	3	1	—	—	—	—	—	—	6	—	—	6	21	Meurtre frappé — d'une peine criminelle.
id. correctionnelle	22	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	3	—	—	3	22	id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23	Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle.
id. correctionnelle	24	114	75	119	115	151	177	181	154	165	123	126	119	—	—	20	1,642	—	—	1,642	24	id. correctionnelle.
id. de police	25	196	206	247	290	435	383	402	459	397	296	232	282	—	—	11	3,836	1	—	3,837	25	id. de police.
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26	Duel.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	10	6	6	1	3	5	21	5	2	4	2	4	—	—	6	75	—	—	75	27	Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	4	15	9	20	30	17	13	11	16	12	13	6	—	—	23	189	1	—	190	28	Calomnies et injures frappées. — d'une peine correctionnelle.
id. de police	29	47	44	40	57	73	78	94	69	74	53	32	34	—	—	19	714	4	—	718	29	id. de police.
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30	Violation de sépulture.
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31	Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé.
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32	Violation du secret professionnel.
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33	Id. id. des lettres.
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	1	1	—	1	—	—	2	—	—	6	—	—	—	2	13	—	—	13	34	Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle.
id. correctionnelle	35	383	338	363	414	391	575	624	740	635	467	380	394	9	4	582	6,299	11	7	6,317	35	id. correctionnelle.
id. de police	36	80	129	174	305	651	736	1038	1663	709	412	143	135	—	1	36	6,212	1	—	6,213	36	id. de police.
Banqueroute	37	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	—	14	15	—	—	15	37	Banqueroute.
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	273	230	296	274	245	173	232	206	188	201	240	313	6	15	327	3,219	3	—	3,222	38	Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.
id. de police	39	11	11	8	15	10	16	12	16	14	3	7	11	—	—	14	148	—	—	148	39	id. de police.
Recel	40	92	66	78	66	92	69	68	77	73	132	117	103	7	1	323	1,364	3	—	1,367	40	Recel.
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41	Incendie frappé — d'une peine criminelle.
id. correctionnelle	42	3	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	5	42	id. correctionnelle.
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43	Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle.
id. correctionnelle	44	17	12	13	14	13	24	18	20	8	18	16	18	—	—	6	197	—	—	197	44	id. correctionnelle.
id. de police	45	35	13	30	15	26	26	19	27	19	15	23	22	—	1	—	271	—	—	271	45	id. de police.
TOTAUX		1,580	1,429	1,715	1,950	2,566	2,707	3,155	3,974	2,682	2,061	1,605	1,756	32	28	1,771	29,011	30	7	29,048		TOTAUX

XXXVIII (suite). — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé, des infractions commises en Belgique dans un lieu indéterminé et des infractions commises à l'étranger, par les condamnés RÉCIDIVISTES

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DÉTERMINÉ — DURANT LE MOIS DE															FAITS COMMIS		TOTAL.	Numéros de la nomenclature.	NATURE DES INFRACTIONS.
		Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre	Octobre.	Novembre.	Décembre.	Octobre à mars.	Avril à septembre.	à une époque inconnue ou indéterminée.	TOTAL	en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé.	à l'étranger.			
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20		21
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	3	—	—	3	1	Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	2	2	—	—	2	4	1	—	2	—	3	—	—	18	34	2	—	36	2	Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.
Faux en écritures	3	13	7	11	6	7	7	9	8	2	7	4	9	—	—	51	144	5	—	149	3	Faux en écritures.
Faux témoignage et faux serment	4	1	3	—	1	1	2	—	5	—	1	3	1	—	—	—	18	—	—	18	4	Faux témoignage et faux serment.
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	9	5	12	12	12	17	17	20	16	16	11	13	—	—	19	179	3	—	182	5	Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	3	—	—	3	6	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	215	163	225	243	287	280	266	340	273	310	239	263	1	—	31	3,136	3	—	3,139	7	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle.
id. de police	8	48	37	35	38	52	56	74	68	52	44	46	46	—	—	2	598	—	—	598	8	id. de police.
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	41	39	40	39	50	44	47	56	34	39	30	39	1	—	22	521	2	—	523	9	Crimes et délits contre la sécurité publique.
Avortement	10	—	—	2	2	2	—	3	—	2	2	—	—	—	—	8	21	—	—	21	10	Avortement.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	2	—	5	1	6	1	6	1	4	3	3	3	—	1	16	52	1	—	53	11	Exposition ou délaissement d'enfants.
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	Destruction ou supposition d'état.
Enlèvement de mineurs	13	1	1	1	—	1	1	—	—	1	—	1	—	—	—	1	8	—	—	8	13	Enlèvement de mineurs.
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	2	4	—	—	4	14	Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle.
id. correctionnelle	15	3	3	4	2	10	13	7	6	7	3	5	4	—	2	22	91[2]	—	—	91	15	id. correctionnelle.
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	1	1	2	4	4	5	7	3	3	4	2	3	—	2	30	71	—	—	71	17	Prostitution ou corruption de la jeunesse.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	7	6	11	14	4	20	21	12	11	5	7	11	—	—	16	145	—	—	145	18	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.
id. de police	19	—	1	1	—	—	2	2	—	1	2	1	2	—	—	—	12	—	—	12	19	id. de police.
Adultère et bigamie	20	13	19	28	26	32	20	41	25	34	16	20	29	1	—	60	364	—	—	364	20	Adultère et bigamie
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	2	—	—	2	—	—	—	2	—	1	—	1	—	—	—	8	—	—	8	21	Meurtre frappé — d'une peine criminelle.
id. correctionnelle	22	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	22	id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23	Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle.
id. correctionnelle	24	131	112	158	141	200	200	222	213	187	186	144	159	—	—	21	2,074	1	—	2,075	24	id. correctionnelle.
id. de police	25	142	95	168	192	258	218	255	274	218	242	125	171	—	—	4	2,362	—	—	2,362	25	id. de police.
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26	Duel.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	5	6	7	2	5	2	7	3	8	6	2	5	—	—	1	59	—	—	59	27	Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	13	13	14	23	21	19	7	14	18	17	11	9	—	—	19	198	1	—	199	28	Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.
id. de police	29	21	28	28	23	64	40	70	61	37	24	18	27	—	—	17	458	1	—	459	29	id. de police.
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30	Violation de sépulture.
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	31	Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé.
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32	Violation du secret professionnel.
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33	Id. id. des lettres.
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	3	3	6	2	1	1	—	—	—	4	4	—	—	1	25	—	—	25	34	Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle.
id. correctionnelle	35	397	369	468	435	433	503	574	605	592	493	417	492	20	27	410	6,235	38	—	6,273	35	id. correctionnelle.
id. de police	36	76	79	78	112	252	257	410	621	314	197	104	122	—	—	23	2,645	1	—	2,646	36	id. de police.
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	4	6	—	—	6	37	Banqueroute
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	155	105	155	135	132	135	158	164	119	157	149	151	9	2	306	2,032	36	—	2,068	38	Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.
id. de police	39	1	2	2	3	1	6	2	5	6	4	5	4	—	—	4	45	—	—	45	39	id. de police.
Recel	40	94	81	68	88	92	86	70	65	62	86	109	111	2	—	252	1,266	22	—	1,288	40	Recel
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41	Incendie frappé — d'une peine criminelle.
id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	42	id. correctionnelle.
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43	Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle.
id. correctionnelle	44	20	12	32	17	18	31	37	28	15	31	22	20	—	—	10	311	—	—	311	44	id. correctionnelle.
id. de police	45	11	16	12	13	23	14	15	15	8	14	11	18	—	—	2	172	—	—	172	45	id. de police.
TOTAUX		1,434	1,209	1,572	1,580	1,969	1,983	2,332	2,616	2,025	1,912	1,496	1,731	34	34	1,376	23,303	116	—	23,419		TOTAUX.

XXXVIII (suite). — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé, des infractions commises en Belgique dans un lieu indéterminé et des infractions commises à l'étranger par les condamnés PRIMAIRES et RÉCIDIVISTES réunis.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DÉTERMINÉ, DURANT LE MOIS DE											DÉTERMINÉ.					FAITS COMMIS		TOTAL.	Numéros de la nomenclature.	NATURE DES INFRACTIONS.
		Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre	Octobre.	Novembre.	Décembre.	Octobre à mars.	Avril à septembre.	à une époque inconnue ou indéterminée.	TOTAL	en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé.	à l'étranger.			
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20		21
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	2	1	1	—	2	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	7	—	—	7	1	Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	5	4	—	4	4	7	1	2	8	1	4	—	—	54	94	4	—	98	2	Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.
Faux en écritures	3	31	11	19	10	17	16	20	13	11	7	7	20	—	—	140	322	7	—	329	3	Faux en écritures.
Faux témoignage et faux serment	4	3	6	1	2	5	4	2	7	1	2	12	5	—	—	2	52	—	—	52	4	Faux témoignage et faux serment.
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	21	19	30	29	38	49	41	69	48	35	20	26	—	—	40	465	3	—	468	5	Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	2	—	—	2	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	5	13	—	—	13	6	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	372	283	372	420	472	466	435	550	439	458	361	417	4	—	40	5,089	3	—	5,092	7	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle.
id. de police	8	112	112	121	122	164	166	203	223	147	127	105	107	—	—	3	1,712	—	—	1,712	8	id. de police.
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	58	49	49	64	78	64	66	86	52	58	49	60	1	—	40	774	2	—	776	9	Crimes et délits contre la sécurité publique.
Avortement	10	—	—	7	4	6	—	8	12	6	3	4	2	4	—	18	74	—	—	74	10	Avortement.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	9	2	9	2	7	2	8	2	6	4	6	5	—	1	30	93	1	—	94	11	Exposition ou délaissement d'enfants.
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	Destruction ou supposition d'état.
Enlèvement de mineurs	13	1	1	2	1	3	2	—	1	2	2	2	2	—	1	2	22	—	—	22	13	Enlèvement de mineurs.
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	1	1	—	—	1	2	1	1	—	—	—	7	14	—	—	14	14	Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle.
id. correctionnelle	15	6	11	8	7	9	26	20	22	18	11	10	12	1	4	63	242	1	—	243	15	id. correctionnelle.
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	3	2	10	7	7	6	10	3	7	5	4	6	2	2	71	145	1	—	146	17	Prostitution ou corruption de la jeunesse.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	15	18	22	26	22	42	45	21	18	16	15	21	—	3	62	346	—	—	346	18	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.
id. de police	19	—	4	3	—	—	6	3	1	3	2	1	3	—	—	1	27	—	—	27	19	id. de police.
Adultère et bigamie	20	36	46	52	54	59	45	66	54	58	38	43	50	1	—	114	716	—	—	716	20	Adultère et bigamie.
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	2	—	—	3	—	—	1	5	1	1	—	1	—	—	—	14	—	—	14	21	Meurtre frappé — d'une peine criminelle.
id. correctionnelle	22	1	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	4	—	—	4	22	id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23	Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle.
id. correctionnelle	24	245	187	277	256	354	377	403	367	352	309	270	278	—	—	41	3,716	1	—	3,717	24	id. correctionnelle.
id. de police	25	338	301	415	482	693	601	657	733	615	538	357	453	—	—	15	6,198	1	—	6,199	25	id. de police.
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26	Duel.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	15	12	13	3	8	7	28	8	10	10	4	9	—	—	7	134	—	—	134	27	Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	17	28	23	43	51	36	20	25	34	29	24	15	—	—	42	387	2	—	389	28	Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.
id. de police	29	68	72	68	80	137	118	164	130	111	77	50	61	—	—	36	1,172	5	—	1,177	29	id. de police.
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30	Violation de sépulture.
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	31	Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé.
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32	Violation du secret professionnel.
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33	Id. id. des lettres.
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	4	4	6	3	1	1	2	—	—	10	4	—	—	3	38	—	—	38	34	Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle.
id. correctionnelle	35	780	707	831	849	824	1,078	1,198	1,345	1,227	960	797	886	29	31	992	12,534	49	7	12,590	35	id. correctionnelle.
id. de police	36	156	208	252	417	903	993	1,448	2,284	1,023	609	247	257	—	1	59	8,857	2	—	8,859	36	id. de police.
Banqueroute	37	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	1	2	—	—	16	21	—	—	21	37	Banqueroute.
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	428	335	451	409	377	308	390	370	307	358	389	464	15	17	633	5,251	39	—	5,290	38	Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.
id. de police	39	12	13	10	18	11	22	14	21	20	7	12	15	—	—	18	193	—	—	193	39	id. de police.
Recel	40	186	147	146	154	184	155	138	142	135	218	226	214	9	1	575	2,630	25	—	2,655	40	Recel.
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41	Incendie frappé — d'une peine criminelle.
id. correctionnelle	42	3	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	6	—	—	6	42	id. correctionnelle.
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43	Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle.
id. correctionnelle	44	46	24	45	31	31	55	55	48	23	49	38	47	—	—	16	508	—	—	508	44	id. correctionnelle.
id. de police	45	46	29	42	28	49	40	34	42	27	29	34	40	—	1	2	443	—	—	443	45	id. de police.
TOTAUX		3,014	2,638	3,287	3,530	4,535	4,690	5,487	6,590	4,707	3,973	3,101	3,487	66	62	3,147	52,314	146	7	52,467		TOTAUX.

XXXIX. — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé — des infractions commises en Belgique dans un lieu indéterminé — et des infractions commises à l'étranger pendant l'année 1913.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéro de la nomenclature.	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS DES communes des agglomérations urbaines de 100,000 habitants et plus			communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants.			communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants.			communes de moins de 10,000 habitants.			FAITS COMMIS En Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé.		à l'étranger.		TOTAUX.	
		Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19		
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	1	1	—	1	1	—	4	4	—	3	3	10	2	—	—	19		19
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	31	17	48	3	7	10	14	10	24	1	6	7	1	1	2	8	2	34	90
Faux en écritures	3	146	108	254	13	16	29	19	16	35	5	32	37	22	8	1	8	—	1	419
Faux témoignage et faux serment	4	8	1	9	1	3	4	6	4	10	1	1	2	6	—	1	—	—	—	42
Usurpation de fonctions, de titres ou de noms	5	353	230	583	110	66	176	78	54	132	78	200	278	418	6	9	—	1	—	1,325
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	6	—	6	2	—	2	1	—	1	2	—	2	53	—	—	—	—	—	62
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers	7	859	1,826	2,682	343	726	1,069	384	938	1,322	1,022	1,763	2,789	1,377	6	2	—	—	—	7,871
Crimes et délits contre la sécurité publique	8	560	297	866	167	149	316	191	152	343	886	491	1,377	1	1	—	—	—	—	2,904
Avortement	9	190	437	627	107	141	248	131	274	405	484	797	1,281	1	1	2	—	—	—	2,568
Exposition ou délaissement d'enfants	10	9	3	12	6	5	11	10	3	13	16	4	20	—	—	—	—	—	—	57
Destruction ou suppression d'état	11	27	27	54	13	5	18	6	21	27	27	40	67	—	—	—	—	1	—	167
Enlèvement de mineurs	12	2	—	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Attentats à la pudeur et viols	13	25	7	32	6	8	14	3	4	7	27	5	32	—	—	—	—	—	—	91
frappés	14	1	—	1	1	—	1	1	—	1	2	15	17	2	—	—	—	—	—	23
Prostitution ou corruption de la jeunesse	15	66	44	110	28	22	50	32	50	82	107	140	247	337	2	—	—	4	—	583
Outrages publics aux bonnes mœurs	16	14	6	20	6	16	22	2	2	4	—	1	1	444	—	—	—	—	—	41
frappés	17	8	6	14	6	6	12	2	2	4	1	1	2	1	(1) 1	—	—	—	—	1,141
Adultère et bigamie	18	167	143	310	83	83	166	77	126	203	224	220	444	777	2	—	—	—	—	158
Meurtre frappé	19	24	8	32	6	21	27	14	8	22	52	25	77	245	2	—	—	1	—	1,378
Coups et blessures volontaires ayant occasionné la mort	20	409	307	716	95	88	183	98	133	231	131	114	245	22	—	—	—	—	—	35
Lésions corporelles volontaires frappées	21	6	2	8	1	1	2	1	2	3	7	15	22	8	—	—	—	—	—	11
Duel	22	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	23	771	1,434	2,185	742	1,129	1,871	631	1,275	1,906	2,777	3,330	6,107	(2) 3	10	13	—	10	—	11,355
	24	1,241	830	2,071	828	690	1,518	1,583	1,350	2,933	4,075	2,557	7,232	(3) 2	1	1	—	1	—	13,759
	25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnies et injures frappées	26	3	11	14	2	1	3	21	24	45	67	68	135	—	—	2	—	—	—	217
Violation de sépulture	27	21	56	77	14	9	23	20	61	90	177	165	342	—	—	2	—	—	—	556
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	28	130	84	204	33	50	83	207	148	355	804	380	1,193	—	—	—	—	—	—	2,088
Violation du secret professionnel	29	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des lettres	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	32	1	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	4
	33	2	—	2	—	—	—	1	1	2	—	4	4	5	—	—	—	—	—	8
	34	1,685	1,555	3,240	381	385	766	377	558	935	1,302	1,365	2,667	23	17	4	14	14	7	7,566
Banqueroute	35	101	49	150	117	76	193	606	639	1,245	1,530	1,176	2,706	377	1	—	—	24	4	4,293
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés	36	22	6	28	11	7	18	13	1	14	—	—	—	98	—	—	—	—	—	98
	37	710	760	1,470	226	156	382	307	199	506	983	402	1,385	24	62	4	4	4	—	3,813
Recel	38	11	8	19	11	5	16	7	7	14	36	79	115	61	8	3	—	3	—	115
	39	228	211	439	59	53	112	63	88	151	147	168	315	8	8	—	—	—	—	1,029
Incendie frappé	40	—	1	1	—	—	—	1	—	1	3	2	5	3	—	—	—	—	—	4
	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	—	—	—	—	—	9
Destructions et dommages frappés	42	—	1	1	—	—	—	—	—	—	3	2	5	—	—	—	—	—	—	—
	43	52	126	178	33	95	128	68	192	260	368	560	927	1,000	—	—	—	—	—	1,503
	44	128	76	204	00	79	139	144	159	303	503	497	1,000	—	—	—	—	—	—	1,648
	45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		8,083	8,713	16,796	3,271	3,814	7,085	5,141	6,481	11,622	16,823	14,488	31,311	3,377	124	32	34	11,632	67,092	

(1) 1 infraction commise dans la Mer du Nord. (2) Dont 2 infractions commises sur le steamer « Reine-Elisabeth ». (3) Dont 1 infraction commise dans la Mer du Nord.

XL. — Contraventions aux articles 1, 2, 3 de la loi sur l'ivresse publique jugées en 1916, réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises.

CATÉGORIES de contraventions.	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												Faits commis à une époque inconnue ou indéterminée.	Totaux.
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet	Août.	Septembre.	Octobre.	Novembre.	Décembre.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1re catégorie : Faits d'ivresse connexes à un délit	68	59	61	48	47	75	69	78	68	121	85	106	2	887
2me catégorie : Faits d'ivresse commis isolément	260	189	190	212	212	216	254	240	222	228	263	307	1	2,794
Total pour les deux catégories	328	248	251	260	259	291	323	318	290	349	348	413	3	3,681

XL (suite). — Contraventions aux articles 1, 2, 3 de la loi sur l'ivresse publique commises en 1915.

(Répartition par mois.)

CATÉGORIES de contraventions.	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												Faits commis à une époque inconnue ou indéterminée.	Totaux.
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet	Août.	Septembre.	Octobre.	Novembre.	Décembre.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1re catégorie : Faits d'ivresse connexes à un délit	93	92	105	119	124	104	122	132	115	124	89	106	3	1,328
2me catégorie : Faits d'ivresse commis isolément	381	309	340	320	331	292	380	422	398	399	330	318	3	4,223
Total pour les deux catégories	474	401	445	439	455	396	502	554	513	523	419	424	6	5,551

XLI. — Table de décompte. — Relevé (par groupes d'importance numérique) des *condamnations individuelles* dont le décompte (1) a permis d'établir la statistique des individus *condamnés* pendant l'année 1916.

NATURE des INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	NOMBRE DES deuxièmes condamnations.		troisièmes condamnations.		quatrièmes condamnations.		cinquièmes condamnations.		sixièmes condamnations.		septièmes condamnations.		huitièmes condamnations.		NOMBRE TOTAL des condamnations.	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Faux en écritures	3	12	2	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	13	3
Id. témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	14	2	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	15	3
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés d'une peine — correctionnelle.	7	243	42	27	4	1	3	1	1	—	1	—	—	—	—	272	51
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés d'une peine — de police	8	57	14	3	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	60	17
Crimes et délits contre la sécurité publique.	9	60	4	6	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	67	5
Avortement	10	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Exposition ou délaissement d'enfants	11	4	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	2
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine — criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine — correctionnelle.	15	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse.	17	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine — correctionnelle.	18	7	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	4
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine — de police	19	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Adultère et bigamie	20	22	11	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25	12
Meurtre frappé d'une peine — criminelle	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre frappé d'une peine — correctionnelle.	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine — criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine — correctionnelle.	24	141	22	18	3	3	2	2	1	—	—	—	—	—	—	164	28
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine — de police	25	163	155	10	15	4	2	1	1	—	—	1	—	—	—	179	173
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	2	1	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	1
Calomnies et injures frappées d'une peine — correctionnelle.	28	9	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	5
Calomnies et injures frappées d'une peine — de police	29	20	43	—	2	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	20	47
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret des lettres	33	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Vols et maraudages frappés d'une peine — criminelle.	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés d'une peine — correctionnelle.	35	620	80	145	24	30	7	8	6	2	1	—	2	1	1	808	127
Vols et maraudages frappés d'une peine — de police	36	240	200	23	21	8	10	2	—	—	2	—	—	—	(2) 2	273	235
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine — correctionnelle.	38	208	118	32	11	6	2	2	—	1	—	—	—	—	—	249	131
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine — de police	39	5	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	4
Recel	40	88	26	15	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	106	28
Incendie frappé d'une peine — criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé d'une peine — correctionnelle.	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés d'une peine — criminelle.	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés d'une peine — correctionnelle.	44	29	2	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	37	2
Destructions et dommages frappés d'une peine — de police	45	11	6	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	6
Totaux. . .		1,960	756	398	87	60	28	16	11	3	5	1	2	1	3	2,337	892

(1) Voir page 158 paragraphe : « Rédaction des tableaux » alin. 1 et 2.
(2) 1 condamnée ayant encouru 9 condamnations et 1 condamnée ayant encouru 10 condamnations.

STATISTIQUE

DE LA

JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

Année judiciaire 1915-1916 (1)

(1) L'année judiciaire, au point de vue statistique, commence le 1er août et finit le 31 juillet suivant.

STATISTIQUE DE LA JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

Rédaction des tableaux. — La statistique de la justice civile et commerciale est dressée à l'aide de tableaux envoyés au Département de la Justice à la fin de chaque année judiciaire par le greffier des tribunaux. Ces fonctionnaires puisent les éléments de ces tableaux dans les registres statistiques divisés en colonnes correspondant aux catégories de renseignements qui doivent figurer aux tableaux.

Dans les greffes civils de première instance, le registre des jugements est rempli d'après des bulletins statistiques que les magistrats sont invités à transmettre au greffier dès que le jugement est rédigé. Ces bulletins renferment toutes les données qui doivent être transcrites dans ce registre.

La statistique des divorces et celles des faillites sont faites à l'aide de listes nominatives.

La statistique civile et commerciale est dressée par année judiciaire. L'année judiciaire commence le 1er août et finit le 31 juillet suivant.

Dans les tableaux suivants, les chiffres qui concernent les actes notariés (tableau XLII) et ceux qui concernent les actes de sociétés (tableau LIV) sont les seuls qui se rapportent à l'année civile.

1° JUSTICE DE PAIX

COMPÉTENCE

Les arrondissements judiciaires du royaume sont divisés en 227 cantons de justice de paix. Le ressort de la cour d'appel de Bruxelles en comprend 88, celui de Gand 65, celui de Liége 74.

Dans chaque canton, il y a un juge de paix assisté d'un greffier. Auprès de chaque juge de paix, il est nommé des suppléants.

Les greffiers peuvent avoir des commis, qui prêtent serment devant le juge de paix.

Le Roi peut, si les besoins du service le permettent, charger un juge de paix de desservir un canton contigu. Le juge reçoit, dans ce cas, le traitement attribué aux juges de paix des cantons ayant une population égale à la population des deux cantons réunis.

En matière civile, les juges de paix ont à remplir une double mission; ils agissent : 1° comme juges; 2° comme officiers publics.

Les résultats obtenus à ce double point de vue sont consignés dans le tableau XLII.

Les juges de paix remplissaient une troisième mission : celle de conciliateurs. Une loi du 12 août 1911 a supprimé le préliminaire de conciliation.

Juridiction contentieuse.

Une loi du 12 août 1911 (publiée au *Moniteur* du 13 septembre 1911) a étendu la compétence du juge de paix. Cette compétence est actuellement déterminée comme suit :

Les juges de paix connaissent de toutes les actions civiles, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 100 francs et en premier ressort, jusqu'à la valeur de 600 francs. Ils connaissent des demandes en pension alimentaire n'excédant pas, en totalité, 600 francs par an, fondées sur les articles 205, 206 et 207 du Code civil, et, dans les mêmes limites, des demandes en pension alimentaire fondées sur les articles 212 et 214 du Code civil, si ces demandes ne sont pas connexes à une instance en séparation de corps ou à une instance en divorce. (Ils statuent en premier ou en dernier ressort, suivant que le montant de la demande, déterminée conformément à l'article 27 de la loi du 25 mars 1876, dépasse ou ne dépasse pas 100 fr.) Ils connaissent, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 100 francs, et en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, de certaines actions énumérées à l'article 3 de la loi du 25 mars 1876 (modifié par l'article 3 de la loi précitée du 12 août 1911), et de quelques autres qui y ont été ajoutées par les lois du 7 octobre 1886 (Code rural, art. 8 et 21), du 14 août 1887 (art. 19), du 21 décembre 1896.

Le juge de paix du canton où un accident du travail s'est produit est seul compétent pour connaître des actions relatives aux indemnités dues aux ouvriers ou à leurs ayants droit, ..., ainsi que des demandes en revision de ces indemnités; il statue, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 300 francs, et, en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever. (Loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, art. 26.)

La loi du 9 août 1887 a réglé la procédure en expulsion de locataires de maisons ou appartements d'un faible loyer. Lorsque le montant du loyer de maisons ou appartements n'excède pas 150 francs par an dans les communes de moins de 5,000 habitants, et 300 francs dans les autres communes, le juge de paix statue sur les demandes en expulsion de locataires par une ordonnance mise au bas de l'exploit original de citation.

Juridiction gracieuse.

Les juges de paix sont aussi chargés de convoquer les conseils de famille, de procéder à l'apposition et à la levée des scellés, d'assister à la vente et au partage des biens de mineurs, de recevoir les actes d'adoption et d'émancipation, de délivrer des actes de notoriété, de constater l'accord des parties relativement aux indemnités à allouer en matière d'accidents du travail, etc.

Notariat.

Le notariat est encore régi par la loi du 25 ventôse an XI (16 mars 1803).

Le nombre des notaires, leur placement et résidence sont déterminés par le gouvernement de manière que : 1° dans les villes de 100,000 habitants et au-dessus, il y ait un notaire au plus par 6,000 habitants; 2° dans les autres villes, bourgs ou villages, il y ait deux notaires au moins ou cinq au plus par canton de justice de paix. Parfois, en raison de lois spéciales ou en conséquence de remaniements de circonscriptions cantonales, le nombre des notaires est plus élevé que ne le comporte l'application de l'article 31 de la loi du 25 ventôse an XI.

Dans le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, le nombre des notaires est de 488, dans celui de Gand, de 335, et dans celui de Liége, de 308; soit pour les 227 cantons de justice de paix, un total de 1,131 notaires.

JUSTICE DE PAIX

XLII. — Etat, par canton, des travaux des juges de paix pendant l'année judiciaire 1915-1916. — *Actes notariés. (Année 1916.)*

CANTONS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES TERMINÉES. SUR CITATION. à l'amiable ou restées sans suite connue.	SUR CITATION. par jugement. contradictoire.	SUR CITATION. par jugement. par défaut.	SUR CITATION. par jugement. d'incompétence.	SUR CITATION. Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE. à l'amiable ou restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE. par jugement (art. 7 Code de P. C.). de la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE. par jugement (art. 7 Code de P. C.). excédant la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE. Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES. à l'amiable ou restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES. par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	2° JURIDICTION GRACIEUSE. Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES. d'adoption	ACTES. d'émancipation.	ACTES. de notoriété.	Partages et liquidations.	Déclarations d'accidents du travail.	Accords en matière d'accidents du travail.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES NOTARIÉS. Nombre.	ACTES NOTARIÉS. Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Bruxelles 1er canton	134	857	149	8	1,148	446	1	—	447	580	1,015	12	208	38	2	—	2	62	3	27	1	168	7,114	1,336,384 62
Id. 2e id.	56	123	41	5	225	924	21	—	945	980	190	63	141	59	3	1	4	76	3	168	4	124		
Id. 3e id.	34	230	88	4	356	1,042	24	—	1,066	1,076	346	32	165	39	4	1	9	100	4	441	3	140		
Anderlecht	15	123	25	9	172	1,122	34	—	1,156	1,137	191	23	262	11	7	—	8	33	11	259	14	205	771	64,258 71
Assche	—	106	33	1	140	828	—	—	828	828	140	12	139	6	9	—	1	63	13	26	—	169	949	48,048 44
Hal	71	289	30	—	390	796	23	—	819	867	342	46	156	10	5	—	5	78	7	158	12	90	863	52,869 93
Ixelles 1er canton	62	189	34	6	291	369	9	—	378	431	238	46	142	57	—	1	6	32	4	81	9	165	1,199	100,317 50
Id. 2e id.	22	170	32	1	225	347	6	—	353	369	209	23	138	58	2	—	3	69	3	66	7	139		
Laeken	114	206	72	6	398	2,418	10	—	2,428	2,532	294	102	183	23	1	—	6	109	1	176	5	178	870	124,428 87
Lennick-Saint-Quentin	38	134	22	2	196	566	1	—	567	604	159	53	123	11	6	—	1	77	12	40	3	167	1,117	66,524 73
Molenbeek-Saint-Jean	147	158	16	2	323	1,319	—	—	1,319	1,466	176	46	230	23	2	—	7	141	3	680	17	286	744	66,777 27
Saint-Gilles	31	127	38	2	198	917	—	—	917	948	167	30	163	30	1	—	18	101	2	111	18	214	1,179	180,187 29
Saint-Josse-ten-Noode	156	258	36	—	450	2,376	3	—	2,379	2,532	297	47	227	33	2	—	6	210	—	140	15	123	1,250	112,275 41
Schaerbeek 1er canton	31	195	49	13	288	1,379	12	2	1,393	1,410	271	20	129	25	—	1	8	112	4	83	6	91	2,369	336,812 24
Id. 2e id.	27	158	34	1	220	1,932	16	—	1,948	1,959	209	26	153	15	2	—	5	77	2	205	3	65		
Uccle	96	269	51	8	424	573	27	—	600	669	355	31	157	19	—	2	15	67	2	284	19	194	859	56,416 86
Vilvorde	22	131	14	—	167	733	14	—	747	755	159	23	104	5	4	—	10	75	3	140	10	81	677	60,845 64
Wolverthem	13	67	8	1	89	138	4	1	143	151	81	6	103	—	3	—	3	59	5	29	3	142	546	28,089 96
TOTAUX	1,069	3,790	772	69	5,700	18,225	205	3	18,433	19,294	4,839	641	2,923	462	53	6	117	1,541	82	3,114	149	2,741	20,507	2,634,237 39
Louvain 1er canton. (1)	64	186	56	—	306	835	34	—	869	899	276	21	356	4	15	—	8	174	8	86	17	225	2,321	161,095 01
Id. 2e id.												2	69	—	4	—	—	—	2	10	—	98	468	17,572 98
Aerschot	22	20	5	1	48	150	—	—	150	172	26	12	87	1	15	1	—	22	15	23	1	64	653	43,803 26
Diest	28	82	26	—	136	521	1	—	522	549	109	1	46	3	7	—	—	18	12	14	2	36	320	24,366 40
Glabbeek	7	14	2	—	23	261	—	—	261	268	16	15	67	—	6	—	4	34	4	45	—	91	371	10,286 23
Haecht	18	38	17	1	74	496	—	—	496	514	56	6	48	—	6	—	—	15	8	15	4	34	272	27,224 33
Léau	39	33	5	1	78	290	—	—	290	329	39	38	88	10	22	—	3	94	—	219	7	61	1,204	135,683 80
Tirlemont	44	133	24	—	201	1,106	10	—	1,116	1,150	167	95	761	18	75	1	15	357	49	412	31	609	5,609	420,032 01
TOTAUX	222	506	135	3	866	3,659	45	—	3,704	3,881	689													
Nivelles	10	204	15	—	229	392	41	—	433	399	146	48	172	32	12	—	4	1	7	506	15	243	1,317	112,604 97
Genappe	9	44	12	1	66	489	4	—	493	498	61	11	71	4	8	—	—	64	7	93	4	156	873	78,617 76
Jodoigne	28	56	15	—	99	252	6	—	258	280	77	16	98	4	15	—	10	45	10	74	—	72	1,481	90,855 71
Perwez	10	49	10	1	70	240	—	2	242	250	62	20	55	2	15	1	10	65	8	52	3	138	707	51,029 51
Wavre	55	143	18	2	118	745	10	—	755	776	88	51	125	2	25	1	3	126	10	157	12	140	1,395	102,877 32
TOTAUX	112	496	70	4	682	2,118	61	2	2,181	2,206	633	146	521	44	75	2	27	301	42	882	34	749	5,773	436,015 27

(1) Par suite des événements de la guerre, le tribunal de première instance de Louvain avait, conformément à l'article 8 de la loi du 18 juin 1869, renvoyé devant le juge de paix du 2e canton de Louvain toutes les affaires ressortissant au 1er canton.

XLII (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix pendant l'année judiciaire 1915-1916. — *Actes notariés. (Année 1916.)*

CANTONS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES TERMINÉES											2° JURIDICTION GRACIEUSE.										ACTES NOTARIÉS	
	SUR CITATION					SUR COMPARUTION VOLONTAIRE				NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES		Jugements rendus avant de statuer au fond.				ACTES							
	à l'amiable ou restées sans suite connue.	par jugement			Nombre des affaires sur citation.	à l'amiable ou restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P. C.)		Nombre des affaires sur comparution volontaire.	à l'amiable ou restées sans suite connue.	par jugement.		Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	d'adoption	d'émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations.	Déclarations d'accidents du travail.	Accords en matière d'accidents du travail.	Actes reçus *pro Deo.*	Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
		contradictoire.	par défaut.	d'incompétence.			de la compétence du juge de paix.	excédant la compétence du juge de paix.																
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Anvers 1er canton	30	76	11	—	117	593	21	—	614	623	108	21	158	8	1	—	5	61	5	81	1	158		
Id. 2e id.	63	76	34	2	175	520	22	—	542	583	134	26	117	39	4	—	5	53	3	195	11	64	3,615	440,015 09
Id. 3e id.	40	159	80	8	287	439	23	—	462	479	270	33	120	5	—	—	10	69	4	229	19	88		
Id. 4e id.	19	76	17	—	112	129	53	—	182	148	148	30	104	2	1		7	36	1	356	20	127		
Berchem	16	34	5	—	55	340	10	—	350	356	49	13	70	2	1	—	1	59	2	64	3	93	222	13,932 50
Boom	14	61	11	—	86	235	22	—	257	249	94	18	102	2	1	—	18	43	3	320	7	99	208	9,095 25
Borgerhout	11	58	10	—	79	415	13	—	428	426	81	22	166	5	3	—	4	—	4	176	10	163	503	39,646 89
Brecht	—	3	4	1	8	16	—	—	16	16	8	1	56	—	—	—	—	13	—	11	—	25	317	23,723 35
Contich	26	51	33	—	110	355	—	—	355	381	84	8	45	1	—	—	7	42	—	21	4	21	108	13,344 07
Eeckeren	13	62	11	2	88	278	7	—	285	291	82	10	68	1	2	—	1	32	—	36	5	47	322	37,824 47
Santhoven	4	23	17	—	44	330	4	—	334	334	44	3	41	—	—	—	6	28	1	12	2	87	398	44,091 84
TOTAUX	236	679	233	13	1,161	3,650	175	—	3,825	3,886	1,100	185	1,047	68	13	—	64	436	23	1,501	82	972	5,693	625,673 46
Malines (Nord)	5	15	3	1	24	141	3	—	144	146	22	8	62	1	1	—	3	32	1	36	3	87	994	77,597 15
Id. (Sud)	3	41	2	—	46	133	13	—	146	136	56	13	125	1	—	—	3	66	3	77	10	194		
Duffel	5	47	11	—	63	338	—	—	338	343	58	4	75	—	—	—	—	46	1	27	4	56	135	12,089 69
Heyst-op-den-Berg	5	21	13	—	39	41	—	—	41	46	34	4	66	7	4	—	5	22	2	18	—	41	536	48,059 20
Lierre	1	11	1	1	14	185	—	—	185	186	13	9	71	2	1	—	2	29	1	4	1	92	416	42,198 10
Puers	4	13	3	—	20	—	1	—	1	4	17	8	77	—	3	—	—	15	3	5	1	51	394	14,426 43
TOTAUX	23	148	33	2	206	838	17	—	855	861	200	46	476	11	9	—	13	210	11	167	19	521	2,475	194,370 57
Turnhout	17	43	9	—	69	344	13	—	357	361	65	13	67	3	6	—	9	64	3	156	7	50	496	41,707 51
Arendonck	7	6	—	—	13	77	—	—	77	84	6	—	37	—	—	—	—	23	—	22	2	51	258	12,774 78
Herenthals	12	26	—	—	38	285	3	—	288	297	29	13	74	3	4	—	3	20	3	13	—	55	736	37,455 56
Hoogstraeten	—	3	—	—	3	47	—	—	47	47	3	—	26	—	1	—	7	—	—	13	—	21	238	26,898 90
Moll	33	45	4	—	82	401	14	—	415	434	63	17	64	1	16	—	—	27	12	31	1	66	1,129	64,808 68
Westerloo	15	55	6	—	76	136	7	1	144	151	69	2	88	4	10	—	7	37	6	8	—	40	577	48,058 85
TOTAUX	84	178	19	—	281	1,290	37	1	1,328	1,374	235	45	356	11	37	—	26	171	24	243	10	283	3,434	231,704 28
Mons	143	333	132	1	609	1,093	33	—	1,126	1,236	499	30	204	8	12	—	2	106	13	190	19	271	1,465	146,920 49
Boussu	103	319	179	—	601	764	20	—	784	867	518	33	226	21	17	—	—	102	3	121	8	295	587	42,820 87
Chièvres	40	40	2	—	82	390	11	—	401	430	53	7	56	7	3	—	3	49	3	51	5	92	471	40,900 97
Dour	97	111	85	1	294	2,755	9	—	2,764	2,852	206	17	115	21	8	—	—	67	12	178	8	180	702	35,603 40
Enghien	3	23	1	—	27	116	2	—	118	119	26	9	41	5	5	1	2	41	3	15	9	27	552	94,589 63
La Louvière	20	243	9	1	273	2,035	26	—	2,061	2,055	279	14	79	—	6	1	9	47	4	667	24	119	697	49,424 95
Lens	15	85	12	2	114	291	8	—	299	306	107	29	67	6	6	1	1	35	2	98	11	83	769	56,892 54
Pâturages	10	164	78	—	261	979	—	—	979	998	242	22	116	10	4	—	2	60	—	165	16	163	899	77,088 87
Rœulx	43	31	4	1	79	351	7	—	358	394	43	5	76	5	4	—	—	50	—	180	3	135	458	32,723 03
Soignies	39	71	30	1	141	843	34	—	877	882	136	25	86	4	17	—	4	84	6	420	20	43	826	95,383 69
TOTAUX	522	1,420	532	7	2,481	9,617	150	—	9,767	10,139	2,109	191	1,066	87	82	3	23	641	46	2,415	123	1,408	7,426	672,348 44

XLII (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix pendant l'année judiciaire 1915-1916. — *Actes notariés. (Année 1916.)*

CANTONS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES TERMINÉES. SUR CITATION. à l'amiable ou restées sans suite connue.	SUR CITATION. par jugement. contradictoire.	par jugement. par défaut.	d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE. à l'amiable ou restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P. C.). de la compétence du juge de paix.	excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES. à l'amiable ou restées sans suite connue.	par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	2° JURIDICTION GRACIEUSE. ACTES. Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	d'adoption	d'émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations.	Déclarations d'accidents du travail.	Accords en matière d'accidents du travail.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES NOTARIÉS. Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Charleroi (Nord)	52	232	44	3	331	1,100	26	—	1,126	1,152	305	36	195	22	7	—	3	52	4	336	10	167	2,302	225,656 64
Id. (Sud)	74	497	167	3	741	1,600	86	—	1,686	1,674	753	26	181	21	—	—	2	93	—	210	27	141		
Beaumont	1	16	4	—	21	118	—	—	118	119	20	5	42	1	—	—	2	2	—	14	—	36	412	19,375 03
Binche	33	305	140	1	539	976	90	—	1,066	1,009	596	44	173	3	14	—	4	45	7	581	3	247	1,476	125,730 67
Châtelet	116	458	247	3	824	1,307	28	—	1,335	1,423	736	33	168	12	14	—	41	54	2	210	33	267	769	35,873 59
Chimay	10	39	8	1	58	174	4	—	178	184	52	15	33	3	4	—	—	—	—	32	2	22	561	42,816 77
Fontaine-l'Évêque	70	301	136	1	508	1,667	53	—	1,720	1,737	491	60	114	2	6	—	2	26	4	269	12	118	656	64,002 02
Gosselies	48	225	55	2	330	1,093	20	—	1,113	1,141	302	66	113	9	13	—	3	130	2	151	27	137	1,049	75,206 37
Junet	34	150	33	—	217	1,010	27	—	1,037	1,044	210	38	104	—	5	—	5	47	1	355	11	93	983	55,856 72
Marchienne-au-Pont	33	138	30	1	202	1,201	58	—	1,259	1,234	227	33	157	4	1	—	11	76	1	211	17	128	518	23,268 92
Merbes-le-Château	4	48	5	—	57	173	3	—	176	177	56	14	27	1	2	—	—	26	1	46	2	19	607	17,878 58
Seneffe	25	169	41	—	235	449	37	—	486	474	247	21	134	5	6	—	1	93	3	334	23	219	711	53,190 45
Thuin	15	56	7	—	78	120	—	4	124	135	67	5	42	3	3	—	2	35	—	37	5	25	541	57,632 86
TOTAUX	515	2,694	917	15	4,141	10,988	432	4	11,424	11,503	4,062	396	1,483	86	74	—	76	679	25	2,786	178	1,619	10,585	796,488 62
Tournai	11	53	3	3	70	854	40	—	894	865	99	32	131	19	8	—	1	80	4	199	7	142	1,144	85,472 31
Antoing	1	30	2	2	35	—	16	—	16	1	50	13	68	18	1	1	—	24	1	97	17	42	295	20,119 61
Ath	4	32	—	—	36	319	4	—	323	323	36	4	49	6	4	—	6	44	6	29	—	93	517	32,020 35
Celles	3	10	2	2	17	—	—	—	—	3	14	3	40	6	2	—	3	12	2	42	3	48	364	20,701 03
Flobecq	—	11	2	—	13	204	—	—	204	204	13	6	20	13	4	—	6	12	5	13	1	30	437	51,267 82
Frasnes	5	8	—	1	14	11	2	—	13	16	11	2	35	1	—	—	8	—	2	12	1	32	368	28,306 38
Lessines	20	21	7	1	49	347	35	—	382	367	64	8	70	19	2	2	13	36	2	75	5	38	612	39,637 06
Leuze	9	29	5	1	44	243	20	—	263	252	55	12	52	5	2	—	3	43	2	75	14	89	348	19,506 21
Péruwelz	—	64	14	1	79	433	2	—	435	433	81	25	88	15	2	—	5	15	3	44	3	10	756	30,010 67
Quevaucamps	4	22	5	—	31	356	12	—	368	360	39	8	56	4	1	—	5	37	4	70	5	91	406	29,040 73
Templeuve	—	3	—	—	3	74	5	—	79	74	8	—	22	3	—	—	—	36	—	18	1	52	178	6,119 94
TOTAUX	57	283	40	11	391	2,841	136	—	2,977	2,898	470	113	640	109	26	3	50	369	31	674	60	667	5,425	362,202 11
Gand 1er canton	54	96	32	2	184	938	32	—	970	992	162	21	110	11	3	—	11	33	4	640	23	80		
Id. 2e id.	71	78	21	16	186	738	14	—	752	809	129	17	116	14	7	—	4	81	4	151	5	151	2,752	477,211 35
Id. 3e id.	47	39	17	1	104	688	53	—	741	735	110	9	183	12	5	—	7	57	4	223	16	250		
Assenede (1)	—	—	—	—	—	43	—	—	43	43	—	—	34	1	4	—	2	—	4	22	1	20	211	14,780 80
Caprycke	—	1	—	—	1	100	—	—	100	100	1	2	28	1	2	—	4	—	4	22	1	15	180	10,147 25
Cruyshautem	3	14	1	—	18	172	1	—	173	175	16	4	34	3	6	—	1	61	4	12	—	24	170	13,454 17
Deynze	2	9	3	—	14	55	5	—	60	57	17	9	50	2	6	—	—	23	2	19	3	35	195	8,051 02
Eecloo	4	19	4	1	28	145	7	—	152	149	31	2	65	1	—	—	6	6	1	58	—	47	296	50,930 13
Evergem	9	18	5	—	32	274	—	—	274	283	23	—	95	1	—	—	1	2	—	54	3	76	394	42,472 01
Ledeberg	—	36	8	—	44	532	—	—	532	532	44	3	70	2	3	—	2	6	4	68	1	61	288	29,275 73
Loochristy	5	1	1	—	7	77	—	—	77	82	2	10	56	3	—	—	1	27	2	27	2	33	235	13,309 21
Nazareth	3	3	1	—	7	70	—	—	70	73	4	—	44	5	1	—	4	—	1	2	—	30	185	21,787 51
Novele	—	3	—	—	3	83	1	—	84	83	4	1	39	2	7	—	1	9	4	5	—	23	248	16,974 57
Oosterzeele	—	24	3	—	27	105	—	—	105	105	27	3	77	—	7	—	—	32	3	16	1	61	399	58,126 37
Somergem	6	9	—	—	15	57	—	—	57	63	9	—	47	1	2	—	3	16	6	6	—	31	216	14,348 77
Waerschoot	4	8	2	—	14	41	1	—	42	45	11	—	28	1	1	—	—	3	1	15	1	22	140	19,402 90
TOTAUX	208	358	198	20	604	4,118	114	—	4,232	4,326	590	81	1,076	60	54	—	47	376	48	1,340	57	968	5,909	790,281 59

(1) Suivant les renseignements fournis par le greffe « la place d'huissier était vacante quand éclata la guerre en 1914. L'huissier de Waerschoot fut commis pour faire le service dans le canton d'Assenede... mais les difficultés de communication et de transport ou, peut-être, le défaut de passeport lui rendaient parfois le voyage impossible. »

XLII (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix pendant l'année judiciaire 1915-1916. — *Actes notariés. (Année 1916.)*

CANTONS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES TERMINÉES. SUR CITATION. À l'amiable ou restées sans suite connue.	SUR CITATION. par jugement. contradictoire.	SUR CITATION. par jugement. par défaut.	SUR CITATION. par jugement. d'incompétence.	SUR CITATION. Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE. À l'amiable ou restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE. par jugement (art. 7 Code de P. C.). de la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE. par jugement (art. 7 Code de P. C.). excédant la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE. Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES. À l'amiable ou restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES. par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	2° JURIDICTION GRACIEUSE. ACTES. Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES. d'adoption	ACTES. d'émancipation.	ACTES. de notoriété.	Partages et liquidations.	Déclarations d'accidents du travail.	Accords en matière d'accidents du travail.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES NOTARIÉS. Nombre.	ACTES NOTARIÉS. Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Audenarde	23	64	3	—	90	371	6	—	377	394	73	18	88	6	1	—	10	62	5	20	3	33	648	40,491 45
Grammont	3	46	6	1	56	567	1	—	568	570	54	13	61	3	4	—	8	78	4	16	3	39	500	23,860 69
Herzele	—	23	—	1	24	342	—	—	342	342	24	9	77	—	3	—	1	29	4	9	2	54	399	14,859 23
Hoorebeke-Sainte-Marie	1	26	2	—	29	468	1	—	469	469	29	6	32	4	—	—	2	—	—	17	—	25	116	13,198 13
Nederbrakel	2	17	1	—	20	69	—	—	69	71	18	14	27	4	2	—	2	23	2	6	2	43	220	20,313 74
Ninove	4	33	3	—	40	38	—	—	38	42	36	9	35	5	4	—	—	48	3	52	6	81	523	20,940 48
Renaix	6	74	5	—	85	365	12	—	377	371	91	11	60	2	1	—	9	—	1	44	2	60	228	31,207 47
Sottegem	2	24	4	—	30	324	—	—	324	326	28	1	59	—	3	—	—	22	—	4	—	46	355	27,823 27
TOTAUX	41	307	24	2	374	2,544	20	—	2,564	2,585	353	84	489	24	18	—	32	262	19	168	18	381	2,989	201,694 46
Termonde	17	26	6	—	49	415	4	—	419	432	36	12	114	—	4	—	4	54	5	25	3	134	458	27,835 76
Alost	—	66	4	—	70	358	11	—	369	358	81	34	256	1	8	—	6	89	16	107	4	191	1,035	112,644 72
Beveren	23	15	10	—	48	245	9	—	254	268	34	7	38	—	—	—	6	13	1	52	5	28	337	21,420 65
Hamme	—	34	12	—	46	201	10	—	211	201	56	7	60	3	2	—	2	6	3	22	5	58	373	19,025 93
Lokeren	4	39	4	2	49	510	9	—	519	514	54	4	54	2	1	—	2	43	4	12	1	85	325	19,385 64
Saint-Gilles-Waes	4	17	6	—	27	414	—	—	414	418	23	—	58	2	—	—	—	—	—	14	—	40	389	14,886 56
Saint-Nicolas Waes	4	11	3	1	19	346	—	—	346	350	15	48	109	6	2	—	11	33	2	49	10	90	505	28,442 37
Tamise	1	23	—	—	24	292	11	—	303	293	34	4	51	1	1	—	6	30	1	36	1	76	232	12,374 33
Wetteren	28	12	6	—	46	427	3	—	430	455	21	1	75	1	3	—	1	48	3	35	2	112	299	13,058 53
Zele	19	17	6	—	42	448	6	—	454	467	29	—	56	—	5	—	—	41	3	38	1	84	464	30,104 50
TOTAUX	100	260	57	3	420	3,656	63	—	3,719	3,756	383	117	874	16	26	—	38	357	38	390	32	898	4,417	299,178 99
Bruges, 1er canton	2	25	5	—	32	589	3	—	593	592	33	5	62	2	—	—	13	52	1	21	2	44		
Id. 2e id.	35	38	15	—	88	611	—	—	611	646	53	6	106	2	—	—	12	76	3	44	15	147	901	52,740 56
Id. 3e id.	5	20	4	—	29	451	4	—	455	456	28	2	55	3	—	—	8	26	—	6	—	28		
Ardoye	3	1	—	—	4	36	—	—	36	39	1	1	22	—	—	—	—	1	1	1	—	14	115	2,600 73
Ghistelles (1)	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	2	—	—	—	—	1	—	—	—	1	21	500 55
Ostende	5	39	22	—	66	946	—	—	946	951	61	3	105	17	—	—	7	52	—	5	—	70	60	345 20
Ruysselede	—	5	—	—	5	51	—	—	51	51	5	3	24	1	—	—	—	13	—	—	—	17	132	8,196 70
Thielt	4	7	—	—	11	145	—	—	145	149	7	4	28	1	—	—	—	31	2	6	—	21	106	5,714 82
Thourout	5	9	—	—	14	149	—	—	149	154	9	1	23	1	—	—	2	9	—	6	—	17	35	1,126 81
TOTAUX	59	145	46	—	250	2,979	7	—	2,986	3,038	198	25	427	27	—	—	42	261	7	89	17	368	1,370	71,225 37
Courtrai, 1er canton	—	11	1	2	14	121	5	—	126	121	19	4	56	—	—	—	3	20	2	32	6	50	593	(2) 51,905 96
Id. 2e id.	39	65	19	—	123	446	2	—	448	485	86	3	86	8	—	—	7	70	—	9	3	70		
Avelghem	3	8	—	—	11	199	2	—	201	202	10	2	38	1	—	—	—	20	1	18	2	59	137	7,562 34
Harlebeke	11	8	1	—	20	363	9	—	372	374	18	1	64	—	—	—	1	25	4	15	—	67	120	13,362 51
Iseghem	—	4	—	—	4	86	2	—	88	86	6	—	27	1	—	—	2	35	—	3	1	51	84	4,805 67
Menin	—	1	—	—	1	39	—	—	39	39	1	—	67	4	—	—	2	23	—	8	—	85	100	2,779 65
Meulebeke	—	5	—	—	5	20	—	—	20	20	5	—	31	—	—	—	3	21	—	6	—	42	118	3,081 42
Moorslede	1	—	—	—	1	139	1	—	140	140	1	3	19	—	—	—	2	5	—	19	—	20	45	480 19
Mouscron	33	60	21	5	119	180	3	—	183	213	89	21	88	1	2	—	4	28	—	4	3	74	343	9,452 04
Oostroosbeke	—	1	5	—	6	51	—	—	51	51	6	—	29	1	—	—	2	10	1	7	3	29	76	1,756 31
Roulers	7	10	6	—	23	37	4	—	41	44	20	1	56	—	—	—	6	23	—	16	—	43	104	4,265 02
TOTAUX	94	173	53	7	327	1,681	28	—	1,709	1,775	261	35	561	16	2	—	32	289	8	137	18	590	1,720	99,451 11

(1) A cause des entraves mises par l'occupant la justice de paix de Ghistelles a été empêchée de fonctionner régulièrement.
(2) Certains actes enregistrables, notamment dans la zone des opérations de guerre n'ont pas été enregistrés. Les droits afférents à ceux-ci ne sont donc pas compris dans les chiffres ci-dessus mentionnés.

XLII (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix pendant l'année judiciaire 1915-1916. — *Actes notariés. (Année 1916.)*

CANTONS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES TERMINÉES. SUR CITATION. à l'amiable ou restées sans suite connue.	SUR CITATION. par jugement. contradictoire.	SUR CITATION. par jugement. par défaut.	SUR CITATION. par jugement. d'incompétence.	SUR CITATION. Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE. à l'amiable ou restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE. par jugement (art. 7 Code de P. C.). de la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE. par jugement (art. 7 Code de P. C.). excédant la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE. Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES. à l'amiable ou restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES. par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	2° JURIDICTION GRACIEUSE. Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES. d'adoption	ACTES. d'émancipation.	ACTES. de notoriété.	Partages et liquidations.	Déclarations d'accidents du travail.	Accords en matière d'accidents du travail.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES NOTARIÉS. Nombre.	ACTES NOTARIÉS. Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Furnes	12	42	8	—	62	197	1	—	198	209	51	5	77	4	—	—	8	84	1	3	—	47	317	12,843 64
Dixmude (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Haringhe	1	3	2	1	7	62	—	—	62	63	6	—	38	5	—	—	4	6	—	—	—	20	196	11,413 93
Nieuport	—	6	—	—	6	50	—	—	50	50	6	—	37	—	—	—	—	14	—	—	—	25	21	106 30
TOTAUX	13	51	10	1	75	309	1	—	310	322	63	5	152	9	—	—	12	104	1	3	—	92	534	24,363 87
Ypres, 1er canton (2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	12	—	—	—	1	22	1,221 00
Id. 2e id. (2)	—	—	2	—	2	50	—	—	50	50	2	—	28	—	—	—	2	23	1	—	—	8	13	51 89
Hooglede (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Messines	—	1	1	—	2	—	—	—	—	—	2	—	4	—	—	—	—	11	—	—	—	14	19	424 80
Passchendaele (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poperinghe	4	9	3	—	16	116	—	—	116	120	12	2	32	—	—	—	1	36	—	—	—	40	97	5,400 00
Wervicq (3)	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	28	—	—	—	—	—	—	—	—	20	12	146 20
TOTAUX	4	11	6	—	21	166	—	—	166	170	17	2	96	—	—	—	3	82	1	—	—	83	163	7,243 89
Liége, 1er canton	72	221	25	9	327	944	35	—	979	1,016	290	41	205	17	5	2	10	2	3	493	33	127	4,349	403,332 06
Id. 2e id.	7	150	38	9	204	606	17	—	623	613	214	39	197	54	—	—	25	101	1	617	21	142	239	22,338 07
Dalhem	18	13	—	—	31	204	5	—	209	222	18	3	44	2	1	—	2	27	—	65	5	27	239	46,282 73
Fexhe-Slins	—	126	25	—	151	123	4	—	127	123	155	10	86	7	4	—	1	30	2	90	6	78	436	32,124 16
Fléron	14	159	30	1	204	839	28	—	867	853	218	52	127	11	4	—	8	68	4	1,092	20	147	567	9,792 67
Grivegnée	10	371	102	3	486	346	31	—	377	356	507	56	79	4	5	—	12	60	—	236	9	132	366	14,232 64
Herstal	36	354	67	—	457	528	21	—	549	564	442	22	70	5	2	—	8	25	2	259	9	66	248	34,508 77
Hollogne-aux-Pierres	1	787	115	5	908	770	51	—	821	771	958	123	188	7	2	—	1	252	11	1,376	33	175	698	11,466 49
Louveigné	5	71	4	—	80	154	—	—	154	159	75	7	49	8	1	—	8	48	1	316	10	89	307	38,683 95
Saint-Nicolas	24	211	44	1	280	573	33	—	606	597	289	35	109	—	1	—	3	45	1	494	11	146	302	36,231 34
Seraing	20	154	32	—	206	229	68	—	297	249	254	34	184	5	3	—	5	135	2	719	47	191	797	73,603 59
Waremme	2	15	12	1	30	226	1	—	227	228	29	3	49	1	2	—	2	33	1	70	2	73	369	
TOTAUX	209	2,632	494	29	3,364	5,542	294	—	5,836	5,751	3,449	425	1,387	121	30	2	85	826	28	5,827	206	1,393	8,678	722,592 47
Huy	3	97	24	—	124	593	34	—	627	596	155	26	100	2	3	—	—	97	4	260	23	172	1,168	61,148 76
Avennes	17	16	4	—	37	352	2	—	354	369	22	4	49	1	13	—	3	27	6	46	3	39	883	85,205 50
Ferrières	1	3	—	—	4	75	1	—	76	76	4	2	13	—	2	—	—	6	1	10	1	11	169	6,495 11
Héron	3	35	6	—	44	—	16	—	16	3	57	10	45	2	4	—	—	39	3	141	6	85	556	22,370 44
Jehay-Bodegnée	7	23	6	1	37	238	3	—	241	245	33	2	36	2	6	—	—	42	3	149	5	30	500	25,104 77
Landen	3	15	4	—	22	248	3	—	251	251	22	4	45	1	8	—	1	30	10	33	1	36	519	58,127 09
Nandrin	5	35	7	—	47	141	11	—	152	146	53	13	45	4	11	—	15	62	4	242	17	117	547	31,874 95
TOTAUX	39	224	51	1	315	1,647	70	—	1,717	1,686	346	61	333	12	47	—	19	303	31	881	56	490	4,342	290,326 62

(1) Les faits de guerre ont empêché le tribunal de fonctionner.
(2) Par A. R. du 1er février 1915 le siège des justices de paix des 1er et 2e cantons d'Ypres a été provisoirement établi à Poperinghe.
(3) Les chiffres relatifs aux affaires sur comparution volontaire ne peuvent être donnés, les documents concernant tes affaires ayant disparu lors de l'évacuation de Wervicq en 1917.
Pendant l'année judiciaire 1914-1915 il y eut devant la justice de paix de Wervicq : 1 affaire sur citation restée sans suite connue et 3 affaires sur citation terminées par jugement contradictoire. Le tableau XXXIX de la publication de 1914-1915 doit être rectifié en ce sens.

XLII (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix pendant l'année judiciaire 1915-1916. — *Actes notariés. (Année 1916.)*

CANTONS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — à l'amiable ou restées sans suite connue.	SUR CITATION — par jugement — contradictoire.	SUR CITATION — par jugement — par défaut.	SUR CITATION — par jugement — d'incompétence.	SUR CITATION — Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — à l'amiable ou restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — de la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — excédant la compétence du juge de paix	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable ou restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	2° JURIDICTION GRACIEUSE. — Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES — d'adoption	ACTES — d'émancipation.	ACTES — de notoriété.	Partages et liquidations.	Déclarations d'accidents du travail.	Accords en matière d'accidents du travail.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES NOTARIÉS. — Nombre.	ACTES NOTARIÉS. — Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Verviers	10	99	8	4	121	400	32	—	432	410	143	17	109	10	4	—	16	76	2	196	17	136	1,716	179,400 00
Aubel	2	63	23	1	89	152	5	—	157	154	92	18	29	3	—	—	3	18	2	85	5	16	264	25,008 99
Dison	4	51	4	—	59	270	12	—	282	274	67	5	50	1	2	—	4	28	2	61	2	46	339	24,642 02
Herve	5	32	4	3	44	47	1	—	48	52	40	5	22	2	5	—	7	27	2	71	1	8	288	58,373 51
Limbourg	7	78	7	—	92	157	8	—	165	164	93	14	33	3	8	—	10	42	6	37	8	28	338	15,139 49
Spa	15	194	8	1	218	314	8	—	322	329	211	28	68	6	3	—	12	53	5	112	9	50	420	21,859 45
Stavelot	7	33	6	—	46	49	6	—	55	56	45	5	46	1	1	—	—	19	3	36	—	48	406	30,094 38
TOTAUX	50	550	60	9	669	1,389	72	—	1,461	1,439	691	92	357	26	23	—	52	263	22	598	42	332	3,749	355,517 87
Tongres	24	30	3	—	57	516	4	—	520	540	37	4	43	1	4	—	2	98	6	130	2	30	670	67,226 92
Bilsen	15	17	3	—	35	47	3	—	50	62	23	3	57	—	5	—	—	29	3	88	6	66	604	34,703 12
Bréo	1	2	—	—	3	80	1	—	81	81	3	—	23	—	1	—	—	28	2	20	3	36	218	11,361 85
Looz	18	19	4	1	42	230	2	—	232	248	26	7	64	2	7	—	10	25	13	38	4	41	758	69,038 23
Maeseyck	1	9	4	—	14	63	1	—	64	64	14	—	38	1	—	—	—	10	—	25	—	35	206	8,620 43
Mechelen	6	11	4	—	21	215	—	—	215	221	15	4	62	1	3	—	—	20	2	81	2	55	323	14,963 60
Sichen-Sussen-Bolré	—	5	—	—	5	58	—	—	58	58	5	4	30	1	6	—	—	10	4	12	2	17	195	8,993 73
TOTAUX	65	93	18	1	177	1,209	11	—	1,220	1,274	123	22	317	6	26	—	12	220	30	394	19	280	2,974	214,907 88
Hasselt	23	45	12	1	81	444	7	—	451	467	65	13	70	—	11	—	5	71	4	60	6	120	717	106,286 74
Beeringen	12	30	11	—	53	334	—	—	334	346	41	3	73	—	4	—	1	40	3	97	9	70	485	37,744 36
Herck-la-Ville	3	11	5	—	19	172	—	—	172	175	16	3	53	—	1	—	—	26	3	10	1	78	370	30,151 91
Neerpelt	2	11	—	—	13	1	15	—	16	3	26	8	51	2	1	—	—	35	—	160	13	35	209	7,180 50
Peer	4	2	—	—	6	41	—	—	41	45	2	1	29	1	2	—	—	9	3	—	1	24	238	14,010 39
Saint-Trond	19	129	33	2	183	695	14	—	709	714	178	42	99	5	14	—	4	57	11	89	12	124	689	67,559 49
TOTAUX	63	228	61	3	355	1,687	36	—	1,723	1,750	328	70	375	8	33	—	10	238	24	416	42	451	2,708	262,933 39
Arlon	3	71	18	—	92	76	—	—	76	79	89	26	37	—	3	—	—	33	—	22	7	28	682	62,261 91
Etalle	5	18	1	1	25	97	7	—	104	102	27	14	13	1	8	—	—	36	1	23	2	48	354	17,331 51
Fauvillers	2	19	1	—	22	53	1	—	54	55	21	8	14	1	3	—	—	—	—	26	3	11	153	8,322 91
Florenville	7	31	—	—	38	—	1	—	1	7	32	21	27	2	2	—	1	12	2	20	1	31	221	10,621 96
Messancy	13	44	14	1	72	206	—	—	206	219	59	7	29	—	6	1	1	18	—	20	5	40	331	16,419 69
Virton	9	35	10	—	54	160	—	—	160	169	45	12	47	1	3	—	—	76	1	42	2	107	309	21,277 76
TOTAUX	39	218	44	2	303	592	9	—	601	631	273	88	167	5	25	1	2	175	4	153	20	265	2,050	136,738 74
Marche	1	71	10	—	82	96	—	—	96	97	81	6	26	5	—	—	2	18	1	40	2	22	329	23,643 26
Durbuy	1	5	—	1	7	49	3	—	52	50	9	1	24	1	1	—	1	12	2	8	1	28	410	22,182 03
Erezée	1	8	7	—	16	20	—	—	20	21	15	5	16	3	5	—	—	11	2	4	—	9	111	20,836 97
Houffalize	1	21	5	1	28	101	—	—	101	102	27	17	20	1	4	—	1	4	—	9	1	18	338	11,255 44
Laroche	18	14	2	—	34	53	—	—	53	71	16	6	21	1	2	—	—	13	—	5	—	25	500	23,306 27
Nassogne	1	9	—	—	10	28	—	—	28	29	9	10	12	—	3	—	1	7	—	4	2	9	130	6,668 32
Vielsalm	5	5	2	—	12	174	4	—	178	179	11	1	27	2	—	—	—	10	2	32	3	25	242	30,499 72
TOTAUX	28	133	26	2	189	521	7	—	528	549	168	46	46	13	15	—	5	75	7	102	9	136	2,060	138,692 01

XLII (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix pendant l'année judiciaire 1915-1916. — *Actes notariés. (Année 1916.)*

CANTONS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION					SUR COMPARUTION VOLONTAIRE				NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES		Jugements rendus avant de statuer au fond.	2° JURIDICTION GRACIEUSE.									ACTES NOTARIÉS.	
		par jugement					par jugement (art. 7 Code de P. C.)						ACTES										
	à l'amiable ou restées sans suite connue.	contradictoire.	par défaut.	d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.	à l'amiable ou restées sans suite connue.	de la compétence du juge de paix.	excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	à l'amiable ou restées sans suite connue.	par jugement.		Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	d'adoption	d'émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations.	Déclarations d'accidents du travail.	Accords en matière d'accidents du travail.	Actes reçus *pro Deo.*	Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Neufchâteau	—	49	8	—	57	24	6	—	30	24	63	35	35	—	5	—	—	28	2	29	—	18	732	76,645 74
Bastogne	21	21	7	—	49	318	—	—	318	339	28	5	23	4	5	—	3	10	—	12	1	26	488	36,808 24
Bouillon	4	10	2	—	16	52	—	—	52	56	12	3	14	1	—	—	1	10	—	11	2	17	238	15,034 44
Paliseul	3	40	4	1	48	36	—	—	36	39	45	22	17	2	3	—	3	15	3	8	1	25	301	26,034 25
Saint-Hubert	—	17	3	—	20	—	2	—	2	—	22	10	38	2	—	—	5	9	—	45	2	31	525	26,912 28
Sibret	7	—	2	—	9	40	—	—	40	47	2	3	27	—	4	1	—	3	2	5	—	23	220	25,841 55
Wellin	3	12	2	2	19	—	—	—	—	3	16	10	17	4	2	—	—	9	1	8	1	12	240	15,097 27
TOTAUX	38	149	28	3	218	470	8	—	478	508	188	88	171	13	19	1	12	84	8	118	7	155	2,744	222,373 77
Namur, 1er canton (Nord)	—	128	37	2	167	128	45	—	173	128	212	30	111	9	5	—	27	135	6	1,525	20	112	2,227	199,568 67
Id. 2e id. (Sud)	—	77	9	—	86	395	3	—	398	395	89	39	65	9	8	—	3	148	14	79	4	46		
Andenne	9	116	28	—	153	112	—	—	112	121	144	7	66	—	11	—	3	87	3	197	27	119	670	33,556 01
Eghezée	18	17	4	—	39	176	3	—	179	194	24	5	50	5	6	—	5	71	5	48	5	116	755	40,361 34
Fosses	43	185	34	—	262	271	41	—	312	314	260	15	127	2	27	—	14	226	—	539	10	256	906	63,903 36
Gembloux	33	126	41	—	200	668	3	—	671	701	170	22	79	3	10	—	16	76	4	118	5	114	1,128	66,577 87
TOTAUX	103	649	153	2	907	1,750	95	—	1,845	1,853	899	118	498	28	67	—	68	743	32	2,506	71	793	5,686	403,967 25
Dinant	1	38	4	1	44	115	83	7	205	116	133	19	184	5	3	—	12	156	—	114	23	156	688	42,863 22
Beauraing	—	16	—	—	16	176	—	—	176	176	16	6	24	9	3	—	—	27	—	19	2	36	501	41,377 60
Ciney	6	60	18	—	84	131	4	—	135	137	82	13	42	6	—	—	8	42	—	79	7	35	912	98,334 33
Couvin	2	16	3	—	21	—	—	—	—	2	19	12	34	3	4	—	12	28	—	—	3	61	581	42,818 40
Florennes	20	21	11	1	53	146	6	—	152	166	39	10	28	—	16	—	6	26	3	25	5	48	442	25,286 80
Gedinne	6	16	2	—	24	87	—	—	87	93	18	9	21	1	5	—	—	14	3	1	—	29	277	10,940 03
Philippeville	—	4	—	—	4	40	—	—	40	40	4	1	29	1	6	—	9	31	2	33	3	46	454	52,872 32
Rochefort	3	132	18	1	154	275	8	—	283	278	159	38	40	10	7	—	15	70	6	12	—	109	456	33,360 91
Walcourt	—	50	19	—	69	364	9	—	373	364	78	10	34	6	5	1	6	54	4	68	2	68	358	33,431 08
TOTAUX	38	353	75	3	469	1,334	110	7	1,451	1,372	548	118	436	50	49	1	68	448	18	351	45	588	4,669	381,304 69

RÉCAPITULATION

XLII (suite). — Etat, par arrondissement, des travaux des juges de paix pendant l'année judiciaire 1915-1916. — *Actes notariés. (Année 1916.)*

ARRONDISSEMENTS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — à l'amiable ou restées sans suite connue.	SUR CITATION — par jugement — contradictoire.	SUR CITATION — par jugement — par défaut.	SUR CITATION — par jugement — d'incompétence.	SUR CITATION — Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — à l'amiable ou restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — de la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — excédant la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable ou restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	2° JURIDICTION GRACIEUSE. — Conseils de famille.	Lovées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES — d'adoption	ACTES — d'émancipation.	ACTES — de notoriété.	Partages et liquidations.	Déclarations d'accidents du travail.	Accords en matière d'accidents du travail.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES NOTARIÉS. — Nombre.	ACTES NOTARIÉS. — Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Bruxelles	1,069	3,799	772	69	5,700	18,225	205	3	18,433	19,294	4,839	641	2,923	462	53	6	117	1,541	82	3,114	149	2,741	20,507	2,034,237 39
Louvain	222	598	135	3	360	3,659	15	—	3,704	3,881	689	95	761	18	75	1	15	357	19	412	31	609	5,609	420,032 01
Nivelles	112	496	70	4	682	2,118	61	2	2,181	2,230	633	146	521	44	75	2	27	301	42	882	34	749	5,773	436,015 27
Anvers	236	679	233	13	1,161	3,650	175	—	3,825	3,886	1,100	185	1,047	68	13	—	64	436	23	1,501	82	972	5,693	625,673 46
Malines	23	148	33	2	206	838	17	—	855	861	200	46	476	11	9	—	13	210	11	167	19	521	2,475	194,370 57
Turnhout	84	178	19	—	281	1,290	37	1	1,328	1,374	235	45	356	11	37	—	26	171	24	243	10	283	3,434	231,704 28
Mons	522	1,420	532	7	2,481	9,617	150	—	9,767	10,139	2,109	191	1,066	87	82	3	23	641	46	2,415	123	1,408	7,426	672,348 44
Charleroi	515	2,694	917	15	4,141	10,988	432	4	11,424	11,503	4,062	396	1,483	86	74	—	76	679	25	2,786	178	1,619	10,585	796,488 62
Tournai	57	283	40	11	391	2,841	136	—	2,977	2,898	470	113	640	109	26	3	50	369	31	674	69	667	5,425	362,202 11
Gand	208	353	98	20	684	4,118	114	—	4,232	4,326	590	81	1,076	60	54	—	47	376	48	1,340	57	968	5,909	790,281 59
Audenarde	41	307	24	2	374	2,541	20	—	2,564	2,585	353	84	489	24	18	—	32	262	19	168	18	381	2,989	201,694 46
Termonde	100	260	57	3	420	3,656	63	—	3,719	3,756	383	117	874	16	26	—	38	357	38	390	32	898	4,417	299,178 99
Bruges	59	145	46	—	250	2,979	7	—	2,986	3,038	198	25	427	27	—	—	42	261	7	89	17	368	1,370	71,225 37
Courtrai	94	173	53	7	327	1,681	28	—	1,709	1,775	261	35	561	16	2	—	32	289	8	137	18	590	1,720	99,451 11
Furnes	13	51	10	1	75	309	1	—	310	322	63	5	152	9	—	—	12	104	1	3	—	92	534	24,363 87
Ypres	4	11	6	—	21	166	—	—	166	170	17	2	96	—	—	—	3	82	1	—	—	83	163	7,243 89
Liége	209	2,632	491	29	3,364	5,542	294	—	5,836	5,751	3,449	425	1,387	121	30	2	85	826	28	5,827	206	1,393	8,678	722,592 47
Huy	39	224	51	1	315	1,647	70	—	1,717	1,686	346	61	333	12	47	—	19	303	31	881	56	499	4,342	290,326 62
Verviers	50	550	60	9	669	1,389	72	—	1,461	1,439	691	92	357	26	23	—	52	263	22	598	42	332	3,749	355,517 87
Tongres	65	93	18	1	177	1,209	11	—	1,220	1,274	123	22	317	6	26	—	12	220	30	394	19	280	2,974	214,907 88
Hasselt	63	228	61	3	355	1,687	36	—	1,723	1,750	328	70	375	8	33	—	10	238	24	416	42	451	2,708	202,933 39
Arlon	39	218	44	2	303	592	9	—	601	631	273	88	167	5	25	1	2	175	4	153	20	265	2,050	136,738 74
Marche	28	133	26	2	189	521	7	—	528	549	168	46	146	13	15	—	5	75	7	102	9	136	2,060	138,692 01
Neufchâteau	38	149	28	3	218	470	8	—	478	508	188	88	171	13	19	1	12	84	8	118	7	155	2,744	222,373 77
Namur	103	649	153	2	907	1,750	95	—	1,845	1,853	899	118	498	28	67	—	68	743	32	2,500	71	703	5,686	403,967 25
Dinant	38	353	75	3	469	1,334	110	7	1,451	1,372	548	118	436	59	49	1	68	448	18	351	45	588	4,669	381,304 69
Cour d'appel de Bruxelles	2,840	10,194	2,751	124	15,909	53,226	1,258	10	54,494	56,066	14,337	1,858	9,273	896	444	15	411	4,705	333	12,194	686	9,589	66,927	6,373,072 15
Cour d'appel de Gand	519	1,305	294	33	2,151	15,453	233	—	15,686	15,972	1,865	349	3,675	152	100	—	206	1,731	122	2,125	142	3,380	17,102	1,493,439 28
Cour d'appel de Liége	672	5,229	1,010	55	6,966	16,141	712	7	16,860	16,813	7,013	1,128	4,187	282	334	5	333	3,375	204	11,346	517	4,883	39,660	3,129,354 69
TOTAUX GÉNÉRAUX	4,031	16,728	4,055	212	25,026	84,820	2,203	17	87,040	88,851	23,215	3,335	17,135	1,330	878	20	950	9,811	659	25,665	1,345	17,832	123,689	10,995,866 12

XLII[bis]. — Etat des affaires jugées par les tribunaux d'arbitrage pendant l'année judiciaire 1915-1916.

(Arrêtés du Gouverneur général allemand des 10 février et 27 mars 1915.) (1)

TRIBUNAUX.	AFFAIRES TERMINÉES			
	par jugement contradictoire.	par jugement par défaut.	d'une autre manière.	TOTAL.
Bruxelles, 1er canton. . .	771	95	80	950
» 2e canton. . .	381	71	83	535
» 3e canton. . .	1,022	70	41	1,133
Anderlecht.	689	180	156	1,025
Ixelles, 1er canton. . . .	214	42	36	292
» 2e canton . . .	308	19	21	348
Laeken	347	116	38	501
Molenbeek-St-Jean . . .	445	140	59	644
Saint-Gilles	718	108	246	1,072
St-Josse-ten-Noode . . .	89	7	60	156
Schaerbeek, 1er canton. .	512	80	123	715
» 2e canton. .	382	80	52	514
Uccle	526	85	111	722
TOTAUX.	6,404	1,091	1,112	8,607
Louvain, 2e canton . . .	169	28	45	242
TOTAUX.	169	28	45	242
Anvers, 1er canton. . . .	429	106	81	616
» 2e canton. . . .	276	225	167	668
» 3e canton. . . .	406	268	146	820
» 4e canton . . .	298	202	137	637
Berchem.	133	103	45	281
Borgerhout.	215	87	55	357
TOTAUX.	1,757	991	631	3,379
Malines, 1er canton . . .	20	9	10	39
» 2e canton. . . .	16	7	5	28
Lierre.	36	7	8	51
TOTAUX.	72	23	23	118
Mons	117	48	24	189
La Louvière	159	19	10	188
TOTAUX.	276	67	34	377
Charleroi Nord	268	163	106	537
» Sud	332	85	54	471
Jumet.	262	38	28	328
Marchienne-au-Pont. . .	112	46	19	177
TOTAUX.	974	332	207	1,513
Tournai	374	19	21	414
TOTAUX.	374	19	21	414
Gand, 1er canton	29	11	12	52
» 2e canton	14	3	9	26
» 3e canton	16	4	4	24
TOTAUX.	59	18	25	102

TRIBUNAUX.	AFFAIRES TERMINÉES			
	par jugement contradictoire.	par jugement par défaut.	d'une autre manière.	TOTAL.
Renaix	16	1	—	17
TOTAUX.	16	1	—	17
Alost	41	7	32	80
Lokeren.	6	4	7	17
St-Nicolas.	—	—	—	—
TOTAUX.	47	11	39	97
Bruges	—	—	—	—
TOTAUX.	—	—	—	—
Courtrai, 1er canton. . .	1	—	1	2
» 2e canton . . .	10	9	4	23
Mouscron	84	13	16	113
TOTAUX.	95	22	21	138
Liége, 1er canton	669	153	115	937
» 2e canton. . . .	924	109	249	1,282
Herstal	284	63	29	376
Seraing	347	120	31	498
TOTAUX.	2,224	445	424	3,093
Verviers.	17	2	—	19
TOTAUX.	17	2	—	19
Namur-Nord	221	37	27	285
» Sud	193	24	148	365
TOTAUX.	414	61	175	650

RÉCAPITULATION PAR ARRONDISSEMENT

Bruxelles	6,404	1,091	1,112	8,607
Louvain.	169	28	45	242
Anvers	1,757	991	631	3,379
Malines	72	23	23	118
Mons	276	67	34	377
Charleroi.	974	332	207	1,513
Tournai	374	19	21	414
Gand	59	18	25	102
Audenarde.	16	1	—	17
Termonde.	47	11	39	97
Bruges	—	—	—	—
Courtrai.	95	22	21	138
Liége	2,224	445	424	3,093
Verviers	17	2	—	19
Namur	414	61	175	650
Cour d'appel de Bruxelles	10,026	2,551	2,073	14,650
Cour d'appel de Gand	217	52	85	354
Cour d'appel de Liége	2,655	508	599	3,762
TOTAUX.	12,898	3,111	2,757	18,766

N. B. Selon des renseignements parvenus postérieurement à la publication de la statistique de l'année 1914-1915, le nombre des affaires jugées pendant la dite année par les tribunaux d'arbitrage indiqués ci-dessous doit être modifié comme suit :

Bruxelles, 3e canton . .	410	27	29	466
Ixelles, 1er canton . . .	63	26	37	126
St-Josse-ten-Noode . . .	76	12	67	155
Louvain, 2e canton . . .	73	16	21	110
Lierre.	40	9	3	52
Liége, 1er canton	286	62	85	433
Herstal	78	26	7	111
Verviers.	21	1	1	23

(1) Les arrêtés du Gouverneur général allemand des 10 février et 27 mars 1915 n'ont été mis en vigueur dans le rayon des Etapes de la 4me armée que par arrêté du Commandant supérieur de la 4me armée, en date du 3 mars 1916. (Bulletin officiel des arrêtés pour le rayon des Etapes de la 4me armée, du 15 mars 1916.)

XLIII. — Actes d'instruction et de procédure. (Année judiciaire 1915-1916.)

CANTONS.	AUTORISATIONS DE PLAIDER SANS FRAIS		ENQUÊTES ORDONNÉES PAR LE JUGE DE PAIX			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION DU SERMENT EN MATIÈRE CONTENTIEUSE		Remises de causes en matière contentieuse.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles 1er canton	36	5	—	—	—	7		—	—	171
Id. 2e id.	58	9	23	5	57	12	—	12	—	272
Id. 3e id.	56	10	9	3	31	13	—	8	—	246
Anderlecht	35	25	18	6	51	7	—	4	—	49
Assche.	9	—	6	7	12	8	—	2	—	—
Hal	12	1	12	9	43	20	11	3	—	100
Ixelles 1er canton	45	8	16	23	28	14	1	4	1	92
Id. 2e id.	21	2	4	5	32	9	—	5	—	115
Laeken.	76	—	30	19	141	26	5	7	—	199
Lennick-Saint-Quentin. . . .	7	—	9	12	43	15	12	3	—	31
Molenbeek-Saint-Jean	17	1	11	9	51	13	—	3	—	68
Saint-Gilles.	77	—	8	14	49	7	—	6	—	198
Saint-Josse-ten-Noode	71	1	37	14	58	35	2	8	—	218
Schaerbeek 1er canton	54	2	4	5	16	18	—	5	—	120
Id. 2e id.	41	—	8	11	40	9	—	2	—	34
Uccle	87	1	10	15	97	21	1	7	—	210
Vilvorde	19	—	10	4	13	11	—	7	—	29
Wolverthem	7	—	8	6	32	1	—	—	—	27
TOTAUX . . .	728	65	223	167	824	248	32	86	1	2,179
Louvain 1er canton.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. 2e id.	30	1	12	4	47	3	3	7	—	177
Aerschot	—	—	—	2	4	—	3	2	—	15
Diest	1	—	4	2	11	—	4	1	—	39
Glabbeek.	3	—	2	4	14	2	—	—	—	10
Haecht.	2	—	10	8	32	3	2	5	—	11
Léau.	—	—	4	—	9	—	1	5	—	5
Tirlemont	36	—	14	15	73	15	2	4	—	19
TOTAUX . . .	72	1	46	35	190	23	15	24	—	276
Nivelles	63	3	3	7	25	8	4	2	—	48
Genappe	3	—	3	—	5	2	2	—	—	6
Jodoigne	6	1	7	2	39	6	—	7	—	72
Perwez.	9	—	7	1	27	—	2	4	—	24
Wavre.	34	—	4	22	70	—	1	8	—	437
TOTAUX . . .	115	4	24	32	166	16	9	21	—	587

XLIII (suite). — Actes d'instruction et de procédure. (Année judiciaire 1915-1916.)

CANTONS.	AUTORISATIONS DE PLAIDER SANS FRAIS		ENQUÊTES ORDONNÉES PAR LE JUGE DE PAIX			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION DU SERMENT EN MATIÈRE CONTENTIEUSE		Remises de causes en matière contentieuse.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Anvers 1er canton	43	—	9	4	36	8	1	2	—	48
Id. 2e id.	44	—	8	9	24	16	—	—	—	194
Id. 3e id.	33	—	9	2	26	21	—	3	—	467
Id. 4e id.	60	—	5	3	20	—	—	1	—	261
Berchem	14	—	2	—	5	5	3	2	—	20
Boom	23	—	9	—	31	13	—	1	—	304
Borgerhout	23	9	4	—	12	—	1	4	—	38
Brecht	1	—	—	—	—	—	—	1	—	4
Contich	7	—	3	8	10	2	2	—	—	72
Eeckeren	13	1	3	2	11	—	—	—	—	54
Santhoven	1	—	2	—	5	—	—	4	—	12
TOTAUX	262	10	54	28	180	65	7	18	—	1,474
Malines 1er canton (Nord)	3	1	8	2	29	4	—	3	—	33
Id. 2e canton (Sud)	6	—	20	6	71	12	—	3	—	109
Duffel	2	—	2	—	10	—	—	—	—	—
Heyst-op-den-Berg	7	—	—	2	5	—	1	—	—	7
Lierre	5	—	6	1	30	—	—	—	—	8
Puers	1	—	2	8	22	—	—	—	—	15
TOTAUX	24	1	38	19	167	16	1	6	—	172
Turnhout	5	—	8	4	20	3	3	2	—	13
Arendonck	3	—	2	—	3	4	—	—	—	11
Herenthals	2	—	4	3	17	—	5	1	—	11
Hoogstraeten	—	—	2	—	2	—	—	—	—	2
Moll	2	—	8	6	21	1	1	9	—	16
Westerloo	1	—	2	2	6	—	—	4	—	9
TOTAUX	13	—	26	15	69	8	9	16	—	62
Mons	67	5	14	4	36	5	4	3	—	89
Boussu	82	—	14	9	63	—	3	1	—	60
Chièvres	27	—	7	—	37	—	5	—	—	5
Dour	30	8	9	1	18	4	26	4	—	64
Enghien	3	—	6	6	26	1	1	1	—	3
La Louvière	6	2	3	—	14	9	1	1	—	18
Lens	16	1	16	6	63	—	4	2	—	12
Pâturages	12	—	8	12	57	12	3	1	—	42
Rœulx	—	—	2	2	13	1	1	1	—	31
Soignies	40	—	2	2	24	—	2	1	—	13
TOTAUX	283	16	81	42	351	32	50	15	—	337

XLIII (suite). — Actes d'instruction et de procédure. (Année judiciaire 1915-1916.)

CANTONS.	AUTORISATION DE PLAIDER SANS FRAIS		ENQUÊTES ORDONNÉES PAR LE JUGE DE PAIX			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION DU SERMENT EN MATIÈRE CONTENTIEUSE		Remises de causes en matière contentieuse.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Charleroi (Nord)	45	1	15	3	75	14	—	—	—	85
Id. (Sud)	41	1	6	4	19	29	1	5	—	55
Beaumont	—	—	—	2	7	—	3	—	—	4
Binche	61	2	8	7	35	27	4	—	—	48
Châtelet	24	2	4	6	37	1	2	4	—	96
Chimay	1		8	—	31	—	3	5	—	22
Fontaine-l'Évêque	34	1	18	3	100	23	20	2	—	294
Gosselies	34	—	13	23	91	—	5	2	—	117
Jumet	30	—	10	5	48	18	—	1	—	91
Marchienne-au-Pont	28	—	2	2	17	—	—	—	—	33
Merbes-le-Château	7	—	13	3	60	—	—	3	—	20
Seneffe	22	—	4	1	11	14	—	2	—	—
Thuin	2	—	5	—	22	1	1	2	—	47
TOTAUX	332	7	106	59	553	127	39	26	—	912
Tournai	34	—	17	6	50	2	1	—	—	19
Antoing	—	—	3	—	7	—	3	—	—	11
Ath	2	—	3	—	18	—	2	—	—	21
Celles	4	—	2	1	5	—	—	—	—	4
Flobecq	4	2	4	—	14	—	3	—	—	24
Frasnes	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Lessines	10	—	—	4	12	—	—	—	—	10
Leuze	5	2	6	2	20	2	1	1	—	26
Péruwelz	10	—	2	2	10	7	4	2	—	5
Quevaucamps	3	—	6	4	24	—	1	—	—	5
Templeuve	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	73	4	43	19	163	11	15	3	—	126
Gand 1er canton	52	1	10	1	34	9	4	—	—	167
Id. 2e id.	26	6	3	5	21	11	6	2	—	401
Id. 3e id.	21	2	2	—	4	9	—	1	—	184
Assenede	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Caprycke	—	—	—	—	—	1	—	—	—	2
Cruyshautem	2	1	—	2	2	1	—	1	—	4
Deynze	2	—	3	2	20	4	—	—	—	7
Eecloo	—	—	2	—	8	—	—	—	—	9
Evergem	6	—	—	—	—	1	—	—	—	14
Ledeberg	34	10	10	6	17	14	—	—	—	50
Loochristy	—	—	—	—	—	1	—	1	—	28
Nazareth	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9
Nevele	—	—	2	2	9	—	—	—	—	9
Oosterzeele	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Somergem	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Waerschoot	2	—	—	—	—	1	—	—	—	1
TOTAUX	147	20	32	18	115	52	10	5	—	886

XLIII (suite). — Actes d'instruction et de procédure. (Année judiciaire 1915-1916.)

CANTONS.	AUTORISATION DE PLAIDER SANS FRAIS		ENQUÊTES ORDONNÉES PAR LE JUGE DE PAIX			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION DU SERMENT EN MATIÈRE CONTENTIEUSE		Remises de causes en matière contentieuse.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Audenarde	11	—	7	4	35	—	1	2	—	—
Grammont	1	1	5	3	22	9	4	3	—	66
Herzele	2	1	—	4	14	1	—	—	—	—
Hoorebeke-Sainte-Marie	2	—	8	—	9	4	4	—	—	18
Nederbrakel	—	—	—	4	8	1	8	1	—	7
Ninove	3	—	4	—	11	2	7	—	—	18
Renaix	—	—	6	8	30	—	9	—	—	44
Sottegem	2	—	—	—	—	—	1	—	—	25
TOTAUX	21	2	30	23	129	17	34	6	—	178
Termonde	13	1	3	2	12	—	3	—	—	11
Alost	8	—	3	1	13	—	—	—	—	12
Beveren	9	—	2	—	2	—	—	1	—	35
Hamme	1	—	—	1	1	2	—	—	—	3
Lokeren	5	—	6	—	12	—	1	2	—	14
Saint-Gilles-Waes	—	1	5	—	13	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas-Waes	5	—	—	—	—	2	—	1	—	48
Tamise	3	1	1	2	4	1	—	—	—	12
Wetteren	6	—	—	—	—	1	—	—	—	35
Zele	7	—	—	—	—	—	—	—	—	18
TOTAUX	57	3	20	6	57	6	4	4	—	188
Bruges, 1er canton	1	—	—	—	—	3	—	1	—	10
Id. 2e id.	7	—	—	—	—	—	—	—	—	54
Id. 3e id.	1	—	—	—	—	—	—	—	—	44
Ardoye	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ghistelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ostende	3	—	2	1	4	—	1	—	—	15
Ruysselede	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Thielt	2	—	4	2	10	1	—	1	—	20
Thourout	—	—	—	—	—	—	1	—	—	7
TOTAUX	15	—	6	3	14	5	1	3	—	150
Courtrai, 1er canton	11	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Id. 2e id.	2	—	2	2	5	—	—	—	—	16
Avelghem	3	—	—	2	5	—	—	—	—	28
Harlebeke	16	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Iseghem	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
Menin	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meulebeke	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Moorslede	3	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Mouscron	7	—	9	—	17	11	2	4	—	37
Oostroosbeke	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4
Roulers	6	—	—	—	—	1	—	—	—	14
TOTAUX	48	—	11	4	27	12	2	4	—	111

XLIII (suite). — Actes d'instruction et de procédure. (Année judiciaire 1915-1916.)

CANTONS.	AUTORISATION DE PLAIDER SANS FRAIS		ENQUÊTES ORDONNÉES PAR LE JUGE DE PAIX			EXPERTISES.	Visites de lieux sans expert.	PRESTATION DU SERMENT EN MATIÈRE CONTENTIEUSE		Remises de causes en matière contentieuse.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Furnes	1	—	—	—	—	3	—	—	—	49
Dixmude	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Haringhe	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
Nieuport	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1	—	—	—	—	3	—	—	—	55
Ypres, 1er canton	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. 2e id.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Hooghlede	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Messines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Passchendaele	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poperinghe	1	—	2	—	4	—	—	—	—	1
Wervicq	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1	—	2	—	4	—	—	—	—	4
Liége, 1er canton	35	—	3	—	7	30	—	2	—	156
Id. 2e id.	57	—	17	10	60	21	—	5	—	371
Dalhem	2	—	1	2	14	—	1	—	—	3
Fexhe-Slins	6	—	4	—	18	6	2	—	—	28
Fléron	48	1	14	—	52	24	7	1	—	40
Grivegnée	42	—	13	9	70	10	3	4	—	81
Herstal	23	—	4	5	32	14	—	2	—	92
Hollogne-aux-Pierres	149	—	19	3	61	11	10	2	—	247
Louveigné	—	—	3	—	18	—	—	1	—	28
Saint-Nicolas	42	—	2	—	5	26	1	—	—	187
Seraing	47	—	3	—	10	20	6	—	—	73
Waremme	1	1	2	—	4	—	2	—	—	10
TOTAUX	452	2	85	29	351	162	32	17	—	1,316
Huy	18	—	10	—	44	1	—	—	—	14
Avennes	2	—	—	—	—	—	—	3	—	17
Ferrières	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Héron	—	—	4	—	9	—	—	—	—	16
Jehay-Bodegnée	6	—	—	—	—	—	—	1	—	22
Landen	1	—	—	1	2	—	—	—	—	8
Nandrin	6	—	1	—	2	—	5	—	—	26
TOTAUX	34	—	15	1	57	1	5	4	—	103

XLIII (suite). — Actes d'instruction et de procédure. (Année judiciaire 1915-1916.)

CANTONS.	AUTORISATION DE PLAIDER SANS FRAIS		ENQUÊTES ORDONNÉES PAR LE JUGE DE PAIX			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION DU SERMENT EN MATIÈRE CONTENTIEUSE		Remises de causes en matière contentieuse.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal, à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Verviers	32	—	8	—	19	11	—	6	—	364
Aubel	—	—	4	6	21	—	3	2	—	6
Dison	10	—	2	6	22	3	—	1	—	26
Herve	2	—	2	—	8	2	—	2	—	4
Limbourg	8	—	5	4	33	4	2	5	—	21
Spa	—	9	2	8	38	9	1	—	—	265
Stavelot	9	—	5	4	26	2	5	—	—	27
TOTAUX	61	9	28	28	167	31	11	16	—	713
Tongres	3	1	—	3	7	2	—	2	—	11
Bilsen	—	—	—	—	—	—	—	2	—	5
Brée	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Looz	4	—	11	—	27	—	—	1	—	5
Maeseyck	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Mechelen	4	—	—	—	—	1	—	—	—	15
Sichen-Sussen Bolré	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	12	1	11	3	34	3	—	5	—	39
Hasselt	5	1	9	—	39	7	1	1	—	11
Beeringen	—	—	—	—	—	—	—	1	—	15
Herck-la-Ville	1	2	2	3	8	2	1	1	—	21
Neerpelt	1	—	1	1	2	—	—	1	—	—
Peer	1	—	—	1	2	—	—	1	—	4
Saint-Trond	15	1	10	4	28	18	—	7	—	59
TOTAUX	23	4	22	9	79	27	2	12	—	110
Arlon	1	—	5	2	19	5	7	2	—	86
Etalle	—	—	3	6	23	5	3	4	—	50
Fauvillers	3	—	5	3	31	5	2	1	—	8
Florenville	—	—	11	9	22	2	2	3	1	23
Messancy	4	—	3	2	22	3	3	2	—	24
Virton	4	—	3	5	30	5	4	3	—	11
TOTAUX	12	—	30	27	147	25	21	15	1	202
Marche	—	—	6	2	26	—	1	—	—	17
Durbuy	—	—	2	—	15	—	—	1	—	2
Erezée	—	—	—	1	1	—	2	—	—	14
Houffalize	—	—	1	2	8	—	5	3	—	13
Laroche	—	—	2	6	25	2	—	1	—	21
Nassogne	1	—	3	2	40	2	2	—	—	8
Vielsalm	2	—	2	—	6	—	—	1	—	4
TOTAUX	3	—	16	13	121	4	10	6	—	79

XLIII (suite). — Actes d'instruction et de procédure. (Année judiciaire 1915-1916.)

CANTONS.	AUTORISATION DE PLAIDER SANS FRAIS		ENQUÊTES ORDONNÉES PAR LE JUGE DE PAIX			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION DU SERMENT EN MATIÈRE CONTENTIEUSE		Remises de causes en matière contentieuse.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Neufchâteau	4	—	10	9	52	4	5	6	—	11
Bastogne	6	—	3	—	17	—	3	3	—	8
Bouillon	—	—	—	1	2	—	1	1	—	4
Paliseul	—	—	1	5	14	8	3	1	—	25
Saint-Hubert	—	—	2	—	2	2	2	—	—	5
Sibret	—	—	2	—	5	—	—	—	—	—
Wellin	—	—	2	—	5	1	4	—	—	52
TOTAUX	10	—	20	15	97	15	18	11	—	105
Namur, 1er canton (Nord)	25	—	5	6	49	16	—	—	—	46
Id. 2e id. (Sud)	8	—	17	8	74	8	15	2	—	223
Andenne	4	—	2	—	7	5	5	—	—	25
Eghezée	—	—	3	—	5	—	—	—	—	2
Fosses	13	—	8	—	26	—	—	7	—	—
Gembloux	13	—	7	13	42	3	4	3	—	9
TOTAUX	63	—	42	27	203	32	24	12	—	305
Dinant	—	—	6	1	32	11	4	—	—	65
Beauraing	—	—	6	2	18	—	1	—	—	—
Cinev	3	—	2	4	21	3	2	—	—	9
Couvin	—	—	4	2	25	—	6	4	—	8
Florennes	—	—	5	2	24	—	3	—	—	11
Gedinne	—	—	6	3	26	1	—	2	—	4
Philippeville	—	—	2	—	4	—	—	—	—	—
Rochefort	18	—	10	6	54	—	12	1	—	10
Walcourt	—	—	—	2	5	2	1	—	—	7
TOTAUX	21	—	41	22	209	17	29	7	—	114

N. B. — Voir les notes du tableau XLII relatives au fonctionnement irrégulier ou à l'impossibilité du fonctionnement de certaines justices de paix.

RÉCAPITULATION.

XLIII (suite). — Actes d'Instruction et de procédure.

ARRONDISSEMENTS.	AUTORISATION DE PLAIDER SANS FRAIS		ENQUÊTES ORDONNÉES PAR LE JUGE DE PAIX			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION DU SERMENT EN MATIÈRE CONTENTIEUSE		Remises de causes en matière contentieuse.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	728	65	223	167	824	246	32	86	1	2,179
Louvain	72	1	46	35	190	23	15	24	—	276
Nivelles	115	4	24	32	166	16	9	21	—	587
Anvers	262	10	54	28	180	65	7	18	—	1,474
Malines	24	1	38	19	167	16	1	6	—	172
Turnhout	13	—	26	15	69	8	9	16	—	62
Mons	283	16	81	42	351	32	50	15	—	337
Charleroi	332	7	106	59	553	127	39	26	—	912
Tournai	73	4	43	19	160	11	15	3	—	126
Gand	147	20	32	18	115	52	10	5	—	886
Audenarde	21	2	30	23	129	17	34	6	—	178
Termonde	57	3	20	6	57	6	4	4	—	188
Bruges	15	—	6	3	14	5	1	3	—	150
Courtrai	48	—	11	4	27	12	2	4	—	111
Furnes	1	—	—	—	—	3	—	—	—	55
Ypres	1	—	2	—	4	—	—	—	—	4
Liége	452	2	85	29	351	162	32	17	—	1,316
Huy	34	—	15	1	57	1	5	4	—	103
Verviers	61	9	28	28	167	31	11	16	—	713
Tongres	12	1	11	3	34	3	—	5	—	39
Hasselt	23	4	22	9	79	27	2	12	—	110
Arlon	12	—	30	27	147	25	21	15	1	202
Marche	3	—	16	13	121	4	10	6	—	79
Neufchâteau	10	—	20	15	97	15	18	11	—	105
Namur	63	—	42	27	203	32	24	12	—	305
Dinant	21	—	41	22	209	17	29	7	—	114
Cour d'appel de Bruxelles	1,902	108	641	416	2,660	544	177	215	1	6,125
Cour d'appel de Gand	290	25	101	54	346	95	51	22	—	1,572
Cour d'appel de Liége	691	16	310	174	1,465	317	152	105	1	3,086
TOTAUX GÉNÉRAUX	2,883	149	1,052	644	4,471	956	380	342	2	10,783

2° TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE

COMPÉTENCE

Il y a dans le royaume 26 tribunaux de première instance ou tribunaux civils d'arrondissement.

Dans les arrondissements où les affaires sont nombreuses, le tribunal se divise en plusieurs chambres, composées chacune d'un président ou d'un vice-président, de juges titulaires et de juges suppléants.

Il y a, dans chaque tribunal de première instance, un greffier, assisté d'un ou de plusieurs greffiers adjoints.

Aux termes de l'article 83 du Code de procédure civile, le ministère public, en matière civile, est appelé à donner son avis dans un certain nombre de cas.

Les tribunaux civils connaissent de toutes matières, à l'exception de celles qui sont attribuées aux juges de paix, aux tribunaux de commerce et aux conseils de prud'hommes (loi du 25 mars 1876, art. 8).

Ils connaissent de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les juges de paix (art. 9).

Ils statuent, enfin, sur les décisions rendues par les juges étrangers en matière civile et en matière commerciale.

Le taux du dernier ressort est fixé à 2,500 francs pour les jugements et pour les ordonnances de référé (art. 16).

Les ordonnances de référé sont rendues par le président du tribunal (art. 16 et loi du 26 décembre 1891).

En matière gracieuse, les tribunaux de première instance ont des attributions assez nombreuses. Leur intervention est surtout fréquente dans les actes relatifs aux personnes (livre Ier du Code civil, état civil, adoption, absence, tutelle, etc.).

TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE.

XLIV. — Aperçu général des affaires civiles introduites, terminées et restant à juger.

Arrondissements.	NATURE DES AFFAIRES														
	AFFAIRES A JUGER						AFFAIRES TERMINÉES								
	ANCIENNES			Nouvelles introduites pendant l'année judiciaire		Nombre total des affaires à juger.	PAR DES JUGEMENTS CONTRADICTOIRES			par des jugements par défaut.	Nombre total des affaires terminées par des jugements.	par décrétement transaction, abandon, jonction ou radiation.	par radiation ordonnée d'office	Nombre total des affaires terminées.	Nombre des affaires restant à juger.
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	réinscrites au rôle.	sur opposition à des jugements par défaut.	ordinaires.	sommaires.		sur plaidoiries.	sur simples conclusions.	sur instruction par écrit.						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles. . . .	7,085	—	—	910	892	8,702	522	125	—	364	1,012	244	115	1,371	7,427
Louvain	(1) 195	2	—	97	39	333	45	—	—	42	87	25	7	119	214
Nivelles	(2) 157	3	—	104	51	315	83	—	—	28	111	20	—	131	184
Anvers.	(2) 2,339	8	8	178	610	3,143	248	23	—	145	416	35	74	525	2,618
Malines	127	1	—	40	37	205	36	6	—	12	54	9	—	63	142
Turnhout. . . .	36	2	1	25	28	92	19	8	—	15	42	9	—	51	41
Mons	678	24	—	171	59	932	88	11	—	65	164	96	5	265	667
Charleroi. . . .	1,457	12	3	422	160	2,054	220	31	—	200	451	87	18	556	1,498
Tournai	321	1	—	90	70	482	64	—	—	28	92	60	—	152	330
Gand	295	—	3	210	123	631	170	3	—	59	232	56	1	289	342
Audenarde . . .	114	3	—	37	23	177	32	6	—	10	48	11	2	61	116
Termonde . . .	22	4	1	34	49	110	22	3	—	23	48	5	1	54	56
Bruges.	186	1	—	46	60	293	24	7	—	23	54	25	5	84	209
Courtrai	(2) 291	—	—	39	18	339	12	3	—	9	24	16	—	40	299
Furnes.	34	—	—	2	7	43	1	1	—	—	2	2	—	4	39
Ypres	45	—	—	1	1	47	2	—	—	—	2	1	—	3	44
Liége	1,197	20	4	399	304	1,924	318	46	—	114	478	210	11	699	1,225
Huy.	173	1	—	54	38	266	34	11	—	23	68	8	1	77	189
Verviers	270	3	6	112	127	518	95	12	—	49	156	62	1	219	299
Tongres	25	—	—	30	26	81	17	5	—	8	30	7	—	37	44
Hasselt	58	7	2	30	30	127	31	3	—	13	47	7	11	65	62
Arlon	34	—	—	29	15	78	16	3	—	11	30	16	—	46	32
Marche.	98	—	—	26	10	134	7	8	—	5	20	11	—	31	103
Neufchâteau . .	58	—	—	19	34	111	31	22	—	5	58	7	—	65	46
Namur.	699	—	—	94	85	878	58	23	—	25	106	9	—	115	763
Dinant.	431	5	—	108	73	617	93	14	—	26	133	106	—	239	378
Cour d'appel de Bruxelles	12,395	53	12	2,037	1,857	16,354	1,326	204	—	899	2,429	585	219	3,233	13,121
Cour d'appel de Gand. .	987	8	4	360	281	1,640	263	23	—	124	410	116	9	535	1,105
Cour d'appel de Liége. .	3,043	36	12	901	742	4,734	700	147	—	279	1,126	443	24	1,593	3,141
TOTAUX GÉNÉRAUX	16,425	97	28	3,298	2,880	22,728	2,289	374	—	1,302	3,965	1,144	252	5,361	17,367

(1) Le chiffre des affaires pendantes devant le tribunal de Louvain a été reconstitué d'après les renseignements fournis par les avoués postérieurement à l'appel général des causes de fin juillet 1915.
(2) Chiffre rectifié d'après des renseignements postérieurs à la publication des résultats de 1914 1915.

XLV. — Durée des procès.

ARRONDISSEMENTS.	DURÉE DES INSTANCES A PARTIR DE L'INSCRIPTION AU ROLE.											
	AFFAIRES TERMINÉES PAR JUGEMENT. Inscrites						AFFAIRES RESTANT A JUGER. Inscrites					
	depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an jusqu'à 3 ans.	depuis 3 ans et plus.	Total.	depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an jusqu'à 3 ans.	depuis 3 ans et plus.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Bruxelles	351	134	238	201	85	1,012	539	391	292	3,572	2,723	7,427
Louvain.	14	21	30	21	1	87	30	9	34	6	135	214
Nivelles.	14	16	48	29	4	111	25	15	14	69	61	184
Anvers	187	83	99	76	10	416	193	257	265	1,177	726	2,618
Malines.	35	9	4	5	1	54	7	10	9	86	30	142
Turnhout	35	4	—	3	—	42	8	3	2	12	16	41
Mons	54	20	25	56	9	164	73	34	48	348	164	667
Charleroi	165	96	126	46	18	451	125	120	126	414	713	1,498
Tournai.	13	15	37	21	6	92	43	19	19	124	125	330
Gand.	129	54	40	9	—	232	29	48	112	107	46	342
Audenarde . . .	3	9	19	16	1	48	11	6	9	59	31	116
Termonde. . . .	19	8	21	—	—	48	33	8	14	1	—	56
Bruges	13	4	26	10	1	54	18	19	11	117	44	209
Courtrai.	5	8	8	3	—	24	11	3	27	212	46	299
Furnes	1	1	—	—	—	2	2	2	3	20	12	39
Ypres.	—	2	—	—	—	2	—	—	—	33	11	44
Liége.	40	62	140	183	53	478	165	106	120	448	386	1,225
Huy	31	15	10	8	4	68	16	10	10	61	92	189
Verviers.	66	21	44	23	2	156	62	23	31	129	54	299
Tongres.	18	5	5	2	—	30	21	14	7	2	—	44
Hasselt	5	2	27	10	3	47	11	7	8	23	13	62
Arlon.	19	6	1	3	1	30	6	6	4	16	—	32
Marche	10	3	3	3	1	20	7	6	4	35	51	103
Neufchâteau. . .	34	1	10	12	1	58	17	4	12	11	2	46
Namur	36	22	31	17	—	106	39	28	32	216	418	763
Dinant	13	39	32	39	10	133	49	29	14	259	27	378
Cour d'appel de Bruxelles	871	398	568	458	134	2,429	1,043	768	839	5,898	4,693	13,121
Cour d'appel de Gand . .	170	86	114	38	2	410	104	86	176	549	190	1,105
Cour d'appel de Liége . .	272	176	303	300	75	1,126	393	233	242	1,230	1,043	3.141
TOTAUX GÉNÉRAUX	1,313	660	985	796	211	3,965	1,540	1,087	1,227	7,587	5,926	17,367

XLVI. — Nature des affaires civiles terminées par des jugements.

MATIÈRES dans lesquelles les jugements ont été rendus.	Nombre total des affaires terminées par jugements.	Nombre des jugements qui accueillent la demande.	Nombre des jugements qui rejettent la demande en tout ou en partie.	Nombre des jugements contradictoires.	Nombre des jugements par défaut.	Jugements rendus après communication au ministère public : de droit.	d'office.	sur ses conclusions : conformes.	sur ses conclusions : contraires.	Total des jugements rendus après communication au ministère public.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Code civil.										
LIVRE I. — *Des personnes.*										
TITRE II. — Actes de l'état civil	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
TITRE V. — Mariage	10	8	2	5	5	10	—	10	—	10
TITRE V. — Pension alimentaire	109	62	47	91	18	61	—	54	7	61
TITRE VI. — Divorce. Garde d'enfants	825	729	96	296	529	825	—	785	40	825
TITRE VI. — Séparation de corps	44	37	7	21	23	44	—	41	3	44
TITRE VII. — Paternité. Filiation	22	18	4	10	12	22	—	22	—	22
TITRE X. — Tutelle	9	5	4	6	3	9	—	7	2	9
TITRE XI. — Interdiction	45	42	3	5	39	45	—	44	1	45
TITRE XI. — Conseil judiciaire	22	20	2	4	18	22	—	20	2	22
LIVRE II. — *Des biens et des différentes modifications de la propriété.*										
TITRE II. — Propriété immobilière	12	8	4	11	1	5	1	4	2	6
TITRE II. — Propriété mobilière	73	47	26	61	12	14	1	12	3	15
TITRE IV. — Servitudes	6	3	3	6	—	1	—	1	—	1
LIVRE III. — *Des différentes manières dont on acquiert la propriété.*										
TITRE I. — Successions	431	407	24	291	140	226	3	228	1	229
TITRE II. — Donations entre vifs et testamentaires	36	22	14	30	6	14	—	12	2	14
TITRE III. — Conventions	46	24	22	39	7	16	—	13	3	16
TITRE III. — Payement de sommes	98	61	37	71	27	29	2	29	2	31
TITRE IV. — Quasi-contrats. Délits et quasi-délits	277	99	178	262	15	105	9	102	12	114
TITRE V. — Contrat de mariage. Séparations de biens	146	142	4	57	89	131	—	131	—	131
TITRE VI. — Vente	151	114	37	92	59	47	1	44	4	48
TITRE VIII. — Contrat de louage	315	218	97	226	89	61	6	62	5	67
TITRE VIII. — Autres contrats	133	94	39	89	44	28	2	30	—	30
TITRE XVIII. — Des privilèges et hypothèques. Loi du 16 décembre 1851	11	9	2	5	6	7	—	7	—	7

XLVI (suite). — Nature des affaires civiles terminées par des jugements.

MATIÈRES dans lesquelles les jugements ont été rendus.	Nombre total des affaires terminées par jugements.	Nombre des jugements qui accueillent la demande.	Nombre des jugements qui rejettent la demande en tout ou en partie.	Nombre des jugements contradictoires.	Nombre des jugements par défaut.	Jugements rendus après communication au ministère public : de droit.	d'office.	sur ses conclusions : conformes.	sur ses conclusions : contraires.	Total des jugements rendus après communication au ministère public.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Code de procédure civile. Lois spéciales.										
LIVRE II, TITRE VIII. — Opposition à jugement par défaut	13	7	6	10	3	3	—	3	—	3
LIVRE V, TITRE VII. — Saisies-arrêts ou oppositions	146	127	19	74	72	50	1	50	1	51
Lois des 25 mars 1841 et 25 mars 1876. — Appel de jugement de justice de paix	591	232	359	572	19	225	8	192	41	233
Lois des 25 mars 1841 et 25 mars 1876. — Compétence	10	4	6	10	—	10	—	6	4	10
Loi du 15 août 1854, chapitres II et III. — Saisie immobilière	82	70	12	42	40	59	1	59	1	60
Loi du 17 avril 1835. — Expropriation pour cause d'utilité publique	54	46	8	53	1	54	—	49	5	54
Loi du 25 mars 1876, art. 10. — Exequatur de jugements étrangers	2	2	—	1	1	2	—	2	—	2
Autres matières	245	161	84	221	24	107	9	104	12	116
TOTAUX GÉNÉRAUX	3,965	2,819	1,146	2,663	1,302	2,233	44	2,124	153	2,277
Totaux par ressort de Cour d'appel. Bruxelles	2,429	1,746	683	1,530	899	1,457	28	1,371	114	1,485
Totaux par ressort de Cour d'appel. Gand	410	334	76	286	124	227	11	233	5	238
Totaux par ressort de Cour d'appel. Liége	1,126	739	387	847	279	549	5	520	34	554

NOTA. — Les tribunaux ont, en outre, statué favorablement sur un total de 15 adoptions.
Sur les 277 jugements en matière de quasi-contrats délits et quasi-délits renseignés au présent tableau :

51	statuent sur des demandes en dommages-intérêts pour accidents de travail	(28	accueillent,	23	rejettent en tout ou en partie la demande).
5	id. id. id. pour accidents de chemins de fer	(3	id.	2	id. id.)
80	id. id. id. pour autres accidents	(13	id.	67	id. id.)
2	id. id. id. pour lésions corporelles			2	id. id.)
13	id. id. id. pour injures et calomnies	(2	id.	11	id. id.)
7	id. id. id. pour délits de presse	(6	id.	1	rejette id.)
20	id. id. id. pour inexécution de conventions	(8	id.	12	rejettent id.)
2	id. id. id. pour ruptures de bail			2	id. id.)
7	id. id. id. pour ruptures de promesse de mariage	(4	id.	3	id. id.)
90	id. id. id. pour d'autres objets	(35	id.	55	id. id.)

XLVII. — Divorces et séparations de corps. (Année judiciaire 1915-1916.)

RENSEIGNEMENTS DIVERS.		Bruxelles		Louvain		Nivelles		Anvers		Malines		Turnhout		Mons		Charleroi		Tournai		Gand		Audenarde	
		Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
Demandes	accueillies	286	12	6	—	9	—	43	1	5	—	—	—	41	5	142	5	15	3	36	—	2	—
	rejetées	16	—	2	—	2	1	3	—	—	—	—	—	6	1	8	1	2	1	10	2	—	1
	abandonnées	7	—	1	—	1	—	—	—	2	—	—	—	4	—	8	—	—	—	3	—	1	—
Totaux des demandes par arrondissement judiciaire		309	12	9	—	12	1	46	1	7	—	—	—	51	6	158	6	17	4	49	2	3	1
Totaux des demandes par ressort de cour d'appel																		609	30				
Demandes doubles formées séparément par chacun des époux		9	1	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	10	—	—	—	1	—	—	—
et demandes réintroduites la même année après rejet ou biffure d'une précédente demande		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
Total des ménages en instance par arrondissement judiciaire		300	11	9	—	12	1	46	1	5	—	—	—	49	6	148	6	17	4	46	2	3	1
Nombre des ménages en instance par ressort de cour d'appel																		586	29				
Demandes formées	par le mari	152	2	4	—	9	—	16	—	3	—	—	—	29	1	67	1	11	—	20	—	1	—
	par la femme	147	10	5	—	2	1	29	1	4	—	—	—	20	5	88	5	6	4	29	2	2	1
	par consentement mutuel	10	—		—	1	—	1	—		—	—	—	2	—	3	—		—		—	—	—
		309	12	9	—	12	1	46	1	7	—	—	—	51	6	158	6	17	4	49	2	3	1
Situation de famille : Époux	ayant des enfants	145	7	6	—	11	1	21	1	2	—	—	—	27	4	85	4	7	2	26	2	3	1
	n'ayant pas ou n'ayant plus d'enfants	155	4	3	—	1	—	25	—	3	—	—	—	22	2	63	2	10	2	20	—	—	—
	situation inconnue																						
		300	11	9	—	12	1	46	1	5	—	—	—	49	6	148	6	17	4	46	2	3	1
Durée du mariage au moment de la demande.	Moins de 1 an	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	De 1 à 5 ans	37	—	2	—	3	—	7	—	—	—	—	—	3	2	22	1	2	—	4	—	2	—
	De 5 à 10 ans	94	3	3	—	2	1	15	1	3	—	—	—	18	—	69	1	5	—	13	1	1	—
	De 10 à 20 ans	127	7	3	—	5	—	22	—	—	—	—	—	17	2	48	2	6	3	26	1	—	1
	De 20 à 30 ans	36	1	1	—	2	—	2	—	1	—	—	—	9	2	7	2	4	1	2	—	—	—
	De 30 à 40 ans	5	—											2	—	2	—			1	—	—	—
	De 40 à 50 ans	1	—																				
	Plus de 50 ans																						
	Durée inconnue																						
		300	11	9	—	12	1	46	1	5	—	—	—	49	6	148	6	17	4	46	2	3	1
Motifs des demandes	Excès, sévices ou injures graves	accueillies	207	11	5	—	4	—	25	1	5	—	—	—	25	5	109	5	11	3	17	—	1	—
		rejetées et abandonnées	23	—	3	—	2	1	3	—	2	—	—	—	9	1	15	1	2	1	12	2	1	1
	Adultère du mari	accueillies	26	—					8	—					4	—	11	—			9	—	—	—
		rejetées et abandonnées																						
	Adultère de la femme	accueillies	43	1	1	—	4	—	9	—					9	—	20	—	3	—	10	—	1	—
		rejetées et abandonnées													1	—					1	—		
	Condamnation à une peine criminelle	du mari, accueillies																						
		du mari, rejetées et abandonnées																						
		de la femme, accueillies																						
		de la femme, rejetées et abandonnées																						
	Conversion de séparation de corps	accueillies												1	—			—	1					
		rejetées et abandonnées																1	—					
	Par consentement mutuel	accueillies	10	—			1	—	1	—				2	—	2	—							
		rejetées														1	—							
			309	12	9	—	12	1	46	1	7	—	—	—	51	6	158	6	17	4	49	2	3	1

RENSEIGNEMENTS DIVERS.		Termonde		Bruges		Courtrai		Furnes		Ypres		Liége		Huy		Verviers		Tongres		Hasselt		Arlon		Marche		Neufchâteau		Namur		Dinant		TOTAL	
		Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.
1		24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Demandes	accueillies	3	1	2	—	1	—	—	—	—	—	89	4	9	—	36	1	—	—	1	1	2	1	—	—	—	—	7	2	4	1	730	37
	rejetées	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	2	—	1	6	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	2	—	1	—	74	10
	abandonnées											21	5	1	—	4	1															54	6
Totaux des demandes par arrondissement judiciaire		4	1	2	—	1	—	—	—	—	—	125	11	10	1	46	2	—	—	1	1	2	1	1	—	—	—	9	2	5	1	867	53
Totaux des demandes par ressort de cour d'appel										59	4																			199	19	867	53
Demandes doubles formées séparément par chacun des époux												4	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31	1
et demandes réintroduites la même année après rejet ou biffure d'une précédente demande												—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1
Total des ménages en instance par arrondissement judiciaire		4	1	2	—	1	—	—	—	—	—	121	10	10	1	43	2	—	—	1	1	2	1	1	—	—	—	9	2	5	1	834	51
Nombre des ménages en instance par ressort de cour d'appel										56	4																			192	18	834	51
Demandes formées	par le mari	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	63	1	6	—	16	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	6	—	4	1	411	6
	par la femme	2	1	2	—	1	—	—	—	—	—	58	10	4	1	29	2	—	—	—	1	1	1	1	—	—	—	3	2	1	—	434	47
	par consentement mutuel											4	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22	—
		4	1	2	—	1	—	—	—	—	—	125	11	10	1	46	2	—	—	1	1	2	1	1	—	—	—	9	2	5	1	867	53
Situation de famille : Époux	ayant des enfants	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	68	8	6	1	27	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	5	2	3	—	444	37
	n'ayant pas ou n'ayant plus d'enfants	2	1	1	—	1	—	—	—	—	—	53	2	4	—	16	—	—	—	1	—	2	—	1	—	—	—	4	—	2	1	389	14
	situation inconnue	1																														1	—
		4	1	2	—	1	—	—	—	—	—	121	10	10	1	43	2	—	—	1	1	2	1	1	—	—	—	9	2	5	1	834	51
Durée du mariage au moment de la demande.	Moins de 1 an																					1	—					1	—			2	—
	De 1 à 5 ans	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	10	1	1	—	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	105	5
	De 5 à 10 ans	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	46	5	1	—	14	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	—	2	—	291	14
	De 10 à 20 ans	2	—	1	—	1	—	—	—	—	—	53	2	4	—	10	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	3	1	2	—	332	19
	De 20 à 30 ans											11	2	3	1	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	1	—	90	10
	De 30 à 40 ans	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	12	3
	De 40 à 50 ans																															1	—
	Plus de 50 ans																															1	—
	Durée inconnue	1																															
		4	1	2	—	1	—	—	—	—	—	121	10	10	1	43	2	—	—	1	1	2	1	1	—	—	—	9	2	5	1	834	51
Motifs des demandes	Excès, sévices ou injures graves	accueillies	2	1	2	—	1	—	—	—	—	68	4	7	—	30	1	—	—	1	1	2	1	—	—	—	—	2	1	3	1	527	35
		rejetées et abandonnées	1	—	—	—	—	—	—	—	—	34	7	1	1	10	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	2	—	1	—	122	16
	Adultère du mari	accueillies										7	—	1	—													1	1			67	1
		rejetées et abandonnées										1	—																			1	—
	Adultère de la femme	accueillies	1	—	—	—	—	—	—	—	—	10	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	117	1
		rejetées et abandonnées										1	—																			3	—
	Condamnation à une peine criminelle	du mari, accueillies																															
		du mari, rejetées et abandonnées																															
		de la femme, accueillies																															
		de la femme, rejetées et abandonnées																															
	Conversion de séparation de corps	accueillies														2	—											1	—			7	—
		rejetées et abandonnées																														1	—
	Par consentement mutuel	accueillies										4	—			1	—															21	—
		rejetées																														1	—
		4	1	2	—	1	—	—	—	—	—	125	11	10	1	46	2	—	—	1	1	2	1	1	—	—	—	9	2	5	1	867	53

XLVIII. — Divorces et séparations de corps. (Année judiciaire 1915-1916.)

Motifs des demandes. — Situation de famille. — Durée du mariage.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.	MOTIFS DES DEMANDES. Excès, sévices ou injures graves — accueillies.	Excès, sévices ou injures graves — rejetées et abandonnées.	Adultère du mari — accueillies.	Adultère du mari — rejetées et abandonnées.	Adultère de la femme — accueillies.	Adultère de la femme — rejetées et abandonnées.	Condamnations à une peine criminelle du mari — accueillies.	Condamnations à une peine criminelle du mari — rejetées et abandonnées.	Condamnations à une peine criminelle de la femme — accueillies.	Condamnations à une peine criminelle de la femme — rejetées et abandonnées.	Conversion de séparation de corps — accueillies.	Conversion de séparation de corps — rejetées et abandonnées.	Consentement mutuel — accueillies.	Consentement mutuel — rejetées.	NOMBRE TOTAL DES DEMANDES — accueillies.	NOMBRE TOTAL DES DEMANDES — rejetées et abandonnées.	NOMBRE TOTAL DES DEMANDES — Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
A. — Divorces.																	
Situation de famille : Époux ayant des enfants.	281	69	40	1	63	2	—	—	—	—	4	1	8	—	396	73	469
Situation de famille : Époux n'ayant pas ou n'ayant plus d'enfants.	245	53	27	—	54	1	—	—	—	—	3	—	13	1	312	55	397
Situation de famille : Époux situation inconnue	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Total . . .	527	122	67	1	117	3	—	—	—	—	7	1	21	1	739	128	867
Durée du mariage au moment de la demande : moins de 1 an . .	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3
Durée du mariage au moment de la demande : de 1 à 5 ans . .	68	17	7	—	10	—	—	—	—	—	—	—	3	—	88	17	105
Durée du mariage au moment de la demande : de 5 à 10 ans . .	191	41	23	—	38	1	—	—	—	—	1	—	7	1	260	43	303
Durée du mariage au moment de la demande : de 10 à 20 ans . .	196	44	30	1	61	2	—	—	—	—	1	1	11	—	299	48	347
Durée du mariage au moment de la demande : de 20 à 30 ans . .	63	15	5	—	5	—	—	—	—	—	4	—	—	—	77	15	92
Durée du mariage au moment de la demande : de 30 à 40 ans . .	6	3	2	—	3	—	—	—	—	—	1	—	—	—	12	3	15
Durée du mariage au moment de la demande : de 40 à 50 ans . .	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Durée du mariage au moment de la demande : Plus de 50 ans . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Durée du mariage au moment de la demande : Durée inconnue .	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Total . .	527	122	67	1	117	3	—	—	—	—	7	1	21	1	739	128	867
B. — Séparations de corps.																	
Situation de famille : Époux ayant des enfants.	24	12	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26	12	38
Situation de famille : Époux n'ayant pas ou n'ayant plus d'enfants.	11	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	4	15
Situation de famille : Époux situation inconnue	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total . . .	35	16	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	37	16	53
Durée du mariage au moment de la demande : moins de 1 an . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Durée du mariage au moment de la demande : de 1 à 5 ans . .	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	5
Durée du mariage au moment de la demande : de 5 à 10 ans . .	9	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	7	16
Durée du mariage au moment de la demande : de 10 à 20 ans . .	15	3	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16	3	19
Durée du mariage au moment de la demande : de 20 à 30 ans . .	6	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	3	10
Durée du mariage au moment de la demande : de 30 à 40 ans . .	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3
Durée du mariage au moment de la demande : de 40 à 50 ans . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Durée du mariage au moment de la demande : plus de 50 ans . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Durée du mariage au moment de la demande : Durée inconnue .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total . . .	35	16	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	37	16	53

N. B. — Les défauts de concordance entre le présent tableau et le tableau XLVII, pour ce qui concerne les renseignements relatifs à la situation de famille et à la durée du mariage s'expliquent par le fait que, d'une part, au tableau XLVII, c'est l'union conjugale qui, sous ce double rapport est prise comme unité statistique, tandis qu'au tableau XLVIII, où les renseignements précités sont donnés en fonction des motifs des demandes, l'unité statistique est et devait être l'individu.

XLIX. — Jugements rendus avant de statuer au fond et actes d'instruction préparatoire.

ARRONDISSEMENTS.	JUGEMENTS rendus avant de statuer au fond — Nombre des jugements rendus.	contradictoires — sur plaidoiries.	contradictoires — sur simples conclusions.	contradictoires — sur instruction par écrit.	par défaut.	sur requête.	ACTES D'INSTRUCTION PRÉPARATOIRE — Serments prêtés à l'audience — déférés par l'une des parties à l'autre.	Serments prêtés à l'audience — référés.	Serments prêtés à l'audience — déférés d'office.	Enquêtes — sommaires.	Enquêtes — devant juge commissaire — directes.	Enquêtes — devant juge commissaire — contraires.	Interrogatoires sur faits et articles.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Bruxelles	850	151	361	—	328	10	3	—	2	—	256	74	11
Louvain	55	32	—	—	22	1	—	—	—	2	11	3	1
Nivelles	23	18	—	—	5	—	2	—	1	2	10	3	2
Anvers	273	113	92	—	68	—	3	1	1	2	24	16	4
Malines	30	13	9	—	8	—	—	—	—	4	4	2	—
Turnhout	10	9	1	—	—	—	2	—	—	—	1	1	—
Mons	119	57	20	—	40	2	—	—	—	—	26	12	—
Charleroi	636	258	94	—	277	7	1	—	—	1	44	37	7
Tournai	89	40	14	—	21	14	—	—	—	—	8	3	3
Gand	167	99	20	—	45	3	1	—	4	—	30	8	4
Audenarde	29	12	12	—	4	1	1	—	—	—	2	1	1
Termonde	51	26	4	—	21	—	—	—	—	—	2	2	1
Bruges	64	22	20	—	20	2	—	—	—	—	5	2	—
Courtrai	11	4	4	—	3	—	—	—	—	—	2	—	—
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	411	127	130	—	144	10	—	—	—	1	87	22	7
Huy	35	11	19	—	5	—	—	—	—	—	6	2	1
Verviers	158	53	44	—	53	8	—	—	—	—	43	11	7
Tongres	16	10	5	—	1	—	2	1	—	—	6	6	—
Hasselt	39	29	1	—	—	9	2	—	1	—	17	14	7
Arlon	16	10	4	—	1	1	—	—	—	—	10	2	—
Marche	9	3	2	—	—	4	—	—	—	—	—	—	3
Neufchâteau	23	12	7	—	1	3	3	—	—	1	3	3	1
Namur	41	27	7	—	5	2	—	—	—	—	10	8	3
Dinant	89	60	10	—	15	4	—	—	—	7	16	8	6
Cour d'appel de Bruxelles	2.085	691	591	—	769	34	11	1	4	11	384	151	28
Cour d'appel de Gand	322	163	60	—	93	6	2	—	4	—	41	13	6
Cour d'appel de Liége	837	342	229	—	225	41	7	1	1	12	198	76	35
Totaux généraux	3.244	1,196	880	—	1,087	81	20	2	9	23	623	240	69

L. — Affaires sur requête. —

Arrondissements.	AFFAIRES SUR REQUÊTE				PRO DEO		Rectification d'actes de l'état civil.	HOMOLOGATIONS		
								d'actes de notoriété.	de délibérations de conseils de famille	
	accordées.	rejetées.	sans suite.	TOTAL.	accordés.	rejetés.			relatives à l'aliénation de biens de mineurs.	concernant tous autres objets.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	2,987	89	—	3,076	1181	87	45	245	22	45
Louvain	342	7	—	354	61	5	7	1	3	7
Nivelles	126	15	—	141	45	15	13	6	7	1
Anvers	477	19	18	514	184	17	35	30	11	1
Malines	80	5	3	88	16	3	3	2	—	2
Turnhout	73	—	5	78	7	—	22	—	2	1
Mons	424	7	8	439	184	5	12	51	3	9
Charleroi	1027	11	28	1,066	467	10	18	40	21	—
Tournai	265	12	—	277	121	10	7	13	3	5
Gand	506	—	—	506	197	—	8	29	3	5
Audenarde	72	6	5	83	19	5	2	2	2	—
Termonde	115	12	2	129	26	10	15	16	2	—
Bruges	71	1	5	77	10	1	7	33	-	—
Courtrai	61	4	3	68	19	1	5	23	1	2
Furnes	2	—	—	2	—	—	—	1	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	973	52	30	1,055	528	49	67	10	3	6
Huy	149	2	2	153	57	2	5	2	3	3
Verviers	473	20	—	493	222	18	18	10	1	3
Tongres	66	—	—	66	11	—	8	—	9	—
Hasselt	68	4	—	72	11	3	1	—	6	4
Arlon	59	2	—	61	10	2	6	—	4	—
Marche	40	—	—	40	6	—	4	1	1	—
Neufchâteau	72	1	—	73	8	1	—	2	6	5
Namur	179	1	1	181	62	1	—	13	22	3
Dinant	151	3	—	154	31	—	3	5	4	8
Cour d'appel de Bruxelles	5,806	165	62	6,033	2,266	152	162	388	72	71
Cour d'appel de Gand	827	23	15	865	271	17	37	104	8	7
Cour d'appel de Liége	2,230	85	33	2,348	946	76	112	43	59	32
TOTAUX	8,863	273	110	9,246	3,483	245	311	535	139	110

Référés. — Ordonnances.

AUTORISATIONS DE VENDRE DES BIENS		RÉFÉRÉS JUGÉS		Ordonnances d'assignation à bref délai.	PROCÈS-VERBAUX de présentation de testaments		Ordonnances d'envoi en possession de succession testamentaire.	ORDONNANCES d'exequatur de jugements arbitraux		Arrondissements.
de mineurs.	d'interdits.	contradictoirement.	par défaut.		olographes.	mystiques.		en matière civile.	en matière commerciale.	
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
42	—	754	88	57	488	9	150	14	—	Bruxelles.
56	—	18	5	5	157	1	23	2	—	Louvain.
—	—	24	2	6	71	1	21	—	—	Nivelles.
14	—	77	11	6	143	3	40	4	8	Anvers.
9	—	11	4	6	18	—	15	—	—	Malines.
26	—	1	—	3	21	—	4	—	—	Turnhout.
40	1	45	7	1	79	1	29	1	—	Mons.
45	—	83	10	15	69	3	29	—	—	Charleroi.
14	—	30	4	5	91	2	40	—	—	Tournai.
—	—	51	9	89	152	4	35	4	—	Gand.
17	—	5	—	—	74	3	20	—	—	Audenarde.
34	—	8	4	—	74	2	18	—	—	Termonde.
—	—	9	7	2	48	—	17	1	—	Bruges
1	—	2	1	2	55	—	9	—	—	Courtrai.
1	—	1	—	—	22	—	1	—	—	Furnes.
—	—	—	—	—	12	1	—	—	—	Ypres.
25	1	150	15	17	187	5	71	5	—	Liége.
32	—	10	1	—	80	4	7	—	—	Huy.
15	—	38	2	—	67	1	24	—	—	Verviers.
37	—	2	—	5	29	1	5	—	—	Tongres.
24	1	11	—	16	33	2	9	—	—	Hasselt.
22	—	—	—	—	46	—	5	—	—	Arlon.
21	—	—	—	—	10	—	1	—	—	Marche.
28	—	2	—	7	21	—	7	1	—	Neufchâteau.
79	—	20	2	8	88	2	32	—	—	Namur.
42	1	15	2	2	82	—	23	—	—	Dinant.
246	1	1,043	131	104	1,137	20	351	21	8	Cour d'appel de Bruxelles
53	—	76	21	93	437	10	100	5	—	Cour d'appel de Gand.
325	3	248	22	55	643	15	184	6	—	Cour d'appel de Liége.
624	4	1,367	174	252	2,217	45	635	32	8	TOTAUX.

LI. — Procédures d'ordre et de contribution.

Arrondissements.	NOMBRE DES PROCÉDURES D'ORDRE									NOMBRE DES PROCÉDURES DE CONTRIBUTION									Transcriptions de saisies immobilières. — Année 1915-1916.
	A RÉGLER				TERMINÉES				restant à régler à la fin de l'année judiciaire.	A RÉGLER				TERMINÉES				restant à régler à la fin de l'année judiciaire.	
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	pour suites de nouveau.	Ouvertes pendant l'année.	TOTAL.	à l'amiable.	par règlement du juge.	par abandon de procédure.	TOTAL.		pendantes au commencement de l'année judiciaire.	pour suites de nouveau.	Ouvertes pendant l'année.	TOTAL.	à l'amiable.	par règlement du juge.	par abandon de procédure.	TOTAL.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Bruxelles	2	—	—	2	—	1	—	1	1	8	—	2	10	—	1	—	1	9	18
Louvain	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4
Anvers	1	—	—	1	—	—	—	—	1	3	—	—	3	—	—	—	—	3	7
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Mons	3	—	4	7	—	—	—	—	7	—	—	1	1	—	—	—	—	1	6
Charleroi	8	—	1	9	—	2	—	2	7	10	—	2	12	—	2	—	2	10	16
Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1	2
Gand	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	1	1	—	—	—	—	1	3
Audenarde	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1	1	—	—	—	—	1	2
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5
Courtrai	1	—	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	6	—	4	10	—	—	—	—	10	7	—	3	10	—	—	—	—	10	11
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3	—	—	—	—	3	1
Verviers	3	—	2	5	—	—	—	—	5	2	—	4	6	—	—	—	—	6	10
Tongres	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Hasselt	1	—	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	1	5
Arlon	3	—	1	4	—	—	—	—	4	5	—	—	5	—	—	—	—	5	2
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1	3
Neufchâteau	2	—	—	2	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Namur	2	—	—	2	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4
Dinant	2	—	1	3	—	—	—	—	3	2	—	—	2	—	—	—	—	2	5
Cour d'appel de Bruxelles	14	—	5	19	—	3	—	3	16	22	—	5	27	—	3	—	3	24	60
Cour d'appel de Gand	2	—	1	3	—	—	—	—	3	1	—	2	3	—	—	—	—	3	10
Cour d'appel de Liége	19	—	9	28	—	1	2	3	25	21	—	7	28	—	—	—	—	28	44
TOTAUX	35	—	15	50	—	4	2	6	44	44	—	14	58	—	3	—	3	55	114

3° TRIBUNAUX DE COMMERCE

COMPÉTENCE

Il y a des tribunaux de commerce dans les lieux déterminés par la loi. Celle-ci règle leur organisation, leurs attributions, le mode de nomination de leurs membres et la durée des fonctions de ces derniers. (Constitution, art. 105, 2e alinéa.)

Lorsqu'aucun tribunal de commerce n'est établi dans un arrondissement, le tribunal de première instance y exerce la juridiction commerciale. Dans ce cas, il juge sans l'assistance du ministère public, conformément aux dispositions qui régissent les tribunaux de commerce (titre Ier, chap. III, loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869).

Le taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de commerce a été porté à 2,500 francs par l'article 16 du titre préliminaire du nouveau Code de procédure civile (25 mars 1876).

En vertu de la loi du 26 décembre 1891, les présidents des tribunaux de commerce statuent en référé comme les présidents des tribunaux civils.

TRIBUNAUX DE COMMERCE

LII. — Aperçu général des causes commerciales introduites, terminées et restant à juger.

TRIBUNAUX		NATURE DES CAUSES													Causes restant à juger.
		CAUSES A JUGER						CAUSES TERMINÉES							
		ANCIENNES			NOUVELLES INTRODUITES		TOTAL des causes à juger.	PAR JUGEMENTS			TOTAL	par désistement, transaction ou radiation.	par radiation ordonnée d'office.	TOTAL des causes terminées.	
								contradictoires							
CIVILS.	DE COMMERCE.	pendantes au commencement de l'année.	réinscrites après avoir été rayées comme terminées.	poursuivies sur opposition à des jugements par défaut.	entre commerçants.	entre commerçants et non-commerçants.		sur plaidoiries.	sur simples conclusions.	par défaut.					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
	Bruxelles. . .	2,777	197	44	5,447	107	8,482	2,423	—	1,044	3,467	30	273	3,770	4,712
	Louvain . . .	41	1	3	197	27	269	85	—	53	138	26	4	168	101
Nivelles . . .	. . . . .	114	—	1	120	11	246	53	—	33	86	39	1	126	120
	Anvers. . . .	6,832	12	2	2,735	52	9,633	1,149	46	284	1,479	165	172	1,816	7,817
Malines . . .	. . . . .	190	1	—	128	18	337	71	—	15	86	32	2	120	217
Turnhout . .	. . . . .	50	—	—	42	16	108	13	2	9	24	24	6	54	54
	Mons	640	1	3	550	29	1,223	86	120	146	352	69	236	657	566
Charleroi. . .	. . . . .	723	1	4	613	109	1,450	131	128	118	377	97	11	485	965
	Tournai . . .	290	8	3	177	35	513	82	3	21	106	130	—	236	277
	Gand	1,076	—	5	707	6	1,794	231	15	123	372	141	30	543	1,251
Audenarde . .	. . . . .	80	—	1	35	2	118	10	—	6	16	4	22	42	76
	Alost. . . .	230	—	—	127	—	357	66	—	13	79	1	61	141	216
	Saint-Nicolas .	83	—	—	59	8	150	40	3	14	57	11	7	75	75
Termonde . .	. . . . .	4	—	—	46	15	65	18	—	5	23	16	—	39	26
	Bruges. . . .	603	—	—	140	13	756	44	3	17	64	22	1	87	669
	Ostende . . .	201	—	—	—	—	201	—	—	—	—	—	—	—	201
	Courtrai . . .	636	—	6	121	10	773	53	5	16	74	57	6	137	636
Furnes. . . .	. . . . .	24	—	—	24	1	49	2	4	2	8	11	—	19	30
Ypres	. . . . .	98	—	—	12	—	110	59	1	4	64	1	—	65	45
	Liége. . . .	729	30	50	983	35	1,827	462	77	163	702	83	66	851	976
Huy.	. . . . .	216	1	—	91	35	346	26	18	20	64	16	4	84	262
	Verviers . . .	143	—	—	281	—	424	100	33	60	193	55	—	248	176
Tongres . . .	. . . . .	16	—	—	51	36	103	27	13	28	68	15	5	88	15
Hasselt. . . .	. . . . .	95	3	1	138	12	249	42	39	30	111	39	12	162	87
Arlon	. . . . .	73	—	—	32	6	111	9	5	11	25	2	—	27	84
Marche. . . .	. . . . .	70	—	—	23	9	102	8	1	6	15	9	1	25	77
Neufchâteau .	. . . . .	66	—	—	31	12	109	27	—	5	32	18	5	55	54
	Namur. . . .	248	—	—	220	27	495	88	—	39	127	56	36	219	276
Dinant. . . .	. . . . .	202	—	—	75	56	333	28	4	20	52	15	10	77	256
	TOTAUX . .	16,550	165	123	13,208	687	30,733	5,436	520	2,305	8,261	1,184	971	10,416	20,317
Cour d'appel de	Bruxelles. . .	11,657	131	60	10,009	404	22,261	4,093	299	1,723	6,115	612	705	7,432	14,829
	Gand	3,035	—	12	1,271	55	4,373	526	31	200	757	264	127	1,148	3,225
	Liége	1,858	34	51	1,928	228	4,099	817	190	382	1,389	308	139	1,836	2,263
Tribunaux . .	civils. . . .	2,021	6	7	1,464	338	3,836	524	215	312	1,051	338	79	1,468	2,368
	de commerce .	14,529	159	116	11,744	349	26,897	4,912	305	1,993	7,210	846	892	8,948	17,949

LIII. — Durée de la procédure.

TRIBUNAUX		DURÉE DES PROCÈS A PARTIR DE L'INSCRIPTION AU ROLE.									
		CAUSES TERMINÉES PAR JUGEMENT INSCRITES					CAUSES RESTANT A JUGER INSCRITES				
CIVILS	DE COMMERCE	depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an et plus.	TOTAL.	depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an et plus.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
	Bruxelles. . .	2,374	356	528	209	3,467	614	518	659	2,981	4,712
	Louvain . . .	45	37	12	14	138	31	31	15	21	101
Nivelles . . .	. . . . .	25	14	26	21	86	18	12	14	76	120
	Anvers. . . .	735	439	238	67	1,479	147	92	58	7,520	7,817
Malines . . .	. . . . .	75	9	—	2	86	31	10	15	161	217
Turnhout . .	. . . . .	21	3	—	—	24	13	3	1	37	54
	Mons	227	71	41	13	352	165	122	96	183	566
Charleroi. . .	. . . . .	255	73	22	27	377	110	109	282	464	965
	Tournai . . .	77	14	12	3	106	47	11	23	196	277
	Gand	197	99	48	28	372	59	108	133	951	1,251
Audenarde . .	. . . . .	2	2	9	3	16	2	7	8	59	76
	Alost. . . .	24	34	13	8	79	25	37	11	140	216
	Saint-Nicolas .	39	3	7	8	57	5	5	9	56	75
Termonde . .	. . . . .	2	8	13	—	23	—	—	26	—	26
	Bruges. . . .	35	16	10	3	64	36	32	34	567	669
	Ostende . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	201	201
	Courtrai . . .	7	7	34	26	74	28	5	29	574	636
Furnes. . . .	. . . . .	5	3	—	—	8	4	—	2	24	30
Ypres	. . . . .	9	35	8	13	65	—	—	15	30	45
	Liége. . . .	375	180	64	83	702	323	51	15	584	976
Huy.	. . . . .	49	10	—	5	64	22	15	25	200	262
	Verviers . . .	76	77	35	5	193	21	36	48	71	176
Tongres . . .	. . . . .	53	13	2	—	68	14	1	—	—	15
Hasselt. . . .	. . . . .	27	27	18	39	111	31	16	8	32	87
Arlon	. . . . .	19	3	1	2	25	13	27	33	11	84
Marche. . . .	. . . . .	6	5	1	3	15	4	4	6	63	77
Neufchâteau .	. . . . .	15	8	3	6	32	10	3	1	37	54
	Namur. . . .	81	41	3	2	127	51	37	28	157	276
Dinant. . . .	. . . . .	19	6	10	17	52	28	36	12	180	256
	TOTAUX . .	4,874	1.593	1,188	607	8,262	1,845	1.334	1,562	15,576	20,317
Cour d'appel de	Bruxelles. . .	3,834	1.016	909	356	6,115	1,166	911	1,113	11,639	14,829
	Gand	320	207	142	89	758	159	194	270	2,602	3,225
	Liége	720	370	137	162	1,389	520	229	179	1,335	2,263
Tribunaux . .	civils. . . .	582	219	113	138	1,052	300	243	451	1,374	2,368
	de commerce .	4,292	1.374	1,075	469	7,210	1,545	1,091	1,111	14,202	17,949

LIV. — Jugements rendus avant de statuer au fond. — Actes d'instruction préparatoire. — Actes de sociétés (1).

TRIBUNAUX		JUGEMENTS RENDUS AVANT DE STATUER AU FOND.					Opposition à des jugements par défaut.	ACTES D'INSTRUCTION PRÉPARATOIRE							Actes concernant les sociétés commerciales déposés aux greffes et publiés au Recueil spécial.
			Contradictoires					Enquêtes			Prestation du serment				
													déféré d'office		
CIVILS	DE COMMERCE	TOTAL	sur plaidoiries.	sur simples conclusions.	par défaut	sur requête.		par écrit.	sans écrit.	Interrogatoires sur faits et articles.	déféré par la partie	référé.	sur le montant de la demande.	sur tout autre point.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
	Bruxelles. . .	555	508	2	45	—	94	41	19	14	27	3	—	—	1,427
	Louvain . . .	33	33	—	—	—	2	—	12	—	2	—	—	—	72
Nivelles . . .	. . . . .	20	20	—	—	—	2	—	5	1	1	—	—	—	35
	Anvers. . . .	231	184	30	11	6	39	7	1	1	12	—	—	9	657
Malines . . .	. . . . .	18	14	2	2	—	2	4	14	—	3	—	1	—	32
Turnhout . .	. . . . .	5	4	1	—	—	2	—	5	—	—	—	—	—	28
	Mons	85	85	—	—	—	17	4	17	—	1	—	3	—	179
Charleroi. . .	. . . . .	96	50	18	28	—	12	6	26	—	2	—	—	—	362
	Tournai . . .	94	88	—	6	—	2	1	10	—	—	—	1	—	99
	Gand	135	101	28	2	1	8	16	—	1	6	—	1	1	197
Audenarde . .	. . . . .	17	7	9	1	—	5	—	7	—	—	—	—	—	(2) —
	Alost. . . .	15	15	—	—	—	4	—	4	1	2	—	—	—	52
	Saint-Nicolas .	19	19	—	—	—	4	2	12	—	—	—	—	—	8
Termonde . .	. . . . .	26	12	1	13	—	1	6	—	—	—	—	—	—	7
	Bruges. . . .	32	29	3	—	—	1	—	6	—	—	—	—	—	6
	Ostende . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Courtrai . . .	35	21	9	1	4	2	—	2	—	6	—	—	—	222
Furnes. . . .	. . . . .	8	5	3	—	—	—	2	—	—	2	1	—	—	—
Ypres	. . . . .	6	4	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
	Liége. . . .	167	96	67	—	4	82	21	43	4	2	—	—	—	414
Huy.	. . . . .	31	21	8	—	2	1	7	1	1	—	1	—	—	63
	Verviers . . .	64	31	33	—	—	15	5	11	—	2	—	2	—	126
Tongres . . .	. . . . .	46	18	—	28	—	3	1	7	1	2	—	—	—	12
Hasselt. . .	. . . . .	43	30	13	—	—	3	7	—	—	2	—	—	2	39
Arlon	. . . . .	9	5	4	—	—	—	—	2	—	2	—	—	1	23
Marche. . . .	. . . . .	20	5	15	—	—	1	2	11	—	—	—	—	1	9
Neufchâteau .	. . . . .	8	8	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	11
	Namur. . . .	42	27	15	—	—	3	28	—	1	—	—	—	—	125
Dinant. . . .	. . . . .	40	14	20	6	—	—	—	8	1	—	—	—	—	49
	TOTAUX . .	1,900	1,457	281	145	17	305	165	253	29	74	5	8	14	4,093
Cour d'appel de	Bruxelles. . .	1,137	986	53	92	6	172	63	139	16	48	3	5	9	2,891
	Gand	293	216	53	19	5	25	26	31	2	16	1	1	1	298
	Liége	470	255	175	34	6	108	76	83	11	10	1	2	4	904
Tribunaux . .	civils. . . .	393	217	94	80	2	32	37	86	7	14	2	1	4	729
	de commerce .	1,507	1,240	187	65	15	273	128	167	22	60	3	7	10	3,364

(1) *En ce qui concerne les actes de sociétés* Les chiffres donnés dans les publications parues au cours de l'année 1915 et des années antérieures se rapportaient à l'année judiciaire. Les chiffres donnés depuis se rapportant à l'année civile. Les chiffres de la présente publication sont donc ceux de l'année civile 1916.

(2) Le nombre des actes déposés au greffe du tribunal d'Audenarde n'a pu être établi par suite de la destruction des archives lors de l'incendie du Palais de Justice en novembre 1918.

CONCORDATS PRÉVENTIFS DE LA FAILLITE

Le débiteur commerçant peut éviter la déclaration de faillite s'il obtient de ses créanciers un concordat préventif dans les formes et conditions prescrites par la loi du 29 juin 1887.

Le concordat peut également être accordé après le décès du débiteur. Il ne peut s'établir que si la majorité des créanciers, représentant, par leurs créances contestées ou admises par provision, les trois quarts de toutes les sommes dues, ont adhéré expressément à la demande. Il n'a d'effet que moyennant l'homologation du tribunal de commerce.

L'homologation n'est accordée qu'en faveur du débiteur malheureux et de bonne foi. L'homologation du concordat le rend obligatoire pour tous les créanciers; il ne s'applique qu'aux engagements contractés antérieurement à son obtention.

Le concordat préventif ne profite point aux codébiteurs ni aux cautions qui ont renoncé au bénéfice de discussion. Il est sans effet relativement : 1° aux impôts et autres charges publiques, ainsi qu'aux contributions pour les digues et polders; 2° aux créances garanties par des privilèges, hypothèques ou nantissements; 3° aux créances dues à titre d'aliments. Celui qui a obtenu le concordat est tenu, en cas de retour à meilleure fortune, de payer intégralement ses créanciers.

LV. — Concordats préventifs de la faillite.

TRIBUNAUX.	NOMBRE de demandes de concordat préventif.	DEMANDES DE CONCORDAT PRÉVENTIF DE LA FAILLITE					
		accueillies et suivies d'homologation.	REJETÉES avant toute procédure.	REJETÉES pour défaut de majorité.	admises par les créanciers mais non suivies d'homologation.	suivies de déclaration de faillite pendant la procédure.	retirées ou tenues en suspens.
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	12	5	—	—	—	2	5
Louvain	1	—	—	1	—	—	—
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—
Anvers	7	5	—	—	—	—	2
Malines	1	—	—	1	—	—	—
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—
Mons	3	2	—	1	—	—	—
Charleroi	1	—	—	1	—	—	—
Tournai	—	—	—	—	—	—	—
Gand	2	1	—	1	—	—	—
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—
Alost	1	1	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas	—	—	—	—	—	—	—
Termonde	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	—	—	—	—	—	—	—
Ostende	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai	—	—	—	—	—	—	—
Furnes	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	—
Liége	2	—	—	2	—	—	—
Huy	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	4	—	—	1	—	—	3
Tongres	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	—	—	—	—	—	—	—
Marche	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—
Namur	1	1	—	—	—	—	—
Dinant	—	—	—	—	—	—	—
Cour d'appel de Bruxelles	25	12	—	4	—	2	7
Cour d'appel de Gand	3	2	—	1	—	—	—
Cour d'appel de Liége	7	1	—	3	—	—	3
TOTAUX GÉNÉRAUX	35	15	—	8	—	2	10

LVI. — Concordats préventifs de la faillite clôturés par liquidation après abandon d'actif.

DIVIDENDE DISTRIBUÉ MIS EN RAPPORT AVEC LE PASSIF.

Dividende distribué	PASSIF							TOTAL.
	de moins de 1,000 francs.	de 1,000 à moins de 5,000 francs.	de 5,000 à moins de 10,000 francs.	de 10,000 à moins de 20,000 francs.	de 20,000 à moins de 50,000 francs.	de 50,000 à moins de 100,000 francs.	de 100,000 francs et plus.	
1	2	3	4	5	6	7	8	
Rien	—	—	—	—	—	—	—	—
Moins de 10 %	—	—	—	—	—	—	1	1
De 10 à 20 %	—	—	1	1	1	—	—	3
De 20 à 30 %	—	1	1	1	—	—	—	3
De 30 à 50 %	—	—	1	—	1	—	2	4
De 50 à 75 %	—	—	1	1	—	—	—	2
De 75 % et plus	—	1	—	—	1	1	—	3
Payement intégral	—	—	—	—	—	—	—	—
Inconnu	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	—	2	4	3	3	1	3	16

FAILLITES

Tout commerçant qui cesse ses payements et dont le crédit se trouve ébranlé, est en état de faillite.

Celui qui n'exerce plus le commerce peut être déclaré en faillite, si la cessation de ses payements remonte à une époque où il était encore commerçant.

La faillite d'un commerçant peut être déclarée après son décès, lorsqu'il est mort en état de cessation de payement.

La faillite est qualifiée banqueroute simple et punie correctionnellement, si le commerçant failli se trouve dans l'un des cas de faute grave prévus par le chapitre Ier du titre II de la loi du 18 avril 1851.

Elle est qualifiée banqueroute frauduleuse et punie criminellement, si le commerçant failli se trouve dans un des cas de fraude prévus par le chapitre II du même titre de loi.

Le sursis de payement n'est accordé qu'au commerçant qui, par suite d'évènements extraordinaires et imprévus, est contraint de cesser temporairement ses payements, *mais qui, d'après son bilan dûment vérifié*, a des biens ou moyens suffisants pour satisfaire tous ses créanciers en principal et intérêts.

Le failli qui a intégralement acquitté, en principal, intérêts et frais toutes les sommes par lui dues, peut obtenir sa réhabilitation.

LVII. — Faillites. — Aperçu général.

TRIBUNAUX.	NOMBRE DES FAILLITES										
	antérieures à l'année.	déclarées pendant l'année.	réouvertes après clôture pour défaut d'actif.	réouvertes après révocation du concordat	TOTAL.	terminées par concordat.	terminées par liquidation.	révoquées.	closes à défaut d'actif.	TOTAL.	restant à terminer à la fin de l'année.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Bruxelles	168	18	—	—	186	7	13	1	12	33	153
Louvain	38	3	—	—	41	—	3	—	2	5	36
Nivelles	12	—	—	—	12	—	—	—	—	—	12
Anvers	169	2			172	—	—	—	1	1	171
Malines	17	—	—	—	17	—	—	—	1	1	16
Turnhout	9	—	—	—	9	—	—	—	—	—	9
Mons	49	9	—	—	58	—	6	—	2	8	50
Charleroi	170	3	—	—	173	—	—	—	3	3	170
Tournai	36	2	—	—	38	—	1	—	—	1	37
Gand	77	6	—	—	83	—	—	—	1	1	82
Audenarde	5	1	—	—	6	—	—	—	1	1	5
Alost	3	—	—	—	3	—	—	—	1	1	2
Saint-Nicolas	15	2	—	—	17	—	—	—	—	—	17
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	28	1	—	—	29	—	—	—	—	—	29
Ostende	25	—	—	—	25	—	—	—	—	—	25
Courtrai	37	—	—	—	37	—	—	—	—	—	37
Furnes	9	—	—	—	9	—	—	—	—	—	9
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	55	2	1	—	58	—	2	1	2	5	53
Huy	7	—	—	—	7	—	—	—	—	—	7
Verviers	14	1	—	—	15	—	1	—	—	1	14
Tongres	2	—	—	—	2	1	—	—	—	1	1
Hasselt	6	—	—	—	6	—	1	—	—	1	5
Arlon	11	—	—	—	11	—	—	—	—	—	11
Marche	7	—	—	—	7	—	—	—	—	—	7
Neufchâteau	18	—	—	—	18	—	—	—	—	—	18
Namur	38	—	—	—	38	—	3	—	1	4	34
Dinant	24	—	—	—	24	—	2	—	—	2	22
Cour d'appel de Bruxelles	668	38	—	—	706	7	23	1	21	52	654
Cour d'appel de Gand	199	10	—	—	209	—	—	—	3	3	206
Cour d'appel de Liége	182	3	1	—	186	1	9	1	3	14	172
TOTAUX GÉNÉRAUX.	1,049	51	1	—	1,101	8	32	2	27	69	1,032

LVIII. — Faillites déclarées. — Montant du passif.

TRIBUNAUX.	NOMBRE total des faillites déclarées.	MONTANT DU PASSIF.							
		Moins de 1,000 francs.	1,000 à 5,000 francs.	5,000 à 10,000 francs.	10,000 à 20,000 francs.	20,000 à 50,000 francs.	50,000 à 100,000 francs.	100,000 francs et plus.	Encore inconnu.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	18	2	2	—	4	2	—	1	7
Louvain	3	—	—	2	1	—	—	—	—
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Anvers	3	—	1	—	—	1	—	—	1
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	9	—	2	2	3	1	—	—	1
Charleroi	3	—	—	1	—	1	1	—	—
Tournai	2	—	—	—	—	2	—	—	—
Gand	6	—	1	—	2	1	—	1	1
Audenarde	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Alost	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas	2	—	—	1	1	—	—	—	—
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	1	—	—	—	—	—	—	—	1
Ostende	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	2	—	—	—	1	—	—	1	—
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	1	—	—	—	—	—	—	1	—
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dinant	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cour d'appel de Bruxelles	38	2	5	5	8	7	1	1	9
Cour d'appel de Gand	10	—	2	1	3	1	—	1	2
Cour d'appel de Liége	3	—	—	—	1	—	—	2	—
TOTAUX GÉNÉRAUX	51	2	7	6	12	8	1	4	11

LIX. — Faillites déclarées. — Circonstances personnelles aux faillis.

TRIBUNAUX	Faillites déclarées.	FAILLITES NOUVELLES OUVERTES				FAILLITES PRONONCÉES				ORIGINE DES FAILLIS			RÉSIDENCE DES FAILLIS.			
		contre des hommes.	contre des femmes.	contre des associés.	contre des sociétés.	sur aveu du failli.	à la poursuite des créanciers : sur assignation.	à la poursuite des créanciers : sur requête.	d'office.	Belge	Etrangère.	Inconnue.	Communes de 100,000 habitants et plus.	Communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants.	Communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants.	Communes de moins de 10,000 habitants.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles. . . .	18	15	—	—	3	8	5	3	2	18	—	—	16	—	—	2
Louvain	3	3	—	—	—	1	—	1	1	3	—	—	—	—	—	3
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Anvers.	3	3	—	—	—	2	—	—	1	3	—	—	3	—	—	—
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	9	8	1	—	—	5	3	1	—	9	—	—	—	—	6	3
Charleroi. . . .	3	2	—	—	1	2	1	—	—	3	—	—	—	—	1	2
Tournai	2	2	—	—	—	1	—	1	—	2	—	—	—	2	—	—
Gand	6	3	2	—	1	—	2	—	4	5	1	—	6	—	—	—
Audenarde . . .	1	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Alost	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas . .	2	1	1	—	—	1	—	1	—	2	—	—	—	—	—	2
Termonde . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges.	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—
Ostende	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Furnes.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	2	2	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	2	—	—	—
Huy.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	1	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dinant.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cour d'appel de Bruxelles.	38	33	1	—	4	19	9	6	4	38	—	—	19	2	7	10
Cour d'appel de Gand.	10	5	4	—	1	2	2	1	5	9	1	—	6	1	—	3
Cour d'appel de Liége.	3	2	—	—	1	—	1	—	2	2	1	—	2	—	—	1
TOTAUX GÉNÉRAUX	51	40	5	—	6	21	12	7	11	49	2	—	27	3	7	14

LX. — Faillites déclarées. — Relevé par province.

Brabant	21	Liége	3
Anvers	3	Limbourg	—
Hainaut	14	Luxembourg	—
Flandre orientale	9	Namur	—
Flandre occidentale	1		

POUR LE ROYAUME : 51

LXI. — Faillites terminées par concordat.

DIVIDENDE DISTRIBUÉ MIS EN RAPPORT AVEC LE PASSIF.

Dividende distribué	PASSIF : de moins de 1,000 francs.	de 1,000 à moins de 5,000 francs.	de 5,000 à moins de 10,000 francs.	de 10,000 à moins de 20,000 francs.	de 20,000 à moins de 50,000 francs.	de 50,000 à moins de 100,000 francs.	de 100,000 francs et plus.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	
Rien	—	—	—	—	—	—	—	—
Moins de 10 % . .	—	—	—	—	—	—	—	—
De 10 à 20 % . . .	—	—	—	—	1	—	—	1
De 20 à 30 % . . .	—	—	1	1	—	—	—	2
De 30 à 50 % . . .	—	—	—	—	1	—	—	1
De 50 à 75 % . . .	—	—	—	1	—	—	—	1
De 75 % et plus . .	—	—	—	—	—	—	—	—
Payement intégral	—	1	—	1	1	—	—	3
Inconnu	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL. . .	—	1	1	3	3	—	—	8

LXII. — Faillites terminées par liquidation.

A. — DIVIDENDE DISTRIBUÉ MIS EN RAPPORT AVEC LE PASSIF.

Dividende distribué	PASSIF : de moins de 1,000 francs.	de 1,000 à moins de 5,000 francs.	de 5,000 à moins de 10,000 francs.	de 10,000 à moins de 20,000 francs.	de 20,000 à moins de 50,000 francs.	de 50,000 à moins de 100,000 francs.	de 100,000 francs et plus.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	
Rien	—	1	—	—	1	—	—	2
Moins de 10 % . .	—	4	5	2	5	2	2	20
De 10 à 20 % . . .	—	—	—	1	1	—	1	3
De 20 à 30 % . . .	—	—	4	1	—	—	—	5
De 30 à 50 % . . .	—	—	1	1	—	—	—	2
De 50 à 75 % . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
De 75 % et plus . .	—	—	—	—	—	—	—	—
Payement intégral	—	—	—	—	—	—	—	—
Inconnu	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL. . .	—	5	10	5	7	2	3	32

B. — EMPLOI DE L'ACTIF RÉALISÉ.

CLASSEMENT DES FAILLITES suivant l'importance de leur passif.	NOMBRE des faillites.	PASSIF chirographaire.	ACTIF réalisé.	FRAIS de tout genre.	HONORAIRES des curateurs.	PAIEMENT AUX CRÉANCIERS : privilégiés.	PAIEMENT AUX CRÉANCIERS : chirographaires.
1	2	3	4	5	6	7	8
Moins de 1,000 francs.	—	—	—	—	—	—	—
De 1,000 à 5,000 francs	5	16,585.07	4,097.07	1,006.89	864.60	1,555.00	670.58
De 5,000 à 10,000 francs.	10	66,667.18	2,093.97	3,716.39	3,964.32	8,831.53	10,581.73
De 10,000 à 20,000 francs	5	88,931.67	21,474.71	2,407.44	2,585.05	3,411.86	1,070.36
De 20,000 à 50,000 francs	7	213,652.13	30,509.84	2,730.74	6,311.12	9,588.66	14,570.32
De 50,000 à 100,000 francs.	2	111,114.00	19,645.83	684.67	2,150.45	12,091.83	4,718.88
De 100,000 francs et plus	3	439,518.50	40,987.84	3,791.03	3,201.86	3,901.06	38,093.89
Total des faillites terminées par liquidation	32	936,468.55	143,809.26	14,337.16	16,377.40	39,379.94	73,714.76

LXIII. — Durée de la procédure.

TRIBUNAUX	DURÉE DES FAILLITES TERMINÉES PAR CONCORDAT OU LIQUIDATION.									FAILLITES A TERMINER OUVERTES DEPUIS								
	moins de 6 mois.	6 mois à 1 an.	1 an à 2 ans.	2 ans à 3 ans.	3 ans à 4 ans.	4 ans à 5 ans.	5 ans à 6 ans.	6 ans et plus.	Total	moins de 6 mois.	6 mois à 1 an.	1 an à 2 ans.	2 ans à 3 ans.	3 ans à 4 ans.	4 ans à 5 ans.	5 ans à 6 ans.	6 ans et plus.	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Bruxelles	3	—	9	7	1	—	—	—	20	9	2	10	73	31	7	4	17	153
Louvain	—	1	—	1	—	1	—	—	3	2	—	—	13	3	12	5	1	36
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	5	—	4	12
Anvers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	39	24	18	15	72	171
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	5	4	2	16
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2	2	1	—	9
Mons	—	—	2	3	1	—	—	—	6	5	3	—	11	8	10	—	13	50
Charleroi	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	28	11	20	16	92	170
Tournai	—	—	—	1	—	—	—	—	1	1	1	—	17	5	1	1	11	37
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	5	6	42	10	7	2	9	82
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	2	5
Alost	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2
Saint-Nicolas	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	4	3	2	4	2	17
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	3	10	7	2	1	5	29
Ostende	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	13	2	1	1	25
Courtrai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	12	5	4	1	14	37
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	5	1	—	—	—	1	9
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	—	1	1	—	—	—	—	—	2	3	—	2	27	7	3	4	7	53
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	1	2	7
Verviers	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	5	2	1	3	2	14
Tongres	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	2	—	1	1	5
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	10	11
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	2	2	7
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	14	18
Namur	—	—	1	1	—	—	—	1	3	—	—	—	6	3	5	5	15	34
Dinant	—	—	—	1	—	—	—	1	2	—	—	—	4	3	2	5	8	22
Cour d'appel de Bruxelles	3	1	11	12	2	1	—	—	30	21	7	11	191	86	80	46	212	654
Cour d'appel de Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	8	15	79	40	17	10	34	206
Cour d'appel de Liége	—	1	2	3	1	—	—	3	10	3	1	2	50	20	12	22	62	172
TOTAUX GÉNÉRAUX.	3	2	13	15	3	1	—	3	40	27	16	28	320	146	109	78	308	1,032

4° COURS D'APPEL

COMPÉTENCE

L'organisation des cours d'appel est réglée par le chapitre IV du titre I de la loi d'organisation judiciaire.

Elles ne peuvent juger en matière civile qu'au nombre fixe de cinq conseillers, y compris le président.

Les cours d'appel connaissent, en matière civile, de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de première instance et par les tribunaux de commerce. Elles connaissent aussi de l'appel des ordonnances de référé, des jugements d'arbitres et des décisions rendues par les conseils de discipline de l'ordre des avocats.

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES

LXIV. — Causes introduites, terminées et restant à juger.

Cour d'appel de Bruxelles.

JURIDICTIONS QUI ONT RENDU LES DÉCISIONS ATTAQUÉES.		CAUSES A JUGER			Arrêts rendus avant de statuer au fond.	CAUSES TERMINÉES									Causes restant à juger.
						par arrêts au fond					d'une autre manière				
						contradictoires			par défaut.	Total des arrêts.	par transaction abandon ou autres motifs.	par radiation du rôle d'office.	Total.	Total général des causes terminées.	
		pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	Total.		confirmatifs.	infirmatifs en tout.	infirmatifs en partie.							
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Affaires civiles.															
Tribunaux de première instance	Bruxelles	342	203	545	20	84	25	36	9	154	29	2	31	185	360
	Louvain	24	1	25	2	2	—	—	1	3	—	—	—	3	22
	Nivelles	16	8	24	—	5	1	3	1	10	1	—	1	11	13
	Anvers	146	35	181	6	19	4	7	1	31	5	4	9	40	141
	Malines	25	3	28	—	2	—	—	—	2	1	—	1	3	25
	Turnhout	5	1	6	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	5
	Mons	43	20	63	1	14	1	5	—	20	4	—	4	24	39
	Charleroi	68	29	97	5	20	3	3	1	27	6	—	6	33	64
	Tournai	25	12	37	—	8	1	1	2	12	1	—	1	13	24
Affaires portées directement devant la cour		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Appels de jugements d'arbitre		15	8	23	—	7	1	—	1	9	1	—	1	10	13
Référés		9	9	18	—	2	4	1	—	7	1	1	2	9	9
Conseils de discipline de l'ordre des avocats		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tribunaux étrangers au ressort (affaires renvoyées après cassation)		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Affaires commerciales. TRIBUNAUX															
DE PREMIÈRE INSTANCE	DE COMMERCE														
	Bruxelles	214	115	329	17	44	10	21	3	78	12	1	13	91	238
	Louvain	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Nivelles		5	5	10	—	2	—	2	—	4	1	1	2	6	4
	Anvers	304	68	372	7	28	3	5	1	37	13	—	13	50	322
Malines		7	2	9	—	1	—	1	—	2	1	—	1	3	6
Turnhout		2	1	3	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	2
	Mons	16	12	28	4	5	2	3	—	10	1	—	1	11	17
Charleroi		31	14	45	—	6	2	2	—	10	—	—	—	10	35
	Tournai	27	7	34	1	4	4	2	—	10	1	1	2	12	22
Affaires portées directement devant la Cour		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tribunaux étrangers au ressort (affaires renvoyées après cassation)		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Référés		1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
TOTAUX.	Affaires civiles	718	329	1,047	34	163	41	56	16	276	40	7	56	332	715
	Affaires commerciales	610	224	834	29	91	21	36	4	152	29	3	32	184	650
TOTAUX GÉNÉRAUX		1,328	553	1,881	63	254	62	92	20	428	78	10	88	516	1,365
Première chambre		208	89	297	12	45	10	14	3	72	15	7	22	94	203
Deuxième id.		217	81	298	6	34	6	15	5	60	13	—	13	73	225
Troisième id.		124	89	213	11	39	13	18	1	71	14	—	14	85	128
Quatrième id.		205	80	285	8	35	13	13	2	63	13	3	16	79	206
Cinquième id.		177	86	263	11	36	8	14	6	64	11	—	11	75	188
Sixième id.		171	44	215	10	26	2	5	1	34	3	—	3	37	178
Septième id.		226	82	308	5	38	9	13	2	62	9	—	9	71	237
Vacations id.		—	2	2	—	1	1	—	—	2	—	—	—	2	—

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES

LXIV (suite). — Causes introduites, terminées et restant à juger.

Cour d'appel de Gand.

JURIDICTIONS QUI ONT RENDU LES DÉCISIONS ATTAQUÉES.		CAUSES A JUGER			Arrêts rendus avant de statuer au fond.	CAUSES TERMINÉES									Causes restant à juger.
						par arrêts au fond					d'une autre manière				
						contradictoires			par défaut.	Total des arrêts.	par transaction abandon ou autres motifs.	par radiation du rôle d'office.	Total.	Total général des causes terminées.	
		pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	Total.		confirmatifs.	infirmatifs en tout.	infirmatifs en partie.							
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Affaires civiles.															
Tribunaux de première instance	Gand	26	19	45	3	4	4	3	2	13	15	—	15	28	17
	Audenarde	10	2	12	—	1	—	1	—	2	6	—	6	8	4
	Termonde	7	7	14	1	1	—	1	—	2	4	—	4	6	8
	Bruges	19	4	23	3	2	—	—	1	3	15	—	15	18	5
	Courtrai	18	1	19	—	1	1	—	—	2	14	—	14	16	3
	Furnes	8	—	8	—	1	—	—	—	1	7	—	7	8	—
	Ypres	4	—	4	—	—	—	—	—	—	4	—	4	4	—
Tribunaux étrangers au ressort (affaires renvoyées après cassation)		—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Appels de jugements d'arbitre		—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Conseil de discipline de l'ordre des avocats		—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—
Affaires commerciales. TRIBUNAUX.															
DE PREMIÈRE INSTANCE.	DE COMMERCE.														
	Gand	30	48	78	4	7	—	17	—	24	21	—	21	45	33
Audenarde		2	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	1
	Alost	3	3	6	—	—	—	—	—	—	4	—	4	4	2
	Saint-Nicolas	4	4	8	—	1	—	—	—	1	1	—	1	2	6
Termonde		1	1	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	1
	Bruges	9	—	9	—	—	—	—	—	—	6	—	6	6	3
	Ostende	7	—	7	—	—	—	—	—	—	7	—	7	7	—
	Courtrai	8	1	9	—	—	—	—	—	—	6	—	6	6	3
Furnes		1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—
Ypres		3	—	3	—	—	—	—	—	—	3	—	3	3	—
Tribunaux étrangers au ressort (affaires renvoyées après cassation)		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Appels de jugements d'arbitre		—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—
TOTAUX.	Affaires civiles	92	36	128	7	11	5	7	3	26	65	—	65	91	37
	Affaires commerciales	68	58	126	4	9	—	17	—	26	51	—	51	77	49
TOTAUX GÉNÉRAUX		160	94	254	11	20	5	24	3	52	116	—	116	168	86
Première chambre		81	51	132	3	11	2	11	1	25	63	—	63	83	44
Deuxième id.		79	43	122	8	9	3	13	2	27	53	—	53	80	42

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES

LXIV (suite). — Causes introduites, terminées et restant à juger.

Cour d'appel de Liége.

JURIDICTIONS QUI ONT RENDU LES DÉCISIONS ATTAQUÉES.		CAUSES A JUGER			Arrêts rendus avant de statuer au fond.	CAUSES TERMINÉES									Causes restant à juger.
						par arrêts au fond					d'une autre manière				
						contradictoires			par défaut.	Total des arrêts.	par transaction abandon ou autres motifs.	par radiation du rôle d'office.	Total.	Total général des causes terminées.	
		pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	Total.		confirmatifs.	infirmatifs en tout.	infirmatifs en partie.							
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Affaires civiles.															
Tribunaux de première instance	Liége	91	100	191	5	37	10	20	7	74	13	2	15	89	102
	Huy	16	14	30	4	8	1	5	1	15	—	—	—	15	15
	Verviers	24	24	48	1	10	1	3	2	16	7	—	7	23	25
	Tongres	9	4	13	—	1	1	2	—	4	1	—	1	5	8
	Hasselt	10	4	14	—	1	2	2	—	5	2	—	2	7	7
	Arlon	12	3	15	3	1	2	1	—	4	—	—	—	4	11
	Marche	2	—	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	1
	Neufchâteau	2	4	6	—	2	—	—	—	2	—	—	—	2	4
	Namur	20	11	31	1	7	2	2	—	11	1	1	2	13	18
	Dinant	11	11	22	—	1	—	2	1	4	2	—	2	6	16
Tribunaux étrangers au ressort (affaires renvoyées après cassation).		3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Affaires commerciales. TRIBUNAUX.															
DE PREMIÈRE INSTANCE.	DE COMMERCE.														
	Liége	53	35	88	9	15	7	8	—	30	3	2	5	35	53
Huy		2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
	Verviers	9	12	21	2	3	—	2	—	5	2	—	2	7	14
Tongres		1	2	3	2	1	—	2	—	3	—	—	—	3	—
Hasselt		4	2	6	—	2	—	2	—	4	1	—	1	5	1
Arlon		5	1	6	—	2	—	—	—	2	—	—	—	2	4
Marche		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau		1	1	2	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	1
	Namur	14	15	29	2	5	3	2	—	10	—	—	—	10	19
Dinant		3	1	4	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	3
Tribunaux étrangers au ressort (affaires renvoyées après cassation).		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	Affaires civiles	200	175	375	14	68	19	38	11	136	26	3	29	165	210
	Affaires commerciales	92	70	162	15	29	10	17	—	56	6	2	8	64	98
TOTAUX GÉNÉRAUX.		292	245	537	29	97	29	55	11	192	32	5	37	229	308
Première chambre		105	75	180	10	27	10	22	1	60	15	3	18	78	102
Deuxième id.		91	91	182	13	35	12	15	7	69	9	1	10	79	103
Troisième id.		96	79	175	6	35	7	18	3	63	8	1	9	72	103

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES.

LXIV (suite). — Causes introduites, terminées et restant à juger.

RÉCAPITULATION.

JURIDICTIONS QUI ONT RENDU LES DÉCISIONS ATTAQUÉES.		CAUSES A JUGER			Arrêts rendus avant de statuer au fond.	CAUSES TERMINÉES									Causes restant à juger.
						par arrêts au fond					d'une autre manière				
						contradictoires			par défaut.	Total des arrêts.	par transaction abandon ou autres motifs.	par radiation du rôle d'office.	Total.	Total général des causes terminées.	
		pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	Total.		confirmatifs.	infirmatifs en tout.	infirmatifs en partie.							
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Cour d'appel de Bruxelles.	Tribunaux de première instance en matière civile.	694	312	1,006	34	154	36	55	15	260	47	6	53	313	693
	Tribunaux de première instance en matière commerciale	45	22	67	—	10	2	5	—	17	2	1	3	20	47
	Tribunaux de commerce	564	202	766	29	81	19	31	4	135	27	2	29	164	602
	Tribunaux étrangers au ressort (après cassation).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Appels de jugements d'arbitres	15	8	23	—	7	1	—	1	9	1	—	1	10	13
	Référés	10	9	19	—	2	4	1	—	7	1	1	2	9	10
	Affaires portées directement devant la Cour	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Tribunaux de première instance en matière civile.	92	33	125	7	10	5	5	3	23	65	—	65	88	37
	Tribunaux de première instance en matière commerciale	7	1	8	—	—	—	—	—	—	6	—	6	6	2
	Tribunaux de commerce	61	56	117	4	8	—	17	—	25	45	—	45	70	47
Cour d'appel de Gand.	Tribunaux étrangers au ressort (après cassation).	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—
	Appels de jugements d'arbitres	—	2	2	—	1	—	1	—	2	—	—	—	2	—
	Affaires portées directement devant la Cour	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Tribunaux de première instance en matière civile.	197	175	372	14	68	19	38	11	136	26	3	29	165	207
	Tribunaux de première instance en matière commerciale	16	8	24	2	6	—	5	—	11	1	—	1	12	12
	Tribunaux de commerce	76	62	138	13	23	10	12	—	45	5	2	7	52	86
Cour d'appel de Liége.	Tribunaux étrangers au ressort (après cassation).	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Appels de jugements d'arbitres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Affaires portées directement devant la Cour	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Tribunaux de première instance en matière civile.	983	520	1,503	55	232	60	98	29	419	138	9	147	566	937
	Tribunaux de première instance en matière commerciale	68	31	99	2	16	2	10	—	28	9	1	10	38	61
	Tribunaux de commerce	701	320	1,021	46	112	29	60	4	205	77	4	81	286	735
Totaux.	Tribunaux étrangers au ressort (après cassation).	3	1	4	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	3
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—
	Appels de jugements d'arbitres	15	10	25	—	8	1	1	1	11	1	—	1	12	13
	Référés	10	9	19	—	2	4	1	—	7	1	1	2	9	10
	Affaires portées directement devant la Cour	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAUX GÉNÉRAUX	1,780	892	2,672	103	371	96	171	34	672	226	15	241	913	1,759
Totaux par ressort	Bruxelles	1,328	553	1,881	63	254	62	92	20	428	78	10	88	516	1,365
	Gand	160	94	254	11	20	5	24	3	52	116	—	116	168	86
	Liége	292	245	537	29	97	29	55	11	192	32	5	37	229	308

LXV. — Nature des affaires civiles et commerciales terminées par des arrêts.

MATIÈRES dans lesquelles LES ARRÊTS ONT ÉTÉ RENDUS	NOMBRE TOTAL des affaires terminées par arrêts.	NOMBRE DES ARRÊTS qui accueillent les conclusions du demandeur originaire.	NOMBRE DES ARRÊTS qui rejettent les conclusions du demandeur originaire.	NOMBRE DES ARRÊTS contradictoires.	NOMBRE DES ARRÊTS par défaut.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public : de droit.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public : d'office.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public : sur ses conclusions : conformes.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public : sur ses conclusions : contraires.	TOTAL des arrêts rendus après communication au ministère public.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
AFFAIRES CIVILES.										
Code civil.										
LIVRE Ier. — *Des personnes.*										
TITRE II. — Des actes de l'état civil	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE IV. — Des absents	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE V. Du mariage — Pension alimentaire	30	18	12	28	2	23	—	18	5	23
TITRE V. Du mariage — Autres affaires	5	3	2	4	1	5	—	5	—	5
TITRE VI. — Du divorce — Divorce	75	42	33	64	11	75	—	65	10	75
TITRE VI. — Du divorce — Séparation de corps	9	5	4	9	—	9	—	7	2	9
TITRE VII. — De la paternité et de la filiation	1	1	—	1	—	1	—	—	1	1
TITRE VIII. — De l'adoption et de la tutelle officieuse	13	13	—	13	—	13	—	13	—	13
TITRE IX. — De la puissance paternelle	12	7	5	9	3	12	—	11	1	12
TITRE X. — De la minorité, de la tutelle et de l'émancipation	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
TITRE XI. — De la majorité, de l'interdiction et du conseil judiciaire	2	—	2	2	—	2	—	2	—	2
LIVRE II. — *Des biens et des différentes modifications de la propriété*										
TITRE I. — De la distinction des biens	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE II. — De la propriété	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE III. — De l'usufruit, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE IV. — Des servitudes ou services fonciers	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—
LIVRE III. — *Des différentes manières dont on acquiert la propriété.*										
TITRE I. — Des successions	10	5	5	10	—	6	—	5	1	6
TITRE II. — Des donations entre vifs et des testaments — Donations entre vifs	5	1	4	5	—	3	—	3	—	3
TITRE II. — Des donations entre vifs et des testaments — Testaments	5	1	4	4	1	3	—	2	1	3
TITRE III. — Des contrats et obligations conventionnelles en général. — Payement	60	47	13	56	4	24	1	19	6	25
TITRE III. — Des contrats et obligations conventionnelles en général. — Autres affaires	43	24	19	41	2	20	—	17	3	20
TITRE IV. — Des engagements qui se forment sans convention	90	46	44	88	2	42	—	36	6	42
TITRE V. — Du contrat de mariage et des droits respectifs des époux	1	1	—	—	1	1	—	1	—	1
Séparations de biens	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE VI. — De la vente	4	3	1	4	—	—	1	1	—	1
TITRE VIII. — Du contrat de louage	19	12	7	17	2	11	1	11	1	12
TITRE IX. — Du contrat de société	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE X. — Du prêt	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—
TITRE XI. — Du dépôt et du sequestre	3	2	1	2	1	3	—	3	—	3
TITRE XII. — Des contrats aléatoires	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—
TITRE XIII. — Du mandat	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE XIV. — Du cautionnement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE XVII. — Du nantissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE XVIII. — Des privilèges et hypothèques (loi du 16 décembre 1851)	4	4	—	4	—	4	—	4	—	4
TITRE XX. — De la prescription	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Code de procédure et lois spéciales										
1re PARTIE, LIVRE II, TITRE VIII. — Des jugements par défaut et oppositions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
LIVRE II, TITRE XI. — Faux incident civil	1	—	1	1	—	1	—	1	—	1
LIVRE II, TITRE XIV. — Des rapports d'experts	3	3	—	3	—	1	1	2	—	2
LIVRE IV, TITRE II. — Requête civile	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
LIVRE V, TITRE IV. — Des redditions de comptes	1	1	—	1	—	1	—	—	1	1
LIVRE V, TITRE VII. — Des saisies-arrêts ou oppositions	3	1	2	3	—	1	—	1	—	1
LIVRE V, TITRE VIII. — Des saisies-exécutions	4	3	1	4	—	3	—	2	1	3
LIVRE V, TITRE IX. — Des saisies brandon	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
LIVRE I, TITRE III. — De la saisie revendication	2	1	1	2	—	1	—	—	1	1
LIVRE II, TITRE III. — De la levée du scellé	2	1	1	2	—	1	—	1	—	1
LIVRE III, TITRE UNIQUE. — Des arbitrages	2	1	1	2	—	2	—	2	—	2
Compétence. Loi du 25 mars 1841 et du 25 mars 1876	6	5	1	6	—	6	—	4	2	6
Droits d'auteur. Loi 22 mars 1886	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
Expropriation pour cause d'utilité publique. Loi du 17 avril 1835	6	3	3	6	—	6	—	3	3	6
Poursuites disciplinaires. Loi du 25 ventôse an XI, 20 avril et 14 décembre 1810	1	—	1	1	—	1	—	1	—	1
Saisie immobilière. Loi du 15 août 1854. Chapitres II et III.	2	1	1	2	—	2	—	2	—	2
Autres matières	7	3	4	7	—	5	—	5	—	5
TOTAUX GÉNÉRAUX	438	264	174	408	30	292	4	251	45	298

LXV (suite). — Nature des affaires civiles et commerciales terminées par des arrêts.

MATIÈRES DANS LESQUELLES LES ARRÊTS ONT ÉTÉ RENDUS.	Nombre total des affaires terminées par arrêts.	NOMBRE DES ARRÊTS qui accueillent les conclusions du demandeur originaire	NOMBRE DES ARRÊTS qui rejettent les conclusions du demandeur originaire	NOMBRE DES ARRÊTS contradictoires.	NOMBRE DES ARRÊTS par défaut.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public : de droit.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public : d'office.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public : sur ses conclusions : conformes.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public : sur ses conclusions : contraires.	TOTAL des arrêts rendus après communication au ministère public.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
AFFAIRES COMMERCIALES										
Code de commerce.										
LIVRE Ier.										
Du commerce en général										
TITRES I à V. — Des commerçants, etc.	221	142	79	217	4	80	6	69	17	86
TITRE VI. — Du gage	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRES VII et VII*bis*. — De la commission et du contrat de transport	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE VIII. — De la lettre de change et du billet à ordre	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE IX. — Des sociétés	4	4	—	4	—	2	—	2	—	2
TITRES X et XI. — Des assurances.	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—
LIVRE II.										
Du commerce maritime	1	1	—	1	—	—	1	1	—	1
LIVRE III.										
Des faillites, banqueroutes et sursis.	7	4	3	7	—	7	—	7	—	7
TOTAL	234	151	83	230	4	89	7	79	17	96
Affaires civiles.										
Cour d'appel de — Bruxelles	276	196	80	260	16	181	3	159	25	184
Cour d'appel de — Gand	26	11	15	23	3	20	1	18	3	21
Cour d'appel de — Liége	136	57	79	125	11	91	—	74	17	91
TOTAL	438	264	174	408	30	292	4	251	45	298
Affaires commerciales										
Cour d'appel de — Bruxelles	152	115	37	148	4	59	6	53	12	65
Cour d'appel de — Gand	26	5	21	26	—	14	1	12	3	15
Cour d'appel de — Liége	56	31	25	56	—	16	—	14	2	16
TOTAL	234	151	83	230	4	89	7	79	17	96
TOTAL GÉNÉRAL POUR LE ROYAUME	672	415	257	638	34	381	11	330	62	392

LXVI. — Durée de la procédure.

AFFAIRES INSCRITES AU ROLE.	AFFAIRES TERMINÉES PAR ARRÊTS contradictoires.	AFFAIRES TERMINÉES PAR ARRÊTS par défaut.	AFFAIRES TERMINÉES par radiation du rôle, etc.	TOTAL.	AFFAIRES RESTANT A JUGER.
1	2	3	4	5	6
***A.* — En matière civile.**					
Depuis moins de 3 mois	66	7	10	83	98
— 3 à 6 mois	84	6	12	102	46
— 6 mois à 1 an	102	10	29	141	70
— 1 à 3 ans	127	7	82	216	592
— 3 à 5 ans	29	—	15	44	134
— 5 à 10 ans	—	—	1	1	20
— 10 ans et plus	—	—	1	1	2
TOTAL	408	30	150	588	962
***B.* — En matière commerciale.**					
Depuis moins de 3 mois	26	2	9	37	79
— 3 à 6 mois	56	—	5	61	41
— 6 mois à 1 an	75	1	10	86	51
— 1 à 3 ans	59	—	52	111	452
— 3 à 5 ans	14	1	15	30	146
— 5 à 10 ans	—	—	—	—	28
— 10 ans et plus	—	—	—	—	—
TOTAL	230	4	91	325	797
Affaires civiles.					
Cour d'appel de Bruxelles	260	16	56	332	715
Cour d'appel de Gand	23	3	65	91	37
Cour d'appel de Liége	125	11	29	165	210
TOTAL	408	30	150	588	962
Affaires commerciales.					
Cour d'appel de Bruxelles	148	4	32	184	650
Cour d'appel de Gand	26	—	51	77	49
Cour d'appel de Liége	56	—	8	64	98
TOTAL	230	4	91	325	797
TOTAL GÉNÉRAL	638	34	241	913	1,759

5° COURS DE CASSATION

COMPÉTENCE

La composition de la cour de cassation a été donnée précédemment (Voir Statistique pénale).

Aux termes des articles 19 et 20 de la loi du 25 mars 1876, sa compétence est réglée comme suit :

Art. 19. La cour de cassation connaît :

1° Des demandes en cassation contre les arrêts et contre les jugements rendus en dernier ressort;

2° Des règlements de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et des prises à partie.

Art. 20. Les arrêts et les jugements rendus en dernier ressort pourront être déférés à la cour de cassation pour contravention à la loi ou pour violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité.

La cour de cassation ne connaît pas du fond des affaires. Elle renvoie le fond du procès cassé à la cour ou au tribunal qui doit en connaître.

COUR DE CASSATION (1re Chambre).

LXVII. — Pourvois en matière civile.

COURS ET TRIBUNAUX QUI ONT RENDU LES JUGEMENTS ATTAQUÉS.	CAUSES A JUGER			ARRÊTS					TOTAL des arrêts.	ARRÊTS RENDUS SUR LES CONCLUSIONS DU MINISTÈRE PUBLIC		Causes restant à juger.
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	TOTAL.	d'instruction.	AU FOND		DÉCRÉTANT			conformes.	contraires.	
					Cassation.	Rejet.	la déchéance.	le désistement.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Cours d'appel jugeant en matière												
civile. — Bruxelles	6	14	20	—	1	9	—	1	11	11	—	9
civile. — Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
civile. — Gand	2	2	4	—	—	—	—	—	—	—	—	4
civile. — Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
civile. — Liége	20	8	28	—	1	9	—	—	10	10	—	18
civile. — Liége	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tribunaux jugeant												
en première instance. — Bruxelles	3	5	8	—	1	1	—	—	2	2	—	6
en première instance. — Louvain	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
en première instance. — Nivelles	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
en première instance. — Anvers	2	—	2	—	1	—	—	—	1	1	—	1
en première instance. — Mons	2	—	2	—	2	—	—	—	2	2	—	—
en première instance. — Tournai	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
en première instance. — Audenarde	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
en première instance. — Bruges	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
en première instance. — Liége	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3
en première instance. — Huy	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
en première instance. — Verviers	3	—	3	—	—	1	—	—	1	1	—	2
en première instance. — Tongres	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
en première instance. — Hasselt	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
en première instance. — Arlon	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
en première instance. — Dinant	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
en première instance. — Neufchâteau	1	1	2	—	1	—	—	—	1	1	—	1
Tribunaux de commerce	11	3	14	—	—	—	—	—	—	—	—	14
Justices de paix	4	2	6	—	1	—	—	—	1	1	—	5
Conseils de prud'hommes	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Règlement de juges	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
TOTAUX	66	41	107	—	8	20	—	1	29	29	—	78

LXVIII. — Arrêts classés d'après leur nature et les lois auxquelles ils se rapportent.

NATURE DES AFFAIRES JUGÉES.			ARRÊTS sur incidents.	ARRÊTS de désistement.	ARRÊTS de cassation.	ARRÊTS de rejet.	TOTAL par matière.	TOTAL général
Livre	Titre.	**Code civil.**						
I	VI	De la séparation de corps	—	—	1	—	1	10
I	IX	De la puissance paternelle	—	—	—	1	1	
III	II	Des donations entres vifs et des testaments	—	—	—	1	1	
III	III	Des contrats et obligations	—	1	—	4	5	
III	VIII	Du contrat de louage	—	—	—	1	1	
III	IX	Du contrat de société	—	—	—	1	1	
		TOTAL DES ARRÊTS RELATIFS AU CODE CIVIL	—	1	1	8	10	
		Code de procédure.						
		PREMIÈRE PARTIE.						
II	VII	Des jugements	—	—	2	—	2	3
III	unique.	De l'appel et de l'instruction sur appel	—	—	1	—	1	
		TOTAL DES ARRÊTS RELATIFS AU CODE DE PROCÉDURE	—	—	3	—	3	
		Code de commerce.	—	—	—	—	—	
		TOTAL DES ARRÊTS RELATIFS AU CODE DE COMMERCE	—	—	—	—	—	
		Lois et matières diverses.						
		Accidents du travail (L. du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des)	—	—	—	3	3	16
		Assistance judiciaire (L. du 30 juillet 1889 sur l').	—	—	—	1	1	
		Chasse (L. du 28 février 1882 sur la)	—	—	1	—	1	
		Compétence (L. du 25 mars 1876 sur la)	—	—	2	—	2	
		Constitution. Chap. III. Du pouvoir judiciaire. Art. 97	—	—	1	1	2	
		Troisième convention internationale de La Haye (L. des 25 mai-8 août 1910)	—	—	—	1	1	
		Frais de justice et enregistrement (A. R. 18 juin 1853)	—	—	—	4	4	
		Loi communale (L. du 30 mars 1836)	—	—	—	1	1	
		Navigation maritime (L. du 10 février 1908)	—	—	—	1	1	
		TOTAL RELATIF AUX LOIS ET MATIÈRES SPÉCIALES	—	—	4	12	16	
		TOTAL GÉNÉRAL	—	1	8	20	29	29

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE

ANNÉE 1916

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE

Organisation des prisons. — (Les renseignements sont donnés dans l'introduction.)

Rédaction des tableaux. — La statistique des prisons est dressée par la Direction des prisons au ministère de la justice à l'aide de tableaux qui lui sont adressés annuellement par les directeurs des établissements pénitentiaires. L'administration centrale vérifie l'exactitude des renseignements contenus dans ces tableaux, en les comparant à ceux que fournissent les rapports journaliers et les rapports mensuels qu'elle reçoit de ces mêmes directeurs.

PREMIÈRE PARTIE

STATISTIQUE ADMINISTRATIVE

LXIX. — Capacité des prisons. — Population moyenne, maximum et minimum.

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	Capacité. CELLULES OU PLACES — ordinaires.		d'infirmerie.		de pistole.		pour dettiers.		de désencombrement.		Totaux.		Population — moyenne.		maximum.		minimum.	
	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
A. — Prisons centrales.																		
Prison centrale à Louvain. .	559	—	24	—	—	—	—	—	—	—	583	—	550	—	571	—	539	—
Prison centrale à Gand. Quartier commun des criminels. .	202	—	28	—	—	—	—	—	—	—	230	—	98	—	164	—	93	—
Prison centrale à Gand. Quartier cellulaire	83	—	7	—	—	—	—	—	—	—	90	—	77	—	80	—	75	—
Prison centrale à Gand. Id. de discipline et des jeunes condamnés.	369	—	15	—	—	—	—	—	—	—	384	—	161	—	180	—	146	—
Totaux	1,213	—	74	—	—	—	—	—	—	—	1,287	—	886	—	935	—	853	—
B. — Prisons secondaires.																		
Quartier commun des correctionnels de la prison centrale à Gand.	521	—	29	—	—	—	—	—	—	—	550	—	443	—	548	—	336	—
Prison à Saint-Gilles	603	—	12	—	3	—	—	—	65	—	683	—	747	49	847	80	652	16
Id. à Forest	345	128	8	4	8	4	—	—	—	—	361	136	383	128	484	167	307	101
Id. secondaire à Louvain.	140	27	6	3	3	1	6	—	22	—	177	31	131	26	180	39	89	13
Id. à Nivelles	104	15	5	1	1	—	—	—	7	—	117	16	105	12	122	18	99	8
Id. à Anvers.	357	61	9	3	5	2	—	—	20	—	391	66	509	78	658	105	412	59
Id. à Malines.	64	15	4	2	2	1	4	—	—	—	74	18	86	19	100	28	70	12
Id. à Turnhout.	147	15	9	1	3	—	—	—	—	—	159	16	163	24	214	41	137	11
Id. à Mons.	229	44	8	4	2	1	—	—	43	22	282	71	208	46	266	61	122	39
Id. à Charleroi	108	20	—	1	2	1	—	—	—	—	110	22	126	20	175	29	98	12
Id. à Tournai.	156	23	6	3	2	1	—	—	25	7	189	34	87	7	110	11	68	4
Id. secondaire à Gand. .	253	51	10	2	3	2	—	—	60	—	326	55	325	59	422	101	258	30
Id. à Termonde.	117	28	4	2	4	2	—	—	10	—	135	32	146	17	277	65	96	2
Id. à Audenarde	48	2	—	—	1	—	—	—	—	—	49	2	32	1	47	8	15	—
Id. à Bruges	218	57	3	2	3	1	1	—	—	—	225	60	173	39	298	60	116	21
Id. à Courtrai	130	13	4	1	2	1	—	—	—	—	136	15	96	21	118	49	77	4
Id. à Furnes	32	8	2	—	2	1	—	—	—	—	36	9	96	3	159	6	39	1
Id. à Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. à Liége.	182	53	4	2	2	2	—	—	8	—	196	57	146	30	201	43	119	20
Id. à Verviers	154	24	2	1	2	2	—	—	106	10	264	37	193	22	220	30	167	8
Id. à Huy	30	13	2	1	2	1	—	—	8	3	42	18	39	11	52	20	23	5
Id. à Tongres	44	12	—	—	—	—	—	—	—	—	44	12	22	4	41	7	8	2
Id. à Hasselt	6	2	—	—	—	—	—	—	—	—	6	2	20	3	46	9	1	—
Id. à Arlon	62	16	3	2	1	1	1	—	12	—	79	19	68	13	113	22	36	6
Id. à Marche.	13	2	—	—	—	—	—	—	—	—	13	2	8	1	17	4	2	—
Id. à Neufchâteau. . . .	19	7	1	1	1	1	—	—	6	—	27	9	11	3	27	7	4	1
Id. à Namur.	92	25	4	2	1	2	—	—	—	—	97	29	59	14	71	22	32	9
Id. à Dinant.	33	5	—	—	1	—	—	—	4	4	38	9	35	4	45	10	23	1
Totaux	4,207	666	135	38	56	27	12	—	396	46	4,806	777	4,445	654	5,858	1,042	3,397	367
Totaux généraux . .	5,420	666	209	38	56	27	12	—	396	46	6,093	777	5,331	654	6,793	1,042	4,250	367

LXX. — Mouvement général d'entrée et de sortie. — A. — Prisons centrales.

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS ET DES CATÉGORIES.	Population au 31 décembre 1915. — Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	ENTRÉES. Venant de l'état de liberté ou de la prison du lieu du jugement. — Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	Venant d'une autre prison ou pénitencier par voie de transformation provisoire ou translation dans un autre établissement. — Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	Total des entrées, y compris la population au 31 décembre 1915. — Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	SORTIES. Rendus à la liberté ou décédés. — Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	Transférés dans un autre établissement ou évadés. — Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	Total des sorties. — Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	JOURNÉES de détention. — Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Prison centrale à Louvain. Mort commuée en travaux forcés à perpétuité	79	—	79	—	—	—	2	—	2	81	—	81	—	—	—	10	—	10	10	—	10	71	—	71	27,589	—	27,589
Travaux forcés à perpétuité	90	—	90	2	—	2	1	—	1	100	—	100	1	—	1	1	—	1	2	—	2	89	—	89	33,094	—	33,094
Travaux forcés à temps	192	—	192	9	—	9	1	—	1	227	—	227	3	—	3	38	—	38	41	—	41	178	—	178	69,299	—	69,299
Détention perpétuelle	2	—	2	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	732	—	732
Détention à temps	5	—	5	—	—	—	—	—	—	5	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	1,880	—	1,880
Reclusion	53	—	53	28	—	28	1	—	1	82	—	82	6	—	6	17	—	17	23	—	23	59	—	59	21,850	—	21,850
Emprisonnement correctionnel	120	—	120	32	—	32	24	—	24	176	—	176	13	—	13	23	—	23	36	—	36	140	—	140	46,956	—	46,956
Quartier commun des criminels. Mort commuée en travaux forcés à perpétuité	40	—	40	—	—	—	5	—	5	45	—	45	2	—	2	1	—	1	3	—	3	42	—	42	14,622	—	14,622
Travaux forcés à perpétuité	38	—	38	—	—	—	7	—	7	45	—	45	1	—	1	3	—	3	4	—	4	41	—	41	14,372	—	14,372
Travaux forcés à temps	14	—	14	—	—	—	8	—	8	22	—	22	1	—	1	4	—	4	5	—	5	17	—	17	5,466	—	5,466
Reclusion	4	—	4	1	—	1	1	—	1	6	—	6	1	—	1	1	—	1	2	—	2	4	—	4	1,532	—	1,532
Quartier cellulaire. Mort commuée en travaux forcés à perpétuité	2	—	2	—	—	—	1	—	1	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	886	—	886
Travaux forcés à perpétuité	13	—	13	3	—	3	3	—	3	16	—	16	3	—	3	1	—	1	4	—	4	15	—	15	5,281	—	5,281
Travaux forcés à temps	10	—	10	1	—	1	5	—	5	16	—	16	1	—	1	1	—	1	2	—	2	11	—	11	3,669	—	3,669
Détention à temps	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	366	—	366
Reclusion	13	—	13	5	—	5	1	—	1	19	—	19	1	—	1	1	—	1	2	—	2	13	—	13	4,758	—	4,758
Emprisonnement correctionnel	38	—	38	5	—	5	7	—	7	50	—	50	13	—	13	5	—	5	18	—	18	32	—	32	13,126	—	13,126
Quartier de discipline et des jeunes condamnés. Indisciplinés	—	124	124	—	19	19	—	29	29	—	172	172	—	78	78	—	20	20	—	98	98	—	113	113	—	40,376	40,376
Jeunes condamnés	—	49	49	—	65	65	—	10	10	—	124	124	—	23	23	—	7	7	—	30	30	—	55	55	—	18,531	18,531
Totaux . . .	714	173	887	107	84	191	68	39	107	889	296	1,185	52	101	153	114	27	141	166	128	294	723	168	891	285,411	58,907	324,318

LXX (suite). — Mouvement général d'entrée et de sortie.

B. — *Prisons secondaires.*

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	POPULATION au 31 DÉCEMBRE 1915.			ENTRÉES.									Totaux des entrées y compris la population au 31 décembre 1915.			SORTIES.									POPULATION au 31 DÉCEMBRE 1916.			JOURNÉES DE DÉTENTION.	
				Venant de l'état de liberté.			Venant d'autres établissements ou réintégrés après évasion.			TOTAUX DES ENTRÉES.						Rendus à la liberté ou décédés.			Transférés dans d'autres établissements ou évadés.			TOTAUX DES SORTIES.							
	Hommes.	Femmes.	TOTAL.	Hommes.	Femmes.	TOTAL.	Hommes.	Femmes.	TOTAL.	Hommes.	Femmes.	TOTAL.	Hommes.	Femmes.	TOTAL.	Hommes.	Femmes.	TOTAL.	Hommes.	Femmes.	TOTAL.	Hommes.	Femmes.	TOTAL.	Hommes.	Femmes.	TOTAL.	Hommes.	Femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
Quartier commun des correctionnels de la prison centrale à Gand	346	—	346	131	—	131	590	—	590	721	—	721	1,067	—	1,067	395	—	395	265	—	265	660	—	660	407	—	407	162,194	—
Prison à Saint-Gilles	734	22	756	3,427	420	3,847	825	—	825	4,252	420	4,672	4,986	442	5,428	3,475	384	3,859	763	—	763	4,238	384	4,622	748	58	806	273,535	17,708
Id. à Forest	385	121	506	2,315	1,684	3,999	1,387	186	1,573	3,702	1,870	5,572	4,087	1,991	6,078	2,145	1,662	3,807	1,614	216	1,830	3,759	1,878	5,637	328	113	441	140,051	47,012
Id. secondaire à Louvain	165	16	181	613	173	786	129	19	148	742	192	934	907	208	1,115	635	151	786	166	34	200	801	185	986	106	23	129	47,851	9,341
Id. à Nivelles	103	9	112	559	64	623	132	12	144	691	76	767	794	85	879	576	67	643	121	3	124	697	70	767	97	15	112	38,577	4,317
Id. à Anvers	557	97	654	3,268	1,286	4,554	318	19	337	3,586	1,305	4,891	4,143	1,402	5,545	3,128	1,278	4,406	461	31	492	3,589	1,309	4,898	554	93	647	186,288	28,402
Id. à Malines	91	12	103	560	99	659	70	9	79	630	108	738	721	120	841	525	87	612	103	13	116	628	100	728	93	20	113	31,322	7,026
Id. à Turnhout	144	21	165	1,406	382	1,788	157	7	164	1,563	389	1,952	1,707	410	2,117	1,337	378	1,715	158	3	161	1,495	381	1,876	212	29	241	59,651	8,896
Id. à Mons	126	31	157	676	132	808	150	9	159	826	141	967	952	172	1,124	587	106	693	162	20	182	749	126	875	203	46	249	75,980	16,883
Id. à Charleroi	126	18	144	675	123	798	229	21	250	904	144	1,048	1,030	162	1,192	506	88	594	401	47	448	907	135	1,042	123	27	150	46,139	7,433
Id. à Tournai	75	7	82	363	25	388	38	1	39	401	26	427	476	33	509	323	20	343	85	4	89	408	24	432	68	9	77	31,992	2,608
Id. secondaire à Gand	279	31	310	6,534	1,983	8,517	266	10	276	6,800	1,993	8,793	7,079	2,024	9,103	6,342	1,934	8,276	432	22	454	6,774	1,956	8,730	305	68	373	119,041	21,458
Id. à Termonde	110	11	121	2,995	564	3,559	59	10	69	3,054	574	3,628	3,164	585	3,749	2,993	550	3,543	41	4	45	3,034	554	3,588	130	31	161	53,399	6,206
Id. à Audenarde	29	—	29	261	33	294	73	—	73	334	33	367	363	33	396	221	30	251	126	3	129	347	33	380	16	—	16	11,570	382
Id. à Bruges	176	32	208	3,351	666	4,017	20	4	24	3,371	670	4,041	3,547	702	4,249	3,373	674	4,047	47	1	48	3,420	675	4,095	127	27	154	63,339	14,209
Id. à Courtrai	81	12	93	493	900	1,393	67	2	69	560	902	1,462	641	914	1,555	449	899	1,348	97	4	101	546	903	1,449	95	11	106	35,287	7,725
Id. à Furnes	80	4	84	2,310	19	2,329	62	—	62	2,372	19	2,391	2,452	23	2,475	413	10	423	1,892	11	1,903	2,305	21	2,326	147	2	149	35,075	982
Id. à Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. à Liége	168	36	204	1,058	348	1,406	362	48	410	1,420	396	1,816	1,588	432	2,020	959	329	1,288	477	83	560	1,436	412	1,848	152	20	172	53,447	11,117
Id. à Verviers	203	8	211	386	136	522	227	24	251	613	160	773	816	168	984	418	132	550	208	11	219	626	143	769	190	25	215	69,362	8,059
Id. à Huy	25	8	33	487	52	539	46	12	58	533	64	597	558	72	630	433	49	482	79	11	90	512	60	572	46	12	58	14,126	4,028
Id. à Tongres	12	4	16	115	20	135	80	8	88	195	28	223	207	32	239	71	17	88	114	12	126	185	29	214	22	3	25	7,938	1,335
Id. à Hasselt	25	2	27	141	21	165	26	41	67	170	62	232	195	64	259	163	25	188	28	38	66	191	63	254	4	1	5	7,218	1,055
Id. à Arlon	102	6	108	945	218	1,163	11	11	22	956	229	1,185	1,058	235	1,293	977	197	1,174	19	22	41	996	219	1,215	62	16	78	24,975	4,817
Id. à Marche	8	—	8	211	21	232	2	—	2	213	21	234	221	21	242	190	20	210	16	—	16	206	20	226	15	1	16	2,999	187
Id. à Neufchâteau	14	2	16	147	30	177	4	4	8	151	34	185	165	36	201	130	30	160	13	3	16	143	33	176	22	3	25	4,112	920
Id. à Namur	41	11	52	253	63	316	80	19	99	333	82	415	374	93	467	193	63	256	136	21	157	329	84	413	45	9	54	18,303	5,132
Id. à Dinant	38	6	44	300	62	362	17	2	19	317	64	381	355	70	425	291	63	354	40	3	43	331	66	397	24	4	28	12,763	1,536
TOTAUX	4,243	527	4,770	33,983	9,524	43,507	5,427	478	5,905	39,410	10,002	49,412	43,653	10,529	54,182	31,248	9,243	40,491	8,064	620	8,684	39,312	9,863	49,175	4,341	666	5,007	1,626,510	238,825

LXXI. — Répartition des journées de détention (1).

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	JOURNÉES DE TRAVAIL. Service domestique.	Service industriel.	Total.	de repos.	de maladie emportant dispense du travail.	d'infirmes ou d'incapables.	de punition emportant privation du travail	Total des journées de détention.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
A. — Prisons centrales.								
Prison centrale à Louvain	26,122 1/2	119 627 1/2	145,750	47,796	7.597	—	187	201,330
Prison centrale à Gand. Quartier commun des criminels	4,016 1/2	23,326	27,342 1/2	4,639	3,359	624 1/2	30	35,995
Prison centrale à Gand. Quartier cellulaire	4,619	14,126	18,745	8,010	1,167	158	6	28,086
Prison centrale à Gand. Quartier de discipline	2,846	29,730	32,576	6,766	959	—	75	40,376
Prison centrale à Gand. Quartier des jeunes condamnés	813	14,314	15,127	3,258	137	—	9	18,531
Totaux	38,417	201,123 1/2	239,540 1/2	70,469	13,219	782 1/2	307	324,318
B. — Prisons secondaires.								
Quartier commun des correctionnels de la prison centrale à Gand	31,712	82,224 1/2	113,936 1/2	42,747	4,888	400 1/2	222	162,194
Prison à Saint-Gilles	24,107	93,117 1/2	117,224 1/2	165,371 1/2	8,049	527	161	291,333
Id. à Forest	17,693	81,802	99,495	83,751	3,500	—	320	187,066
Id. secondaire à Louvain	6,408	20,095	26,503	29,045	369	1,210	65	57,192
Id. à Nivelles	2,107	20,776	22,883	19,810	47	145	9	42,894
Id. à Anvers	14,403	36,754	51,157	162,010	1,508	—	15	214,690
Id. à Malines	2,995	5,999	8,994	29,354	—	—	—	38,348
Id. à Turnhout	4,990	5,708	10,698	57,696	51	—	15	68,460
Id. à Mons	8,494	31,503	39,997	52,801	—	—	65	92,863
Id. à Charleroi	3,718	16,376	20,094	33,077	163	191	47	53,572
Id. à Tournai	4.670	10,836	15,506	19.079	—	—	15	34,600
Id. secondaire à Gand	8,013 1/2	30,515	38,528 1/2	99,131 1/2	2,811	—	29	140,500
Id. à Termonde	6,276	2,387	8,663	50,545	84	368	5	59,665
Id. à Audenarde	1,124 1/2	1,145	2,269 1/2	9,538 1/2	102	—	42	11,952
Id. à Bruges	6,903 1/2	2,729	9,632 1/2	67,327 1/2	222	366	—	77,548
Id. à Courtrai	4.217	5,713 1/2	9,930 1/2	32,723 1/2	356	—	—	43,010
Id. à Furnes	1,519	294	1,813	33,778	466	—	—	36,057
Id. à Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. à Liége	6,486	35,713	42,199	22,217	135	—	13	64,564
Id. à Verviers	8,336 1/2	7.333 1/2	15,660	59,855	429	1,408	69	77,421
Id. à Huy	2,222	11,300	13,522	4,597	21	12	2	18,154
Id. à Tongres	1,992	2,588	4,580	4,691	—	—	—	9,271
Id. à Hasselt	1,146	762	1,908	6,365	—	—	—	8,278
Id. à Arlon	2,893	2,317	5,210	24,148	374	51	9	29,792
Id. à Marche	288	—	288	2,808	—	—	—	3,096
Id. à Neufchâteau	1,223	1,537	2,760	2,269	—	—	3	5,032
Id. à Namur	3,667	11.105	14,772	7,812	893	—	18	23,495
Id. à Dinant	1,195	27	1,222	13,059	—	—	12	14,293
Totaux	178,789	520,657	699,446	1,135,606 1/2	24,468	4,678 1/4	1,136	1,865,335
Totaux généraux	217,206	721,780 1/2	938,986 1/2	1,206,075 1/2	37,687	5,461	1,443	2,189,653

(1) Non compris les journées d'entretien ni des aliénés dans les asiles ni des malades dans les hôpitaux.

LXXII. — Mouvement d'entrée et de sortie des écoles.

POPULATION.	A. — *Prisons centrales.* Hommes fréquentant l'école à titre: obligatoire.	facultatif.	Total.	Jeunes condamnés et indisciplinés fréquentant l'école à titre: obligatoire.	facultatif.	Total.	B. — *Prisons secondaires.* Hommes fréquentant l'école à titre: obligatoire.	facultatif.	Total.	Femmes fréquentant l'école à titre: obligatoire.	facultatif.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Population de l'école au 1er janvier	549	—	549	173	—	173	689	7	696	62	9	71
Détenus admis à l'école pendant l'année	139	—	139	123	—	123	833	26	859	111	64	175
Totaux	688	—	688	296	—	296	1,522	33	1,555	173	73	246
Détenus sortis de l'école pendant l'année	134	—	134	128	—	128	834	19	853	91	70	161
Population de l'école au 31 décembre	554	—	554	168	—	168	688	14	702	82	3	85
Détenus dispensés de l'école pendant l'année	5	—	5	—	—	—	34	—	34	—	—	—
Détenus exclus de l'école pendant l'année	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

LXXIII. — Répartition de l'effectif des détenus fréquentant l'école de la prison au 31 décembre, suivant l'instruction, avant et depuis l'entrée.

A. — *Prisons centrales.*

CATÉGORIES.	Etat de l'effectif au 31 décembre, suivant le degré d'instruction. — AVANT L'ENTRÉE. — Ne sachant ni lire ni écrire.		Sachant lire et écrire imparfaitement.		Sachant bien lire et écrire.		Instruction supérieure à ces degrés.		TOTAL.		ILLETTRÉS AVANT APPRIS à lire.	
	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Condamnés criminels	99	—	147	—	94	—	64	—	404	—	14	—
Condamnés correctionnels	43	—	77	—	18	—	12	—	150	—	4	—
Elèves du quartier de discipline	—	25	—	68	—	20	—	—	—	113	—	8
Détenus du quartier des jeunes condamnés	—	10	—	36	—	9	—	—	—	55	—	4
TOTAUX	142	35	224	104	112	29	76	—	554	168	18	12

CATÉGORIES.	DEPUIS L'ENTRÉE. — ILLETTRÉS AVANT APPRIS à lire et à écrire.		à lire, à écrire et à calculer.		Sachant lire et écrire imparfaitement et ayant appris à lire et à écrire.		à lire, à écrire et à calculer.		Sachant lire et écrire, ayant reçu le complément de l'instruction primaire.		N'ayant fait aucun progrès.		Demeurés illettrés.		TOTAL.	
	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.
1	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28.	29
Condamnés criminels	36	—	38	—	33	—	109	—	89	—	74	—	11	—	404	—
Condamnés correctionnels	13	—	22	—	17	—	55	—	16	—	19	—	4	—	150	—
Elèves du quartier de discipline	—	8	—	6	—	16	—	33	—	12	—	27	—	3	—	113
Détenus du quartier des jeunes condamnés	—	—	—	2	—	12	—	11	—	4	—	18	—	4	—	55
TOTAUX	49	8	60	8	50	28	164	44	105	16	93	45	15	7	554	168

B. — *Prisons secondaires.*

CATÉGORIES.	Etat de l'effectif au 31 décembre, suivant le degré d'instruction. — AVANT L'ENTRÉE. — Ne sachant ni lire ni écrire.		Sachant lire et écrire imparfaitement.		Sachant bien lire et écrire.		Instruction supérieure à ces degrés.		TOTAL.		ILLETTRÉS AVANT APPRIS à lire.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Condamnés criminels	—	1	—	10	—	—	—	—	—	11	—	1
Condamnés correctionnels	124	10	399	52	163	10	15	—	701	72	9	1
Condamnés de police	—	1	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—
Mineurs gardés préventivement dans la maison d'arrêt	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—
TOTAUX	124	12	400	63	163	10	15	—	702	85	9	2

CATÉGORIES.	DEPUIS L'ENTRÉE. — ILLETTRÉS AVANT APPRIS à lire et à écrire.		à lire, à écrire et à calculer.		Sachant lire et écrire imparfaitement et ayant appris à lire et à écrire.		à lire, à écrire et à calculer.		Sachant lire et écrire, ayant reçu le complément de l'instruction primaire.		N'ayant fait aucun progrès.		Demeurés illettrés.		TOTAL.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
Condamnés criminels	—	—	—	—	—	1	—	9	—	—	—	—	—	—	—	11
Condamnés correctionnels	21	4	74	2	52	12	318	39	159	8	48	3	20	3	701	72
Condamnés de police	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Mineurs gardés préventivement dans la maison d'arrêt	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
TOTAUX	21	5	74	2	53	14	318	48	159	8	48	3	20	3	702	85

LXXIV. — Punitions Infligées aux détenus pendant l'année.

CATÉGORIES.	Nombre des détenus punis.	INFRACTIONS — Abus de la faculté de correspondre.	Accusations et réclamations non fondées.	Avoir — confectionné des objets en fraude.	Avoir — fumé en cellule.	Avoir — jeté des objets divers aux préaux ou par la fenêtre.	Avoir — tenté d'introduire de l'argent ou du tabac lors de son entrée.	Avoir — détérioré ses effets d'habillement ou de coucher.	Avoir — été vu à la fenêtre de sa cellule.	Bavardage.	Bris volontaire d'outils, etc.	Communications et tentatives de communication.	Dégradations aux bâtiments et au mobilier.	Dégradation ou destruction de matières premières.	Indiscipline, incondulte, inquerte, insultes, insolence, réponses inconvenantes, inconvenance, menaces, refus d'obéissance et de travail, interruption du silence, désordre, bruit, tapage et chant.	Injures, outrages, mensonges, calomnies	Malpropreté, paresse.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
A. — *Prisons centrales.*																	
Condamnés criminels. forçats.	180	—	2	—	7	2	—	2	8	—	—	28	73	1	51	3	—
Condamnés criminels. reclusionnaires	36	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	7	17	—	11	—	—
Condamnés criminels. à la détention	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	—	—
Condamnés correctionnels	105	2	1	—	2	1	—	5	1	—	—	20	51	1	24	1	—
Totaux	325	2	3	—	9	4	—	7	10	—	—	57	142	2	87	4	—
Jeunes condamnés	18	—	1	1	—	—	—	2	—	—	—	1	11	—	2	—	—
Indisciplinés.	75	—	8	—	—	—	—	2	—	—	—	—	28	—	24	—	—
Totaux	93	—	9	1	—	—	—	4	—	—	—	1	39	—	26	—	—
B. — *Prisons secondaires.*																	
Hommes. Prévenus et accusés	749	10	5	—	62	4	15	13	37	3	8	288	162	4	140	30	22
Hommes. Condamnés criminels forçats.	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	1	—
Hommes. Condamnés criminels reclusionnaires	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—
Hommes. Condamnés correctionnels	1,775	52	125	—	21	4	66	23	42	23	22	559	310	18	575	91	12
Hommes. Condamnés de police	7	—	—	—	—	—	—	1	—	1	2	—	1	—	2	—	—
Hommes. Autres catégories	76	—	—	—	—	—	1	2	3	—	1	3	51	—	11	2	2
Totaux	2,614	69	130	—	83	8	82	39	82	27	33	852	527	22	729	124	36
Femmes. Prévenues et accusées	16	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	2	1	—	7	2	—
Femmes. Condamnées criminelles forçats.	4	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	2	—	2	—	—
Femmes. Condamnées criminelles reclusionnaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Femmes. Condamnées correctionnelles	71	—	2	—	—	1	—	—	6	—	2	29	14	—	22	3	—
Femmes. Condamnées de police	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—
Femmes. Autres catégories	10	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	2	—	7	1	1
Totaux	104	—	2	—	—	1	—	2	8	—	3	34	20	—	38	6	1

PRONONCÉES. — Mauvais travail volontaire. Mauvaise volonté au travail.	Possession d'objets interdits.	Soustraction d'objets appartenant — à l'établissement.	Soustraction d'objets appartenant — aux détenus.	Tentative d'évasion.	Trafics et tentatives de corruption.	Voies de fait sur les surveillants ou sur les codétenus.	Avoir falsifié les inscriptions faites dans son livret de travail.	Total des infractions.	PUNITIONS INFLIGÉES. — Punitions prononcées conditionnellement.	Réprimandes et avertissements.	Remboursement du dommage causé.	Privation de faveurs.	Mise au pain et à l'eau en cellule ordinaire ou dans le quartier.	Placement en cellule ordinaire avec ou sans la mise au pain et à l'eau de détenus des quartiers communs.	Reclusion dans une cellule de répression avec ou sans la mise au pain et à l'eau pour un terme — maximum de 3 jours.	Reclusion dans une cellule de répression avec ou sans la mise au pain et à l'eau pour un terme — de 4 à 9 jours.	Réduction de la ration de pain.	Totaux — des punitions.	Totaux — des journées de punition emportant privation de travail.	Totaux — des journées de punition autres.
19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39
—	1	2	—	—	9	6	—	195	2	—	74	40	38	16	14	1	8	193	129	2,357
—	—	1	—	—	2	—	—	40	—	—	16	8	6	1	6	—	1	38	19	376
—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	1	1	1	—	—	—	1	4	—	34
1	—	—	—	—	3	1	—	114	—	—	55	27	16	—	8	4	6	116	75	1,398
1	1	3	—	—	14	7	—	353	2	—	146	76	61	17	28	5	16	351	223	4,165
—	—	—	—	—	1	—	—	19	—	—	12	—	1	5	—	—	—	18	9	1
2	3	1	—	—	4	10	—	82	—	—	30	—	1	45	—	—	—	76	75	1
2	3	1	—	—	5	10	—	101	—	—	42	—	2	50	—	—	—	94	84	2
—	10	4	1	4	12	11	—	851	21	23	171	262	285	14	42	10	—	828	170	5,801
—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	1	—	2	—	1	—	—	4	3	6
—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	2	1	—	—	—	—	—	3	—	30
14	28	12	9	5	36	51	—	2,098	48	38	354	659	548	162	150	31	—	1,990	877	20,921
—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	—	4	—	1	—	2	—	—	7	3	1
1	—	—	—	1	2	—	—	80	1	—	49	1	16	1	10	—	—	78	24	24
15	38	16	10	10	50	62	—	3,044	70	61	581	923	852	177	205	41	—	2,910	1,077	26,783
—	—	—	—	—	—	3	—	18	1	—	1	—	8	—	5	1	—	16	20	13
—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	2	—	—	—	2	—	—	4	5	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	2	—	—	—	—	83	2	4	13	30	29	2	8	1	—	89	28	810
—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	1	1	1	—	—	—	—	3	—	8
—	—	—	—	—	—	—	—	13	—	—	—	1	7	—	3	—	—	11	6	10
1	—	1	2	—	—	3	—	122	3	4	17	32	45	2	18	2	—	123	59	841

SERVICE MÉDICAL.

LXXV. — Détenus traités pendant l'année. — A. — *Prisons centrales.*

DÉSIGNATION DES MALADIES.	DÉTENUS en traitement au 31 décembre 1915.			DÉTENUS pris en traitement pendant l'année.			TOTAL.			DÉTENUS DONT LE TRAITEMENT A CESSÉ PENDANT L'ANNÉE.									DÉTENUS EN TRAITEMENT au 31 décembre 1916.			DÉTENUS traités à l'infirmerie. — JOURNÉES DE MALADIE.			DÉTENUS traités en cellule ordinaire ou dans les quartiers. — JOURNÉES DE MALADIE.		
										GUÉRIS.			TRANSFÉRÉS dans un asile d'aliénés ou un hôpital.			LIBÉRÉS, GRACIÉS, transférés dans d'autres prisons.			DÉCÉDÉS.			TOTAL.								
	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
Maladies générales	13	—	13	37	8	45	50	8	58	25	2	27	2	1	3	2	3	5	5	1	6	34	7	41	16	1	17	5,339	402	5,741	—	—	—
Id. du système nerveux et des organes des sens	6	—	6	1	—	1	7	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	2	—	2	5	—	5	1,979	—	1,979	—	—	—
Maladies de l'appareil circulatoire	3	—	3	15	1	16	18	1	19	10	1	11	—	—	—	—	—	—	3	—	3	13	1	14	5	—	5	1,121	7	1,128	—	—	—
Id. id. respiratoire	6	1	7	16	3	19	22	4	26	13	3	16	1	—	1	—	—	—	—	1	1	14	4	18	8	—	8	2,196	267	2,463	—	—	—
Id. id. digestif	4	—	4	6	2	8	10	2	12	5	1	6	2	—	2	—	—	—	1	—	1	8	1	9	2	1	3	1,324	71	1,395	—	—	—
Id. id. génito-urinaire et de ses annexes	1	—	1	1	—	1	2	—	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	104	—	104	—	—	—
Maladies de la peau et du tissu cellulaire	1	—	1	1	2	3	2	2	4	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	2	1	3	15	349	364	366	—	366
Id. des organes de la locomotion	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vices de conformation	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	44	—	44	—	—	—
Vieillesse	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Affections produites par des causes extérieures	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maladies mal définies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	34	1	35	79	16	95	113	17	130	55	7	62	5	1	6	2	4	6	12	2	14	73	14	87	39	3	42	12,123	1,096	13,219	366	—	366

B. — *Prisons secondaires.*

DÉSIGNATION DES MALADIES.	DÉTENUS en traitement au 31 décembre 1915.			DÉTENUS pris en traitement pendant l'année.			TOTAL.			DÉTENUS DONT LE TRAITEMENT A CESSÉ PENDANT L'ANNÉE.									DÉTENUS EN TRAITEMENT au 31 décembre 1916.			DÉTENUS traités à l'infirmerie. — JOURNÉES DE MALADIE.			DÉTENUS traités en cellule ordinaire ou dans les quartiers. — JOURNÉES DE MALADIE.		
										GUÉRIS.			Transférés dans un asile d'aliénés ou un hôpital.			Libérés, graciés, transférés dans d'autres prisons.			DÉCÉDÉS.			TOTAL.								
	Hommes.	Femmes.	TOTAL	Hommes.	Femmes.	TOTAL	Hommes.	Femmes.	TOTAL	Hommes.	Femmes.	TOTAL	Hommes.	Femmes.	TOTAL	Hommes.	Femmes.	TOTAL	Hommes.	Femmes.	TOTAL	Hommes.	Femmes.	TOTAL	Hommes.	Femmes.	TOTAL	Hommes.	Femmes.	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
Maladies générales	30	24	54	304	109	413	334	133	467	169	49	218	11	3	14	87	56	143	9	—	9	276	108	384	58	25	83	5,239	692	5,931	8,437	9,212	17,649
Id. du système nerveux et des organes des sens	8	4	12	31	4	35	39	8	47	12	3	15	2	1	3	17	1	18	2	—	2	33	5	38	6	3	9	1,190	—	1,190	1,341	1,203	2,544
Id. de l'appareil circulatoire	3	—	3	50	8	58	53	8	61	21	5	26	1	—	1	21	2	23	4	1	5	47	8	55	6	—	6	876	80	956	1,757	473	2,230
Id. id. respiratoire	12	1	13	91	4	95	103	5	108	47	—	47	—	—	—	24	5	29	7	—	7	78	5	83	25	—	25	1,868	—	1,868	2,383	231	2,617
Id. id. digestif	35	6	41	162	10	172	197	16	213	117	10	127	6	—	6	50	—	50	2	—	2	175	10	185	22	6	28	1,994	824	2,818	6,925	1,244	8,169
Id. id. génito-urinaire et de ses annexes	3	1	4	13	1	14	16	2	18	7	—	7	1	1	2	3	1	4	1	—	1	12	2	14	4	—	4	464	—	464	424	57	481
Etat puerpéral	—	—	—	—	2	2	—	2	2	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	71	71
Maladies de la peau et du tissu cellulaire	1	—	1	28	4	32	29	4	33	18	2	20	1	—	1	5	2	7	1	—	1	25	4	29	4	—	4	471	—	471	452	270	722
Id. des organes de la locomotion	—	—	—	3	—	3	3	—	3	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2	—	2	1	—	1	174	—	174	128	—	128
Vices de conformation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vieillesse	2	2	4	7	1	8	9	3	12	—	—	—	—	—	—	2	2	4	—	—	—	2	2	4	7	1	8	474	366	840	271	453	724
Affections produites par des causes extérieures	2	—	2	6	—	6	8	—	8	3	—	3	—	—	—	2	—	2	2	—	2	7	—	7	1	—	1	438	—	438	53	—	53
Maladies mal définies	1	—	1	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	60	—	60
TOTAUX	97	38	135	695	143	838	792	181	973	396	70	466	22	6	28	122	69	281	28	1	29	658	146	804	134	35	169	13,188	1,962	15,150	22,231	13,217	35,448

LXXVI. — Décès pendant l'année.

A. — *Prisons centrales.*

DÉSIGNATION DES MALADIES.	Nombre total des décédés.	NOMBRE DE DÉCÉDÉS SUIVANT L'AGE.							NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la catégorie pénale.				NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la saison.				NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la durée de la détention.									NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la durée du traitement médical.									NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant l'état de santé à l'entrée.		
		Moins de 18 ans.	18 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	Plus de 60 ans	Forçats.	Réclusionnaires.	Condamnés à l'emprisonnement.	Élèves à la disposition du gouvernement.	1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.	Moins de 1 an.	De 1 à 2 ans.	Plus de 2 à 3 ans.	Plus de 3 à 5 ans.	Plus de 5 à 10 ans.	Plus de 10 à 15 ans.	Plus de 15 à 20 ans.	Plus de 20 à 25 ans.	Plus de 25 ans.	Moins de 15 jours.	15 jours à 1 mois.	Plus de 1 à 2 mois.	Plus de 2 à 3 mois.	Plus de 3 à 4 mois.	Plus de 4 à 5 mois.	Plus de 5 à 6 mois.	Plus de 6 mois à 1 an.	Plus de 1 an.	BON.	MAUVAIS. Existence de la maladie qui a occasionné le décès. Oui.	MAUVAIS. Existence de la maladie qui a occasionné le décès. Non.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38
Maladies générales	6	—	1	5	—	—	—	—	1	2	2	1	2	1	2	1	—	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	3	2	6	—	—
Id. du système nerveux et des sens.	2	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—
Id. de l'appareil circulatoire	3	—	—	1	—	1	—	1	3	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	1	3	—	—
Id. id. respiratoire	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—
Id. id. digestif	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Affections dues à des causes extérieures	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—
Totaux	14	—	2	7	1	1	1	2	7	2	3	2	3	4	4	3	—	2	2	5	2	—	—	—	3	2	1	—	1	—	1	—	3	6	14	—	—
Morts subites	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—										—	—	—
Totaux généraux	14	—	2	7	1	1	1	2	7	2	3	2	3	4	4	3	—	2	2	5	2	—	—	—	3										14	—	—

B. — *Prisons secondaires.*

DÉSIGNATION DES MALADIES.		Nombre total des décédés.	NOMBRE DE DÉCÉDÉS SUIVANT L'AGE.							NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la catégorie pénale.				NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la saison.				NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la durée de la détention.					NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la durée du traitement médical.									NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant l'état de santé à l'entrée.		
			Moins de 18 ans.	18 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	Plus de 60 ans.	Prévenus et accusés.	Mendiants et vagabonds.	Passagers en destination de la frontière.	Condamnés.	1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.	Moins de 6 mois.	6 mois et moins de 1 an.	1 à 2 ans.	Plus de 2 à 3 ans.	Plus de 3 ans.	Moins de 15 jours.	15 jours à 1 mois.	Plus de 1 à 2 mois.	Plus de 2 à 3 mois.	Plus de 3 à 4 mois.	Plus de 4 à 5 mois.	Plus de 5 à 6 mois.	Plus de 6 mois à 1 an.	Plus de 1 an.	BON.	MAUVAIS. Existence de la maladie qui a occasionné le décès. Oui.	MAUVAIS. Existence de la maladie qui a occasionné le décès. Non.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
Maladies générales	Hommes.	9	—	—	5	4	—	—	—	1	1	—	7	—	4	4	1	4	2	1	—	2	—	1	5	—	1	—	—	1	1	5	4	—
Id. du système nerveux et des organes des sens	Id.	2	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	—	1	1	—	1	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—
Id. de l'appareil circulatoire	Id.	4	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	4	1	—	2	1	—	1	1	2	—	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	3	1	—
	Femmes.	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Id. id. respiratoire	Hommes.	7	—	1	—	1	2	3	—	—	1	—	6	1	2	2	2	—	3	3	1	—	5	2	—	—	—	—	—	—	—	6	1	—
Id. id. digestif	Id.	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	2	—	—	2	—	1	—	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—
Id. id. génito-urinaire et de ses annexes	Id.	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—
Id. de la peau et du tissu cellulaire	Id.	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
Affections produites par des causes extérieures	Id.	2	1	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	1	—	—	1	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—
Totaux	Hommes.	28	1	2	6	7	3	6	3	3	3	—	22	4	7	11	6	7	7	9	3	2	11	5	6	2	2	—	—	1	1	22	6	—
	Femmes.	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Morts subites		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—										—	—	—
Totaux généraux		29	1	2	6	7	3	7	3	3	3	—	23	5	7	11	6	8	7	9	3	2										22	7	—

LXXVII. — Suicides et tentatives de suicide pendant l'année.

A. — *Prisons centrales.*

CATÉGORIES.	TOTAL des suicides		AGE.					ÉTAT CIVIL.			ANTÉCÉDENTS.		NATURE DE L'INFRACTION.				DURÉE DE LA CONDAMNATION.				MODE EMPLOYÉ.			DURÉE DE LA DÉTENTION SUBIE.				
	accomplis.	tentés.	Moins de 21 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	Plus de 50 ans.	Célibataires.	Mariés ou veufs avec enfants.	Mariés ou veufs sans enfants.	Récidivistes.	Non récidivistes.	Attentat contre les personnes.	Attentat contre les propriétés.	Attentat contre les mœurs.	Mise à la disposition du gouvernement.	A perpétuité.	De plus de 5 à 10 ans.	De plus de 10 à 20 ans.	Mise à la disposition du gouvernement.	Pendaison.	Blessures au moyen d'instrument tranchant.	Empoisonnement.	Moins de 1 an.	1 an et moins de 2 ans.	2 ans et moins de 3 ans.	3 ans jusqu'à 5 ans.	Plus de 5 ans.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	
Condamnés aux T. F. P. . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elèves du quartier de discipline	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux généraux . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

B. — *Prisons secondaires.*

CATÉGORIES	TOTAL des suicides		AGE.					ÉTAT CIVIL.			ANTÉCÉDENTS.			NATURE DE L'INFRACTION.					DURÉE DE LA CONDAMNATION.							MODE EMPLOYÉ.				DURÉE DE LA DÉTENTION SUBIE.								
	accomplis.	tentés.	Moins de 21 ans	21 à 30 ans	31 à 40 ans	41 à 50 ans	Plus de 50 ans	Célibataires.	Mariés ou veufs avec enfants.	Mariés ou veufs sans enfants.	Non connus.	Récidivistes.	Non récidivistes.	Attentat contre les personnes.	Attentat contre les propriétés.	Attentat contre les mœurs.	Inconduite.	Etrangers sans moyens d'existence.	Vagabondage.	Moins de 1 mois.	1 mois à 3 mois.	Plus de 3 à 6 mois.	Plus de 6 mois à 1 an.	Plus de 1 an.	Mort commuée en T. F. P.	Strangulation ou pendaison.	Blessures au moyen d'instrument tranchant.	Absorption d'un liquide corrosif.	Saut par dessus la balustrade.	1 jour et moins.	Plus de 1 à 15 jours.	Plus de 15 jours à 1 mois.	Plus de 1 à 6 mois.	Plus de 6 mois et moins de 1 an.	1 an et moins de 2 ans.	2 ans et moins de 3 ans.	3 ans jusqu'à 5 ans.	Plus de 5 ans.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39
Prévenus et accusés — Hommes	5	8	4	1	3	3	2	8	4	1	1	4	8	3	9	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	—	—	2	—	8	2	3	—	—	—	—	—
Prévenus et accusés — Femmes.	2	—	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
Condamnés — Hommes	1	9	2	5	2	1	—	5	3	2	2	6	2	—	10	—	—	—	—	—	—	—	3	4	3	—	9	—	1	—	1	—	1	8	—	—	—	—	—
Condamnés — Femmes.	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Mendiants et vagabonds : Hommes.	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Mineurs gardés préventivement : Garçons.	—	2	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Totaux — Hommes et Garçons.	6	20	9	6	5	4	2	16	7	3	3	10	13	3	19	1	2	—	1	—	—	3	4	3	1	23	—	1	2	3	8	4	11	—	—	—	—	—
Totaux — Femmes.	2	1	—	1	—	2	—	—	3	—	—	—	3	1	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	—	3	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—
Totaux généraux.	8	21	9	7	5	6	2	16	10	3	3	10	16	4	19	3	2	—	1	—	—	4	4	3	1	26	—	1	2	3	9	4	12	1	—	—	—	—

LXXVIII. — Aliénés colloqués pendant l'année. — Condition au moment de la collocation.

A. — *Prisons centrales.*

ÉTABLISSEMENTS.	Nombre des aliénés.	AGE.							ÉTAT-CIVIL.			ANTÉCÉDENTS.		NATURE DE L'INFRACTION.				NATURE DE LA CONDAMNATION.						DURÉE DE LA DÉTENTION.				
		Moins de 18 ans.	18 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	Plus de 60 ans.	Célibataires.	Mariés ou veufs avec enfants.	Mariés ou veufs sans enfants.	Récidivistes.	Non récidivistes.	Attentat contre les personnes.	Attentat contre les propriétés.	Attentat contre les mœurs.	Vagabondage.	Mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	Travaux forcés à perpétuité.	Travaux forcés à temps.	Réclusion.	Emprisonnement correctionnel.	Mise à la disposition du gouvernement.	Moins de 1 an.	1 à 2 ans.	Plus de 2 à 3 ans.	Plus de 3 à 5 ans.	Plus de 5 ans.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
Prison centrale à Louvain	6	—	—	2	1	3	—	—	3	3	—	2	4	5	1	—	—	3	—	2	—	1	—	—	—	1	—	5
Prison centrale à Gand. Quartier commun des criminels.	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—
Prison centrale à Gand. Quartier cellulaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Prison centrale à Gand. Quartier de discipline	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Prison centrale à Gand. Quartier des jeunes condamnés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux	7	—	—	3	1	3	—	—	4	3	—	2	5	6	1	—	—	3	—	2	1	1	—	—	—	1	1	5

B. — *Prisons secondaires.*

CATÉGORIES.	Nombre des aliénés.	AGE.							ÉTAT CIVIL.			ANTÉCÉDENTS.			NATURE DE L'INFRACTION.			NATURE ET DURÉE DE LA CONDAMNATION.									DURÉE DE LA DÉTENTION SUBIE.						
		Moins de 18 ans.	18 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	Plus de 60 ans.	Célibataires.	Mariés ou veufs avec enfants.	Mariés ou veufs sans enfants.	Non connus.	Récidivistes.	Non récidivistes.	Attentat contre les personnes.	Attentat contre les propriétés.	Attentat contre les mœurs.	Passagers.	Mendicité et vagabondage.	Peine criminelle. Mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	Peine criminelle. Travaux forcés à perpétuité.	Peine criminelle. Travaux forcés à temps.	Peine correctionnelle de moins de 6 mois.	Peine correctionnelle de 6 mois à 1 an.	Peine correctionnelle de plus de 1 à 3 ans.	Peine correctionnelle de plus de 3 à 5 ans.	Peine correctionnelle de plus de 5 ans.	Peine de police.	Mise à la disposition du gouvernement.	Moins de 1 mois.	1 mois et moins de 6 mois.	6 mois et moins de 1 an.	1 à 2 ans.	Plus de 2 à 3 ans.	Plus de 3 à 5 ans.	Plus de 5 ans.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37
Prévenus et accusés. Hommes.	50	4	5	13	15	8	4	1	36	10	4	—	21	29	14	19	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	33	2	—	—	—	—
Prévenus et accusés. Femmes.	5	—	—	2	1	2	—	—	—	5	—	—	—	5	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	1	—	—	—
Condamnés Hommes.	14	—	2	4	7	—	1	—	6	3	5	1	9	4	2	11	1	—	—	—	2	—	2	2	5	3	—	—	—	1	3	6	2	1	—	1
Condamnés Femmes.	4	—	—	1	1	2	—	—	1	3	—	—	3	1	1	1	2	—	—	—	—	1	—	1	2	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	1
Passagers militaires. . .	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Mendiants et vagabonds. Hommes.	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
Mendiants et vagabonds. Femmes.	2	—	—	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—
Totaux . . Hommes.	66	4	8	17	23	8	5	1	43	13	10	2	30	34	16	30	13	1	1	—	2	—	2	2	5	3	—	—	1	16	37	8	3	1	—	1
Totaux . . Femmes.	11	—	—	4	3	4	—	—	2	9	—	—	3	8	4	3	2	—	2	—	—	1	—	1	2	—	—	—	2	2	3	3	2	—	—	1
Totaux généraux . .	77	4	8	21	26	12	5	1	45	22	10	2	33	42	20	33	20	1	3	—	2	1	2	3	7	3	—	—	3	18	40	11	5	1	—	2

LXXIX. — Compte en recettes et dépenses du travail effectué par les prisonniers.

DÉSIGNATION DES PRISONS.	RECETTES. PRODUIT BRUT DU TRAVAIL pour compte de particuliers.	pour compte de l'Etat: Département de la justice.	pour compte de l'Etat: Autres départements	TOTAL.	PERTE sur le travail. — (Excédent des dépenses sur les recettes.)	TOTAL général.
1	2	3	4	5	6	7
Prison centrale à Gand	14,002 98	14,371 76	—	29,034 44	5,774 93	34,809 37
Id. à Louvain	42,948 57	3,287 73	—	46,236 30	—	46,236 30
Prison à Saint-Gilles	35,221 49	269 95	—	35,491 44	—	35,491 44
Id. à Forest	18,845 31	932 48	—	19,777 79	—	19,777 79
Id. secondaire à Louvain	3,446 03	—	—	3,446 03	—	3,446 03
Id. à Nivelles	4,581 46	—	—	4,581 46	—	4,581 46
Id. à Anvers	16,395 40	—	—	16,395 40	—	16,395 40
Id. à Malines	1,599 72	2 55	—	1,602 27	—	1,602 27
Id. à Turnhout	1,992 37	—	—	1,992 37	—	1,992 37
Id. à Mons	9,537 67	8 19	—	9,545 86	—	9,545 86
Id. à Charleroi	2,537 85	—	—	2,537 85	—	2,537 85
Id. à Tournai	3,025 80	—	—	3,025 80	—	3,025 80
Id. secondaire à Gand	7,673 42	752 14	—	8,425 56	—	8,425 56
Id. à Termonde	261 73	—	—	261 73	564 42	826 15
Id. à Audenarde	166 48	—	—	166 48	88 33	254 81
Id. à Bruges	1,154 66	—	—	1,154 66	273 27	1,427 93
Id. à Courtrai	1,215 14	—	—	1,215 14	—	1,215 14
Id. à Furnes	270 62	—	—	270 62	220 12	490 74
Id. à Ypres	—	—	—	—	—	—
Id. à Liége	8,608 24	25 52	—	8,633 76	—	8,633 76
Id. à Verviers	4,164 76	45	—	4,209 76	—	4,209 76
Id. à Huy	3,279 59	—	—	3,279 59	—	3,279 59
Id. à Tongres	632 62	—	—	632 62	—	632 62
Id. à Hasselt	391 09	—	—	391 09	—	391 09
Id. à Arlon	1,170 98	—	—	1,170 98	—	1,170 98
Id. à Marche	—	—	—	—	28 35	28 35
Id. à Neufchâteau	493 54	—	—	493 54	—	493 54
Id. à Namur	3,434 93	—	—	3,434 93	—	3,434 93
Id. à Dinant	48 25	—	—	48 25	154 18	202 43
TOTAUX	187,760 40	19,695 32	—	207,455 72	7,103 60	214,559 32

DÉPENSES. A. GRATIFICATIONS ACCORDÉES AUX DÉTENUS OCCUPÉS AUX TRAVAUX INDUSTRIELS. Condamnés correctionnels.	Condamnés à la reclusion.	Condamnés aux travaux forcés.	Autres catégories de détenus.	TOTAL.	B. GRATIFICATIONS accordées aux détenus employés aux travaux domestiques.	C. MENUES DÉPENSES. — (Achat d'articles de confection, etc.)	D. TRAITEMENT du personnel attaché spécialement aux travaux industriels.	TOTAL général des dépenses.	BÉNÉFICE sur le travail.	TOTAL général.
8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
5,053 24	306 87	3,477 53	2,638 36	11,476 50	4,925 47	82 40	18,325 00	34,809 37	—	34,809 37
3,414 91	1,196 70	7,750 19	235 28	12,597 08	1,908 17	4,150 32	18,100 00	36,755 57	9,480 73	46,236 30
12,238 25	40	3 68	142 16	12,384 49	2,699 66	363 18	10,000 08	25,447 41	10,044 03	35,491 44
3,433 13	15 75	69 03	7,741 54	11,259 45	2,346 28	131 85	—	13,737 58	6,040 21	19,777 79
1,159 51	—	—	93 10	1,252 61	776 70	14 33	—	2,043 64	1,402 39	3,446 03
1,465 54	—	—	237 91	1,703 45	299 50	3 30	—	2,006 25	2,575 21	4,581 46
5,553 15	—	—	369 14	5,922 29	1,680 35	13 02	—	7,615 66	8,779 74	16,395 40
510 05	—	—	96 63	607 28	377 57	7 72	—	992 57	609 70	1,602 27
696 45	—	—	—	696 45	668 95	5 02	—	1,370 42	621 95	1,992 37
2,753 91	44 45	64 67	921 12	3,784 15	1,163 86	3 57	—	4,951 58	4,594 28	9,545 86
673 47	—	65	425 68	1,099 80	525 35	30	—	1,625 45	912 40	2,537 85
1,054 49	—	1 19	4 50	1,060 18	649 55	18	—	1,709 91	1,315 89	3,025 80
1,682 51	2 54	124 62	2,374 27	4,183 94	979 05	4 55	—	5,167 54	3,258 02	8,425 56
90 88	—	21	7 00	98 09	726 26	1 80	—	826 15	—	826 15
44 01	—	18	27 76	71 95	181 55	1 31	—	254 81	—	254 81
341 21	—	—	194 78	535 99	889 84	2 10	—	1,427 93	—	1,427 93
335 38	—	—	179 91	515 29	548 92	2 46	—	1,066 67	148 47	1,215 14
4 44	—	—	180 53	184 97	305 77	—	—	490 74	—	490 74
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1,943 39	—	8 82	2,175 03	4,127 24	879 70	25	—	5,007 19	3,626 57	8,633 76
1,472 36	—	—	—	1,472 36	1,091 49	29 60	—	2,593 45	1,616 31	4,209 76
899 56	—	—	495 29	1,394 85	290 15	—	—	1,685 00	1,594 59	3,279 59
114 64	—	—	213 26	327 90	280 80	1 75	—	610 45	22 17	632 62
114 70	—	—	44 27	158 97	155 40	50	—	314 87	76 22	391 09
371 16	—	—	76 81	447 97	420 70	3 96	—	872 63	298 35	1,170 98
—	—	—	—	—	28 35	—	—	28 35	—	28 35
134 01	—	—	77 24	211 25	177 30	2 34	—	390 89	102 65	493 54
802 42	3 77	—	786 72	1,592 91	456 91	6 80	—	2,056 62	1,378 31	3,434 93
16 88	—	—	—	16 88	183 65	1 90	—	202 43	—	202 43
46,374 25	1,570 48	11,500 77	19,738 79	79,184 29	25,617 25	4,834 51	46,425 08	156,061 13	58,498 19	214,559 32

LXXX. — Prix de la journée d'entretien. — Année 1916.

DÉSIGNATION DES PRISONS.	DÉPENSE NETTE.	NOMBRE DE JOURNÉES DE DÉTENTION. (1)	COUT DE LA JOURNÉE D'ENTRETIEN.	OBSERVATIONS.
Prison centrale à Gand	567,225 53	300,625	1 89	(1) Y compris les journées des détenus traités dans les hôpitaux ou colloqués dans les asiles d'aliénés.
Id. id. à Louvain	544,341 06	209,015	2 60	
Id. à Saint-Gilles	583,383 05	294,034	1 98	
Id. à Forest	421,173 56	188,961	2 23	
Id. secondaire à Louvain	162,318 33	70,661	2 30	
Id. à Nivelles	95,772 88	42,896	2 23	
Id. à Anvers	303,759 27	216,148	1 41	
Id. à Malines	61,806 94	38,455	1 61	
Id. à Turnhout	148,605 85	69,038	2 15	
Id. à Mons	215,287 07	96,211	2 24	
Id. à Charleroi	99,016 21	53,616	1 85	
Id. à Tournai	111,683 28	74,853	1 49	
Id. secondaire à Gand	187,838 77	142,816	1 32	
Id. à Termonde	129,782 31	59,896	2 17	
Id. à Audenarde	43,671 89	12,028	3 63	
Id. à Bruges	147,127 20	77,548	1 90	
Id. à Courtrai	106,451 55	43,084	2 47	
Id. à Furnes	72,408 92	36,057	2 01	
Id. à Ypres	22,851 81	255	89 61	
Id. à Liége	155,210 44	65,230	2 38	
Id. à Verviers	194,455 23	90,033	2 14	
Id. à Huy	37,909 07	18,185	2 08	
Id. à Tongres	51,614 76	23,807	2 16	
Id. à Hasselt	65,646 92	8,242	7 96	
Id. à Arlon	51,920 92	29,702	1 74	
Id. à Marche	23,220 60	3,150	7 37	
Id. à Neufchâteau	27,371 26	5,086	5 38	
Id. à Namur	147,831 84	64,601	2 29	
Id. à Dinant	31,576 15	14,411	2 19	
Totaux	4,811,262 67	2,349,724	2 05	

DEUXIÈME PARTIE

STATISTIQUE DES DÉTENUS

LXXXI. — Répartition des individus frappés par la justice, détenus au 31 décembre, suivant le lieu où l'infraction a été commise.

CATÉGORIES.		Faits commis dans des communes de 5,000 habitants et moins et de plus de 5,000 habitants, comprises dans les provinces																		Faits commis à l'étranger.		TOTAUX.		
		d'Anvers.		de Brabant.		de la Flandre Occid^le.		de la Flandre Orient^le.		de Hainaut.		de Liége.		de Limbourg.		de Luxembourg.		de Namur.						
		Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	TOTAUX.
1° Mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	Hommes (civils)	12	6	7	4	6	14	13	11	14	13	4	3	2	—	2	—	—	1	—	—	66	52	112
	Id. (militaires).	—	—	1	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4
	Femmes	—	3	1	1	3	—	—	—	1	2	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	7	6	13
	TOTAUX	12	9	9	5	9	15	14	11	16	15	5	3	2	—	2	—	1	1	—	—	70	59	129
2° Travaux forcés à perpétuité.	Hommes (civils)	6	10	10	8	10	9	10	9	12	27	12	7	—	2	1	1	3	2	3	1	67	76	143
	Id. (militaires).	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	2	4	6
	Femmes	—	—	—	—	1	—	—	2	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	3	3	6
	TOTAUX	7	10	10	8	11	10	10	11	13	27	12	10	—	3	3	1	3	2	3	1	72	83	155
3° Travaux forcés à temps.	Hommes (civils)	5	2	8	27	12	19	15	21	20	19	15	12	4	1	8	2	6	5	1	1	94	109	203
	Id. (militaires).	1	—	—	—	—	2	1	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3	5	8
	Femmes	—	—	1	3	2	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	5	6	11
	TOTAUX	6	2	9	30	14	21	16	24	22	19	16	14	4	1	8	2	6	6	1	1	102	120	222
4° Détention perpétuelle. Militaires		1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
5° Détention à temps. Militaires		—	1	3	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	6
6° Reclusion.	Hommes (civils)	1	1	8	16	—	1	2	2	4	9	4	2	1	—	—	1	5	—	—	1	25	33	58
	Id. (militaires)	9	4	—	2	—	—	1	3	—	1	2	1	—	—	—	—	—	1	—	—	12	12	24
	Femmes	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
	TOTAUX	10	5	8	19	—	2	3	5	4	11	6	3	1	—	—	1	5	1	—	1	37	48	85
7° Emprisonnement correctionnel.	Hommes (civils)	43	341	142	584	52	91	82	221	145	302	89	136	22	9	11	2	37	13	2	1	625	1,700	2,325
	Id. (militaires)	—	1	1	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	5
	Femmes	2	29	23	69	3	5	6	12	10	50	10	25	1	1	—	—	5	5	—	—	60	196	256
	TOTAUX	45	371	166	654	55	96	89	233	155	352	100	161	23	10	11	2	42	18	2	1	688	1,898	2,586
8° Emprisonnement de police.	Hommes (civils)	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
	Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAUX	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Détenus du quartier des jeunes condamnés		2	5	6	17	—	1	2	9	1	3	—	3	—	1	—	—	3	2	—	—	14	41	55
Totaux particuliers.	Hommes (civils	69	365	182	656	80	135	124	273	196	373	124	163	29	13	22	6	54	23	6	4	886	2,011	2,897
	Id. (militaires)	12	6	6	3	—	4	4	6	2	1	3	5	—	1	1	—	—	1	—	—	28	27	55
	Femmes	2	32	25	74	9	6	6	15	13	53	12	27	1	1	1	—	6	6	—	—	75	214	289
TOTAUX GÉNÉRAUX		83	403	213	733	89	145	134	294	211	427	139	195	30	15	24	6	60	30	6	4	989	2,252	3,241

LXXXII. — Répartition de l'effectif des condamnés, détenus au 31 décembre, suivant leur âge, leur état civil, leur filiation, le degré de leur instruction et l'idiome.

CATÉGORIES.	AGE. moins de 16 ans.	16 à moins de 18 ans.	18 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 40 ans.	40 à moins de 50 ans.	50 à moins de 60 ans.	60 à moins de 70 ans.	70 ans et plus.	Total.	ÉTAT CIVIL. Célibataires.	MARIÉS ayant des enfants.	MARIÉS sans enfants.	VEUFS ET DIVORCÉS ayant des enfants.	VEUFS ET DIVORCÉS sans enfants.	Total.	FILIATION. Enfants légitimes, légitimés, ou reconnus par le père.	Enfants naturels.	Enfants trouvés.	Total.	DEGRÉ D'INSTRUCTION. 1er degré. Ne sachant ni lire ni écrire.	2e degré. Sachant lire ou lire et écrire imparfaitement.	3e degré. Sachant bien lire et écrire.	4e degré. Ayant une instruction supérieure aux degrés précédents.	Total.	IDIOME. Parlant le français.	Parlant le flamand.	Parlant le français et le flamand.	Ne parlant ni le français ni le flamand.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
1° Mort commuée en travaux forcés à perpétuité. Hommes (civils)	—	—	12	53	34	10	3	—	—	112	63	27	10	8	4	112	110	2	—	112	17	71	17	7	112	36	54	22	—	112
Id. (militaires).	—	—	—	—	3	1	—	—	—	4	3	1	—	—	—	4	4	—	—	4	—	3	1	—	4	2	2	—	—	4
Femmes	—	—	—	2	5	4	2	—	—	13	—	3	1	6	3	13	13	—	—	13	2	6	4	1	13	5	7	1	—	13
Totaux	—	—	12	55	42	15	5	—	—	129	66	31	11	14	7	129	127	2	—	129	19	80	22	8	129	43	63	23	—	129
2° Travaux forcés à perpétuité. Hommes (civils)	—	—	19	57	48	12	6	1	—	143	85	38	10	7	3	143	139	3	1	143	35	76	26	6	143	55	55	29	4	143
Id. (militaires).	—	—	1	4	1	—	—	—	—	6	6	—	—	—	—	6	5	1	—	6	2	2	1	1	6	3	2	1	—	6
Femmes	—	—	—	—	2	3	—	1	—	6	1	2	—	3	—	6	6	—	—	6	1	4	1	—	6	3	3	—	—	6
Totaux	—	—	20	61	51	15	6	2	—	155	92	40	10	10	3	155	150	4	1	155	38	82	28	7	155	61	60	30	4	155
3° Travaux forcés à temps. Hommes (civils)	—	1	43	108	39	7	4	1	—	203	126	54	11	5	7	203	195	8	—	203	69	58	42	34	203	75	71	55	2	203
Id. (militaires).	—	—	2	5	1	—	—	—	—	8	8	—	—	—	—	8	8	—	—	8	1	4	3	—	8	2	—	6	—	8
Femmes	—	—	2	6	—	2	—	1	—	11	5	5	—	1	—	11	11	—	—	11	—	9	2	—	11	6	3	2	—	11
Totaux	—	1	47	119	40	9	4	2	—	222	139	59	11	6	7	222	214	8	—	222	70	71	47	34	222	83	74	63	2	222
4° Détention perpétuelle. Militaires	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	2	2	—	—	2	—	2	—	—	2	—	1	1	—	2
5° Détention à temps. Militaires	—	—	3	2	1	—	—	—	—	6	4	2	—	—	—	6	5	1	—	6	—	5	1	—	6	2	2	2	—	6
6° Reclusion. Hommes (civils)	—	—	4	27	15	2	9	1	—	58	35	13	6	4	—	58	58	—	—	58	9	45	3	1	58	30	15	13	—	58
Id. (militaires).	—	—	2	15	7	—	—	—	—	24	16	4	4	—	—	24	24	—	—	24	5	15	4	—	24	4	14	6	—	24
Femmes	—	—	2	—	1	—	—	—	—	3	1	1	1	—	—	3	3	—	—	3	—	2	1	—	3	—	1	2	—	3
Totaux	—	—	8	42	23	2	9	1	—	85	52	18	11	4	—	85	85	—	—	85	14	62	8	1	85	34	30	21	—	85
7° Emprisonnement correctionnel. Hommes (civils)	—	15	220	849	688	369	143	37	4	2,325	1,194	745	272	71	43	2,325	2,273	51	1	2,325	419	1,451	374	81	2,325	804	982	528	11	2,325
Id. (militaires).	—	—	—	5	—	—	—	—	—	5	3	1	1	—	—	5	4	1	—	5	1	4	—	—	5	1	1	3	—	5
Femmes	—	2	5	74	94	58	18	5	—	256	68	125	42	17	4	256	251	5	—	256	45	135	72	4	256	125	86	45	—	256
Totaux	—	17	225	928	782	427	161	42	4	2,586	1,265	871	315	88	47	2,586	2,528	57	1	2,586	465	1,590	446	85	2,586	930	1,069	576	11	2,586
8° Emprisonnement de police. Hommes (civils)	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1
Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1
Détenus du quartier des jeunes condamnés	—	55	—	—	—	—	—	—	—	55	55	—	—	—	—	55	54	1	—	55	10	36	9	—	55	18	29	8	—	55
Totaux particuliers. Hommes (civils)	—	71	298	1,094	824	401	165	40	4	2,897	1,558	878	309	95	57	2,897	2,830	64	2	2,897	559	1,738	471	129	2,897	1,018	1,207	655	17	2,897
Id. (militaires).	—	2	8	31	13	1	—	—	—	55	42	8	5	—	—	55	52	3	—	55	9	35	10	1	55	14	22	19	—	55
Femmes	—	2	9	82	102	67	20	7	—	289	75	136	44	27	7	289	284	5	—	289	49	155	80	5	289	139	100	50	—	289
Totaux généraux	—	75	315	1,207	939	469	185	47	4	3,241	1,675	1,022	358	122	64	3,241	3,166	73	2	3,241	617	1,928	561	135	3,241	1,171	1,329	724	17	3,241

LXXXIII. — Répartition de l'effectif des condamnés, détenus au 31 décembre, suivant la juridiction, le genre des infractions et la nature des peines.

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	CONDAMNÉS — PAR LES COURS d'assises.	PAR LES COURS d'appel.	PAR LES TRIBUNAUX correctionnels.	PAR LES TRIBUNAUX de police.	PAR LES TRIBUNAUX militaires.	TOTAL.	CONDAMNÉS — POUR INFRACTIONS contre les personnes.	POUR INFRACTIONS contre les propriétés.	TOTAL.	CONDAMNÉS — à la peine de mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	AUX TRAVAUX FORCÉS à perpétuité.	AUX TRAVAUX FORCÉS à temps.	A LA DÉTENTION perpétuelle.	A LA DÉTENTION à temps.	à la reclusion.	à l'emprisonnement correctionnel	à l'emprisonnement de police.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
A. Prisons centrales. Hommes (civils)	503	132	36	—	—	671	467	204	671	112	139	198	—	—	52	170	—	671
A. Prisons centrales. Id (militaires)	5	2	—	—	45	52	39	13	52	4	6	8	2	6	24	2	—	52
Totaux	508	134	36	—	45	723	506	217	723	116	145	206	2	6	76	172	—	723
B. Quartier des jeunes condamnés	5	22	28	—	—	55	15	40	55	—	—	3	—	—	1	51	—	55
C. Prisons secondaires. Hommes (civils)	27	889	1,254	1	—	2,171	433	1,738	2,171	—	4	5	—	—	6	2,155	1	2,171
C. Prisons secondaires. Id. (militaires)	—	1	2	—	—	3	—	3	3	—	—	—	—	—	—	3	—	3
C. Prisons secondaires. Femmes	39	110	140	—	—	289	173	116	289	13	6	11	—	—	3	256	—	289
Totaux	66	1,000	1,396	1	—	2,463	606	1,857	2,463	13	10	16	—	—	9	2,414	1	2,463
Totaux généraux.	579	1,156	1,460	1	45	3,241	1,127	2,114	3,241	129	155	225	2	6	86	2,637	1	3,241

LXXXIV. — Récidivistes détenus au 31 décembre.

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	RÉCIDIVISTES — A LA PEINE DE MORT commuée en travaux forcés à perpétuité ayant subi : une	deux	trois	quatre	cinq	de 6 à 10	de 11 à 15	de 16 à 20	plus de 20	TOTAL.	AUX TRAVAUX FORCÉS A PERPÉTUITÉ ayant subi : une	deux	trois	quatre	cinq	de 6 à 10	de 11 à 15	de 16 à 20	plus de 20	TOTAL.
1	condamnations. 2									3	condamnations. 4									5
A. Prisons centrales. Hommes (civils)	24	9	5	5	4	16	2	2	1	68	20	6	5	8	3	19	16	1	3	81
A. Prisons centrales. Id. (militaires)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	2	—	—	—	—	—	3
Totaux	25	10	5	5	4	16	2	2	—	70	21	6	5	10	3	19	16	1	3	84
B. Quartier des jeunes condamnés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
C. Prisons secondaires. Hommes (civils)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	3
C. Prisons secondaires. Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
C. Prisons secondaires. Femmes	—	—	1	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux.	—	—	1	1	—	—	—	—	—	2	—	1	1	1	—	—	—	—	—	3

CONDAMNÉS — AUX TRAVAUX FORCÉS A TEMPS ayant subi : une	deux	trois	quatre	cinq	de 6 à 10	de 11 à 15	de 16 à 20	plus de 20	TOTAL.	A LA RECLUSION ayant subi : une	deux	trois	quatre	cinq	de 6 à 10	de 11 à 15	de 16 à 20	plus de 20	TOTAL.	A L'EMPRISONNEMENT ayant subi : une	deux	trois	quatre	cinq	de 6 à 10	de 11 à 15	de 16 à 20	plus de 20	TOTAL.	TOTAL des récidivistes des diverses catégories.	NOMBRE des condamnés au 31 décembre non en état de récidive.
condamnations. 6									7	condamnations. 8									9	condamnations. 10									11	12	13
20	18	11	10	2	6	7	8	5	87	12	10	1	4	2	6	3	—	—	38	17	8	8	12	11	42	10	5	11	124	398	273
2	—	—	2	—	—	—	—	—	4	1	—	—	1	1	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	40
22	18	11	12	2	6	7	8	5	91	13	10	1	5	3	6	3	—	—	41	17	8	8	12	11	42	10	5	11	124	410	313
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	55
1	—	—	—	—	—	1	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	205	176	129	110	86	268	140	97	96	1,307	1,313	858
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1	2
1	2	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32	23	11	8	5	13	7	—	6	105	110	179
2	2	—	—	—	—	1	—	—	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	237	199	140	119	91	281	147	97	102	1,413	1,424	1,039

LXXXV. — Libérés pendant l'année. — Condition au moment de la libération.

DÉSIGNATION DES LIBÉRÉS d'après les catégories auxquelles ils appartiennent.		TOTAL des libérés.	AGE. Moins de 16 ans.	16 à moins de 18 ans.	18 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 40 ans.	40 à moins de 50 ans.	50 à moins de 60 ans.	60 à moins de 70 ans.	70 ans et plus.	ÉTAT CIVIL. Célibataires.	Mariés, veufs, ou divorcés avec enfants.	Mariés, veufs, ou divorcés sans enfants.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
A. — *Prisons.*														
Mort commuée ou travaux forcés à perpétuité.	Hommes (civils)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travaux forcés à perpétuité.	Hommes (civils)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travaux forcés à temps.	Hommes (civils)	36	—	—	—	3	14	10	5	4	—	18	13	5
	Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Femmes	2	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	2	—
Reclusion.	Hommes (civils)	16	—	—	—	3	6	5	2	—	—	8	7	1
	Id. (militaires)	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2	—	—
	Femmes	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—
Emprisonnement correctionnel.	Hommes (civils)	2,618	—	21	236	947	764	437	172	37	4	1,333	1,014	271
	Id. (militaires)	24	—	—	1	10	4	—	—	—	—	21	3	—
	Femmes	288	—	7	23	99	76	55	24	4	—	96	154	38
Emprisonnement de police.	Hommes (civils)	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—
	Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Femmes	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—
Totaux particuliers.	Hommes (civils)	2,671	—	21	236	953	784	452	180	41	4	1,360	1,034	277
	Id. (militaires)	26	—	—	1	21	4	—	—	—	—	23	3	—
	Femmes	292	—	7	23	101	77	55	25	4	—	98	166	38
TOTAUX GÉNÉRAUX		2,989	—	28	260	1,075	865	507	205	45	4	1,481	1,193	315
B. *Quartier des jeunes condamnés*		25	—	8	17	—	—	—	—	—	—	25	—	—

ÉTAT DE SANTÉ. Bon.	Passable.	Mauvais.	INSTRUCTION. Ne sachant ni lire ni écrire.	Sachant lire ou écrire imparfaitement.	Sachant bien lire et écrire.	Ayant une instruction supérieure aux degrés précédents.	GRACES ET PUNITIONS. Ayant obtenu: des remises de peines.	leur libération provisoire.	leur libération conditionnelle.	Ayant passé en cellule de répression pendant la durée de leur détention: moins de 15 jours.	15 jours à 1 mois.	plus de 1 à 3 mois.	plus de 3 à 6 mois.	LIBÉRÉS ayant eu dans l'établissement une conduite: bonne.	passable.	mauvaise.	LIBÉRÉS condamnés pour crimes et délits: contre les personnes. Récidivistes.	Non récidivistes.	contre les propriétés. Récidivistes.	Non récidivistes.
15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
33	1	2	—	22	14	—	12	—	—	3	—	—	—	32	4	—	22	9	5	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	2	—	—	1	1	—	—
16	—	—	—	7	9	—	5	—	—	—	—	—	—	14	2	—	9	3	1	3
2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	2	—
1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—
2,480	97	41	455	1,027	473	63	85	144	96	65	6	1	—	2,367	185	66	341	248	1,219	810
24	—	—	2	7	12	3	—	—	—	2	—	—	—	22	2	—	5	13	1	5
273	8	7	52	173	54	9	8	20	16	5	—	—	—	253	27	8	37	81	76	91
—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—
2,529	98	44	455	1,057	496	63	102	141	96	68	6	1	—	2,414	191	66	373	260	1,225	813
26	—	—	2	9	12	3	—	—	—	2	—	—	—	23	3	—	5	13	3	5
276	8	8	52	175	56	9	8	20	17	5	—	—	—	256	28	8	38	84	76	94
2,831	106	52	509	1,241	564	75	110	164	113	75	6	1	—	2,693	222	74	416	357	1,304	912
25	—	—	1	11	13	—	—	1	4	—	—	—	—	22	3	—	—	3	—	22

STATISTIQUE

DU

VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

ANNÉE 1916.

STATISTIQUE DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

La répression du vagabondage et de la mendicité est réglée en ce qui concerne les individus âgés de 18 ans et plus par la loi du 27 novembre 1891, modifiée par la loi du 15 février 1897 (1). En voici les principales dispositions :

ARTICLE PREMIER. — Le gouvernement organisera, pour la répression du vagabondage et de la mendicité, des établissements de correction sous la dénomination de dépôts de mendicité, de maisons de refuge et d'écoles de bienfaisance.

ART. 2. — Les établissements de correction dont il est fait mention à l'article précédent seront affectés exclusivement à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité.

Les maisons de refuge dont il est fait mention au même article seront exclusivement affectées à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour y être internés et des individus dont l'internement dans une maison de refuge sera requis par l'autorité communale.

Les écoles de bienfaisance seront affectées aux individus âgés de moins de 18 ans accomplis.

ART. 3. — Les individus âgés de plus de 18 ans accomplis, dont l'internement dans une maison de refuge sera demandé par l'autorité communale, y seront admis lorsqu'ils s'y présenteront volontairement, munis de l'expédition de l'arrêté d'un collège des bourgmestre et échevins autorisant leur admission.

ART. 4. — Lorsque l'internement dans une maison de refuge aura été demandé par une administration communale, les frais d'entretien seront à la charge de la commune.

ART. 5. — Les individus âgés de moins de 21 ans accomplis qui seront internés dans les dépôts de mendicité y seront entièrement séparés des reclus ayant dépassé cet âge.

ART. 6. — Les individus valides internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge seront astreints aux travaux prescrits dans l'établissement.

Il recevront, sauf retrait par mesure disciplinaire, un salaire journalier sur lequel une retenue sera opérée pour former leur masse de sortie.

Le Ministre de la justice fixera pour les diverses catégories dans lesquelles les reclus seront rangés et d'après les travaux auxquels ils seront employés le taux du salaire et le montant de la retenue.

Les masses de sortie seront délivrées aux intéressés, partie en espèces, partie en vêtements et outils.

ART. 7. — Le régime intérieur et la discipline des établissements seront réglés par arrêté royal.

Les détenus peuvent être soumis au régime de la séparation.

ART. 8. — Tout individu trouvé en état de vagabondage sera arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Sont assimilés aux vagabonds les souteneurs de filles publiques.

Toutefois, la décision du juge de paix, en ce qui concerne cette dernière catégorie d'individus, sera susceptible d'opposition ou d'appel dans les délais prévus par le Code d'instruction criminelle.

ART. 9. — Tout individu trouvé mendiant pourra être arrêté et traduit devant le tribunal de police.

ART. 12. — Les juges de paix vérifient l'identité, l'âge, l'état physique, l'état mental et le genre de vie des individus traduits devant le tribunal de police du chef de vagabondage ou de mendicité.

ART. 13. — Ils mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mend ants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

ART. 14. — Les tribunaux correctionnels pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant un an au moins et sept ans au plus, après leur peine subie, les

(1) Les mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis qui sont trouvés mendiant ou vagabondant ou se livrent habituellement à la mendicité ou au vagabondage sont en vertu de la loi du 15 mai 1912 déférés au juge des enfants institué par la dite loi.

vagabonds et mendiants qu'ils condamneront à un emprisonnement de moins d'un an du chef d'une infraction prévue par la législation pénale.

ART. 15. — Le Ministre de la justice fera mettre en liberté les individus enfermés dans un dépôt de mendicité, dont il jugera inutile de prolonger l'internement jusqu'au terme fixé par le tribunal.

ART. 16. — Les juges de paix pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être internés dans une maison de refuge, les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant, sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées à l'article 13.

ART. 17. — Les individus internés dans les maisons de refuge seront mis en liberté, lorsque leur masse de sortie aura atteint le chiffre qui sera fixé, par le Ministre de la justice, pour les diverses catégories dans lesquelles ces reclus seront rangés et d'après le métier qu'ils exerceront.

ART. 18. — Les individus internés dans une maison de refuge ne pourront en aucun cas y être retenus contre leur gré au delà d'un an.

Le Ministre de la justice fera mettre en liberté tout individu interné dans une maison de refuge, dont il jugera que l'internement n'est plus nécessaire.

ART. 28. — Si, par suite d'une erreur commise dans la constatation de son âge, un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être enfermé dans un dépôt de mendicité, le transfèrement dans les écoles de bienfaisance de l'État serait immédiatement ordonné par le Ministre de la justice.

De même, le transfèrement dans une maison de refuge serait immédiatement ordonné par le Ministre de la justice, si un individu ayant dépassé l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être interné dans une école de bienfaisance de l'État.

Rédaction des tableaux. — La statistique des mouvements de la population des établissements de bienfaisance est dressée à l'aide de tableaux envoyés annuellement à la direction générale de la bienfaisance par les directeurs des divers établissements.

DÉPOTS DE MENDICITÉ ET MAISONS DE REFUGE.

LXXXVI. — Mouvement de la population en 1916.

ENTRÉES.

ÉTABLISSEMENTS.	ENTRÉES RÉELLES.					Entrées par transfert.	Entrées après évasion.	TOTAL des entrées.	NOMBRE DES RECLUS inscrits dans les colonnes 3, 4, 5, qui étaient mis à la disposition du gouvernement pour				
	En vertu d'une autorisation de l'autorité communale ou du Ministre de la justice.	En vertu d'une décision judiciaire par application de la loi du 27 novembre 1891			TOTAL.				la 1re fois.	la 2e fois.	la 3e fois.	la 4e fois.	la 5e fois et au delà
		Article 13.	Article 14.	Article 16.									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
HOMMES.													
Merxplas-Wortel (Dépôt). .	—	717	—	—	717	53	144	914	91	41	50	42	493
Hoogstraeten (Refuge). . .	—	—	—	359	359	32	12	403	113	51	16	22	157
Reckheim (Refuge).	1	—	—	217	218	2	2	222	38	15	19	14	131
TOTAL.	1	717	—	576	1,294	87	158	1,539	242	107	85	78	781
FEMMES.													
Bruges (Dépôt).	—	25	—	—	2	—	—	(1) 25	9	4	3	4	5
Bruges (Refuge)	1	—	—	12	13	1	—	(2) 14	8	1	—	2	1
TOTAL.	1	25	—	12	38	1	—	39	17	5	3	6	6
TOTAL GÉNÉRAL. . .	2	742	—	588	1,332	88	158	1,578	259	112	88	84	787

(1) Non compris 2 enfants accompagnant leur mère ou nés à l'établissement.
(2) Id. 2 enfants id. leur mère ou nés à l'établissement.

SORTIES.

ÉTABLISSEMENTS.	ÉLARGIS.	TRANSFÉRÉS.	ÉVADÉS.	DÉCÉDÉS.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6
HOMMES.					
Merxplas-Wortel (Dépôt).	651	12	169	122	954
Hoogstraeten (Refuge).	336	14	24	50	424
Reckheim (Refuge).	190	27	8	1	226
TOTAL.	1,177	53	201	173	1,604
FEMMES.					
Bruges (Dépôt).	58	1	—	7	66
Bruges (Refuge)	11	—	—	6	(1) 17
TOTAL.	69	1	—	13	83
TOTAL GÉNÉRAL	1,246	54	201	186	1,687

(1) Non compris 3 enfants accompagnant leur mère ou nés à l'établissement.

LXXXVII. — Répartition d'après leurs antécédents des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1916.

ÉTABLISSEMENTS.	RECLUS MIS A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT POUR					TOTAL GÉNÉRAL.
	la première fois.	la deuxième fois.	la troisième fois.	la quatrième fois.	la cinquième fois ou plus.	
1	2	3	4	5	6	7
HOMMES.						
Merxplas-Wortel (dépôt)	212	173	221	65	1,700	2,371
Hoogstraeten (refuge)	105	59	24	19	218	(1) 425
Reckheim (refuge)	25	10	8	7	84	(2) 134
TOTAL	342	242	253	91	2,002	2,930
FEMMES.						
Bruges (dépôt)	49	19	10	1	47	(1) 126
Bruges (refuge)	48	14	5	3	14	(2) 84
TOTAL	97	33	15	4	61	210
TOTAL GÉNÉRAL	439	275	268	95	2,063	3,140

(1) Non compris 1 enfant accompagnant sa mère ou né à l'établissement.
(2) Id. 16 enfants id. leur id. nés id.

LXXXVIII. — Répartition par âge des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1916.

AGE.	HOMMES.		FEMMES.		AGE.	HOMMES.		FEMMES.	
	Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.	Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.		Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.	Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.
1	2	3	4	5	1	2	3	4	5
De 18 à 20 ans. . .	7	6	4	7	De 45 à 49 ans. . .	238	26	19	6
De 21 à 24 ans. . .	22	6	9	18	De 50 à 54 ans. . .	358	57	14	5
De 25 à 29 ans. . .	60	12	5	9	De 55 à 59 ans. . .	402	72	11	8
De 30 à 34 ans. . .	71	14	9	6	De 60 à 69 ans. . .	725	209	29	15
De 35 à 39 ans. . .	108	17	11	3	De 70 ans et plus .	221	101	4	4
De 40 à 44 ans. . .	159	39	11	3	TOTAL . .	2,371	559	126	84

LXXXIX. — Durée de l'internement subi par les reclus sortis des établissements en 1916.

(Loi du 27 novembre 1891, art. 13, 14 et 19.)

A. — *Dépôts de mendicité.*

RECLUS.	Moins de 3 mois.	De 3 mois à moins de 6 mois.	De 6 mois à moins de 9 mois.	De 9 mois à moins de 12 mois.	De 12 mois à moins de 15 mois.	De 15 mois à moins de 18 mois.	De 18 mois à moins de 21 mois.	De 21 mois à moins de 24 mois.	De 2 ans à moins de 3 ans.	De 3 ans à moins de 4 ans.	De 4 ans à moins de 5 ans.	De 5 ans à moins de 6 ans.	De 6 ans à moins de 7 ans.	De 7 ans.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
HOMMES.															
Elargis par expiration de terme	—	—	—	—	—	—	—	—	439	137	43	12	—	3	634
Elargis par décision du Ministre. — Terme d'internement prononcé — de 1 à 2 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elargis par décision du Ministre. — Terme d'internement prononcé — de 2 à 3 ans	5	1	2	2	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	14
Elargis par décision du Ministre. — Terme d'internement prononcé — de 3 à 4 ans	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	2
Elargis par décision du Ministre. — Terme d'internement prononcé — de 4 à 7 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Conduits à la frontière	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transférés	—	3	3	1	—	3	1	—	—	1	—	—	—	—	12
Evadés	44	28	35	23	17	11	3	3	4	—	1	—	—	—	169
Décédés	6	8	14	8	9	8	15	18	21	13	2	—	—	—	122
Soutenours — Elargis par expiration de terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Soutenours — Elargis par décision du Ministre. — Terme d'internement prononcé — de 2 à 3 ans	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Soutenours — Elargis par décision du Ministre. — Terme d'internement prononcé — de 3 à 4 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Soutenours — Elargis par décision du Ministre. — Terme d'internement prononcé — de 4 à 7 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Soutenours — Conduits à la frontière	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Soutenours — Transférés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Soutenours — Evadés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Soutenours — Décédés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	57	40	54	34	28	23	19	21	465	152	46	12	—	3	954
FEMMES.															
Elargies par expiration de terme	—	—	—	—	—	1	—	—	49	6	1	—	1	—	58
Elargies par décision du Ministre. — Terme d'internement prononcé — de 1 à 2 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elargies par décision du Ministre. — Terme d'internement prononcé — de 2 à 3 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elargies par décision du Ministre. — Terme d'internement prononcé — de 3 à 4 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elargies par décision du Ministre. — Terme d'internement prononcé — de 4 à 7 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Conduites à la frontière	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transférées	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Evadées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Décédées	1	—	—	—	—	1	2	1	1	1	—	—	—	—	7
TOTAL	1	—	—	—	—	2	2	1	51	7	1	—	1	—	66

LXXXIX (suite). — Durée de l'internement subi par les reclus sortis des établissements en 1916.

(Loi du 27 novembre 1891, art. 16, 18 et 19.)

B. — *Maisons de refuge.*

RECLUS.	Moins de 1 mois.	De 1 mois à moins de 2 mois.	De 2 mois à moins de 3 mois.	De 3 mois à moins de 4 mois.	De 4 mois à moins de 5 mois.	De 5 mois à moins de 6 mois.	De 6 mois à moins de 7 mois.	De 7 mois à moins de 8 mois.	De 8 mois à moins de 9 mois.	De 9 mois à moins de 10 mois.	De 10 mois à moins de 11 mois.	De 11 mois à moins de 12 mois.	De 12 mois (expiration de terme).	Plus de 12 mois (par autorisation ministérielle).	TOTAL.	Sortis avant l'expiration du terme.	Sortis à l'expiration du terme et au delà.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
HOMMES.																		
Elargis par expiration de terme . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	61	110	171	—	171	171
Elargis par décision du Ministre . . .	3	9	11	7	39	30	29	27	8	6	10	6	—	—	185	185	—	185
Conduits à la frontière	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transférés	17	4	2	2	2	2	—	3	1	3	—	3	—	2	41	39	2	41
Évadés	17	6	2	5	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32	32	—	32
Décédés	4	—	2	—	—	2	1	2	1	1	3	—	—	35	51	16	35	51
Renvoyés par mesure disciplinaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elargis en vertu art. 17, L. 27-11-1891	—	—	2	10	21	47	30	21	17	9	6	7	—	—	170	170	—	170
TOTAL . . .	41	19	19	24	64	81	60	53	27	19	19	16	61	147	650	442	208	350
FEMMES.																		
Élargies par expiration de terme . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	8	11	—	11	11
Élargies par décision du Ministre . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Conduites à la frontière	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transférées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Évadées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Décédées	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	5	6	1	5	6
Renvoyées par mesure disciplinaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL . .	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	3	13	17	1	16	17

XC. — Nombre des journées d'entretien

ÉTABLISSEMENTS.	Nombre des journées d'entretien.
Merxplas-Wortel (dépôt)	885.587
Bruges (dépôt)	51.911
Hoogstraeten (refuge)	157.424
Reckheim (refuge)	47.958
Bruges (refuge)	5.041
TOTAL . . .	1.147.921

STATISTIQUE

DE LA

LIBÉRATION CONDITIONNELLE

PATRONAGE DES DÉTENUS

ANNÉE 1916.

STATISTIQUE DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

PATRONAGE DES DÉTENUS

A. — Libération conditionnelle.

La libération conditionnelle est organisée de la façon suivante :

Les condamnés qui ont à subir une ou plusieurs peines principales ou subsidiaires, emportant privation de la liberté, peuvent être mis en liberté conditionnellement, lorsqu'ils ont accompli le tiers de ces peines, pourvu que la durée de l'incarcération déjà subie dépasse trois mois.

S'il y a récidive légale, la durée de l'incarcération déjà subie doit dépasser six mois et correspondre aux deux tiers des peines.

Les condamnés à perpétuité pourront être mis en liberté conditionnellement lorsque la durée de l'incarcération déjà subie par eux dépassera dix ans ou, s'il y a récidive légale, quatorze ans.

Lorsque l'incarcération a été subie sous le régime de la séparation, les réductions établies par la loi profitent au condamné pour le calcul de la quotité à concurrence de laquelle la peine a été accomplie; elle ne lui profite pas pour le délai de trois ou six mois d'incarcération

La mise en liberté peut toujours être révoquée pour cause d'inconduite ou d'infraction aux conditions énoncées dans le permis de libération (art. 1er à 3 de la loi du 31 mai 1888).

La libération définitive est acquise au condamné si la révocation n'est pas intervenue avant l'expiration d'un délai égal au double du terme d'incarcération que celui-ci avait encore à subir à la date à laquelle la mise en liberté a été ordonnée en sa faveur.

« Toutefois, ce délai ne pourra en aucun cas être » inférieur à deux ans. Il sera de cinq ans au minimum » si le libéré avait encouru, dans le courant des cinq » années antérieures à la date de sa dernière condamna- » tion, soit une peine principale de trois mois d'empri- » sonnement au moins, soit deux ou plusieurs peines » principales d'un mois au moins.

» Les condamnations considérées comme non avenues » en vertu de l'article 9, § 2, de la présente loi n'entrent » pas en ligne de compte (condamnations conditionnelles » dont le sursis est expiré).

» S'il était constaté ultérieurement par un jugement » ou un arrêt prononcé à sa charge et passé en force de » chose jugée, que le condamné avait commis un crime » ou un délit avant l'expiration du délai d'épreuve, la » mise en liberté serait censée avoir été révoquée à la date » à laquelle ce crime ou ce délit se trouverait avoir été » consommé. » (Art. 1er de la loi du 3 août 1899.)

La mise en liberté est ordonnée par le ministre de la justice, après avis du parquet qui a exercé les poursuites et du procureur général du ressort, ainsi que du directeur et de la commission administrative de l'établissement pénitentiaire.

Elle est révoquée par le ministre de la justice, après avis du procureur du roi près le tribunal dans le ressort duquel le condamné se trouve et des autorités locales.

La réintégration a lieu, en vertu de l'arrêté de révocation, pour l'achèvement du terme d'incarcération que l'exécution de la peine comportait encore à la date de la libération.

L'arrestation provisoire du libéré conditionnel peut être ordonnée par le procureur du roi près le tribunal dans le ressort duquel il se trouve, à la charge d'en donner immédiatement avis au ministre de la justice, qui prononce la révocation s'il y a lieu. L'effet de la révocation remonte, dans ce cas, au jour de l'arrestation.

La prescription des peines ne court pas pendant que le condamné se trouve en liberté en vertu d'un ordre de libération qui n'a pas été révoqué.

Elle ne peut pas être invoquée dans le cas prévu au § 2 de l'article 4 de la loi.

Un arrêté royal déterminera la forme des permis de libération, les conditions auxquelles la libération pourra être soumise et le mode de surveillance des libérés conditionnels (art. 5 à 8 de la loi du 31 mai 1888).

La libération conditionnelle n'est pas applicable aux condamnés militaires.

Elle est sans influence sur la contrainte par corps prononcée pour assurer soit le recouvrement des frais de justice, soit le payement des dommages et intérêts.

Elle ne peut s'appliquer à l'emprisonnement subsidiaire afférent à une amende fiscale, celle-ci participant du caractère de la réparation civile.

La libération conditionnelle n'est accordée qu'aux condamnés qui ont fait preuve d'amendement.

L'administration, pour apprécier si un condamné, qui a fait preuve d'amendement, peut être libéré conditionnellement, tient compte de ses antécédents, des causes de la condamnation qu'il a encourue, de ses dispositions morales et des moyens d'existence dont il disposera à sa sortie de prison.

Dans la huitaine de la mise à exécution de toute condamnation comportant une incarcération de plus de trois mois, le parquet qui aura exercé les pousuites transmettra au directeur de l'établissement pénitentiaire une notice relatant les antécédents du condamné et contenant une appréciation de sa moralité.

Le personnel de l'établissement pénitentiaire consignera dans un carnet spécial ses observations sur la conduite, le caractère et les dispositions morales du détenu.

Le directeur formulera, d'après l'ensemble des observations ainsi recueillies, les annotations qu'il inscrira mensuellement au registre de la comptabilité morale.

Afin de compléter les renseignements concernant la situation du condamné, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille et les ressources de celle-ci, le directeur de l'établissement pénitentiaire se mettra en rapport avec les autorités locales et, le cas échéant, avec les institutions charitables et les comités de patronage.

Les directeurs des établissements pénitentiaires adresseront au ministre de la justice, par l'intermédiaire des commissions administratives, leurs propositions en faveur des condamnés auxquels ils estimeront que la libération conditionnelle pourrait être accordée. Ils y annexeront un extrait du registre de la comptabilité morale reproduisant les annotations relatives à ces condamnés.

Ces propositions seront transmises, dans la huitaine, au ministre de la justice par les commissions administratives, qui y joindront leur avis motivé.

Les propositions dont les commissions administratives croiront devoir prendre l'initiative seront accompagnées de l'avis motivé du directeur de l'établissement pénitentiaire et de l'extrait du registre de la comptabilité morale.

L'administration centrale, après avoir recueilli l'avis du parquet, conformément à l'article 5 de la loi du 31 mai 1888, et, s'il y a lieu, celui des autorités locales, sur les propositions transmises par les commissions administratives, soumet les dites propositions au ministre de la justice, avec les observations.

Elle recueille l'avis du parquet, celui de la commission administrative et du directeur de l'établissement pénitentiaire et, s'il y a lieu, celui des autorités locales, pour les propositions à soumettre au ministre de la justice, en dehors de celles qui lui sont adressées par les commissions administratives et les directeurs des établissements pénitentiaires (art. 1er à 6 de l'arrêté royal du 1er août 1888).

Les parquets et les autorités locales surveillent la conduite du libéré et signalent sans retard au ministre de la justice tous faits qui leur paraîtraient de nature à motiver la révocation de la mise en liberté.

La libération conditionnelle n'est jamais accordée que sous la condition d'une conduite irréprochable, et le libéré manque à cette condition lorsqu'il s'adonne à la débauche ou à l'ivrognerie.

La mise en liberté peut toujours être révoquée pour cause d'inconduite ou d'infractions aux conditions spéciales énoncées dans le permis de libération. La révocation est prononcée par le ministre de la justice, qui prend, au préalable, l'avis du procureur du roi près le tribunal dans le ressort duquel le condamné se trouve et, s'il y a lieu, l'avis des autorités locales. (Art. 13 et 14 de l'arrêté royal du 1er août 1888.)

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont dressés par le service de la libération conditionnelle d'après le dossier des libérés reposant dans ses archives.

A. — LIBÉRATION CONDITIONNELLE.

XCI. — Nombre des propositions et des requêtes accueillies et rejetées. — Motifs des rejets.

Propositions.

Propositions soumises par les directeurs. . .	230
Libérations conditionnelles.	104
Rejets.	126

Motifs de ces rejets.

Gravité des faits	62
Mauvais antécédents	41
Défaut d'amendement	22
Le restant de la peine étant remis par un arrêté de grâce	1
Requêtes envoyées au Ministre de la justice . .	184
Laissées sans suite	97
Libérations conditionnelles.	15
Rejets.	72

Motifs de ces rejets.

Gravité des faits	35
Antécédents	21
Défaut d'amendement	16

En résumé.

Affaires instruites	317
Libérations conditionnelles	119
Rejets.	198

XCII. — Renseignements relatifs aux libérés.

Sexe.

Hommes	101
Femmes	18

Etat civil.

Célibataires	53
Mariés	61
Veufs	3
Divorcés.	2

Age.

Moins de 20 ans.	13
De 20 à moins de 25 ans	23
De 25 id. 30 id.	27
De 30 id. 40 id.	34
De 40 id. 50 id.	13
De 50 id. 60 id.	8
De 60 ans et plus	1

Antécédents.

Sans antécédents judiciaires	86
Ayant subi une condamnation antérieure (1).	13
En ayant subi plusieurs	20

(1) Toutes les condamnations sont comptées, même les condamnations à une peine de police.

Nature des infractions.

Coups et blessures	22
Vols, escroqueries, etc.	54
Faux, usage de faux	2
Abus de confiance	1
Infanticides, avortements	3
Attentats à la pudeur	5
Recels	7
Incendie	1
Homicides, tentatives d'homicide	5
Banqueroute	4
Faux témoignage	3
Emission de fausse monnaie	7
Rébellion	2
Distillerie clandestine	1
Délit forestier	1
Menaces	1

Professions.

Ouvriers	47
Cultivateurs	19
Commerçants, industriels	8
Domestiques	4
Employés	4
Agents de change	2
Ménagères	7
Coiffeur	1
Instituteur	1
Cabaretiers	3
Verrier	1
Ajusteurs	3
Couturière	1
Cordonnier	1
Repasseuse	1
Modiste	1
Peintre	1
Armuriers	8
Teinturiers	2
Bateliers	2
Colporteur	1
Photographe	1

Durée de la peine prononcée.

Moins de 1 an	47
De 1 à moins de 2 ans	42
De 2 id. 5 id.	24
De 5 id. 10 id.	4
De 10 id. 20 id.	2

Durée de la détention restant à subir.

Moins de 3 mois	57
De 3 à moins de 6 mois	26
De 6 mois à moins de 1 an	27
De 1 à moins de 2 ans	9

Suites des libérations conditionnelles accordées en 1916.

Révocations	2
Temps d'épreuve expirant en 1918	110
Id. id. 1919	4
Id. id. 1920	3

Révocations prononcées en 1916 :

1	sur libération	conditionnelle	accordée	en 1913,	le temps d'épreuve	expirait en 1915
1	id.	id.		1914,	id.	id. 1916
2	id.	id.		1916, pour 1	id.	id. 1918
				pour 1	id.	id. 1929
Total des révocations.	4					

B. — PATRONAGE DES DÉTENUS.

Les Comités de patronage prêtent leur concours à l'Administration pénitentiaire pour assurer le relèvement et le reclassement des condamnés. A cette fin, les membres des comités, agréés par le Ministre de la justice, sont autorisés à visiter les détenus. Ils peuvent également être autorisés par le directeur de la prison à visiter les prévenus qui les ont appelés.

Au cours de l'année 1916, les membres agréés des Comités de patronage ont fait visite à 1,424 détenus, dont 515 hommes ou garçons et 909 femmes ou filles.

Sur les 515 visites à des hommes ou garçons :

467 ont été faites à des condamnés à une peine d'emprisonnement ;

48 à des prévenus.

Sur les 909 visites à des femmes ou filles :

889 ont été faites à des condamnées à une peine d'emprisonnement ;

20 à des prévenues.

Le nombre *total* des visites faites par les membres agréés des Comités de patronage a été de 2,607, dont : 1,192 à des hommes ou garçons, et 1,415 à des femmes ou filles.

(Voir tableaux XCIII et XCIV ci-après.)

XCIII. — Nombre de visites faites aux détenus, en 1916, par les membres visiteurs des comités de patronage.

PRISONS.	PRÉVENUS.		CONDAMNÉS.		TOTAL.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes et garçons.	Femmes et filles.
Prison centrale à Gand	—	—	—	—	—	—
Id. id. à Louvain	—	—	514	—	514	—
Id. à Saint-Gilles	—	—	—	—	—	—
Id. à Forest	—	8	5	735	5	743
Id. secondaire à Louvain	2	—	4	—	6	—
Id. à Nivelles	3	—	28	37	31	37
Id. à Anvers	—	—	—	—	—	—
Id. à Malines	—	7	39	41	39	48
Id. à Turnhout	—	—	2	8	2	8
Id. à Mons	—	—	16	27	16	27
Id. à Charleroi	8	—	19	—	27	—
Id. à Tournai	—	—	22	1	22	1
Id. secondaire à Gand	—	—	—	187	—	187
Id. à Termonde	—	—	2	—	2	—
Id. à Audenarde	—	—	—	—	—	—
Id. à Bruges	—	—	—	4	—	4
Id. à Courtrai	—	—	7	2	7	2
Id. à Furnes	—	—	—	—	—	—
Id. à Ypres	—	—	—	—	—	—
Id. à Liége	17	—	111	66	128	66
Id. à Verviers	—	11	70	214	70	225
Id. à Huy	16	3	48	14	64	17
Id. à Tongres	—	—	—	2	—	2
Id. à Hasselt	—	—	—	—	—	—
Id. à Arlon	14	—	227	7	241	7
Id. à Marche	—	—	—	—	—	—
Id. à Neufchâteau	—	—	—	—	—	—
Id. à Namur	—	—	18	41	18	41
Id. à Dinant	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	60	29	1,132	1,386	1,192	1,415

XCIV. — Relevé du nombre de détenus qui, au cours de l'année 1916, ont reçu une ou plusieurs visites de membres visiteurs des comités de patronage.

PRISONS.	PRÉVENUS.		CONDAMNÉS.		TOTAL.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes. et garçons.	Femmes et filles.
Prison centrale à Gand	—	—	—		—	—
Id. id. à Louvain	—	—	155	—	155	—
Id. à Saint-Gilles	—	—	—	—	—	—
Id. à Forest	—	8	5	735	5	743
Id. secondaire à Louvain	2	—	4	—	6	—
Id. à Nivelles	3	—	22	15	25	15
Id. à Anvers	—	—	—	—	—	—
Id. à Malines	—	3	17	17	17	20
Id. à Turnhout	—	—	2	7	2	7
Id. à Mons	—	—	16	4	16	4
Id. à Charleroi	5	—	13	—	18	—
Id. à Tournai	—	—	17	1	17	1
Id. secondaire à Gand	—	—	—	23	—	23
Id. à Termonde	—	—	1	—	1	—
Id. à Audenarde	—	—	—	—	—	—
Id. à Bruges	—	—	—	14	—	14
Id. à Courtrai	—	—	12	7	12	7
Id. à Furnes	—	—	—	—	—	—
Id. à Ypres	—	—	—	—	—	—
Id. à Liége	17	—	87	8	104	8
Id. à Verviers	—	6	43	25	43	31
Id. à Huy	16	3	31	10	47	13
Id. à Tongres	—	—	—	2	—	2
Id. à Hasselt	—	—	—	—	—	—
Id. à Arlon	5	—	30	4	35	4
Id. à Marche	—	—	—	—	—	—
Id. à Neufchâteau	—	—	—	—	—	—
Id. à Namur	—	—	12	17	12	17
Id. à Dinant	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	48	20	467	889	515	909

STATISTIQUE

DE LA

POLICE DES ÉTRANGERS

ANNÉE 1916

STATISTIQUE DE LA POLICE DES ÉTRANGERS

La police des étrangers est réglée par les dispositions suivantes :

A. En ce qui concerne les étrangers non-résidents :

1° L'article 9 du décret du 23 messidor an III :

« Tout étranger, à son arrivée dans un port de mer ou » dans une commune frontière de la république, se pré- » sentera à la municipalité; il déposera son passeport, » qui sera renvoyé de suite au comité de sûreté générale » pour y être visé; il demeurera, en attendant, sous la » surveillance de la municipalité, qui lui donnera une » carte de sûreté provisoire énonciative de la surveil- » lance. »

2° L'article 7 de la loi du 28 vendémiaire an VI :

« Tous étrangers voyageant dans l'intérieur de la répu- » blique, ou y résidant sans y avoir une mission des puis- » sances neutres et amies reconnue par le gouvernement » français, ou sans y avoir acquis le titre de citoyen, » seront mis sous la surveillance spéciale du directoire » exécutif, qui pourra leur retirer leurs passeports et leur » enjoindre de sortir du territoire français, s'il juge leur » présence susceptible de troubler l'ordre et la tran- » quillité publique. »

3° L'article 3 de l'arrêté du gouvernement provisoire du 6 octobre 1830 :

« Tous autres étrangers non munis d'autorisation du » gouvernement sont tenus de justifier de leurs ressources; » dans le cas contraire, ils seront renvoyés chez eux. »

4° Les articles 10 et 19 de la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité :

« ART. 10. — Les étrangers adultes et valides ne résidant pas en Belgique qui seront trouvés mendiant ou » en état de vagabondage pourront être immédiatement » reconduits à la frontière. »

» ART. 19. — Le gouvernement pourra en tout temps » faire reconduire à la frontière les individus de nationalité étrangère qui seront mis à sa disposition pour être » internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge. »

B. En ce qui concerne les étrangers résidents :

1° L'article 19 de la loi du 29 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité :

(Voir ci-dessus.)

2° L'article 28 de la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique :

« Le gouvernement est autorisé à conclure avec les » États étrangers des traités pour le rapatriement des » indigents. Sauf convention internationale, les indigents » étrangers peuvent, à la demande des administrations » qui pourvoient à leur assistance, être renvoyés à la » frontière. »

3° L'article 1er de la loi du 12 février 1897 :

« L'étranger résidant en Belgique qui, par sa conduite, » compromet la tranquillité publique ou celui qui est » poursuivi ou qui a été condamné à l'étranger pour » les crimes ou délits qui donnent lieu à l'extradition, » peut être contraint par le gouvernement de s'éloigner » d'un certain lieu, d'habiter dans un lieu déterminé » ou même de sortir du royaume.

» L'arrêté royal enjoignant à un étranger de sortir du » royaume parce qu'il compromet la tranquillité publique » sera délibéré en conseil des Ministres. »

N. B. — Le terme d'*expulsés* n'est appliqué qu'aux étrangers éloignés du territoire en vertu d'un arrêté royal pris en exécution de la loi du 12 février 1897.

Les autres sont désignés en général sous le nom de *renvoyés*.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont rédigés par l'administration de la sûreté publique à l'aide de renseignements puisés dans ses archives.

XCV. — Dénombrement, par nationalités, des étrangers arrivés pour la première fois dans le pays du 1er janvier au 31 décembre 1916.

NATIONALITÉ. 1	Résidants. 2	Vagabonds. 3	NATIONALITÉ. 1	Résidants. 2	Vagabonds. 3
Europe.			**Afrique.**		
Allemands	1,091	—	Algériens	1	—
Anglais	47	—	Égyptiens	1	—
Autrichiens	37	—	Colonie du Cap (Origin. de la)	1	—
Bulgares	4	—	Rhodésia (Origin. de la)	1	—
Danois	1	—	Tunisiens	1	—
Espagnols	16	—	TOTAL. . .	5	—
Français	(1) 1,895	—	**Amérique.**		
Grecs	3	—			
Italiens	55	—	Argentins	4	—
Luxembourgeois	123	—	Brésiliens	6	—
Moresnet Neutre (Origin. de)	3	—	Canadiens	4	—
Néerlandais	281	—	Cubains	1	—
Norvégiens	2	—	Etats-Unis (Origin. des)	34	—
Portugais	4	—	Salvador (Origin. de la République de)	1	—
Roumains	1	—	TOTAL. . .	50	—
Russes	26	—	**Asie.**		
Suédois	2	—			
Suisses	53	—	Chinois	2	—
Turcs	18	—	Cingalais	3	—
			Hindous	2	—
			Japonais	1	—
			Turquie d'Asie (Origin. de la)	5	—
TOTAL. . .	3,662	—	TOTAL. . .	13	—

RÉCAPITULATION.

NATIONALITÉ. 1	Résidants. 2	Vagabonds. 3
Europe	3,662	—
Afrique	5	—
Amérique	50	—
Asie	13	—
TOTAL. . .	3,730	—
TOTAL GÉNÉRAL. . .	3,730	

(1) Ce nombre, comme celui de l'année 1915, comprend principalement des habitants des départements envahis qui sont venus se fixer en Belgique avec l'assentiment de l'occupant.

N. B. — Dans les publications précédentes figuraient, en outre, deux tableaux portant comme intitulés, — l'un : « Etat numérique, par nationalité, des vagabonds étrangers conduits hors du royaume, soit sommairement, soit après avoir été mis à la disposition du gouvernement en vertu d'un jugement », — l'autre : « Etat numérique des étrangers expulsés ou renvoyés du pays ». A raison des faits de la guerre les dits tableaux ont ici disparu.

STATISTIQUE DES ALIÉNÉS

PLACÉS DANS LES ÉTABLISSEMENTS.

ANNÉE 1916.

STATISTIQUE DES ALIÉNÉS

PLACÉS DANS LES ÉTABLISSEMENTS.

L'organisation des établissements destinés à recevoir des aliénés, le placement des aliénés dans ces établissements et leur sortie, la surveillance des aliénés gardés dans leurs familles, sont réglés par les lois des 18 juin 1850 et 28 décembre 1873. En voici les principales dispositions :

ARTICLE PREMIER. — Nul ne peut ouvrir ou diriger un établissement destiné aux aliénés sans une autorisation du gouvernement.

La même autorisation est nécessaire pour le maintien des établissements actuellement existants.

ART. 2. — Est considérée comme établissement d'aliénés toute maison où l'aliéné est traité, même seul, par une personne qui n'a avec lui aucun lien de parenté ou d'alliance, ou qui n'a pas la qualité de tuteur, de curateur ou d'administrateur provisoire.

ART. 3. — Le gouvernement n'accordera l'autorisation demandée qu'autant qu'il reconnaisse qu'il est satisfait aux conditions suivantes :

1° Situation et locaux salubres, bien aérés, d'une étendue suffisante et d'une distribution convenable;

2° Séparation des sexes et classement des aliénés de chaque sexe d'après les exigences de leur maladie et la nature des soins dont ils doivent être l'objet;

3° Organisation d'un service médical et sanitaire, et régime intérieur approprié aux besoins et à l'état des malades;

4° Nomination, par le gouvernement, du personnel des médecins, sur la proposition des chefs ou directeurs des établissements, la députation permanente entendue; le gouvernement peut, en tout temps, ordonner la modification ou le remplacement de ce personnel en cas de négligence grave ou d'omission des devoirs imposés aux médecins par la présente loi.

Il fixe le montant de leur traitement à la charge des établissements et en règle le mode de payement;

5° Cautionnement à fournir par les propriétaires des établissements.

ART. 4. — Les établissements existants ou ceux qui pourront être fondés à l'avenir, qui ne satisferont pas aux conditions voulues et dont les chefs ou directeurs refuseront ou seront dans l'impossibilité de les remplir, seront fermés, la députation permanente entendue et après enquête.

ART. 6. — L'organisation de la colonie de Gheel et d'autres semblables qui pourront exister ou se former par la suite et le régime des aliénés qui y seront envoyés feront l'objet d'un règlement spécial, approuvé par arrêté royal, qui prescrira, entre autres, le mode de placement et de surveillance et l'organisation du service médical.

ART. 7. — Le chef d'un établissement ne pourra recevoir aucune personne atteinte d'aliénation mentale que :

1° Sur une demande écrite d'admission du tuteur d'un interdit, accompagné de la délibération du conseil de famille prise en exécution de l'article 510 du Code civil;

2° Sur une demande d'admission de l'autorité locale du domicile de secours d'un aliéné indigent;

3° En vertu d'un arrêté de collocation pris par l'autorité locale compétente, par application de l'article 95 de la loi communale.

(Toutefois, la collocation provisoire pourra, en cas d'urgence, être requise par le bourgmestre ou par le membre du collège qui le remplace. Le collège, dans ce cas, statuera lors de sa première réunion ou, au plus tard, dans le délai de six jours, conformément à l'article 5 de la loi communale.)

4° En exécution d'un réquisitoire d'un officier du ministère public, dans le cas de l'article 12 ci-après;

5° Sur une demande d'admission de toute personne intéressée indiquant la nature des relations et, le cas échéant, le degré de parenté ou d'alliance qui existe entre elle et l'aliéné. Cette demande devra être revêtue du visa du bourgmestre de la commune où l'aliéné se trouve.

6° En vertu d'un arrêté de la députation permanente du conseil provincial, dans les cas des nos 2, 3 et 5 précédents.

S'il y a urgence, cet arrêté pourra être porté par le gouverneur seul et sera soumis à la députation permanente lors de sa première réunion.

ART. 10. — Dans les vingt-quatre heures de l'admission d'un aliéné, le chef de l'établissement en donnera avis par écrit :

1° Au gouverneur de la province;
2° Au procureur du roi de l'arrondissement;
3° Au juge de paix du canton;
4° Au bourgmestre de la commune;
5° Au Comité de surveillance de l'établissement mentionné à l'article 21 ci-après.

Pareil avis sera donné, dans le même délai, au procureur du roi de l'arrondissement du domicile ou de la résidence habituelle de l'aliéné, et ce magistrat en informera l'autorité locale, qui en donnera immédiatement connaissance aux plus proches parents connus et aux personnes chez lesquelles l'aliéné avait son habitation, chaque fois que l'ordre ou la demande de séquestration sera émané de l'une des autorités ou des personnes mentionnées aux nos 2, 3, 5 et 6 de l'article 7.

ART. 11. — Pendant chacun des cinq premiers jours de son admission, l'aliéné sera visité par le médecin de l'établissement.

Celui-ci consignera sur un registre à ce destiné, coté et parafé comme il est dit à l'article 22, ses observations et le jugement qu'il en aura tiré, et en transmettra, le sixième jour, une copie au procureur du roi de l'arrondissement.

Il consignera ultérieurement sur le même registre, au moins tous les mois, les changements survenus dans l'état mental de chaque malade.

ART. 12. — Le gouvernement désignera un établissement public ou traitera avec un établissement privé, pour le placement des prévenus, accusés ou condamnés qui seraient reconnus en état d'aliénation mentale.

ART. 13. — Lorsque le médecin de l'établissement aura déclaré, sur le registre tenu en vertu de l'article 22, que la guérison est opérée (ou que la personne colloquée n'est pas atteinte d'aliénation mentale), le chef de l'établissement en donnera immédiatement avis, par écrit, à celui sur la demande duquel l'aliéné a été admis, au tuteur de l'interdit, ainsi qu'aux personnes et aux autorités qui ont été informées de son admission, aux termes de l'article 10.

Cinq jours après l'envoi de ces avis, la personne déclarée guérie ou non aliénée sera mise en liberté.

ART. 15. — Avant même que le médecin de l'établissement ait déclaré la guérison, toute personne retenue dans un établissement d'aliénés pourra toujours en être retirée par ceux qui l'y ont placée, sauf le cas de minorité ou d'interdiction, dans lesquels ce droit n'appartiendra, d'après les circonstances, qu'au tuteur, au curateur ou à l'administrateur provisoire, sans préjudice du droit du ministère public.

ART. 17. — Toute personne retenue dans un établissement d'aliénés, ou toute autre personne intéressée, pourra, à quelque époque que ce soit, se pourvoir devant le président du tribunal du lieu de la situation de l'établissement, qui, après les vérifications nécessaires, ordonnera, s'il y a lieu, la sortie immédiate.

ART. 21. — Tout établissement d'aliénés est sous la surveillance du gouvernement, qui le fera visiter tant par des fonctionnaires spécialement délégués à cet effet que par des Comités permanents d'inspection chargés de veiller à l'exécution de toutes les mesures prescrites par la loi et les règlements.

ART. 25. — Nulle personne ne peut être séquestrée dans son domicile ou celui de ses parents, ou des personnes qui en tiennent lieu, si l'état d'aliénation mentale n'est pas constaté par deux médecins désignés, l'un par la famille ou les personnes intéressées, l'autre par le juge de paix du canton, qui s'assurera par lui-même de l'état du malade et renouvellera ses visites au moins une fois par trimestre.

Indépendamment des visites personnelles du juge de paix, ce magistrat se fera remettre trimestriellement un certificat du médecin de la famille, aussi longtemps que durera la séquestration, et fera, d'ailleurs, visiter l'aliéné par tel médecin qu'il désignera, chaque fois qu'il le jugera nécessaire.

L'État possède les asiles de Mons et de Tournai ainsi que la colonie de Gheel; la colonie de Lierneux est administrée par la province de Liége. Les autres asiles appartiennent à des hospices civils, des communautés religieuses, des sociétés civiles, des particuliers qui en ont la direction. Les colonies de Gheel et de Lierneux ne reçoivent que des malades dont l'état est compatible avec la vie libre.

Les tableaux qui suivent ne concernent que les établissements d'aliénés. Les aliénés gardés dans leur famille n'y figurent pas.

Rédaction des tableaux. — Les renseignements statistiques relatifs aux aliénés placés dans les asiles sont extraits des registres médicaux et administratifs qui, en vertu de la loi, doivent être tenus dans chaque établissement.

Ils sont réunis chaque année dans des tableaux d'un modèle uniforme arrêté par le service de l'inspection des aliénés, et adressés au département de la justice (direction générale de la bienfaisance).

XCVI. — Mouvement de la population pendant l'année 1916. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Existants au 1er janvier.	ADMIS					TOTAL des existants et des admis.	SORTIS					DÉCÉDÉS				TOTAL des décès et des sorties.	Restant au 31 décembre.	ÉTABLISSEMENTS.
		pour la première fois.	par suite de rechute ou de récidive.	par réintégration après évasion, retrait sans amélioration.	venant d'un autre asile belge	TOTAL des admissions.		guéris.	améliorés.	non modifiés.	évadés.	transférés.	non aliénés.	TOTAL des sortis.	par maladie.	par accident.	par suicide.	TOTAL des décès.			
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
Anvers.																					**Anvers.**
Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — *Mixte*	12	98	16	—	—	114	126	21	14	—	—	61	3	99	17	—	—	17	116	10	Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — *Mixte.*
Bouchout. — Hospice des Frères Cellites	64	8	1	—	—	9	73	3	1	—	—	—	—	4	7	—	—	7	11	62	Bouchout. — Hospice des Frères Cellites.
Mortsel. — Asile Saint-Amédée	739	57	6	2	55	120	859	8	12	3	—	6	—	29	125	—	—	125	154	705	Mortsel. — Asile Saint-Amédée.
Brabant.																					**Brabant.**
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	4	104	11	—	—	115	119	22	1	—	—	79	—	102	13	—	—	13	115	4	Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte.*
Diest. — Hospice des Frères Alexiens	27	1	—	—	—	1	28	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	1	2	26	Diest. — Hospice des Frères Alexiens.
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	187	87	28	—	49	164	351	16	15	2	—	14	—	47	113	—	—	113	160	191	Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte.*
Grimberghen. — Hospice des Frères Alexiens	158	62	1	2	8	73	271	8	—	9	—	—	—	17	63	—	2	65	82	189	Grimberghen. — Hospice des Frères Alexiens.
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	19	12	—	—	—	12	31	1	1	3	—	1	—	6	6	—	—	6	12	19	Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte.*
Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens	99	1	—	—	—	1	100	—	1	1	—	—	—	2	3	—	—	3	5	95	Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens.
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — *Mixte*	21	12	—	—	—	12	33	—	—	2	—	7	—	9	5	—	—	5	14	19	Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — *Mixte.*
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	58	17	2	—	2	21	79	4	3	4	—	4	—	15	7	—	—	7	22	57	Uccle. — Maison de santé. — *Mixte.*
Winxele. — Hospice des Frères Alexiens	26	1	—	—	11	12	38	—	—	—	—	3	—	3	1	—	—	1	4	34	Winxele. — Hospice des Frères Alexiens.
Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants*	168	22	—	—	—	22	190	1	—	5	—	5	—	11	12	—	—	12	23	167	Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants.*
Flandre occidentale.																					**Flandre occidentale.**
Bruges. — Hospices Saint-Dominique. — *Mixte*	212	19	—	—	—	19	231	1	—	—	—	1	—	2	32	—	—	32	34	197	Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte.*
Bruges. — Hospice Saint-Julien	396	39	9	—	—	48	444	1	7	—	1	—	—	9	83	—	—	83	92	352	Bruges. — Hospice Saint-Julien.
Ypres. — Hospice	271	21	1	2	—	24	295	5	1	—	1	—	1	8	33	—	—	33	41	254	Ypres. — Hospice.
Flandre orientale.																					**Flandre orientale.**
Gand. — Etablissement des Frères de Saint-Jean de Dieu	17	4	2	—	—	6	23	2	—	—	—	—	—	2	6	—	—	6	8	15	Gand. — Etablissement des Frères de Saint-Jean de Dieu.
Gand. — Hospice Guislain	569	66	14	1	—	81	650	7	11	—	—	—	—	18	72	—	—	72	90	560	Gand. — Hospice Guislain.
Gand. — Maison de santé du « Strop »	98	3	3	—	—	6	104	1	3	—	—	2	—	6	2	—	—	2	8	96	Gand. — Maison de santé du « Strop ».
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme	437	43	11	—	3	57	494	4	8	—	2	3	—	17	75	—	—	75	92	402	Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme.
Selzaete. — Etablissement	666	26	3	1	1	31	697	2	7	1	—	—	—	10	64	—	—	64	74	623	Selzaete. — Etablissement.
Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants*	283	33	2	—	—	35	318	1	3	—	—	10	1	15	14	—	—	14	29	289	Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants.*
Hainaut.																					**Hainaut.**
Froidmont. — Hospice Saint-Charles	595	48	—	2	38	88	683	—	4	3	2	1	—	10	95	—	—	95	105	578	Froidmont. — Hospice Saint-Charles.
Leuze. — Hospice Saint-Jean de Dieu	65	13	—	—	—	13	78	1	3	—	1	3	—	8	10	—	—	10	18	60	Leuze. — Hospice Saint-Jean de Dieu.
Tournai. — Hospice pour hommes	870	126	12	12	8	158	1,028	18	28	7	5	53	—	111	130	—	1	131	242	786	Tournai. — Hospice pour hommes.
Manage. — Hospice de la Sainte-Famille. — *Enfants*	(1) 239	41	—	6	1	48	287	1	3	19	1	34	—	58	6	—	—	6	64	223	Manage. — Hospice de la Sainte-Famille. — *Enfants.*
Liége.																					**Liége.**
Liége. — Hospice « les Insensés »	171	68	12	3	—	83	254	12	9	5	—	12	—	38	53	—	—	53	91	163	Liége. — Hospice « les Insensés ».
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	24	12	5	—	—	17	41	3	5	1	—	3	—	12	5	—	—	5	17	24	Glain. — Maison de santé. — *Mixte.*
Henri-Chapelle. — Etablissement	42	2	—	—	—	2	44	—	1	—	—	—	—	1	3	—	—	3	4	40	Henri-Chapelle. — Etablissement.
Hollogne-aux-Pierres. — Hospice Saint-Lambert. — *Enfants*	157	38	2	—	7	47	204	2	1	—	—	5	—	8	3	—	—	3	11	193	Hollogne-aux-Pierres. — Hospice Saint-Lambert. — *Enfants.*
Spa. — Asile pour *Enfants*. — *Mixte*	7	1	—	—	—	1	8	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	2	6	Spa. — Asile pour *Enfants*. — *Mixte.*
Limbourg.																					**Limbourg.**
Ziekeren-Saint-Trond. — Hospice	845	137	21	—	25	183	1,028	24	43	—	—	1	1	69	125	—	—	125	194	834	Ziekeren-Saint-Trond. — Hospice.
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur. — *Enfants*	279	36	—	—	—	36	315	—	2	7	—	12	—	21	13	—	—	13	34	281	Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur. — *Enfants.*
Namur.																					**Namur.**
Dave. — Asile	780	206	13	—	26	245	1,025	—	30	9	1	6	—	46	164	—	—	164	210	815	Dave. — Asile.
TOTAL	8,645	1,464	175	31	234	1,904	10,549	169	217	81	14	327	6	814	1,363	—	3	1,366	2,180	8,369	TOTAL.
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	1,245	187	7	3	50	247	1,492	11	18	2	5	89	—	125	111	1	2	117	242	1,250	Gheel. — Colonie. — *Mixte.*
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	311	30	6	—	—	36	347	2	6	2	—	16	—	26	32	—	—	32	58	289	Lierneux. — Colonie. — *Mixte.*
TOTAL GÉNÉRAL	10,201	1,681	188	34	284	2,187	12,388	182	241	85	19	432	6	965	1,506	4	5	1,515	2,480	9,908	TOTAL GÉNÉRAL.

(1) Voir N.-B. ci-dessous.

N.-B. — Les chiffres qui suivent se rapportant aux aliénés placés à l'Hospice d'Ypres n'avaient pu être publiés dans la Statistique de l'*année 1915* à laquelle ils se rapportent. Les chiffres relatifs aux aliénés soignés à l'Hospice de la Sainte-Famille à Manage en 1915 doivent être rectifiés comme ci-dessous

Le total général de la publication de l'année 1915 doit être modifié en conséquence :

Ypres. — Hospice	326	2	2	1	—	5	331	8	—	—	6	3	—	17	43	—	—	43	60	271	Ypres. — Hospice.
Manage. — Hospice de la Sainte-Famille. — *Enfants*	301	26	—	4	—	30	331	—	18	14	2	49	—	83	9	—	—	9	92	239	Manage. — Hospice de la Sainte-Famille. — *Enfants.*
TOTAL GÉNÉRAL	10,399	1,532	251	45	196	2,024	12,423	263	224	113	50	243	5	998	1,213	4	6	1,223	2,221	10,202	TOTAL GÉNÉRAL.

XCVI (suite). — Mouvement de la population pendant l'année 1916. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Existantes au 1er janvier.	ADMISES pour la première fois.	ADMISES par suite de rechute ou de récidive.	ADMISES par réintégration après évasion, retrait sans amélioration.	ADMISES venant d'un autre asile belge.	ADMISES TOTAL des admissions.	TOTAL des existantes et des admises.	SORTIES guéries.	SORTIES améliorées.	SORTIES non modifiées.	SORTIES évadées.	SORTIES transférées.	SORTIES non aliénées.	SORTIES TOTAL des sorties.	DÉCÉDÉES par maladie.	DÉCÉDÉES par accident.	DÉCÉDÉES par suicide.	DÉCÉDÉES TOTAL des décès.	TOTAL des décès et des sorties.	Restant au 31 décembre.	ÉTABLISSEMENTS.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
Anvers.																					**Anvers.**
Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — *Mixte.*	9	113	15	—	—	128	137	20	10	—	—	84	2	116	8	—	—	8	124	13	Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — *Mixte.*
Duffel. — Hospice.	568	57	—	20	18	95	663	24	14	11	—	12	—	61	48	—	—	48	109	554	Duffel. — Hospice.
Brabant.																					**Brabant.**
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte.*	5	105	12	—	—	117	122	35	—	—	—	69	—	104	7	—	—	7	111	11	Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte.*
Diest. — Hospice des Sœurs grises.	53	2	2	—	1	5	58	2	2	—	—	—	—	4	2	—	—	2	6	52	Diest. — Hospice des Sœurs grises.
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph.	406	21	6	—	2	29	435	9	—	2	—	1	—	12	17	—	—	17	29	406	Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph.
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	282	92	22	—	24	138	420	27	23	—	—	11	—	61	81	—	—	81	142	278	Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte.*
Louvain. — Hospice des Sœurs noires.	93	15	5	—	—	18	108	2	4	1	—	—	—	7	12	—	—	12	19	89	Louvain. — Hospice des Sœurs noires.
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte.*	29	13	—	—	—	13	42	7	2	—	—	4	—	13	3	—	—	3	16	26	Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte.*
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — *Mixte.*	24	14	—	—	—	14	38	5	1	7	—	7	—	20	4	—	—	4	24	14	Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — *Mixte.*
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte.*	56	21	1	—	1	23	79	9	4	7	—	2	—	22	6	—	—	6	28	51	Uccle. — Maison de santé. — *Mixte.*
Flandre occidentale.																					**Flandre occidentale.**
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte.*	248	9	2	—	—	11	259	—	—	—	—	1	—	1	9	—	—	9	10	249	Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte.*
Menin. — Hospice.	94	2	1	—	—	3	97	2	2	—	—	1	—	5	7	—	—	7	12	85	Menin. — Hospice.
Sainte-Anne-lez-Courtrai. — Hospice.	451	36	9	—	—	45	496	7	2	—	—	—	—	9	58	—	—	58	67	429	Sainte-Anne-lez-Courtrai. — Hospice.
Saint-Michel-lez-Bruges. — Hospice Notre-Dame.	496	46	5	—	—	51	547	12	1	—	—	—	—	13	46	—	—	46	59	488	Saint-Michel-lez-Bruges. — Hospice Notre-Dame.
Ypres. — Asile du Sacré-Cœur.	352	28	1	—	—	29	381	3	—	—	—	1	1	5	21	—	—	21	26	355	Ypres. — Asile du Sacré-Cœur.
Flandre orientale.																					**Flandre orientale.**
Melle. — Asile Caritas.	653	86	33	1	1	121	774	42	—	16	—	—	—	58	66	—	—	66	124	650	Melle. — Asile Caritas.
Lede. — Hospice.	294	23	6	—	—	29	323	5	1	—	—	—	—	6	35	—	—	35	41	282	Lede. — Hospice.
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis ».	486	32	10	—	2	44	530	10	7	2	—	1	—	20	40	—	—	40	60	470	Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis ».
Velsicque-Ruddershove. — Hospice.	77	1	—	1	—	2	79	1	—	—	—	—	—	1	3	—	—	3	4	75	Velsicque-Ruddershove. — Hospice.
Lokeren. — Hospice Saint-Benoit. — *Enfants.*	438	28	—	—	—	28	466	1	19	5	—	—	—	25	24	—	—	24	49	417	Lokeren. — Hospice Saint-Benoit. — *Enfants.*
Eecloo. — Asile Saint-Jean-Baptiste.	104	3	—	—	—	3	107	—	—	—	—	—	—	—	9	—	—	9	9	98	Eecloo. — Asile Saint-Jean-Baptiste.
Hainaut.																					**Hainaut.**
Mons. — Hospice.	405	126	—	44	—	170	575	17	37	6	—	9	—	69	71	—	—	71	140	435	Mons. — Hospice.
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité.	96	19	4	—	1	24	120	6	—	—	—	1	—	7	16	—	—	16	23	97	Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité.
Wez-Velvain. — Hospice.	50	2	—	—	—	2	52	1	—	—	—	1	—	2	—	—	—	—	2	50	Wez-Velvain. — Hospice.
Liége.																					**Liége.**
Liége. — Hospice Sainte-Agathe.	262	59	11	6	—	76	338	16	16	11	—	2	1	46	26	—	—	26	72	266	Liége. — Hospice Sainte-Agathe.
Glain. — Maison de santé. — *Mixte.*	17	10	3	—	—	13	30	5	3	1	—	4	—	13	1	—	—	1	14	16	Glain. — Maison de santé. — *Mixte.*
Spa. — Asile pour *Enfants.* — *Mixte.*	36	16	2	—	—	18	54	—	2	3	—	—	1	6	4	—	—	4	10	44	Spa. — Asile pour *Enfants.* — *Mixte.*
Limbourg.																					**Limbourg.**
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph.	508	50	9	—	16	75	583	12	7	1	—	1	—	21	56	—	—	56	77	506	Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph.
Saint-Trond. — Hospice.	766	101	28	—	19	148	914	33	21	3	—	—	—	57	112	—	1	113	170	744	Saint-Trond. — Hospice.
Namur.																					**Namur.**
Saint-Servais-lez-Namur. — Asile du Beau-Vallon	384	164	20	5	32	221	605	33	2	15	1	2	1	51	119	—	—	119	173	432	Saint-Servais-lez-Namur. — Asile du Beau-Vallon.
TOTAL.	7,739	1,292	207	77	117	1,693	9,432	346	180	91	1	214	6	838	911	—	1	912	1,750	7,682	TOTAL
Gheel. — Colonie. — *Mixte.*	1,350	210	4	8	14	236	1,606	14	12	5	2	65	—	98	119	—	1	120	218	1,388	Gheel. — Colonie. — *Mixte.*
Lierneux. — Colonie. — *Mixte.*	255	18	4	—	—	22	277	1	7	—	—	14	—	22	25	—	—	25	47	230	Lierneux. — Colonie. — *Mixte.*
TOTAL GÉNÉRAL.	9,344	1,520	215	85	151	1,971	11,315	361	199	96	3	293	6	958	1,055	—	2	1,057	2,015	9,300	TOTAL GÉNÉRAL

N.-B. — Les chiffres ci-dessous se rapportant aux aliénés placés à l'Hospice de Menin et à l'Asile du Sacré-Cœur à Ypres n'avaient pu être publiés dans la Statistique de l'*année 1915* à laquelle ils se rapportent. Le total général de la publication de l'année 1915 doit être modifié en conséquence :

Menin. — Hospice.	95	5	—	—	—	5	100	—	1	—	—	—	—	1	5	—	—	5	6	94	Menin. — Hospice.
Ypres. — Asile du Sacré-Cœur.	373	7	—	—	—	7	380	4	—	—	—	—	—	4	24	—	—	24	28	352	Ypres. — Asile du Sacré-Cœur.
TOTAL GÉNÉRAL.	9,390	1,358	277	56	163	1,854	11 244	425	158	90	5	325	6	1,009	888	1	2	891	1,900	9,344	TOTAL GÉNÉRAL

XCVII. — Premières admissions : Age. — Etat civil. — Saisons. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Total.	AGE AU MOMENT DE L'ADMISSION.						ÉTAT CIVIL.								SAISONS.				
		Moins de 16 ans.	16 à 20 ans.	21 à moins de 30 ans	30 à moins de 50 ans.	50 ans et plus	Inconnu.	Célibataires.	Mariés avec enfants.	Mariés sans enfants.	Veufs avec enfants.	Veufs sans enfants.	Séparés ou divorcés avec enfants.	Séparés ou divorcés sans enfants.	Inconnus.	Printemps.	Été.	Automne.	Hiver.	Inconnue.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Anvers.																				
Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — *Mixte*	98	4	7	11	33	41	2	32	38	11	7	4	3	—	3	13	19	28	38	—
Bouchout. — Hospice des Frères Cellites.	8	—	—	2	6	—	—	4	4	—	—	—	—	—	—	3	2	2	1	—
Mortsel. — Asile Saint-Amédée	57	—	2	7	22	26	—	22	22	5	7	1	—	—	—	11	16	12	15	—
Brabant.																				
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	104	2	7	17	51	27	—	45	27	30	—	1	—	1	—	20	34	20	30	—
Diest. — Hospice des Frères Alexiens	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	87	—	11	17	38	21	—	37	11	11	4	8	—	—	16	26	30	15	16	—
Grimberghen. — Hospice des Frères Alexiens	62	—	1	10	37	14	—	20	35	4	3	—	—	—	—	11	21	11	19	—
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	12	—	1	2	6	2	1	4	6	1	—	—	—	1	—	3	3	1	5	—
Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — *Mixte*	12	—	2	2	7	1	—	6	4	2	—	—	—	—	—	4	1	—	7	—
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	17	—	2	—	8	7	—	5	3	5	1	3	—	—	—	4	2	6	5	—
Winxele. — Hospice des Frères Alexiens	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants.*	22	22	—	—	—	—	—	22	—	—	—	—	—	—	—	3	7	9	3	—
Flandre occidentale.																				
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	19	1	2	3	5	8	—	11	6	1	1	—	—	—	—	3	3	6	7	—
Bruges. — Hospice Saint-Julien	39	—	22	13	2	2	—	32	2	1	3	1	—	—	—	12	10	11	6	—
Ypres. — Hospice	21	1	1	4	8	7	—	11	8	1	1	—	—	—	—	2	3	7	9	—
Flandre orientale.																				
Gand. — Etablissement des Frères de Saint-Jean de Dieu	4	—	—	1	2	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	1	—	—	3	—
Gand. — Hospice Guislain	66	—	13	18	15	20	—	33	14	10	5	4	—	—	—	16	23	14	13	—
Gand. — Maison de santé du « Strop ».	3	—	—	—	2	1	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—
Saint-Nicolas. — Hospice St-Jérôme	43	—	3	1	20	19	—	18	17	3	4	—	—	1	—	15	5	14	9	—
Selzaete. — Etablissement	26	1	5	4	12	4	—	17	7	—	1	—	—	1	—	6	8	6	6	—
Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants*	33	33	—	—	—	—	—	33	—	—	—	—	—	—	—	13	6	7	7	—
Hainaut.																				
Froidmont. — Hospice Saint-Charles	48	—	3	5	21	19	—	25	12	5	5	1	—	—	—	19	13	8	8	—
Louze. — Hospice Saint-Jean de Dieu	13	—	1	2	4	6	—	6	4	3	—	—	—	—	—	5	7	—	1	—
Tournai. — Hospice pour hommes	126	—	12	21	55	38	—	68	27	19	8	4	—	—	—	31	36	26	33	—
Manage. — Hospice de la Sainte-Famille. — *Enfants*	41	41	—	—	—	—	—	41	—	—	—	—	—	—	—	12	8	12	9	—
Liége.																				
Liége. — Hospice des Insensés	68	—	6	21	32	9	—	30	19	7	1	3	3	2	—	18	22	13	11	4
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	12	—	1	—	7	4	—	4	6	1	1	—	—	—	—	3	4	1	4	—
Henri-Chapelle. — Etablissement	2	—	—	—	1	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—
Hollogne-aux-Pierres. — Hospice Saint-Lambert. — *Enfants.*	38	31	7	—	—	—	—	38	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	38
Spa. — Asile pour *Enfants.* — *Mixte*	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Limbourg.																				
Zieckeren-Saint-Trond. — Hospice.	137	—	13	18	50	56	—	74	41	7	14	1	—	—	—	33	42	38	24	—
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur. — *Enfants.*	36	30	6	—	—	—	—	36	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	36
Namur.																				
Dave. — Asile.	200	—	12	27	109	55	3	88	48	44	9	8	2	1	6	13	17	3	28	145
TOTAL	1,464	167	141	207	554	387	6	771	365	172	78	39	8	6	26	304	344	273	318	225
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	187	8	15	25	73	66	—	115	42	14	9	4	2	1	—	79	12	32	31	—
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	30	2	3	1	10	11	—	22	4	3	1	—	—	—	—	5	6	8	11	—
TOTAL GÉNÉRAL	1,681	177	159	236	637	466	6	907	411	189	88	43	10	7	26	388	392	313	363	225

N. B. — Voir page 312 pour ce qui concerne les chiffres ci-dessous se rapportant à l'année 1915.

Ypres. — Hospice	2	—	—	1	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—
Manage. — Hospice de la Sainte-Famille. — *Enfants*	26	23	1	—	—	—	2	26	—							6	8	9	3	—
TOTAL GÉNÉRAL	1,532	118	83	204	643	481	3	771	397	211	67	45	15	22	4	356	479	331	296	70

XCVII (suite). — Premières admissions : Age. — Etat civil. — Saisons. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Total.	AGE AU MOMENT DE L'ADMISSION.						ÉTAT CIVIL.								SAISONS				
		Moins de 16 ans.	16 à 20 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 50 ans.	50 ans et plus	Inconnu.	Célibataires.	Mariées avec enfants.	Mariées sans enfants.	Veuves avec enfants.	Veuves sans enfants.	Séparées ou divorcées avec enfants.	Séparées ou divorcées sans enfants.	Inconnu.	Printemps	Été.	Automne.	Hiver.	Inconnue.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Anvers.																				
Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — *Mixte*	113	—	—	16	42	54	1	33	39	8	23	4	3	—	3	35	20	32	26	—
Duffel. — Hospice	57	—	2	8	28	19	—	24	21	4	8	—	—	—	—	17	14	11	15	—
Brabant																				
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	105	5	8	15	54	23	—	39	25	12	10	11	5	3	—	32	17	19	37	—
Diest. — Hospice des Sœurs grises.	2	—	—	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph	21	—	1	3	12	5	—	12	5	3	—	1	—	—	—	3	9	4	5	—
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	92	—	17	31	28	16	—	38	12	11	8	9	—	1	13	26	23	18	25	—
Louvain. — Hospices des Sœurs noires.	13	—	—	6	6	1	—	9	2	—	—	1	—	—	1	4	4	2	3	—
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	13	—	—	1	3	8	1	6	3	3	—	1	—	—	—	4	1	3	5	—
Uccle. — Hospice du Fort Jacco. — *Mixte*	14	—	—	5	7	2	—	3	9	1	1	—	—	—	—	6	4	2	2	—
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	21	—	2	1	10	8	—	10	3	2	5	1	—	—	—	5	5	5	6	—
Flandre occidentale.																				
Bruges. — Hospice Saint-Dominique — *Mixte*	9	—	—	—	6	3	—	4	3	2	—	—	—	—	—	4	3	2	—	—
Menin. — Hospice	2	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	1	—
Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice	36	—	2	8	13	13	—	19	11	3	1	2	—	—	—	11	8	10	7	—
Saint-Michel lez-Bruges. — Hospice Notre-Dame	46	—	5	15	12	13	1	29	11	4	1	1	—	—	—	14	15	9	8	—
Ypres. — Hospice du Sacré-Cœur	28	—	2	5	13	8	—	17	7	—	4	—	—	—	—	9	6	5	8	—
Flandre orientale.																				
Lede. — Hospice	23	—	—	2	8	12	1	10	7	1	3	1	—	1	—	5	8	4	6	—
Melle. — Asile Caritas	86	—	4	17	33	32	—	39	29	9	9	—	—	—	—	28	21	14	23	—
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis »	32	—	3	9	9	11	—	21	1	9	—	1	—	—	—	11	9	3	9	—
Velsiecque-Ruddershove. — Hospice	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Lokeren. — Hospice Saint-Benoit. — *Enfants*	28	25	3	—	—	—	—	28	—	—	—	—	—	—	—	2	8	6	12	—
Eecloo. — Asile Saint-Jean-Baptiste	3	—	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	2	—
Hainaut.																				
Mons. — Hospice	126	—	21	45	36	24	—	52	29	20	12	8	1	4	—	29	43	23	31	—
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité	19	—	1	6	11	1	—	10	6	3	—	—	—	—	—	—	6	8	5	—
Wez-Velvain. — Hospice	2	—	—	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—
Liége.																				
Liége. — Hospice Sainte-Agathe	59	—	—	15	33	11	—	21	11	11	5	7	4	—	—	17	16	11	15	—
Glain. — Maison de santé. — *Mixte.*	10	—	—	2	6	2	—	5	4	—	—	1	—	—	—	1	2	1	6	—
Spa. — Asile pour *Enfants.* — *Mixte*	16	14	2	—	—	—	—	16	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16
Limbourg.																				
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph	50	—	3	11	23	13	—	26	14	2	6	1	1	—	—	4	6	6	5	29
Saint-Trond. — Hospice	101	—	9	33	22	37	—	43	30	6	16	6	—	—	—	30	26	26	19	—
Namur																				
Saint-Servais-lez-Namur. — Asile du Beau Vallon	164	—	13	18	86	47	—	78	55	17	10	4	—	—	—	45	38	25	56	—
TOTAL	1,292	44	98	277	503	364	6	598	339	131	122	60	14	9	19	347	312	249	339	45
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	210	10	9	32	80	79	—	101	48	16	28	13	2	2	—	75	52	39	44	—
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	18	2	—	4	4	8	—	12	2	—	3	—	—	1	—	7	5	5	1	—
TOTAL GÉNÉRAL	1,520	56	107	313	587	451	6	711	389	147	153	73	16	12	19	429	369	293	384	45

N. B. — Voir page 314 pour ce qui concerne les chiffres ci-dessous se rapportant à l'année 1915.

Menin Hospice	5	—	—	1	4	—	—	2	—	—	—	—	—	—	3	—	4	1	—	—
Ypres. — Asile du Sacré-Cœur.	7	1	—	2	2	1	1	5	2	—	—	—	—	—	—	4	1	—	2	—
TOTAL GÉNÉRAL	1,358	37	83	217	589	429	3	631	358	166	102	66	11	18	6	364	330	315	277	72

XCVIII. — Sorties : Age, résultat du traitement. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	SORTIS — PAR GUÉRISON âgés de					SORTIS — AMÉLIORÉS âgés de					SORTIS — NON MODIFIÉS âgés de					Total.
	moins de 16 ans.	16 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 50 ans.	50 ans ou plus.	moins de 16 ans.	16 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 50 ans.	50 ans ou plus.	moins de 16 ans.	16 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 50 ans.	50 ans ou plus.	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Anvers.																
Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — *Mixte*	—	—	2	10	9	1	2	2	4	5	2	4	12	17	29	99
Bouchout. — Hospice des Frères Cellites	—	—	1	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	4
Mortsel. — Asile Saint-Amédée	—	1	—	6	1	—	—	4	3	5	—	3	1	4	1	29
Brabant.																
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	2	3	7	8	2	—	—	1	—	—	—	7	18	46	8	102
Diest. — Hospice des Frères Aloxiens	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	—	1	9	6	—	—	—	7	5	3	—	2	8	5	1	47
Grimberghen. — Hospice des Frères Aloxiens	—	1	2	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	7	2	17
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	3	—	6
Tirlemont. — Hospice des Frères Aloxiens	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	2
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — *Mixte*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	4	1	9
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	—	3	1	—	—	—	2	1	—	1	—	5	2	15
Winxele. — Hospice des Frères Aloxiens	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants*	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	3	3	—	—	11
Flandre occidentale.																
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2
Bruges. — Hospice Saint-Julien	—	—	—	1	—	—	—	2	5	—	—	—	—	1	—	9
Ypres. — Hospice	—	1	—	3	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	1	8
Flandre orientale.																
Gand. — Etablissement des Frères de Saint-Jean-de-Dieu	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Gand. — Hospice Guislain	—	—	—	5	2	—	—	2	4	5	—	—	—	—	—	18
Gand. — Maison de santé du « Strop »	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	2	—	6
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme	—	—	—	1	3	—	—	—	5	3	—	—	2	3	—	17
Selzaete. — Etablissement	—	—	—	2	—	—	—	3	4	—	—	—	1	—	—	10
Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants*	1	—	—	—	—	2	1	—	—	—	1	10	—	—	—	15
Hainaut.																
Froidmont. — Hospice Saint-Charles	—	—	—	—	—	—	1	1	1	1	—	1	4	1	—	10
Louzo. — Hospice Saint-Jean-de-Dieu	—	—	—	1	—	—	—	1	2	—	—	—	2	1	1	8
Tournai. — Hospice pour hommes	—	1	6	11	—	—	—	10	15	3	—	3	21	34	7	111
Manage. — Hospice de la Sainte-Famille. — *Enfants*	—	1	—	—	—	3	—	—	—	—	33	21	—	—	—	58
Liége.																
Liége. — Hospice « les Insensés »	—	—	4	7	1	—	1	2	5	1	—	3	6	7	1	38
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	—	3	—	—	1	—	1	3	—	—	—	2	2	12
Henri-Chapelle. — Etablissement	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Hollogne-aux-Pierres. — Hospice Saint-Lambert. — *Enfants*	—	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	2	3	—	—	8
Spa. — Asile pour *Enfants*. — *Mixte*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg.																
Zickeren-Saint-Trond. — Hospice	—	1	2	11	10	—	1	8	23	11	—	—	—	1	1	69
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur. — *Enfants*	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	7	3	9	—	—	21
Namur.																
Dave. — Asile	—	—	—	—	—	—	1	3	19	7	—	—	2	11	2	46
TOTAL	4	15	33	84	33	8	9	48	100	52	47	66	96	159	60	814
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	—	—	1	4	6	—	3	5	6	4	—	9	12	46	29	125
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	—	1	—	—	1	—	—	—	3	3	1	1	8	4	4	26
TOTAL GÉNÉRAL	4	16	34	88	40	8	12	53	109	59	48	76	116	209	93	965

N. B. — Voir page 312 pour ce qui concerne les chiffres ci-dessous se rapportant à l'année 1915.

Ypres. — Hospice	—	—	6	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	4	5	17
Manage. — Hospice de la Sainte Famille. — *Enfants*	—	—	—	—	—	16	2	—	—	—	26	39	—	—	—	83
TOTAL GÉNÉRAL	2	12	68	124	57	23	12	39	106	44	49	80	82	188	112	998

XCVIII (suite). — Sorties : Age, résultat du traitement. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	SORTIES — PAR GUÉRISON âgées de					SORTIES — AMÉLIORÉES âgées de					SORTIES — NON MODIFIÉES âgées de					Total
	moins de 16 ans.	16 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 50 ans.	50 ans ou plus.	moins de 16 ans.	16 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 50 ans.	50 ans ou plus.	moins de 16 ans.	16 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 50 ans.	50 ans ou plus.	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Anvers.																
Anvers. — Asile dépôt Stuyvenberg. — *Mixte*	—	—	1	12	7	—	—	3	4	3	1	1	12	36	35	116
Duffel. — Hospice	—	3	8	5	8	—	2	8	3	1	—	2	2	14	5	61
Brabant.																
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	2	4	9	18	2	—	—	—	—	—	3	11	18	29	8	104
Diest. — Hospice des Sœurs grises	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	4
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph	—	—	2	5	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	12
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	10	12	5	—	3	6	11	3	—	—	3	6	2	61
Louvain. — Hospice des Sœurs noires	—	—	1	1	—	—	—	1	2	1	—	—	1	—	—	7
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	4	2	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	4	13
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — *Mixte*	—	—	3	2	—	—	—	1	—	—	—	—	1	3	7	3	20
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	2	6	1	—	—	—	3	1	—	—	1	6	2	22
Flandre occidentale.																
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Menin. — Hospice (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1) —
Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice	—	2	1	4	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	9
Saint-Michel lez-Bruges. — Hospice Notre-Dame	—	—	7	3	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	13
Ypres. — Asile du Sacré-Cœur	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	5
Flandre orientale.																
Lede. — Hospice	—	—	1	2	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	6
Melle. — Asile Caritas	—	—	8	20	14	—	—	—	—	—	—	—	8	—	8	58
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis »	—	3	5	2	—	—	—	1	4	1	1	—	1	1	8	20
Velsicque-Ruddershove. — Hospice	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Lokeren. — Hospice Saint-Benoit. — *Enfants*	1	—	—	—	—	12	7	—	—	—	3	2	—	—	—	25
Eecloo. — Asile Saint-Jean-Baptiste	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hainaut.																
Mons. — Hospice	—	5	6	4	2	—	5	18	14	—	—	1	8	6	—	69
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité	—	—	3	2	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	7
Wez-Velvain. — Hospice	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Liége.																
Liége. — Hospice Sainte-Agathe	—	—	4	10	2	—	—	3	11	2	—	—	3	11	—	46
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	—	4	1	—	—	2	1	—	—	—	1	3	1	13
Spa. — Asile pour *Enfants*. — *Mixte*	—	—	—	—	—	2	—	—	—	4	—	—	—	—	—	6
Limbourg.																
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph	—	—	5	6	1	—	—	—	5	2	—	—	—	2	—	21
Saint-Trond. — Hospice	—	—	6	18	9	—	—	2	11	8	—	—	—	—	3	57
Namur.																
Saint-Servais lez-Namur. — Asile du Beau-Vallon	—	2	0	17	5	—	—	—	2	—	—	—	1	12	6	54
TOTAL	3	19	98	158	66	14	18	51	72	23	12	19	65	134	81	833
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	—	1	3	9	1	1	—	2	8	1	1	1	8	24	38	98
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	—	—	—	1	—	—	—	2	2	3	1	—	5	2	6	22
TOTAL GÉNÉRAL	3	20	101	168	67	15	18	55	82	27	14	20	78	160	125	953 (1)

(1) Cinq malades sorties de l'hospice de Menin, après amélioration ou guérison, n'ont pas été comptées dans ce tableau. Elles avaient été placées sans papiers dans l'établissement par les Allemands. Au surplus, beaucoup de registres ont été égarés.

N. B. — Voir page 314 pour ce qui concerne les chiffres ci-dessous se rapportant à l'année 1915.

Menin. — Hospice	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Ypres. — Asile du Sacré-Cœur	—	1	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4
TOTAL GÉNÉRAL	3	30	89	207	96	8	11	29	67	43	20	37	93	166	110	1,009

XCVIX — Statistique des alcoolisés. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Existants au 1er janvier.	ADMIS.			Total des existants et des admis.	SORTIS.					Restants au 31 décembre.
		Première admission.	Réintégration	Total.		Guéris.	Améliorés.	Autrement.	Décédés.	Total.	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Anvers.											
Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — *Mixte*	2	2	—	2	4	2	2	—	—	4	—
Bouchout. — Hospice des Frères Cellites	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	1
Mortsel. — Asile Saint-Amédée	140	15	7	22	162	5	5	—	26	36	126
Brabant.											
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	—	4	—	4	4	3	—	1	—	4	—
Diest. — Hospice des Frères Alexiens	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	16	26	9	35	51	11	1	—	6	18	33
Grimberghen. — Hospice des Frères Alexiens	17	6	1	7	24	1	—	—	4	5	19
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens	8	—	—	—	8	—	—	—	—	—	8
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — *Mixte*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	—	2	—	2	2	1	—	—	—	1	1
Winxele. — Hospice des Frères Alexiens	1	—	—	—	1	—	—	1	—	1	—
Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre occidentale.											
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	118	3	—	3	121	—	—	1	11	12	109
Bruges. — Hospice Saint-Julien	147	11	2	13	160	—	2	1	22	25	135
Ypres. — Hospice (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre orientale.											
Gand. — Etablissement des Frères de Saint-Jean-de-Dieu	1	1	—	1	2	1	—	—	—	1	1
Gand. — Hospice Guislain	40	7	3	10	50	6	3	—	6	15	35
Gand. — Maison de santé du « Strop »	14	2	1	3	17	—	—	2	—	2	15
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme	178	10	4	14	192	3	4	2	32	41	151
Selzaete. — Etablissement	106	1	—	1	107	1	1	—	3	5	102
Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hainaut.											
Froidmont. — Hospice Saint-Charles	131	22	1	23	154	—	1	2	24	27	127
Louze. — Hospice Saint-Jean-de-Dieu	4	1	—	1	5	—	—	—	1	1	4
Tournai. — Hospice pour hommes	153	25	4	29	182	1	3	5	29	38	144
Manage. — Hospice de la Sainte-Famille. — *Enfants*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége.											
Liége. — Hospice « les Insensés »	22	17	3	20	42	8	8	1	3	20	22
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	1	2	—	2	3	—	—	1	—	1	2
Henri-Chapelle. — Etablissement	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Hollogne-aux-Pierres. — Hospice Saint-Lambert. — *Enfants*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Spa. — Asile pour *Enfants*. — *Mixte*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg.											
Ziekeren-Saint-Trond. — Hospice	141	26	1	27	168	2	10	—	16	28	140
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur. *Enfants*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur.											
Dave. — Asile	84	11	1	12	96	—	6	1	6	13	83
TOTAL	1,326	195	37	232	1,558	45	46	18	189	298	1,260
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	340	13	1	14	354	—	—	2	5	7	347
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	28	5	1	6	34	—	—	—	6	6	28
TOTAL GÉNÉRAL	1,694	213	39	252	1,946	45	46	20	200	311	1,635

N. B. — Voir page 312 pour ce qui concerne les indications ci-dessous se rapportant à l'année 1915.

Ypres. — Hospice (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(1) Le défaut de document n'a pas permis d'établir la statistique des alcoolisés se trouvant à l'hospice d'Ypres, en 1915 et en 1916.

XCVIX (suite). — Statistique des alcoolisées. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Existantes au 1er janvier.	ADMISES.			Total des existantes et des admises.	SORTIES.					Restantes au 31 décembre.
		Première admission.	Réintégration.	Total.		Guéries.	Améliorées.	Autrement.	Décédées.	Total.	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Anvers.											
Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — *Mixte*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Duffel. — Hospice	31	3	4	7	38	—	—	2	5	7	31
Brabant.											
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	1	4	—	4	5	3	—	2	—	5	—
Diest. — Hospice des Sœurs grises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph	4	—	—	—	4	—	—	—	1	1	3
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	7	8	—	8	15	3	—	—	2	5	10
Louvain. — Hospice des Sœurs noires	5	—	—	—	5	—	—	—	—	—	5
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — *Mixte*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—
Flandre occidentale.											
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	13	—	—	—	13	—	—	—	1	1	12
Menin. — Hospice	1	1	—	1	2	1	—	—	—	1	1
Saint-Michel lez-Bruges. — Hospice Notre-Dame	57	4	—	4	61	3	—	—	—	3	58
Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice	21	2	—	2	23	—	—	—	1	1	22
Ypres. — Asile du Sacré-Cœur	7	—	—	—	7	—	—	—	2	2	5
Flandre orientale.											
Melle. — Asile Caritas	7	2	1	3	10	1	—	—	2	3	7
Ledo. — Hospice	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis »	16	2	—	2	18	—	—	—	2	2	16
Velsicque-Ruddershove. — Hospice	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—
Lokeren. — Hospice Saint-Benoit. — *Enfants*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Eecloo. — Asile Saint-Jean-Baptiste	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hainaut.											
Mons. — Hospice	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité	4	1	—	1	5	1	—	—	—	1	4
Wez-Velvain. — Hospice	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége.											
Liége. — Hospice Sainte-Agathe	5	—	—	—	5	—	—	2	—	2	3
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	1	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—
Spa. — Asile pour *Enfants*. — *Mixte*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg.											
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph	8	—	—	—	8	—	—	—	—	—	8
Saint-Trond. — Hospice	4	—	2	2	6	2	—	—	1	3	2
Namur.											
Saint-Servais lez-Namur. — Asile du Beau-Vallon	1	1	—	1	2	—	—	—	—	—	2
TOTAL	198	28	7	35	233	17	1	6	18	42	191
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	40	—	—	—	40	—	—	1	—	1	39
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
TOTAL GÉNÉRAL	239	28	7	35	274	17	1	7	18	43	231

N. B. — Voir page 314 pour ce qui concerne les chiffres ci-dessous se rapportant à l'année 1915.

Menin. — Hospice	1	—	—	—	1	—	—	—	2	2	1
Ypres. — Asile du Sacré-Cœur	9	—	—	—	9	—	—	—	—	—	7
TOTAL GÉNÉRAL	252	24	8	32	284	17	2	3	24	46	238

STATISTIQUE

DES

SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES

ANNÉE 1916.

C. — Statistique des sourds-muets et des aveugles au 31 décembre 1916.

NOMBRE TOTAL DES SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES DE TOUT AGE.		PROVINCES.		NOMBRE DES SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES AGÉS DE MOINS DE 21 ANS.										TOTAL (2) DES SOURDS-MUETS ET AVEUGLES AGÉS DE MOINS DE 21 ANS.	
				SUSCEPTIBLES DE RECEVOIR L'INSTRUCTION								NON SUSCEPTIBLES DE RECEVOIR L'INSTRUCTION.			
				et la recevant dans les institutions ou chez leurs parents.		et ayant reçu l'instruction.		abandonnés à eux-mêmes.		TOTAL					
Sourds-muets.	Aveugles.			Sourds-muets.	Aveugles.	Sourds-muets.	Aveugles.	Sourds-muets.	Aveugles.	Sourds-muets.	Aveugles.	Sourds-muets.	Aveugles.	Sourds-muets.	Aveugles.
1	2	3		4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
299	170	Anvers . . .	Garçons .	160	27	46	21	—	—	206	48	8	4	214	52
243	241		Filles. . .	140	20	29	7	3	—	172	27	6	5	178	32
542	411		Total . .	300	47	75	28	3	—	378	75	14	9	392	84
282	252	Brabant. . .	Garçons .	78	22	34	10	10	2	122	34	13	15	135	49
403	258		Filles. . .	203	85	28	6	9	4	240	95	15	5	255	100
685	510		Total . .	281	107	62	16	19	6	362	129	28	20	390	149
169	102	Flandre occidentale(1)	Garçons .	48	9	30	6	3	—	81	15	5	8	86	23
124	101		Filles. . .	40	7	21	5	2	1	63	13	2	7	65	20
293	203		Total . .	88	16	51	11	5	1	144	28	7	15	151	43
350	185	Flandre orientale . .	Garçons .	101	23	63	11	2	2	166	36	6	6	172	42
265	137		Filles. . .	73	15	41	8	—	1	114	24	6	8	120	32
615	322		Total . .	174	38	104	19	2	3	280	60	12	14	292	74
439	317	Hainaut. . .	Garçons .	171	33	42	27	6	5	219	65	19	38	238	103
282	242		Filles. . .	64	44	29	16	5	3	98	68	20	27	118	90
721	559		Total . .	235	77	71	43	11	8	317	128	39	65	356	193
219	144	Liége.	Garçons .	44	9	22	5	1	3	67	17	10	6	77	23
159	107		Filles. . .	29	7	19	5	6	2	54	14	10	1	64	15
378	251		Total . .	73	16	41	10	7	5	121	31	20	7	141	38
116	81	Limbourg . .	Garçons .	44	17	1	—	3	3	48	20	1	1	49	21
94	49		Filles. . .	31	12	—	—	1	1	32	13	—	—	32	13
210	130		Total . .	75	29	1	—	4	4	80	33	1	1	81	34
67	20	Luxembourg.	Garçons .	24	3	17	1	—	—	41	4	2	5	43	9
60	16		Filles . .	16	—	18	2	6	—	40	2	6	—	46	2
127	36		Total . .	40	3	35	3	6	—	81	6	8	5	89	11
139	96	Namur . . .	Garçons .	46	11	7	2	—	—	53	13	3	—	56	13
102	43		Filles . .	23	6	3	1	1	1	27	8	1	—	28	8
241	139		Total . .	69	17	10	3	1	1	80	21	4	—	84	21
2,080	1,367	Royaume . .	Garçons .	716	154	262	83	25	15	1,003	253	67	83	1,070	335
1,732	1,194		Filles . .	619	196	188	50	33	13	840	259	66	53	906	312
3,812	2,561		Total . .	1,335	350	450	133	58	28	1,843	511	133	136	1,976	647

(1) Non compris les communes situées dans la zône de guerre et de la Belgique non envahie.
(2) N.B. Total des colonnes 10 et 12, 11 et 13.

PROTECTION DE L'ENFANCE

TABLEAUX

INVENTAIRE

CHAPITRE I.

DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE.

A. — Nombre et sexe des individus déclarés déchus de la puissance paternelle en 1916. — Etendue et motifs des déchéances — Art. 1, 3 et 4.

B. — Nombre d'enfants qui, en 1916, ont fait l'objet d'une mesure de garde pendant la procédure en déchéance. — Nature et durée de ces mesures. — Art. 6.

C. — Déchéance de la puissance paternelle. — Mesure définitive prise en 1916 à l'égard des enfants. — Nature de la décision. — Nombre et sexe des enfants. — Art. 5.

D. — Décisions modificatives, prises en 1916, concernant le choix des personnes auxquelles les mineurs étaient confiés. — Art. 5, alinéa 6.

E. — Décisions des cours d'appel relatives à la déchéance de la puissance paternelle prononcées en 1916.

CHAPITRE II.

MINEURS TRADUITS EN JUSTICE.

1. — *Action des autorités judiciaires. Mineurs jugés.*

G. — Mineurs dont les parquets ont eu à s'occuper en 1916. — Résultats. — Art. 12.

H. — Mineurs dont les juges d'instruction ont eu à s'occuper en 1916. — Résultats. — Art. 12.

I. — Mesures de garde provisoire prises, avant jugement, à l'égard des mineurs en 1916. — Art. 28, 29, 30, 32, § 5.

J. — Durée des mesures de garde provisoire qui ont pris fin en 1916. — Age des mineurs qui en furent l'objet. — Art. 28, 29, 30 et 32, § 5.

K. — Mises en observation ordonnées par les juges des enfants ou les juges d'appel en 1916. — Nombre, durée et résultats. — Art.21, § 1.

L. — Mineurs jugés en 1916. — Nature des faits commis. — Art. 13 à 16.

M. — Mineurs jugés en 1916. — Résultats des poursuites par arrondissement. — Art. 13 à 19, 21, § 2, 22 et 23.

N. — Mineurs jugés en 1916. — Résultat des poursuites en rapport avec l'âge. — Art. 13 à 19, 21, § 2, 22 et 23.

O. — Mineurs jugés en 1916. — Résultat des poursuites en rapport avec les faits commis.

P. — Mises à la disposition du gouvernement ordonnées par les cours et tribunaux accessoirement à une condamnation à l'emprisonnement en 1916. — Art. 37.

Q. — Décisions modificatives prises à l'égard des mineurs en 1916. — Délai depuis la dernière décision. — Nature de la décision nouvelle. — Art. 31.

R. — Jugements modificatifs pris à l'égard des mineurs en 1916. — Délai depuis la dernière décision. — Nature de la décision nouvelle. — Art. 31.

S. — Décisions modificatives de revisions triennales prises à l'égard des mineurs en 1916. — Délai depuis la dernière décision. — Nature de la décision nouvelle. — Art. 31, § 2.

2. — *Durée des mesures ordonnées par les juges. Résultats.*

T. — Libertés surveillées qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1916. Age au début. — Durée du régime. — Résultats.

U. — Placements de mineurs confiés à une personne qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1916. — Age au début. — Durée du régime. — Résultats.

V. — Placements de mineurs confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée, qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1916. — Age au début. Durée du régime. — Résultats.

W. — Internements dans une école de bienfaisance de l'Etat qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1916. — Age au début. — Durée du régime. — Résultats.

X. — Internements dans un établissement disciplinaire qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1916. — Age au début. — Durée du régime. Résultats.

Y. — Internements dans un asile ou établissement spécial qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1916. — Age au début. — Durée du régime. — Résultats.

3. — *Mouvement de la population. — Situation au 31 décembre 1916.*

Z. — Mineurs en placement au 31 décembre 1916.— Durée du placement.

AA. — Etablissements autres que les écoles de bienfaisance de l'Etat, auxquels des enfants étaient confiés par les procureurs du Roi et les juges des enfants à la date du 31 décembre 1916. — Nombre de mineurs placés.

BB. — Etablissements d'observation de l'Etat. — Mouvement de la population pendant l'année 1916. — Résultats.

CC. — Etablissement spécial de l'Etat pour anormaux. Mouvement de la population pendant l'année 1916.

DD. — Ecoles de bienfaisance de l'Etat. — Mouvement de la population pendant l'année 1916.

CHAPITRE Ier. — DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE.

A

CI. — Nombre et sexe des individus déclarés déchus de la puissance paternelle en 1916. — Etendue et motifs des déchéances. — Art. 1, 3 et 4.

Arrondissements.	DÉCHÉANCE DE DROIT. (Art. 1er.)						DÉCHÉANCE FACULTATIVE, (Art. 3 et 4.)																		Total (Art. 1, 3 et 4.)		Réquisitions du ministère public non suivies de déchéance. (Art. 3 et 4.)	
	Condamnés pour attentat à la pudeur, viol, excitation à la débauche. (Art. 1er, 1°).		Condamnés pour crime, autre que l'avortement ou l'infanticide, commis sur la personne de leur enfant ou descendant (Art. 1er, 2°.)		Total (Art. 1er.)		Tenanciers de maisons de débauche. (Art. 3, 1°.)				Ayant mis en péril la santé, la sécurité ou la moralité de leur enfant. (Art. 3, 2°.)				Condamnés privés de leurs droits de famille. (Art. 3, 3°.)				Condamnés à une peine criminelle pour crime autre que crime politique auquel ils ont associé leur enfant ou descendant. (Art. 3, 4°, § 1er.)				Tuteurs condamnés à une peine criminelle comme auteurs, coauteurs ou complices d'un crime commis sur leur pupille. (Art. 3, 4°, § 2.)				Femmes ayant épousé une personne déchue de la puissance paternelle. (Art. 4.)				Total. (Art. 3 et 4.)					
							En tout.		En partie.		En tout.		En partie.		En tout.		En partie.		En tout.		En partie.		En tout.		En partie.					
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39
Bruxelles	—	1	—	—	—	1	2	3	—	—	11	28	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16	31	4	4	20	36	—	2
Louvain	4	—	—	—	4	—	—	—	—	—	6	5	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	6	—	—	10	6	1	4
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	10	—	—	5	10	—	2
Anvers	1	1	—	—	1	1	—	—	—	—	5	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	4	—	—	6	5	1	7
Malines	1	1	—	—	1	1	—	—	—	—	2	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	4	—	—	3	5	1	—
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	1	—	1	—	2	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	3	2	—	—
Charleroi	2	1	1	—	3	1	—	—	—	—	7	7	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	7	1	3	11	11	—	1
Tournai	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	11	29	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	29	—	—	11	30	2	6
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18	—	—	—	18	—	—
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	—	—	1	3	—	—
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18
Bruges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25	—	—	—	25	—	—
Courtrai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	1	—	—
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	54	69	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	55	60	—	—	55	60	2	3
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	8	—	—	1	8	2	2
Verviers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	3	3	—	—
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—
Namur	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	8	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	17	—	—	8	19	6	1
Dinant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	7	—	—	2	7	—	—
TOTAL	9	8	2	—	11	5	4	4	—	—	122	229	5	7	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	126	235	5	7	142	247	18	46
APPEL :																																						
Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	6	—	—	2	6	—	—
Liége	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	6	—	—	2	6	—	—

CII. — Nombre d'enfants qui, en 1916, ont fait l'objet d'une mesure de garde pendant la procédure en déchéance. — Nature et durée de ces mesures. — Art. 6.

B

DURÉE.	CONFIÉS à la mère.		CONFIÉS à une personne autre que la mère, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée.		OBJETS d'une autre mesure.		TOTAL.		TOTAL général
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	
Moins de 15 jours	—	—	13	20	—	—	13	20	33
De 15 jours à moins de 1 mois	2	—	30	29	—	—	32	29	61
De 1 mois à moins de 3 mois	—	—	54	78	—	—	54	78	132
De 3 mois à moins de 6 mois	—	—	14	15	2	1	16	16	32
De 6 mois et plus	4	12	40	48	—	—	44	60	104
D'une durée indéterminée	—	—	2	5	—	—	2	5	7
Total	6	12	153	195	2	1	161	208	369

CIII. — Déchéance de la puissance paternelle. — Mesure définitive prise en 1916 à l'égard des enfants. Nature de la décision. — Nombre et sexe des enfants. — Art. 5.

C

NATURE DE LA DÉCISION.	CONFIÉS à la mère.		Confiés à une personne autre que la mère, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée.		TOTAL.		TOTAL général.
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	
Décision du conseil de famille	9	14	154	185	163	199	362
Décision du tribunal	—	—	128	124	128	124	252
Total	9	14	282	309	291	323	614

CIV. — Décisions modificatives, prises en 1916, concernant le choix des personnes auxquelles les mineurs étaient confiés. — Art. 5, al. 6.

D

NATURE des décisions antérieures. Les mineurs ayant été confiés	DÉCISIONS NOUVELLES confiant les mineurs.			
	à la mère	à une personne autre que la mère, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée, sans changement dans la désignation de la personne, de la société ou de l'institution.	à une personne autre que la mère, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée, avec changement dans la désignation de la personne, de la société ou de l'institution.	TOTAL des décisions modificatives.
A la mère	4	26	12	42
A une personne autre que la mère, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée	—	3	12	15
Total	4	23	30	57

CV. — Décisions des Cours d'appel relatives à la déchéance de la puissance paternelle prononcées en 1916.

E

COUR d'appel.	CONFIRMATIVES.								INFIRMATIVES.							
	déclarant la déchéance en tout	déclarant la déchéance en partie.	rejetant la déchéance.	désignant une personne, une société ou une institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs.	modifiant le choix de la personne, société ou institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs.	accordant la réintégration	refusant la réintégration.	TOTAL.	déclarant la déchéance en tout	déclarant la déchéance en partie.	rejetant la déchéance.	désignant une personne, une société ou une institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs.	modifiant le choix de la personne, société ou institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs.	accordant la réintégration	refusant la réintégration.	TOTAL.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	8	—	2	—	—	—	—	10	—	—	2	—	—	—	—	2
Total	8	—	2	—	—	—	—	10	—	—	2	—	—	—	—	2

CHAPITRE II. — MINEURS TRADUITS EN JUSTICE.

G

CVI. — Mineurs dont les parquets ont eu à s'occuper en 1916. — Résultats. — Art. 12.

Arrondissements.	MINEURS DONT LES PARQUETS ONT EU A S'OCCUPER													
	Impliqués dans les affaires entrées au parquet avant le 1er janvier.		IMPLIQUÉS DANS LES AFFAIRES ENTRÉES AU PARQUET PENDANT L'ANNÉE, POUR :										Total des mineurs dont les parquets ont eu à s'occuper.	
			Mendicité et vagabondage. (Art. 13.)		Inconduite. (Art. 14.)		Prostitution, débauche, jeu, occupations et trafics dangereux (Art. 15.)		Faits qualifiés infractions. (Art. 16.)		Total.			
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	66	20	97	37	186	72	7	48	2,230	595	2,520	752	2,586	772
Louvain	22	19	14	10	10	13	—	3	313	105	337	131	359	150
Nivelles	106	4	7	6	5	12	1	4	112	34	125	56	231	60
Anvers	—	—	152	82	22	16	27	15	805	107	1,006	220	1,006	220
Malines	—	—	11	8	9	7	—	4	124	12	144	31	144	31
Turnhout	—	—	8	1	1	3	—	—	247	30	256	34	256	34
Mons	50	23	41	39	15	36	—	6	604	159	660	240	710	263
Charleroi	30	15	90	44	112	132	5	8	906	255	1,113	439	1,143	454
Tournai	—	—	23	14	8	5	1	5	179	30	211	54	211	54
Gand	3	1	25	10	18	64	4	40	410	48	457	162	460	163
Audenarde	8	1	11	—	8	13	—	—	197	39	216	52	224	53
Termonde	36	3	1	6	—	4	2	10	306	58	309	78	345	81
Bruges	56	7	9	3	5	9	—	2	480	34	494	48	550	55
Courtrai	27	5	4	1	3	2	—	—	275	71	282	74	309	79
Furnes														
Ypres														
Liége	97	42	185	75	80	140	20	25	2,251	544	2,536	784	2,633	826
Huy	—	—	32	5	1	4	—	—	462	196	495	205	495	205
Verviers	9	1	17	1	9	7	2	11	292	44	320	63	329	64
Tongres	9	—	15	4	11	4	—	6	399	199	425	213	434	213
Hasselt	6	2	6	1	2	6	2	—	310	128	320	135	326	187
Arlon	—	—	12	7	3	6	—	2	200	39	215	54	215	54
Marche	—	—	1	—	—	—	—	—	54	17	55	17	55	17
Neufchâteau	1	—	6	5	2	3	—	1	51	14	62	23	63	23
Namur	—	—	17	18	7	2	4	9	147	43	205	72	205	72
Dinant	—	—	3	5	5	4	—	—	157	26	165	35	165	35
Totaux	526	143	817	382	522	564	75	199	11,514	2,827	12,928	3,972	13,454	4,115

Arrondissements.	RÉSULTATS.													
	MINEURS IMPLIQUÉS DANS DES AFFAIRES LAISSÉES SANS SUITE PAR LE PARQUET.										Mineurs déférés au juge d'instruction.		Mineurs déférés au juge des enfants.		Mineurs impliqués dans des affaires restant au parquet au 31 décembre.	
	Les faits n'étant pas prévus par la loi.		Les faits étant sans gravité.		Les faits ne pouvant être prouvés.		Par suite de décès, prescription ou autres motifs.		Total.							
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
1	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
Bruxelles	—	—	1,292	287	574	168	28	9	894	464	31	2	568	261	93	45
Louvain	—	1	125	68	12	10	5	4	142	83	36	9	138	48	43	10
Nivelles	—	—	19	23	5	5	57	8	81	36	11	—	33	20	106	4
Anvers	—	—	617	129	150	43	26	—	793	172	4	2	209	46	—	—
Malines	—	—	41	4	9	1	3	—	53	5	1	—	82	24	8	2
Turnhout	2	2	84	18	4	1	3	—	93	21	—	—	163	13	—	—
Mons	1	—	254	50	39	5	173	66	467	121	25	13	104	86	114	43
Charleroi	—	—	637	212	53	26	—	—	690	238	8	2	413	197	32	17
Tournai	—	—	118	21	14	—	13	2	145	23	—	—	66	31	—	—
Gand	3	6	153	17	26	12	7	27	189	62	15	4	256	97	—	—
Audenarde	—	—	22	3	2	3	10	5	34	11	19	1	169	40	2	1
Termonde	—	—	56	8	45	20	26	3	127	31	8	2	206	46	4	2
Bruges	—	—	157	22	131	10	3	—	291	32	25	2	198	16	36	5
Courtrai	—	—	203	55	16	2	21	10	240	67	8	1	51	8	10	3
Furnes																
Ypres																
Liége	—	—	714	255	136	49	67	10	947	314	9	1	1,568	440	109	71
Huy	10	3	21	3	19	5	2	—	52	11	13	1	426	192	4	1
Verviers	—	—	109	15	17	5	11	2	137	22	30	9	155	31	7	2
Tongres	3	4	147	54	28	6	21	3	199	67	8	2	219	142	8	2
Hasselt	—	—	157	79	26	9	6	3	189	91	11	—	126	46	—	—
Arlon	—	—	166	50	—	1	8	—	174	51	—	—	41	3	—	—
Marche	1	—	38	15	—	—	—	—	39	15	6	1	10	1	—	—
Neufchâteau	5	—	11	5	5	3	3	—	24	8	2	2	33	12	4	1
Namur	—	—	65	49	—	—	—	—	65	49	37	6	103	17	—	—
Dinant	—	—	37	6	2	—	57	9	96	15	13	2	56	18	—	—
Totaux	25	16	5,273	1,148	1,313	384	550	161	7,161	2,009	320	62	5,393	1,835	580	209

H **CVII. — Mineurs dont les juges d'instruction ont eu à s'occuper en 1916. — Résultats. — Art. 12.**

ARRONDISSEMENTS.	MINEURS DÉFÉRÉS AUX JUGES D'INSTRUCTION						MINEURS RENVOYÉS DES POURSUITES PAR LE JUGE D'INSTRUCTION.										MINEURS déférés au juge des enfants par le juge d'instruction.		MINEURS au sujet desquels le juge d'instruction n'avait pas encore statué au 31 décembre.	
	Avant le 1er janvier.		Pendant l'année.		TOTAL.		Les faits n'étant pas prévus, par la loi.		Les faits étant sans gravité.		Les faits ne pouvant être prouvés.		Par suite de décès, prescription ou autres motifs.		TOTAL.					
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
Bruxelles	10	2	31	2	41	4	—	—	—	—	2	—	1	—	3	—	24	2	14	2
Louvain	—	—	36	9	36	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	7	28	2
Nivelles	1	—	11	—	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	—	—	—
Anvers	2	—	4	2	6	2	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	2	2	2	—
Malines	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	—	—	25	13	25	13	—	—	—	—	4	3	—	—	4	3	15	10	6	—
Charleroi	—	—	8	2	8	2	—	—	—	—	1	2	—	—	1	2	6	—	1	—
Tournai	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Gand	—	—	15	4	15	4	—	—	2	1	—	—	1	—	3	1	11	3	1	—
Audenarde	1	—	19	1	20	1	—	—	—	—	7	1	—	—	7	1	13	—	—	—
Termonde	3	—	8	2	11	2	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	8	1	2	1
Bruges	16	—	25	2	41	2	—	—	—	—	20	2	—	—	20	2	13	—	8	—
Courtrai	1	—	8	1	9	1	—	—	1	—	1	—	—	—	2	—	5	1	2	—
Furnes																				
Ypres																				
Liége	2	—	9	1	11	1	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	8	1	1	—
Huy	3	—	13	1	16	1	—	—	—	—	2	1	3	—	5	1	6	—	5	—
Verviers	3	—	30	9	33	9	—	—	—	—	12	2	—	1	12	3	16	5	5	1
Tongres	—	—	8	2	8	2	—	—	—	—	3	—	—	—	3	—	4	2	1	—
Hasselt	—	—	11	—	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	—	—	—
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche	—	—	6	1	6	1	—	—	1	—	1	—	—	—	2	—	4	1	—	—
Neufchâteau	—	—	2	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—
Namur	13	—	37	6	50	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	50	6	—	—
Dinant	7	—	13	2	20	2	—	—	—	—	7	2	—	—	7	2	8	—	5	—
TOTAL.	63	2	320	62	383	64	—	—	4	1	65	13	5	1	74	15	228	43	81	6

CVIII. — Mesures de garde provisoire prises, avant jugement, à l'égard des mineurs en 1916.

I **Art. 28, 29, 30, 32, § 5.**

Arrondissements.	Mineurs confiés à un particulier.								Mineurs confiés à une société ou institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée.								Mineurs confiés à un établissement de l'État.								MINEURS MIS EN GARDE PROVISOIRE DANS UNE MAISON D'ARRÊT.	
	Par le juge des enfants.		Par le juge d'instruction.		Par le procureur du Roi.		Par le juge d'appel.		TOTAL.		Par le juge des enfants.		Par le juge d'instruction.		Par le procureur du Roi.		Par le juge d'appel.		TOTAL.		Par le juge des enfants.		Par le juge d'instruction.		Par le procureur du Roi.		Par le juge d'appel.		TOTAL.			
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	Gars.	Filles.
Bruxelles	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	84	137	—	—	—	—	—	—	84	137	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17	—
Louvain	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	6	17	—	—	—	—	—	—	6	17	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	7	—
Nivelles	—	7	—	—	—	—	—	—	—	7	2	6	—	—	—	—	—	—	2	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Anvers	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	7	27	—	—	—	—	—	—	7	27	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	7	—	—	—	—	—	—	8	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	2	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	13	16	—	—	—	—	—	—	13	16	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Charleroi	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	65	92	—	—	—	—	—	—	65	92	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—
Tournai	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	8	—	—	—	—	—	—	1	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—
Gand	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	2	15	—	—	—	—	—	—	2	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—
Bruges	2	1	—	—	—	—	—	—	2	1	20	20	—	—	—	—	—	—	20	20	23	5	—	—	—	—	—	—	23	5	—	—
Courtrai	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	1	2	—	—	—	—	—	—	1	2	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	4	2
Furnes																																
Ypres																																
Liége	17	4	—	—	—	—	—	—	17	4	6	43	—	—	—	—	—	—	6	43	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	35	13
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	1	4	—	—	—	—	—	1	4	—	—
Verviers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	2	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5	—	—	—	—	—	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dinant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	29	16	—	—	—	—	—	—	29	16	233	404	—	—	—	—	—	—	233	404	29	11	—	—	—	—	1	—	29	12	85	17

Durée des mesures de garde provisoire qui ont pris fin en 1916.

J CIX. — Age des mineurs qui en furent l'objet. — Art. 28, 29, 30 et 32, § 5.

DURÉE.		Age du mineur au moment où la mesure a été prise.																Total des mesures de garde provisoire qui ont pris fin en 1916.							
		Moins de 10 ans.		De 10 à moins de 11 ans.		De 11 à moins de 12 ans.		De 12 à moins de 13 ans.		De 13 à moins de 14 ans.		De 14 à moins de 15 ans.		De 15 à moins de 16 ans.		De 16 à moins de 17 ans.		De 17 à moins de 18 ans.		Mineurs confiés à un particulier.		Mineurs confiés à une société ou institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée.		Mineurs confiés à un établissement de l'État.		Mineurs gardés dans une maison d'arrêt.	
		G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
Moins de quinze jours.	Confiés à un particulier	1	—	—	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	2	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—
	Confiés à une société ou à une institution	3	2	1	—	2	—	2	1	3	4	2	5	1	3	—	4	—	—	16	19	—	—	—	—	—	—
	Confiés à un établissement de l'État	1	—	—	—	—	4	—	3	—	2	1	2	1	—	1	—	3	—	—	—	—	12	6	—	—	—
	Gardés dans une maison d'arrêt	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	2	1	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	9	1
De quinze jours à moins d'un mois.	Confiés à un particulier	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—
	Confiés à une société ou à une institution	3	—	1	—	—	3	2	4	3	—	4	—	6	2	8	—	1	—	—	—	13	24	—	—	—	—
	Confiés à un établissement de l'État	—	—	—	—	1	—	—	—	—	2	—	3	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	9	1	—	—
	Gardés dans une maison d'arrêt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
D'un mois à moins de deux mois.	Confiés à un particulier	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
	Confiés à une société ou à une institution	2	1	1	—	1	5	4	5	—	7	4	9	2	12	2	12	—	3	—	—	16	54	—	—	—	—
	Confiés à un établissement de l'État	1	1	—	—	—	—	—	—	1	4	1	—	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	7	7	—	—
	Gardés dans une maison d'arrêt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
De deux mois à moins de trois mois.	Confiés à un particulier	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—
	Confiés à une société ou à une institution	—	2	1	—	—	—	2	4	5	—	8	1	5	—	8	—	3	—	—	—	6	33	—	—	—	—
	Confiés à un établissement de l'État	—	—	—	—	—	—	1	2	—	2	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	6	3	—	—
Trois mois à moins de six mois.	Confiés à un particulier	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Confiés à une société ou à une institution	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2	1	—	4	—	2	—	—	—	4	7	—	—	—	—
	Confiés à un établissement de l'État	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—
Six mois à moins de neuf mois.	Confiés à un particulier	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Confiés à une société ou à une institution	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	1	—	—	—	1	3	—	—	—	—
	Confiés à un établissement de l'État	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neuf mois à moins de 1 an.	Confiés à un particulier	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Confiés à une société ou à une institution	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
	Confiés à un établissement de l'État	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Un an et plus.	Confiés à un particulier	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Confiés à une société ou à une institution	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Confiés à un établissement de l'État	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2	—	—
Totaux. .																				8	8	56	141	35	20	11	1

K CX. — Mises en observation ordonnées par les juges des enfants ou les juges d'appel en 1916. — Nombre, durée et résultats. — Art. 21, § 1.

MISES EN OBSERVATION ORDONNÉES EN 1916.			RÉSULTATS DES MISES EN OBSERVATION QUI ONT PRIS FIN EN 1916.																				
Arrondissements.	NOMBRE		DURÉE.	Renvoyés des poursuites.		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde.		Confiés à une personne.		Confié à une société ou à une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée.		Mis à la disposition du gouvernement.		Mis à la disposition du gouvernement pour être interné dans un établissement disciplinaire.		Mis à la disposition du gouvernement pour être placé dans un établissement spécial approprié à leur état.		Mis dans un asile d'aliénés		Total.	
	G.	F.		G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
Bruxelles	—	—	Moins de quinze jours	—	—	3	—	1	—	2	—	5	—	1	—	1	—	—	—	13	—
Louvain	1	—																			
Nivelles	—																				
Anvers	1	—																			
Malines	—	—																			
Turnhout	—	—																			
Mons	12	1	Do quinze jours à moins de un mois	—	—	—	—	—	—	3	1	4	1	—	—	1	1	—	—	8	3
Charleroi	—	1																			
Tournai	1	—																			
Gand	—	—	De un mois à moins de deux mois	—	—	1	—	—	—	2	1	4	2	—	—	—	—	—	—	7	3
Audenarde	—	—																			
Termonde	—	—																			
Bruges	—	—																			
Courtrai	—	—																			
Furnes			De deux mois à moins de trois mois	—	—	2	—	—	—	2	—	4	1	—	—	—	—	—	—	8	1
Ypres																					
Liége	—	—																			
Huy	—	1	De trois mois à moins de six mois	—	—	1	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	4	—
Verviers	—	—																			
Tongres	—	—																			
Hasselt	—	—																			
Arlon	—	—																			
Marche	—	—	De six mois et plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—																			
Namur	—	—																			
Dinant	—	—																			
Total. . . .	15	3	Total . .	—	—	7	—	2	—	10	2	13	4	1	—	2	1	—	—	40	7

CXI. — Mineurs jugés en 1916. Nature des faits commis. — Art. 13 à 16.

L

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, à raison du jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

Arrondissements.	VAGABONDAGE ou MENDICITÉ. (Art. 13.)				INCONDUITE. (Art. 14.)				INFRACTION A LA LOI SCOLAIRE.				PROSTITUTION débauche, jeux, trafics ou occupations qui exposent à la prostitution, au vagabondage, à la mendicité ou à la criminalité. Art. 15.				FAITS QUALIFIÉS INFRACTIONS (ART. 16)																TOTAL GÉNÉRAL.			
																	PERSONNES				CONTRE LES PROPRIÉTÉS								AUTRE NATURE.				TOTAL.			
																	DÉLITS ou contraventions.				INCENDIES, destruction, dégradation et dommages				VOLS.				ESCROQUERIES, abus de confiance, faux et autres tromperies ou falsifications.											
	Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.	
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
Bruxelles .	1	1	89	60	—	—	11	85	—	—	—	—	—	—	—	10	—	—	60	3	—	—	15	5	—	—	—	—	1	1	1	—	46	15	9	—	354	56	10	1	454	211
Louvain. .	1	—	15	10	—	—	3	7	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	3	—	—	—	8	4	—	—	—	—	—	—	3	—	13	3	8	3	104	18	9	3	122	39
Nivelles. .	—	—	1	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	15	6	—	1	16	13
Anvers . .	1	—	10	8	—	3	8	14	—	—	—	—	—	—	—	7	—	—	1	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	16	1	128	5	17	4	146	34
Malines . .	1	—	1	—	—	1	7	3	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	2	5	—	80	5	6	1	88	12
Turnhout .	—	—	7	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	15	4	6	—	121	10	6	—	128	13
Mons . . .	—	3	23	21	1	6	2	6	—	—	—	—	—	1	—	2	—	—	7	21	1	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	4	2	11	2	63	38	12	12	88	67
Charleroi .	5	4	105	61	7	6	39	46	—	—	—	—	—	2	—	12	1	—	2	2	1	2	1	1	—	—	—	—	2	2	4	2	1	—	1	1	29	6	145	35	—	—	—	—	24	4	34	10	177	45	46	22	321	164
Tournai. .	—	—	7	6	1	—	3	3	—	—	—	—	4	3	—	1	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—	—	—	7	1	19	3	—	—	—	—	—	—	5	—	8	1	28	5	13	4	38	15
Gand . . .	—	1	17	7	—	1	2	—	—	—	—	—	—	1	—	11	—	—	14	22	—	—	7	1	—	—	—	—	2	—	1	1	6	—	—	—	24	8	110	21	—	—	—	—	2	1	10	2	34	9	142	47	31	12	161	65
Audenarde.	—	—	1	—	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	6	1	—	2	—	—	—	—	—	4	6	2	3	34	—	2	—	17	—	59	8	1	1	—	—	4	2	24	2	61	9	90	19	63	12	91	19
Termonde .	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	13	7	93	13	—	—	—	—	—	—	1	—	15	7	96	16	15	8	96	17
Bruges . .	—	—	5	2	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	7	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	—	—	—	—	—	—	4	—	69	2	—	—	—	—	—	—	4	—	8	1	74	9	9	3	80	11
Courtrai. .	—	—	—	—	2	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	5	1	28	6	—	—	—	—	—	—	3	—	5	1	32	6	7	1	32	10
Furnes . .																																																			
Ypres. . .																																																			
Liége . . .	—	—	77	45	—	1	3	1	—	—	—	—	—	—	—	13	—	—	52	84	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	7	6	—	—	—	—	9	1	356	61	—	—	—	—	2	—	38	12	11	1	455	165	11	2	535	224
Huy . . .	—	—	12	3	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	6	—	—	—	—	—	3	—	26	10	—	—	—	—	1	—	14	1	4	—	48	13	4	—	60	18
Verviers. .	—	—	7	2	—	—	3	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	5	—	45	11	—	—	—	—	3	—	9	4	9	—	56	15	9	—	66	22
Tongres. .	—	—	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	1	1	26	13	—	—	—	—	—	—	13	4	1	1	41	19	1	1	42	23
Hasselt . .	—	1	—	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	10	3	11	7	—	—	—	—	3	1	1	—	15	4	14	8	15	6	14	10
Arlon. . .	—	—	33	33	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	9	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	—	—	47	34
Marche . .	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	10	3	—	—	13	4
Neufchâteau	—	—	8	5	—	—	1	—	8	5	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—	2	1	3	2	—	—	—	—	5	—	2	—	8	1	7	2	16	6	16	8
Namur . .	—	1	3	8	3	1	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	5	1	—	7	—	—	—	—	—	—	—	1	—	3	1	—	—	9	—	60	5	—	—	—	—	—	1	3	—	11	1	75	11	14	3	78	24
Dinant . .	—	—	4	6	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	14	1	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	20	1	—	—	27	7
TOTAL . .	9	12	429	285	17	25	87	187	8	5	—	—	4	7	9	69	1	—	155	163	5	2	52	19	—	—	—	—	19	10	64	20	45	—	3	1	182	34	1,713	263	3	2	3	1	24	5	244	56	279	53	2,234	523	317	102	2,759	1,064

CXII. — Mineurs jugés en 1916. — Résultats des poursuites par arrondissement. — Art. 13 à 19, 21 § 2, 22 et 23.

M

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, à raison du jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

ARRONDISSEMENTS.	Total des mineurs jugés.		Renvoyés des poursuites.		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde. (Art. 13, 15, 17.)		Confiés à une personne. (Art. 13, 14, 15, 17.)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée. (Art. 13, 14, 15, 17.)		Mis à la disposition du Gouvernement. — SANS INDICATION SPÉCIALE — jusqu'à 21 ans (Art. 13, 14, 15, 17.) — Conditionnellement.		Mis à la disposition du Gouvernement. — SANS INDICATION SPÉCIALE — jusqu'à 21 ans (Art. 13, 14, 15, 17.) — Non conditionnellement.		Mis à la disposition du Gouvernement. — SANS INDICATION SPÉCIALE — jusqu'à une époque dépassant l'âge de la majorité (*) (Art. 18 et 19.) — Conditionnellement.		Mis à la disposition du Gouvernement. — SANS INDICATION SPÉCIALE — jusqu'à une époque dépassant l'âge de la majorité (*) (Art. 18 et 19.) — Non conditionnellement.	
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Bruxelles	464	212	10	1	189	31	1	1	119	141	97	28	46	10	—	—	2	—
Louvain	131	42	9	3	65	10	—	—	7	18	27	5	23	6	—	—	—	—
Nivelles	16	14	—	1	5	1	—	2	8	5	1	—	2	5	—	—	—	—
Anvers	163	38	17	4	56	1	—	1	5	23	55	7	27	2	—	—	—	—
Malines	94	13	6	1	48	3	1	—	10	7	22	2	7	—	—	—	—	—
Turnhout	134	13	6	—	111	6	—	1	8	6	—	—	9	—	—	—	—	—
Mons	100	79	12	12	22	5	2	3	22	51	18	4	21	4	—	—	—	—
Charleroi	367	186	46	22	94	32	—	4	86	77	96	26	38	25	—	—	1	—
Tournai	51	19	13	4	21	1	5	—	10	13	1	—	1	1	—	—	—	—
Gand	195	77	34	12	63	15	—	2	10	27	62	19	25	2	—	—	—	—
Audenarde	154	31	63	12	74	7	—	—	7	5	5	7	5	—	—	—	—	—
Termonde	111	25	15	8	65	10	1	—	2	1	5	—	23	6	—	—	—	—
Bruges	89	14	9	3	45	2	1	2	4	3	19	1	10	3	—	—	—	—
Courtrai	39	11	7	1	7	—	—	—	—	—	17	5	8	5	—	—	—	—
Furnes																		
Ypres																		
Liége	546	226	11	2	321	64	7	4	23	63	174	85	10	8	—	—	—	—
Huy	64	18	4	—	29	6	—	—	6	2	18	6	7	4	—	—	—	—
Verviers	75	22	9	—	50	11	1	—	4	4	7	6	4	1	—	—	—	—
Tongres	43	24	1	1	37	10	—	—	1	3	2	1	2	3	—	—	—	—
Hasselt	29	16	15	6	6	5	—	—	8	4	—	—	—	1	—	—	—	—
Arlon	47	34	—	—	—	—	1	1	44	28	2	—	—	5	—	—	—	—
Marche	13	4	—	—	7	1	—	—	4	3	2	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	32	14	16	6	7	—	—	—	4	6	—	2	3	—	—	—	—	—
Namur	92	27	14	3	56	5	—	—	12	15	4	—	6	4	—	—	—	—
Dinant	27	7	—	—	16	1	—	—	4	5	2	—	5	1	—	—	—	—
Total	3,076	1,166	317	102	1,394	233	20	21	408	510	636	204	282	96	—	—	(*) 3	—
Appel — Bruxelles	3	—	—	—	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Appel — Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Appel — Liége	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Appel — Total	3	—	—	—	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—

ARRONDISSEMENTS.	Mis à la disposition du Gouvernement. — POUR ÊTRE INTERNÉS DANS UN ÉTABLISSEMENT DISCIPLINAIRE DE L'ÉTAT. — pendant 2 ans à moins de 3 ans. (Art. 22.) — Conditionnellement.		pendant 2 ans à moins de 3 ans. (Art. 22.) — Non conditionnellement.		pendant 3 ans à moins de 5 ans. (Art. 22.) — Conditionnellement.		pendant 3 ans à moins de 5 ans. (Art. 22.) — Non conditionnellement.		pendant 5 ans à moins de 10 ans. (Art. 22.) — Conditionnellement.		pendant 5 ans à moins de 10 ans. (Art. 22.) — Non conditionnellement.		jusqu'à une époque dépassant l'âge de la majorité. (Art. 19 et 22.) — Conditionnellement.		jusqu'à une époque dépassant l'âge de la majorité. (Art. 19 et 22.) — Non conditionnellement.		pour être placés dans un asile ou dans un établissement approprié à leur état. (Art. 21, § 2.) — Conditionnellement.		pour être placés dans un asile ou dans un établissement approprié à leur état. (Art. 21, § 2.) — Non conditionnellement.		Total des colonnes. 12 à 39.		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure — Colonnes 6 à 39.	
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43
Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	145	38	454	211
Louvain	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	50	11	122	39
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	5	16	13
Anvers	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	85	9	146	34
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23	2	88	12
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	—	128	13
Mons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	42	8	88	67
Charleroi	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	141	51	321	164
Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	38	15
Gand	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	88	21	161	65
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	7	91	19
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	28	6	96	17
Bruges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	30	4	80	11
Courtrai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25	10	32	10
Furnes																								
Ypres																								
Liége	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	184	93	535	224
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25	10	60	18
Verviers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	7	66	22
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	42	23
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	14	10
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	5	47	34
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	13	4
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	5	2	16	8
Namur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	4	78	24
Dinant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	1	27	7
Total	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	—	937	300	2,759	1,064
Appel — Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—
Appel — Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Appel — Liége	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Appel — Total	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—

N. B. — Les mineurs jugés en appel sont déjà comptés dans le tableau dressé par arrondissement.

(*) Ces trois mineurs ont été mis à la disposition du gouvernement jusqu'à une époque comprise entre leur 21e et leur 26e année.

CXIII. — Mineurs jugés en 1916. — Résultats des poursuites en rapport avec l'âge. — Art. 13 à 19, 21, § 2, 22 et 23.

N

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, à raison du jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

AGE AU MOMENT OU LES FAITS ONT ÉTÉ COMMIS	Total des mineurs jugés.		Renvoyés des poursuites.		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde. (Art. 13, 15, 17).		Confiés à une personne. (Art. 13, 14, 15, 17.)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée. (Art. 13, 14, 15, 17.)		Mis à la disposition du Gouvernement. SANS INDICATION SPÉCIALE. jusqu'à 21 ans (Art. 13, 14, 15, 17.) Conditionnellement.		Non conditionnellement.		jusqu'à une époque dépassant l'âge de la majorité (*) (Art. 18 et 19.) Conditionnellement.		Non conditionnellement.	
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Moins de 10 ans	306	84	31	11	119	13	4	2	99	38	39	16	7	4	—	—	1	—
De 10 à moins de 11 ans	201	45	19	5	100	8	4	2	35	24	34	5	9	1	—	—	—	—
De 11 à moins de 12 ans	290	55	24	7	151	15	—	—	45	20	57	11	12	2	—	—	—	—
De 12 à moins de 13 ans	368	70	22	4	169	23	1	1	70	30	78	9	26	3	—	—	—	—
De 13 à moins de 14 ans	412	120	41	6	192	41	4	1	49	45	96	22	30	5	—	—	—	—
De 14 à moins de 15 ans	541	190	44	13	284	60	—	2	50	56	109	39	52	10	—	—	—	—
De 15 à moins de 16 ans	671	256	64	21	307	65	3	5	33	96	174	47	84	22	—	—	1	—
De 16 à moins de 17 ans	203	158	47	19	60	5	2	2	18	82	34	26	39	24	—	—	1	—
De 17 à moins de 18 ans	84	188	22	16	12	3	2	6	9	109	15	29	23	25	—	—	—	—
Total	3,076	1,166	317	102	1,394	233	20	21	408	510	636	204	282	96	—	—	(*) 3	—

à la disposition du Gouvernement.

POUR ÊTRE INTERNÉS DANS UN ÉTABLISSEMENT DISCIPLINAIRE DE L'ÉTAT pendant 2 ans à moins de 3 ans. (Art. 22.) Conditionnellement.		Non conditionnellement.		pendant 3 ans à moins de 5 ans. (Art. 22.) Conditionnellement.		Non conditionnellement.		pendant 5 ans à moins de 10 ans. (Art. 22.) Conditionnellement.		Non conditionnellement.		jusqu'à une époque dépassant l'âge de la majorité. (Art. 19 et 22.) Conditionnellement.		Non conditionnellement.		pour être placés dans un asile ou dans un établissement approprié à leur état. (Art. 21, § 2.) Conditionnellement.		Non conditionnellement.		Total des colonnes. 12 à 39.		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure — Colonnes 6 à 39	
G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43		
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	50	20	272	73		
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43	6	182	40		
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	70	13	266	48		
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	106	12	346	66		
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	126	27	371	114		
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	163	49	497	177		
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	264	69	607	235		
—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	76	50	156	139		
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	39	54	62	172		
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	—	937	300	2,759	1,064		
—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	—	937	300	2,759	1,064		

CXIV. — Mineurs jugés en 1916. — Résultats des poursuites en rapport avec les faits commis.

O

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, à raison du jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

Vagabondage ou mendicité			438	297	9	12	126	35	7	9	140	168	95	50	58	23	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	156	73	429	285
Inconduite			104	212	17	25	2	—	—	1	39	135	17	24	28	27	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	46	51	87	187
Infraction à la loi scolaire			8	5	8	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Prostitution, débauche, jeux, trafics ou occupations qui exposent à la prostitution ou au vagabondage, à la mendicité ou à la criminalité			13	76	4	7	—	4	—	1	9	41	—	10	—	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23	9	69
Faits qualifiés infractions	contre l'autorité		156	163	1	—	14	5	2	5	57	88	60	53	22	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	82	65	155	163
	contre les mœurs		57	21	5	2	12	2	—	1	8	11	17	1	14	4	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	32	5	52	19
	contre les personnes	crimes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		délits	83	30	19	10	49	11	—	—	2	2	11	7	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	7	64	20
	contre les propriétés	incendies	48	1	45	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	1
		vols	1,895	297	182	34	981	135	11	2	144	62	412	49	152	15	—	—	2	—	—	—	1	—	1	—	577	64	1,713	263
		escroqueries	6	3	3	2	1	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	3	1
	d'autre nature		268	61	24	5	206	41	—	2	8	2	24	10	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	30	11	244	56
Total			3,076	1,166	317	102	1,394	233	20	21	408	510	636	204	282	96	—	—	(*) 3	—	—	—	1	—	14	—	937	300	2,759	1,064

(*) Ces trois mineurs ont été mis à la disposition du gouvernement jusqu'à une époque comprise entre leur 21e et leur 26e année.

P

CXV. — Mises à la disposition du gouvernement ordonnées par les cours et tribunaux accessoirement à une condamnation à l'emprisonnement en 1916. — Art. 37.

ARRONDISSEMENTS.	NATURE DES INFRACTIONS																	
	CONTRE L'AUTORITÉ.		CONTRE LES MŒURS.		CONTRE LES PERSONNES				CONTRE LES PROPRIÉTÉS						AUTRE NATURE.		TOTAL.	
					CRIMES.		DÉLITS.		INCENDIES.		VOLS.		Escroqueries, abus de confiance, faux et autres tromperies ou falsifications.					
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	3	—
Louvain	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Anvers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2	—
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Charleroi	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—
Bruges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—
Furnes																		
Ypres																		
Liége	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	2	2
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1
Verviers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dinant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	12	2	—	—	—	—	12	3

N. B. — Les mineurs mis à la disposition du gouvernement par les cours et tribunaux sont déjà comptés dans le tableau dressé par arrondissement (tableau M).

Q

CXVI. — Décisions modificatives prises à l'égard des mineurs en 1916. — Délai depuis la dernière décision. — Nature de la décision nouvelle. — Art. 31.

| ARRONDISSEMENTS. | Décisions maintenant la situation | | | | | | | | Décisions ordonnant la mise en liberté pure et simple | | | | | | | | Décisions ordonnant la liberté surveillée | | | | | | | | Décisions plaçant chez un particulier | | | | | | | | Décisions plaçant dans | | | | Décisions plaçant dans une institution | | | | Décisions mettant à la disposition du gouvernement | | | | | | | | Décisions internant dans un établissement disciplinaire | | | | | | | | Décisions plaçant dans un asile ou établissement approprié | | | | | | | | Total des décisions modificatives rendues après un délai de : | | | | | | | | TOTAL. | |
|---|---|---

R

CXVII. — Jugements modificatifs rendus à l'égard des mineurs en 1916. — Délai depuis la dernière décision. — Nature de la décision nouvelle. — Art. 31.

| ARRONDISSEMENTS. | Jugements maintenant la situation | | | | | | | | Jugements ordonnant la mise en liberté pure et simple. | | | | | | | | Jugements ordonnant la liberté surveillée | | | | | | | | Jugements plaçant chez un particulier | | | | | | | | Jugements plaçant dans | | | | Jugements maintenant dans une institution | | | | Jugements mettant à la disposition du gouvernement | | | | | | | | Jugements internant dans un établissement disciplinaire | | | | | | | | Jugements plaçant dans un asile ou établissement approprié | | | | | | | | Total des jugements modificatifs rendus après un délai de : | | | | | | | | | |
|---|---|---

S CXVIII. — Jugements modificatifs de revisions triennales rendus à l'égard des mineurs en 1916. — Délai depuis la dernière décision. — Nature de la décision nouvelle. — Art. 31, § 2.

| ARRONDISSEMENTS. | Jugements maintenant la situation | | | | | | | | Jugements ordonnant la mise en liberté pure et simple. | | | | | | | | Jugements ordonnant la liberté surveillée. | | | | | | | | Jugements plaçant chez un particulier. | | | | | | | | Jugements plaçant dans | | | | Jugements plaçant dans une institution | | | | Jugements mettant à la disposition du gouvernement | | | | | | | | Jugements internant dans un établissement disciplinaire | | | | | | | | Jugements plaçant dans un asile ou établissement approprié | | | | | | | | Total des jugements modificatifs de révisions triennales rendus après un délai de : | | | | | | | | | |
|---|---|---

T

CXIX. — Libertés surveillées qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1916. — Age au début. — Durée du régime. — Résultats.

AGE AU DÉBUT DE LA LIBERTÉ SURVEILLÉE.	Après moins d'un an.														Après un an à moins de deux ans.														Après deux ans					
	Mis en liberté pure et simple.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.	
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
Moins de 10 ans.	1	—	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	4	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	—	6	2	1	—	—	1
De 10 à moins de 11 ans.	—	—	—	—	1	—	2	—	—	—	1	—	4	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	3	—	12	—	—	—	2	—
» 11 » 12 »	—	—	—	—	5	—	3	1	—	—	—	—	8	1	4	—	—	—	1	—	2	—	—	—	1	—	7	—	5	2	—	—	1	—
» 12 » 13 »	1	1	6	—	4	1	3	—	—	—	—	—	14	2	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	3	—	8	6	—	—	1	—
» 13 » 14 »	1	—	3	—	2	1	6	1	—	—	—	—	12	2	—	—	—	—	1	1	4	—	—	—	—	—	5	1	4	4	—	—	1	2
» 14 » 15 »	—	—	3	—	—	2	4	1	—	—	—	—	7	3	6	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	7	3	3	3	—	—	—	—
» 15 » 16 »	—	—	2	1	1	3	6	3	1	—	—	—	10	7	8	1	1	—	—	—	1	3	—	—	—	—	12	2	6	3	—	—	—	3
» 16 » 17 »	2	—	2	—	—	4	5	—	—	—	—	—	9	4	4	1	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	4	3	8	—	—	—	1	2
» 17 » 18 »	1	1	3	—	1	4	5	—	1	—	—	—	11	5	2	1	—	1	—	2	1	—	—	—	—	—	3	4	2	3	—	—	—	—
» 18 » 19 »	—	—	—	—	—	4	6	1	—	—	—	—	6	5	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—	—	—	—
» 19 » 20 »	1	2	—	1	—	5	2	—	—	—	—	—	3	8	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
» 20 » 21 »	—	2	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De 21 ans et plus.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL. . . .	7	6	19	3	15	25	44	8	2	—	1	—	88	42	28	3	1	1	5	7	12	—	1	—	1	1	48	12	58	25	4	—	6	9

à moins de trois ans.							Après trois ans à moins de quatre ans.												Après quatre ans et plus.												TOTAL des mineurs qui ont changé de régime dans le cours de l'année.	
Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.	Mis en liberté pure et simple.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.	Mis en liberté pure et simple.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		
G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
—	—	—	—	—	—	—	7	3	11	1	—	—	—	—	—	—	—	—	11	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	25	6
—	—	—	—	—	—	—	14	—	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	32	1
3	—	—	—	—	—	—	9	2	13	4	1	—	—	1	—	—	—	—	14	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	38	8
—	—	—	—	—	—	—	9	6	11	3	—	—	—	1	—	—	—	—	12	8	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	38	12
4	—	—	—	—	—	—	9	6	9	2	—	—	—	—	—	—	—	—	9	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35	11
—	—	1	—	—	—	—	11	3	16	6	—	—	—	2	—	—	—	—	18	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	44	13
1	1	—	—	—	—	—	7	7	10	1	—	—	—	1	—	1	—	—	12	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41	17
4	1	—	—	—	—	—	13	3	3	2	—	—	—	1	—	—	—	—	4	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31	12
2	—	—	—	—	—	—	4	3	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21	12
—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	8
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	9
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
14	2	1	—	—	—	—	83	36	86	19	1	—	—	1	6	—	1	—	—	—	94	20	2	3	1	—	—	1	—	—	—	—	—	3	4	316	114

U

CXX. — Placements de mineurs confiés à une personne, qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1916. — Age au début. — Durée du régime. — Résultats.

AGE AU DÉBUT DU PLACEMENT.	Après moins d'un an.														Après un an à moins de deux ans.														Après deux ans					
	Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une société ou une institution.	
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
Moins de 10 ans.	—	1	—	—	3	2	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—
De 10 à moins de 11 ans.	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—
» 11 » 12 »	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 12 » 13 »	—	—	—	—	4	2	2	—	1	—	—	—	7	2	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	1	1
» 13 » 14 »	—	—	—	—	2	2	2	—	—	—	—	—	4	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
» 14 » 15 »	—	—	1	—	—	2	3	1	—	—	1	—	5	3	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	2	1	—	—	—	—	1
» 15 » 16 »	—	—	2	1	2	7	—	—	—	—	—	—	4	8	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	3	1	—	—	—	—	1	2
» 16 » 17 »	—	—	3	1	—	4	4	1	—	—	1	—	7	7	—	—	—	—	3	—	1	1	—	—	—	—	4	1	1	1	—	—	—	1
» 17 » 18 »	—	—	1	—	1	9	—	5	1	—	—	—	3	14	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2	—	1	—	—
» 18 » 19 »	1	1	1	1	1	7	—	2	1	—	—	—	4	11	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
» 19 » 20 »	—	1	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De 21 ans et plus.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL. . . .	1	3	8	3	17	39	12	10	3	—	1	1	42	56	1	—	3	1	1	6	1	2	—	—	1	—	7	9	1	3	1	1	4	5

à moins de trois ans.							Après trois ans à moins de quatre ans.												Après quatre ans et plus.												TOTAL des mineurs qui ont changé de régime dans le cours de l'année.	
Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.	Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.	Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		
G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
2	—	—	—	—	—	—	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	2
—	1	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	4
1	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	8	5
—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	11
—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	13
1	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	18
—	—	—	—	—	—	—	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	12
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3	1	—	—	—	—	—	9	10	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	61	75

V

CXXI. — Placement de mineurs confiés à une société ou une institution de charité du juge des enfants en 1916. — Age au début. — Durée du régime. — Résultats.

AGE AU DÉBUT DU PLACEMENT.	Après moins d'un an.																								Après un an à moins de deux ans.																								Après deux ans											
	Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		TOTAL.																							
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
Moins de 10 ans. .	66	24	4	1	2	2	1	—	—	—	1	—	74	27	46	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	46	24	—	—	1	—	1	—	124	51																								
De 10 à moins de 11 ans.	8	9	1	—	—	—	—	—	—	—	1	9	10		4	4	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	6	4	—	—	1	—	—	—	19	15																								
» 11 » 12 »	7	7	1	2	—	—	1	—	—	—	1	9	10		7	6	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	9	7	1	—	3	—	—	—	26	17																								
» 12 » 13 »	5	3	1	2	2	1	—	1	—	—	2	1	10	8	6	2	5	1	1	—	—	—	—	—	1	—	14	3	—	—	2	1	2	—	35	12																								
» 13 » 14 »	6	1	2	2	1	—	5	—	—	—	2	2	14	5	2	—	3	—	1	—	—	—	—	—	—	1	6	1	—	—	2	—	3	2	30	9																								
» 14 » 15 »	1	1	8	9	5	1	6	4	—	—	1	2	21	17	—	1	2	1	3	—	2	—	—	—	—	—	7	2	—	—	3	1	5	1	41	22																								
» 15 » 16 »	2	3	14	9	5	9	7	6	—	—	1	4	29	31	1	1	—	4	2	5	1	1	—	—	—	—	4	11	—	—	1	5	2	6	39	57																								
» 16 » 17 »	—	—	3	15	4	6	1	13	—	—	1	6	9	40	—	—	—	5	—	5	2	4	1	—	—	—	2	3	16	—	—	4	1	3	—	15	67																								
» 17 » 18 »	—	—	1	16	1	13	1	5	—	—	—	3	3	37	—	1	—	8	1	3	2	1	—	—	—	—	2	3	15	—	—	1	5	1	3	8	65																								
» 18 » 19 »	—	—	1	21	1	12	—	10	—	—	—	0	2	52	—	1	—	3	1	4	—	2	—	—	—	—	1	1	11	—	—	—	3	—	2	3	68																								
» 19 » 20 »	—	1	—	4	—	9	—	4	—	—	—	—	—	18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19																								
» 20 » 21 »	—	—	—	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4																								
De 21 ans et plus.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—																								
TOTAL. . . .	95	49	36	82	21	56	22	43	—	—	6	29	180	259	66	39	12	23	9	17	9	8	1	—	2	7	99	94	1	—	14	19	15	17	340	406																								

AGE AU DÉBUT DU PLACEMENT.	à moins de trois ans.								Après trois ans à moins de quatre ans.														Après quatre ans et plus.																								Total des mineurs qui ont changé de régime dans le cours de l'année.	
	Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.			
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
Moins de 10 ans. .							2	—								1																																	124	51
De 10 à moins de 11 ans.							3	—			1	—	1	—																																			19	15
» 11 » 12 »	1	—	—	—	1	—	3	—			4	—	1	—				1																															26	17
» 12 » 13 »	1	—	—	—	1	—	6	1			2	—	2	—	1	1																																	35	12
» 13 » 14 »	1	—	—	—	1	—	9	3			2	—	2	—	1	1																																	30	9
» 14 » 15 »	1	—	—	—	1	—	7	2	1	—	1	—	2	—	1	1																																	41	22
» 15 » 16 »	1	—	—	—	—	—	9	3			2	—	1	—	1	2																																	39	57
» 16 » 17 »	2	1	—	—	—	—	5	12			—	—	—	—	—	—																																	15	67
» 17 » 18 »	1	1	—	—	—	—	2	9			1	—	1	—	1	2																																	8	65
» 18 » 19 »	—	—	—	—	—	—	2	9			1	—	3	—	—	—																																	3	68
» 19 » 20 »	—	—	—	—	—	—	—	5			—	—	—	—	—	—																																	—	19
» 20 » 21 »	—	—	—	—	—	—	—	—			—	—	—	—	1	—																																	—	4
De 21 ans et plus.	—	—	—	—	—	—	—	—			—	—	—	—	—	—																																	—	—
TOTAL. . . .	7	2	—	—	3	3	40	41	1	1	9	4	6	5	3	1	—	—	1	1	20	12	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—															340	406

W

CXXII. — Internements dans une école de bienfaisance de l'Etat qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1916. — Age au début. — Durée du régime. — Résultats.

AGE AU DÉBUT DE L'INTERNEMENT.	Après moins d'un an.																								Après un an à moins de deux ans.																								Après deux ans											
	Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		TOTAL.																							
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
Moins de 10 ans. .	—	—	—	—	1	1	2	4	—	—	2	—	5	5	—	—	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	1	—	2	1	12	6																								
De 10 à moins de 11 ans.	—	—	—	—	—	1	2	3	—	—	—	—	2	4	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	2	—	4	—	11	4																								
» 11 » 12 »	—	—	—	—	2	—	8	3	—	—	—	—	10	3	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	2	—	1	1	—	—	1	—	1	—	9	1																								
» 12 » 13 »	—	—	2	1	2	1	5	4	—	—	—	—	9	6	—	—	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	1	—	4	—	9	2																								
» 13 » 14 »	—	—	5	—	3	3	4	3	—	—	1	—	13	6	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	4	—	—	1	6	2	5	—	28	10																								
» 14 » 15 »	—	—	6	—	6	2	8	4	—	1	—	—	20	7	1	—	10	—	1	1	1	4	—	—	—	—	13	5	2	1	2	3	7	1	41	21																								
» 15 » 16 »	—	1	16	4	11	1	2	10	—	—	3	1	32	17	—	2	9	1	3	1	—	3	—	—	—	—	12	7	3	2	7	6	4	4	50	37																								
» 16 » 17 »	—	3	6	2	3	—	1	6	—	—	1	—	11	11	1	1	15	1	4	—	1	—	—	—	—	—	20	3	1	3	13	5	4	4	67	54																								
» 17 » 18 »	—	1	4	5	3	2	—	5	1	—	—	—	8	13	—	—	12	1	2	1	—	—	—	—	—	—	14	2	3	—	8	11	5	6	62	56																								
» 18 » 19 »	—	1	3	1	—	2	—	3	—	—	1	—	3	8	1	—	4	—	1	—	—	—	—	—	—	—	6	—	—	—	1	1	2	2	46	35																								
» 19 » 20 »	—	2	1	—	2	3	—	—	1	—	—	—	4	5	1	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	3	2	1	—	—	—	—	—	12	11																								
» 20 » 21 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	8	8																								
De 21 ans et plus.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—																								
TOTAL. . . .	—	8	43	13	33	16	32	45	2	1	7	2	117	85	8	3	53	4	13	4	8	9	—	—	—	—	82	20	11	7	39	28	33	17	365	247																								

AGE AU DÉBUT DE L'INTERNEMENT.	à moins de trois ans.								Après trois ans à moins de quatre ans.														Après quatre ans et plus.																								Total des mineurs qui ont changé de régime dans le cours de l'année.	
	Confiés à une société ou une institution.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.			
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
Moins de 10 ans. .							1	—							1	—																																	12	6
De 10 à moins de 11 ans.							2	—																																								11	4
» 11 » 12 »	1	—	—	—	—	—	3	—			3	—	1	—																																			26	5
» 12 » 13 »	1	—	—	—	—	—	3	—	2	—	1	—	2	—																																			28	10
» 13 » 14 »	1	2	—	—	—	—	3	2	1	—	2	—	3	—	1	2																																	30	9
» 14 » 15 »	1	1	—	—	—	—	12	4	—	—	3	1	5	—	2	—																																	41	21
» 15 » 16 »	—	2	—	—	—	—	11	7	2	—	2	1	4	—	1	—																																	50	37
» 16 » 17 »	—	2	—	—	—	—	14	14	1	1	6	5	1	1	—	2																																	67	54
» 17 » 18 »	—	4	1	—	—	—	19	16	2	1	3	7	2	4	1	2																																	62	56
» 18 » 19 »	—	1	1	—	—	—	17	18	3	1	1	1	2	—																																			46	35
» 19 » 20 »	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	1	—	—																																			12	11
» 20 » 21 »	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—																																			8	8
De 21 ans et plus.	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—																																			2	—
TOTAL. . . .	2	12	2	—	—	—	87	64	9	3	18	17	12	7	2	4	1	—	1	—	43	31	6	10	16	16	12	10	1	11	1	—	—	—	36	47	365	247																								

X

CXXIII. — Internements dans un établissement disciplinaire qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1916. — Age au début. — Durée du régime. — Résultats.

AGE AU DÉBUT DE L'INTERNEMENT.	Après moins d'un an.												Après un an à moins de deux ans.												Après deux ans à moins de trois ans.												Après trois ans à moins de quatre ans.												Après quatre ans et plus.												TOTAL des mineurs qui ont changé de régime dans le cours de l'année.	
	Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.			
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
Moins de 10 ans. .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De 10 à moins de 11 ans.	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 11 » 12 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 12 » 13 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 13 » 14 »	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 14 » 15 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 15 » 16 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 16 » 17 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 17 » 18 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 18 » 19 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 19 » 20 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 20 » 21 »	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De 21 ans et plus.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL. . . .	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	3	—	—	—	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	—	—	—	6	—	1	1	1	—	1	—	2	—	—	—	1	—	—	—	3	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	23	2

Y

CXXIV. — Internements dans un asile ou établissement spécial qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1916. — Age au début. — Durée du régime. Résultats.

AGE AU DÉBUT DE L'INTERNEMENT.	Après moins d'un an.												Après un an à moins de deux ans.												Après deux ans à moins de trois ans.												Après trois ans à moins de quatre ans.												Après quatre ans et plus.												TOTAL des mineurs qui ont changé de régime dans le cours de l'année.	
	Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		TOTAL.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		TOTAL.			
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
Moins de 10 ans. .	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De 10 à moins de 11 ans.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 11 » 12 »	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 12 » 13 »	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 13 » 14 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 14 » 15 »	—	—	1	—	—	—	2	2	—	—	—	—	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 15 » 16 »	—	—	1	2	2	—	5	1	—	—	—	—	4	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 16 » 17 »	—	—	—	—	1	1	1	3	1	1	—	—	3	5	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 17 » 18 »	—	—	—	—	1	1	1	3	—	—	—	—	1	4	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 18 » 19 »	—	—	—	—	1	—	9	—	1	—	—	—	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 19 » 20 »	—	1	—	—	1	—	4	—	—	—	—	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 20 » 21 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De 21 ans et plus.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL. . . .	—	1	3	2	3	4	9	30	2	2	—	—	17	39	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19	43

N. B. — Les aliénés ne sont pas comptés dans ce tableau.

Z

CXXV. — Mineurs en placement au 31 décembre 1916.

MODE DE PLACEMENT	GARÇONS	FILLES
Mineurs confiés à une personne	424	130
Mineurs confiés à une société ou à une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée	1,568	1,583
Mineurs placés dans un asile ou dans un établissement approprié à leur état	32 (1)	64
TOTAUX	2,024	1,777

(1) Y compris 14 mineurs placés à l'Établissement spécial de l'État pour anormaux à Moll.

N. B. — Par suite de la séparation administrative, il a été impossible de faire figurer au présent tableau, le détail de l'âge des mineurs et la durée du placement.

AA

CXXVI. — Établissements, autres que les écoles de bienfaisance et établissements spéciaux de l'État, auxquels Nombre de mineurs des enfants étaient confiés par les procureurs du Roi et les juges des enfants à la date du 31 décembre 1916. — placés. (Chapitres I et II).

LOCALITÉS	INSTITUTIONS	Nombre de mineurs placés par le Procureur du Roi (Chap. I)	Nombre de mineurs placés par le Juge des Enfants (Chap. II)
ARRONDISSEMENT D'ANVERS.			
Anvers	Enfants martyrs	—	6
Id.	Institut Ste-Marguerite de Cortone	—	97
Id.	Id. Van Celst	6	—
Id.	Bureau de Bienfaisance	2	—
Boom	Hospices civils	2	—
Wilryck	Institut des Ursulines	2	—
Wyneghem	Id. de la Miséricorde des Sacrés-Cœurs	2	—
ARRONDISSEMENT D'ARLON.			
Arlon	Dames Chanoinesses	—	37
Id.	Frères Maristes	—	41
Id.	*Hospices civils*	—	8
Guirsch	Sœurs du St-Cœur de Marie	—	19
Habay-la-Neuve	Etablissement des Sœurs Dominicaines	—	6
Id.	Sœurs de la Doctrine chrétienne	—	3
Hachy	Pensionnat St-Joseph (Frères Maristes)	—	42
Jamoigne	Sœurs de la Providence	—	7
Id.	Id. de la Charité	—	3
Messancy	Frères Maristes	—	5
Id.	Sœurs Dominicaines	—	1
Muno	Id. de St-Vincent de Paul	—	5
Virton	Id. de la Doctrine chrétienne	—	23
ARRONDISSEMENT D'AUDENARDE.			
Boucle-St-Denis	Internat pour petits garçons	2	—
Erwetegem	Couvent St-Dominique	—	12
Maetor	Institut de la Visitation	2	—
ARRONDISSEMENT DE BRUGES.			
Bruges	Asile de nuit	—	3
Id.	Ecole Ange Gardien	4	2
Id.	Orphelinat du Sacré-Cœur	—	2
Id.	Ecole Ste-Marie	—	2
Id.	Hospices civils	—	2
Id.	Sœurs de Vincent-St-de-Paul	3	—
Ostende	Orphelinat St-Vincent Ferrier	—	2
St-André (Bruges)	Maison de Refuge	—	31
Ste-Croix (Bruges)	Institut du Sacré-Cœur	1	26
Zevecote	Id. des Sœurs de Marie	—	6
ARRONDISSEMENT DE BRUXELLES.			
Alsemberg	Institut de Notre-Dame du Sacré-Cœur	—	64
Anderlecht	Ecole des Forains	—	2
Id.	Bureau de Bienfaisance	10	—
Id.	Institut St-Nicolas	—	11
Bruxelles	Dames de la Persévérance	—	47
Id.	Enfants assistés	25	3
Id.	Filles de la Charité	1	—
Id.	Refuge Ste-Marie Madeleine	14	206
Etterbeek	Institut St-Joseph	13	18
Evere	Id. du Bon-Pasteur	20	143
Grimberghen	Id. Schoofs	—	22
Hal	Bureau de Bienfaisance	—	1
Ixelles	Refuge, rue du Prévôt, 26	—	8
Id.	Bureau de Bienfaisance	1	—
Laeken	Hospices civils de Laeken	2	—
Molenbeek	Bureau de Bienfaisance	2	—
Schaerbeek	Hospices civils	2	—
Woluwe-St-Lambert	Asile de la Tutélaire	—	46
ARRONDISSEMENT DE CHARLEROI.			
Charleroi	Hôtellerie ouvrière (Frères de la Charité)	—	5
Id.	Hospices civils	—	2
Id.	Maison Ste-Marie	—	35
Châtelet	Orphelinat de la Ste-Famille	—	24
Fontaine-l'Évêque	Hospices civils	2	—
Gilly	Orphelinat du Sacré-Cœur	—	8
Jumet	Hospices civils	2	2
Loval-Trahegnies	Orphelinat de la Ste-Famille	—	56
Manage	Institut de la Ste-Famille	12	374
Mont-sur-Marchiennes	*Orphelinat des Dames Dominicaines*	9	31
Id.	Etablissement Valère Mabille	—	24
ARRONDISSEMENT DE COURTRAI.			
Mouscron	Bureau de Bienfaisance	2	—
Wacken	Id. id.	8	—
ARRONDISSEMENT DE DINANT.			
Ciney	Hospice	—	1
Yvoir	Institut de Notre-Dame de Lourdes	25	43
ARRONDISSEMENT DE GAND.			
Bassevelde	Orphelinat des Dames Bernardines	—	1
Gand	Hospice civil	—	3
Id.	Institut des Dames de la Miséricorde	1	113
Machelen-lez-Doynze	Couvent des Sœurs du St-Cœur de Marie	1	—
St-Denis-Westrem	Institut St-Joseph	—	9
Tronchiennes	Asile de la Ste-Famille	—	3
Waerschoot	Hospice St-Vincent de Paul	—	1
ARRONDISSEMENT DE HASSELT.			
Hasselt	Sœurs de l'Enfant Jésus	2	—
Lummen	Institut St-Ferdinand	23	305
Velm	Id. Sœurs de la Charité	1	—
Zeelhem	Id. id. de St-Vincent	9	10
ARRONDISSEMENT DE HUY.			
Huy	Hospice civil	16	4
Seilles	Orphelinat Ste-Elisabeth	3	7
ARRONDISSEMENT DE LIÉGE			
Ans	Sœurs de la Providence	—	1
Geer	Institut St-Antoine	16	5
Liége	Bonne Famille	19	6
Id.	Hospices civils	—	1
Id.	Institut Michotte	16	1
Id.	Id. des Sœurs de la Miséricorde	39	61
Id.	Orphelinat St-Jean Berchmans	2	10
Id.	Œuvre des Mères et tout petits	38	1
Id.	Id. de la Protection de la Jeune Fille	—	2
Id.	Pensionnat des Jeunes Économes	6	35
Oupeye	Orphelinat des Sœurs de Beaumont	7	7
Wandre	Refuge	26	165
ARRONDISSEMENT DE LOUVAIN.			
Héverlé	Institut de la Miséricorde	14	22
Louvain	Hospices civils	—	1
Id.	Institut du Bon Pasteur	8	94
ARRONDISSEMENT DE MALINES.			
Berlaer	Institut du Sacré-Cœur (Villa Elisabeth)	7	20
Malines	Hospices civils	1	1
Id.	Bureau de Bienfaisance	1	—
Willebroeck	Hospices civils	1	—
ARRONDISSEMENT DE MARCHE.			
Durbuy	Orphelinat	—	2
Laroche	Id. Lepeucque	—	18
ARRONDISSEMENT DE MONS.			
Brugelette	Sœurs de l'Enfant Jésus	—	1
Frameries	Id. de St-Vincent-de-Paul	2	—
Mons	Asile Roland	8	7
Id.	Hospices civils	—	1
Id.	Institut du Bon-Pasteur	3	37
Id.	Id. des Filles de la Sagesse	—	2
Neufvilles	Sœurs de la Charité	—	2
St-Symphorien	Institut des Filles de la Sagesse	3	—
ARRONDISSEMENT DE NAMUR.			
Gembloux	Enfants martyrs	17	69
Namur	Ecole des Bateliers	6	72
Id.	Hospices civils	1	2
Id.	Institut du Bon-Pasteur	11	33
Id.	Id. du Sacré-Cœur	14	7
Id.	Id. St-Jean de Dieu	1	3
ARRONDISSEMENT DE NEUFCHATEAU.			
Longlier	Orphelinat	1	3
ARRONDISSEMENT DE NIVELLES.			
Basse-Wavre	Orphelinat St-Raphaël	—	2
Nivelles	Hospices civils	—	9
Id.	Comité de Protection de l'Enfance	37	—
Opprebais	Sœurs Dominicaines de Bethanie	—	1
Waterloo	Institut St-Antoine (Cuvelier)	4	22
Wavre	Sœurs Franciscaines	—	5
ARRONDISSEMENT DE TERMONDE.			
Belcelo	Hospice	2	—
Buggenhout	Institut Tanghe	—	31
Boveren-Waes	Orphelinat pour filles	1	—
Lebbeke	Bureau de Bienfaisance	3	—
St-Nicolas-Waes	Institut St-Jérôme	5	—
Id.	Id. St-Charles Borromée	11	—
Id.	Id. Ste-Barbe	15	79
Wetteren	Orphelinat St-Joseph	—	1
ARRONDISSEMENT DE TONGRES.			
Gellick	Institut St-Augustin	—	1
Hoesselt	Sœurs de la Providence	4	5
Lanaeken	Institut Ste-Anne	1	—
Maeseyck	Institut des Sourds-muets	—	2
ARRONDISSEMENT DE TOURNAI.			
Ellezelles	Orphelinat de Notre-Dame du Bon et Perpétuel Secours	27	19
Id.	Institut St-Paul	14	11
Melles	Orphelinat des Religieuses du St-Esprit	3	4
Rongy	Ecole St-Luc	—	1
Tournai	Hospices civils	—	1
Id.	Orphelinat St-Charles	2	3
Id.	Orphelinat des Sœurs de la Charité	33	40
Id.	Filles de la Sagesse	3	—
Id.	Religieuses de la Providence	1	—
Velaines	Orphelinat de Notre-Dame	2	1
Willaupuis	Orphelinat	5	—
ARRONDISSEMENT DE TURNHOUT.			
Hérenthals	Institut de la Ste-Famille	8	68
Turnhout	Maison de Refuge	—	2
ARRONDISSEMENT DE VERVIERS.			
Forges-Baelen	Pensionnat St-François	29	36
Verviers	Bureau de Bienfaisance	2	—
Id.	Protection de l'Enfance	12	2
	Total	721	3.151
ÉTABLISSEMENTS SPÉCIAUX.			
ARRONDISSEMENT D'AUDENARDE.			
Grammont	Sanatorium (tuberculeux)	—	2
Renaix	Asile St-Vincent de Paul (anormaux)	—	14
ARRONDISSEMENT DE BRUXELLES.			
Buysinghen	Sanatorium Rose de la Reine (tuberculeux)	—	2
Uccle	Clinique Ste-Elisabeth, avenue Defré	4	16
ARRONDISSEMENT DE GAND.			
Lovendeghem	Sœurs de la Charité (incurables)	2	10
ARRONDISSEMENT DE HASSELT.			
Tessenderloo	Sanatorium St-Joseph (tuberculeux)	—	1
ARRONDISSEMENT DE LIÉGE.			
Cerexhe-Heuseux	Institut Ste-Anne (anormaux)	1	27
ARRONDISSEMENT DE NIVELLES.			
Rixensart	Institut Ste-Elisabeth (tuberculeux)	—	7
ARRONDISSEMENT DE VERVIERS.			
Spa	Institut St-Michel (anormaux)	—	3
	Total	7	82

BB

CXXVII. — Etablissements d'observation de l'Etat. — Mouvement de la population pendant l'année 1916.

SEXE.	Présents au 1er janvier 1916.	Entrés pendant l'année.	Réintégrés après évasion.	TOTAL des mineurs observés.	Sortis à la suite d'une décision du Juge des Enfants ou du Ministre de la Justice.	Evadés.	Décédés.	Aliénés.	Rapatriés.	TOTAL des sorties.	Restant au 31 décembre 1916, l'internement subi, ayant une durée de : Moins de 15 jours.	15 jours à moins de 1 mois.	1 mois à moins de 2 mois.	2 mois à moins de 3 mois.	3 mois à moins de 6 mois.	6 mois à moins de 1 an.	1 an à moins de 2 ans.	TOTAL.
Garçons	30	184	1	215	96	—	—	—	—	96	7	14	14	8	51	20	5	119
Filles	4	8	—	12	11	—	—	—	—	11	—	—	1	—	—	—	—	1
TOTAL	34	192	1	227	107	—	—	—	—	107	7	14	15	8	51	20	5	120

Résultats.

		Mineurs sortis pendant l'année. — L'observation ayant eu une durée de : Moins de 15 jours.	15 jours à moins de 1 mois.	1 mois à moins de 2 mois.	2 mois à moins de 3 mois.	3 mois à moins de 6 mois.	6 mois à moins de 1 an.	1 an à moins de 2 ans.	TOTAL.
Rendus à leurs parents	Garçons	—	1	4	3	2	10	1	21
	Filles	—	—	—	1	—	—	1	2
Confiés à un particulier	Garçons	—	—	—	—	1	—	2	3
	Filles	—	—	—	—	—	—	—	—
Confiés à des sociétés ou des institutions de charité ou d'enseignement, publiques ou privées	Garçons	—	2	—	—	1	4	1	8
	Filles	—	—	1	—	—	—	—	1
Internés dans une école de bienfaisance de l'État	Garçons	—	—	—	—	26	15	—	41
	Filles	—	—	—	2	3	2	1	8
Internés dans un établissement disciplinaire de l'État	Garçons	—	—	—	—	1	1	—	2
	Filles	—	—	—	—	—	—	—	—
Internés dans un établissement approprié à leur état	Garçons	1	—	—	—	7	10	3	21
	Filles	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	Garçons	1	3	4	3	38	40	7	96
	Filles	—	—	1	3	3	2	2	11

CC

CXXVIII. — Établissement spécial de l'État pour anormaux. — Mouvement de la population pendant l'année 1916.

Présents au 1er janvier 1916	Entrés pendant l'année.	Réintégrés après évasion.	Total des mineurs traités.	Sortis à la suite d'une décision du juge des enfants ou du Ministre de la Justice.	Évadés.	Décédés.	Aliénés.	Rapatriés.	Total des sorties.	Restant au 31 décembre, le placement ayant une durée de moins de 1 an.
				A. — Pavillon Central.						
—	13	—	13	3	—	—	—	—	3	10
				B. — Colonie.						
1	4	—	5	1	—	—	—	—	1	4

DD

CXXIX. — Mouvement de la population dans les Ecoles de bienfaisance de l'Etat pendant l'année 1916.

Établissements.	AGE au début de l'internement.	INTERNÉS — Internés au 1er janvier 1916.	Pendant l'année. — 1er Internement.	Réintégrés après évasion.	Réintégrés pour autres motifs.	Transférés d'un autre établissement de l'État.	TOTAL (1)	TOTAL des mineurs internés	SORTIS — par libération anticipée ou placement.	Évadés.	Décédés.	Aliénés.	Dirigés vers l'Allemagne.	Rapatriés.	Sortis par expiration de terme.	Transférés dans un autre établissement de l'État.	TOTAL des sorties.	Restant au 31 décembre 1916, l'internement ayant une durée de : Moins de 1 an.	1 an à moins de 2 ans.	2 ans à moins de 3 ans.	3 ans à moins de 4 ans.	4 ans à moins de 5 ans.	5 ans à moins de 6 ans.	6 ans à moins de 7 ans.	7 ans à moins de 8 ans.	8 ans à moins de 9 ans.	9 ans à moins de 10 ans.	10 ans et plus.	TOTAL des mineurs restant au 31 déc. 1916.
Ruysselede (Garçons).	Moins de 7 ans . . .	7	—	—	—	—	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	4	7
	de 7 à moins de 8 ans	14	—	—	—	—	—	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	2	1	—	1	3	1	14
	» 8 » 9 »	36	—	—	—	—	—	36	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	6	6	3	7	1	5	4	3	35
	» 9 » 10 »	97	2	1	1	—	4	101	5	1	—	—	—	—	1	—	7	2	5	10	13	14	5	16	9	8	9	3	94
	» 10 » 11 »	116	3	1	—	—	4	120	2	1	1	—	—	1	—	—	5	3	2	14	15	18	16	16	15	8	8	—	115
	» 11 » 12 »	169	13	1	—	—	14	183	14	1	—	—	—	—	3	3	21	13	6	20	35	25	20	23	9	9	2	—	162
	» 12 » 13 »	173	11	—	—	—	11	184	8	—	2	—	—	—	—	1	11	11	16	27	35	37	20	21	4	2	—	—	173
	» 13 » 14 »	25	19	—	—	—	19	44	1	—	—	—	—	—	—	1	2	19	21	—	1	1	—	—	—	—	—	—	42
	» 14 » 15 »	21	16	—	—	—	16	37	2	—	—	—	—	—	—	1	3	15	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
	» 15 » 16 »	31	29	—	—	—	29	60	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	60
	» 16 » 17 »	—	3	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
	» 17 » 18 »	—	2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 18 » 19 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 19 » 20 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 20 » 21 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 21 ans et plus . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAL . . .	689	98	3	1	—	102	791	33	3	3	—	—	1	4	7	51	96	100	74	107	105	66	84	38	33	26	11	740
Moll (Garçons)	Moins de 7 ans . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	de 7 à moins de 8 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 8 » 9 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 9 » 10 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 10 » 11 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 11 » 12 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5
	» 12 » 13 »	4	—	—	—	1	1	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	48
	» 13 » 14 »	62	4	1	—	4	9	71	19	1	1	—	—	—	—	2	23	6	16	13	10	3	—	—	—	—	—	—	58
	» 14 » 15 »	71	15	—	—	6	21	92	26	—	1	—	—	—	—	7	34	14	15	15	11	3	—	—	—	—	—	—	80
	» 15 » 16 »	80	25	1	—	8	34	114	21	—	1	—	—	—	—	12	34	19	43	14	4	—	—	—	—	—	—	—	9
	» 16 » 17 »	16	—	—	—	—	—	16	7	—	—	—	—	—	—	—	7	—	—	1	2	6	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 17 » 18 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 18 » 19 »	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 19 » 20 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 20 » 21 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 21 ans et plus . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAL . . .	234	44	2	—	19	65	299	74	1	3	—	—	—	—	21	99	40	78	43	27	12	—	—	—	—	—	—	200

(1) Tout élève est compté dans l'établissement où il est au dernier lieu ou d'où il est sorti, sans qu'il soit tenu compte d'un transfèrement ou de provisoires, visites aux parents, envois à l'hôpital, mises à la disposition d'un magistrat, visites pour incorporation, etc., ne sont comptés ni à la sortie, ni à la rentrée.

transfèrements successifs dans un établissement de même espèce. — Pour le calcul de la durée, les internements successifs sont cumulés. — Les transferts

DD

CXXIX (suite). — Mouvement de la population dans les Ecoles de bienfaisance de l'État pendant l'année 1916.

Établissements.	AGE au début de l'Internement.	INTERNÉS. Internés au 1er janvier 1916.	Pendant l'année: 1er Internement.	Réintégrés après évasion.	Réintégrés pour autres motifs.	Transférés d'un autre établissement de l'État.	TOTAL (1)	TOTAL des mineurs internés	SORTIS. Sortis par libération anticipée ou placement.	Évadés.	Décédés.	Aliénés.	Dirigés vers l'Allemagne.	Rapatriés.	Sortis par expiration de terme.	Transférés dans un autre établissement de l'État.	TOTAL des sorties.	Restant au 31 décembre 1916, l'internement subi ayant une durée de : Moins de 1 an.	1 an à moins de 2 ans.	2 ans à moins de 3 ans.	3 ans à moins de 4 ans.	4 ans à moins de 5 ans.	5 ans à moins de 6 ans.	6 ans à moins de 7 ans.	7 ans à moins de 8 ans.	8 ans à moins de 9 ans.	9 ans à moins de 10 ans.	10 ans et plus.	TOTAL des mineurs restant au 31 déc. 1916.
Saint-Hubert (Garçons).	Moins de 7 ans. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	de 7 à moins de 8 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 8 » 9 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 9 » 10 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 10 » 11 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 11 » 12 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 12 » 13 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 13 » 14 »	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 14 » 15 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 15 » 16 »	32	1	—	—	—	1	33	21	7	—	—	1	—	—	4	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	60
	» 16 » 17 »	47	50	4	8	8	70	117	20	5	—	—	20	—	—	12	57	48	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	75
	» 17 » 18 »	77	29	5	9	1	44	121	21	4	1	—	20	—	—	—	46	46	14	10	5	—	—	—	—	—	—	—	34
	» 18 » 19 »	21	11	2	18	3	34	55	10	1	—	—	10	—	—	—	21	14	4	10	6	—	—	—	—	—	—	—	9
	» 19 » 20 »	18	—	5	6	1	12	30	10	—	—	—	8	—	—	3	21	—	3	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—
	» 20 » 21 »	4	—	3	6	1	10	14	—	—	—	—	—	—	14	—	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 21 ans et plus . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAL. . .	199	92	19	47	14	172	371	82	17	1	—	59	—	14	20	193	108	33	21	13	3	—	—	—	—	—	—	178
Gand (Garçons).	Moins de 7 ans. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	de 7 à moins de 8 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 8 » 9 »	3	—	—	—	1	1	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
	» 9 » 10 »	—	—	2	1	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	» 10 » 11 »	3	—	—	2	1	3	6	2	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	2
	» 11 » 12 »	5	1	2	1	—	4	9	3	—	—	—	—	—	—	1	4	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	5
	» 12 » 13 »	3	—	—	1	—	1	4	2	—	—	—	—	—	—	1	4	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	2
	» 13 » 14 »	8	—	—	5	2	7	15	3	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	2
	» 14 » 15 »	18	—	—	6	2	8	26	7	—	—	—	—	—	2	—	6	—	—	3	4	1	—	1	—	—	—	—	9
	» 15 » 16 »	21	1	1	2	4	8	29	8	—	—	—	—	—	—	2	6	—	—	3	1	—	—	1	—	—	—	—	16
	» 16 » 17 »	23	12	—	1	—	13	36	15	—	—	—	—	—	2	3	10	1	3	5	5	—	1	1	—	—	—	—	13
	» 17 » 18 »	30	21	—	2	1	24	54	17	—	1	—	—	—	—	3	16	2	5	2	3	1	—	—	—	—	—	—	19
	» 18 » 19 »	8	11	—	—	—	11	19	5	—	—	—	—	—	—	1	17	9	7	1	2	—	—	—	—	—	—	—	28
	» 19 » 20 »	2	2	—	—	—	2	4	2	—	—	—	—	—	—	1	17	9	6	5	—	—	—	—	—	—	—	—	13
	» 20 » 21 »	—	1	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	2	6	10	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2
	» 21 ans et plus . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAL. . .	124	49	5	21	11	86	210	66	—	2	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
														—	19	10	97	41	28	18	14	4	4	3	1	—	—	—	113

(1) Tout élève est compté dans l'établissement où il est en dernier lieu ou d'où il est sorti sans qu'il soit tenu compte d'un transfèrement ou de transfèrements successifs dans un établissement de même espèce. — Pour le calcul de la durée, les internements successifs sont cumulés. — Les transferts provisoires, visites aux parents, envois à l'hôpital, mises à la disposition d'un magistrat, visites pour incorporation, etc., ne sont comptés ni à la sortie ni à la rentrée.

DD

CXXIX (suite). — Mouvement de la population dans les Écoles de bienfaisance de l'État pendant l'année 1916.

Établissements	AGE au début de l'internement.	INTERNÉS — Internés au 1er janvier 1916	Pendant l'année. — 1er Internement.	Réintégrés après évasion.	Réintégrés pour autres motifs.	Transférés d'un autre établissement de l'État.	TOTAL (1)	TOTAL des mineurs internés	SORTIS — Sortis par libération anticipée ou placement.	Évadés.	Décédés.	Aliénés.	Dirigés vers l'Allemagne.	Rapatriés.	Sortis par expiration de terme.	Transférés dans un autre établissement de l'Etat.	TOTAL des sortics.	Restant au 31 décembre 1916, l'internement ayant une durée de : Moins de 1 an.	1 an à moins de 2 ans.	2 ans à moins de 3 ans.	3 ans à moins de 4 ans.	4 ans à moins de 5 ans.	5 ans à moins de 6 ans.	6 ans à moins de 7 ans.	7 ans à moins de 8 ans.	8 ans à moins de 9 ans.	9 ans à moins de 10 ans.	10 ans et plus.	TOTAL des mineurs restant au 31 déc. 1916.
Beernem (Filles)	Moins de 7 ans	9	—	—	—	—	—	9	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	1	1	—	1	—	4	8
	de 7 à moins de 8 ans	8	—	—	—	—	—	8	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	3	—	—	1	—	—	—	3	7
	» 8 » 9 »	11	—	—	—	—	—	11	1	—	—	—	—	—	1	—	2	—	—	—	2	2	—	—	2	—	—	3	9
	» 9 » 10 »	21	—	—	—	—	—	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	4	—	1	5	2	—	1	6	21
	» 10 » 11 »	31	—	—	—	—	—	31	2	—	—	—	—	1	1	—	4	—	—	—	3	5	—	4	3	3	3	4	2	27
	» 11 » 12 »	22	—	—	—	—	—	22	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	1	—	3	4	1	1	4	2	2	1	—	19
	» 12 » 13 »	29	1	—	—	—	1	30	3	—	—	—	—	—	1	—	4	—	—	—	4	8	2	3	4	3	1	—	—	26
	» 13 » 14 »	20	2	—	—	—	2	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	15	2	—	—	—	—	—	—	22
	» 14 » 15 »	1	1	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
	» 15 » 16 »	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 16 » 17 »	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	» 17 » 18 »	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	» 18 » 19 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 19 » 20 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 20 » 21 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 21 ans et plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAL	154	5	—	—	—	5	159	7	—	—	—	—	1	7	1	16	4	4	21	38	5	11	19	10	7	6	18	143
Namur (Filles)	Moins de 7 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	de 7 à moins de 8 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 8 » 9 »	—	1	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 9 » 10 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 10 » 11 »	—	1	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 11 » 12 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 12 » 13 »	—	2	—	—	—	2	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	» 13 » 14 »	31	2	—	1	—	3	34	8	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25
	» 14 » 15 »	69	16	—	1	—	17	86	27	—	—	—	—	—	—	—	9	1	4	3	2	7	4	3	1	—	—	—	—	56
	» 15 » 16 »	115	38	1	4	—	43	158	45	1	1	—	—	—	1	—	30	16	10	8	8	9	5	—	—	—	—	—	—	105
	» 16 » 17 »	94	45	1	4	1	51	145	40	—	1	—	—	—	3	—	53	36	17	19	21	10	2	—	—	—	—	—	—	95
	» 17 » 18 »	77	38	—	1	—	39	116	40	—	—	1	—	—	6	—	50	42	10	20	20	3	—	—	—	—	—	—	—	69
	» 18 » 19 »	14	37	—	—	—	37	51	11	—	—	—	—	—	9	—	47	34	9	17	9	—	—	—	—	—	—	—	—	35
	» 19 » 20 »	1	10	—	—	—	10	11	—	—	—	—	—	—	6	—	16	30	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11
	» 20 » 21 »	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	2	—	—	10	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 21 ans et plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAL	402	190	2	11	1	204	606	178	1	2	1	—	—	26	1	209	170	55	68	60	29	11	3	1	—	—	—	397
TOTAL GÉNÉRAL :	Garçons	1,246	283	29	69	44	425	1,671	255	21	9	—	59	1	37	58	440	285	239	156	161	124	70	87	39	33	26	11	1,231
	Filles	556	195	2	11	1	209	765	185	1	2	1	—	1	33	2	225	174	59	89	98	34	22	22	11	7	6	18	540

(1) Tout élève est compté dans l'établissement où il est en dernier lieu ou d'où il est sorti sans qu'il soit tenu compte d'un transfèrement ou de transfèrements successifs dans un établissement de même espèce. — Pour le calcul de la durée, les internements successifs sont cumulés. — Les transferts provisoires, visites aux parents, envois à l'hôpital, mises à la disposition d'un magistrat, visites pour incorporation, etc., ne sont comptés ni à la sortie, ni à la rentrée.

ERRATA

Dans l'**INTRODUCTION**, page X lire sous la rubrique **5. — Cours d'assises**, les trois premières phrases comme suit :

Les cours d'assises ont jugé 58 affaires; toutes étaient des affaires criminelles.
Le nombre des individus poursuivis est de 105. Parmi ces individus 101 furent jugés contradictoirement, dont 52 étaient accusés de crimes contre les personnes et 49 de crimes ou délits contre les propriétés.

DÉTENTION PRÉVENTIVE. — Tableau X. — Durée de la détention préventive des accusés de crimes ou de délits ordinaires jugés contradictoirement par les cours d'assises. Page 15.

Des renseignements parvenus tardivement modifient les chiffres comme suit :

	colonne 2	colonne 3	colonne 9	colonne 10
Liége.	7 (au lieu de 5)	7 (au lieu de 5)	1 (au lieu de —)	1 (au lieu de —)
TOTAUX	105 (au lieu de 103)	100 (au lieu de 98)	14 (au lieu de 13)	29 (au lieu de 28)

TRIBUNAUX DE POLICE. — Tableau XII. — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police. Page 21.

Aucune affaire n'a été jugée par le tribunal de police de Ghistelles. D'où les rectifications suivantes, page 21 :

	colonne 2	colonne 3	colonne 6
Ghistelles.	—(au lieu de 1)	— (au lieu de 1)	— (au lieu de 1)
TOTAUX	556 (au lieu de 557)	508 (au lieu de 509)	23 (au lieu de 24)

et page 25, **RÉCAPITULATION.**

	colonne 2	colonne 3	colonne 6
Bruges.	556 (au lieu de 557)	508 (au lieu de 509)	23 (au lieu de 24)
TOTAUX GÉNÉRAUX	56.115 (au lieu de 56.116)	54.772 (au lieu de 54.773)	2.552 (au lieu de 2.553)

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS. — Tableau XVIII. — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1916 classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites. Pages 82 à 95.

Une interversion de chiffres a fait placer sous la rubrique : *Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés. (Vente, débit, exposition en vente de) art. 561, 2° et 3°* les nombres des prévenus acquittés ou condamnés du chef des *autres contraventions* et sous cette dernière rubrique les nombres des prévenus acquittés ou condamnés du chef de contravention aux dits articles 561, 2° et 3°.

Le total des prévenus du chef de ces dernières contraventions est donc **244.**
Le total des prévenus du chef d'autres contraventions est **565.**

Dans la **Nomenclature en usage pour la rédaction de la STATISTIQUE CRIMINELLE** il faut lire page 160 : *Crimes et délits contre la sécurité publique, Loi sur la protection de l'enfance*, 15 mai 1912, art. 63 *au lieu de* art. 53.

TRIBUNAUX DE COMMERCE. — Tableau LIII. — Durée de la procédure. Page 235.

Il y a lieu de lire comme chiffre se rapportant au tribunal d'Ypres, colonne 5 (causes terminées par jugement, inscrites depuis 6 mois jusqu'à 1 an) : 7 au lieu de 8. D'où l'ensemble des rectifications suivantes :

	colonne 5	colonne 7
Ypres	7 (au lieu de 8)	64 (au lieu de 65)
TOTAUX	1.187 (au lieu de 1.188)	8.261 (au lieu de 8.262)
Cour d'appel de Gand.	141 (au lieu de 142)	757 (au lieu de 758)
Tribunaux civils.	112 (au lieu de 113)	1.051 (au lieu de 1.052)

COURS D'APPEL. — AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES. — **Tableau LXIV (suite). Causes introduites terminées et restant à juger.** *Cour d'appel de Liége.* Page 248 et **Récapitulation**, page 249.

Il y a lieu de lire, page 248, comme chiffres se rapportant aux appels des décisions en matière commerciale rendues par le tribunal de Tongres, colonne 2 causes à juger pendantes au commencement de l'année judiciaire : 0 au lieu de 1; colonne 3 causes à juger introduites pendant l'année judiciaire : 3 au lieu de 2.

D'où l'ensemble des rectifications suivantes page 248 :

	colonne 2	colonne 3
Tongres	— (au lieu de 1)	3 (au lieu de 2)
Affaires commerciales	91 (au lieu de 92)	71 (au lieu de 70)
TOTAUX GÉNÉRAUX	291 (au lieu de 292)	246 (au lieu de 245)
Troisième chambre.	95 (au lieu de 96)	80 (au lieu de 79)

et page 249, **RÉCAPITULATION :**

	colonne 2	colonne 3
Cour d'appel de Liége. Tribunaux de première instance en matière commerciale.	15 (au lieu de 16)	9 (au lieu de 8)
TOTAUX. Tribunaux de première instance en matière commerciale	67 (au lieu de 68)	32 (au lieu de 31)
TOTAUX GÉNÉRAUX	1.779 (au lieu de 1.780)	893 (au lieu de 892)
TOTAUX PAR RESSORT : Liége	291 (au lieu de 292)	246 (au lieu de 245)

TABLE ANALYTIQUE

	Pages.
Accusés.	
Nombre par province des accusés acquittés et condamnés	147
Accusés jugés contradictoirement, classés suivant les provinces où ils ont été jugés, avec indication de la nature des infractions et du résultat sommaire des poursuites.	148
Accusés jugés contradictoirement, classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées	150
Accusés jugés contradictoirement, classés d'après les résultats comparés de l'instruction orale et de l'instruction par écrit. — Accusés déclarés coupables à la simple majorité des voix	151
Accusés jugés contradictoirement, classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires, les peines qui leur ont été infligées	152
Durée de la détention préventive des accusés de crimes ordinaires, jugés contradictoirement par les cours d'assises	15
Accusés jugés par contumace, classés d'après les provinces où ils ont été jugés, la nature des faits, le résultat des poursuites.	154
Acquittés.	
Nombre par tribunal de police.	26
Acquittés par les tribunaux de police, répartis par nature d'infractions.	34
Nombre par tribunal correctionnel :	
En première instance.	96
En degré d'appel	96 et 124
Acquittés répartis par tribunal correctionnel et par nature d'infractions :	
En première instance	40
En degré d'appel.	110
Acquittés par les tribunaux correctionnels, détenus préventivement.	16
Proportion des acquittés par les tribunaux correctionnels	IX
Acquittés en première instance, condamnés en appel	140
Acquittés par les cours d'appel, après avoir été condamnés en première instance. . .	140
Acquittés par les cours d'appel, détenus préventivement	15
Acquittés par les cours d'assises, détenus préventivement	15
Acquittés par les cours d'assises, répartis par province, d'après la nature des faits.	148
Acquittés par les cours d'assises, après avoir été déclarés coupables par le jury à la simple majorité des voix.	151
Acquittés en matière politique et de presse.	154
Actes de société publiés.	236
Actes notariés	196
Actif.	
Emploi de l'actif réalisé dans les faillites terminées par liquidation	243
Affaires. (Voir aussi *Infractions.*)	
Affaires répressives.	
Affaires entrées dans les parquets, direction qui leur a été donnée, autorités qui les ont transmises.	VII, 9
Affaires laissées sans suite par les parquets.	10
Affaires terminées par les juges d'instruction et les chambres du conseil.	VIII, 11
Affaires laissées sans suite par les juges d'instruction et les chambres du conseil. . .	11
Affaires jugées par chaque tribunal de police	18
Affaires jugées par les tribunaux de police en matière ordinaire, de mendicité ou vagabondage, électorale (absence au vote) . .	VIII, 18
Affaires portées devant chaque tribunal correctionnel.	39
Affaires terminées par chaque tribunal correctionnel.	39
Affaires portées devant les cours d'appel. .	X, 140

N. B. — Les chiffres romains renvoient à l'*Introduction.*

Pages.

Affaires terminées par les cours d'appel . . 140
Affaires terminées par les cours d'appel, réparties par nature 141
Affaires jugées par les cours d'assises . . . 147
Affaires jugées par la cour de cassation. (Voir *Pourvois.*)

Affaires civiles.

Affaires jugées par les juges de paix 196
Affaires terminées par les tribunaux d'arbitrage 212
Affaires portées devant les tribunaux de première instance . . . . . XX, 222
Affaires terminées par les tribunaux de première instance . . . . . XXI, 222
Nature des affaires terminées par jugement XXI, 224
Affaires portées devant les tribunaux de commerce . . . . . XXII, 234
Affaires terminées par les tribunaux de commerce . . . . . XXIII, 234
Affaires introduites devant les cours d'appel . . . . . XXIV, 246
Affaires terminées par les cours d'appel . XXIV, 246
Nature des affaires civiles et commerciales jugées par les cours d'appel . . . . . XXV, 250
Affaires jugées par la cour de cassation. (Voir *Pourvois.*)

Affaires en conciliation.

(Le préliminaire de conciliation a été supprimé par la loi du 12 août 1911.)

Affaires sur requête.

Tribunaux civils . . . . . XXI, 230

Affaires (Nomenclature des).

Les affaires traitées par les tribunaux civils et les cours d'appel sont groupées sous les principaux titres des Codes civil, de commerce et de procédure.
Tribunaux civils . . . . . XXI, 224
Cours d'appel . . . . . XXV, 250

Affaires restant à juger.

Dans les tribunaux de première instance :
En matière répressive . . . . . IX, 39
En matière civile . . . . . XXI, 222
Dans les tribunaux de commerce . . . . XXIII, 234
Dans les cours d'appel :
En matière répressive 140
En matière civile . . . . . XXIV, 246

Age.

Age des aliénés admis pour la première fois dans les asiles :
Hommes 316
Femmes 317
Age des aliénés sortis des asiles :
Hommes 318
Femmes 319
Age des condamnés répartis d'après la nature des infractions commises :
Hommes . . . . . XVI, 168
Femmes . . . . . XVI, 170

Pages.

Age des détenus qui se sont suicidés 274
Age des détenus décédés 272
Age des détenus subissant une peine d'emprisonnement de plus de 3 mois . . XXXVI, 284
Age des détenus condamnés à une peine d'emprisonnement de plus de 3 mois, libérés pendant l'année 288
Age des mendiants et vagabonds se trouvant au 31 décembre 1916 dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge . . 296
Age des mineurs jugés . . . . . XLV, 342
Age au début du régime de la liberté surveillée des mineurs qui ont ensuite été soumis à un autre régime . . . . . XLVI, 352
Age au début du placement des mineurs qui ont ensuite été soumis à un autre régime . . . . . XLVII, 352, 354
Age au début de l'internement dans une école de bienfaisance de l'État des mineurs qui ont ensuite été soumis à un autre régime . . . . . XLVII, 354
Age au début de l'internement dans un établissement disciplinaire de l'État des mineurs qui ont ensuite été soumis à un autre régime . . . . . XLVII, 356
Age au début de l'internement dans un asile ou établissement spécial des mineurs qui ont ensuite été soumis à un autre régime . . . . . XLVII, 356
Age des mineurs au début du placement . . 358
Age des mineurs à leur entrée dans une école de bienfaisance de l'État . . . . . LI, 362
Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposiiton du gouvernement, en vertu de l'article 37 de la loi du 15 mai 1912 par les cours et tribunaux . . . . . XLV, 34, 344
Les renseignements sur les mineurs détenus dans les quartiers de discipline sont aussi donnés dans les tableaux des détenus. (Voir ce mot.)

Alcoolisme. (Voir *Ivresse alcoolique.*)

Aliénés (Asiles d').

Tous les renseignements relatifs aux aliénés sont donnés pour chaque asile en particulier.

Aliénés.

Dispositions législatives sur le régime des aliénés 310
Mouvement de la population des asiles durant l'année 1916 :
Hommes 312
Femmes 314
Aliénés admis pour la première fois dans un asile, répartis d'après leur âge, leur état civil, l'époque de leur admission :
Hommes 316
Femmes 317

Pages.

Aliénés sortis des asiles : résultat du traitement :
Hommes 318
Femmes 319
Aliénés alcoolisés :
Hommes 320
Femmes 321
Aliénés détenus dans les prisons, colloqués en 1916. Renseignements divers sur leur condition au moment de leur collocation. . . . . XXXI, 276
Aliénés se trouvant dans les écoles de bienfaisance de l'État sortis en 1916 . . . 362
Aliénés se trouvant dans les établissements d'observation de l'État sortis en 1916. . 360
Aliénés se trouvant dans l'établissement spécial de l'État pour anormaux sortis en 1916. 360

Amende.

Condamnés à l'amende par les tribunaux correctionnels détenus préventivement . 16
Amende (Peines d') prononcées par chaque tribunal de police. 26
Amende (Peines d') prononcées pour chaque espèce d'infractions par les tribunaux de police. 34
Amende (Peines d') prononcées pour absence au vote, avec distinction de la nature des élections par arrondissement . 37
Amende (Peines d') prononcées par chaque tribunal correctionnel pour chaque espèce d'infractions 40
Proportion des amendes dans l'ensemble des peines. IX
Amende (Peines d') prononcées par les cours d'assises 147

Anormaux. (Voir *Etablissement spécial de l'Etat pour anormaux.*)

Antécédents judiciaires. (Voir *Primaires. Récidivistes.*)

Appel.

Des jugements de police . . . . . IX, 37
Id. des tribunaux correctionnels X, 140
Id. des tribunaux civils . . . } XXIV, 246
Id. des tribunaux de commerce. }

Arbitrage (Tribunaux d') . . . . . XIX, 212

Arbitre. Exequatur des jugements arbitraux . . 230
Appel de jugements d'arbitres 246

Arrêts. (Voir *Cours d'appel, Cours d'assises, Cour de cassation, Chambre des mises en accusation.*)

Attributions.

Des juges de paix :
Comme officiers de police judiciaire . . 7
Comme officiers publics 195
Des procureurs du Roi et des procureurs généraux 7
Des juges d'instruction 7
Des commissaires de police. 7

Pages.

Des gardes champêtres et forestiers 7
Des bourgmestres 7
Des présidents des tribunaux civils 221
Des présidents des tribunaux de commerce . 233
Des chambres du conseil des tribunaux de première instance. 7
Des chambres des mises en accusation . . . 8

Aveugles. (Voir *Sourds-muets.*)

Bourgmestre.

Attributions en matière de police judiciaire. 7
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus 9

Capacité des prisons . . . . . XXVII, 260

Casier judiciaire. Organisation comme source de renseignements statistiques 4

Causes. (Voir *Affaires.*)

Causes apparentes de certains crimes 154

Célibataires. (Voir *Etat de famille.*)

Cellulaire (Régime) XXVI
Option du régime cellulaire XXXIV

Cellules (Nombre des) dans les prisons . . . . XXVII, 260

Chambres.

Des tribunaux de première instance 38, 221
Des cours d'appel. 139, 245
Affaires jugées en matière civile et commerciale par chaque chambre des cours d'appel 246
De la cour de cassation 155, 253

Chambre du conseil.

Organisation. 7
Ordonnances rendues . . . . . VIII, 11
Ordonnances soumises à la chambre des mises en accusation. . . . . VIII, 14
Affaires renvoyées par les chambres du conseil aux tribunaux correctionnels. . . 11, 39
Affaires renvoyées par les chambres du conseil aux tribunaux de police 11
Prévenus de délits renvoyés par les chambres du conseil aux tribunaux de police . 34

Chambre des mises en accusation.

Organisation. 8
Demandes en réhabilitation accueillies et rejetées par les chambres des mises en accusation. . . . . VIII, 13, 14
Nombre et résultat des arrêts . . . . . VIII, 14
Crimes renvoyés devant les tribunaux correctionnels. (Voir *Crimes correctionnalisés.*)

Commissaires de police.

Attributions. 7
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par eux 9

Communes.

Répartition des communes du royaume en quatre catégories, pour établir la statistique des infractions individuelles. . . XVII, 158

Pages.

Nombre des infractions individuelles commises en 1913 dans chaque categorie de communes . . . . . XVII, 190

Compétence :

Des tribunaux de police 17
Des justices de paix 195
Des tribunaux correctionnels 38
Des tribunaux civils de première instance . 221
Des tribunaux de commerce 233
Des cours d'appel 139, 245
Des cours d'assises 145
De la cour de cassation 155, 253
(Voir aussi *Attributions*).

Compte moral (détenus) XXXV

Conciliation. (Voir *Affaires en conciliation*).

Concordat préventif de la faillite. . . . . . XXIII, 237

Concordats préventifs de la faillite clôturés par liquidation.

Dividende distribué mis en rapport avec le passif 238

Condamnés.

Condamnés par les cours d'assises détenus préventivement. Durée de la détention . 15
Condamnés par les tribunaux correctionnels détenus préventivement. Durée de la détention 16
Nombre des condamnés par tribunal de police 26
Condamnés par les tribunaux de police répartis par nature d'infractions 34
Condamnés pour absence au scrutin électoral 37
Condamnés par chaque tribunal correctionnel classés d'après la nature des infractions 40
Condamnés dont la peine a été supprimée, confirmée ou modifiée en appel 140
Condamnés par les cours d'assises, répartis par province, d'après leurs antécédents judiciaires, d'après la nature des faits pour lesquels ils ont été poursuivis et celle des faits dont ils ont été reconnus coupables . . . . . 147 et suiv.
Condamnés par contumace 154
Condamnés répartis par sexe d'après leur penchant à l'ivrognerie, leur âge, leurs antécédents judiciaires, leur degré d'instruction . . . . . XII, 162 et suiv.
Condamnés répartis d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable. 172
Condamnés détenus dans les prisons. (Voir *Détenus.*)
Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement . . . . . XLV, 34, 338

Pages.

Conditionnelles (Condamnations) :

Prononcées par les tribunaux de police :
Nombre par tribunal 26
Nombre par nature d'infractions, et espèce de peines 34
Prononcées par les tribunaux correctionnels :
Nombre par nature d'infractions, espèces de peines et tribunal 40
Rechutes après une condamnation conditionnelle 138

Conditionnelles (Mises à la disposition du gouvernement.) (Voir *Protection de l'enfance : Mineurs jugés.*)

Conseils de famille.

Nombre par canton 196
Homologation de délibérations par les tribunaux de première instance 230
Enfants de parents déchus de la puissance paternelle placés par décision du conseil de famille . . . . . XLIII, 330

Contribution (Procédures d'ordre et de) :

A régler et terminées . . . . . XXII, 232

Correction paternelle.

Mineurs jugés du chef d'inconduite . . XLV, 338, 342

Correctionnel.

Tribunaux correctionnels. (Voir *Tribunaux.*)
Peines correctionnelles. (Voir *Peines.*)

Cours d'appel.

Organisation et compétence 139, 245
Travaux comme juridictions d'instruction. (Voir *Chambres des mises en accusation.*)
Travaux en matière répressive . . . . . X, 140
Travaux en matière civile et commerciale. XXIV, 246
Décisions des cours d'appel relatives à la déchéance de la puissance paternelle XLIII, 328, 331

Cours d'assises.

Organisation et compétence 145
Travaux . . . . . X, 147

Cour de cassation.

Organisation et compétence 155, 253
Travaux de la première chambre . . . . XXV, 254
Travaux de la deuxième chambre . . . . . X, 156

Crimes.

Définition 145
Nombre et nature des crimes dont les auteurs sont restés inconnus 12
Crimes renvoyés aux cours d'assises par les chambres des mises en accusation 14
Accusés de crimes jugés par les cours d'assises. (Voir *Accusés.*)

Pages.

Crimes dans la statistique criminelle (les crimes les plus importants sont séparés des délits dans la nomenclature en usage pour cette partie de la statistique : voir nos 14, 21, 23, 34, 41, 43, de cette nomenclature).
Causes apparentes des crimes d'assassinat, de parricide, de meurtre et d'incendie . . 154
Mineurs jugés du chef de faits qualifiés crimes . . . . . XLV, 338, 342, 344

Crimes correctionnalisés.

Définition 38
Prévenus de ces crimes jugés par les tribunaux correctionnels, avec indication de la peine appliquée 40
Jugés par les cours d'appel 141

Décès.

Dans les prisons centrales et les prisons secondaires . . . . . XXX, 272
Dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge 297
Dans les écoles de bienfaisance et établissements disciplinaires 362
Dans les établissements d'observation . . . 360
Dans l'établissement spécial de l'Etat pour anormaux 360
Dans les asiles d'aliénés :
Hommes 312
Femmes 314

Déchéance de la puissance paternelle.

Individus déchus de la puissance paternelle . . . . . XLIII, 328
Etendue et motifs de la déchéance 328
Enfants qui ont fait l'objet d'une mesure de garde pendant la procédure. Nature et durée de cette mesure . . . . . XLIII, 330
Enfants de parents déchus qui ont fait l'objet d'une mesure de garde définitive . . . XLIII, 330
Modifications introduites dans la garde des enfants de parents déchus . . . . . XLIII, 331
Décisions des cours d'appel relatives à la déchéance de la puissance paternelle. XLIII, 328, 331

Décisions modificatives prises à l'égard des mineurs.

Délai écoulé depuis la décision antérieure. XLVI, 346
Nature des décisions modificatives . . . XLVI, 346

Décompte.

Relevé par groupes d'importance numérique des condamnations *individuelles* dont le décompte a permis d'établir la statistique des individus *condamnés* pendant l'année 1916 192

Délits.

Définition 38
Dont les auteurs sont restés inconnus . . . 12

Pages.

Mineurs jugés du chef de faits qualifiés délits . . . . . XLV, 338, 342, 344
Prévenus de délits jugés par les tribunaux de police sur renvoi de la chambre du conseil 34
Prévenus de délits jugés par les tribunaux correctionnels 40
Prévenus de délits jugés par les cours d'appel 141
Délits dans la statistique criminelle (voir nos 7, 15, 18, 22, 24, 28, 35, 38, 42, 44 des différents tableaux de cette statistique).

Dénonciations. (Voir *Plaintes.*)

Dépôts de mendicité et maisons de refuge.

Dispositions législatives 293
Mouvement de la population en 1916 . . . 295
Durée de l'internement subi par les reclus sortis des établissements en 1916 297
Population au 31 décembre 1916 répartie par âge, par sexe et par antécédents . . . 296
Journées d'entretien 298

Détention préventive.

Dispositions législatives 8
Durée de la détention préventive :
Des prévenus acquittés en appel 15
Des inculpés déchargés des poursuites par les chambres des mises en accusation . 15
Des accusés de crimes ou de délits ordinaires jugés par les cours d'assises . . . 15
Des inculpés déchargés des poursuites par les chambres du conseil 16
Des prévenus condamnés ou acquittés par les tribunaux correctionnels . . . 16
Mineurs gardés provisoirement dans une maison d'arrêt . . . . . XLIV, 335, 336

Détenus.

Entrés et sortis . . . . . XXVII, 261
Nombre des détenus fréquentant l'école . XXVIII, 265
Progrès accomplis par les détenus fréquentant l'école 266
Punitions infligées . . . . . XXIX, 268
Maladies . . . . . XXIX, 270
Décès . . . . . XXX, 272
Suicides . . . . . XXX, 274
Aliénés . . . . . XXXI, 276
Condamnés à une peine de plus de 3 mois répartis suivant :
La juridiction, le genre des infractions, la nature des peines, le lieu de l'infraction, l'âge, l'état-civil, la filiation, le degré d'instruction, l'idiome, l'état de récidive . . . . . XXXV, 283 et suiv.
Libérés . . . . . XXXVI, 288

Pages.

Disciplinaires (Etablissements). (Voir *Etablissements disciplinaires.*)

Disciplinaires (Poursuites).
- Nombre des décisions rendues par les tribunaux XXI
- Appels de décisions rendues par les conseils de discipline de l'ordre des avocats . . . 246

Dividende dans les concordats et les faillites. (Voir *Concordats préventifs clôturés* et *Faillites terminées.*)

Divorces.
- Demandes ; situation de famille ; durée du mariage ; motifs des demandes . . XXI, 226, 228

Divorcés.
- Dans la statistique des détenus, ils sont rangés parmi les veufs. (Voir *Famille* [*Etat de*].)

Durée :
- De la détention préventive. (Voir *Détention préventive.*)
- Des procès jugés par les tribunaux civils ou restant à juger . . . . . XXI, 223
- Des procès jugés par les tribunaux de commerce ou restant à juger . . . . . XXIII, 235
- Des faillites terminées par concordat ou liquidation et des faillites à terminer . XXIV, 244
- De la procédure devant les cours d'appel . XXIV, 252
- Du mariage au moment de la demande en divorce ou en séparation de corps. XXII, 226, 228
- De l'internement subi par les reclus sortis des dépôts de mendicité 297
- De l'internement subi par les reclus sortis des maisons de refuge 298
- Des mesures de garde provisoire des enfants pendant la procédure en déchéance de la puissance paternelle 330
- Des mesures de garde provisoire des mineurs qui ont pris fin en 1916 336
- Des mises en observation de mineurs. . . LI, 337, 360
- De la mise à la disposition du gouvernement XLVII, 340, 342, 354, 362
- De la mise à la disposition du gouvernement dans un établissement disciplinaire. XLVII, 340, 342, 356, 364
- De la mise en liberté surveillée . . . . . XLVII, 352
- Des placements . . . . XLVII, L, 352, 354, 358
- Des internements dans un asile ou établissement approprié à l'état du mineur. XLVII, 356

École.
- Dans les prisons. . . . . XXVIII, 265, 266

Écoles de bienfaisance.
- Organisation. LI
- Mouvement de la population en 1916 . . . LI, 362
- (Voir aussi *Protection de l'enfance. Mineurs jugés, décisions modificatives*, etc.)

Élections.
- Absence au scrutin électoral 18, 37

Pages.

Emprisonnement.
- Condamnés à l'emprisonnement détenus préventivement 16
- Emprisonnement (Peines d') prononcées par chaque tribunal de police 26
- Emprisonnement (Peines d') prononcées pour chaque espèce d'infractions par les tribunaux de police. 34
- Emprisonnement (Peines d') prononcées par chaque tribunal correctionnel pour chaque espèce d'infractions 40
- Proportion des peines d'emprisonnement dans l'ensemble des autres peines IX
- Emprisonnement (Peines d') prononcées par les cours d'assises :
  1. Dans chaque province 147
  2. Dans le royaume, suivant la nature des infractions qui ont donné lieu aux poursuites. 150
  3. Suivant la nature des infractions admises par le jury, en tenant compte des antécédents judiciaires des condamnés. 152

Enfants. (Voir *Protection de l'enfance, Déchéance de la puissance paternelle.*)

Enquêtes.
- Devant les juges de paix. 213
- Id. les tribunaux de première instance . 229
- Id. les tribunaux de commerce 236

Établissements publics ou privés.
- Nombre des mineurs placés 358

Établissements disciplinaires.
- Organisation. LI
- Mouvement de la population en 1916 . . . 364
- (Voir aussi *Protection de l'enfance, Mineurs jugés, décisions modificatives*, etc.)

Établissements d'observation de l'État.
- Organisation. LI
- Mouvement de la population en 1916 . . . LI, 360
- (Voir aussi *Mise en observation.*)

Établissement spécial de l'Etat pour anormaux.
- Organisation LI
- Mouvement de la population en 1916. . . 360

Étranger.
- Condamnés pour infractions commises à l'étranger. 178
- Infractions commises à l'étranger jugées en Belgique 184

Étrangers.
- Arrivés pour la première fois dans le pays. . XLI, 307
- Expulsés du pays. . . . . } Voir notes pp. XLI et 307
- Vagabonds étrangers conduits hors du royaume. . . . . }

Pages.

Évadés.
- Dépôts de mendicité et maisons de refuge . 295
- Écoles de bienfaisance et établissements disciplinaires 362
- Établissements d'observation de l'État . . 360
- Etablissement spécial de l'Etat pour anormaux. 360
- Asiles d'aliénés. 312, 314

Expertises.
- Ordonnées par les juges de paix. 213

Faillis.
- Sexe, origine, résidence 242
- Demandes en réhabilitation XXV

Faillites.
- Législation 239
- Aperçu général : nombre des faillites. . . . 240
- Montant du passif des faillites déclarées. XXIII, 241
- Faillites prononcées sur aveu, sur assignation, sur requête, d'office . . . . . XXIII, 242
- Relevé par province. 242
- Faillites terminées : montant du dividende distribué mis en rapport avec le passif . . 243
- Faillites terminées : durée de la procédure XXIV, 244
- Faillites terminées : emploi de l'actif réalisé. 243
- Faillites à terminer : durée de la procédure . 244

Famille (État de).
- Des divorcés et séparés . . . . . XXII, 226, 228
- Des condamnés à une peine de plus de trois mois détenus dans les prisons au 31 décembre de l'année du compte. . . . . XXXVI, 284
- Des condamnés à une peine de plus de trois mois sortis des prisons pendant l'année. . 288
- Des individus libérés conditionnellement. . 301
- Des aliénés admis pour la première fois dans les asiles :
  - Hommes 316
  - Femmes 317

Femmes. (Voir *Sexe.*)

Filles. Garçons. Les renseignements concernant les mineurs auxquels est applicable la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance sont donnés séparément pour les garçons et pour les filles.

Garde (*Mesures de*). (Voir *Protection de l'enfance, Déchéance de la puissance paternelle.*)

Gardes champêtres.
- Attributions. 7
- Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par eux 9

Gendarmerie.
- Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus. 9

Hommes. (Voir *Sexe.*)

Pages.

Impunité. (Voir *Crimes et délits dont les auteurs sont restés inconnus, Acquittés.*)

Infirmerie. (Voir *Maladies.*)

Infractions (Nomenclature des).

Dans les tableaux de la statistique de l'administration de la justice (pp. 9 à 156), les infractions jugées par les tribunaux de police, les tribunaux correctionnels, les cours d'appel et les cours d'assises, sont classées d'après la dénomination que leur donne le Code pénal et rangées par ordre alphabétique ou d'après l'ordre adopté par ce code.

Dans la statistique criminelle (pp. 158 à 192), toutes les infractions sont réparties en quarante-cinq groupes, correspondant aux divisions du Code pénal.

La composition de chacun de ces groupes est donnée page 160 et la liste en est reproduite dans la marge de chaque tableau.

Infractions (Faits qualifiés) commis par des mineurs. (Voir *Protection de l'enfance : Mineurs poursuivis, mineurs jugés.*)

Infractions individuelles. Jugées en 1916. (Répartition par mois.). . . . . XVII, 184
- Commises en 1913. (Réparties par communes.). . . . . XVII, 190

Instruction.
- Condamnés classés d'après leur degré d'instruction. . . . . XII, 164
- Détenus subissant une peine de plus de trois mois, classés d'après leur degré d'instruction . . . . . XXXVI, 284
- Progrès accomplis par les détenus pendant leur internement 266
- Libérés ayant subi une peine de plus de trois mois classés d'après leur degré d'instruction 288

Instruction judiciaire.
- Organisation en matière répressive 7
- Travaux des juridictions d'instruction . . 11-16
- Résultats comparés de l'instruction orale et de l'instruction par écrit devant les cours d'assises 151
- Actes d'instruction en matière civile accomplis par les juges de paix. 213
- Actes d'instruction devant les tribunaux civils 229
- Actes d'instruction devant les tribunaux de commerce. 236
- Mineurs poursuivis par les parquets . . . XLIV, 332
- Mineurs poursuivis dont le juge d'instruction s'est occupé . . . . . XLIV, 334

Interrogatoires sur faits et articles.
- Tribunaux civils 229
- Tribunaux de commerce. 236

Pages.

Ivresse alcoolique.
- Renseignements généraux sur les rapports de l'ivresse alcoolique avec la criminalité. XII
- Répartition par nature d'infractions des condamnés qui ont agi en état d'ivresse ou avaient, avant de commettre le fait qui leur a valu leur nouvelle condamnation, encouru une condamnation pour infraction aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique :
  - Hommes . . . . . XIII, 166
  - Femmes . . . . . XIII, 167
- Contraventions aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique jugées en 1916, réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises. . . . . XVIII, 191
- Contraventions aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique, réparties d'après les mois de l'année 1915 où elles ont été commises. . . . . XVIII, 191
- Aliénés alcooliques :
  - Hommes 320
  - Femmes 321

Journée d'entretien.
- Prix de la journée d'entretien dans les prisons 280
- Nombre des journées d'entretien dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge 298

Journées de détention.
- Dans les prisons 262, 280

Juge d'instruction.
- Attributions. 7
- Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par eux 9
- Affaires traitées et laissées sans poursuites . 11
- Mineurs poursuivis dont le juge d'instruction s'est occupé . . . . . XLIV, 334

Juge de paix.
- Attributions comme officier auxiliaire du procureur du roi 7
- Compétence comme juge :
  - En matière répressive. 17
  - En matière civile, contentieuse et gracieuse 195
- Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par les juges de paix 9
- (Voir *Tribunaux de justice de paix et de police.*)

Justices de paix. (Voir *Tribunaux.*)

Libération conditionnelle.
- Dispositions législatives. 300
- Nombre annuel ; nombre de 1888 à 1916 . . XXXVIII
- Nombre des propositions accueillies et rejetées. 301
- Motifs des rejets 301
- Renseignements relatifs aux libérés 301
- Epoques où expirent les termes d'épreuve XXXIX, 302

Pages.

Libérés.
- Condamnés à une peine de plus de 3 mois sortis de prison pendant l'année; condition au moment de la libération . . XXXVI, 288

Liberté surveillée. (Voir *Protection de l'enfance : Mineurs jugés, décisions modificatives, etc.*)

Maisons de refuge. (Voir *Dépôts de mendicité.*)

Maladie.
- Classement par nature de maladie des détenus admis à l'infirmerie. 270
- Classement par nature de maladie (groupement réduit) des détenus décédés 272

Mariés. (Voir *Famille [Etat de].*)

Mesures de garde, d'éducation et de préservation. (Voir *Protection de l'enfance, Déchéance de la puissance paternelle, etc.*)

Méthode.

Statistique pénale :
- Objet de la statistique de l'administration de la justice et de la statistique criminelle VII
- Organisation de la statistique pénale; méthode de relèvement, organisation du casier judiciaire comme source de renseignements statistiques; annexe 4
- Rédaction des tableaux relatifs à la police judiciaire et aux juridictions d'instruction 8
- Rédaction des tableaux relatifs aux tribunaux de police. 17
- Rédaction des tableaux relatifs aux tribunaux correctionnels. 38
- Rédaction des tableaux relatifs aux cours d'assises 145
- Méthode employée pour la rédaction de la statistique criminelle. Emploi à partir de 1899 de l'unité « individu condamné » au lieu de l'unité « condamnation individuelle ». 158
- Rédaction de la statistique des infractions individuelles. 158

Statistique civile :
- Rédaction de la statistique civile et commerciale 194
- Rédaction des tableaux de la statistique des prisons 258
- Rédaction de la statistique de la mendicité et du vagabondage 293
- Rédaction de la statistique de la libération conditionnelle 300
- Rédaction de la statistique de la police des étrangers 306
- Rédaction de la statistique des aliénés. . . 311

Mineurs. (Voir *Protection de l'enfance, Déchéance de la puissance paternelle, Ecoles de bienfaisance, Condamnés.*)

Pages.

Ministère public.
- Affaires portées devant les tribunaux correctionnels par le ministère public. . . . 39
- Conclusions données en matière civile . . . XXII, 224

Mise à la disposition du gouvernement. (Voir *Protection de l'enfance : Mineurs jugés, décisions modificatives, etc.*)

Mise en observation de mineurs. . . . . XLIV, L, 337, 360

Mois.
- Nombre des infractions commises durant chaque mois de l'année. 184

Mort (Peine de). (Voir *Peines, Cour d'assises.*)

Muets. (Voir *Sourds-Muets.*)

Nature des affaires. (Voir *Affaires.*)

Nomenclature. (Voir *Affaires, Infractions.*)

Notaires.
- Attributions et nombre des notaires. . . . 195
- Nombre des actes reçus par les notaires . . 196

Notoriété (Actes de).
- Reçus par les juges de paix. 196
- Homologation par les tribunaux civils. . . 230

Ordre. (Voir *Contribution.*)

Organisation.
- De la statistique. (Voir *Méthode.*)
- Judiciaire. (Voir *Parquets, Juges d'instruction, Juges de paix, Chambres, Tribunaux, Cours.*)

Parquets.
- Attributions. 7
- Etat des travaux. 9
- Affaires laissées sans suite 10
- Mineurs poursuivis par les parquets . . . XLIV, 332

Partages et liquidations.
- Devant les juges de paix. 196

Parties civiles.
- Affaires poursuivies devant les tribunaux de police 18
- Affaires poursuivies devant les tribunaux correctionnels 39

Peines.
- Peines de police, définition. 17
- Peines correctionnelles, définition. 38
- Peines criminelles, énumération 145

Condamnés classés par nature des peines :
- 1° Tribunaux de police:
  - Répartition par tribunal. 26
  - Répartition par infraction. 34

Pages.
- 2° Tribunaux correctionnels :
  - Répartition par infraction et par tribunal 40
  - Rechutes après une condamnation conditionnelle, peine nouvelle encourue. . . 138
- 3° Cours d'assises :
  - Répartition des condamnés par province. 147
  - Répartition d'après la nature des infractions selon l'acte d'accusation 150
  - Répartition d'après la nature des infractions déclarées constantes par le jury . 152
  - Accusés jugés par contumace. 154
  - Accusés poursuivis pour délits politiques ou de presse. 154

Détenus dans les prisons, répartis par nature de peines :
- Mouvement général d'entrée et de sortie. 261
- Fréquentant l'école. 266
- Punis durant l'année 268
- Condamnés subissant une peine de plus de 3 mois, détenus au 31 décembre. XXXV, 284
- Libérés d'une peine de plus de 3 mois XXXVI, 288
- (Voir aussi *Amende, Emprisonnement, Crime.*)

Placements (mineurs confiés à un particulier, à une société ou institution.) (Voir *Protection de l'enfance :* Mineurs jugés, décisions modificatives, etc.)

Plaintes.
- Plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés dans les parquets. . . . . VII, 9
- Autorités qui les ont reçus 9

Police.
- Judiciaire : organisation, travaux. 7
- Tribunaux. (Voir *Tribunaux.*)
- Des étrangers . . . . . XLI, 306

Population.
- Des différentes catégories de communes . . XVII, 158, 283
- Mouvement de la population dans les prisons . . . . . XXVII, 261
- Mouvement de la population dans les asiles d'aliénés 312, 314
- Mouvement de la population dans les dépôts de mendicité et maisons de refuge. . . . 295
- Mouvement de la population dans les écoles de bienfaisance et établissements disciplinaires . . . . . L, 362
- Mouvement de la population dans les établissements d'observation . . . . . L, 360
- Mouvement de la population de l'établissement spécial de l'Etat pour anormaux. LI, 360

Pourvois. (Voir *Cour de cassation.*)

Prévenus.
- Détenus préventivement 16
- Jugés par chaque tribunal et répartis d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites. 40

Pages.

Primaires (Condamnés).

Dans la statistique de l'administration de la justice pénale.

— Tribunaux correctionnels.

Définition de la dénomination 38

— Cours d'assises.

Définition de la dénomination 145

Nombre par infraction 152

Dans la statistique criminelle.

Définition de la dénomination 158

Nombre dans chaque catégorie d'infractions des condamnés primaires répartis par sexe, degré d'instruction, habitudes alcooliques, âge, endroit où l'infraction a été commise. . . . . XI, 162 et suiv.

Nombre des infractions individuelles commises en Belgique durant chacun des mois de l'année ou à l'étranger par des condamnés primaires . . . . . XVII, 184 et suiv.

Prisons.

(Voir Table méthodique, Table analytique : *Age, Cellules, Compte moral, Détenus, Décès, Ecoles, Etrangers, Etat de famille, Instruction, Journées d'entretien, Journées de détention, Libérés, Maladies, Méthode, Option de régime, Peines, Suicides, Travail, Régime cellulaire, Transferts en commun.*)

Procès-verbaux. (Voir *Plaintes.*)

Pro Deo.

Actes reçus par les juges de paix . . . . . XX, 196

Autorisations de plaider sans frais accordées et rejetées par les juges de paix . . . 213

Tribunaux de première instance . . . . . XXI, 230

Protection de l'enfance.

Déchéance de la puissance paternelle. (Voir plus haut.)

Nombre et sexe des mineurs poursuivis par les parquets . . . . . XLIV, 332

Nombre et sexe des mineurs poursuivis dont le juge d'instruction s'est occupé . XLIV, 334

Mesures de garde provisoire prises à l'égard des mineurs . . . . . XLIV, 335

Durée des mesures de garde provisoire qui ont pris fin en 1916. . . . . XLIV, 336

Mise en observation de mineurs. . . . . XLIV, 337

Mineurs jugés. Nature des faits commis . XLIV, 338

Mineurs jugés. Résultat des poursuites. . XLIV, 340

Mineurs jugés. Résultat des poursuites en rapport avec l'âge . . . . . XLIV, 342

Mineurs jugés. Résultat des poursuites en rapport avec les faits commis. . . . . XLIV, 342

Mise à la disposition du gouvernement ordonnée par les cours et tribunaux accessoirement à une condamnation à l'emprisonnement . . . . . XLV, 344

Pages.

Décisions modificatives prises à l'égard des mineurs. Délai écoulé depuis la décision antérieure. Nature de la décision nouvelle . . . . . XLV, 346

Jugements modificatifs rendus à l'égard des mineurs. Délai depuis la dernière décision. Nature de la décision nouvelle XLVI, 348

Jugements modificatifs de revision triennale. Délai depuis la dernière décision. Nature de la décision nouvelle . . . . XLVI, 350

Mises en liberté surveillée qui ont pris fin. Age au début et durée de cette mesure, régime substitué . . . . . XLVII, 352

Placements qui ont pris fin. Age au début et durée de cette mesure, régime substitué. . . . . XLVII, 352, 354

Internements dans une école de bienfaisance qui ont pris fin. Age au début et durée de cette mesure, régime substitué XLVII, 354

Internements dans un établissement disciplinaire qui ont pris fin. Age au début et durée de cette mesure, régime substitué. XLVII, 356

Internements dans un asile ou établissement approprié qui ont pris fin. Age au début et durée de cette mesure, régime substitué . . . . . XLVII, 356

Mineurs en placement au 31 décembre 1916. L, 358

Établissements d'observation de l'État ; mouvement de la population. . . . . L, 360

Etablissement spécial de l'Etat pour anormaux ; mouvement de la population. . LI, 360

Écoles de bienfaisance et établissements disciplinaires ; mouvement de la population. . . . . LI, 362

La statistique de la répression des crimes et délits contre la moralité ou la faiblesse des enfants prévus par le chapitre III de la loi du 15 mai 1912 est comprise dans la statistique pénale et la statistique criminelle.

Protêts.

Nombre des protêts et valeur des effets protestés. XXIV

Rapatriés

Élèves des écoles de bienfaisance 362

Mineurs placés dans les établissements d'observation de l'État 360

Mineurs placés dans l'établissement spécial de l'État pour anormaux. 360

Récidivistes :

Dans la statistique de l'administration de la justice pénale :

— Tribunaux correctionnels.

Définition de la dénomination et subdivision des récidivistes. 38

— Cours d'assises.

Définition de la dénomination et subdivision des récidivistes. 145

Nombre par infraction. 152

Pages.

Dans la statistique criminelle :

Définition de la dénomination 158

Nombre dans chaque catégorie d'infractions des récidivistes répartis par sexe, degré d'instruction, habitudes alcooliques, âge, endroit où l'infraction a été commise XI, 162 et suiv.

Nombre des infractions individuelles commises en Belgique durant chacun des mois de l'année ou à l'étranger, par des récidivistes . . . . . XVII, 186 et suiv.

Récidivistes détenus dans les prisons. . . . 286

Reclusion. (Voir *Peines, Cours d'assises.*)

Référés jugés par les présidents des tribunaux civils . . . . . XXI, 230

Ordonnances de référé rendues par les présidents des tribunaux de commerce . . . XXIII

Réhabilitations.

Par nature d'infractions 13

Par cour d'appel . . . . . VIII, 14

Demandées par des faillis XXV

Renvoyés des poursuites (Mineurs). (Voir *Protection de l'enfance : mineurs poursuivis, mineurs jugés.*)

Réprimandés.

Pour absence au scrutin électoral 26, 37

Mineurs réprimandés. (Voir *Protection de l'enfance : mineurs jugés.*)

Revision triennale (Jugements de.) (Voir *Protection de l'enfance.*)

Saisies immobilières.

Transcriptions . . . . . XXII, 232

Saisons. (Voir *Mois.*)

Décès dans les prisons durant chaque trimestre 272

Admissions dans les asiles d'aliénés durant chaque saison 316, 317

Scellés.

Levées de scellés 196

Séparation de corps. (Voir *Divorce.*)

Serment (Prestation de).

Dans les affaires jugées par les juges de paix 213

Dans les affaires jugées par les tribunaux de première instance. 229

Dans les affaires jugées par les tribunaux de commerce. 236

Sexe.

Influence du sexe sur la criminalité XI

Répartition par sexe des divorcés 226, 228

Répartition par sexe des faillis 242

Tous les renseignements de la statistique criminelle, sauf ceux de la statistique des infractions, sont donnés séparément pour les hommes et pour les femmes.

Pages.

Il en est de même de ceux des statistiques des prisons, de la mendicité et du vagabondage, de la libération conditionnelle, des asiles d'aliénés, des sourds-muets et aveugles et de la déchéance de la puissance paternelle.

Tous les renseignements de la statistique de l'application de la loi sur la protection de l'enfance sont donnés séparément pour les garçons et pour les filles.

Sociétés.

Faillites de sociétés. . . . . XXIII, 242

Actes de société 236

Sourds-muets et aveugles, par province, par sexe 324

Succession testamentaire (ordonnance d'envoi en possession de) . . . . . XXI, 230

Suicides :

Dans les prisons . . . . . XXX, 274

Dans les asiles d'aliénés 312, 314

Transferts en commun. XXXIV

Travail dans les prisons . . . . . XXXIII, 278

Travaux forcés. (Voir *Peines, Assises* [*Cours d'*].)

Tribunaux :

— De justice de paix et de police.

Organisation, compétence 17, 195

Travaux en matière répressive . . . . . VIII, 18

Travaux en matière civile 196

— D'arbitrage. . . . . XIX, 212

— De première instance.

Organisation, compétence 38, 221

Travaux en matière répressive . . . . . IX, 39

Id. civile . . . . . XX, 222

Id. commerciale . . . . XXII, 234

Id. disciplinaire XXI

— De commerce.

Compétence 233

Travaux . . . . . XXII, 234

— Pour enfants. (Voir *Protection de l'enfance.*)

Ventes de biens.

Devant les juges de paix. 196

Autorisation par les tribunaux de première instance. 230

Veufs. (Voir *Famille* [*Etat de*].)

Visites de lieux sans experts.

Par les juges de paix 213

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Pages.

Statistique pénale.

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique de l'administration de la justice pénale.*

1. Police judiciaire et juridictions d'instruction VII
2. Tribunaux de police. VIII
3. Tribunaux correctionnels IX
4. Cours d'appel X
5. Cours d'assises. X
6. Cour de cassation. X

SECONDE PARTIE. — *Statistique criminelle.*

7. Nombre des condamnés XI
8. Degré d'instruction XII
9. Ivrognerie. XII
10. Age. XVI
11. Répartition géographique des condamnés XVI
12. Classement des récidivistes par degré. Récidive générale (générique) et récidive spéciale (spécifique) XVI
13. Nombre des infractions individuelles. Leur répartition par mois. XVII
14. Nombre des infractions commises pendant l'année 1913 XVII
15. Contraventions aux articles 1er, 2, 3 de la loi sur l'ivresse publique. Loi du 16 août 1887 . . XVIII

Statistique de la justice civile et commerciale.

I. Justices de paix XIX
II. Tribunaux de première instance. XX
III. Tribunaux de commerce. XXII
IV. Cours d'appel XXIV
V. Cour de cassation. XXV

Statistique pénitentiaire.

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique administrative.*

1. Organisation des prisons. XXVI
2. Capacité des prisons. XXVII
3. Mouvement général d'entrée et de sortie. Journées de détention. Population moyenne . . . XXVII
4. Ecole. XXVIII
5. Punitions infligées aux détenus. XXIX
6. Service médical. XXIX
7. Décès. XXX
8. Suicides et tentatives de suicide. XXX
9. Aliénation mentale XXXI
10. Travail des détenus. XXXIII
11. Prix de la journée d'entretien. XXXIV
12. Renseignements divers XXXIV

SECONDE PARTIE. — *Statistique des détenus* XXXV

Statistique de la mendicité et du vagabondage.

Mouvement de la population des dépôts de mendicité et maisons de refuge XXXVII

Statistique de la libération conditionnelle XXXVIII

Statistique de la police des étrangers XLI

Statistique des aliénés admis dans les établissements XLII

Rapport sur l'application de la loi du 15 mai 1912 (Protection de l'enfance) XLIII

TABLEAUX

STATISTIQUE PÉNALE

Pages

Annexe. — Organisation des travaux statistiques 4

PREMIÈRE PARTIE.

Statistique de l'Administration de la Justice pénale.

1° Police judiciaire et instruction. — Détention préventive :

Organisation et compétence des offices de police et d'instruction. — Dispositions législatives sur la détention préventive. 7
I. — Etat des travaux des parquets. 9
II. — Affaires laissées sans poursuites par les parquets 10
III. — Juges d'instruction et chambres du conseil. Affaires terminées. Résultat de l'instruction . 11
IV. — Crimes et délits dont les auteurs sont restés inconnus 12
V. — Réhabilitations demandées en vertu de la loi du 25 avril 1896 13
VI. — Chambres des mises en accusation. Nombre et résultat des arrêts. 14
VII. — Ordonnances de la chambre du conseil qui ont été soumises à la chambre des mises en accusation 14
VIII. — Détention préventive. Prévenus acquittés en appel 15
IX. — Id. Inculpés déchargés des poursuites par les chambres des mises en accusation 15
X. — Durée de la détention préventive des accusés de crimes ou de délits ordinaires jugés contradictoirement par les cours d'assises 15
XI. — Durée de la détention préventive des inculpés déchargés des poursuites par les chambres du conseil et des prévenus jugés par les tribunaux correctionnels 16

2° Tribunaux de police :

Organisation et compétence 17
XII. — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police 18
XIII. — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police 26
XIV. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions 34
XV. — Nombre des appels jugés par les tribunaux correctionnels. 37
XVI. — Lois électorales. Absence au vote. Résultat des poursuites 37

3° Tribunaux correctionnels :

Organisation et compétence 38
XVII. — Nombre des affaires dont les tribunaux correctionnels ont eu à s'occuper 39
XVIII. — Prévenus jugés par chaque tribunal, classés par espèce d'infractions d'après le résultat des poursuites :
En première instance 40
En degré d'appel 110
XIX. — Recbûtes après une condamnation conditionnelle 138

4° Cours d'appel :

Organisation et compétence 139
XX. — Affaires portées devant les cours d'appel. Nombre et nature des arrêts rendus 140
XXI. — Prévenus jugés par les cours d'appel. Modifications apportées par les arrêts aux jugements de première instance 140
XXII. — Nature des infractions jugées par les cours d'appel 141

Pages.

5° Cours d'assises :

Organisation et compétence 145
XXIII. — Aperçu général des travaux des cours d'assises :
1° Nombre et nature des affaires jugées par chaque cour. Nombre des individus poursuivis 147
2° Nombre par province des accusés et des prévenus acquittés ou condamnés 147
XXIV. — Affaires jugées contradictoirement. Accusés classés suivant les provinces où ils ont été jugés, avec indication de la nature des infractions et du résultat sommaire des poursuites 148
XXV. — Affaires jugées contradictoirement. Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées 150
XXVI. — Affaires jugées contradictoirement. Résultats comparés de l'instruction orale et de l'instruction par écrit. Accusés déclarés coupables à la simple majorité des voix. 151
XXVII. — Affaires jugées contradictoirement. Accusés classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires, les peines qui leur ont été infligées 152
XXVIII. — Causes apparentes des crimes d'assassinat, de parricide, de meurtre et d'incendie déclarés constants par le jury et suivis de la condamnation de leurs auteurs 154
XXIX. — Affaires jugées par contumace 154
XXX. — Délits politiques et de presse 154

6° Cour de cassation :

Organisation et compétence. 155
XXXI. — Pourvois en matière criminelle, électorale, fiscale, etc. 156

SECONDE PARTIE.

Statistique criminelle.

Matière de cette statistique. — Nomenclature en usage 158
XXXII. — Nombre total des condamnations individuelles et des condamnés répartis par nature d'infractions :
Hommes 162
Femmes 163
XXXIII. — Degré d'instruction :
Hommes 164
Femmes 165
XXXIV. — Ivrognerie :
Hommes 166
Femmes 167
XXXV. — Age Répartition d'après la nature des infractions commises :
Hommes 168
Femmes 170
XXXVI. — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable . 172
XXXVII. — Récidivistes spécialistes et non spécialistes répartis d'après le nombre de condamnations qu'ils ont encourues :
Hommes 180
Femmes 182
XXXVIII. — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé ou indéterminé et des infractions individuelles commises à l'étranger, réparties d'après le mois dans lequel elles ont été commises :
Primaires 184
Récidivistes 186
Primaires et récidivistes réunis 188
XXXIX. — Nombre des infractions individuelles commises en 1913 (par catégories de communes) . . 190
XL. — Contraventions aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique, réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises :
Faits jugés en 1916. 191
Faits commis en 1915. 191
XLI. — Table de décompte. Relevé par groupe d'importance numérique des *condamnations individuelles* dont le décompte a permis d'établir la statistique des individus *condamnés* pendant l'année 1916 192

Statistique de l'Administration de la Justice civile et commerciale.

Pages.

Rédaction des tableaux 194

1° JUSTICES DE PAIX :

Compétence 195
XLII. — État par canton des travaux des juges de paix. Actes notariés 196
Id. — Récapitulation par arrondissement 210
XLII*bis*. — État des affaires des tribunaux d'arbitrage pendant l'année judiciaire 1915-1916 212
XLIII. — Actes d'instruction et de procédure 213
Id. — Récapitulation par arrondissement 220

2° TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE :

Compétence 221
XLIV. — Aperçu général des affaires civiles introduites, terminées et restant à juger 222
XLV. — Durée des procès 223
XLVI. — Nature des affaires civiles terminées par des jugements 224
XLVII. — Aperçu des causes de divorce et de séparation de corps 226
XLVIII. — Divorces et séparations de corps, motif des demandes, situation de famille, durée du mariage 228
XLIX. — Jugements avant de statuer au fond et actes d'instruction préparatoire 229
L. — Affaires sur requête, référés, ordonnances. 230
LI. — Procédures d'ordre et de contribution 232

3° TRIBUNAUX DE COMMERCE :

Compétence 233
LII. — Aperçu général des causes commerciales introduites, terminées et restant à juger 234
LIII. — Durée de la procédure 235
LIV. — Jugements rendus avant de statuer au fond. Actes d'instruction préparatoire. Actes de société 236

Concordats préventifs de la faillite. Législation.. 237
LV. — Concordats préventifs de la faillite. Suite donnée aux demandes 238
LVI. — Concordats préventifs de la faillite clôturés par liquidation après abandon d'actif. Dividende distribué mis en rapport avec le passif 238

Faillites. Législation. 239
LVII. — Aperçu général 240
Faillites déclarées :
LVIII. — Montant du passif 241
LIX. — Circonstances personnelles aux faillis 242
LX. — Relevé par province 242
Faillites terminées :
LXI. — Par concordat. Dividende distribué mis en rapport avec le passif 243
LXII. — Par liquidation : *A*. Dividende distribué mis en rapport avec le passif. 243
B. Emploi de l'actif réalisé 243
LXIII. — Durée de la procédure dans les faillites terminées et à terminer 244

4° COURS D'APPEL :

Compétence. 245
LXIV. — Causes introduites, terminées et restant à juger avec indication des juridictions qui ont rendu les décisions attaquées 246
Id. — Récapitulation 249
LXV. — Nature des affaires civiles et commerciales terminées par des arrêts 250
LXVI. — Durée de la procédure 252

5° COUR DE CASSATION :

Compétence. 253
LXVII. — Pourvois en matière civile 254
LXVIII. — Arrêts classés d'après leur nature et les lois auxquelles ils se rapportent 255

Statistique Pénitentiaire.

Pages.

Organisation des prisons 258
Méthode employée pour la rédaction des tableaux 258

PREMIÈRE PARTIE.

Statistique administrative.

LXIX. — Capacité des prisons. Population moyenne, minima et maxima 260
LXX. — Mouvement général d'entrée et de sortie :
A. Prisons centrales 261
B. Prisons secondaires 262
LXXI. — Répartition des journées de détention 264
LXXII. — Ecoles. Mouvement d'entrée et de sortie :
A. Prisons centrales 265
B. Prisons secondaires 265
LXXIII. — Ecoles. Détenus fréquentant l'école au 31 décembre, répartis suivant l'instruction, avant et depuis l'entrée :
A. Prisons centrales 266
B. Prisons secondaires 266
LXXIV. — Punitions infligées aux détenus :
A. Prisons centrales 268
B. Prisons secondaires 268
LXXV. — Service médical. Détenus traités pendant l'année :
A. Prisons centrales 270
B. Prisons secondaires 270
LXXVI. — Décès :
A. Prisons centrales 272
B. Prisons secondaires 272
LXXVII. — Suicides et tentatives de suicides :
A. Prisons centrales 274
B. Prisons secondaires 274
LXXVIII. — Aliénation mentale :
A. Prisons centrales 276
B. Prisons secondaires 276
LXXIX. — Compte en recettes et dépenses du travail effectué par les détenus 278
LXXX. — Prix de la journée d'entretien 280

DEUXIÈME PARTIE.

Statistique des détenus

LXXXI. — Répartition des individus frappés par la justice détenus au 31 décembre, suivant le lieu où l'infraction a été commise 283
LXXXII. — Répartition suivant l'âge, l'état civil, la filiation, le degré d'instruction, l'idiome 284
LXXXIII. — Id. la juridiction, le genre des infractions et la nature des peines. . . . 286
LXXXIV. — Id. l'état de récidive 286
LXXXV. — Libérés pendant l'année. Condition au moment de la libération 288

Statistique de la Mendicité et du Vagabondage.

Dispositions législatives. 293
Méthode employée pour la rédaction des tableaux. 294
Dépôts de mendicité et maisons de refuge :
LXXXVI. — Mouvement de la population des dépôts de mendicité et maisons de refuge en 1916 . . . 295
LXXXVII. — Répartition d'après leurs antécédents des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1916 296
LXXXVIII. — Répartition par âge des reclus composant la population au 31 décembre 1916 296
LXXXIX. — Durée de l'internement subi par les reclus sortis des établissements en 1916 :
A. Dépôts de mendicité 297
B. Maisons de refuge. 298
XC. — Nombre des journées d'entretien 298

Statistique de la Libération conditionnelle (Patronage des détenus).

Pages.

Dispositions législatives 300
Rédaction des tableaux. 301
XCI. — Nombre des propositions et des requêtes accueillies et rejetées. Motifs des rejets 301
XCII. — Renseignements relatifs aux libérés 301
XCIII. — Nombre de visites faites aux détenus en 1916, par les membres visiteurs des comités de patronage 303
XCIV. — Nombre de détenus qui, au cours de l'année 1916, ont reçu une ou plusieurs visites de membres visiteurs des comités de patronage 304

Statistique de la Police des Étrangers.

Dispositions législatives et administratives concernant la police des étrangers 306
Rédaction des tableaux. 306
XCV. — Dénombrement par nationalité des étrangers arrivés pour la première fois dans le pays, du 1er janvier au 31 décembre 1916 307

Statistique des Aliénés.

Dispositions législatives sur le régime des aliénés 310
Rédaction des tableaux 311
XCVI. — Mouvement de la population pendant l'année 1916 :
Hommes 312
Femmes 314
XCVII. — Premières admissions. Age. État civil. Saisons :
Hommes 316
Femmes 317
XCVIII. — Sorties. Age. Résultat du traitement :
Hommes 318
Femmes 319
XCIX. — Statistique des alcoolisés :
Hommes 320
Femmes 321

Statistique des Sourds-Muets et des Aveugles.

C. — Sourds-muets et aveugles au 31 décembre 1916, par province et par sexe 324

Statistique de l'application de la loi sur la protection de l'enfance.

(Chapitres I et II.)

Inventaire des tableaux. 327

Chapitre Ier. — Déchéance de la puissance paternelle.

CI. — Nombre et sexe des individus déclarés déchus de la puissance paternelle. — Étendue et motifs de la déchéance 328
CII. — Nombre d'enfants qui ont fait l'objet d'une mesure de garde pendant la procédure en déchéance. — Nature et durée de ces mesures 330
CIII. — Mesures définitives prises à l'égard des enfants. — Nature de la décision. — Nombre et sexe des enfants 330
CIV. — Décisions modificatives concernant le choix des personnes auxquelles les mineurs étaient confiés. 331
CV. — Décisions des cours d'appel relatives à la déchéance de la puissance paternelle prononcées en 1916 331

Chapitre II. — Mineurs traduits en justice.

Pages.

CVI. — Parquets. — Nombre et sexe des mineurs poursuivis. 332
CVII. — Nombre et sexe des mineurs poursuivis dont le juge d'instruction s'est occupé 334
CVIII. — Mesures de garde provisoire prises à l'égard des mineurs 335
CIX. — Durée des mesures de garde provisoire qui ont pris fin en 1916. Age des mineurs qui en furent l'objet 336
CX. — Mises en observation ordonnées par les juges des enfants et les juges d'appel. Nombre, durée, résultats 337
CXI. — Mineurs jugés. Nature des faits commis 338
CXII. — Résultat des poursuites par arrondissement 340
CXIII. — Résultat des poursuites en rapport avec l'âge. 342
CXIV. — Résultat des poursuites en rapport avec les faits commis 342
CXV. — Mise à la disposition du gouvernement ordonnée par les cours et tribunaux accessoirement à une condamnation à l'emprisonnement 344
CXVI. — Décisions modificatives prises à l'égard des mineurs. Délai écoulé depuis la décision antérieure. Nature de la décision nouvelle 346
CXVII. — Jugements modificatifs rendus à l'égard des mineurs. Délai depuis la dernière décision. Nature de la décision nouvelle 348
CXVIII. — Jugements modificatifs de revision triennale rendus à l'égard des mineurs. Délai depuis la dernière décision. Nature de la décision nouvelle. 350
CXIX. — Résultat des mises en liberté surveillée qui ont pris fin par décision du juge des enfants. Age au début et durée de cette mesure. 352
CXX. — Résultat des placements chez une personne qui ont pris fin par décision du juge des enfants. Age au début et durée de cette mesure 352
CXXI. — Résultat des placements dans une société ou une institution qui ont pris fin par décision du juge des enfants. Age au début et durée de cette mesure 354
CXXII. — Résultat des internements dans une école de bienfaisance de l'État qui ont pris fin par décision du juge des enfants. Age au début et durée de cette mesure 354
CXXIII. — Résultat des internements dans un établissement disciplinaire qui ont pris fin par décision du juge des enfants. Age au début et durée de cette mesure 356
CXXIV. — Résultat des internements dans un asile ou établissement approprié qui ont pris fin par décision du juge des enfants. Age au début et durée de cette mesure. 356
CXXV. — Mineurs en placement au 31 décembre 1916. Age au début et durée de cette mesure. . 358
CXXVI. — Nombre par établissement des mineurs placés au 31 décembre 1916. 358
CXXVII. — Établissements d'observation de l'État. Mouvement de la population. Résultats. . . . 360
CXXVIII. — Établissement spécial de l'État pour anormaux. Mouvement de la population 360
CXXIX. — Écoles de bienfaisance et établissements disciplinaires de l'État. Mouvement de la population 362
Errata. 368
Table analytique 369